

N° 21 ÉTÉ 89 - 42 F

LE MONDE

305 F belges - 1,1 dollar canadiens - 2,50 F suisses - 1,0 dollars US - 3,500 dinars tunisiens - 40 dirhams marocains

APRES LA REVOLUTION

- K. BARNES
- N. BOBBIO
- C. BOUCHARD
- G. CAPRONI
- C. CASTORIADIS
- S. CSOORI
- A. COMTE-SPONVILLE
- R. DARNTON
- R. DEPESTRE
- M. DINESCU
- J.P. DESSERTINE
- N. EL SAHAROU
- H. M. ENZENSBERGER



LA CRISE EST FINIE?



- H. FORST
- R. FOJCYK
- A. GAURON
- G. GIORILLO
- L. GUSTAFSSON
- T. HANSEN
- S. HEANEY
- E. I. HOBRAWN
- N. HUSTON
- M. IGNATIEFF
- M. JANION
- JEAN PAUL
- S. KAKAR
- R. KEARNEY
- J. KOTT
- J. KINSTEVA
- R. LISKOM
- S. MIROZEK
- L. PUISEUX
- K. RIFBERG
- R. SELUCKY
- J.W. SHKLAR
- J. SICHEL
- T. TODOROV

LE MONDE

APRES FREUD

M 1111 - 21 - 42 00 F RD
 3791111042004 00210

Chers amis, chers lecteurs

Nous vous remercions tout d'abord chaleureusement de vos encouragements lors du Salon du Livre en mai, et de vos réponses à notre précédent éditorial. Nous remercions en particulier ceux qui font connaître la revue à leur entourage.

Avant de commenter le contenu de ce numéro, nous voudrions vous parler de nos éditions étrangères. Vous le savez grâce à nos encarts publicitaires, *Lettre internationale* paraît aussi en italien à Rome (depuis 1984), en espagnol à Madrid (depuis 1986) et en allemand à Berlin (depuis 1988). Comme en témoignent les citations de la presse internationale que nous publions régulièrement, le succès européen de *Lettre internationale* est considérable.

Ces éditions étrangères ne sont pas de simples traductions de l'édition française. Leur couverture l'indique bien, il s'agit dans chaque cas d'une revue qui reflète la « personnalité » du pays. La rédaction en France met à leur disposition tous les manuscrits (en langue originale, car nous avons pour principe formel de ne traduire qu'à partir du texte original) qu'elle envisage de publier. A partir de ce stock de base, chacune de nos rédactions étrangères conçoit son propre journal. Elle y ajoute, d'une part, des textes écrits dans la langue du pays (ces contributions ne doivent, en principe, jamais dépasser le quart du contenu total du numéro), d'autre part, des textes d'auteurs étrangers de son propre choix, qu'à son tour elle nous fait parvenir. Chaque édition a donc deux directeurs, qui disposent chacun d'un droit de veto.

Notre idée est que l'Europe intellectuelle, celle de la culture, ne doit pas accepter sa division (nous sommes d'ailleurs persuadés que l'Europe se définit aussi par sa confrontation avec ce qui n'est pas européen, d'où notre intérêt pour les cultures non européennes et la place que nous leur accordons). C'est pourquoi nous éprouvons une grande satisfaction à voir les différentes éditions de *Lettre internationale* en vente en Yougoslavie et en Hongrie (dans ces deux pays, on envisage même une sorte d'édition nationale), et à compter de nombreux abonnés en Pologne. La parution d'une édition scandinave, et peut-être même d'une édition grecque, à partir de l'année prochaine est, en outre, très probable.

Voilà pour notre « cuisine internationale ». Un mot, maintenant, sur le menu de ce numéro.

Comme vous le savez, nous ne sommes pas et ne pouvons pas (en tant que trimestriel avec de longs

délais de fabrication) courir après l'événement.

Pourtant, ce numéro s'ouvre sur la réflexion de l'essayiste irlandais Robert Kearney, qui s'inscrit dans l'actualité et la dépasse. Et, de façon fort intéressante, on rencontre d'autres facettes de cette même actualité dans « notre document » (écrit par l'écrivain hongrois Sandor Csoóri il y a quatre ans) et dans les correspondances de Michael Ignatieff et de Tzvetan Todorov. D'autre part, un rendez-vous s'imposait cette année pour tous les Européens : celui du bicentenaire de la Révolution française. L'ensemble des textes que nous lui consacrons dans ce numéro n'a guère à être commenté sauf en ce qu'il se distancie du débat franco-français.

En revanche, l'ensemble touchant à la psychanalyse doit en partie son existence à la suite de dessins du Pragois Vladimir Jiránek, qui nous a immédiatement séduits lorsqu'elle nous est parvenue. Nous avons pensé que le cinquantième anniversaire de la mort de Freud pouvait lui fournir un cadre thématique jusqu'ici assez négligé dans nos colonnes.

Nous disions que nous ne courions pas après l'actualité. Mais, lorsque l'on vit dans le présent, on finit par la rencontrer. C'est encore une fois le cas avec notre ensemble tourné vers l'économie et celui, plus modeste, touchant à l'écologie, et qui mûrissent depuis longtemps déjà.

Un mot enfin sur l'iconographie, comme certains d'entre vous le demandent. Nous cherchons depuis longtemps à publier les travaux de Carole Benzaken et de Henri Cueco, son professeur aux Beaux-Arts, et nous sommes heureux que la jeune artiste ait reçu cette année le Prix de la jeune peinture. Comme vous l'avez également remarqué, nous hésitons toujours à publier des photos, pour la simple raison que le papier sur lequel nous imprimons ne s'y prête pas. Nous ne faisons d'exception que pour la photo d'art, ici dans notre ensemble sur l'écologie. En ce qui concerne la poésie, nous avons cette fois-ci le plaisir de présenter - parmi d'autres - aux lecteurs français le plus grand poète tchèque vivant, Jan Skácel, qui vient de recevoir le Prix de la littérature d'Europe centrale (le prix Vilenica).

Voilà pour cette fois, et surtout, abonnez-vous, réabonnez-vous et faites abonner vos amis.

Lettre internationale

SOMMAIRE N° 21

Richard Kearney *L'imagination menacée* 3

NOTRE DOCUMENT :

Sándor Csoóri *Le visage fané d'Antigone* 6

Judith N. Shklar *Montesquieu en Amérique* 10

Robert Darnton *L'an zéro* 13

Eric J. Hobsbawm *Faire une « révolution bourgeoise »* 16

Jan Kott *La guillotine, héros tragique* 21

Norberto Bobbio *L'homme et ses Droits* 25

María Janion et Remigiusz Forycki *L'apocalypse*

laïque 29

André Comte-Sponville *Du progressisme : 1789-1917* 33

André Gauron *La crise est finie ?* 36

Hans-Magnus Enzensberger *Les chamans du*

capitalisme international 41

Jean-Paul Dessertine *Un Meiji à Moscou* 47

Radoslav Selucký *Un « plan Marshall » ?* 51

Cornelius Castoriadis *Psychanalyse et politique* 54

Istvan Eörsi *Variations sur Oedipe* 58

Sudhir Kakar *L'idée de personne* 61

Naoual El Saadaoui *Les yeux* 62

Julia Kristeva *Les psychanalystes en temps de détresse* 65

Rosa Liksom *Il naît à une heure et quart* 66

Lars Gustafsson *Le monde selon Benjamin* 69

Thorkild Hansen *La forêt brûle* 71

Louis Puisseux *Le malentendu écologique* 74

Slawomir Mrozek *L'enterrement de l'exterminateur* 77

Commentaires et lettres

Des fleurs (Christian Bouchard) ; La détente au féminin (Nancy Huston) 78

Correspondances de Giulio Giorello 79

Correspondances de Michael Ignatieff 80

Correspondances de Tzvetan Todorov 81

Avec des poèmes de : K. Barnes, G. Caproni, R. Depestre, M. Dinescu, S. Heaney, G. Illyés, E. Lipska, K. Riffbjerg, J. Skácel.

COUVERTURE : JIRÍ KOLÁR ; MICHEL BUTOR ET PATRICE POUPERON

APRÈS LA RÉVOLUTION

LA CRISE EST FINIE ?

APRÈS FREUD

DE L'ENVIRONNEMENT

A l'occasion de la parution du n° 21 de *Lettre internationale*, nous vous invitons à prendre un verre au Bar à vin du cinéma Accatone (20, rue Cujas, M° Saint-Michel ou Luxembourg, Tel. 46.33.86.86)

le mardi 20 juin 1989 à 21 heures

Nous vous convions ensuite à la projection du film britannique

de Lindsay Anderson
Britannia Hospital

(participation aux frais : 15 F)

Lettre Internationale N° 22 paraîtra le 6 octobre 1989

Ce numéro est publié avec le concours du Centre national des lettres, l'aide de la Commission des Communautés Européennes et du CEEPP, Oxford.

Nous vivons aujourd'hui dans une culture où il devient de plus en plus difficile de distinguer l'image de la réalité. Qu'est-ce qui vient en premier : le fictif ou le réel ? La copie ou l'original ? L'imitation ou le monde imité ? Peut-on encore avoir des certitudes ? La société des moyens de communication nous enferme-t-elle dans un labyrinthe tapissé de miroirs, où la réalité se dissout dans un jeu d'images sans fin ?

S'il est vrai, comme le suggèrent certains critiques, que les images ne sont pas tant enregistrées comme des productions uniques d'esprits créateurs que comme des reproductions médiatiques éphémères, la notion longtemps glorifiée d'imagination humaine risque fort de devenir superflue. Va-t-on bientôt être témoin de cette « fin de la fiction » dont on parle tant - de l'ultime dissolution de la faculté humaine de

condamner son roman *les Versets sataniques* et d'appeler les musulmans à exécuter l'auteur en raison de l'image blasphématoire qu'il donnait du prophète Mahomet. Alors que la nouvelle se propageait rapidement par les voies mondiales de communication, des émeutes éclatèrent dans les communautés musulmanes du Pakistan, du Cachemire, de l'Arabie Saoudite, de l'Inde, du Bangladesh et d'Angleterre. On brûla le livre de nombreuses fois, des menaces de vengeance terroriste furent proférées, et il y eut de nombreuses victimes (treize morts rien que dans une émeute à Bombay).

Que dissimule cette saga tumultueuse ? Qu'est-ce qui a provoqué un tel déchaînement de passions chez les dirigeants (et les citoyens) des pays islamiques et non islamiques ? Comment *les Versets sataniques* - le roman le moins lu du siècle mais qui fait le plus parler de lui, selon un commentateur - ont-ils pu provoquer une virtuelle déclaration de guerre culturelle entre des pays occidentaux et des pays du Moyen-Orient ? Le phénomène tient sans nul doute à la perception de la fiction et de la réalité, à la distinction entre le récit

quelque obédience que ce soit) de réduire la fiction à des faits. N'est-ce pas ce que voulait dire la romancière Nadine Gordimer quand elle demanda : « Un livre a-t-il jamais déchainé de telles passions ? Il est impossible que l'islam soit menacé par les inventions d'un roman. »

L'imagination morte

L'un des principaux et des plus graves dangers mis en lumière par « l'affaire Rushdie » - comme l'ont rapidement baptisée les médias internationaux - est sans aucun doute celui de confondre le figuré et le littéral, de prendre la fiction au pied de la lettre. D'une manière presque inquiétante, Rushdie lui-même semble avoir anticipé ce danger dans son roman. En effet, les événements qui ont suivi la publication des *Versets sataniques* sont souvent apparus comme des imitations grotesques de ceux que raconte le roman. L'acte terroriste par lequel il débute, par exemple une bombe dans un avion, est précisément le type de vengeance sans doute envisa-

L'IMAGINATION MENACÉE

raconter des histoires, de projeter des mondes imaginaires de possibilités qui transcendent et transforment la réalité établie ?

Walter Benjamin, le philosophe juif allemand, avait prêté en termes frappants que le jour viendrait où l'on cesserait de raconter des histoires, et affirmé que le monopole latent des médias technologiques remplacerait l'« aura » authentique de l'imagination par les techniques anonymes de l'information. Nous sommes maintenant entrés dans « l'ère de la reproduction mécanique », observait-il, et l'humanité s'est si bien accoutumée aux images sensationnelles de l'horreur fournie par des moyens électroniques qu'elle pourra bientôt contempler sa propre destruction avec le frisson du voyeur.

Cette situation a pour corollaire l'apparition du *kitsch* - curieux phénomène de notre époque dont attestent non seulement l'extraordinaire pouvoir attractif des trucages de Disneyland ou la fascination qu'exercent les images publicitaires en raison même de leur caractère factice, mais aussi des statistiques récentes indiquant que nombreux sont les étudiants des universités américaines qui choisissent leurs heures de cours de sorte à ne pas rater le dernier feuillet télévisé ! (La sophistication du plaisir étant, sans aucun doute, inversement proportionnelle à la simplification de l'image de soi.) La parodie, semble-t-il, perd son côté critique et tombe dans l'artifice de l'autocontemplation. « Le besoin du kitsch de l'homme-kitsch (Kitschmensch), explique Kundera, c'est le besoin de se regarder dans le miroir : du mensonge embellissant et de s'y reconnaître avec une satisfaction émue. » (L'Art du roman, « Soixante-treize mots ».)

Le roman est une forme d'art qui ouvre des perspectives saisissantes, voire alarmantes, sur la confusion grandissante entre image et réalité. Les écrits récents de quatre romanciers contemporains - Salman Rushdie, Tom Wolfe, Samuel Beckett et Milan Kundera - témoignent d'une vive préoccupation au sujet de l'incapacité croissante de notre époque à distinguer correctement le réel de la fiction. En outre, il est révélateur que leurs textes aient donné lieu à des débats dans les médias internationaux d'une ampleur parfois sans précédent.

Le droit d'imaginer

Le 15 février 1989, le romancier d'origine indienne Salman Rushdie faisait une déclaration simple mais énergique, affirmant la différence fondamentale de la fiction et de la réalité. Comme on le sait maintenant dans le monde entier, cette déclaration avait été provoquée par l'ayatollah Khomeyni qui venait de

imaginaire de quelque chose et cette chose elle-même ou, en l'occurrence, entre un portrait parodique du Prophète de l'islam et le Prophète lui-même. On a beaucoup parlé de liberté d'expression : le PDG d'une grande chaîne de librairies américaines a même déclaré que le premier amendement de la Constitution américaine était « pris en otage ». Mais derrière tout cela, il y a probablement un droit encore plus fondamental et tout aussi inaliénable : le droit d'imaginer.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que des écrivains aient été les premiers à reconnaître les implications profondément inquiétantes de la « disparition » forcée de Rushdie : Harold Pinter a pris la tête d'une manifestation à Downing Street, à Londres, pour demander que le gouvernement britannique prenne des mesures immédiates pour défendre Rushdie ; aux Etats-Unis, John Junterman, du Syndicat national des écrivains, s'est joint à Norman Mailer, Susan Sontag et d'autres pour dénoncer la menace pesant sur Rushdie comme une « attaque contre notre liberté d'imagination ». L'enjeu était la liberté de raconter des histoires pour résister à toutes les tentatives fondamentalistes (de

gé par les plus fanatiques des disciples de Khomeyni. Dans un autre passage fantasmagorique, on voit un scribe de fiction appelé Salman qui transcrit mal les paroles du prophète Mahound, crime, lui dit sans ménagement Mahound, entraînant la peine de mort : « Ton blasphème n'est pas pardonnable. » On est certes mal à l'aise de constater que quelques mois seulement après la publication de cet échange fictif entre scribe et prophète, un imam reprend à son compte les mots prononcés par Mahound, le personnage imaginaire de Rushdie, et offre une prime de cinq millions de dollars pour la tête de celui-ci. La fiction recommence, et cette fois-ci, non pas sur le mode de la farce mais sur celui de la tragédie.

Toutefois, la manière dont l'un des personnages du roman plagie la menace de l'ayatollah *avant* même que celui-ci l'ait proférée offre peut-être l'exemple le plus frappant d'imitation par la réalité de la fiction de Rushdie : « Si j'étais Dieu, je supprimerais l'imagination chez les gens. » On peut remercier Salman Rushdie, et d'autres écrivains comme lui, de ce que l'imagination soit encore intacte. Si la « disparition de l'auteur » prévue par Roland Barthes dans notre culture médiatique postmoderne a bizarrement eu lieu au sens propre (Rushdie se cache), dans un autre sens, le pronostic a été vigoureusement démenti : l'imagination du romancier reste vivante envers et contre tout.

Il reste cependant une question difficile qu'il conviendrait de se poser dans le monde occidental, au milieu de toutes nos protestations légitimes contre la menace fondamentaliste suspendue sur la liberté d'imaginer. Cette question est la suivante : notre civilisation postmoderne de l'image - où les imitations deviennent plus importantes que les réalités qu'elles sont censées représenter, où des pseudo-événements remplacent les événements réels, où des simulacres se substituent à l'expérience vécue - ne se prête-t-elle pas de plus en plus à une certaine confusion de la fiction et du fait ? Cette incapacité à distinguer l'image de la réalité n'est-elle pas le point où, paradoxalement, se rejoignent l'Occident postmoderne et un certain Moyen-Orient fondamentaliste pour devenir d'étranges alliés, se transformer en des fossoyeurs de l'imagination créatrice qui œuvrent côte à côte ?

Samuel Beckett, l'écrivain irlandais, est un auteur occidental qui a attiré notre attention à maintes

LA VILLA DE L'ARTISTE

*Mon dossier lève comme le pain blanc
il gonfle, il monte en craquant doucement,
mon amour quel bon temps nous passerons
derrière ses auvents de carton.*

*Viens avec les parents nous serons mieux
et prends ton parapluie si tu veux,
dans les mots c'est l'automne, dans nos assiettes
fil pleut et les agents du fisc tombent des dieux.*

*Les vitrines aujourd'hui me laissent froid
je passe sans les voir, sans une injure, ma foi :
chair de canon, saindoux d'abeille,
au ciel un angelot de vodka veille...*

Mircea DINESCU

RUSHDIE, Salman
Les Enfants de minuit
Stock, 468 p., 1983
La Honte
Stock, 336 p., 1984
La Source de jaguar :
un voyage au Nicaragua
Stock, 180 p., 1987
Les Versets sataniques
Christian Bourgois,
à paraître

**BECKETT, Samuel**

Fin de partie
Minuit, 128 p.,
1957
Watt
Minuit, 272 p., 1969
Pas ; Quatre esquisses
Minuit, 100 p., 1978
Compagnie
Minuit, 96 p., 1980
L'Image
Minuit, 17 p., 1988

JOYCE, James

Finnegan's Wake
Gallimard, 108 p.,
1970

KUNDERA, Milan

L'Insoutenable légèreté
de l'être
Gallimard, 396 p., 1984
L'Art du roman
Gallimard, 200 p., 1986

WOLFE, Tom

Le Bücher des vanités
S. Messinger,
704 p., 1989

reprises sur le risque de disparition de l'imagination dans notre culture. Etant l'un des premiers signataires de la pétition internationale des écrivains pour défendre Rushdie, publiée le 1^{er} mars 1989, Beckett a témoigné inexorablement des menaces de mort dont a fait l'objet l'activité créatrice de l'imagination. Depuis ses premiers romans, comme *Watt* et la trilogie des années cinquante, qui constituaient une réflexion à travers la fiction sur l'impossibilité apparente de continuer à écrire de la fiction, jusqu'à sa pièce apocalyptique, *Fin de partie*, où le seul espoir de survie de l'imagination est représenté par une silhouette enfantine aperçue derrière une fenêtre, qui disparaît au loin en courant, Beckett a médité sur les implications d'une « fin de la fiction » imminente. Ses fragments en prose toujours plus brefs sont autant d'autres témoignages de la crainte obsessionnelle de cet écrivain d'assister bientôt à la veillée mortuaire de l'imagination. Les séries de courtes nouvelles, ou « résidus » comme il aime à les appeler, publiées depuis les années soixante sont éloquentes (*Assez, Pas, Imagination morte imaginez, Stirrings Still*). Et si l'étincelle d'un regain de foi dans le pouvoir de la fiction semblait jaillir dans la première phrase de *Compagnie*, publié en 1980 (« Une voix parvient à quelqu'un dans le noir. Imaginer. »), l'espoir de la communication par les images semble s'aneantir à nouveau dans le dernier mot du texte : « Seul. » Dans ce contexte d'anéantissement culturel, la décision prise par Beckett au printemps 1988 de publier un texte de fiction en français intitulé *L'Image* revêt une signification particulière. A l'arrière-plan du discours postmoderne, sur la fin du roman et de l'incapacité concomitante des écrivains à créer une littérature d'imagination significative dans un monde d'images médiatiques, il se fait le nécrologue de la fiction par excellence. *L'Image* est un court texte en prose (de mille mots à peine), dans lequel l'auteur imagine la formation d'une image, racontant ainsi l'histoire du comment toutes les histoires ont commencé : une langue transforme de la poussière en boue, puis fait de cette boue de la musique. C'est un texte sur la chair qui devient verbe, la terre qui devient imagination. Il donne cours à un flot d'allusions intertextuelles qui ne sont jamais nommées. Le lecteur est invité à imaginer lui-même ce que signifie cette fabrication d'images. Est-ce Yahvé modelant Adam à partir d'un peu de poussière ? Est-ce Enoch, le premier idolâtre, modelant son golem avec de l'argile mélangée à de la salive ? Est-ce un personnage christique donnant, avec de la boue humidifiée par sa propre langue, la vue à des yeux aveugles ? Est-ce Pygmalion ou le Dédale de la légende grecque faisant naître de la pierre les figures humaines qui les ensorcelèrent ? Avec plus d'exactitude peut-être, le lecteur peut aussi imaginer que *L'Image* est une sorte de post-scriptum (tout comme le récent *Stirrings Still*) aux propres fictions de Beckett sur la fin de la fiction. On pourrait donc lire *L'Image* comme une réponse séduisante, encore que tardive, au paradoxe qui était au cœur de son précédent texte « terminal », *Imagination morte imaginez* : imaginer l'imagination morte, c'est toujours imaginer !

Beckett lui-même n'a donné aucun indice. « Le texte ne concerne pas quelque chose, il est quelque chose », a-t-il dit à propos de la *Veillée de Finnegan* de Joyce, dans l'un de ses premiers textes publiés à Paris en 1929. Contrairement aux premières œuvres de fiction de Beckett – qui font délibérément allusion à leur propre condition d'écrit par des références fréquentes

à des personnages et des narrateurs d'autres textes (« Tous ces Murdoch, Moley, Malone qui m'empêchent d'arrêter d'écrire », etc.), *L'Image* n'est que ce qu'elle est, sans fausse honte, sans remords : une image invitant le lecteur à imaginer l'acte d'imagination. Un rappel qu'au commencement était l'image. Une langue se chargeant de boue, une bouche humectant la matière des mots, insufflant la vie dans un peu de poussière, façonnant, sculptant, murmurant une image. Engendrant. Imaginant. *Yetsirah. Phantasia*. Quand on lit *L'Image*, on peut presque entendre l'imagination de Beckett se chuchoter à elle-même les mots de son narrateur « innommable » : « Je ne peux pas continuer, je vais continuer. » Alors que se déroule la veillée funèbre de l'imagination, elle est encore agitée de frémissements.

Les textes de Beckett décrivent l'état désespéré de l'imagination dans la civilisation médiatique de l'image, sans qu'il y ait jamais identification explicite des médias. (Ce qui s'en rapproche le plus, ce sont des références non spécifiques à des variations électroniques de lumière ou de son, comme dans *Imagination morte imaginez* ou dans *Souffle*.) Mais en dépit de la manière dont Beckett élude les images médiatiques explicites – aussi bien dans son œuvre que dans sa vie –, le paradoxe demeure : le lauréat du prix Nobel reste un sujet de curiosité et de spéculation presque obsessionnelles pour les médias. Comme d'autres auteurs de fiction tels que Salinger, Pynchon et, plus tragiquement, Rushdie l'ont découvert, aucune imagination n'est sans danger dans notre société du spectacle. Il n'y a pas d'issue au labyrinthe d'images reproductibles à l'infini : l'acte même de disparition devient précisément celui qui attire le plus d'attention. Mais on peut être sûr d'une chose : si Samuel Beckett – le timide protestant de Dublin qui décline les interviews dans la presse et à la radio et fuit les photographes et les caméramen – a toujours refusé obstinément de dire un mot aux médias mondiaux de son vivant, les médias mondiaux auront le dernier mot sur ce point quand il aura disparu.

Une Alice postmoderne

Le 13 février 1989, le romancier américain Tom Wolfe, bien en vie, sans que sa tête ait été mise à prix, faisait la couverture de l'hebdomadaire *Time*. Pendant plus d'un an, son roman *Le Bücher des vanités* avait figuré en tête de la liste des best-sellers aux Etats-Unis et en Angleterre. *Newsweek* le qualifiait, lors de sa parution, de « comédie humaine à l'échelle d'un gratte-ciel et au prix d'une course en taxi ». tournure hyperbolique typique des médias et qui répétait comme un perroquet le langage que Wolfe parodie lui-même dans son livre. (Ses précédents best-sellers avaient des titres qui ressemblaient à des gros titres : *Acid test*, ou *Le gauchisme de Park Avenue*.) Une autre critique dans le même registre, parue dans le *New Haven Register*, traitait Wolfe de « meilleur météorologue de la mode » et vantait les sensations fortes d'ordre esthétique procurées par sa description de l'autodestruction actuelle des Etats-Unis : « On éprouve un monstrueux plaisir à regarder ce monde partir en flammes... La conflagration de Wolfe balaie New York dans un grand cirque tragico-musical. »

A en juger par les réactions des médias, des millions d'Américains (et plus particulièrement ceux qui forment la nouvelle génération des Yuppies) se

sont précipités pour lire l'histoire de leur propre anéantissement, qu'il s'agisse du deuxième effondrement des cours à Wall Street ou de l'« Apocalypse Now » qu'est le conflit racial dans la « jungle des arrière-cours » des quartiers déshérités des villes américaines. Selon les chiffres mirifiques des ventes, la plupart de ces lecteurs se jettent de manière compulsive sur un portrait extrêmement peu flatteur de leur « pays si bien engraisé, avec ses étalages obscènes de richesse et son obsession plus obscène encore pour le confort des gens », comme dit Wolfe.

Ils sont purement et simplement fascinés par le récit de l'ascension et de la chute d'un dénommé Sherman McCoy, jeune « Maître de l'Univers » exerçant ses talents à Wall Street, nanti d'une femme et d'une petite fille irréprochables, dans leur appartement de Park Avenue, et d'une maîtresse flamboyante qui s'habille haute couture et se perche sur des talons encore plus hauts dans un appartement du bas de Manhattan.

Rares sont ceux, semble-t-il, qui ont pu résister à la tentation d'aller voir ce qu'était le jeu de miroir parodique de Wolfe. D'autant qu'il était très difficile de distinguer la fiction des faits, le roman offrant un exemple de ce genre apparu récemment et appelé « nouveau journalisme ». Wolfe a été le premier à utiliser cette expression et à promouvoir la fusion du roman et du journalisme. Tel est, après tout, notre sort postmoderne commun. Nous vivons tous dans le même labyrinthe tapissé de miroirs ; pourquoi, alors, nier que le fossé entre le réel et l'imaginaire, le journalisme et l'écriture de fiction, l'art et l'artifice des médias a virtuellement disparu ? Andy Warhol le savait. La plupart des metteurs en scène hollywoodiens de la nouvelle race le savent aussi. Pourquoi faudrait-il donc que les poètes essaient d'arrêter le déferlement irrésistible de la postmodernité, la disparition de l'opposition moderniste entre le fait et la fiction, entre la culture de masse et l'art ?

L'article de *Time* est instructif. Son titre, déjà, en dit long : « Maître de l'Univers ». Wolfe se voit donc qualifié du nom qu'il a inventé pour son banquier caricatural. L'expression qui, présume-t-on, a été conçue par le romancier comme une parodie comique pour désigner le personnage de McCoy est reprise de façon mimétique par le *Time* avec une valeur dithyrambique. Par la parodie de la parodie, le reflet du miroir, l'image se trouve doublement inversée, et revient donc à sa signification « première » : « Maître de l'Univers » est ce que le « vrai » McCoy aurait pu se murmurer quand il partit à la conquête de Wall Street. Mais qui est le vrai McCoy : un personnage de fiction, un être existant, l'auteur lui-même ?

Toutefois, l'article de *Time* n'est pas seulement révélateur par son titre. En présentant Wolfe à la fois comme un journaliste et comme un romancier, il annonce son rôle quasiment prophétique : l'auteur du *Bücher des vanités* se retourne pour contempler une décennie de cupidité et prévoit un refroidissement de la passion nationale pour l'argent et la licence. En outre, *Time* a réussi à faire mieux que son rival *Newsweek* en obtenant une réelle interview de Wolfe. Si vous pensiez que le Sherman McCoy du roman était le summum, vous vous trompiez. Regardez, dit l'article, voilà l'auteur en personne, content de lui dans son luxueux costume blanc, se prélassant vaniteusement sur un canapé luxueux dans son appartement de Park Avenue. Qui a besoin d'avoir lu le roman et tous ces articles prestigieux qui disent ce qu'il faut en penser ? Nous tenons le narrateur en chair et en os (comme en témoigne la photographie en couleurs) et il va tout dire. Or, qu'a-t-il justement à dire ? Des choses bizarres.

Il commence par entonner la thèse de la « fin de la modernité » : les rêves sacro-saints de « l'imaginaire social » du siècle des Lumières – appelés alternativement « idéologie » et « utopie » – sont désormais morts et enterrés. « A bien des égards », déclare Wolfe, nous avons réalisé le rêve des anciennes sociétés utopistes du milieu du XIX^e siècle. « La fantastique prospérité que les Etats-Unis ont connue depuis le début des années soixante est l'un des aspects de la matérialisation de ce rêve, du phénomène de transformation de l'image en réalité : l'autre en est, conclut-il, la passion de l'argent – la vanité qui entraîne à leur perte tous les personnages du *Bücher*. Nous y voilà

donc : les lecteurs qui ont le privilège de se voir révéler les pensées intimes de Tom Wolfe, auteur du *Bücher des Vanités*, sont figés dans l'attente d'une révélation morale fulgurante. Mais, au lieu de se lancer dans un plaidoyer passionné pour le changement, pour que le capitalisme tardif remette de l'ordre dans ses affaires, pour que soit résolu le conflit racial de plus en plus dur dans les villes américaines, Wolfe se contente de déclarer : « Pour ma part, je ne voudrais pas que ce pays change. »

Le romancier n'offre aucune explication cohérente de cette attitude quietiste. Mais plus avant dans l'interview, on trouve un extraordinaire aveu qui semble bien donner la clé de toute l'énigme moderne : comment changer une civilisation de l'image par des images ? Comment tenir un miroir devant un mur circulaire de miroirs et espérer montrer quelque chose de nouveau ? Comment, en bref, utiliser l'imagination pour se souvenir ou projeter d'autres manières d'exister dans ce monde ? Citant un autre romancier américain contemporain, Wolfe confesse : « Philip Roth a déclaré que nous vivons à une époque où l'imagination du romancier est impuissante face à ce que celui-ci sait qu'il va lire le lendemain dans le journal. C'est vrai. Personne ne peut inventer les choses qui paraissent tous les jours dans les journaux. » Il donne ensuite l'exemple suivant, tiré de sa propre expérience : « A un moment donné, j'étais un peu inquiet de faire perdre à mon héros, Sherman McCoy, six millions de dollars pour sa firme en l'espace d'un quart d'heure. Et puis je me suis dit "Vas-y, c'est de la fiction". Je venais tout juste de quitter ma machine à écrire quand j'ai pris le *New York Times* et j'ai vu en première page l'histoire d'un jeune banquier travaillant pour une société d'investissement : il avait à peu près l'âge de mon personnage, trente-huit ans, et venait de faire perdre à sa société deux cent cinquante millions de dollars en une semaine. Je me suis senti comme Alice au Pays des Merveilles, courant aussi vite que possible pour rester sur place. »

On peut s'interroger sur ce qu'a ressenti le vrai banquier de la société d'investissement dont parlait le *New York Times* en lisant le récit des malheurs de McCoy signé par Wolfe, si tant est qu'il l'ait fait (mais je suis prêt à prendre les paris). Alice postmoderne plongée dans la perplexité par la relation entre l'image et la réalité quand elle contemple le reflet dans le miroir, « qui était le premier ? », a-t-il dû se demander. Cette perplexité, qu'elle soit éprouvée par Alice, le « vrai » McCoy ou Wolfe, suffit peut-être, pour un début tout au moins : impression de malaise provoquée par la confusion de l'imagination et de la réalité ; malaise qui, lui-même, trahit le besoin salutaire d'une autre compréhension de la poétique postmoderne.

Le règne des « agélastes »

La traduction en anglais des réflexions de Milan Kundera sur la littérature et la culture contemporaines, intitulées *L'Art du roman*, a été publiée en hiver 1988. A l'évidence, ils ont fait naître la controverse chez une nouvelle génération de lecteurs américains. Il ne pouvait y avoir de doute : les textes de Kundera étaient l'écho d'un malaise particulier dans la culture américaine contemporaine, comme ils l'avaient été auparavant dans la culture européenne. Le diagnostic de Kundera sur l'imagination poétique dans le monde postmoderne de la communication n'est pas optimiste : « L'unification de l'histoire de la planète, ce rêve humaniste dont Dieu a méchamment permis l'accomplissement, est accompagnée d'un processus de vertigineuse réduction... L'homme se trouve dans un vrai tourbillon de la réduction où "le monde de la vie" dont parlait Husserl s'obscurcit fatalement et où l'être tombe dans l'oubli... Le roman (comme toute la culture) se trouve de plus en plus dans les mains des médias ; ceux-ci, étant agents de l'unification de l'histoire planétaire, amplifient et canalisent le processus de réduction ; ils distribuent dans le monde entier les mêmes simplifications et clichés susceptibles d'être acceptés par le plus grand nombre, par tous, par l'humanité entière. - Cet esprit commun des mass médias dissimulé derrière leur diversité politique, c'est l'esprit de notre temps »,

affirme Kundera. Et il lui oppose ce qu'il appelle « l'esprit du roman », le définissant comme « l'esprit de complexité » qui rappelle constamment au lecteur que les choses ne sont pas aussi simples qu'elles en ont l'air.

Un autre terme que Kundera applique à l'imaginaire postmoderne de la culture des médias – ainsi que nous l'avons déjà signalé – est celui de kitsch. Le kitsch, dit-il, est « la traduction de la bêtise des idées reçues dans le langage de la beauté et de l'émotion ». Selon lui, il constitue l'un des symptômes les plus insidieux et les plus pervers de la mort de la modernité, et illustre certains de ses plus étranges « paradoxes terminaux ». Le kitsch re-présente la beauté comme ce qui est joli, l'expérience comme la sentimentalité, la culture universelle comme le plus petit dénominateur commun de l'uniformité, la vérité comme l'opinion des mass médias. Evoquant Hermann Broch et sa vision quelque peu apocalyptique de l'inéluctable « vague du kitsch », Kundera s'inquiète de ce qu'il perçoit comme la suprématie mondiale de la fausse culture des médias, fondée sur la conformité et l'absence d'imagination créatrice. Si le roman est, comme l'affirme Kundera, l'écho du rire de Dieu qui a présidé à la naissance de la « sagesse de l'incertitude et de l'ambiguïté », la menace qui pèse sur la fiction signifie la mort du rêve moderne. La modernité, dans l'état désespéré où elle se trouve actuellement, a trahi ses meilleures images, réduisant l'imagination poétique des individus à l'imaginaire collectiviste de mass médias pré-programmés. Sans compromis, Kundera voit la « fin de la modernité » de la façon suivante : « (...) La montée irrésistible des idées reçues qui, inscrites dans les ordinateurs, propagées par les mass médias, risquent de devenir bientôt une force qui écrasera toute pensée originale et individuelle et étouffera ainsi l'essence même de la culture européenne des temps modernes... L'effort héroïque du roman moderne qui s'oppose à la vague du kitsch mais finira par être terrassé par lui. Le mot kitsch désigne l'attitude de celui qui veut plaire à tout prix et au plus grand nombre. Pour plaire, il faut confirmer ce que tout le monde veut entendre, être au service des idées reçues... Vu la nécessité impérative de plaire et de gagner ainsi l'attention du plus grand nombre, l'esthétique des mass médias est inévitablement celle du kitsch ; et au fur et à mesure que les mass médias embrassent et infiltrent toute notre vie, le kitsch devient notre esthétique et notre morale quotidiennes. » (*L'Art du roman*, « Discours de Jérusalem : le roman et l'Europe ».) Kundera constate que si le modernisme signifiait à l'origine une révolte contre les idées et les images conformistes, dans sa phase terminale actuelle on assiste à un renversement inquiétant de son projet initial. Aujourd'hui, observe Kundera, « la modernité se confond avec l'énorme

vitalité mass-médiatique », à tel point qu'être moderne suppose « un effort effréné pour être à jour », pour être au courant de tout au moment où l'événement se produit, pour se conformer aux impératifs mêmes de la conformité. « La modernité a revêtu la robe du kitsch », déclare sombrement Kundera.

La mode actuelle des images est lourde de conséquences pour l'avenir de l'imagination. La menace exercée sur l'imagination se manifeste avant tout par une menace sur l'esprit du rire et la poésie. La phase terminale de la modernité – qui a désormais pris le contre-pied de ses meilleures intentions – se caractérise par le règne d'une nouvelle race d'individus que Kundera, empruntant le terme à Rabelais, appelle les *agélastes*, sinistres maîtres de l'uniformité qui prennent leur imaginaire kitsch tellement au sérieux qu'ils en oublient que « l'art du roman est venu au monde comme l'écho du rire de Dieu ». L'art « qui a su créer ce fascinant espace imaginaire où personne n'est possesseur de la vérité et où chacun a le droit d'être compris », risque de plus en plus de tomber dans l'oubli, prévient-il.

Cet « espace imaginaire » de la tolérance est né avec « l'Europe moderne », affirme-t-il, il est « l'image de l'Europe » ; et il fait le pari avec entêtement, que ce « rêve de l'Europe », si souvent travesti et trahi, restera assez fort pour nous unir tous dans une « fraternité qui dépasse de loin notre petit continent » (*L'Art du roman*, « Discours de Jérusalem : le roman et l'Europe »).

Dans l'appel que lance Kundera pour la survie de l'imagination poétique, il y a un cri du cœur éthique. Aussi bien que Rushdie, Wolfe ou Beckett, il sait que le « monde imaginaire » du roman est fragile et périssable. Mais, sans aucun doute, la reconnaissance même de la menace de mort qui pèse sur la fiction est, implicitement et en dernière analyse, un refus de laisser l'histoire se terminer et, par conséquent, un engagement vis-à-vis de la récréation continuelle qu'opère l'imagination.

Alors que l'on assiste à la veillée mortuaire de l'imagination, celle-ci ne continue-t-elle pas à vivre ? Le profond changement de la culture occidentale, dont témoignent les « crises terminales » de la fin de la modernité, n'engendre-t-il rien d'autre que des épaves de parodies flottant librement, n'ouvre-t-il pas aussi la possibilité de quelque chose de « riche et étrange » ? Après les naufrages culturels de la modernité, ne peut-on pas découvrir des moyens d'imaginer autrement – comme un enfant qui joue avec un tamis au bord de l'eau et laisse des traces sur la plage ? Le message écrit sur le sable annonce-t-il la mort ou le réveil de l'imagination ?

© Richard Kearney



Ly a plusieurs années, lors de l'assemblée générale de l'Association des écrivains hongrois, l'un de nos collègues, István Eörsi, fit cette proposition hallucinante : il faudrait que l'on introduise la censure en Hongrie aussi. Un grand éclat de rire, un peu embarrassé, accueillit cette déclaration.

Moi-même, au premier abord, je pris cette proposition pour de l'humour macabre. Mais je réalisai très vite qu'Eörsi, s'il faisait un pied de nez, n'ironisait ni ne persiflait, que sa suggestion en faveur de la censure était un acte sérieux et mûrement réfléchi. Et ce n'était pas une idée conservatrice, mais une idée progressiste.

LE VISAGE FANÉ D'ANTIGONE

Eörsi s'efforce justement de démontrer à l'appui de sa suggestion que, face à ces interdictions hypocrites, floues, incertaines, une censure ouvertement annoncée et assumée – quoique ce soit révoltant à dire – est un avantage. Parce que cette dernière a des contours visibles, saisissables, des impasses, des fosses à loup signalisées. En un mot : elle a du caractère. Elle interdit, mais, ce faisant, elle aide. Car ce qui est déterminé me rend déterminé aussi. Directement ou indirectement. Directement : parce que je peux l'évaluer et l'affronter ou bien lui jouer des tours avec une astuce digne d'Ulysse. Et indirectement, par des

LE CITOYEN D'UN PETIT PAYS

Le citoyen d'un petit pays
né imprudemment aux confins de l'Europe
est appelé à réfléchir sur la liberté.
Réserviste de son état il n'a jamais pensé à cela.
Il interrompt le nourrissage matinal de sa baleine.
Il cherche dans les dictionnaires.
Il lui est arrivé quelques fois dans la vie
de traverser la liberté en transit.
Parfois il y a pris un déjeuner
et bu un verre de jus d'orange.
Parfois c'étaient les stations du métro
les manches noires des tunnels.
Les petits wagons au-dessus du précipice.
Mais toujours il revenait.
A sa collection de baleines.
A la laverie chimique progressiste
décorée récemment d'une médaille d'estime.
Aux grandes agences
qui démentent formellement la situation
[météorologique générale]

Aux lapsus
annonçant les grands changements.
Il revenait
à ses propres espaces de la liberté
où il se promenait
en gilet de sauvetage
la pharmacie de premier secours
en bandoulière.
Ces espaces il les rencontrait la nuit.
La peur, main d'homme gantée de noir, le poursuivait.
A la fin une aurore polaire lui apparaissait.
Il a été pendu
par lui-même
sur la place des défilés.

Qu'a-t-il choisi – il le demande à lui-même.
Une moindre absurdité
ou un plus grand problème.

transferts psychologiques. Car si je sais exactement ce que je dois craindre, il me sera plus facile d'être audacieux et de faire front qu'à quelqu'un qui doit ferrailler en aveugle dans le noir.

Car derrière une censure de caractère surgissent toujours, telle une métaphore ancestrale, les deux personnages exemplaires du drame grec : Antigone et Créon. Les représentants antagonistes de l'intérêt moral et de l'intérêt du pouvoir, de la détermination individuelle et de l'opiniâtreté du tyran. Leur relation n'est qu'en partie définie par leur antagonisme et leur divergence fatale. Ils sont beaucoup plus liés par le fait que chacun refuse la vérité de l'autre, mais qu'en même temps chacun y est parfaitement assujé-

ti. La meilleure façon pour chacun de défendre son obsession, son moi le plus intime, c'est de le mettre à nu devant l'autre, de lui dévoiler sa vulnérabilité fatale sans aucune restriction. Si, par exemple, Antigone se cachait, se dissimulait, si, sournoise, elle suivait les ordres de son âme, son deuil resterait son affaire personnelle et ne pourrait être une source de douleur et d'obstination universelle.

Une telle tension, aussi pure, aussi noble, ne peut être créée que par la tragédie ou le drame, jamais par le censeur et l'individu censuré. Car leur opposition est a priori suspecte, pourrie, mesquine. D'un côté, elle a été pervertie par la suprématie sans justification et l'inflexibilité dans l'application inconditionnelle des ordres, de l'autre côté par la colère, l'amertume et le dégoût de l'esprit humilié, piétiné.

Mais si l'homme est conscient de tout cela sans se faire d'illusion, il ne renonce pas pour autant à son rêve, à son exigence d'avoir, même dans sa servitude, un adversaire idéal, un adversaire de caractère.

La censure totale et ses héros

La censure du XIX^e siècle – que l'on pourrait qualifier de « classique » – a disparu après la Seconde Guerre mondiale stupidement, bêtement, comme quelqu'un qui a été, par erreur, tiré hors de sa propre maison et déporté par des soldats envahisseurs dans un endroit inhabité.

Au bout de quelques années, il s'est révélé que cette déportation avait été mûrement réfléchie et même minutieusement élaborée. Les démocraties populaires, les dictatures du prolétariat, les socialismes ont aboli non seulement les rapports de propriété, la hiérarchie de classe de l'ancien régime, mais aussi toutes les institutions d'autodéfense de la société civile. Parallèlement aux nationalisations des usines, des banques, des écoles, ils ont nationalisé la personnalité, le rayonnement, la volonté humaines, l'esprit d'initiative et la pensée. Quant à l'instinct de la liberté d'expression, d'ailleurs infirme dès le départ, ils l'ont étouffé, égaré, comme s'ils avaient interféré dans l'inclination mutuelle des hommes et des femmes. Jamais on n'a entendu autant de faux rires. Jamais autant d'âneries monumentales, autant d'applaudissements jetés à la décharge publique.

En 1956, ce n'est pas d'abord pour la liberté de la presse que nous nous sommes battus, mais contre une politique qui censurait toute notre existence. Car les censures classiques ne sont que partielles, leurs panneaux d'interdiction sont pour la plupart visibles et contournables, alors que les censures issues de la pratique socialiste sont enchevêtrées et totales.

Le mot « total » est naturellement équivoque. Dans un premier sens, il peut signifier une interdiction, une restriction totale, un bloc de rochers qui, de son poids gigantesque, écrase la vie spirituelle et morale

d'un pays et sous lequel, dans le meilleur des cas, il est tout juste possible de bouger un cil.

Mais il n'y a pas que les déluges de pierre, il n'y a pas que les orages de grêle et les bombardements en tapis qui peuvent provoquer des destructions totales ; il y a aussi un virus invisible qui se faufile dans les cellules, s'y installe et, de là, lance son attaque. Et tandis que l'œil, par exemple, semble encore vif et la profondeur de la pupille inviolable, la vue baisse depuis longtemps déjà, car ce virus, qui n'a même pas de nom, atrophie surtout le nerf optique. Certes, la lésion est localisée, puisqu'elle ne touche que l'œil, mais la destruction sera totale car l'homme, devenant lentement aveugle, se meurt de jour en jour plus

étranger à ce monde. Devant lui se confondent dans la rue déserte maisons et tramways, pigeons et pierres.

Ce n'est pas dans les hautes sphères de l'imagination que nous pouvons appréhender la censure totale, mais dans les bas-fonds de l'âme. Dans les fin-fonds des mutismes, des mensonges, des hypocrisies. La joule courtoise mais meurtrière entre Pouchkine et le tsar Nicolas avait perdu depuis longtemps déjà la noblesse de l'affrontement d'Antigone et de Créon. Mais c'était encore affaire de personnes. La censure totale, en revanche, est toujours impersonnelle. J'ai vu, j'ai vaincu et j'ai vécu des défaites aussi. Mon âme et le bout de mes doigts sont pareillement durcis. Cependant, durant mes trente années, vécues à l'intérieur des palissades de la littérature, je n'ai jamais rencontré de censeur se comportant en homme. L'un était mou, l'autre enthousiaste et hystérique, le troisième fatigué, acerbe, puis le provisoire comme l'alcoolique l'eau-de-vie, le quatrième s'apitoyait sur son sort, demandait ma compréhension et ainsi de suite. Mais les dixième, quinzième, sans exception, dans leur for intérieur, auraient préféré que je devienne leur complice. A franchement parler, ils auraient aimé que je collabore avec eux à la « correction » du texte : que je compatisse à la difficulté de leur position, et qu'en lieu et place des phrases et des idées impubliables, nous cherchions ensemble les solutions « les meilleures », « les plus expressives » ou « les plus audacieuses ». Et même celles qui auraient pu passer au travers de la censure impersonnelle. Quelle affection fraternelle ! Ils ont offert leur talent, leur imagination, pour que, de façon imperceptible ou, justement, de façon manifeste, je m'abaisse à leur niveau. Aussi incroyable que cela paraisse, je n'ai jusqu'ici jamais rencontré dans ma carrière d'écrivain de « contrôleur » méchant.

Le premier paradoxe de la censure totale et son astuce sont qu'elle n'interdit jamais ouvertement, jamais entièrement. Elle se contente des détails. Elle s'en contente, car elle sait parfaitement que, comme le cheveu dans le strudel ôte toute envie de manger ce dernier, les souffrances censurées et les idées soulignées en rouge, marquées d'un point d'interrogation, ôtent à l'écrivain l'envie d'écrire.

Or, l'envie gâchée est la censure la plus visible. La haine, la colère, l'obstination à vaincre la bêtise peuvent toujours féconder l'homme, mais l'envie médiocre et un goût amer dans la bouche le frappent de stérilité. La grandeur est effort aussi. Mais cet effort ne peut atteindre son but que dans un climat propice : il est ridicule de frapper à grands coups de marteau sur un vieux mur de caoutchouc.

La censure classique, le plus souvent, ne faisait que blesser l'écrivain, comme cela arrivait entre duellistes. Mais la censure développée dans le socialisme et le fascisme l'a infecté. Faut-il d'autre preuve que de comparer la littérature russe d'avant

1917 et celle d'après, pendant la période stalinienne et les années suivantes ? La prose de Tolstoï, de Dostoïevski, de Tchekhov sont un des sommets de la culture de l'humanité. Celle des époques suivantes - depuis soixante ans au moins - n'a fait que se donner du mal. Pratiquement, elle n'avait de force que pour se maintenir en vie. Elle n'est pas devenue grande dans la création, mais dans l'art de s'adapter aux circonstances. Si, mettons, un Martien innocent suivait une formation d'historien en littérature comparée, sa première idée serait certainement de démontrer qu'après la révolution d'Octobre les mères russes avaient mis au monde des enfants moins talentueux qu'avant. Nous écouterions le raisonnement du Martien, tête baissée, avec un sourire narquois, et nous n'aurions pas un mot pour le contredire. Ce serait inutile et ce serait manquer de style. Puisque personne, peut-être même pas les victimes, ne peut comprendre combien la censure que l'on a plantée et qui a proliféré dans le socialisme est différente de la censure de n'importe quel pays ou de n'importe quel système social de l'Europe des temps modernes. La censure classique était en général a posteriori. Elle coupait dans les œuvres déjà nées, ou elle punissait l'auteur pour ses idées déjà publiées. La censure totale restreint avant tout l'existence elle-même. Elle interdit, protège, prévient, incite à la compréhension, elle suscite un sentiment de culpabilité, en disant que toute phrase ambiguë vaut trahison. Le mieux est donc qu'elle ne naisse même pas. Symboliquement parlant, la censure classique coupait des têtes de temps à autre, tandis que la censure totale pratique l'avortement.

Le dit et le redit

Si quelqu'un feuilletait en lui-même les grandes époques de la culture européenne, page après page, image après image, il peut se rendre compte combien la souffrance humaine avait un rôle inévitable dans le développement, la continuité et les métamorphoses de la culture de l'humanité. Comme la catharsis peut purifier et ennoblir en nous le drame, la culture peut transformer pour nous le flot incessant des tragédies de l'Histoire en une sorte d'apaisement. Autrement dit : seuls l'art, la religion, la culture peuvent nous aider à supporter l'insupportable et à vivre avec nos problèmes insolubles. J'ai été souvent frappé par le fait que c'était toujours les peuples d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui devaient endurer les souffrances physiques et morales les plus nombreuses, les plus diverses et les plus démentes du XX^e siècle ; des révolutions comme des contre-révolutions à tour de bras ; deux guerres, l'une après l'autre, des camps de concentration, des camps de la mort, des chambres à gaz, la famine, des « Triangles » et des « Versailles », des occupations, des poux, le typhus, l'oppression politique et les extrêmes chauds et froids de l'espoir angoissé. Et que reste-t-il, aujourd'hui, de cet Himalaya de souffrance, de cette pyramide de tourments ? Très peu de cultures véritables et durables ont germé sur leur souche. Seuls grouillent autour de nous des histoires crues et des bégaiements terrifiants. Pourtant, l'équilibre de la vie ne peut se remettre en place si l'homme, lui, ne peut hurler ses supplices, s'il ne peut les chanter, les chuchoter, en un mot les exprimer. Mais hélas, c'est alors que la censure entre dans la vie de ces pays. Non pas la censure classique, mais l'inconnue, la nouvelle : la restriction totale. Casser tout ce qui existait. Etaguer les sentiments et les nerfs ! Et celui qui pleure ou qui se lamente après une valeur perdue est déjà un traître. Que vive la vie et que vive la mort ! Que vive la violence, l'avenir et la vérité une et indivisible. Des nuances ? Qui donc en aurait besoin ? Dans les nuances, il se cache toujours quelqu'un, et d'habitude, seul l'ennemi peut s'y cacher. Vive le parti unique, le pouvoir unique !

L'homme ayant vécu d'innombrables expériences regarde angoissé en arrière et en avant : est-ce de la stratégie ou de la paranoïa ? Les montagnes de la peur s'élevant à côté des montagnes de la souffrance justifient plutôt cette dernière hypothèse. Tout doucement s'achève aussi ce siècle merveilleux et horrible.

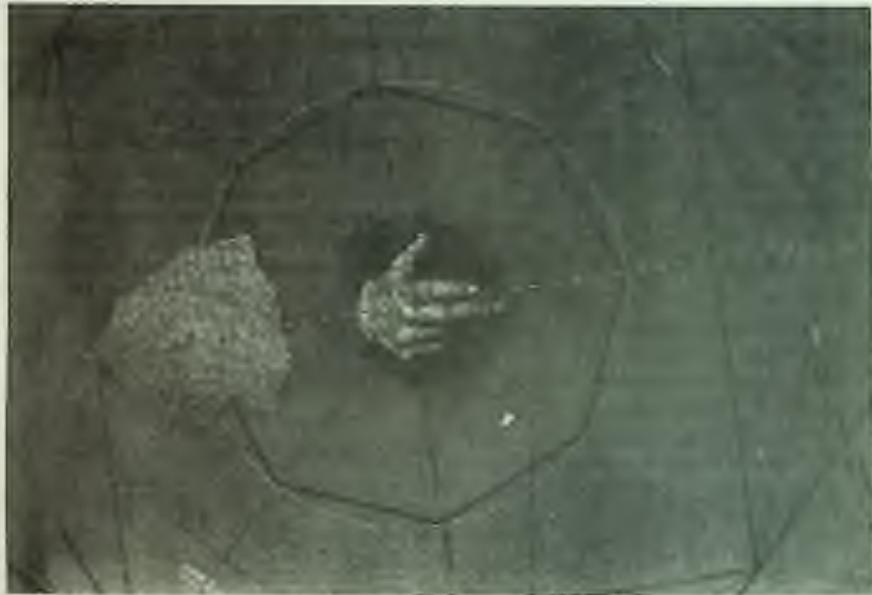
Il s'achève, mais la peur ne veut pas disparaître avec lui de notre territoire. Avoir peur sagement, de façon intelligente, en Europe de l'Est, en Europe centrale, c'est presque une idéologie. Presque un but dans l'existence et une preuve de vitalité. Par exemple, le gage d'une certaine liberté peut être, justement, de renoncer à une plus grande liberté. Que ce soit de la négativité dévastatrice, de l'autodestruction ? Tout le monde s'en moque. Des foules, des sujets, des nations manœuvrières ont glissé dans cette négativité évidente, sans compter avec le fait que le monde ne reste le monde qu'avec la contribution de l'homme, de ses sentiments, de son intelligence, de sa volonté. Sans cela, il commence à ressembler au désert de Gobi. Et une culture, même décadente, ne peut être créée que par ceux qui n'ont pas vu diminuer en eux la flamme de l'ambition à la plénitude. Celui qui n'est pas capable de ressentir parfois sa propre vie avec inspiration, celui-là est dépouillé de son destin, nous souffle l'expérience. Car inspiration et liberté sont des sentiments qui germent sur la même souche. La littérature et l'art essayent de les garder et de les offrir toutes les deux aux lecteurs, aux spectateurs, comme les Vestales la flamme. Mais sous les latitudes où il y a trop de police secrète, où la peur s'est déposée, là, l'inspiration se fait rare. Là, cette disposition ancestrale de l'homme s'est transformée en grogne, en bougonnement ou en un geste de dédain. Certes, les gestes aussi peuvent être inspirés, mais ils n'engendreront jamais une culture organique et féconde.

Ce n'est pas uniquement le dualisme de la pensée qui a rendu grande la culture européenne - c'est à-

ture. Un monde créé et fixé dans l'écriture. Il y a eu et il y a encore des cultures orales, mais celles-là ne sont pas européennes.

Si je repense à ma vie, combien de fois ai-je dû réaliser, dans la fumée et le brouhaha rauque des appartements que nos œuvres les plus libres, étaient nos discussions. Nous disons ce que nous pensons, ce que nous ressentons, parfois même ce qui n'est qu'un soupçon ou l'écho d'un pressentiment. Quant à l'inspiration, elle brille elle aussi dans ces monologues : parce que, au moment de l'écriture, tout autour des petites cellules grises, rôde toujours la prudence timorée : secouons les barrières, mais ne les renversons pas. Autrement dit, nous savons toujours ce que nous écrivons. Alors que la plus grande liberté et le cadeau le plus excitant de l'écriture sont de n'en connaître le sens et le la finalité qu'au fur et à mesure du tracé des lignes. Quoi que nous fassions contre elle, la censure, ou plutôt l'autocensure donc - qui nous rend tous infirmes - nous impose en plus le fardeau de vivre condamnés au passé. Ce n'est pas l'inconnu, la nouveauté inquiétante qu'elle aide à mettre au monde, mais ce qui a été dit et redit depuis longtemps déjà.

A vrai dire, la censure devrait exciter l'imagination. L'exciter et la faire enrager. L'obliger à trouver toujours de nouvelles métaphores pour qu'une pensée défendue, ainsi masquée, ose pénétrer sur des territoires interdits. Je le reconnais, il arrive de temps en temps que la censure donne des ailes à l'imagination, que celle-ci devienne caustique, qu'elle reflète le monde dans de gigantesques miroirs paraboliques ou qu'elle s'installe dans l'Histoire, ce



dire : non seulement cette « invention » extraordinaire d'avoir toujours reconnu pour légitimes deux forces opposées et complémentaires - mais aussi le développement et la propagation de l'écriture. La richesse fantastique des outils. Celle des styles qui encore et encore ont éveillé de nouvelles sensibilités et de nouvelles ivresses. Si je devais, à partir de mon expérience personnelle, faire un exposé rapide sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, peut-être ne citerais-je pas tout d'abord la maladie éléphantique de la politique qui déforme tout, mais le fait que le rôle de l'écriture s'y soit dégradé. Non à cause de la rareté des livres, des lettres, des écrits, mais parce que l'âme authentique de ces régions s'exprime bien mieux par la parole que par le biais de l'écriture. Les idées et les confidences se sont retirées dans le silence des demeures privées. Là, tout peut se dire, tout peut se discuter, tout peut s'exprimer, tout ce que l'on aime et que l'on hait, tout ce qui nous fait grincer des dents dans notre sommeil. Bien sûr, la grandeur ne peut pas s'exprimer ainsi, seulement le pittoresque. La perspective, le sillage de l'Histoire non plus, seulement le présent journalistique. Parce que la culture est une formation organique, et non une improvisation. C'est la vie embrouillée des œuvres, des contre-œuvres et de leurs interprétations. C'est l'écri-

fascinant cheval de Troie ; mais, dans la plupart des cas, la censure atrophie l'imagination. Et non seulement celle des créateurs, mais aussi celle des politiciens qui pratiquent ou font pratiquer la censure. Staline, par exemple, a fait disparaître avec un stupefiant manque d'imagination, d'abord de la vie spirituelle, puis de la surface de la terre, les écrivains qui essayaient malgré tout de s'en tenir aux traditions poétiques ancestrales et à leur pouvoir, indépendant des temps : les Boulgakov, les Mandelstam et autres. Les scénarios qu'il a fait écrire par ses « nègres » étaient tous, pendant des décennies, coulés dans le même moule.

La force du genre

Si l'on discute avec des écrivains français, suédois, américains, néerlandais ou ouest-allemands à un moment de la discussion, ils font observer avec envie que la littérature jouit d'un prestige beaucoup plus important chez nous que chez eux ; parce que ici, pour un bon livre, on fait le tour de la ville pour le trouver, s'il le faut. Et ils ajoutent même que les œuvres éminentes ne bénéficient pas seulement d'un statut littéraire, mais - directement ou indirectement -

ODE A BARTOK

Cacophonie ? Va pour cacophonie
Si ce qui nous console, ils l'appellent ainsi !
Cacophonie ? Eh bien ! soit !
Que le doux violon et le gosier de soie
Imitent donc le bruit des verres que l'on broie,
Le hurlement de l'affûteur
Dont la scie arrache les doigts,
Et qu'il n'y ait de paix ni de sérénité
Dans les salles de concert ouatées et dorées,
Tant que dans les cœurs noirs de douleur
Ne règnent pas la paix et la sérénité !

Cacophonie ? Va pour cacophonie
Si ce qui nous console, ils l'appellent ainsi !
L'âme du peuple est encore vivante !
Le peuple vit ! Le peuple crie !
Eh bien ! que l'on entende,
Sur le piano et dans la bouche des cantatrices,
Le contrepoint des anathèmes farouches qui jaillissent
Du grincement de l'acier sur l'acier,
De la pierre sur la pierre,
Si c'est là la voix dernière
Dont dispose encore la vie
Pour faire vibrer en nous sa cruelle vérité.

Car c'est précisément cette cacophonie,
Cette clameur guerrière
Ce brouhaha d'enfer
Qui exalte l'harmonie
Car c'est justement ce cri de douleur
Qui, par-dessus les chansonnettes mensongères,
Exige du destin qu'il crée la symphonie
Et l'ordre vrai - celui qui sauvera l'univers
Quand le peuple, à nouveau, se mettra à parler
Dans toute sa majesté.
Il parle ! Il parle ! Il n'en pouvait être autrement
Puisque, en fidèle Hongrois, ô Musicien maigre
[et sévère,
C'est dans les profondeurs de l'âme populaire,
Où tu as plongé fraternellement,
Que tu lanças ton cri
Par le cornet d'un puits de mine encore étroit
Dans cette salle de concert infinie,
Austère et froide,
Qui a pour lustres les étoiles.

Qui chatouille mon oreille de consolations frivoles
Insulte à ma douleur.
Celle qui est morte fut notre mère :
Pas de flonflons au cimetière !
Les patries qui ont sombré, est-ce avec
[un accordéon qu'on les pleure ?
Reste-t-il quelque espoir en notre race humaine ?
Lorsque la muette raison retourne en vain ce thème,
C'est toi qui dois parler !
O grand musicien sévère, impétueux, « agressif »,
Dis-nous que, malgré tout, nous avons raison
D'espérer et de vivre.
Et que l'on a le droit, puisque l'on est capable
Aussi bien de donner la vie que de la perdre,
D'affronter ce qui est toujours inévitable.
Ceux qui cachent le mal, ils ne font que l'accroître !

Trop longtemps, ils ont pu
- Ils ne le peuvent plus -
Nous boucher les oreilles
Et clore nos prunelles
Quand soufflait la tempête,
Et puis nous reprocher
D'être restés couchés
Au lieu de leur venir en aide.

Toi, tu nous prouves ton estime
En nous montrant ce qui te fut découvert :
Le bien et le mal,
La vertu et le crime.

Tu nous fais plus grands en nous parlant d'égal à égal
- La voilà notre consolation ! -
Et sur un tout autre ton,
Humain et véridique, celui-là,

Qui, s'il met la joie dans nos cœurs,
Nous donne aussi la force d'affronter sans peur
Le plus austère des devoirs :
Le désespoir.
Merci pour cette force

Qui nous permet de triompher de l'enfer lui-même !
Voilà l'issue !
Voilà l'exemple !

Pour dissoudre l'horreur, il faut la mettre à nu !
Oui, la voilà, la réponse suprême
Que fait à l'existence une grande âme fière - et qui
[nous montre
Qu'il valait la peine d'endurer l'enfer et la honte.

Car nous avons vécu ce qui, même aujourd'hui,
Ne pourrait être dit
Avec des mots.
Seuls auraient pu l'exprimer par leurs gémissements

Les Vierges à deux nez de Picasso
Ou, par leurs galopades
Et leurs hennissements,
Ses chevaux à six pattes...
Ce que nous avons enduré, ô mes frères humains,
Qui ne l'a pas vécu ne peut pas le comprendre et
[l'admettre.
Les mots ne sauraient le dire aujourd'hui ; non plus
[demain,

Et ils ne le pourront jamais peut-être...
Mais, ce que ne peuvent pas les mots,
La musique le peut. La musique, la musique
Que vous faites, ô grands jumeaux
Votre musique, ô grands exemples magnifiques,
Pleine de la chaleur ancestrale des mines
Et qui rêve les chants des peuples de demain.
La musique qui triomphe et qui bâtit sur son
triomphe,
La musique qui délivre, car elle détruit
Jusqu'au fondement des prisons,
La musique qui veut nous donner ici-bas le salut
[promis au ciel,
Qui a des blasphèmes pour oraisons,
Qui renverse les temples, les autels,
Qui creuse en nous des plaies pour notre guérison,
La musique par qui ceux qui savent l'entendre
Gagnent un univers harmonieux et
tendre.

Travaille donc, bon médecin
Qui ne nous endors point ;
Qui, en auscultant notre âme

Avec les mille doigts de la musique,
Sais trouver le point névralgique.
Quel étrange et salutaire dictame
Tu nous donnes là,
Quand tu fais retentir
Ces plaintes de douleur

Qui de nous devraient jaillir
Mais que nous ne pouvons faire entendre,
Condamnés que nous sommes au mutisme du cœur,
Quand, ces plaintes, tu les libères
En faisant résonner les cordes de nos nerfs.

1955

Gyula ILLYÉS

ment - d'un statut social et politique aussi. Pour parler sans ambages : elles interviennent dans la vie politique. Sans aucun doute, le rôle traditionnel de la littérature - et même, si l'on veut : son statut romantique - est plus vivant chez nous que dans les sociétés de consommation. Ici, parfois, un poème, comme celui d'Ilyés : Une phrase sur la tyrannie, ou bien son Bartok, peut faire de façon inattendue échec et mat à toute la politique. Il peut prononcer un jugement moral sans appel sur la vie politique.

En théorie, ce rôle peut même être glorifié, mais uniquement en théorie, parce que le visage de la réalité est un peu plus rude, moins polisse. En effet, dans les régimes où les gens au pouvoir sont légalement élus et peuvent être légalement renvoyés, et où cette pratique souple de la société a ses règles du jeu et son cadre garantis, les coups d'Etat de la poésie ne sont d'aucun effet. Mais là où l'espoir et le besoin d'agir non seulement attendent quatre à cinq ans pour un changement, mais grandissent sans espoir, réfugiés sous terre, dans les poèmes, dans les rêves, là, les désirs et les forces retenus remontent à la surface en explosant. Tout comme dans les destinées tragiques.

Dans ce moment intense peut se répandre la fausse croyance que c'est la littérature qui a préparé les événements, alors qu'elle n'a fait que les exprimer, que leur prêter un langage. Avant que ce soit ou quoi que ce soit d'autre. Ce premier rôle ne signifie pas pour autant que, dans les sociétés d'Europe centrale et de l'Est, les écrivains soient les hommes les plus intelligents, les plus courageux, les plus

sensibles, mais que leur genre littéraire l'est : le poème, l'étude, le drame ou le roman qui tisse histoires et destins. Et il en est ainsi parce que chaque genre est en lui-même une œuvre. L'œuvre collective d'innombrables penseurs et écrivains. Et cette garantie en or, que l'esprit humain a accumulée au fil des temps, ne se dévalue jamais, même si parfois les écrivains perdent leurs capacités ou leurs possibilités. Je n'exagère pas si je dis que, dans les régimes autoritaires, la tradition de la véracité se réfugie dans la littérature, et c'est ici qu'elle essaye de survivre à la fureur et à la paranoïa d'Hérode. La presse peut mentir et faire des tours d'adresse, peu importe, de toute façon, les nouvelles ne sont pas vraiment dignes de foi. Les orateurs peuvent manœuvrer, puisqu'ils ont des laisser-passer. L'homme de la rue peut se replier sur lui-même ou se cacher derrière de petites colères mesquines et sournoises. Alors que les poètes et les écrivains deviendront des malandrins qui se cachent dans des poèmes. S'ils biaisaient, ils se livreraient eux-mêmes et trahiraient aussi leur vocation.

Un bien-être pauvre

Un autre Martien pourrait proposer de nouveaux arguments éponouffants à nos confrères occidentaux en vue de notre situation. Il pourrait leur souffler à l'oreille que la perte de leur prestige est due uniquement à leur prospérité, puisqu'en Europe de l'Ouest et en Amérique, la civilisation et la démocra-

tie basées sur le travail et les principes de liberté ont déjà résolu toutes les questions les plus brûlantes de la société du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e. Il va de soi que les pays qui ne souffrent pas de maux de tête ont beaucoup moins besoin de rêve, de révolte, d'espérance, de bouleversement, donc de littérature, que les peuples qui, aujourd'hui encore, endurent mille pénuries.

Il résulte de la logique du Martien que la société de consommation moderne, avec tous ses plaisirs et ses divertissements, est une invention contre l'art et la culture, une faillite qui, lentement mais irrémédiablement, accomplit la prédiction de Spengler sur le crépuscule de l'Occident.

Je me demande s'il se trouve sur Terre un penseur sérieux qui hausserait les épaules aux arguments du Martien. Tous les faits et toutes les tendances récentes lui donnent raison. Consommateurs assurés, les peuples ne vivant que dans le présent hissent tous les matins les couleurs du bien-être. Pour eux, il n'y a guère de rêves inaccessibles : toutes sortes de choses alléchantes se déversent devant eux, à manger, à boire, à regarder. S'ils veulent voyager, ils le peuvent, s'ils veulent se reposer, les alentours de l'océan Pacifique ou du Kilimandjaro les attendent. Et puisque leur vie est devenue en grande partie spectacle, ils doivent maintenir, même désespérément, les apparences de la réussite - la continuité du droit aux parts et aux bénéfices. Des objectifs ? Des intentions ? Des idées ? Ils n'en ont besoin que dans la mesure où c'est nécessaire pour rester à la surface du présent. C'est un lieu commun, mais malheureu-

(*) Bartók et Kodály

ILLYÉS, Gyula
Ceux des Pusztas :
Le Déjeuner au château
et l'animal
Gallimard, 328 p., 1969
Poèmes
PDF, 48 p., 1978
Sentinelle dans
la nuit
Messidor, 79 p., 1984

sement vrai, que, dans les pays occidentaux, la satisfaction des besoins matériels a pris la place de l'épanouissement moral et intellectuel. Nombreux sont ceux qui, parfois, ont encore le souvenir fugitif qu'au siècle passé et plus encore au XVIII^e siècle, le bonheur pour l'homme était aussi l'honnêteté, la sagesse, la santé, le service des autres et la bonne humeur. Mais même si cet idéal du passé resurgit parfois, il disparaît aussi vite, car l'homme de la civilisation moderne est déterminé par les valeurs extérieures de la société. Il est aussi uniforme que la civilisation elle-même. La nature, c'est bien connu, se désorganise si elle perd son équilibre. Par contre, les sciences modernes ont gagné leur gloire douteuse par le fait qu'elles ont poursuivi obstinément leur but, qu'elles ont rejeté tout équilibre qui les auraient limitées dans leurs recherches et qu'elles ont toujours couru après de nouvelles découvertes, tout comme les techniques modernes auxquelles elles ont donné naissance. Tout développement unilatéral devient à un certain moment hypertrophie. Hypertrophie et, en même temps, renoncement. Tant que l'Europe - sans ses pertes et ses abandons - était encore la vraie Europe, elle vivait dans la tension fertile des affirmations et des négations. Dans l'ivresse des contestations audacieuses. De nouvelles idées, des religions, des philosophies, de nouveaux comportements y sont nés. De nouveaux styles et de nouvelles passions. Bien sûr, sa polyphonie - de jadis n'a pas disparu, mais elle s'est vidée de sa substance. Aujourd'hui, l'Europe n'a plus ni peintres ni compositeurs originaux. Ils ont péri, victimes des expérimentations sans fin et du mythe imbécile de la modernité. Ils étaient poussés par le même esprit de compétition que les champions assoiffés de succès du marché et de la civilisation technique. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que le résultat ait été de même : dans l'art aussi, des finalités stéréotypées ont pris la place de l'évolution organique. Des formes

autonomes (la technique narcissique) succédaient à l'unité organique du fond et de la forme. Et qu'en est-il résulté ? La décomposition.

C'est ainsi que - faute d'opposition - les normes de la civilisation ont réduit à des éléments épars ce qui ne peut exister que dans son intégralité. Des parties et des fragments ont pris des proportions énormes pour se mettre à la place de la totalité. Ce désir inconscient d'une compensation à tout prix ne dissimule que mieux le fait que l'esprit européen a été très gravement blessé pendant la Seconde Guerre mondiale et que, depuis, il n'a pas réussi à se mettre debout.

Naturellement, ce serait une erreur fatale que de vouloir tout mettre sur le dos de la civilisation moderne. Car s'il est vrai qu'en Occident c'est elle qui a causé le plus grand mal, c'est, à l'Est, la politique qui a accompli ce même travail dévastateur. La politique prédominante qui imbibe et imprègne tout.

Ce tableau simplifié suggère à beaucoup l'idée que les pays occidentaux vivent matériellement bien, qu'ils sont libres, désinvoltes, qu'ils connaissent le succès et vivent à l'aise avec les souvenirs des grandes cultures, sans se donner le mal d'en créer une nouvelle, qu'ils ne s'intéressent pas vraiment à l'art, à la philosophie, à la littérature. Et qu'en contrepartie les pays de l'Est sont pauvres, attachés à la glèbe, qu'ils dépérissent muselés par la censure et qu'ils voient tourner le chemin de leur libération là où tourne celui de la littérature et des arts aussi. Ils s'accrochent même aux œuvres mutilées, car dans les cicatrices, ils peuvent décrypter comme dans une écriture chiffrée le message de l'espoir.

La réalité est beaucoup plus embrouillée, plus complexe et plus contradictoire. La situation de l'Ouest n'a pas changé uniquement parce qu'il a accepté - la pomme du jardin d'Eden - de la civilisation industrielle ; de même, celle de l'Est - plus exactement celle du camp socialiste - pas

uniquement parce qu'il a été contraint d'accepter la fatalité de la politique. Mais beaucoup plus à cause de ce que, suite aux influences extérieures mentionnées ci-dessus, l'unité de l'Europe, une unité de deux siècles, s'est disloquée. Avec le siècle des Lumières, l'unité culturelle de l'Europe, celle de Voltaire et de Tolstoï, s'est désorganisée. Celle de Voltaire et de Tolstoï. La politique a également tracé des frontières rigides au cours des deux derniers siècles, mais l'unité de l'esprit est restée intacte et s'est élevée au-dessus des frontières. C'est pour cela que Kant, Hegel, Marx, Nietzsche ont pu exercer une influence à l'Est, et Dostoïevski, Tchekhov, Kafka à l'Ouest, pour ne citer que les noms les plus significatifs. La division est donc un plus grand obstacle que les diverses influences qui agissent ici ou là. L'Europe de l'Ouest et l'Amérique ont besoin de l'apport sentimental : de l'exemple et de l'inspiration des relations humaines grandies par la souffrance, les privations et les renoncements. Ces pays d'Europe centrale et de l'Est, eux, ont besoin des formes de la liberté dans lesquelles ces valeurs humaines peuvent se développer sans entraves, selon leurs propres lois internes. Tant que nous ne réussirons pas à recréer cette unité de jadis, ce monde divisé ne pourra s'épanouir que dans sa propre débauche. Parce que les cercles isolés sont des cercles imparfaits, ils se retournent toujours sur eux-mêmes. Ils deviennent stériles, ils se sclérosent. Goethe, qui a inventé la notion de la littérature mondiale, a bien vu que n'existent pas séparément le monde et le sens du monde. Son idée est aussi valable en ce qui concerne la culture de l'humanité. Celle que l'on qualifiait à la fois d'europpéenne et d'universelle.

1985

© Sándor Csóóri

INSTITUT
DU MONDE
ARABE

معهد العالم
العربي

Musée
Auditorium
Bibliothèque
Salle d'Actualité
Espace Image Son
Centre de Documentation

Expositions Conférences Colloques
Visites guidées
Festivals de musique et de films
arabes

Librairie-boutique. Restaurant panoramique .

Location d'espaces

I.M.A.

1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris
Tél. : (1) 40 51 38 38

Parking public

La nouvelle
Alternative

N° 14

juin 1989 - 66 p

Quelle sera la direction de
la libération des pays d'Europe
de l'Est ?



Dossier

**Hongrie
et Pologne :**
Quels modèles
de société ?

L'URSS
a voté

Le massacre
des villages roumains

Ecrivains
et poètes hongrois

La nature menacée :
Le conte de Bratislava

ABONNEMENT

FRANCE : particuliers 180 FF Institutions et
administrations 250 FF

ÉTRANGER : Particuliers 250 FF (Par avion
300 FF) Institutions et administrations
350 FF (Par avion 400 FF

Chèques à l'ordre de La Nouvelle Alternative,
14-16 rue des Petits Hôtels 75010 Paris
CCP. 22 128 27C Paris

SHKLAR, Judith
Les Vices ordinaires
PUF, 288 p., 1989

MONTESQUIEU,
Charles de
Œuvres complètes
Gallimard, Pléiade,
2 vol., 1951, 1979

Durant l'année 1787, nul écrivain politique ne fut, en Amérique, davantage cité dans les débats publics que Montesquieu. Les deux factions engagées dans la vive polémique qui animait l'opinion le considéraient toutes deux comme une autorité. Les défenseurs et les détracteurs de la nouvelle Constitution, qui n'était pas encore ratifiée, pensaient les uns comme les autres que Montesquieu était dans leur camp. Et les deux partis avaient tous deux raison.

Chercher à savoir pourquoi un groupe d'Américains protestants issus de la classe moyenne était allé puiser son inspiration chez un Français aristocrate, catholique et même déiste, peut paraître incongru. Ces Américains n'appartenaient pas à une génération particulièrement croyante et l'*Esprit des lois* était une œuvre appréciée dans tous les pays anglophones. Dans les colonies nord-américaines, elle avait été étudiée dans les facultés qu'auteurs et adversaires de la Constitution avaient fréquentées. Montesquieu était leur source commune, ce qui déjà révèle à quel point l'élite politique de la nouvelle république était homogène. Ils en étaient venus à se considérer comme les derniers Anglais authentiques, les Anglais d'Europe ayant depuis des décennies trahi cette constitution que Montesquieu avait tant glorifiée. Le célèbre exposé de celui-ci sur la liberté anglaise, ainsi que son analyse du gouvernement républicain, leur semblaient adressés personnellement. De plus, ces Américains cultivés appréciaient chez Montesquieu le côté savant, bien que, dans

MONTESQUIEU EN AMÉRIQUE

ces deux partis, on peut dire qu'ils avaient forgé la Constitution ensemble et que Montesquieu en avait sans aucun doute été le principal législateur. Il fut un père fondateur, au même titre que les autres hommes qui, à Philadelphie, rédigèrent la Constitution.

Publius et l'Antiquité

Alexander Hamilton et James Madison, deux jeunes gens dynamiques qui, sous le pseudonyme de Publius, écrivirent entre octobre 1787 et août 1788 dans le *New York Packet* la plupart des *Federalist Papers* pour défendre la Constitution, ne redoutaient pas la nouveauté. Leurs articles contiennent tous les arguments présentés en faveur de la Constitution et restent incontestablement la meilleure analyse de la Constitution des Etats-Unis ; ils comportent également une vaste réflexion sur la signification de la théorie politique de Montesquieu. Publius savait que le « sort d'un empire » était en jeu et que la question primordiale était de savoir

pouvoir judiciaire, Rome n'égalait pas Londres. Puisqu'en Amérique un gouvernement constitutionnel visait à protéger précisément la liberté et la sécurité de tout citoyen, rien ne justifiait un retour aux modèles classiques. Très peu d'Américains avaient lu Rousseau et s'étaient attachés à ses idées ; son républicanisme spartiate n'était pas le leur. Les rares lecteurs qui le connaissaient et l'appréciaient n'étaient évidemment pas enthousiasmés par le projet constitutionnel.

Pour Publius, la « vénération aveugle pour l'Antiquité, pour la coutume ou pour des noms » était une infirmité intellectuelle dont il refusait de souffrir. L'exemple de ces petites cités-Etats anciennes était devenu caduque, car, d'une part, le plus petit des Etats était beaucoup plus vaste que ces cités et, d'autre part, le système de représentation avait redéfini et amélioré la démocratie. Quel besoin avait-on de rappeler ces « petits Etats jaloux, agités, conflictuels, ces tristes foyers de discordes incessantes, ces misérables objets de pitié et de mépris universels » ? Quand Montesquieu affirmait que ces républiques ne pouvaient exister que sur de petits territoires, il voulait simplement démontrer que tout cela était du passé. Rome même ne pouvait plus être que l'illustration de généralités sur la grandeur et le déclin des régimes et ne pouvait servir qu'à démontrer les différences qui existent entre un Etat commercial moderne et les gouvernements militaires de l'Antiquité. Parmi les enseignements qui avaient le plus marqué Publius dans l'œuvre de Montesquieu figurait l'idée que l'Europe était un monde totalement nouveau. Son étendue lui avait permis d'accéder à une richesse, une puissance et un savoir jamais égalés. Une nouvelle approche du passé devenait donc nécessaire. Comme Montesquieu, Publius n'entretenait pas de vaines illusions sur les qualités morales de l'homme, mais il avait une extrême confiance dans le savoir, particulièrement dans les sciences nouvelles au nombre desquelles on allait devoir compter l'Histoire.

Les antifédéralistes et l'Esprit des lois

A cet égard, les antifédéralistes partageaient les vues de Publius, mais ils tiraient des leçons radicalement différentes de l'œuvre de Montesquieu et des exemples historiques du républicanisme antique. Pour les opposants les plus démocrates à la Constitution, surtout en Pennsylvanie, la vertu patriotique des citoyens républicains à laquelle Montesquieu avait rendu hommage et l'existence d'une société soudée sur un territoire restreint ne semblaient pas des notions démodées. Selon eux, le gouvernement républicain exigeait que les

communautés qui coexistaient fussent unifiées et que les citoyens participassent directement à la politique. L'Angleterre était peut-être, selon les propres termes de Montesquieu, « une nation où la république se cache sous la forme d'une monarchie », mais les Etats, eux, étaient de vraies républiques et entendaient le rester. « L'illustre Montesquieu » n'avait-il pas démontré que les membres du corps législatif devaient toujours parler au nom de la « volonté générale », que, dans un Etat libre, « il faudrait que le peuple en corps eût la puissance législative », et que le suffrage du peuple définissait la démocratie ? La nouvelle chambre des représentants ne serait composée que de gens riches et instruits, parce que seuls de tels hommes pourraient être élus dans de si larges districts. Et cela créerait une oligarchie dont ils ne voulaient pas. Quant au Sénat, dans sa conception, il était bien trop proche de l'exécutif, ce qui allait à l'encontre de la doctrine de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs.

Publius pouvait toujours faire remarquer que la séparation des pouvoirs était bien plus nette qu'elle ne l'avait jamais été en Angleterre et qu'elle ne l'était actuellement dans bien des Etats. Les antifédéralistes demeuraient inquiets et méfiants à l'égard d'un gouvernement central puissant : en particulier parce qu'ils ne croyaient pas que le Nord et le Sud pussent vivre librement sous la même autorité.

Les cultures du Sud étaient totalement étrangères aux habitants de la Nouvelle-Angleterre. Les gens du Sud étaient indolents, vivaient sur d'immenses plantations et possédaient des esclaves. Dans le Nord, c'étaient des citoyens industriels que choquait l'esclavage. Si la liberté impliquait que les lois devaient être adaptées aux coutumes d'un peuple, comme Montesquieu l'avait expliqué, le même gouvernement ne pouvait donc convenir à la fois au Nord et au Sud. L'un ou l'autre risquait d'être opprimé. La vision de miliciens du New Hampshire installés en Géorgie afin de faire respecter la loi, et vice versa, paraissait terrifiante.

D'autre part, l'approche sociologique de Montesquieu dans ce qu'elle avait de plus subtil, avait été bien comprise. Un brillant antifédéraliste new-yorkais utilisa l'*Esprit des lois* pour prouver que, dans les nations modernes, c'était la loi et non la coutume qui exerçait, de loin, la plus grande influence sur l'esprit des gens. Un président lointain et un Sénat aristocratique ne tarderaient pas à s'allier pour former une élite avec ses mœurs et ses intérêts propres. Ils créeraient une capitale et une cour dont les membres ressembleraient fort aux courtisans que Montesquieu avait dépeints avec tant de fiel. Les citations provenant des pages que Montesquieu

MESSAGE

*Il y a tant de soif En plein désert
Un chameau noir s'agenouilla*

*Mais on le reverra d'ici là
Traversant lentement la Ville du Nord*

Alors je dirai tout Jusqu'à la dernière lettre

Jan SKÁCEL

l'Esprit des lois, un camp eût découvert la science politique dans son approche du changement institutionnel et l'autre, la science sociale dans son étude des règles et des coutumes. L'un des partis savait qu'il devait prendre des initiatives sur le plan législatif et politique pour créer une nouvelle nation, l'autre était intimement convaincu du fait que le Nord et le Sud étaient, en Amérique, tout aussi éloignés culturellement que partout ailleurs, et que l'on ne pouvait les unir par un simple effort de volonté. Les fédéralistes, qui souhaitaient un gouvernement national, connaissaient tout ce que Montesquieu avait écrit au sujet des conditions favorables à l'élaboration d'une législation raisonnable dans un Etat moderne. Les antifédéralistes avaient dévoré ses pages concernant le caractère stable des peuples, l'influence inéluctable du climat et le danger d'un brusque bouleversement des mœurs dans une société, surtout dans une république libre. Comme le document définitif devait beaucoup au débat entre

« si les sociétés humaines sont réellement capables ou non d'établir un bon gouvernement par la réflexion et par le choix ou si elles sont éternellement vouées à dépendre du hasard et de la force pour l'élaboration de leur constitution politique ». Publius avait confiance en sa réponse parce que « la science politique, comme la plupart des autres sciences, avait fait de grands progrès ». Et nul homme de science ne l'impressionnait plus que Montesquieu, qui était, comme devait le noter plus tard Madison, « dans son domaine particulier, ce que Bacon fut à la science universelle ».

Le résultat de cette avancée dans la connaissance fut que personne n'éprouva de nostalgie pour les républiques antiques. Après tout, Montesquieu avait comparé le modèle même d'un Etat moderne libre, l'Angleterre, à la meilleure des républiques libres, Rome, ce au très net avantage de l'Angleterre : sur les deux points les plus essentiels, la liberté individuelle et l'indépendance du

avait consacrées à l'aspect sordide des mœurs des courtisans ne manquaient pas. Cette élite nationale nouvelle façonnerait, le moment venu, l'esprit des gens, les rendant aussi serviles qu'elle le jugerait utile. Insensiblement, les Américains s'adapteraient à la culture, aux lois et aux valeurs de cette nouvelle classe dirigeante, tout comme les Français avaient fini par accepter la domination de Paris et de la cour entourant leurs rois.

A l'évidence, le problème ne venait pas uniquement du fait que la plupart des antifédéralistes pensaient que la séparation des pouvoirs n'était pas aussi marquée que Montesquieu l'avait conseillé ; en fait, beaucoup d'entre eux s'inquiétaient de l'influence progressive, mais inéluctable, d'un gouvernement unifié et des gens à son service. Ils ne voyaient d'ailleurs pas la nécessité d'un changement. Montesquieu n'avait-il pas approuvé la fédération des petites républiques, autrement sans défense, du monde antique ? L'ancienne confédération n'y ressemblait-elle pas ?

De la séparation des pouvoirs

Publius était très persuasif lorsqu'il offrait une nouvelle image du peuple américain et insistait sur la prééminence des institutions politiques. Les Américains étaient plus homogènes que ne le croyaient les antifédéralistes et ils se ressembleraient davantage en vivant sous le même gouvernement. Il n'y avait pas lieu de s'inquiéter d'une telle évolution, parce que, d'après Montesquieu, dans les Etats modernes, ce sont les intérêts qui dominent. Les conflits d'intérêts, par exemple ceux de sectes religieuses hostiles, constituaient le meilleur fondement de la liberté. Publius avait bien lu Montesquieu quand celui-ci affirmait que les Anglais étaient tout, sauf des citoyens vertueux. Ils mettaient toute leur énergie à servir leurs intérêts personnels et politiques, et cette attitude était la base même sur laquelle reposait leur liberté. C'était un peuple de commerçants, non de soldats, à la grande différence des Romains. Les Anglais étaient capables de payer de lourds impôts et de donner leur vie pour la liberté, mais ils ne s'intéressaient, malgré tout, qu'à leur bien-être. Or la défense des intérêts était exactement le souci de l'Amérique.

Publius se référait encore à la doctrine de Montesquieu selon laquelle les pouvoirs intermédiaires sont nécessaires pour contrôler le gouvernement. Que les minorités poursuivaient un but idéologique ou matériel, leur rivalité, jointe au fédéralisme, jouerait le rôle que les pouvoirs intermédiaires avaient pu jouer dans une monarchie traditionnelle. L'auteur des *Federalist Papers* transposait simplement le pluralisme des ordres de Montesquieu en pluralisme égalitaire propre à un Etat constitutionnel moderne. Plus une nation était grande, plus ses intérêts étaient multiples et divers, ce qui lui offrait toutes les chances d'avoir un gouvernement libre. Les hommes politiques ne risquaient pas de former un bloc unique, mais feraient montre, au contraire, de mobilité, en ralliant tantôt la majorité, tantôt la minorité. Quant à la séparation des pouvoirs, il est vrai que « la Constitution britannique était à Montesquieu ce qu'Homère avait été pour les auteurs

didactiques de poésie épique... un modèle parfait ». Mais dans la Constitution britannique, Montesquieu n'admirait pas tant le cloisonnement total des trois pouvoirs qu'une séparation suffisante pour empêcher l'un d'eux de monopoliser le pouvoir et pour créer un équilibre évitant tout abus. C'était exactement ce que la nouvelle Constitution devait réaliser.

Publius ne trouvait pourtant aucun argument à opposer aux antifédéralistes, lorsqu'ils faisaient allusion à la définition de la liberté selon Montesquieu, à l'idée que se faisaient les gens de la sécurité de leur personne et de leurs biens, autrement dit le sentiment qu'ils avaient d'être libres. S'ils s'estimaient menacés par le nouveau gouvernement constitutionnel, ils n'étaient pas libres. S'ils craignaient d'être contraints de vivre sous des lois conçues pour des populations étrangères, ils n'étaient pas vraiment libres. Publius était sûr que ces inquiétudes disparaîtraient et que la plupart des Américains finiraient par s'adapter au nouveau système politique. Il sembla avoir raison, jusqu'au jour où la guerre civile devint inévitable.

Le *Bill of Rights* auquel les antifédéralistes avaient été fortement attachés, et qui allait compléter la Constitution, devait beaucoup au droit anglais, même si, dans l'esprit, il rejoignait les vues de Montesquieu en laissant notamment la religion en dehors des lois – ce qui est à l'origine de la séparation des sphères de la vie privée de celles de la vie publique. Mais cette forme de libéralisme ne met pas l'accent sur les droits naturels et inaliénables de l'homme, et il est compréhensible que le plus illustre des défenseurs américains de ces droits n'admirât pas Montesquieu autant que ses contemporains : Thomas Jefferson partageait les objections de Condorcet et de Destutt de Tracy ; ce dernier dédia d'ailleurs son analyse critique de *l'Esprit des lois* à Jefferson, qui s'occupait de sa traduction et de sa publication en Amérique. Montesquieu se montrait beaucoup trop anglophile, de l'avis de Jefferson, qui voulait effacer toute trace du passé anglais de l'Amérique. Il trouvait la théorie du climat ridicule et susceptible de gêner inutilement toute réforme rationnelle. Et des républiques de grande taille pouvaient très bien exister. L'Amérique était simplement la preuve que Montesquieu avait tort sur bien des points.

Ce point de vue n'était pas très répandu, mais, après l'adoption de la Constitution, Montesquieu cessa d'intéresser les théoriciens politiques américains. On le citait encore parfois lors de jugements rendus à la Cour fédérale ; ce n'était pas fréquent, mais les sujets abordés à cette occasion étaient significatifs. Il fut aussi évoqué, évidemment, à propos de la séparation des pouvoirs, de la justice et de l'impartialité des procès, et surtout à propos de la distinction entre paroles et actes au cours d'affaires impliquant la subversion politique.

Le retour par Tocqueville

Montesquieu revint dans une Amérique très différente, indiscutablement plus démocratique, avec Tocqueville. On connaît la dette de Tocqueville envers Montesquieu – que Raymond Aron a souligné lorsqu'il s'est efforcé de

montrer l'influence des principes de gouvernement sur la société, et de définir cette dernière comme un ensemble de gens intégrés et unis tout en étant soumis au changement. Cependant, *De la démocratie en Amérique* n'est pas vraiment un livre américain, sauf par adoption : il s'adressait aux Français. L'exemple de l'Amérique sert d'illustration à la nature de la démocratie moderne, tout comme Athènes re-

trouvait là un phénomène parfaitement familier. Les planteurs américains ressemblaient exactement aux aristocrates européens à l'époque de leur décadence. Dans les deux cas se manifestaient les effets négatifs du sens de l'honneur féodal privé de toute fonction politique. Ces pseudo-aristocrates rappelaient les nobles courtisans de l'Ancien Régime que Montesquieu avait si bien décrits.



(1) Amendements de 1791 à la Constitution de 1787.

présentait la démocratie antique dans l'œuvre de Montesquieu. Il n'y a qu'un seul chapitre où Tocqueville parle réellement des Américains aux Américains : il y traite des « trois races qui habitent aux Etats-Unis ». A leur manière, ces pages constituent une prise de conscience et une dénonciation profonde des tendances despotiques de la démocratie américaine. L'histoire des Indiens éclaire les maux dont était atteinte la culture politique américaine, maux que la démocratie ne sait ni prévenir ni guérir, mais tend au contraire à entretenir. Ici, l'influence de Montesquieu se manifeste clairement, non seulement dans le sentiment d'horreur face à la cruauté, mais aussi dans l'analyse de la tragédie culturelle des indigènes persécutés. Mais c'est peut-être lorsque Tocqueville aborde le problème de l'esclavage qu'il se rapproche le plus de son maître. Parce que, d'une part, ils sont tous deux révoltés de voir l'esclavage érigé en institution et que, d'autre part, Tocqueville s'appuie directement sur *l'Esprit des lois* pour dépeindre les maîtres.

Tocqueville n'était pas le premier observateur à constater les effets nuisibles de l'esclavage sur le caractère des planteurs du Sud. Jefferson en était arrivé aux mêmes conclusions. Ce qui était nouveau, c'est que Tocqueville

Ce chapitre de Tocqueville devait inspirer l'auteur de l'un des meilleurs essais abolitionnistes écrits au cours des années qui précéderent la guerre civile, *le Despotisme en Amérique* de Richard Hildreth. Le titre même de l'ouvrage était une réponse à Tocqueville ; Hildreth commence par dire que l'Amérique vit deux expériences, celle de la démocratie et celle du despotisme. Et de puiser directement dans les idées de Montesquieu, qui était alors devenu un savant en sciences sociales à part entière, dans un pays qui l'avait adopté dès son origine.

Du despotisme et de l'esclavage

Originaire de la Nouvelle-Angleterre, Hildreth était un homme remarquable. Formé à Harvard, il détestait les tendances romantiques qui prédominaient chez ses contemporains. Il traduisit, en réaction, *les Principes de législation et d'économie politique* de Bentham, livre qui n'existait qu'en version française, et écrivit plusieurs essais sur les principes moraux et politiques dans une optique utilitariste. Plus encore, il établit une histoire des Etats-Unis, très juste et très précise, qui ne cherchait pas à embellir le passé.

Le despotisme, ainsi que l'avait ap-

ARON, Raymond
Etudes sociologiques
PUF, 320 p., 1988

DESTUTT DE TRACY,
Antoine Louis Claude
Commentaire sur
l'Esprit des lois
de Montesquieu
Slatkine, 495 p., 1970

BADINTER, Elisabeth
et Robert
Condorcet - un
intellectuel en
politique 1743-1794
Fayard, 658 p., 1988

BENTHAM, Jeremy
Œuvres
Scientia antiquaria
K. Schill, 1969

HAMILTON,
Alexander
JAY, John
MADISON, James
Le Fédéraliste
LGDJ, 1957

TOCQUEVILLE,
Alexis de
De la démocratie
en Amérique
Bordas, 288 p., 1973

pris Hildreth, naissait avec la guerre et les conquêtes. Dans le cas de l'Amérique, il commença avec la guerre contre les populations d'Afrique.

L'esclavage est la condition dans laquelle se trouve un être privé de toute possibilité d'exercer sa volonté et d'assurer son propre bonheur, et cette condition lui est imposée par « la force, la crainte et la tromperie ». La religion elle-même est utilisée pour créer un esprit servile chez l'esclave, qui se voit forcé de vénérer la source même de son malheur. C'est encore un point sur lequel Montesquieu avait insisté, directement ou indirectement, dans ses *Lettres persanes*, en évoquant le harem au sein duquel la plupart des femmes croient en la religion qui les asservit et vont jusqu'à aimer leur oppresseur. L'horreur de ce que Hildreth a appelé « un fervent esprit de dévotion », véritablement manifesté par la victime trompée, était partagée par les deux auteurs. Dans les plantations du Sud, le maître est souvent bien trop éduqué, trop délicat, voire même trop « éclairé » pour accomplir sa sale besogne. Comme les eunuques et les grands vizirs en Orient, les contremaîtres, ici, se chargent du travail avec une brutalité exem-



plaire. Espions et indicateurs ne manquent pas parmi les esclaves, de sorte qu'aucune relation de confiance ne peut s'établir entre eux. C'est ce que Hildreth appela « le meurtre de l'âme ». Dans son analyse, il suivait point par point les conséquences du despotisme définies par Montesquieu. L'instruction publique n'existait pas dans le Sud et l'éducation y était globalement moins bonne que dans le Nord. Les défenses militaires du Sud étaient dépassées. Enfin, du mépris du travail manifesté

par les planteurs, comme dans l'Espagne de Montesquieu, résultait un « état stagnant », ce qui était frappant comparé à la vigueur de l'économie du Nord. « La pauvreté va de pair avec la fierté » est une phrase que Montesquieu avait déjà écrite. L'épargne est inconnue et, de toute façon, une agriculture déficiente ne peut dégager les profits susceptibles de constituer le capital nécessaire à la diversification de l'économie. Hildreth croyait néanmoins sincèrement que le Sud pouvait changer et qu'il changerait, parce qu'il était rattaché à un système constitutionnel qu'il partageait avec une démocratie modérée, libre. Pour sa sauvegarde, cette démocratie aurait à intervenir, et Hildreth espérait que cela se ferait par le biais des lois du Congrès et des cours, et non par celui de la guerre. Il gardait foi dans le progrès des connaissances, surtout dans la démarche scientifique, qui faisait au moins obstacle à l'inertie et aux préjugés. *L'Esprit des lois* est d'abord un hymne au savoir ; Hildreth avait toutes les raisons d'accepter cette forme d'espoir et d'y ajouter sa foi en une dynamique inhérente à la démocratie.

Je ne veux pas exagérer l'influence de

Montesquieu sur la pensée politique américaine. On a souvent dit que l'Amérique avait réalisé le projet des Lumières européennes. Il suffit de constater combien la religion tient toujours une place importante et d'écouter le discours politique traditionnel, toujours empreint de complaisance et de sentimentalisme, pour voir combien cela est excessif.

Montesquieu ne fait pas partie de la tradition politique dominante de ce pays et ne projette pas l'ombre que Locke projette encore sur les principes politiques et juridiques américains. Mais il reste présent et contribue toujours à contrebalancer les formes plus traditionnelles de la pensée politique.

© Judith N. Shklar

Robert Darnton

En quoi la Révolution française a-t-elle été si révolutionnaire ? Une telle question pourrait paraître impertinente au moment où le monde entier célèbre la France à l'occasion du deux centième anniversaire de la prise de la Bastille, de la destruction de la féodalité et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Mais le tapage autour du bicentenaire n'a pas grand-chose à voir avec ce qui s'est réellement produit il y a deux cents ans.

Les historiens ont depuis longtemps fait remarquer que la Bastille était presque vide le 14 juillet 1789. Beaucoup, parmi eux, soutiennent que la féodalité avait déjà cessé d'exister au moment où elle a été abolie, et peu accepteraient de contester que les droits de l'homme ont été engloutis par la Terreur cinq ans à peine après avoir été proclamés pour la première fois. Une vision modérée de la Révolution ne nous révèle-t-elle donc qu'une violence mal dirigée et des proclamations creuses – rien de plus qu'un « mythe » pour se servir d'une expression qu'affectionnait le regretté Alfred Cobban, cet historien anglais sceptique qui n'avait que faire de guillotines et de slogans ?

On pourrait répondre qu'avec des mythes on peut soulever des montagnes et qu'ils peuvent acquérir une réalité à toute épreuve, aussi solide que la tour Eiffel, construite en 1889 par les Français pour célébrer le centième anniver-

saire de la Révolution. La France va dépenser des dizaines de millions en 1989, édifant des bâtiments, créant des centres culturels, donnant naissance à des expressions concrètes et contemporaines de la force qui a éclaté sur le monde il y a deux cents ans. Mais de quoi s'agissait-il au juste ?

Bien que l'esprit de 1789 ne soit pas plus facile à transcrire en mots qu'avec des briques et du mortier, il pourrait être défini comme une énergie – une volonté de construire un monde nouveau à partir des ruines du régime qui s'est désagrégé durant l'été 1789. Pendant la Révolution française, cette énergie s'est infiltrée partout. La vie en a été transformée, non seulement celle des activistes qui tentaient de la canaliser dans des directions de leur choix, mais aussi celle des gens ordinaires menant leur train-train quotidien.

Un bouleversement sismique

Il semble assez facile, dans l'abstrait, d'accepter l'idée d'un changement fondamental de la vie de tous les jours, mais peu nombreux sont ceux qui, parmi nous, peuvent réellement assimiler cette idée. Nous prenons le monde comme il vient et il nous est difficile de l'imaginer organisé différemment, à moins d'avoir vécu ces moments où les choses se désagrègent – une mort peut-être, ou un divorce, ou l'annihilation de ce qui paraissait immuable, comme le toit au-dessus de nos têtes ou le sol sous nos pieds.

En 1789, les Français ont dû faire

L'AN ZERO

face à l'écroulement de tout un ordre social – le monde qu'ils ont défini rétrospectivement comme l'Ancien Régime – et chercher un ordre nouveau dans le chaos qui les entourait. Ils ont vécu la réalité comme quelque chose qu'ils pouvaient détruire et reconstruire, et ils se sont retrouvés devant des possibilités apparemment illimitées, à la fois en bien et en mal, pour ériger une utopie et pour retomber dans la tyrannie.

Il va sans dire qu'à des époques plus anciennes quelques bouleversements sismiques avaient déjà ébranlé la société française – la peste bubonique au XIV^e siècle, par exemple, et les guerres de religion au XV^e siècle. Mais personne ne s'attendait à une révolution en 1789. L'idée même n'existait pas. En cherchant le mot « révolution » dans les dictionnaires usuels du XVIII^e siècle, on trouve des définitions qui dérivent du verbe « revolvere » – telles que « le retour d'une planète ou d'un astre à son point de départ ».

Le vocabulaire politique des Français n'était pas très étendu avant 1789, car c'était à Versailles, à la cour du roi (isolée du reste de la France) qu'on s'occupait de politique. Quand le peuple a commencé à s'en soucier – lors des élections aux Etats généraux, déjà assez proches d'un suffrage universel masculin, et des insurrections de rues – il a eu besoin de trouver des mots pour ce qu'il avait vu et fait. De nouvelles catégories fondamentales ont été créées, comme « gauche » et « droite », issues de la disposition des sièges de l'Assemblée nationale, et le mot « révolution »

lui-même. L'expérience est venue d'abord, le concept ensuite. Mais de quelle expérience s'agissait-il ?

Le monde redessiné

Bien que seule une petite minorité d'activistes ait adhéré et participé aux Clubs des jacobins, tout le monde fut touché par la Révolution parce que la Révolution s'infiltrait partout. Elle a, par exemple, redessiné le temps et l'espace. Selon le calendrier révolutionnaire adopté en 1793 et utilisé jusqu'en 1805, le temps commençait à la fin de l'ancienne monarchie, le 22 septembre 1792 – le 1^{er} vendémiaire de l'an I.



Par un vote de la Convention en bonne et due forme, les révolutionnaires ont divisé le temps en unités qu'ils pensaient rationnelles et naturelles. La semaine était de dix jours, le mois de trois semaines, et l'année de douze mois. Les cinq jours complémentaires sont devenus des jours fériés patriotiques, les sans-culottides, dédiés à des qualités civiques : la Vertu, le Génie, le Travail, l'Opinion et les Récompenses.

Ils ont donné des noms nouveaux aux

DARNTON, Robert
L'Aventure de l'Encyclopédie : un best-seller au siècle des Lumières Perrin, 448 p., 1982
Bohème littéraire et révolution : le monde des livres au XIII^e siècle La Fin des Lumières : Le Messénisme et la Révolution Perrin, 224 p., 1984
Le Grand Massacre des chats : attitudes et croyances dans l'ancienne France LaFont, 282 p., 1985



jours ordinaires, et ceux-ci suggéraient une régularité mathématique : primidi, duodi, tridi, et ainsi de suite jusqu'à décadi. Chaque jour était consacré à un aspect différent de la vie rurale afin que l'agronomie remplaçât les saints du calendrier chrétien. Ainsi le 22 novembre, jusque-là dédié à sainte Cécile, est devenu le jour du navet ; le 25 novembre, voué à sainte Catherine, est devenu le jour du cochon ; et le 30 novembre, qui avait été le jour de saint André, est devenu celui de la pioche. Les nouveaux noms des mois donnaient aussi l'impression que le temps se conformait au rythme naturel des saisons. Le 1^{er} janvier 1793, par exemple, aurait été le 12 nivôse, au 197, nivôse étant le mois de la neige, situé après les mois de brume (brumaire) et de froid (frimaire) et avant les mois de pluie (pluviôse) et de vent (ventôse).

L'adoption du système métrique marquait également une tentative d'imposer à l'espace une organisation rationnelle et naturelle. Selon un décret de 1795, le mètre devenait - la mesure de longueur égale à la dix millionième partie de l'arc du méridien terrestre compris entre le pôle boreal et l'équateur -. Les citoyens ordinaires ne voyaient évidemment pas grande utilité à une telle définition ; ils ont été lents à adopter le mètre et le gramme, la nouvelle unité de poids correspondante, et ils étaient peu nombreux à apprécier la nouvelle semaine, qui ne leur accordait qu'un jour de repos sur dix au lieu d'un sur sept. Mais même là où les vieilles habitudes étaient restées inchangées, les révolutionnaires ont marqué de leurs idées la conscience contemporaine en changeant le nom de toutes choses.

Quatorze cents rues de Paris ont été rebaptisées, parce que leurs anciens noms faisaient référence à un roi, à une reine ou à un saint. La place Louis-XV, où les personnages les plus célèbres ont été guillotines, est devenue la place de la Révolution ; et plus tard, essayant d'enterrer la hache de guerre, on lui a donné son nom actuel, place de la Concorde. L'église Saint-Laurent est devenue le Temple du mariage et de la fidélité. Notre-Dame, le Temple de la raison. Montmartre a été rebaptisé Mont Marat. Trente villes ont pris ce nom de Marat - trente des six mille qui ont essayé d'effacer leur passé en changeant de nom. Montmorency est devenue Emile. Saint-Malo, Victoire Montagnarde, et Coulanges, Cou Sans-Culottes (les anges étant synonymes de superstition).

Les révolutionnaires eux-mêmes ont changé leurs noms. Il était évidemment de mauvais goût de s'appeler Louis en 1793 ou 1794 ; les Louis se sont fait appeler Brutus ou Spartacus. Des noms de famille comme Le Roy ou Lécécque, très répandus en France, sont devenus La Loi ou Liberté. On a affublé les enfants de toutes sortes de prénoms - certains tiraient leur origine de la nature (Pissenlit allait très bien aux filles, Rhubarbe aux garçons), et d'autres, d'événements de l'époque (Fruictidor, Constitution, Dix-Août, Marat-Couthon-Pique). Le ministre des affaires étrangères Pierre-Henri Lebrun avait nommé sa fille Civilisation-Jemappes-République.

En même temps, la reine des abeilles est devenue - abeille pondreuse - ; de nouveaux noms ont été donnés aux pièces de jeu d'échecs, parce qu'un bon

révolutionnaire ne pouvait pas jouer avec des rois, des dames, des chevaliers, et des évêques ; et les rois, les reines et les valets du jeu de cartes sont devenus des libertés, des égalités et des fraternités. Les révolutionnaires avaient décidé de tout changer : la vaisselle, les men-



bles, les codes juridiques, la religion, la carte de France elle-même, qui a été divisée en départements - c'est-à-dire en unités symétriques de tailles sensiblement égales dont les noms provenaient de rivières et de montagnes - au lieu des vieilles provinces aux formes irrégulières.

Une nouvelle force

Avant 1789, la France était un patchwork insensé d'unités incompatibles se recouvrant les unes les autres, fiscales, judiciaires, administratives, économiques et religieuses. Après 1789, ces segments ont été fondus en une seule entité : la nation française. Avec ses festivals patriotiques, son drapeau tricolore, ses hymnes, ses martyrs, son armée et ses guerres, la Révolution a accompli ce que Louis XIV et ses successeurs n'étaient jamais parvenus à faire : elle a uni les éléments disparates du royaume en une nation et conquis le reste de l'Europe. Ce faisant, la Révolution lançait une force nouvelle, le nationalisme, lequel allait, pendant les deux cents ans qui ont suivi, mobiliser les gens par millions et faire tomber les gouvernements.

La nation-Etat n'a évidemment pas tout balayé devant elle. Elle n'est pas parvenue à imposer la langue française à la majorité du peuple français, qui a continué à parler toutes sortes de dialectes incompréhensibles les uns aux autres, en dépit de la propagande vigoureuse du Comité révolutionnaire pour l'instruction publique. Mais, en éliminant les corps intermédiaires qui séparaient le citoyen de l'Etat, la Révolution a transformé l'élément fondamental de la vie publique.

Elle est allée plus loin : en s'infiltrant dans les relations les plus intimes, elle a fait pénétrer la vie publique dans le domaine privé. Bien que le « tu » soit aujourd'hui utilisé avec pas mal de désinvolture, dans l'Ancien Régime il était réservé aux relations asymétriques ou intenses personnelles. Les parents tutoyaient leurs enfants, qui les

vouvoient. Le « tu » était utilisé par un supérieur s'adressant à des inférieurs, par les humains pour donner des ordres aux animaux, et par les amants - après le premier baiser, ou uniquement entre deux draps. Quand des alpinistes français atteignent une certaine altitude, ils passent encore de nos jours, du « vous » au « tu », comme si tous les hommes devenaient égaux face à l'immensité de la nature.

Fraternité et vertu

La Révolution française voulait que chacun devienne un « tu ». Qu'on en juge par cette résolution passée le 24 brumaire, au 11 (14 novembre 1793) dans le département du Tarn, région pauvre et montagneuse : « Etant donné que les principes éternels de l'égalité interdisent à un citoyen de dire « vous » à un autre citoyen, qui lui répondrait en lui disant « tu » décrie que le mot « vous », quand il s'agit du singulier, est à présent banni de la langue des Français libres et sera en toutes occasions remplacé par le mot « tu » ou « toi » ».

Une délégation de sans-culottes adressait une pétition à la Convention nationale en 1794, lui demandant d'abolir le « vous », « ... ce qui aura pour effet d'amener une diminution de l'orgueil, de la discrimination, de la retenue sociale, plus de familiarité publique, une plus forte tendance à la fraternité et, en conséquence, plus d'égalité ». Cela peut aujourd'hui prêter à rire mais, pour les révolutionnaires, c'était extrêmement sérieux : ils voulaient construire une nouvelle société basée sur de nouveaux modes de relations sociales.

Ils ont donc redessiné tout ce qui gardait un vague relent des inégalités dont les conventions de l'Ancien Régime étaient empreintes. Ils terminaient leurs lettres d'un vigoureux « salut et fraternité » au lieu de la formule pleine de déférence « votre très-humble et très-obéissant serviteur ». Ils ont substitué « Citoyen » et « Citoyenne » à « Monsieur » et à « Madame ».

Et ils ont transformé leur garde-robe. Le vêtement sert d'indicateur pour mesurer la température politique. Pour désigner un militant des sections radicales de Paris, les révolutionnaires ont adopté une expression du vocabulaire de l'habillement : « sans-culotte », celui qui porte un pantalon au lieu d'une culotte. En réalité, les ouvriers, avant le XIX^e siècle, n'avaient pas vraiment adopté le pantalon, qui était plutôt l'apanage des marins. Robespierre lui-même était toujours vêtu de l'habit de l'Ancien Régime : culotte, gilet, et perruque poudrée. Mais le révolutionnaire modèle, tel qu'il apparaît dans les feuilles révolutionnaires, sur les affiches et la vaisselle, à partir de 1793 et jusqu'à notre époque, portait un pantalon, une chemise ouverte, une veste courte (la carmagnole), des bottes et le bonnet de la liberté (bonnet phrygien) posé sur des cheveux - au naturel - (c'est-à-dire non peignés), retombant sur les épaules.

La garde-robe féminine, à la veille de la Révolution, comportait des décolletés bas, des jupes à panier et un style de coiffure exotique, du moins dans l'aristocratie. Les coiffures - en hérisson - s'élevaient au-dessus de la tête à une hauteur de plus de soixante centimètres et étaient décorées d'accessoires très

élaborés - tels qu'un bol de fruits, une flottille ou un zoo. Une scène pastorale, avec une mare, un chasseur de canards, un moulin à vent (dont les ailes tournaient) et un meunier s'en allant au marché sur sa mule tandis qu'un moine séduisait sa femme, avait même été installée sur une coiffure de cour.

Après 1789, la mode est venue d'en bas. La coiffure s'est aplatie, les jupes se sont dégonflées, les décolletés sont remontés et les talons ont baissé. Un peu plus tard, après la fin de la Terreur, quand la réaction thermidorienne a mis fin à la République de la vertu, des femmes du grand monde très libres, comme Mme Tallien, ont exposé leurs seins, dans des robes diaphanes et fait revivre la perruque. Une vraie « Merveilleuse », ou femme à la mode, avait une perruque pour chaque jour de la « décade » ; Mme Tallien, elle, en avait trente.

Cependant, à l'apogée de la Révolution entre l'été 1792 et l'été 1794, la vertu n'était pas simplement une mode, elle constituait la composante centrale d'une nouvelle culture politique. Celle-ci avait un côté puritain, mais on ne saurait la confondre avec le puritanisme des écoles du dimanche tel qu'on le prêchait aux Etats-Unis durant le XIX^e siècle. Pour les révolutionnaires, la vertu était virile. Elle symbolisait la volonté de se battre pour la patrie et pour la trinité révolutionnaire : liberté, égalité et fraternité.

Le culte de la vertu entraînait simultanément une revalorisation de la vie familiale. Puisant dans les textes de Rousseau, les révolutionnaires faisaient des harangues sur le caractère sacré de la maternité et l'importance de l'allaitement maternel. Ils considéraient la reproduction comme un devoir civique et vilipendaient le célibat comme non patriotique. « Citoyennes ! Donnez des enfants à la Patrie ! », proclamait une bannière lors d'un défilé patriotique. « Voici venu le temps de faire un enfant », avertissait un slogan peint sur de la poterie révolutionnaire.

Saint-Just, l'idéologue le plus extrême du Comité de salut public, notait



dans ses carnets : « L'enfant, le citoyen, appartient à la patrie. L'instruction publique est nécessaire. Les enfants appartiennent à la mère jusqu'à cinq ans si elle les a nourris, et à la République ensuite... jusqu'à la mort. »

Il serait absurde de pressentir l'hittérisme dans de telles affirmations. Quand l'autorité de l'Eglise s'est écroulée, les révolutionnaires ont cherché une nouvelle base morale sur laquelle fonder la vie familiale. Ils se sont

Chronique de la Révolution
prél. de Jean Favier,
ill. Larousse,
703 p., 1989

L'Etat de la France pendant la Révolution (1789-1799).
Sous la dir. de Michel Vovelle, La Découverte,
598 p., 1986

BABEUF, Gracchus
Textes choisis
Messidor-Éditions sociales,
256 p., 1951
Correspondance avec l'Académie d'Arras :
1785-1788

PUF, 180 p., 1961
La Guerre de la Vendée et le système de dépopulation
Tallandier, 228 p., 1987

PERREL, Jean
Cahiers de doléances
CRDP, 1977

SAINT-JUST
Œuvres complètes
Lebovicz, 1022 p., 1984

MERCIER, Louis-Sébastien
Tableau de Paris
Slatkine, 6 vol., 1979
L'An 2440 - Réve
s'il en fut jamais :
l'Homme de fer, songe
PUF, 1134 p., 1979

WORDSWORTH, William
Choix de poésies
Belles Lettres, 284 p.,
1961

THOMAS, Chantal
La Reine scélérate
Marie Antoinette
dans les pamphlets
Seuil, 241 p., 1989

turnés vers l'Etat et ont promulgué des lois qui auraient été impensables sous l'Ancien Régime. Ils ont légalisé le divorce : ils ont accordé le plein statut légal aux enfants illégitimes ; ils ont aboli la primogéniture. Si, comme le proclamait la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, tous les hommes, naissent libres et égaux en droits, tous les hommes ne devaient-ils pas avoir les mêmes chances dans la vie ? La Révolution a tenté de limiter le despotisme paternel - en donnant à tous les enfants une part égale de l'héritage. Elle a aboli l'esclavage et accordé des droits civiques sans restrictions aux protestants et aux juifs.

Il va sans dire qu'il est possible de trouver des lacunes et des contradictions dans la législation révolutionnaire. En dépit de quelques tournures de phrases assez virulentes des soi-disant Décrets de ventôse sur l'appropriation des biens des contre-révolutionnaires, les législateurs n'ont jamais envisagé, même de très loin, un quelconque socialisme. Et Napoléon a inversé les clauses les plus démocratiques des lois sur la vie familiale. Néanmoins, ce vers quoi tendait principalement la législation révolutionnaire est clair : elle substituait l'Etat à l'Eglise comme autorité ultime dans la conduite de la vie privée, et elle appuyait la légitimité de l'Etat sur la souveraineté du peuple.

De la violence à la violence

Souveraineté populaire, liberté civile, égalité devant la loi - ces mots paraissent tellement évidents aujourd'hui qu'il nous est presque impossible de saisir combien ils pouvaient paraître explosifs en 1789. Nous ne pouvons pas, par la pensée, revenir en arrière et partager le monde mental de l'Ancien Régime, sous lequel la plupart des gens acceptaient l'inégalité des hommes comme une bonne chose, conforme à l'ordre hiérarchique que Dieu lui-même avait imposé à la nature. Pour les Français de l'Ancien Régime, liberté signifiait privilège - c'est-à-dire, littéralement, « loi privée » - ou désignait une prérogative spéciale permettant à certains ce qui était interdit à d'autres. Le roi, source de toute loi, dispensait des privilèges, et à juste titre, car il avait été oint comme représentant de Dieu sur la Terre. Son pouvoir était spirituel autant que séculier, et c'est ainsi que le toucher royal pouvait guérir des écrouelles, le « mal royal ».

Ces postulats avaient été contestés tout au long du XVIII^e siècle par les philosophes des Lumières ; et les pamphlétaires populaires étaient parvenus à ternir l'aura sacrée de la couronne. Mais il a fallu employer la violence pour briser les cadres mentaux de l'Ancien Régime, et cette violence elle-même, ce type de violence révolutionnaire et iconoclaste qui détruit des mondes, il nous est également difficile de la concevoir.

Il est vrai que nous acceptons sans peine, comme des événements de tous les jours, les accidents de la circulation et les attaques à main armée. Mais si nous comparons notre monde à celui de nos ancêtres, la violence a pratiquement disparu de notre expérience quotidienne. Au XVIII^e siècle, les Parisiens passaient souvent devant des cadavres qu'on avait pêchés dans la Seine et

qu'on suspendait par les pieds le long des berges. Ils savaient qu'une « mine patibulaire » était un visage qui ressemblait aux têtes coupées exposées sur une fourche par le bourreau. Ils avaient été témoins de l'écartèlement des criminels lors des exécutions publiques. Et il leur était impossible de marcher dans le centre de la ville sans maculer leurs chaussures de sang.

Voici une description des boucheries de Paris, écrite par Louis-Sébastien Mercier quelques années avant le début de la Révolution : « Elles sont au milieu [de la ville]. Le sang ruisselle dans les rues, il se caille sous vos pieds, et vos souliers en sont rougis. En passant, vous êtes tout à coup frappé de mugissements plaintifs. Un jeune bœuf est terrassé, et la tête armée est liée avec des cordes contre la terre ; une lourde massue lui brise le crâne, un large couteau lui fait au gosier une plaie profonde ; son sang, qui fume, coule à gros bouillons avec sa vie. [...] Des bras ensanglantés se plongent dans les entrailles fumantes ; [...] ses membres partagés sous le couperet vont être distribués en morceaux, et l'animal est tout à la fois enseigne et marchandise.

rate provoquées par quelque étincelle qui couvait dans l'imaginaire collectif.

Emotions populaires

Il serait tellement pratique de pouvoir associer la Révolution exclusivement à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, mais elle est née dans la violence et a imposé ses principes sur un monde violent. Les conquérants de la Bastille n'ont pas simplement détruit un symbole du despotisme royal. Cent cinquante d'entre eux ont été tués ou blessés lors de l'assaut de la prison ; et quand les survivants ont eu le gouverneur entre les mains, ils lui ont coupé la tête et l'ont portée en triomphe au bout d'une pique dans les rues de Paris.

Une semaine plus tard, lors d'un accès de fureur suscité par le prix élevé du pain et au milieu de rumeurs selon lesquelles on complotait pour affamer les pauvres, une foule a massacré un intendant général des armées, adjoint au ministre de la guerre, du nom de Foulton, lui a tranché la tête, qu'elle a

récolteront ce qu'ils ont semé.

Il serait tellement pratique de pouvoir arrêter la Révolution à la fin de 1789, d'ailleurs la suite ne fait pas partie des célébrations du gouvernement français actuel. Pourtant, l'histoire révolutionnaire se prolonge jusqu'à la fin du siècle - et jusque dans le siècle suivant, selon quelques historiens. Quel qu'en soit le point final, elle a certainement continué jusqu'à la fin de 1794 ; il faut donc bien que nous finissions par accepter la Terreur.

On peut trouver beaucoup d'explications à la Terreur officielle, la Terreur dirigée par le Comité de salut public et le Tribunal révolutionnaire. Selon les normes du XX^e siècle, elle n'a pas été tellement dévastatrice, si l'on fait le compte de ses victimes et si l'on croit pouvoir mesurer ces choses par les statistiques : elle a coûté environ 17 000 vies. Moins de vingt-cinq personnes ont été exécutées dans une moitié des départements français, aucune dans six de ceux-ci. En outre, 71 % des exécutions ont eu lieu dans des régions où la guerre civile faisait rage ; les trois quarts des guillotins étaient des rebelles capturés les armes à la main ; et 85 % étaient des gens du commun - statistiques que les personnes qui interprètent la Révolution comme une lutte des classes dirigée par la bourgeoisie contre l'aristocratie ont du mal à avaler. Sous la Terreur, presque toutes les personnes supposées appartenir aux ennemis du peuple étaient étiquetées « aristocrates ».

Mais de telles statistiques nous restent en travers de la gorge. Toute tentative pour condamner quelqu'un en niant son individualité et en l'insérant dans des catégories abstraites et idéologiques telles qu'« aristocrate » ou « bourgeois » est fondamentalement inhumaine. La Terreur était terrible. Elle a ouvert le chemin au totalitarisme. Elle a été le traumatisme qui a marqué l'histoire moderne à sa naissance de façon indélébile.

Les historiens sont parvenus à en expliquer la plus grande partie (pas tout, pas l'horreur des derniers mois de la « Grande Terreur », alors que la tuerie augmentait en même temps que diminuait le danger d'invasion) comme

Les jours disparaissent comme les fleurs secouées du crocus.
Encore que parfois la vanité brutale du vin
écrase le sang et fasse jaillir
entre les côtes un jardin.

Il ne nous reste rien. Pas même un plat mensonge.
Nus au milieu des orties,
la tête dans l'armoire,
guettant tout près des chemins interdits

où trottaient les brebis. De si cruelles brebis.

Jan SKÁCEL

Quelquefois le bœuf, étourdi du coup et non terrassé, brise ses liens et, furieux, s'échappe de l'ancre du trépas ; il fuit ses bourreaux, et frappe tous ceux qu'il rencontre. Et les bouchers qui poursuivent la victime qui leur échappe sont aussi dangereux qu'elle. [...] Les bouchers sont des hommes dont la figure porte une empreinte féroce et sanguinaire ; les bras nus, le cou gonflé, l'œil rouge, les jambes sales, le tablier ensanglanté ; un bâton noueux et massif arme leurs mains pesantes et toujours prêtes à des risques dont elles sont avides. [...] Le sang qu'ils répandent, semble allumer leurs visages et leurs tempéraments. [...] Et il y a des rues, près des boucheries, d'où s'exhale une odeur cadavéreuse, où de viles prostituées, assises sur des bornes en plein midi, affichent publiquement leur débauche. [...] Ce sont des beautés agréables à ces hommes de sang [...]. »

Une émeute d'envergure a éclaté en 1750 parce qu'une rumeur courait alors dans les quartiers ouvriers de Paris, selon laquelle la police enlevait des enfants pour approvisionner en sang les bains d'un prince de la famille royale. De telles émeutes, connues sous le nom d'« émotions populaires », étaient des éruptions de passion viscé-

portée triomphalement au bout d'une pique après avoir bourré la bouche de paille pour dénoncer sa complicité dans le complot. Une bande d'émeutiers s'est alors saisie du genre de Foulton, Bertier de Sauvigny, l'intendant de Paris, et l'a entraîné dans les rues de la ville à la suite de la tête de Foulton en chantant « Baise papa, baise papa ». Ils ont assassiné Bertier devant l'Hôtel de Ville et ont arraché son cœur, qu'ils ont jeté en direction du gouvernement municipal. Ils ont ensuite continué à défiler en brandissant les deux têtes. « C'est ainsi que les traîtres sont punis », commente une gravure représentant la scène.

Gracchus Babeuf, le futur conspirateur de gauche, a décrit le délire général dans une lettre à sa femme. La foule applaudissait à la vue des têtes au bout des piques : « Oh ! que cette joie me faisait mal ! J'étais tout à la fois satisfait et mécontent ; je disais tant mieux et tant pis. Je comprends que le peuple fasse justice. J'approuve cette justice... mais pourrait-elle aujourd'hui n'être pas cruelle ? Les supplices de tous genres, l'écartèlement, la torture, la roue, les bûchers, le fouet, les gibets, les bourreaux multipliés partout nous ont fait de si mauvaises mœurs. Les maîtres...



une réponse aux circonstances extraordinaires de 1793 et 1794 : les armées des envahisseurs prêtes à investir Paris ; les contre-révolutionnaires, dont certains étaient imaginaires mais beaucoup d'autres réels, qui complotaient pour renverser le gouvernement de l'intérieur ; le prix du pain qui échappait à tout contrôle et rendait la population parisienne folle de faim et de désespoir ; la guerre civile en Vendée ; les rébellions municipales de Lyon, Marseille, et Bordeaux ; et les « factions » à l'intérieur de la Convention nationale, qui menaçaient de paralyser toute tentative pour maîtriser la situation.

La Terreur, ses limites et ses folles

Le comble de l'arrogance de la part d'un historien américain assis dans le confort de son bureau serait de condamner les Français pour leur violence et de féliciter ses concitoyens d'avoir fait couler relativement peu de sang lors de leur propre révolution, qui s'est déroulée dans des conditions totalement différentes. Et pourtant, que doit-il alors penser des massacres de septembre 1792, une orgie de tuerie où plus de mille personnes ont perdu la vie, parmi lesquelles beaucoup de prostituées et de prisonniers de droit commun piégés dans des prisons comme celle de l'Abbaye ?

Nous ne savons pas exactement ce qui s'est passé, parce que les documents ont été détruits lors de l'écrasement de la Commune de Paris en 1871. Mais l'évaluation lucide qu'a faite Pierre Caron des documents existants suggère que les massacres avaient un caractère de meurtre collectif ritualisé et apocalyptique. Une foule de sans-culottes, dans laquelle se trouvaient les hommes des boucheries décrits par Mercier, ont pris d'assaut les prisons dans le but d'écraser ce qu'ils croyaient être un complot contre-révolutionnaire. Ils ont improvisé un tribunal populaire dans la prison de l'Abbaye. Les prisonniers étaient amenés un par un, pour être accusés puis jugés sommairement selon leur comportement. Le courage était interprété comme un signe d'innocence, le manque d'assurance comme un signe de culpabilité. Stanislas Maitlard, un conquérant de la Bastille, jouait le rôle de procureur ; et la foule de la rue, qu'on avait fait asseoir sur des rangées de bancs, ratifiait son jugement par des acquiescements et des acclamations. Si le prisonnier était déclaré innocent, on le serrait sur son cœur, on pleurait et on le transportait en triomphe à travers la ville. S'il était déclaré coupable, on le faisait courir entre deux rangs de gens armés de piques, de gourdin et de sabres et on le massacrait. Son corps était alors déshabillé et jeté sur un monceau de cadavres ou écartelé et promené de droite et de gauche au bout d'une pique.

Tout au long de cette sanglante affaire, les gens qui commettaient les massacres parlaient de purger la terre de la contre-révolution. Ils semblaient prendre part à une version séculaire du Jugement Dernier, comme si la Révolution avait libéré une vague de fond de millénarisme populaire. Mais il est difficile de savoir quel scénario était mis en scène en septembre 1792. Nous ne pourrions peut-être jamais sonder les

profondeurs d'une telle violence ni comprendre pleinement les autres « émotions populaires » qui ont déterminé le cours de la Révolution : la Grande Peur des paysans au début de l'été 1789 ; les révoltes du 14 juillet et des 5 et 6 octobre 1789, et les « journées » révolutionnaires du 10 août 1792, du 31 mai 1793, du 9 thermidor an II (27 juillet 1794), du 12 germinal an III (1^{er} avril 1795) et du 1^{er} au 4 prairial an III (20-23 mai 1795). Chaque fois, la foule réclamait du pain et du sang, et le bain de sang dépassait la compréhension de l'historien.

Il existe néanmoins. Rien ne le fera disparaître, et il faut l'intégrer dans toute tentative de compréhension de la Révolution. On pourrait soutenir que la violence était un mal nécessaire, parce que l'Ancien Régime refusait de mourir tranquillement et que l'ordre nouveau ne pouvait pas survivre sans détruire la contre-révolution. Presque toutes les « journées » violentes étaient défensives – des efforts désespérés pour parer aux coups de la contre-révolution, laquelle a menacé d'annihiler la Révolution à partir de juin 1789 et jusqu'en novembre 1799, quand Bonaparte a pris le pouvoir. Après le schisme religieux de 1791 et la guerre de 1792, toute opposition pouvait se voir affublée du masque de la trahison, et il était devenu impossible d'atteindre un consensus sur les principes politiques.

Un puissant millénarisme

En bref, les circonstances expliquent la plupart des violents revirements d'un extrême à l'autre pendant la décennie révolutionnaire. La plupart, mais pas tous – et certainement pas le Massacre des Innocents en septembre 1792. La violence elle-même reste un mystère, le type de phénomène qui nous oblige peut-être à utiliser des explications méta-historique : le péché originel, une libido déchainée ou la ruse d'une dialectique. Pour ma part, je confesse mon incapacité à expliquer la cause ultime de la violence révolutionnaire, mais je pense pouvoir en saisir certaines conséquences. Elle a fait place nette pour permettre de redessiner et de reconstruire. Elle a attaqué les institutions de l'Ancien Régime si soudainement et avec tant de force que tout paraissait possible. Elle a libéré l'énergie de l'utopie.

Le sentiment de possibilités sans bornes nous montre le bon côté de l'émotion populaire, et il ne s'est pas limité aux éclats millénaristes dans les rues ; il a saisi les juristes et les hommes de lettres siégeant à l'Assemblée législative. Le 7 juillet 1792, A.-A. Lamourette, député de Rhône-et-Loire, annonça aux membres de l'Assemblée que tous leurs problèmes avaient une seule origine, les « factions » : il fallait plus de fraternité. Sur ce, les députés qui, un moment auparavant, étaient prêts à se jeter à la gorge les uns des autres se sont levés pour une embrassade générale, comme si leurs divisions politiques pouvaient être balayées dans une vague d'amour fraternel.

Le « baiser Lamourette » a pu être passé sous silence avec des sourires indulgents par des historiens qui savaient que, trois jours plus tard, l'Assemblée allait se désintégrer devant les révoltes sanglantes du 10 août. Ces

hommes de 1792, avec leur éloquence par trop fleurie, leur culte naïf de la vertu, leurs slogans simplistes sur la liberté, l'égalité et la fraternité, étaient de tels enfants !

Mais, en faisant preuve de condescendance envers les gens du passé, il se peut que nous passions à côté de quelque chose d'important. L'émotion populaire de la fraternité, la plus étrange de la trinité des valeurs révolutionnaires, balaya Paris avec la force d'un ouragan en 1792. Il nous est à peine possible d'imaginer sa puissance, parce que nous vivons dans un monde organisé selon d'autres principes, tels qu'un travail garanti, le salaire rapporté à la maison, les profits et pertes, un monde où l'on sait qui est responsable

L'angoisse pénètre – le besoin de fixer les choses, d'imposer les frontières, de séparer les « aristocrates » des patriotes. Les limites se durcissent vite et le paysage prend à nouveau un aspect immuable.

L'incroyable a été vrai

Aujourd'hui, la plupart d'entre nous habitent dans un monde que nous pensons être non pas le meilleur, mais le seul possible. La Révolution française s'est éteinte dans un passé presque imperceptible, sa puissante lumière, obscurcie par une distance de deux cents ans, est si lointaine que nous arrivons à peine à y croire. Car la



CARON, Pierre
Les Massacres de septembre
La Maison du livre français, 1935
Paris pendant la Terreur : Rapport des agents secrets du ministère de l'intérieur (1^{er}-20 mars 1794)
Klinsieck, 448 p., 1958
Paris pendant la Terreur : Rapport des agents secrets du ministère de l'intérieur (21-31 mars 1794)
Klinsieck, 361 p., 1964
HUXLEY, Aldous
Le Meilleur des mondes
Press-Pockel, 285 p., 1977

devant qui. Nous nous définissons comme employeurs ou employés, comme enseignants ou étudiants, comme des gens situés avec précision dans une trame de rôles qui s'entrelient. La Révolution, durant ses moments les plus révolutionnaires, a tenté d'effacer de telles distinctions. Elle avait réellement l'intention de légiférer la fraternité humaine. Bien qu'elle ait sans doute échoué, tout comme le christianisme a échoué dans sa christianisation, elle a suffisamment remodelé le paysage social pour altérer le cours de l'Histoire.

Comment pouvons-nous saisir ces moments de folie, d'incrédulité en suspension, alors que tout semblait possible et que le monde apparaissait comme une table rase parfaitement nettoyée par un élan d'émotion populaire, comme prêt à être re-dessiné ? De tels moments disparaissent vite. Les gens ne peuvent pas vivre longtemps dans une joie de vivre épistémologique.

Révolution défie la croyance. Il semble incroyable qu'un peuple entier ait pu se lever et transformer les conditions de son existence quotidienne. Le croire est en contradiction avec l'hypothèse de travail la plus courante selon laquelle la vie doit être fixée dans les schémas du monde de tous les jours.

N'avons-nous jamais fait l'expérience de quelque chose qui aurait pu ébranler cette conviction ? Prenons les assassinats de John F. Kennedy, de Robert Kennedy et de Martin Luther King. Tous ceux d'entre nous qui ont vécu ces moments se rappellent exactement où ils étaient et ce qu'ils faisaient. Nous nous sommes tout à coup figés sur place et, face à l'énormité de l'événement, nous nous sommes sentis liés à tous ceux qui nous entouraient. Pendant quelques instants, nous avons cessé de nous voir au travers des rôles que nous tenions et nous nous sommes perçus comme des égaux, dépouillés jusqu'au cœur de notre commune hu-

(1) Pierre Caron, Les Massacres de septembre, (Paris, La maison du livre français, 1935).

manité. Comme des alpinistes dominant les affaires quotidiennes du monde, nous sommes passé du « vous » au « tu ».

Je crois que la Révolution française a été une succession d'événements semblables, des événements si terribles qu'ils ont secoué l'humanité jusqu'en son cœur. A partir de cette destruction, ils ont donné un sens nouveau à la possibilité, pas simplement d'écrire des constitutions ni de légiférer la liberté et l'égalité, mais de vivre selon la plus difficile des valeurs révolutionnaires, la fraternité humaine.

Evidemment, la notion de fraternité provient de la Révolution elle-même plutôt que d'une quelconque vision su-

périeure des historiens, et peu d'historiens, quelle que soit leur sagesse, seraient prêts à affirmer que les grands événements révèlent une réalité fondamentale qui reposerait sous l'Histoire. Je soutiendrai un avis opposé : les grands événements rendent possible la reconstruction sociale de la réalité, le réarrangement des choses-comme-elles sont de manière à ce qu'on ne les voit plus comme données, mais plutôt comme voulues, en conformité avec des convictions relatives à ce que devraient être les choses.

Le « tout est possible » opposé au donné des choses - telles étaient les forces dressées l'une contre l'autre en France de 1789 à 1799. Non qu'il n'y eût

pas d'autres forces, y compris quelque chose qu'on pourrait appeler une « bourgeoisie » qui affrontait quelque chose qu'on nomme « féodalité », alors qu'une grande masse de biens changeait de mains et que les pauvres extorquaient un peu de pain aux riches. Mais tous ces conflits se fondaient sur autre chose que la somme de leurs parties - une conviction que la condition humaine est malléable, qu'elle n'est pas fixée, et que les gens ordinaires peuvent faire l'Histoire au lieu de la subir.

Deux cents ans d'expérimentation avec les « meilleurs des mondes » nous ont rendus sceptiques quant aux techniques de transformation sociale.

Mais trop de sagesse après coup peut déformer la vision de 1789 et de 1793-94. Les révolutionnaires français n'étaient pas des stalinien. Ils constituaient un brassage de personnes non exceptionnelles dans des circonstances exceptionnelles. Quand les choses se sont désintéressées, ils ont répondu à un besoin irrésistible de donner un sens aux événements en ordonnant la société selon des principes neufs. Ces principes sont toujours là comme une accusation de la tyrannie et de l'injustice. En quoi consistait la Révolution française ? Liberté, égalité, fraternité.

Eric J. Hobsbawm

Toute théorie sur les révolutions, écrit John Dunn - alors même qu'il nous est impossible de déterminer exactement quels événements constituent les révolutions sans adopter au moins une théorie sur la signification des révolutions -, sous-tend une position politique... Etudier les révolutions sans émettre de jugements de valeur est une impossibilité logique pour ceux qui vivent dans le monde réel. L'historien qui étudie les révolutions voit sa tâche se compliquer parce que les positions politiques prises spontanément, et par lui-même s'il n'y est pas attentif, et par ceux qui en ont traité oralement ou par écrit, ne sont pas nécessairement cohérentes et logiques. A notre époque, les changements rapides et fondamentaux de notre vie quotidienne sont devenus la norme, de sorte que les termes « révolution » et « révolutionnaire » sont utilisés bien au-delà du champ de la science politique. Ils ont de plus, dans la

comme étant des interruptions temporaires sans signification) ou bien célébrées publiquement par des rites de passage qui conviennent aux anniversaires marquant la naissance des nations ou des régimes. Elles ne sont plus, désormais, sujets à controverses que parmi les historiens. C'est ainsi que la

FAIRE

«UNE REVOLUTION BOURGEOISE»

révolution (ou les révolutions) du XVIII^e siècle en Angleterre a été tacitement éliminée du discours politique : même à l'occasion du tricentenaire de ce qu'on appelait autrefois la « Glorieuse Révolution de 1688 », pendant laquelle s'est constituée la souveraineté du Parlement britannique, elle a été effacée des discours publics ou évoquée à leur marge. A contrario, il y a eu un consensus de célébration pour les différents bicentennaires gravitant autour de la révolution américaine, et il ne viendrait même pas à l'esprit des gens qui s'opposent à certains aspects toujours - ou à nouveau - extrêmement controversés, tels que le refus délibéré de reconnaître publiquement la religion, de s'en servir pour attaquer cette révolution. Sa face publique, en dehors des jubilés et des centennaires, est celle d'un rite de passage dans la vie de la nation, l'indépendance (célébrée le 4 juillet) n'intervenant qu'après l'arrivée des premiers colons (*Thanksgiving*, célébré le quatrième jeudi de novembre).

Des processus incontrôlables

Les républicains, de même que la droite politique, ont respectivement tenté d'utiliser ces deux techniques pour éliminer certains aspects controversés de la Révolution française, et une des armes essentielles dans la guerre intellectuelle livrée contre ceux qui veulent en célébrer le bicentenaire est l'affirmation qu'elle ne constitue pas un ensemble majeur d'événements transformateurs, mais simplement un

faux pas sur le long chemin de l'histoire française.

La tentative a visiblement échoué, en dépit du fait que les adversaires traditionnels de 1789 se sont trouvés appuyés par les adversaires de 1917.

Les révolutions, ou en tout cas des bouleversements socio-politiques majeurs comme la Révolution française, relèvent des phénomènes historiques dont il ne faut pas juger la signification à travers les intentions ou les espérances de ceux qui en sont responsables, ou même au travers de celles qu'une analyse postérieure pourrait leur attribuer. Même si ces intentions ont, évidemment, un rapport avec l'étude du phénomène, elles ne peuvent cependant être vues comme le déterminant, parce que le processus et son résultat ont une caractéristique essentielle : ils sont incontrôlables. On ne peut pas correctement débattre de la Révolution française en jugeant la réussite ou l'échec de ses objectifs réels ou supposés (ou ceux de ses acteurs). Il en résulte qu'il ne sert à rien, même si la tentation est forte, de se laisser aller à une analyse *ex post facto* du coût et des bénéfices, laquelle poserait des questions telles que « cela en valait-il la peine ? » et « aurait-on pu obtenir les mêmes résultats à moindre coût ? ». Car les critères d'analyse des problèmes sociaux ne s'appliquent aux phénomènes dont nous nous occupons que marginalement : dans les instances où les décideurs des actions humaines peuvent effectivement choisir entre des solutions correctes et des solutions incorrectes, choisir des stratégies ou bien des méthodes plus ou

moins rentables ou élégantes pour atteindre des objectifs déterminables à l'avance. De tels objectifs existent, mais ils sont anéantis par le poids de ce qui est incontrôlable et involontaire. Même si l'on admettait que la Constitution de 1791 ait été le but précis que cherchaient à atteindre les leaders de l'Assemblée nationale de 1789, et qu'elle représentait ce qui s'est trouvé être la réalisation la plus durable de la Révolution, nous ne pouvons pas sérieusement supposer qu'au moment de sa promulgation quelqu'un aurait eu le pouvoir de déclarer que la Révolution était terminée. Les événements postérieurs prouvent le contraire.

Cela soulève justement le double problème des objectifs de cette Révolution - ou de toute autre - et de ses résultats ou conséquences. Et, dans le cas de la Révolution française, le problème est particulièrement épineux, parce que les conséquences qu'elle a engendrées sont variées et mutuellement incompatibles - l'héritage de l'Assemblée constituante et la République jacobine, par exemple - et parce que en France, comme l'a dit Lord Acton, « le passage d'une forme de société féodale et aristocratique à une forme industrielle et démocratique a été accompagné de convulsions », contrairement à « d'autres nations » (l'Angleterre par exemple), alors que les résultats ont été, dans un sens historique très large, assez semblables.

Etait-il possible, alors, d'éviter la Révolution ? A-t-elle produit des résultats qui ne pouvaient être obtenus que par une révolution et pas autrement ?

HOBBSBAM, Eric J.
L'Ere des révolutions, 1789-1848
Fayard, 432 p., 1970
L'Ere du capital, 1848-1875
Fayard, 460 p., 1976
Histoire économique et culturelle de la Grande-Bretagne 2. De la révolution industrielle à nos jours
Le Seuil, 368 p., 1977
Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne
Fayard, 1986
L'Ere des empires, 1875-1914
Fayard, 495 p., 1989



conversation de tous les jours, le sens qu'ils avaient au XVIII^e siècle, un lien avec le progrès et l'amélioration de la vie, et c'est ainsi, comme l'ont parfaitement compris les publicitaires, que le mot « révolutionnaire », lorsqu'il s'applique à un nouveau four à micro-ondes et non pas à un régime politique, aidera le produit à mieux se vendre, même parmi ceux qui attaquent passionnément la subversion en défendant le statu quo.

Néanmoins, en politique, le sens premier de « révolution » reste le sujet de vives controverses, comme le démontrent clairement les débats qui entourent le bicentenaire de la Révolution française de 1789. Les révolutions suffisamment éloignées du présent se voient ou bien transformées en non-révolution (c'est-à-dire intégrées dans la continuité historique) ou bien exclues de celle-ci

A-t-elle suivi une ligne logique de développement qui aurait ensuite subi un « dérapage », et, si tel est le cas, celui-ci était-il aussi inévitable ? Ces questions sont essentiellement politiques plutôt qu'historiques, et les réponses qu'on leur donne ont tendance à entrer dans le cadre des préconceptions politiques. Et pourtant, si nous supposons a priori que, dans les grandes révolutions, comme dans les grandes guerres de masse des temps modernes, les conséquences non voulues ont presque d'importance que les conséquences attendues, tout en étant dépendantes les unes des autres, ne serait-il pas alors plus facile pour les historiens d'échapper à leurs convictions politiques ? Si tant est que celles-ci ne les aient pas en fait empêchés de reconnaître la spécificité historique de leur point de vue lié au temps, et les dimensions historiques de leur sujet.

Un phénomène unique

Quelles ont donc été les conséquences historiques de la Révolution française ? En comparant, avec ceux du centenaire, les jugements émis par l'opinion cultivée comme par l'historiographie professionnelle à la veille du bicentenaire, nous serons surpris de voir comment on tente étrangement aujourd'hui de minimiser ce qui, il y a un siècle, était considéré comme une évidence indiscutable, comme un phénomène historique d'une importance extraordinaire, unique même. Holland Rose, historien anglais respecté, spécialiste de cette période, écrivait :

« La Révolution française, la plus terrible et importante suite d'événements de toute l'Histoire, est le vrai point de départ de l'histoire du XIX^e siècle ; car ce vaste bouleversement a profondément touché la vie politique, et plus encore la vie sociale du continent européen ».

En 1889, les avis contraires étaient rares.

De même que seraient rares, aujourd'hui, les observateurs qui ne partageraient pas cette vision de l'impact de la Révolution sur l'histoire mondiale du XIX^e siècle. Seul l'étrange recul du débat intellectuel français dans un provincialisme hexagonal peut expliquer pourquoi l'impact de la Révolution française sur le monde non français a tenu si peu de place dans les débats historiographiques et idéologiques qui ont précédé le bicentenaire. Il est surprenant également que les effets économiques de la Révolution, qui sont aujourd'hui considérés d'un œil généralement sceptique ou critique, aient semblé si évidemment positifs aux observateurs du XIX^e siècle. Richard Cobden écrivait en 1853 :

« Des personnes appartenant aux plus hautes sphères sociales françaises admettent que, du fait des mesures de 1789 (...), qui ont élevé, d'une situation à peine supérieure à celle du serf russe, des millions de leurs compatriotes au rang de citoyens et de propriétaires de la terre, la civilisation, la fortune et le bonheur des Français ont progressé plus rapidement qu'on ne l'avait jamais vu encore dans une communauté de même taille et pendant la même période de temps ».

Cobden, l'apôtre du libre-échange, était à la fois un libéral radical selon les normes anglaises, un homme politique,

et quelqu'un qui avait tendance à sous-estimer les progrès économiques qu'avait faits son propre pays depuis 1789. Son contemporain, Heinrich von Sybel, le premier historien universitaire (non français) à faire peser sur le sujet l'artillerie lourde de la science de l'archivage, affichait un libéralisme à la fois plus précautionneux et plus modéré. Il estimait toutefois que l'industrie française avait été multipliée par quatre depuis 1789, l'agriculture par trois et le commerce par plus de trois, croissance qu'il associait clairement à la Révolution.

Je cite ces opinions, non parce qu'elles ont une quelconque autorité historique – il est clair qu'elles n'en ont pas – mais parce qu'elles prouvent que des observateurs intelligents et bien informés acceptaient sans l'ombre d'un doute que les effets de la Révolution sur la France du XIX^e siècle avaient, tout bien considéré, été aussi frappants que bénéfiques. Que ces croyances aient été fondées ou non est une affaire d'investigation historique. Mais le fait est que de telles croyances furent largement et universellement partagées et sans doute par des hommes ou des femmes dont les opinions restaient très modérément libérales, durant de longues périodes du XIX^e siècle.

La mort d'une orthodoxie

On touche ici de très près un aspect du révisionnisme historique qui, depuis quelques décennies, a dominé le débat universitaire sur la Révolution française, et a empêché que les célébrations de son bicentenaire prennent des formes excessivement triomphalistes. Au moment où, en France, en 1970 François Furet et Denis Richet ont donné l'assaut principal à l'interprétation « orthodoxe » de la Révolution qui, pendant des décennies, avait dominé tant les institutions que la recherche, le détenteur de la prestigieuse chaire d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne, et donc le principal gardien de la réputation de la Révolution, était un membre dévoué du PCF. L'étude révisionniste de la Révolution française faisait ainsi partie du processus général grâce auquel les intellectuels français



des années soixante-dix et quatre-vingt prenaient des distances avec leur passé

radical et marxiste, ou – en fonction de leur histoire personnelle – prenaient leur revanche sur ceux qui avaient dominé pendant si longtemps la mode intellectuelle. Et le centre de l'interprétation marxiste de la Révolution semblait être que c'était a) une lutte des classes et b) une « révolution bourgeoise » qui avaient renversé la féodalité pour établir une France bourgeoise et capitaliste.

Chose intéressante à propos de ces deux affirmations, elles ne viennent pas de Marx – comme il l'a lui-même souligné : il les doit aux historiens libéraux français de la Restauration. Il est fort possible que la Révolution française n'ait pas été cette « révolution bourgeoise » dont les historiens d'aujourd'hui discutent la nature et l'existence, mais elle a certainement été interprétée ainsi par la génération qui l'a immédiatement suivie. Une étude récente décrit « les historiens bourgeois de la Restauration tout à leur célébration de l'épopée des classes moyennes »⁽¹⁾. Un historien allemand du Vormärz – et les libéraux allemands d'avant 1848 avaient accepté avec enthousiasme plus que tous autres le concept d'une révolution bourgeoise – a présenté ce point de vue sous sa forme classique, quoiqu'« idéaliste ». Les « institutions du Moyen Âge » avaient vécu. Des idées nouvelles avaient surgi et influencé toute les formes de pensée sur le monde, mais, « par-dessus tout les relations entre rangs sociaux (Stände) dans la société humaine ». Le « rang bourgeois » (Bürgerstand) gagnait tous les jours plus d'importance, grâce à la masse de culture intellectuelle (Geistige Bildung) croissant à vue d'œil qu'il représentait. Et ainsi « les hommes se sont préoccupés des droits de l'homme, dans leurs discussions et par écrit, et ont examiné les droits de ceux qui fondaient leurs titres sur de soi-disant privilèges » (W.F. Volger). C'est cela qui a produit la Révolution.

De manière plus concrète, F.-A. Mignet (1796-1884), auteur de *l'Histoire de la Révolution française*, et premier historien professionnel à écrire sur ce sujet, a soutenu dès 1824 que, durant l'Ancien Régime, les hommes étaient divisés en classes rivales, d'un côté la noblesse et de l'autre « le peuple » ou tiers état, « dont la force, les richesses, la consistance et les lumières augmentaient chaque jour » et qui avait formulé la Constitution de 1791. « Cette Constitution était l'œuvre de la classe moyenne, qui se trouvait alors la plus forte ; car, comme on le sait, la force qui domine s'empare toujours des institutions ». Malheureusement, placée entre l'aristocratie et la « multitude », la classe moyenne libérale « fut attaquée par l'une et envahie par l'autre ». Le bas peuple n'aurait jamais pris le pouvoir « si la guerre civile et la coalition étrangère n'avaient pas exigé son intervention et ses secours ». Comme on avait besoin de la « multitude » pour défendre la nation, « il fallut qu'elle gouvernât ; alors, elle fit sa révolution comme la classe moyenne avait fait la sienne ». Toutefois le but de la Révolution avait été atteint, « malgré l'anarchie et malgré le despotisme ; l'ancienne société a été détruite pendant la Révolution, et la nouvelle s'est assise sous l'Empire ».

Si le point de vue de ceux qui se penchèrent sur l'histoire de leur enfance

ou de la maturité de leurs parents était tellement différent de celui des historiens d'aujourd'hui, ce n'est pas seulement parce qu'ils voyaient la Révolution comme bourgeoise, mais aussi comme une lutte des masses ouvrières contre les classes dirigeantes, en bref comme une révolution sociale. Le point de vue actuel – selon lequel la majorité des Français étaient attentistes ou indifférents (sauf quand la politique religieuse révolutionnaire les transforma en contre-révolutionnaires), alors que,



même dans les villes, « la participation au mouvement révolutionnaire ne concerna qu'une étroite minorité militante » (J. Solé) –, n'était clairement pas partagé par Alexis de Tocqueville ou par François Guizot (1787-1874).

Guerre de classes, guerre de races

Ce dernier représentait la quintessence de la monarchie de Juillet, qu'il considérait certainement comme un régime bourgeois ; il était aussi un historien extrêmement capable, dont la perspicacité nous frappe encore aujourd'hui. Pour Guizot, une lutte séculaire de classes entre propriétaires fonciers et paysans, nobles et roturiers traversait toute l'Histoire de France ; cette Histoire était pour lui une guerre de races dans le langage qu'avait rendu populaire son contemporain Augustin Thierry (1795-1856) : tout comme la féodalité anglaise provenait de la conquête des Saxons par les Normands, la féodalité française provenait de la conquête des Gaulois indigènes par les Francs⁽²⁾. Et pourtant, treize siècles après, les dirigeants et les dirigés n'avaient toujours pas fusionné en un seul peuple. Les Gaulois virent leur tour arriver en 1789. « Le résultat de la Révolution ne faisait aucun doute. Les anciens vaincus devinrent les vainqueurs. Ils avaient à leur tour conquis la France. » (W. Simon.)

Une génération plus tard, trois traits paraissaient évidents aux historiens qui posaient leur regard sur la Révolution, et certainement aussi aux « bourgeois » ou notables français moyens d'après 1815. Un vieux régime avait été renversé et remplacé par un nouveau, quels qu'eussent été ses liens avec la France d'avant 1789. (Tout comme nous, les hommes de l'époque avaient certainement compris que le monde de Balzac n'était pas celui de Beaumarchais.)

Condorcet, Prudhomme, Guvomar...
Paroles d'Hommes
(1790-1793)
prés. par Elisabeth
Bacinter,
POL, 185 p., 1989

TOCQUEVILLE,
Alexis de
L'Ancien Régime
et la Révolution
Gallimard, 384 p., 1985

(1) François Furet et Denis Richet, *La Révolution française* (Paris 1970). La première attaque avait été lancée en 1955 par l'historien anglais Alfred Cobban, mais ce n'est que ex post-facto que le scepticisme anglo-saxon a été découvert en France.

(2) Marcel Gauchet, « Les lettres sur l'Histoire de France d'Augustin Thierry » in Pierre Nora éd. *Les Lieux de mémoire*, vol II^e La Nation, p. 271.

(3) Guizot a attribué le radicalisme plus violent de la Révolution française, si on la compare à la révolution anglaise, au fait que les Normands, confrontés à la résistance des Anglo-Saxons, qui se fondaient sur leurs propres institutions, n'avaient pu établir qu'une domination moins absolue que les conquérants francs. On pourrait ainsi dire que le compromis britannique devait prévenir, parce que la résistance structurée au « joug normand » n'avait jamais cessé.

C'est dans la Constitution de 1791 que ce nouveau régime, bourgeois et libéral, avait trouvé sa forme institutionnelle la plus appropriée. Cependant, le libéralisme bourgeois modéré n'aurait pas pu s'établir face à la résistance de la cour et des nobles sans mobiliser le peuple (ou les fractions de celui-ci qui étaient politiquement efficaces). Et la France ne serait pas non plus parvenue à résister à la contre-révolution et à l'invasion étrangère, n'aurait pas en fait conquis la plus grande partie de l'Europe, sans mobiliser des forces qui n'étaient ni bourgeoises ni libérales.

Naturellement, pour les historiens de la Restauration, lesquels vivaient dans la mémoire directe de la Révolution, il était de toute évidence inutile de suggérer des solutions historiques hypothétiques qui n'eussent pas été envisageables. Pour citer Mignet à nouveau :

« Il serait pourtant téméraire d'affirmer que la face des choses n'eût pas pu devenir différente ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que la Révolution, avec les causes qui l'ont amenée et les passions qu'elle a employées ou soulevées, devait avoir cette marche et cette issue. J'espère (...) montrer qu'il n'a pas été plus possible de l'éviter que de la conduire. »

Même si, comme l'assurait Mignet, les résultats de la Révolution étaient décisifs et bénéfiques, il était difficile de nier qu'ils avaient été atteints par des moyens en opposition avec le libéralisme de la classe moyenne et, a fortiori, incompatibles avec ses objectifs. Et la dialectique confuse de cette interaction entre la première Révolution de 1791 et celle de 1794, entre libéraux et jacobins, a hanté les observateurs et les analystes (Marx en est un bon exemple), déjà parce que la seconde semblait essentielle au succès de la première, peut-être même parce qu'elles étaient toutes les deux, de façon différente, essentielles l'une pour l'autre. Car, comme le pensait la grande majorité des révolutionnaires marxistes avant et pendant le renversement du tsarisme : comment mener la révolution prolétarienne sans l'infrastructure d'une révolution bourgeoise d'où elle devait surgir ?

Il n'était de toute façon que trop évident que l'histoire du XIX^e siècle allait continuer d'être dominée par les rapports entre les descendants de 1791 et les descendants de l'an II. Des libéraux modérés comme Guizot appréciaient la Restauration de 1814 (et encore plus la monarchie de Juillet), parce qu'elle légitimait la France de 1791 - « la révolution et la légitimité ont aujourd'hui en commun le fait de chercher toutes deux à se préserver et à préserver le statu quo - - et, ce faisant, d'établir cette « franche coopération » grâce à laquelle « les rois et les nations [i.e. l'Angleterre] ont aboli ces guerres internes que l'on dénomme révolutions ». Si Guizot critiquait les réactionnaires, ce n'était pas à cause de leur désir de restaurer un Ancien Régime impossible à faire revivre effectivement, mais parce qu'ils appelaient les masses à une action peut-être nécessaire, mais toujours dangereuse et imprévisible.

La France bourgeoise ne trouverait la prospérité qu'avec un « gouvernement libre ». Et « pour la maison des Bourbon et ses partisans, le pouvoir absolu est [i.e. à présent] impossible ; sous leur règne la France doit être libre ». A l'inverse, « le pouvoir absolu, parmi

nous, ne peut appartenir qu'à la Révolution et à ses représentants, car eux seuls peuvent (je ne dis pas combien de temps) contenir les masses et leurs intérêts ».

Du point de vue du « peuple », il était également clair qu'il fallait changer le statu quo, et non le préserver. Car, si la bourgeoisie avait - selon le socialiste Louis Blanc dans son *Histoire de la Révolution française* de 1847 - obtenu sa liberté, le « peuple » n'était libre que nominalement. Sa révolution restait à faire, et la République jacobine servait de précédent et de modèle évidents.

Des partis pris politiques

Comment expliquer cette divergence dramatique entre les évaluations de la Révolution faites par les hommes du XIX^e siècle - et pour certains d'entre eux, il s'agissait de la mémoire de leur génération - et celle des historiens de la fin du XX^e siècle ? Quoique cela soit tentant, il est impossible d'attribuer entièrement le récit déprimé que les universitaires - révisionnistes - modernes en font à une hostilité politique envers la Révolution française, ou plutôt à la Révolution en tant qu'ancêtre et inspiratrice des révolutions marxistes modernes. Il ne fait aucun doute qu'une telle hostilité a façonné en grande partie l'attitude de plusieurs historiens français éminents, même s'ils ne vont pas aussi loin que ces publicistes réactionnaires qui ont soutenu que le bicentenaire devrait avant tout célébrer la contre-révolution vendéenne, dont l'écrasement annonçait les goulags et les génocides, voire constituait le premier exemple de cette triste série.

Au XIX^e siècle déjà, ceux que les révolutions de masse effrayaient avaient tendance à minimiser les réalisations historiques de la Révolution, même quand (comme pour Tocqueville) ce qu'elles avaient de libéral les réjouissaient. Si seulement « cette même révolution [avait été] accomplie par un despote - plutôt - que faite au nom de la souveraineté du peuple et par lui » ! Ceux qui avaient peur de la démocratie et ne l'aimaient pas étaient enclins à critiquer les conséquences historiques de la Ré-

volution, la Révolution a été une catastrophe, la plus grande calamité qui ait affligé la race humaine, parce qu'elle a donné naissance au « suffrage universel sans intelligence » et a créé le jacobinisme, qui « est à présent une maladie aussi bien établie que la variole », dont l'infection « commence à traverser la Manche ». Il faut cependant rappeler que ces gens-là ont en général accepté la plus grande partie de l'interprétation positive orthodoxe. Pour Tocqueville : « Notre histoire, de 1789 à 1830, vue de loin et dans son ensemble, ne doit apparaître que comme le tableau d'une lutte acharnée entre l'Ancien Régime, ses traditions, ses souvenirs, ses espérances et ses hommes représentés par l'aristocratie, et la France nouvelle, conduite par la classe moyenne ». Et même Golwin Smith admettait que la « grande réalisation de la Révolution, dans le domaine de la construction, est la propriété paysanne française ».

Néanmoins, abandonnant les partis pris politiques, il faut bien reconnaître que plusieurs des critiques « révisionnistes » de l'interprétation orthodoxe sont légitimes dans les faits comme dans les concepts. Il n'existait pas, en 1789, de classe bourgeoise consciente d'elle-même et représentant les nouvelles réalités du pouvoir économique, qui fût prête à prendre en mains les destinées de l'Etat et à éliminer l'aristocratie féodale sur le déclin ; si tant est qu'une telle classe se soit dessinée dans les années 1780, son objectif n'était pas une révolution sociale, mais plutôt une réforme des institutions du royaume ; son but avoué n'était pas la construction d'une économie capitaliste industrielle.

Cette dernière n'est pas non plus une conséquence de la Révolution, dont l'effet sur l'économie française a presque certainement été négatif, à la fois parce qu'elle l'a sévèrement perturbée pendant plusieurs années et parce qu'elle a créé un large bloc de citoyens, important politiquement - paysans et petits-bourgeois - qui avait tout intérêt à ralentir la croissance économique. En tout cas, les années de révolution et de guerre ont donné à la révolution industrielle anglaise un avantage sur la France, qu'elle a conservé jusqu'après

aux spéculations antifactuelles ou aux préconceptions historiographiques tactiques qui ont toujours envahi le débat sur la Révolution. Aurait-on pu éviter ces incompréhensions ? La radicalisation de la Révolution à partir de 1791 a-t-elle été due à l'émergence d'une poignée d'idéologues jacobins ou bien à l'apparition d'un type nouveau de rhétorique ou de « discours » révolutionnaire, plutôt qu'à la logique du développement interne et externe de la Révolution ? Etait-ce vraiment la faute à Voltaire ?

Un phénomène historique spécifique

Pourtant, l'écart entre le scepticisme historique et les convictions de l'époque selon lesquelles un âge caduc avait pris fin, ouvrant la voie à un âge nouveau, doit être élucidé, car cette croyance même est devenue, avec la Révolution française, un phénomène historique animé d'une énergie spécifique. Sans cette croyance, comment pourrions-nous comprendre les révolutions du XIX^e siècle ou les positions de libéraux allemands comme l'historien Gervinus, qui déclarait à la veille de 1848 : « Un grand peuple qui chercherait à se frayer un chemin vers une vie politique indépendante, la liberté et le pouvoir, doit-il nécessairement passer par une crise révolutionnaire ? Le double exemple de la France et de l'Angleterre nous force presque à accepter cette proposition. »

On pourrait suggérer deux raisons qui expliquent les difficultés des historiens du XX^e siècle à accepter les réactions des observateurs du XIX^e siècle.

La première est que les classes sociales, telles que les définit le XX^e siècle, ne semblent pas coïncider avec les réalités du XIX^e siècle : de cela, l'influence du marxisme est probablement largement responsable. Si la bourgeoisie est essentiellement considérée comme une classe d'hommes d'affaires dont le but est le profit, ou même d'entrepreneurs industriels employant des ouvriers salariés, nous ne pourrions certainement pas faire grand cas de leur importance sociale et de leur pouvoir économique en 1789, particulièrement si nous insistons pour en exclure les entrepreneurs issus de l'aristocratie - ou absorbés par elle. Si nous supposons que le prolétariat se compose en grande partie d'ouvriers salariés non propriétaires et travaillant dans les manufactures, les mines, les chemins de fer ou d'autres entreprises de ce type, nous serons automatiquement amenés à la conclusion, longtemps utilisée dans les débats par les antimarxistes, que la majorité des premiers « mouvements ouvriers » rassemblaient très peu de prolétaires, bien que leurs membres se fussent eux-mêmes assimilés aux « prolétaires », exactement comme les modestes *Bürger* (« citoyens ») allemands se sont assimilés aux bourgeois français et anglais.

La seconde raison est que, même dans la mesure où de telles descriptions sont valides, le développement ultérieur a été tellement massif et frappant qu'il nous a amenés à sous-estimer l'impact sur leur époque des phénomènes qui s'y rapportent. C'est ainsi qu'il nous paraît évident que vers, 1830, il n'y avait encore eu nulle part d'industrialisation

LE COURAGE A CELA

*Je mentis en disant qu'il n'y avait aucun mort.
Si tard dans la nuit - qui aurait joué du violon.
Et j'étais effrayé et désert,
un paysage sans héron.*

*Et il y était. Il était là.
C'était le silence qui sonnait faux.
Ils ont su crucifier l'arbre
et lapider les eaux.*

Jan SKÁCEL

volution, moins parce que, en regard de leur coût économique et humain, elles étaient bien modestes et auraient pu être obtenues avec beaucoup moins de violents déchéirements (les calculs rétrospectifs des coûts et rendements sont caractéristiques de notre époque) que parce que ses effets étaient perçus comme considérables et extrêmement négatifs. Comme Golwin Smith l'a écrit dans un article particulièrement grin-

la Seconde Guerre mondiale. Et ainsi de suite.

Que ces observations ne soient pas vraiment neuves et qu'elles aient fait partie de l'historiographie traditionnelle ne diminue d'aucune façon les incompatibilités qui peuvent exister entre elles et ce qui était devenu le concept orthodoxe d'une « révolution bourgeoise ». Nous ne pouvons pas non plus rejeter les critiques factuelles en les assimilant

BREDIN, Jean-Denis
Sièges, la cité de la Révolution
Ed., de Fallois,
611 p., 1989

BRUNEL, Françoise
Thermidor, la chute de Robespierre
Complexe, 155 p., 1989

FURET, François
Penser la Révolution française
Gallimard, 315 p., 1988

FURET, François
RICHET, Jean
La Révolution française

1^{re} éd., Hachette, 1965 ;
Nlle éd. Fayard, 1973,
Coll. « Pluriel »,
544 p., 1989

La Révolution,
1770-1880
Hachette, 525 p., 1988

La Gauche et la Révolution
au milieu du XIX^e
siècle, Edgar Quinet et
la question du jacobinisme
1865-1870
Hachette,
317 p., 1986

FURET, François
RICHET, Denis
La Révolution française
Fayard, 512 p., 1987

FURET, François
OZOUF, Mona
Dictionnaire critique
de la Révolution française
Flammarion, 912 p.,
1988

MARTIN, Jean-Clément
La Vendée et la France
Seuil, 403 p., 1987
La Vendée de la mémoire
(1800-1980)
Seuil, 298 p., 1989

MOSSE, Claude
L'Antiquité dans la Révolution française
Albin Michel, 169 p.,
1989

ROUDINESCO, Elisabeth
Théologie de Méricourt
Seuil, 1989

SOLE, Jacques
La Révolution en questions
Seuil, coll. « Points
histoire »,
169 p., 1988

(4) - La Terreur a été dénoncée il y a dix ans par Pierre Chaunu comme « un génocide franco-français » qui anticipait les massacres massifs du XX^e siècle. - (New York Times, 15 sept. 1988).

véritablement importante. L'Angleterre était encore loin de constituer un Etat industriel, comme l'a indiqué il y a si longtemps John Clapham dans le premier volume de sa monumentale *Histoire économique de l'Angleterre moderne*. Les historiens ont montré qu'il était absurde de parler d'une révolution industrielle à cette époque. Il est toutefois incontestable que, vers 1820, des hommes intelligents, possédant parfois une expérience pratique de la manufacture, ont commencé à comparer les changements du monde industriel avec la transformation la plus radicale qu'ils pouvaient imaginer, la Révolution française : il est également incontestable que des mots comme « industriel » et « industrialisme » ont été créés pour préciser ce concept de « révolution industrielle » et que, à partir de points de vue politiques variés, on a commencé à prédire avec certitude la transformation totale de la société du fait de cette révolution.

Plutôt que de supposer que R. Owen, Saint-Simon, le jeune Engels ou le Dr Andrew Ure (très éloigné d'eux idéologiquement et « bête noire » de Karl Marx) aient fantasmé, il semble plus raisonnable d'admettre qu'ils ont reconnu à la fois la nouveauté dramatique des développements industriels qui survenaient, la haute « visibilité » sociale d'endroits comme Manchester, telle qu'elle a été attestée par toute une série de visiteurs venant du continent, et surtout, le potentiel illimité de la révolution qu'ils représentaient. Les historiens sceptiques, tout comme les prophètes de l'époque, avaient ou ont raison, mais ces deux groupes se sont concentrés (se concentrent) sur un aspect différent de la réalité qu'ils ont enregistrée (qu'ils enregistrent). Cependant, si nous n'acceptons pas ce que les hommes de l'époque ont vu dans cette réalité, nous ne pourrions pas expliquer bon nombre d'aspects importants de cette période, comme, par exemple, la raison pour laquelle, à partir de 1840, « un spectre hantait l'Europe, le spectre du communisme » - affirmation dont on peut trouver de nombreuses confirmations en dehors du *Manifeste du parti communiste* - ou la présence d'activistes représentant le « prolétariat » dans le Gouvernement provisoire français de 1848 - gouvernement qui, si l'on s'en souvient bien, s'est posé un moment la question de savoir si le drapeau de la nouvelle République devait être tricolore ou rouge.

L'abolition des privilèges

Il est encore plus important de parvenir à mettre l'époque en perspective si nous voulons comprendre pourquoi la Révolution française est devenue une et, surtout la révolution bourgeoise. Retournons donc à Mignet pour résumer ce à quoi elle était parvenue en 1824 : « Elle a remplacé l'arbitraire par la loi, le privilège par l'égalité ; elle a délivré les hommes des distinctions des classes, le sol, des barrières des provinces, l'industrie, des entraves des corporations et des jurandes, l'agriculture, des sujétions féodales et de l'oppression des dîmes, la propriété, des gênes des substitutions ; et elle a tout ramené à un seul Etat, à un seul droit, à un seul peuple. »

Sur le papier, ce tribut à la libération

sociale, à la libération économique et à l'unification institutionnelle aurait été acceptable par les élites et par la monarchie d'avant la Révolution, et personne, certainement, n'y aurait décelé cette domination de la classe moyenne à laquelle, comme nous l'avons vu, Mignet lui-même attribuait la transformation.

Pourtant le privilège que la Révolution a aboli était celui de la naissance (noble). Les marques visibles de différences de classes (« distinctions des classes ») qu'elle a supprimées étaient celles qui distinguaient les aristocrates des membres du tiers état. Que des nobles et des souverains éclairés aient alors eux-mêmes perçu de tels privilèges et de telles distinctions comme insoutenables ou indésirables ne suffit pas à rendre la lutte contre eux-ci socialement neutre. La franc-maçonnerie, en dépit de l'attrait qu'elle exerçait sur les aristocrates éclairés, ne pouvait être une organisation de nobles et de gentilshommes propriétaires fonciers comme, par exemple, le Jockey Club, puisqu'elle se fondait justement sur l'absence de distinction de classes à l'intérieur d'elle-même. De plus, alors que la décision de convoquer les Etats généraux selon de nouveaux critères a certainement aidé à transformer la politique de 1789 en une lutte des roturiers contre les aristocrates, cette lutte des classes se développait déjà, comme en témoigne le *Mariage de Figaro* de Beaumarchais (pièce de théâtre qui, ce n'est pas un hasard, a justement, pour motif central un privilège féodal spécifique des nobles), reliant ainsi l'attaque contre les privilèges au besoin d'un développement économique, qui, selon Mignet a profité de cette abolition.

À l'inverse, l'« égalité » à laquelle la Révolution était parvenue refusait expressément, comme nous le savons, d'être égalitaire ou démocratique. L'abbé Sieyès n'appuyait pas, dans son célèbre pamphlet sur le tiers état, les revendications sociales et politiques de tous les roturiers, mais seulement celles du groupe qu'il appelait « les classes disponibles du tiers état », c'est-à-dire, comme l'a dit un historien « le groupe solide et unifié des professionnels »⁽⁵⁾ qui ont été les seuls à être élus comme représentants. L'électorat de 1791 était, selon les mots mêmes de Mignet, « pris dans la nation éclairée », qui « possédait ainsi toute la force et tous les pouvoirs de l'Etat. Elle était alors seule apte à les exercer, parce qu'elle avait seule les lumières qu'exige la conduite du gouvernement ». Ce groupe constituait une élite ouverte, sélectionnée par son talent, sans considération de naissance (à part le fait que la constitution physique et psychologique du groupe supposait l'exclusion de toutes les femmes puisqu'elles ne pouvaient avoir ces talents), le talent décollant de la propriété et de l'éducation. Ce groupe ne faisait aucune discrimination entre les aristocrates et les autres, à condition que les aristocrates remplissent les conditions d'adhésion exigées indépendamment de leur statut héréditaire. Il excluait les individus des ordres inférieurs, mais seulement parce qu'il leur était impossible de se hisser jusqu'à lui. Et son objectif était vraiment, selon les mots de Mignet, « de [...] faire participer toutes [les classes à ces avantages] lorsqu'elles sont capables de les acquérir » (souligné par moi

E.J.H.). Que la plupart d'entre eux n'aient pas pu ou n'aient pas voulu sortir du « pays réel » pour pénétrer dans le « pays légal » n'invalide pas l'affirmation d'une « véritable égalité, dont le caractère réel est l'admissibilité, comme celui de l'inégalité est l'exclusion. »



Il existait une couche de gens qui devaient leur position dans l'ordre social non à la naissance ou au privilège, mais à leur valeur individuelle. Cette couche, ouverte à toute recrue acceptable, était ce qu'on désignait alors sous les noms de « rang moyen », « classe moyenne », « *Bürgertum* » ou tout autre nom donné à l'ensemble des adultes indigènes⁽⁶⁾ (des villes) qui se situaient, par leur statut et leurs revenus, entre la noblesse, en haut, et les classes ouvrières (manuelles), en bas. C'était précisément par le caractère individuel négatif de l'anti-aristocratie implicite, et non du fait de l'appartenance à un groupe social ou à une communauté spécifique qu'ils se reconnaissaient ou bien étaient reconnus comme groupe - et cela ne semble s'être produit nulle part avant le XVIII^e siècle.

La naissance d'une classe

L'idéologie des Lumières du XVIII^e siècle s'est affirmée de cette façon : comme un programme pour aider l'humanité à progresser hors des ténèbres du passé. Je doute que ce type d'hommes se soit considéré lui-même comme appartenant à une classe sociale. Ils constituaient plutôt un type humain qu'on trouvait plus fréquemment dans certains contextes sociaux et, peut-être, dans certains environnements fami-

liaux, par exemple dans les territoires allemands, dans les familles du clergé luthérien. Ils ne reconnaissaient certainement pas que cette zone sociale de mérite individuel s'identifiait spécifiquement aux entrepreneurs, dans le commerce et la manufacture, même si la plupart d'entre eux se situaient sans

doute dans cette zone ou y pénétraient une fois qu'ils avaient pleinement réussi. Ils pouvaient encore moins concevoir une économie transformée par la révolution industrielle. C'est en vain que nous recherchions une telle perspective dans *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith. Et aucun signe n'indique que les membres de ces couches moyennes, tout dévoués qu'ils étaient à l'idéal d'une société civile où tous auraient des droits égaux et des chances égales⁽⁷⁾, se soient vus comme une classe dirigeante ou en confrontation avec la structure politique des anciens régimes. C'est ainsi que l'une de ces couches idéologiquement conscientes, la *Bürgertum* allemande, était en grande partie formée, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, d'un ensemble d'hommes « attachés par des liens multiples à l'état d'absolutisme éclairé et au constitutionnalisme monarchique-bureaucratique »⁽⁸⁾ et, en dépit de leur libéralisme, le plus souvent fonctionnaires loyaux de leurs gouvernements.

La Révolution française a transformé les collectivités que ces hommes formaient en classes conscientes d'elles-mêmes ayant l'ambition, en tant que classes dirigeantes, de reconstruire la société. Et c'est ce qui s'est produit en France, car on avait fait, alors que se déroulaient ces événements, trois découvertes - que personne n'avait prévues. D'abord, il est apparu clairement

(5) Colin Lucas, « Nobles, Bourgeois and the French Revolution » in D. Johnson edit. *French Society and the Revolution* (Cambridge 1976). Lucas fait partie des spécialistes qui voient clairement que le problème de la « révolution bourgeoise » ne disparaît pas après qu'a été démontré qu'il n'y avait pas de classes distinctes et antagonistes de bourgeois et de nobles en 1789. Car, dans ce cas il nous faut décider pourquoi, en 1788-1789, des groupes qui peuvent être identifiés comme non nobles ont combattu et vaincu des groupes qui peuvent être identifiés comme nobles, posant ainsi les fondements du système politique de la bourgeoisie au XIX^e siècle ; et pourquoi ils ont attaqué et détruit les privilèges en 1789, détruisant ainsi l'organisation formelle de la société française du XVIII^e siècle et préparant une structure à l'intérieur de laquelle pourront fleurir les développements socio-économiques du XIX^e siècle.

(6) Là où une telle couche était constituée d'étrangers, ses relations avec la structure sociale indigène étaient beaucoup plus compliquées, comme les juifs du XIX^e siècle l'ont découvert en Europe centrale et de l'Est.

(7) Le lien implicite entre une telle société civile et la société bourgeoise est clair, pour des raisons linguistiques, en allemand, où toutes deux sont des « Bürgerlich Gesellschaft ». Il faut, même ici, faire attention à ne pas donner un sens de XIX^e siècle aux mots du XVIII^e.

(8) Rudolf Vierhaus, « Gegenstand nachrunder Erinnerung. Über das Bürgerliche Deutschland im Europäischen Vergleich » (*Süddeutsche Zeitung*, 5 octobre 1988).

Écrivains de la Révolution
Gallimard, Pleiade.
320 p., 1989
Orateurs de la
Révolution française,
tome I, les Constituants
textes établis, pres. et
annotés
par François Furet et
Ran Halévy.
Gallimard, Pleiade, 1989

BLANC, Louis
Lettre sur la Terreur
Obsidiane, 20 p., 1986

BURKE, Edmund
Réflexion sur la
révolution de France
Authentica, 299 p.,
1988

DIDIER, Béatrice
Écrire la Révolution,
1789-1799
PUF, 320 p., 1989

FURET, François
Interpreting
the French Revolution
Maison des sciences de
l'homme
204 p., 1981

TAINÉ, Henri
Les Origines de
la France contemporaine
Laffont, 1986

VOVELLE, Michel
La Révolution contre
l'Église
Complexe, 311 p., 1989

que le programme de réformes et de progrès éclairés ne pourrait être mené à bien par la vieille monarchie, mais seulement par un nouveau régime : et non par une réforme venue d'en haut, comme l'avaient espéré les hommes de bonne volonté, mais par une révolution. Deuxièmement, l'idée s'est imposée que ce programme nécessitait une lutte collective du « peuple » ou tiers état contre l'aristocratie et que, pour des raisons pratiques, ceux qui représentaient le tiers état et parlaient en son nom – et qui ont donc constitué la France nouvelle – étaient les « classes disponibles » de cet État, des hommes des couches moyennes de la société. Et finalement, il est apparu tout aussi clairement, au cours de la Révolution, qu'à l'intérieur du tiers état tel qu'il existait sous l'Ancien Régime, les intérêts du « peuple » et ceux des couches



moyennes étaient sérieusement en conflit. Les édificateurs du nouveau régime avaient besoin de se protéger contre d'anciennes et de nouvelles menaces – les nobles et les masses. Il n'est pas surprenant qu'ils aient appris à se considérer rétrospectivement comme une classe moyenne, et de voir les événements de 1789-1799 comme une lutte des classes. En dehors de la France, il a suffi d'apprendre les leçons françaises et de les appliquer, avec les modifications locales nécessaires, pour faire une révolution bourgeoise. Il est peut-être intéressant de faire remarquer que Marx lui-même a assez peu fréquemment utilisé le terme dans ses écrits.

Les couches moyennes

Il ne fait cependant aucun doute que les libéraux ont vu ainsi la Révolution après 1815. Il est inutile de démontrer abstraitement, même de manière convaincante, que la distribution de la propriété était restée à peu de choses près la même, et que « la Révolution avait finalement bénéficié à la même élite terrienne qui l'avait déclenchée tout en se déchirant pendant son déroulement ». Il serait trompeur de suggérer que la nouvelle bourgeoisie montante s'est affirmée « dans une volonté d'identification à l'aristocratie » à moins que cela ne signifie que l'entrepreneur « arriviste »

français était aussi snob que l'était sa catégorie dans presque tous les pays (Jacques Solé.) Ce n'est pas ainsi que Tocqueville voyait les choses à l'époque. Pour lui, la révolution de 1830 avait été un triomphe de la classe moyenne, si « définitif et si complet que tous les pouvoirs politiques, toutes les franchises, toutes les prérogatives, le gouvernement tout entier se trouvèrent renfermés et comme entassés sous les limites étroites de cette seule classe [...] Non seulement elle fut ainsi la directrice unique de la société, mais on peut dire qu'elle en devint la fermière ».

Qui, à la veille de la Révolution, ou même en 1791, aurait décrit la France en de tels termes de classes ? Une telle forme de discours aurait-elle même été concevable ? La Révolution non seulement l'a rendue concevable, mais logique.

Cela est d'autant plus frappant qu'une compréhension spécifique des couches moyennes en tant que groupe social distinct n'était pas naturelle – il est notoire que ces couches sont plus difficiles à définir que toute autre couche sociale, sauf sur l'axe vertical – et que cette définition, nous l'avons vu, ne relevait pas du vocabulaire politique pré-révolutionnaire des groupes moyens. C'étaient des individus unis collectivement précisément par le fait qu'ils n'étaient pas des ordres de la société institutionnalisés, supérieurs ou inférieurs, communautés ou incorporations, et séparés de ceux qui se trouvaient au-dessus d'eux par leur rejet du privilège, de ceux qui se trouvaient en dessous d'eux par le mérite personnel, et parce qu'ils s'étaient émancipés de l'ignorance et d'un état arriéré en se servant de leurs capacités intellectuelles et autres. L'abolition de toutes les institutions intermédiaires entre l'individu en tant que citoyen et le « seul État, le seul droit, et le seul peuple » de Mignet était un enjeu essentiel des transformations politiques de la Révolution.

Par conséquent, le principal moyen d'action publique a été l'association d'individus se groupant librement pour une quelconque raison, et le terme « association » devait devenir un des mots clés du vocabulaire politique de la société bourgeoise du XIX^e siècle. Avaient-elles d'autres moyens, ces élites de la raison et de la valeur, ou même ces enthousiastes de musique ou de statistiques, pour se découvrir ou pour agir ensemble ? Ce mode d'organisation caractéristique des hommes de rang moyen, pour des raisons spécifiques d'échanges sociaux et culturels ainsi que de progrès mutuel, moral et intellectuel, a été interprété à tort comme différent de la sélection sociale des admissions aux loges, clubs ou « cercles », et il a été compris comme une sorte de théâtre indépendant où se jouait le discours culturel et idéologique et où des agitateurs jacobins et des activistes pouvaient faire répéter leurs drames fanatiques, avant de faire diverger les réformes de la France de leur cours par ailleurs fort modéré. Mais la culture politique de la vie des loges ou des clubs n'était pas nécessairement radicale, ou même, avant la Révolution, particulièrement politisée – bien que la Révolution eût accentué ce caractère. De plus, ce n'est pas l'existence des modes sociaux favorisant la culture révolutionnaire en

tant que telle qui a transformé les idéologies radicales en une force politique, mais les événements de la Révolution elle-même. Avant celle-ci, ils n'avaient pas une grande importance.

« Beaucoup de ceux à qui on pourrait donner le titre de hérauts de la Révolution (avant 1789) se trouvent n'appartenir qu'à une minable collection d'intellectuels ratés et d'excentriques un peu fous. » (C. Lucas.) L'individualisme n'était pas encore un moteur de l'organisation des classes.

Pourtant, un ensemble d'hommes qui se définissait ainsi comme le contraire d'une classe sociale, comme un rassemblement d'individus, s'est trouvé accueillir favorablement la nouvelle étiquette collective qu'on lui attribuait !

Mais jusqu'à quel point cette nouvelle classe moyenne consciente d'elle-même était-elle bourgeoise, au sens capitaliste ? Selon l'opinion des observateurs étrangers – en particulier, les Allemands – comme selon celle de Balzac, la France post-révolutionnaire était une société dans laquelle, plus que dans toute autre, la richesse était le pouvoir, richesse que les hommes se consacraient à accumuler. Lorenz von Stein a même trouvé une explication historique à ce phénomène. Sous Napoléon I^{er}, le problème crucial de la Révolution, c'est-à-dire « le droit de tout individu à s'élever, de par ses propres capacités, à la plus haute fonction de la société civile et de l'État », a été inévitablement réduit au droit d'accumuler des richesses ou de réussir dans l'armée, puisque le despotisme interdisait toute autre forme de compétition pour les distinctions publiques. Et c'est ainsi que la France s'est enrichie (encore une fois, les gens de l'époque semblent moins sceptiques que les historiens), « parce que, par le fait même d'être tombée dans le despotisme de l'Empire, elle s'est retrouvée dans une période où la richesse est pouvoir pour chaque individu ».

Cette classe ne gouvernait évidemment pas indépendamment des autres et ne pouvait donc pas être, selon la terminologie un peu vieillotte des Allemands d'avant 1848, un « état du royaume » (ein Stand), puisqu'elle avait accepté la dictature de Napoléon comme



la seule protection contre la révolution sociale. Mais, tôt ou tard, elle demanderait naturellement sa part de pouvoir, et c'est ce qu'elle fit après 1815.

Cette nouvelle bourgeoisie ne se préoccupait naturellement pas, en tant que classe, du développement de l'économie nationale. Seul un goût pour la téléologie pourrait nous amener à cette



remarque. L'objectif des hommes d'affaires n'est pas l'industrialisation, mais l'accumulation d'argent et, quand il y a progrès industriel ou innovation technologique, ils sont les sous-produits de ce processus et non son but. Comme nous le savons aujourd'hui, dans l'Angleterre de la révolution industrielle, ce n'était pas en faisant marcher une filature de coton qu'on devenait le plus facilement millionnaire : un banquier ou un marchand peu enclins à prendre des risques y réussissaient plus facilement. Et le triomphe d'une classe moyenne libérale n'est en aucune façon la garantie du succès de l'économie nationale, sauf dans des circonstances qui peuvent être indépendantes de sa présence.

Contre toute téléologie

Il serait néanmoins absurde de nier que l'idéologie des Lumières a inévitablement poussé le progrès économique à devenir un objectif central de la société, même s'il n'était qu'un aspect spécifique du progrès humain en général. Et il devait paraître évident non seulement aux partisans d'Adam Smith, mais aussi à ses adversaires, que la meilleure façon de tirer le maximum du progrès économique était l'entreprise privée. En 1828, le philosophe libéral Victor Cousin notait : « La destinée de l'homme est de s'assimiler le plus possible cette nature, de la métamorphoser [...]. L'industrie [...] est le triomphe de l'homme sur la nature qui tendait à l'envahir et à le détruire, et qui elle-même recule devant lui, et se métamorphose entre ses mains ; ce n'est pas moins que la création d'un nouveau monde par l'homme. [...] L'économie politique explique le secret ou plutôt le détail de tout cela ; elle suit les progrès de l'industrie, qui sont eux-mêmes attachés aux progrès des sciences mathématiques et physiques. »

A une époque où (pour citer Tocqueville à nouveau) « l'état d'esprit particulier de la classe moyenne » était sur le point de « devenir l'état d'esprit général du gouvernement » en France, cet hommage au pouvoir de l'économie politique ne devait-il pas naturellement être lu comme un manifeste pour le développement capitaliste ?

(9) Cela semble être la ligne qu'a suivie l'historien antirévolutionnaire Cochin, dont les points de vue ont été redécouverts et adoptés par le chef de l'école « révisionniste », François Furet. L'argument s'accordait très bien avec la mode, selon laquelle les changements du discours étaient analysés comme des événements autonomes dans l'Histoire, n'ayant aucun besoin d'autres explications (10) W.G. Runciman, « Unnecessary revolution : the case of France », European Journal of Sociology XXIII (1982), p. 318.

Mon propos n'a pas été ici de contester les récentes tendances - révisionnistes - de l'historiographie de la Révolution française, sinon dans le sens où elles représentent, non pas une recherche neuve, mais une réinterprétation idéologique. Et je n'ai pas non plus cherché à défendre les déductions politiques et prophétiques qui ont été tirées du concept de la Révolution tel qu'il a été élaboré par les analystes du début du XIX^e siècle ; par exemple, que tous les peuples - *cherchant à se frayer un chemin vers une vie politique indépendante, la liberté et le pouvoir* - doivent nécessairement passer par une telle révolution (Gervinus), que les pays qui n'agissaient pas ainsi ne pouvaient pas devenir vraiment bourgeois ou capitalistes, que la révolution prolétarienne suivrait le modèle antérieur proposé, au sens où, de la même manière, elle serait faite par une classe qui serait venue à maturité à l'intérieur du vieux système, s'éprouverait désireuse de briser sa coquille et de prendre le pouvoir à son tour, ou toute une série d'autres modèles différents. De telles croyances, dérivées d'une expérience révolutionnaire acquise de deuxième main, faisaient elles-mêmes ou allaient faire partie de l'Histoire, mais ce n'est pas ce qui m'occupe ici.



Révolution française comme révolution sociale, « révolution bourgeoise », et qui dessine aussi une étape centrale et décisive dans l'évolution de la société moderne, a surgi durant la première génération postrévolutionnaire, et que cette interprétation de la Révolution française et de ses conséquences paraissait plus logique et réaliste que la vision révisionniste moderne selon laquelle « ses origines étaient fortuites et ses résultats inefficaces ». Elle paraissait plus logique aux libéraux français pour trois raisons. Parce que, en 1830, il

était évident qu'une classe moyenne avait en fait pris le pouvoir. Le XIX^e siècle, de plus, semblait clairement perpétuer et même institutionnaliser le conflit - qui n'existait pas avant 1789 mais avait émergé durant la Révolution - entre - 1791 - et - 1794 -, entre classe moyenne et « peuple » ou « masses » (à qui certains ont plus tard donné le nom de « prolétariat »). Et, par-dessus tout, elle paraissait réaliste parce que, comme Tocqueville l'a dit avec élégance et éloquence, la Révolution « a entièrement détruit ou est en train de détruire [...] tout ce qui, dans l'ancienne société, découlait des institutions aristocratiques et féodales, tout ce qui s'y rattachait en quelque manière, tout ce qui en portait, à quelque degré que ce fût, la moindre empreinte ».

Et le gouffre que le tremblement de terre de la Révolution a ouvert entre l'Ancien Régime et la nouvelle société était évidemment impossible à franchir, sa profondeur et sa largeur ayant été démontrées sans aucun doute possible, au moins en France, par l'échec répété des tentatives de restauration dudit Ancien Régime.

Il ne s'agissait pas là d'un mythe sorélien, même si la Révolution a aussi généré et s'est transformée en un tel mythe ou ensemble de mythes mobilisateurs. C'était une généralisation empirique, fondée sur la vision que les observateurs et analystes de l'époque avaient

de l'histoire de France de 1789 à 1830. Exactement de la même manière que le concept de « révolution industrielle », qui a émergé au cours de la même génération, paraissait aux gens de l'époque une généralisation empirique fondée sur l'observation des filatures de coton et de la sidérurgie anglaises. Dans les deux cas, naturellement, le futur était extrapolé du passé, puisque ces gens ne se préoccupaient pas de l'analyse historique pour elle-même. Et ils ont eu tendance dans les deux cas à mettre l'accent sur ce qu'ils voyaient comme neuf et dynamique, plutôt que sur ce qu'ils considéraient comme des reliques du passé qui allaient nécessairement disparaître dans les marges de la réalité sociale.

Ces deux visions sont donc, pour cette raison, aisément critiquables. Toutefois, s'il nous faut choisir, comme guide de l'histoire du XIX^e siècle, y compris de l'histoire de France, entre l'historiographie moderne « révisionniste » et les analystes libéraux de la Restauration, est-il si certain que Furet nous éclaire mieux que Guizot, Mignet et Tocqueville ?

© Eric J. Hobsbawm

GAUCHET, Marcel
Les lettres sur l'histoire de France d'Augustin Thierry in Les Lieux de Mémoires vol. II, La Nation, (dir. Pierre Nora) Gallimard, 352 p., 1986

GUIZOT, François
Histoire de la civilisation en Europe Hachette, 396 p., 1985

SMITH, Adam
Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations Zeller, 1600 p., 1984

TOCQUEVILLE, Alexis
de Souvenirs Gallimard, 1978 L'Ancien Régime et la Révolution Gallimard, 384 p., 1985

Jan Kott

« Vérité, amère vérité ».
Danton

(En exergue dans le Rouge et le Noir, de Stendhal.)

La tragédie est une rupture du destin humain. Le début et la fin de cette rupture portent une signification particulière. La tragédie historique constitue une rupture de la continuité historique. Cette fois, le début et la fin sont encore plus significatifs. Ils impliquent non seulement une condensation dramatique du temps, mais également le choix du héros de l'histoire tragique. Car non seulement ses héros sont tragiques, mais l'Histoire elle-même peut devenir un héros de tragédie.

A la fin du Moyen Age, en Angleterre (1485), on donnait à la tragédie le nom de « chapitre » (chapter). Le chapitre possède un début, une fin et une certaine longueur. La vie humaine délimitait parfaitement le chapitre par son début et sa fin. Et l'on peut considérer comme des chapitres - naturels - les vies des saints dans l'histoire de la foi, celles des hommes illustres dans les anciennes républiques, et celles des rois. Cette tradition prend bien entendu sa source chez Plutarque, qui considérait le passé de la Grèce et de Rome comme de l'Histoire. Les chapitres de cette histoire sont les vitæ, qui se disposent, pour Plutarque, en vies parallèles. L'histoire de la Grèce se répète dans l'histoire de Rome, dans les caractères des hommes illustres. Seuls changent les noms et les appellations des villes dévastées et des provinces conquises, mais, pour Plutarque, le panthéon commun de la Grèce et de Rome demeure inchangé. C'est pour

LA GUILLOTINE, HÉROS TRAGIQUE

quoi Jules César a pu être comparé à Alexandre.

Restée longtemps classique, cette organisation par Plutarque de l'Histoire en paires de vies symétriques n'a été ébranlée et n'a cédé la place à un autre principe d'analogie que dans le De casibus virorum illustrium (1373), de Boccace. Dans ces nouveaux chapitres sur la chute des princes, leur nombre pluriel semble mériter une attention particulière. Dans cette expérience de l'Histoire, au seuil de la Renaissance italienne - et contrairement à ce que nous trouvons chez Plutarque -, ce qui rapproche l'histoire des princes, selon l'auteur du Décaméron, ce n'est ni la vertu, ni même la cruauté, ni les triomphes, ni les lauriers, mais précisément et uniquement leur chute. Boccace connaissait Euripide et les tragédies de Sénèque, mais il n'a jamais qualifié de tragédies ses chapitres sur la chute des

princes. Il ne connaissait sans doute pas Aristote, mais il est frappant de constater que ses chapitres sont tragiques justement dans un sens aristotélicien. L'exemple même de tragédie, dans la Poétique, c'est la chute d'un grand homme. Et cette image très expressive du destin tragique, et la plus immédiatement accessible dans l'expérience commune, se répétera dans les définitions de la tragédie chez Chaucer, longtemps avant et longtemps après lui. La tragédie est une chute de la félicité dans le malheur : plus la situation initiale est élevée, plus la chute est significative et exemplaire. Et la plus exemplaire qui soit est la chute d'un roi.

Durant le Moyen Age, en Angleterre - et sans doute pas seulement dans ce pays -, cet exemple et ce modèle de tragédie se combinèrent avec l'image de la capricieuse roue de la Fortune, image également empruntée aux au-

teurs classiques. Dans The Holkham Bible, l'un des manuscrits anglais les plus magnifiquement enluminés du début du XVI^e siècle, la Fortune tourne ce grand manège royal. Elle élève dans les airs un jeune homme, cheveu au vent et qui tient à la main une couronne. Elle l'assoit ensuite sur le trône, au sommet de la Roue ; il porte la couronne sur la tête et tient un sceptre à la main. Elle le précipite ensuite vers le bas, vieillard barbu dont la couronne roule au loin. Et enfin, il git au pied de cette même roue de la Fortune, dépourvu de ses vêtements royaux, sans sceptre ni couronne, dévêtu et les pieds nus. La tragédie royale se joue ici en quatre actes : regnabo ; regno ; regnavi ; sum sino regno ; (je régnerai ; je régné ; j'ai régné ; je suis sans royaume). Mais le plus caractéristique, c'est que, dans cette Bible du Moyen Age, le grand mécanisme de l'histoire royale a été

KOTT, Jan
Manger les dieux : essai sur la tragédie grecque et la modernité Payot, 260 p., 1976 Shakespeare, notre contemporain Payot, 320 p., 1978

placé aux débuts de l'histoire chrétienne et a reçu une sorte de sanction métaphysique. Sur la page précédente, on peut voir la création du monde, avec Dieu le Père tenant un grand compas. Sur la même page, rappelant la chute du roi, on a représenté Lucifer et les anges orgueilleux, précipités dans l'abîme. Pour la première fois peut-être, dans cette Bible médiévale, la tragédie historique devient une tragédie universelle.

Dans la Duchesse de Malfy, Webster dit, suivant en cela une tragédie médiévale sur Alexandre : « Lorsque la roue de la Fortune est surchargée de princes, le poids la meut plus rapidement. » (When Fortune wheel is overcharged with princes, / The weight makes it more swift.) Au temps de la Terreur, la guillotine travaille vite.

La chute

Jules César, de Shakespeare, peut être considéré comme l'exemple le plus parfait – et sans doute l'un des plus poignants – de tragédie historique de la chute. César fut assassiné alors qu'il était au faite de la gloire. L'instant d'avant encore, presque dans ses derniers mots, il se comparait à l'étoile polaire – qui, pour la fixité et l'immobilité, n'a pas de pareille dans le firmament – (1) ; il gît à présent sur les marches du Capitole, ensanglanté, transpercé de coups de poignard par les sénateurs romains. Shakespeare voyait très clairement que la mort de César était un double exemple, de l'Histoire et de la tragédie, et qu'elle serait représentée désormais sur les marches de nombreux Capitoles et sur les planches de nombreux théâtres. « Combien de siècles lointains verront représenter cette grande scène, notre œuvre, dans des États à naître et dans des accents encore inconnus ! »

Pour Brecht, ce dernier coup mortel infligé à César par Brutus, aurait certainement pu être un exemple de gestus, dans lequel l'Histoire, pour une fraction de seconde, s'immobilise, – comme l'image d'un film arrêtée sur l'écran –, pour que son sens devienne transparent et que l'on puisse s'en souvenir pour longtemps.

Dans cette scène de la mort, au pied du Capitole, en plein midi, il y a deux acteurs tragiques : César et Brutus. La tragédie est intitulée Jules César, mais le premier acteur tragique meurt au milieu de l'acte III, presque au milieu du spectacle. Depuis le Moyen Âge, durant toute la Renaissance et jusqu'aux années des révolutions anglaise et française, les discours et les parallèles politiques et rhétoriques présentent Brutus tantôt comme un régicide qui, pour avoir porté la main sur le représentant divin, est précipité, comme dans la Divine Comédie de Dante, aux côtés de Judas, au fond même de l'Enfer, tantôt comme un tyranicide, un défenseur de la liberté, un saint de tous les temps de la terreur.

Si la tragédie se terminait à l'acte III, par l'assassinat de César et la cérémonie funèbre, ce dernier aurait été son unique héros. Si elle se terminait à l'acte V, par le suicide de Brutus – qui s'est jeté sur son glaive –, il aurait été le second, et peut-être même le premier héros, et la tragédie aurait pu s'intituler Brutus. Mais, dans le drame de l'Histoire, aux côtés de César et de Brutus, se manifestent d'autres acteurs

principaux : Cassius, un fanatique plein de haine, corrompu et corrompant les autres, Cassius qui sait bien que la fin justifie les moyens et qui seul pouvait encore sauver la république, mais quelle république ? Et encore Marc Antoine, un politicien à la manière de la Renaissance, aux multiples visages, mais toujours du côté des Césars, pragmatique, rhéteur et tacticien. Et enfin, le personnage le plus mystérieux de cette pièce, celui qui vient toujours à la fin, le successeur de Jules César, Octave, nouveau César, mais César sans visage.

Le sens de la tragédie est à rechercher



dans la rupture de la continuité historique, dans le choix de son début et de sa fin. Dans la première scène, deux tribuns populaires essaient en vain de renvoyer au travail les artisans romains, qui ont envahi les rues au pied du Capitole pour célébrer le triomphe de César. Il y a si peu de temps encore, ils glorifiaient Pompée. Aujourd'hui, ils célèbrent le triomphe de celui qui « a versé son sang ». Ils lancent leurs bonnets en l'air comme la populace de Londres le fit en l'honneur du comte d'Essex, lorsqu'il rentra triomphant, après sa victoire sur l'armada espagnole, et une seconde fois ensuite, lorsqu'on le conduisit à l'échafaud. Shakespeare savait comment découper l'Histoire selon les têtes coupées. Dans Jules César, la rupture de l'histoire rapportée commence à la fin du premier triumvirat et au début de l'absolutisme, et se termine par la prise de pouvoir par Octave. Celui-ci fait enterrer Brutus avec tous les honneurs, et ordonne que son corps demeure jusqu'à ce moment sous sa propre tente. Mais ce ne sont pas là les derniers mots du nouveau César : « Appelez les combattants au repos ; et nous, retirons-nous, pour partager les gloires de cette heureuse journée. » L'assassinat de Jules César se termine par cette « heureuse journée ».

Une fin bien étrange pour une tragédie. Mais ainsi se termine également Hamlet, écrit deux ans plus tard. Fortinbras fait également rendre les honneurs militaires au corps du prince danois. Mais il lui succède sur le trône du Danemark. « Le reste est silence. » Non ! Le reste est Fortinbras. Lorsque Horatio veut encore parler du prince, dans le Hamlet d'Ingmar Bergman – l'une des dernières mises en scènes non conformistes de la tragédie –, Fortinbras sort un revolver et l'abat sur place. Les témoins du passé sont inutilisés. Et ce fut également – une heureuse journée – pour Fortinbras. Bergman a ajusté Hamlet à l'époque contemporaine. Et cette interprétation de Hamlet fait de l'histoire le héros tragique de la pièce. Comme dans Jules César.

Jules César était, pour le jeune Buchner (il avait vingt-deux ans), le modèle de la tragédie historique. Et ce n'était pas un modèle périmé. On peut exprimer cela encore autrement : Jules César était, pour Buchner, le modèle non d'une tragédie historique, mais de la tragédie de l'Histoire. C'est pourquoi la mort de César a pu être réactualisée encore une fois et transposée en un drame de la Révolution, dans la Mort de Danton.

Lors d'une réunion nocturne des conspirateurs, Brutus dit : « Soyons des sacrificateurs, mais non des bouchers, Caius. Nous nous élevons tous contre l'esprit de César ; et dans l'esprit des hommes il n'y a pas de sang... découpons-le comme un mets digne des Dieux, mais ne le mutilons pas comme une carcasse bonne pour les chiens... et nous serons traités de purificateurs et non de meurtriers. »

Brutus veut sacrifier le corps de César sur l'autel de la république. Le meurtre doit se transformer en rituel, où la victime est immolée pour le salut de l'ancienne Rome. « Let us be sacrificers, but not butchers. » L'esprit n'a pas de sang, mais la victime saigne. Shakespeare ne l'ignorait pas : un meurtre rituel ne cesse pas d'être un meurtre. Brutus le pur qui, le jour même, une heure avant l'aube, parlait de la mort de César comme d'une purification – ainsi qu'un chirurgien parlerait d'une opération propre en gants aseptisés –, à présent que tout est accompli, lève ses mains ensanglantées au-dessus du cadavre. L'idéologue est désormais après le meurtre :

« Penchez-vous, Romains, penchez-vous, baignons nos bras jusqu'au coude dans le sang de César, et teignons-en nos épées ; puis marchons jusqu'à la place du marché... »

Les purificateurs

Dans la Mort de Danton, c'est Saint-Just, qui siège aux côtés de Robespierre au Comité de salut public, qui prendra la parole en premier. Il répétera presque exactement les mots de Brutus, que Shakespeare lui-même répétait déjà après Plutarque : « Il nous faut ensevelir décemment le sublime cadavre, comme des prêtres, non comme des assassins. Nous ne devons pas le mutiler, mais l'enterrer avec tous ses membres. » (2) Robespierre l'interrompt : « Parle plus clairement ! » Buchner vient compléter Shakespeare. Saint-Just est maintenant comme Cassius, qui exigeait, en même temps que la mort de César, celle d'Antoine. « Il faut l'ensevelir avec toute sa panoplie et immoler sur sa tombe ses chevaux et ses esclaves. »

Le Brutus de Shakespeare appelle les exécuteurs de la sentence « purgers » : « des purificateurs ». Chez Buchner, Robespierre et Saint-Just rédigent, dans cette scène, la liste des proscrits de la grande purge de la Terreur : l'un après l'autre, des députés de la Convention, des jacobins, de vieux compagnons, et parmi eux, l'ami de Robespierre depuis l'école, Camille Desmoulins qui, dans le Vieux Cordelier légendaire, a osé appeler l'Incorruptible « le Messie sanguinaire ». « Alors, vite ! Demain !, dit à présent le nouveau Brutus de la Révolution : Pas de lentes agonies ! Depuis quelques jours, je suis impressionnable. Vite ! » Et Buchner

répétera encore après Macbeth : « Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas. » Mais cette prédiction fut de mauvais augure.

Buchner ne fut pas le premier à dire – mais il le fit longtemps avant Marx – que la Révolution française arborait le costume de la Rome républicaine. Et il montra d'une manière encore plus pénétrante que Marx à quelle mascarade servait ce costume, les noms et les gestes romains. Dans la seconde scène de la Mort de Danton, comme chez Shakespeare, l'action se transporte dans la rue. Un souffleur de théâtre ivre, récitant des fragments de Hamlet, bal sa femme et crie aux passants : « Romains, donnez-moi un couteau ! » Il l'appelle tour à tour putain ou Baucis. Il appelle sa fille Lucrèce. Une vertueuse Lucrèce qui fait le trottoir. « Aurais-tu seulement des culottes à remonter sur tes fesses si les jeunes gens n'abaissent pas les leurs chez elle ? », dit à son mari la nouvelle Baucis.

Dans une scène de rue de Jules César, la populace de Rome, rendue furieuse par le meurtre de César, écharpe Cinna le poète au lieu de Cinna le conspirateur. C'est un Cinna également ! Dans la Mort de Danton, les citoyens veulent pendre à la lanterne un passant parce qu'il avait un mouchoir sur lui. « Nos femmes et nos enfants réclament du pain à grands cris. Nous voulons les rassasier de la chair des aristocrates. A mort, celui qui n'a pas de trou à sa veste ! »

A peine un an avant d'écrire Danton, Buchner avait fondé à Giessen une société des droits de l'homme, il préparait la « révolution » et, dans le Courrier de Hesse (Der hessische Landbote), qu'il éditait lui-même, il écrivait : « Liberté aux chaumières ! Guerre aux châteaux ! » A présent, amer et conscient de la défaite, convaincu de l'implacable fatalité de l'Histoire, ayant abandonné Schiller pour Shakespeare (Schiller, lorsqu'il écrivait les Brigands avait presque deux ans de moins que lui), il n'a cependant pas oublié que le peuple a toujours faim, dans le Paris révolutionnaire comme dans la Hesse des princes féodaux. La Révolution ne pouvait offrir, en guise de pain, que les têtes qui tombaient sous le couperet de la guillotine.

« L'arme de la république est la Terreur, la force de la république est la vertu : la vertu sans laquelle la Terreur est funeste, la terreur sans laquelle la vertu est impuissante. » Buchner a exprimé l'essence même des discours de Robespierre. Et l'on peut dire que c'est une essence au goût de vinaigre. Dans cette interprétation de Robespierre, le plus saisissant est l'oxymoron de la Révolution, où la Terreur est vertu et la vertu Terreur. Buchner est sans doute le premier, plus de cent ans avant Orwell, à dévoiler, dans la Mort de Danton, la langue de bois de la Terreur : « La Terreur est une manifestation de la vertu... Le gouvernement révolutionnaire est le despotisme de la liberté contre la tyrannie. » Dans cette sémantique terrible, tous les termes se laissent librement inverser. La pitié se transforme en crime et le crime en pitié. « Châtier les oppresseurs de l'humanité, c'est une grâce, leur pardonner, c'est un crime. » Buchner a décodé ce langage non seulement chez Robespierre, mais également chez le Brutus de

(1) Nous citons Jules César, de William Shakespeare, dans la traduction de François-Victor Hugo, Ed. Garnier - Flammarion (NDT).

(2) Nous citons la Mort de Danton, de Georg Buchner, dans le texte français d'Arthur Adamov, Ed. L'Arche (NDT).

ARASSE, Daniel
La Guillotine et l'Imaginaire de la Terreur
Flammarion, 224 p., 1987

BÜCHNER, Georg
La mort de Danton, Léonce et Léna. Woyzeck
L'Arche, 176 p., 1986

SHAKESPEARE, William
Hamlet - Jules César in Tradédies
Heures claires, 6 vol., 1985

ARISTOTE
La Poétique
Le Seuil, 460 p., 1980

BECKETT, Samuel
Fin de partie
Minuit, 128 p., 1957

BOCCACE
Le Décaméron
Granel, 724 p., 1988

BRANDYS, Kazimierz
Carnets Paris - New York
Paris, 1982-1984
Gallimard, 297 p., 1987

BRECHT, Bertolt
Les Affaires de Monsieur Jules César
L'Arche, 256 p., 1959

DESMOULINS, Camille
Vieux Cordelier
Belin, 153 p., 1987

CAMUS, Albert
Œuvres complètes de Camus
Club de l'honnête homme,
9 vol., 1983-1985

CHAUCER, Geoffrey
Les Comtes de Canterbury
Peeters, 2 vol., 1983, 1986

HUGO, Victor
Quatre vingt-treize
Gallimard, 532 p., 1979

LEC, Stanislaw Jerzy
Pensées échevelées
Aldine, 219 p., 1988

MANDELSTAM, Nadejda
Contre tout espoir - Souvenirs
Gallimard, 3 vol., 1972, 1974, 1975

MICKIEWICZ, Adam
Le Livre des pèlerins polonais
L'Age d'homme, 150 p., 1982

Shakespeare. Brutus dit ces mots sur le cadavre de César : « ... La mort est un bienfait. Ainsi nous sommes les amis de César, nous qui avons abrégé son temps de craindre la mort. »

J'ai mesuré toute l'horreur de cette phrase, qui doit vous couper le souffle lorsqu'elle est dite par un grand acteur, seulement à travers le Robespierre de Buchner. - Châtier les oppresseurs de l'humanité, c'est faire preuve de pitié : Buchner a dévoilé dans les discours de Robespierre non seulement la sémantique de la Terreur, mais également son effrayante logique. - Les ennemis intérieurs de la république se sont divisés en deux factions comme en deux corps d'armée. - L'implacable répétition de cette logique semble constituer la nature même de la Terreur. - Une de ces factions n'est plus, continue le Numéro Un. Par ses extravagances voulues, elle cherchait à écarter les patriotes les plus éprouvés en les faisant passer pour des lâches, cela afin de priver la république de ses bras les plus vigoureux. Elle déclarait la guerre à Dieu et à la propriété pour opérer une diversion au profit des rois. Elle parodiait le drame sublime de la Révolution pour la compromettre par des excès prémédités. Le triomphe d'Hébert aurait changé la république en un chaos, et le despotisme triomphait. Le glaive de la loi a frappé le traître. -

L'ombre noire

Je pense qu'il est inutile d'actualiser la logique de Robespierre. Deux factions, deux tendances, les unes et les autres sont ennemies du peuple. Mais ajoutons ceci : la Terreur crée les ennemis, car les ennemis légitiment la Terreur. - La seconde faction est l'opposée de la précédente. Elle nous incite à la faiblesse, son mot d'ordre est : clémence ! - Après les trotskistes - Zinoviev et les partisans de Boukharine, après Hébert et les hébertistes - Danton.

Et encore ce court dialogue, qui ne demande aucune modernisation. Chacun de nous l'a entendu plus d'une fois :

- Robespierre : Qui te dit qu'un innocent ait été frappé ?

- Danton : Tu l'entends, Fabricius ! Il n'est mort aucun innocent ! -

Mais le plus étonnant chez le jeune Buchner est d'avoir montré non seulement la logique de la Terreur, mais également le visage de l'Incorruptible. D'après quelles expériences personnelles ? Là encore, Buchner s'est inspiré de Shakespeare. Robespierre ne trouve pas le sommeil, comme Brutus cette nuit pleine de fantômes que l'actif souci évoque dans le cerveau des hommes - avant le meurtre de César, et comme Macbeth, après le meurtre du roi. Robespierre est également après. Il ouvre la fenêtre et regarde Paris. - Je ne sais lequel des deux en moi ment à l'autre. La nuit ronfle au-dessus de la terre et s'agite en un songe atroce... Ne sommes-nous pas tous des somnambules ? - Mais entre déjà l'archange de la Terreur, Saint-Just. Les serviteurs apportent des chandeliers. On appose les signatures sur les actes d'accusation. Même les plus proches doivent périr. Robespierre est de nouveau seul. C'est l'aube. De la fenêtre, on aperçoit la guillotine, dressée sur la place de la Révolution. - Tous m'abandonnent.

Tout est désert et vide. Je suis seul. - Robespierre brosse sa redingote. Depuis l'enfance, il hait la poussière. Son visage est livide. Il l'a encore poudré. S'il sourit, je connais ce sourire pour l'avoir vu sur des milliers de portraits.

Dans la Mort de Danton, la guillotine n'apparaît sur scène qu'à la fin, mais elle est présente depuis le début du spectacle. Si je devais mettre en scène cette pièce, l'ombre de la guillotine se projetterait continuellement sur la scène. Sur la scène ou dans la salle, sur les acteurs et les spectateurs. Car dans ce théâtre, les spectateurs deviennent des acteurs.

Dans la première scène, le brouhaha des conversations accompagne le bruissement des cartes distribuées et jetées sur les tables de jeux. - A-t-il plu lorsqu'ils guillotinaient ? Ou bien étaistu si mal placé que tu n'as rien pu voir ? - Ils guillotinaient... Mais qui guillotinaient ? A une table de jeux, Séchelles discute avec Desmoulins et Philippeaux. Danton est assis à la table d'à côté. Tous trois sont députés à la Convention. Qui sont-ils donc, ceux qui guillotinent, ceux qui sont guillotines ? Le jeu continue, les cartes tombent comme les têtes, en cette première semaine d'avril 1794. Le temps, chez Buchner (comme dans les drames royaux de Shakespeare) passe à toute allure, l'auteur n'indique exactement que les différents moments du jour et de la nuit. Mais les dates historiques sont précises. En octobre 1793, Hébert insultait Marie-Antoinette au cours de son procès et exigeait son exécution immédiate. Six mois plus tard, la dernière semaine de mars 1794, et donc une semaine environ avant cette rencontre à la table de jeux, Danton avait envoyé Hébert à l'échafaud. A peine une semaine plus tard, mais peut-être ne fut-ce que trois jours après cette matinée pluvieuse, où Philippeaux avait été mal placé et n'avait pas bien vu lorsqu'ils guillotinaient, place de la Révolution, là même où il fut exécuté à la même heure avec Danton, Camille Desmoulins et Héroult-Séchelles, mais peut-être voyait-on mieux cette fois-ci.

Les spectateurs, les guillotins, les guillotines changent rapidement de rôle sur la place de la Révolution. On appelait la guillotine - la grande veuve -. - Une veuve qui a eu une demi-douzaine de maris, écrivait imprudemment Desmoulins, et qui les a tous enterrés. - On couche avec, on ne la féconde pas - écrivait, Victor Hugo, dans Quatre-vingt-treize. Les jours où elle chômait, on recouvrait la guillotine d'un drap blanc. Comme un autel. Sur cet autel, à chaque nouvelle victime, la Révolution devait se régénérer. - La Révolution est comparable aux filles de Pélidas, disait Saint-Just à la Convention. Elles découpent l'humanité en membres épars, afin qu'elle renaisse rajeunie. L'humanité sortira de cette marmite sanglante comme la terre qui a émergé après le déluge avec de puissantes épaules, comme si elles avaient été créées à nouveau. - Les députés se levèrent et firent à Saint-Just une longue ovation. Lors de cette séance, Saint-Just demanda la tête de Danton.

Cette nuit-là, ou peut-être la nuit précédente, Robespierre, mais aussi Danton ne purent trouver le sommeil. Dans ce drame, non seulement de l'Histoire, mais également de ses acteurs, dans cette soudaine et dramati-

que similitude entre Danton et Robespierre, le Brutus de Shakespeare, avec ses fantômes nocturnes, les poursuit tous deux. C'est Danton, à présent, qui regarde Paris de sa fenêtre, et il entend des voix qui résonnent dans la nuit, ou peut-être est-ce en lui-même : septembre, septembre ! Dans les premières journées de septembre 1792, les sans-culottes avaient massacré les prisonniers à Paris et en province.

- Julie : Les rois étaient à quarante heures de Paris.

- Danton : Nous les avons frappés. Ce n'était pas un meurtre, c'était la guerre à l'intérieur.

- Julie : Tu as sauvé la patrie. -

- La guillotine est un instrument qui départage les bons et les mauvais », écrit François Furet. Mais les bons se transformaient inlassablement en mauvais et les patriotes en traîtres. Nous et eux, les spectateurs, les guillotins et les guillotines échangent leurs places dans ce théâtre de la Révolution. Parfois en l'espace d'une semaine. A la formule de Furet, je préfère celle du bourreau dans les Pensées échevelées, de Stanislaw Jerzy

néant, le grand mécanisme n'est qu'un théorème. La guillotine n'est pas un théorème. Deux ou trois fois par semaine, durant toute l'année 1793, jusqu'à thermidor 1794, des charrettes découvertes quittaient la Conciergerie pour la place de la Révolution, hérissées de têtes comme de pommes de pin. Le grand David observait ces charrettes des fenêtres de son atelier et il dessina ainsi Marie Antoinette, emmenée à l'échafaud. Il dessinait également les têtes coupées afin de saisir leur ultime grimace. C'était un grand réaliste.

La grande veuve

Le temps et le lieu par excellence de l'absolutisme, depuis l'assassinat de Jules César, est le Capitole. - Dum Capitolium scandet cum tacita virgine / pontifex. - Le chronotope bachinien de la Terreur est la place de la Révolution. - La Révolution est comme Saturne, dit le Danton de Buchner, elle dévore ses propres enfants. - Dans cette phrase, si souvent citée, l'évocation de Saturne est intéressante : Saturne/Chronos dévorait ses propres enfants afin d'arrêter le



Leclerc : « Il y a différentes manières de diviser les gens. Moi, je les divise en têtes et troncs. »

La guillotine est l'image, le signe et le symbole de la Terreur révolutionnaire. Mais ces trois définitions sont abstraites. La roue shakespeareienne de la Fortune était marquée par les têtes des révoltés sur le pont de Londres, au-dessus de la Tamise, et qui débouche tout droit de la Tour. L'histoire féodale actionnait le grand mécanisme, mais bien que l'on puisse représenter sur scène les marches qui mènent au trône et qui, juste après, s'arrêtent sur le

temps. La Révolution comparée à Saturne n'a pas de fin. Elle est une révolution permanente. La - révolution permanente - était prônée par Trotski. La guillotine est l'image et l'instrument d'une telle révolution. La - grande veuve - est une personne. Comme si elle-même exigeait des victimes. Dans la Mort de Danton, elle coupe la tête du héros ; historiquement, à peine six mois plus tard, elle tranchera la tête de Robespierre. Chez Buchner, elle est, à côté de Danton et de Robespierre, le troisième protagoniste du drame. Selon Aristote, la tragédie retrace la chute

PLUTARQUE
Vies parallèles
16 vol., Belles lettres
1964-1983

SCHILLER, Friedrich
von
Les Brigands
Flammarion, 384 p.,
1968

STENDHAL
Le Rouge et le Noir
Flammarion, 510 p.,
1975

WAT, Alexandre
Mon siècle
L'Age d'homme, 1988

d'un grand homme. Elle opère une destruction de valeurs. Dans la pièce de Buchner, la guillotine est un héros tragique. Elle a détruit la Révolution qu'elle devait sauver. - L'horrible veuve - a deux visages : celui du sauveur et celui du bourreau.

Dans la dernière scène de la pièce, le lendemain de l'exécution, la veuve de Camille Desmoulins, qui fut guillotiné avec Danton, s'assied sur les marches de la guillotine.

« Lucile, réfléchissant, puis soudain, comme prenant une décision : Vive le Roi ! »

« Le citoyen : Au nom de la République ! (La garde entoure Lucile puis l'entraîne.) »

La tragédie est une rupture de la continuité historique. Dans la Mort de Danton, l'action commence une semaine, peut-être même quelques jours, avant son exécution. Mais les dates historiques évoquées sont antérieures. Ainsi par Saint-Just : le 14 juillet, le 10 août, le 31 mai. La prise de la Bastille, la déchéance de Louis XVI, la prise du pouvoir par les jacobins. Danton rappelle les mêmes grandes dates de la Révolution, et encore deux autres, en septembre 1792 : les massacres des prisonniers et la proclamation de la république. Mais où se trouve, dans la Mort de Danton, la fin de la rupture historique ?

L'acte manquant

Le cri suicidaire de Lucile clôt l'acte IV. Et il n'y a pas, dans la Mort de Danton, d'acte V. Dans toute l'histoire du théâtre, à commencer par la tragédie grecque divisée en cinq épisodes, à travers la Renaissance et jusqu'aux romantiques allemands et français, je ne connais pas de drame en quatre actes qui ait fait date. Les actes furent toujours au nombre de trois ou de cinq. Où se trouve, chez Büchner, l'acte V ?

Dans le vers métrique, Jakobson appelait l'omission d'un pied ou d'une partie, à la fin du vers, le signe zéro. Ce signe signifie. Il désigne un manque. Barthes a écrit sur le signe qu'est la non-présence. La lettre qui n'est pas arrivée est ce signe, comme le téléphone qui ne sonne pas. Il ou elle n'a pas donné de nouvelles. Il ou elle n'a pas écrit. Dans le spectacle théâtral, l'inexistant, le non-écrit acte V, continue d'exister comme attente ; il est une continuité présente, mais comme suspendue. Il est, dans la tragédie, une tragédie inachevée. Dans le drame historique, il est l'Histoire toujours ouverte et comme suspendue.

Dans la Mort de Danton, l'exécution de Robespierre est annoncée, ou plutôt prédite. Pendant sa dernière nuit, Danton dit à ses compagnons de prison : « La liberté va à présent se prostituer honnêtement dans le lit nuptial de l'avocat d'Arras. Mais je compte bien qu'elle sera pour lui une seconde Clytemnestre. Je ne lui accorde pas six mois de délai, je l'entraîne avec moi. »

Cet inexistant acte V pourrait être celui de l'exécution de Robespierre. La rupture de l'histoire rapportée commencerait par le démantèlement de la Bastille, et en tout cas par les massacres de septembre et s'achèverait par thermidor. La Mort de Danton pourrait se terminer presque de la même manière que Jules César : « Enlevez ces cadavres et que l'armée établisse son

campement sur la place de la Révolution », dit le futur Premier Consul, sans doute encore en uniforme de général, en pantalons blancs collants et portant le chapeau de l'armée révolutionnaire. Mais il avait déjà posé la main sur sa poitrine, après la première victoire.

« So call the field to rest, and let's away, To part the glories of this happy day. »

La guillotine, hissée sur un chariot, accompagna fidèlement les armées napoléoniennes jusqu'à la dernière campagne. « La politique est le destin », dit Aleksander Wat, en citant Napoléon, dans Mon siècle. Lorsque, en 1808, à l'assemblée des rois à Erfurt, Goethe faisait l'éloge du Mahomet de Voltaire, en tant que Schicksalstragödie, l'empereur Napoléon l'interrompit : « Une tragédie du destin ? Cela appartient désormais au passé. » La politique est Schicksal. Dans cet interstice acte V de la Mort de Danton, l'Histoire continue d'avancer, creusant ses galeries comme la taupe de Shakespeare : « Old mole... A worthy pioneer ! » Mais son point culminant ne fut pas thermidor, la fin de la Grande Terreur et le début de l'Empire. Pour Büchner, la Terreur ne s'achevait pas avec l'exécution de Robespierre. Dans cet acte V, non écrit, de la Mort de Danton, l'Histoire reste amère, mais quand finira-t-elle ? Par quelle nouvelle défaite, après quelle nouvelle révolution ?

« Vive le roi ! Au nom de la république ! » Après l'échec de la révolution de juillet, le manteau du roi de France ne retrouva pas ses fleurs de lis. On vit se mettre en place une monarchie bourgeoise, avec un roi-citoyen sur le trône. Pour les premiers lecteurs de la Mort de Danton, au milieu des années 1830, et

tribun le plus enflammé à la Convention et dans les Clubs de jacobins. Et le second Danton, qui peut apparaître comme le double de Buchner, lorsque a échoué et s'est terminée par une tragédie personnelle la tentative de soulèvement de la Hesse. Ses amis furent arrêtés, Buchner se réfugia, dans un premier temps, à Darmstadt. Un mois à peine après avoir terminé Danton, il traversa clandestinement la frontière et s'installa à Strasbourg. En France, depuis cinq ans, gouvernait le roi-citoyen.

« Cela a fini par m'ennuyer... » Peut-on s'imaginer Danton, au moment de la Grande Terreur, en train de s'ennuyer ? « Je ne suis pas paresseux, je suis fatigué ! » Danton fatigué ! Et dans ce même acte, il dit encore à ses amis : « Qu'importe ce qui les tue, la guillotine, la fièvre ou la vieillesse. » Et ce Danton d'un autre siècle que le sien ajoute : « Une faute a été commise le jour où l'on nous a créés. Il nous manque quelque chose, je n'ai pas de nom pour le nommer. »

Ce jeune génie qui, après avoir écrit en cinq semaines la Mort de Danton, a soutenu, à peine un an plus tard, à l'université de Zurich, une thèse de doctorat sur le système nerveux du barbeau, petit poisson très répandu dans les lacs de la région de Giessen, incarnait puissamment, on pourrait dire de manière paroxystique, toutes les contradictions de son temps. Il était aux prises avec la tradition de l'idéalisme allemand ; dans sa thèse sur le petit poisson, il dépassa largement Goethe, et certains commentateurs voient en lui un précurseur de Darwin. Né neuf ans après Feuerbach et trois ans avant Marx, il était un matérialiste

« La mort singe la naissance. En mourant nous sommes aussi nus et aussi abandonnés que des nouveau-nés. En vérité, notre inceste nous sert de langes. Nous pouvons tout aussi bien vagir dans la tombe qu'au berceau. »

Les grands textes, les grands drames possèdent toujours une double contemporanéité, celle de leur propre époque et celle de l'époque où ils sont de nouveau déchiffrés ou représentés. Et ils semblent dialoguer, d'une manière étonnante et qui demeure mystérieuse pour moi, avec d'autres textes que leur auteur ne pouvait connaître ou même en avoir entendu parler. « La Révolution est comme Saturne, elle dévore ses propres enfants. » Cette même année 1834, où Büchner écrivit son Danton (ou peut-être une année plus tôt ou plus tard, la datation est toujours incertaine) à Paris ou déjà à Lausanne, Mickiewicz nota, en marge d'un autre poème, d'une écriture difficilement lisible : « Les mains qui combattent pour le peuple, le peuple lui-même les coupera. Les noms doux au peuple, le peuple les oubliera, tout passera. Après le grondement, après le bruit, après l'effort, des hommes silencieux, obscurs, humbles prendront la succession. »

Presque vingt ans après l'exécution de Marie Antoinette, et vingt ans avant la Mort de Danton, de Buchner, on découvrit, au centre de Paris, non loin de l'actuel boulevard Haussmann, une fosse commune où l'on enterrait les victimes de la guillotine. Dans cette immense tombe, on dénombra plus de trois mille cadavres. On put presque tous les identifier. On retrouva ainsi - comme l'a récemment rappelé Kazimierz Brandys dans les Mois, Danton et Charlotte Corday, Madame Roland, Philippe Egalité et Lavoisier, Camille Desmoulins et sa femme Lucile, qui, dans la pièce de Buchner, s'écrie au pied de l'échafaud : « Vive le roi ! » On retrouva également les restes du couple royal, que les Bourbons firent transporter ensuite à Saint-Denis.

Büchner n'a cessé de haïr les rois. Tout comme son Danton, qui affirme, la dernière nuit avant l'exécution : « Le déluge de la Révolution peut charrier nos cadavres où il lui plaira ! Avec nos ossements, on pourra encore défoncer les crânes des rois. »

La Mort de Danton est le drame du désespoir historique. Mais un désespoir où persiste toujours l'espoir, pas totalement abrasé, mais amer. « Si jamais un jour l'Histoire ouvre ses souterrains, le despotisme pourra encore être asphyxié par l'odeur de nos cadavres. »

Cet espoir de Danton/Büchner est pour moi apparenté à « l'espoir en dépit de l'espoir », de Nadejda Mandelstam. Et aussi de ce qui m'est peut-être encore plus proche depuis des années, de « l'espoir plein de désespoir » et du « désespoir plein d'espoir », d'Albert Camus.

NATURE MORTE

En effet A midi arrivent les chasseurs
Aux oiseaux morts tout au long de la taille

Devant la cheminée les chiens Le Dieu des pointers
Fut satisfait Il décora de plumes Les gueules fidèles

Jan SKÁCEL

même pour ses premiers spectateurs en 1902, le cri suicidaire de Lucile, sur les marches de la guillotine, renfermait une funeste ironie. Les rois gouvernaient déjà « au nom de la république ».

Après la défaite

Il existe toujours deux interprétations du drame historique : comparé avec le temps historique qui y est évoqué et dans l'évocation du temps historique où il fut écrit. On a remarqué déjà que, dans la pièce de Büchner, deux Danton différents existent : le Danton historique, avec sa crinière de lion, qui a proclamé la chute de la monarchie, le 10 août 1792, qui a mobilisé par deux fois le peuple de Paris contre l'armée des émigrés qui menaçait la ville, le

convaincu, qu'effrayait la fatalité de l'Histoire : « Ce n'est pas nous qui avons fait la Révolution, c'est la Révolution qui nous a faits. »

Danton/Büchner est un révolutionnaire après la défaite, après les nombreuses défaites de sa propre Révolution, celle de 1830, et de la révolte allemande manquée en Hesse, en 1833.

Mais cet alter ego du jeune Büchner est tourné encore plus loin vers l'avenir. Comme s'il était déjà contemporain du désespoir existentiel. « Le monde est un chaos. Le néant est le Dieu d'un monde qui va naître. » Et dans la même veine : « Le néant s'est suicidé, la création est sa plaie, nous sommes les gouttes de son sang, le monde est le tombeau où il pourrit. » Et encore ces mots étonnants, rappelant Fin de partie, de Beckett, énoncés par un Danton inattendu, comme appartenant déjà au XX^e siècle :

© Jan Kott

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen fut approuvée par l'Assemblée nationale le 26 août 1789. La discussion qui aboutit à son adoption se déroula en deux temps. Du 1^{er} au 4 août, on discuta de l'opportunité de lancer une déclaration des droits avant l'établissement d'une Constitution. Contre l'avis de ceux qui trouvaient la chose inutile, ou la jugeaient utile, mais souhaitaient la différer, ou encore ne la jugeaient utile qu'accompagnée d'une déclaration des devoirs, l'Assemblée décida à la quasi-unanimité qu'une déclaration des droits, qu'il fallait considérer – selon les termes, inspirés de Rousseau, d'un membre de l'Assemblée – comme l'acte de constitution d'un peuple, devait être proclamée sans attendre, et donc précéder la Constitution. Du 20 au 25 août, le texte retenu par l'Assemblée fut discuté et approuvé.

L'enthousiasme fondateur

Les témoins de l'époque et les historiens s'accordent à voir dans cet acte l'un des moments décisifs – sur le plan symbolique en tout cas – de la fin d'une époque et du début d'une autre, un moment qui marque de ce fait un tournant dans l'histoire du genre humain. Un grand historien de la Révolution, Georges Lefebvre, soulignait : « En proclamant la liberté, l'égalité et la souveraineté populaire, la Déclaration dressa l'acte de décès de l'Ancien Régime, détruit par la Révolution. » Parmi les milliers de témoignages que nous ont laissés les historiens du siècle dernier à propos de la signification profonde de cet acte, je choisirai celui d'un écrivain politique, qui fut aussi le premier à remettre en question l'image que la Révolution avait eue d'elle-même : Alexis de Tocqueville. Évoquant la première phase de la Révolution de 1789, il la décrivait comme « un temps de jeunesse, d'enthousiasme, de fierté, de passions généreuses et sincères dont, malgré ses erreurs, les hommes conserveront éternellement la mémoire et qui, pendant longtemps encore, troublera le sommeil de tous ceux qui voudront les corrompre ou les asservir ».

Curieusement, on retrouve le même terme d'« enthousiasme » (un mot que Voltaire, dans son rationalisme, détestait) chez Kant qui, tout en condamnant le régicide comme une abomination, soulignait que « cette révolution d'un peuple riche de spiritualité », si elle avait pu accumuler « misère et cruauté », avait néanmoins rencontré « une participation d'aspirations qui frise l'enthousiasme » et ne pouvait avoir pour cause qu'une « disposition morale de l'espèce humaine ». Aussitôt après avoir défini l'enthousiasme comme « la participation au bien avec passion », il ajoutait que « le véritable enthousiasme se réfère seulement et toujours à ce qui est idéal, à ce qui est purement moral » et que la cause morale de cet enthousiasme était « le droit d'un peuple à ne pas être empêché par d'autres forces de se donner une constitution civile qu'il croit bonne ». Ainsi Kant bail-il directement l'aspect de la Révolution qu'il jugeait positif au droit d'un peuple à décider par lui-même de son propre destin. Et ce droit, qui se

L'HOMME ET SES DROITS

serait manifesté tout d'abord dans la Révolution française, était le droit à la liberté dans l'un des deux sens principaux de ce terme : la liberté comme autodétermination, comme autonomie, comme la capacité de se donner à soi-même une législation, comme l'antithèse de toutes les formes de pouvoir paternel ou patriarcal qui avaient caractérisé les gouvernements despotiques traditionnels.

En dépit des désaccords qu'il exprima à plusieurs reprises à l'égard de l'idéalisme abstrait de Kant, et de son sentiment d'une certaine supériorité des Allemands, qui n'avaient pas eu besoin de la Révolution parce qu'ils avaient eu, eux, la Réforme, Hegel, lorsqu'il aborda la Révolution française, dans ses leçons de philosophie de l'Histoire, ne pouvait dissimuler son admiration et, à son tour, parlait d'un « enthousiasme de l'esprit » (« *Enthusiasmus des Geistes* »), d'une « réconciliation du divin avec le monde ». Lorsqu'il évoquait « une aurore splendide », qui fit que « tous les êtres pensants se sont accordé à célébrer cette époque », il exprimait, à travers cette métaphore, sa conviction que la Révolution avait donné naissance à une nouvelle époque de l'Histoire ; et il se réferait alors, explicitement, à la Déclaration, dont le but était d'après lui celui, tout politique, de protéger fermement les droits naturels, dont le principal est la liberté, suivie de l'égalité devant la loi, qui la détermine a posteriori.

Droits naturels, droits civils

La première défense de la Déclaration, vaste, historiquement documentée et philosophiquement argumentée, fut celle que contenaient les deux volumes des *Droits de l'homme* de Thomas Paine, respectivement en 1791 et en 1792. L'œuvre est en grande partie un pamphlet contre Edmund Burke qui, pour défendre la Constitution anglaise, avait attaqué avec âpreté la Révolution, dès sa première phase, et avait dit, à propos des droits de l'homme : « Nous ne nous sommes pas laissés vider de nos sentiments pour nous remplir artificiellement, tels des oiseaux naturalisés dans un musée, de paille et de chiffons et d'insipides morceaux de papier exaltant les droits de l'homme. » Burke range du côté des sentiments naturels la crainte de Dieu, le respect du roi, l'amour pour le Parlement, du côté, au contraire, des sentiments non-naturels ou pis, « faux et illégitimes », ceux qui (et l'allusion aux droits naturels est ici évidente) nous enseignent « une insolence servile, licencieuse et

désordonnée, une sorte de liberté qui ne dure que quelques jours de fête », et nous font « justement mériter un éternel et misérable esclavage ». Il précisait que les Anglais sont des hommes liés aux sentiments les plus naturels, en dépit des préjugés : « Nous nous gardons bien de permettre aux êtres humains de vivre et d'agir en se réglant sur les lumières de leur propre rationalité individuelle..., car nous considérons qu'il vaut mieux pour chacun user du patrimoine d'expériences accumulées par les peuples, au long des siècles. »

Pour fonder les droits de l'homme, Paine – et il ne pouvait alors en aller autrement – propose une justification religieuse. Découvrir ces fondements, exige, dit-il, de ne pas rester dans l'Histoire, comme l'avait fait Burke, mais de transcender l'Histoire pour remonter jusqu'aux origines, au moment où l'homme est sorti des mains du Créateur. L'Histoire ne prouve rien, sinon nos propres erreurs, dont il nous faut nous libérer. Le seul point de

départ, pour ce faire, est la réaffirmation de l'unité du genre humain, que l'Histoire a divisé. Ainsi seulement découvre-t-on que l'homme, avant de jouir de droits civils qui sont le produit de l'Histoire, jouit de droits naturels qui les précèdent, et que ces droits naturels sont le fondement de tous les droits civils. Plus précisément : « Sont dits droits naturels ceux qui s'attachent à l'homme en vertu de son existence. Appartiennent à cette catégorie tous les droits intellectuels, ou droits de l'esprit, et aussi tous les droits d'agir en tant qu'individu pour son propre bien-être et son propre bonheur sans léser les droits naturels d'autrui ». Distinguant trois formes de gouvernement – celui qui se fonde sur la superstition, ou gouvernement du clergé, celui qui se fonde sur la force, ou gouvernement des conquérants – il appelait le troisième, fondé sur l'intérêt commun, « gouvernement de la raison ».

Paine, avant d'arriver en France, avait activement participé à la révolu-



BOBBIO, Norberto
La Guerre et ses théories
PUF, 216 p., 1970
On Mosca and Pareto
Droz, 80 p., 1972

Les Déclarations des droits de l'homme de 1789
Textes réunis et présentés par Christine Fauré.
Payot, 387 p., 1988

BAKER, K.M.
Condorcet, raison et politique
prés. par F. Furet
Hermann, 623 p., 1988

(1) On lira à ce propos l'article « enthousiasme » du Dictionnaire philosophique, dans lequel l'enthousiasme est opposé à la raison car, alors que la raison voit les choses comme elles sont, l'enthousiasme est comme le vin qui peut exciter tant de tumultes dans les vaisseaux sanguins et de si violentes vibrations dans les nerfs, que la raison en est tout à fait détruite ».

(2) T. Paine, les Droits de l'homme. Paine explique ainsi le passage des droits naturels aux droits civils : « Les droits naturels qui ne sont pas conservés sont tous ceux pour lesquels, bien que le droit soit parfait en l'individu, le pouvoir de les mettre en actes est insuffisant. » L'inspiration lockienne de ce passage est évidente : le passage de l'état de nature à l'état civil se fait à travers la renonciation, de la part des individus – qui sont obligés d'agir ainsi – à certains droits naturels. Dans le modèle lockien, cette renonciation est très limitée, puisque le seul droit auquel il faille renoncer pour entrer dans l'état civil est l'autodéfense.

(3) Au début de son ouvrage précédent, *Common sense* (1776), Paine avait exprimé de façon incisive l'opposition entre la bonne société et le mauvais Etat : la société est produite par nos besoins, le gouvernement, par notre malin génie ; la première assure positivement notre bonheur en unissant nos affects, la seconde l'assure négativement en mettant un frein à nos vices.

(4) Kant : « Un gouvernement fondé sur le principe de la bienveillance envers le peuple, comme le gouvernement d'un père sur ses fils, c'est-à-dire un gouvernement paternaliste (*imperium paternale*), dans lequel les sujets, tels des enfants mineurs incapables de distinguer ce qui leur est utile ou néfaste, sont contraints de se comporter passivement, attendant que le chef de l'Etat juge de quelle façon ils doivent être heureux, est le pire despotisme que l'on puisse imaginer » (sous le titre « Ceci peut être juste en théorie, mais ne vaut pas dans la pratique »).

(5) Mazzini, on le sait, considérait que la Révolution française avait détruit à juste titre une société vieille et injuste, mais qu'elle devait être dépassée par une autre révolution qui opposerait l'âge de l'individu à l'âge de l'association, et, à la Déclaration des droits, celle des devoirs.

(6) C. Rosselli, *Socialisme libéral. Le fondement de la doctrine du socialisme libéral* consistait dans la conviction que la future révolution socialiste ne serait pas l'antithèse, mais le développement nécessaire de la Révolution de 1789.

AULARD, François
Alphonse

Le Culte de la Raison et le culte de l'Être suprême (1793-1794) : Essai historique Scientia antiquariat K. Schill, 1975

Histoire politique de la Révolution française Scientia antiquariat K. Schill, 1977

BURKE, Edmund

Réflexions sur la Révolution de France et sur les procédés de certaines sociétés à Londres relatifs à cet événement

Stabione, 546 p., 1974

tion américaine, laissant de nombreux écrits et, en particulier, un essai *Common sense* (1776) dans lequel, bien qu'il fût sujet britannique, il avait éprement critiqué le pouvoir royal et réclamé le droit à l'indépendance pour les Etats américains ; il se fondait sur la thèse, si caractéristique du libéralisme le plus authentique, selon laquelle l'heure était venue pour la société civile de s'émanciper du pouvoir politique, parce que, alors que la société est une bénédiction, le gouvernement, tels les vêtements qui couvrent notre nudité, est l'emblème de l'innocence perdue³.

Par son action et par son œuvre, Paine représenta la continuité entre les deux révolutions. Il ne faisait pas de doute pour lui que la seconde était le prolongement de la première et que, d'une façon générale, la révolution américaine avait ouvert la porte à la révolution d'Europe : les principes qui les inspiraient étaient identiques, tout comme leur fondement, le droit naturel ; identique aussi leur débouché, un gouvernement fondé sur le contrat social, la république comme gouvernement repoussant à jamais la loi du pouvoir héréditaire, la démocratie comme gouvernement de tous.

L'américaine et la française

Le rapport réel entre les deux révolutions, bien plus complexe en réalité, a été continuellement réexaminé et débattu au cours de ces deux siècles. Les problèmes sont au nombre de deux : quelle a été l'influence de la plus ancienne sur la plus récente ; cette influence a-t-elle été déterminante ? Laquelle des deux, considérée en elle-même, est supérieure à l'autre, sur le plan politique et sur le plan éthique ?

En ce qui concerne le premier problème, le débat fut particulièrement vif à la fin du siècle lorsque Jellinek, dans un ouvrage célèbre publié en 1896, nia, en se fondant sur un examen synoptique, l'originalité de la Déclaration française ; il suscita des ripostes enflammées de ceux qui soutenaient que la ressemblance était due à l'inspiration commune et qu'elle était au reste fort improbable, étant donné la faible connaissance que les constituants pouvaient avoir des divers Bill of Rights américains. Ce qui n'est pas tout à fait vrai. Il suffit de penser à la part que prit La Fayette, le héros de l'indépendance américaine, à la rédaction de la Déclaration. « Il ne fait pas de doute, a-t-on écrit récemment, que l'exemple américain a joué un rôle décisif dans l'élaboration de la déclaration française ».

A y bien regarder, il y a quelques différences de principe, même s'il faut se garder de les surestimer, car l'inspiration et les sources doctrinales ont certainement été communes. Dans la Déclaration de 1789, le « bonheur » n'apparaît pas parmi les « buts » (l'expression « bonheur de tous » figure uniquement dans le préambule) et le terme de « bonheur » n'est plus un mot clé de ce document, comme il l'était dans les chartes américaines, à commencer par celle de Virginie (1776), connue des constituants français, et dans laquelle certains droits inhérents (terme traduit de façon quelque peu exagérée par « innés ») sont protégés, car ils permettent la recherche du « bonheur » et de la « sécurité ». En quoi consistait le bon-

heur et quel rapport y avait-il entre le bonheur et le bien public : c'était là l'un des thèmes débattus par les philosophes, mais à mesure que la figure de l'Etat libéral, de l'Etat de droit, prenait corps, l'idée qu'il était du devoir de celui-ci d'assurer le bonheur de ses sujets fut complètement abandonnée. Là encore, c'est Kant qui s'exprima de la façon la plus éclairante lorsque, défendant un Etat libéral pur dont le but est de faire en sorte que la liberté de chacun puisse se déployer sur la base d'une loi universelle de la raison, il repoussait l'Etat « eudémologique », qui prétend que son devoir est de rendre heureux ses sujets, alors qu'il doit en fait se limiter à leur donner assez de liberté pour permettre à chacun de rechercher à sa façon son propre bonheur⁴.

D'autre part, et on l'a souvent noté, la déclaration française s'inspire d'un individualisme encore plus intransigeant que celui de la déclaration américaine.

tuants français entendent, eux, affirmer d'abord et exclusivement les droits des individus. L'idée dont s'inspirera la Constitution jacobine sera tout autre. Son article 1^{er} proclame en effet : « le but de la société est le bonheur commun », et fait passer ce qui est le propre de tous devant ce qui appartient aux individus, le bien de tous devant les droits des parties.

Quant à la question de savoir laquelle des deux déclarations est supérieure à l'autre sur les plans éthique et politique, elle fait l'objet d'une controverse fort ancienne. Déjà lors de la discussion à l'Assemblée nationale, l'un des membres de celle-ci, Pierre-Victor Malouet, intendait des finances, député de la Basse-Auvergne, avait exprimé un avis contraire à la proclamation des droits ; il affirmait que ce qui avait été bon pour les Américains, qui avaient « pris l'homme dans le sein de la nature et le présentent à l'univers dans sa souveraineté primitive » et qui étaient

fort éloignés de la mer : « Lorsque, à Paris, dans le grand océan humain, les vagues de la Révolution se soulevaient, bouillonnaient et se déchainaient furieusement, au-delà du Rhin, les cœurs allemands murmuraient et frémisaient ».

Combien souvent il résonna, ce rappel des principes de 1789, dans les moments cruciaux de l'histoire d'Italie ! Je me contenterai d'en évoquer deux, le Risorgimento et l'opposition au fascisme. Tout en préconisant une nouvelle ère qu'il appela « sociale », Mazzini reconnut que se trouvaient rassemblés dans la Déclaration des droits de 1789 « les acquis de l'époque chrétienne, la liberté conquise dans la sphère des idées par le monde gréco-romain, l'égalité conquise par le monde chrétien, et la fraternité, qui est la conséquence immédiate de ces deux termes »⁵. Et Carlo Rosselli, dans le livre-programme écrit durant son exil et publié en France en 1930, *Socialisme libéral*, soulignait que le principe de liberté qui s'était étendu à la vie culturelle durant les XVII^e et XVIII^e siècles avait atteint son apogée avec l'*Encyclopédie* « pour finalement triompher, sur le plan politique, avec la Révolution de 1789 et sa Déclaration des droits »⁶.

En bien comme en mal, je l'ai dit⁷. La condamnation des principes de 1789 a été l'un des leitmotifs habituels de tous les mouvements antirévolutionnaires, de Joseph de Maistre à l'Action française. Mais il suffit de citer quelques lignes du prince des écrivains réactionnaires, Nietzsche (avec lequel une nouvelle gauche déboussolée flirte depuis quelque temps). Dans l'un des derniers *Fragments posthumes* il écrivait : « Notre hostilité à la Révolution ne renvoie pas à la farce sanglante, à l'immoralité dans laquelle elle se déroula ; mais à sa moralité de troupeau, à ces « vérités » avec lesquelles, toujours et encore, elle continue de produire ses effets, à son image contagieuse de « justice et liberté », à la quelle se prennent toutes les âmes médiocres, au renversement de l'autorité des classes supérieures. » Quelques années plus tard, l'un de ses descendants italiens, G. Papini (inconscient peut-être de cette ascendance), lui faisait écho, lorsqu'il raillait « l'apothéose des blagues ronflantes de la Révolution française : Justice, Fraternité, Egalité, Liberté ».

Liberté et propriété

Le noyau doctrinal de la Déclaration est contenu dans ses trois premiers articles : le premier concerne la condition naturelle de l'individu avant la formation de la société civile ; le second, le but de la société politique qui vient, sinon chronologiquement, du moins axiologiquement après l'état de nature ; le troisième, le principe de légitimité du pouvoir qui appartient à la nation.

La formulation du premier : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » a été reprise presque à la lettre par l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Rousseau avait écrit au début du *Contrat social* : « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers. » Il s'agissait, on l'a dit plus d'une fois, d'une naissance non pas naturelle, mais idéal-

CONTRAT

Je ne veux pas être gratifié par un dieu quelconque.
J'ai depuis toujours le mien,
pour mon usage, pour mon redressement,
pour l'humilité aussi qu'il me fait.

Il arrive parfois que l'âme de l'homme pue
comme le poil trempé d'un chien.
Je ne blasphème point. Je demande seulement
que la douleur fasse mal et que la larme soit une larme.

Jan SKÁCEL

donc « préparés à recevoir la liberté dans toute son énergie », ne l'était pas autant pour les Français dont « une immense multitude » se composait d'hommes sans propriété qui attendaient d'un gouvernement la sécurité du travail – ce qui les rendait, du reste, dépendants – bien plus que la liberté...

Les vagues de la Révolution

Laissons aux historiens cette querelle sur le rapport entre les deux déclarations. En dépit de l'influence immédiate qu'exerça en Europe la révolution des treize colonies, et de la rapide formation, sur le Vieux Continent, du mythe américain, c'est la Révolution française qui constitua, pendant presque deux siècles, le modèle idéal pour tous ceux qui combattaient pour leur émancipation et la libération de leur peuple. Ce sont les principes de 1789 qui marquèrent, en bien comme en mal, un point de référence obligé pour les amis et les ennemis de la liberté, invoqués par les uns, excrétés par les autres. On me permettra de rappeler, pour illustrer la force d'expansion souterraine et immédiate de la Révolution française en Europe, la splendide image de Heine : il comparait le frémissement des Allemands, attendant les nouvelles de ce qui se passait en France, au murmure qui monte de ces gros coquillages que l'on pose en guise d'ornement sur les cheminées, un murmure perceptible alors même qu'ils sont depuis longtemps

le. Que les hommes ne naissent ni libres ni égaux en droits, telle était la doctrine courante, depuis que la croyance en un mythique âge d'or, qui remontait à l'Antiquité et avait été reprise au cours de la Renaissance, s'était vue supplanter par la théorie, due à Lucrèce et parvenue jusqu'à Vico, de l'origine sauvage de l'homme et de la barbarie primitive. L'hypothèse selon laquelle les hommes sont libres et égaux, dans l'état de nature décrit par Locke au début du *Second Traité sur le gouvernement civil*, était une hypothèse rationnelle : il ne s'agissait ni d'une constatation de fait ni d'une donnée historique. C'était une exigence de la raison, qui serait seule capable de renverser radicalement la conception séculaire d'après laquelle le pouvoir politique, le pouvoir sur les hommes, l'imperium, procède du haut vers le bas, et non le contraire. Cette hypothèse devait servir, toujours selon Locke, « à bien comprendre le pouvoir politique et à le faire dériver de son origine ».

C'était là, précisément, le but que s'étaient proposé les constituants français, qui déclaraient aussitôt après, dans l'article 2, que « le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme », à savoir la liberté, la propriété, la sécurité et la résistance à l'oppression. L'expression « contrat social » n'apparaît pas dans cet article, mais l'idée du contrat est implicite dans le mot « association ». On entend, on ne peut qu'entendre par « association » une société de contrat. Le lien entre les deux articles tient à ce que le premier parle d'égalité dans les droits, cependant que le second précise quels sont ces droits, parmi lesquels ne figure plus l'égalité ; celle-ci réapparaît cependant dans l'article 6, qui prévoit l'égalité devant la loi, et dans l'article 13, qui prévoit l'égalité fiscale.

Des quatre droits cités, seule la liberté est définie (art. 4). Elle apparaît comme le droit de « pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui », définition qui s'écarte de l'acception courante, de

article de la Déclaration considère comme « un droit inviolable et sacré », c'est sur elle que se concentreront les critiques des socialistes, et c'est à cause d'elle que la Révolution de 1789 restera dans l'Histoire comme une révolution bourgeoise. La mention de la propriété parmi les droits naturels de l'homme découle d'une ancienne tradition juridique bien antérieure à l'affirmation de la doctrine des droits naturels. C'était une conséquence de l'autonomie, dans le droit romain classique, de la doctrine des modes originels d'acquisition de la propriété, par l'occupation et le travail, et des modes dérivés, par le contrat ou la succession ; des modes qui appartiennent les uns et les autres à la sphère des relations privées puisqu'ils s'exercent en dehors de la sphère publique. Sans remonter trop loin dans le temps, la théorie de Locke, l'un des principaux inspireurs de la liberté moderne, était bien connue ; d'après lui, la propriété découle du travail individuel, c'est-à-dire d'une activité qui s'exerce avant l'Etat et en dehors de lui. Contrairement à ce que l'on pourrait penser aujourd'hui, après les revendications historiques des non-possédants contre les propriétaires - revendications qui portèrent les mouvements socialistes du XIX^e siècle -, le droit de propriété fut considéré des siècles durant comme un rempart, le plus solide de tous, contre le pouvoir arbitraire du souverain. C'est Hobbes, en revanche, le théoricien le plus rigoureux de l'absolutisme, qui eut l'audace de dénoncer comme séditionneuse, et donc comme condamnable dans un Etat fondé sur les principes de la raison, la théorie selon laquelle « les citoyens ont la propriété absolue des choses qui sont en leur possession »⁽⁷⁾.

Le droit de résistance

Il ne fait pas de doute que l'on retrouve aussi la pensée de Locke, bien qu'elle soit plus ancienne, derrière l'affirmation du droit de résister à l'oppression. Ayant soutenu que la raison pour laquelle les hommes entrent en société est la conservation de leurs propriétés, en plus de la liberté, Locke en déduisait que lorsque le gouvernement viole ces droits, il se met en état de guerre contre son peuple ; celui-ci est, dès lors, libéré de tout lien d'obéissance, et il ne lui reste que « le commun refuge que Dieu a offert à tous les hommes contre la force et la violence » : reprendre sa liberté originelle et résister. Juridiquement, le droit à la résistance est un droit secondaire, tout comme sont des normes secondaires celles qui veillent à la protection des normes primaires.

En toute logique, aucun gouvernement ne peut garantir l'exercice du droit à la résistance, qui se manifeste précisément lorsque le citoyen ne reconnaît plus l'autorité du gouvernement et que le gouvernement, à son tour, n'a plus aucune obligation envers lui. Faisant peut-être allusion à cet article, Kant dira que « pour que le peuple soit autorisé à résister, il faut qu'une loi publique le lui permette » ; mais une telle disposition serait contradictoire, car dès lors que le souverain admet la résistance contre lui, il renonce à sa propre souveraineté et le sujet devient souverain à sa place. Il est impossible que les constituants ne se soient pas rendus compte de cette contradiction.

Mais, comme l'explique Lefebvre, l'introduction parmi les droits naturels du droit de résister était due au souvenir immédiat du 14 juillet et à la crainte d'un nouvel assaut de l'aristocratie : ce n'était donc que la justification posthume de la lutte contre l'Ancien Régime. Dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, le droit de résister n'apparaît pas, mais on lit dans le « Préambule » que les droits de l'homme dont l'énumération suit doivent être protégés « si l'on veut éviter que l'homme ne soit contraint en dernier recours à la rébellion contre la tyrannie et l'oppression ». Cela revient à dire que la résistance n'est pas un droit, mais que, dans des circonstances déterminées, elle devient une nécessité (comme l'indique le mot « contraint »).

Le troisième article, selon lequel « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation », reflète fidèlement le débat qui s'était déroulé durant le mois de juin, lorsque avait été repoussée la proposition de Mirabeau d'adopter le terme de « peuple », qui marquait une différence par rapport aux deux autres ordres, de préférence à « nation », terme plus large, plus global, unificateur, que proposait l'abbé Sieyès et qui a donné son nom à l'Assemblée nationale. Ce troisième article exprime l'idée - qui devait devenir par la suite l'un des concepts de base de tout gouvernement démocratique - que la représentation est une et indivisible, autrement dit, qu'à la différence de la société de l'époque elle ne saurait être divisée sur la base des ordres ou états et qu'elle est composée non de corps séparés, mais d'individus singuliers, qui comptent chacun pour un, conformément à un principe qui justifiait depuis lors la méfiance de tous les gouvernements démocratiques à l'égard de la représentation des intérêts. Cette conception de la souveraineté une et indivisible de la nation contenait aussi, implicitement, le principe de l'interdiction du mandat impératif ; ce principe, fermement soutenu par Sieyès, inspire déjà l'article 6, selon lequel la loi est l'expression de la volonté générale, et se trouve explicitement formulée dans l'article 8 du préambule de la loi du 22 décembre 1789 qui dispose : « Les représentants nommés à l'Assemblée nationale par les départements devront être considérés non comme les représentants d'un département particulier, mais comme les représentants de la totalité des départements, c'est-à-dire de la nation tout entière ».

Représentation individuelle et non par corps séparés, et interdiction du mandat impératif : telles étaient les deux innovations qui concouraient à la destruction de la société par ordres dans laquelle, chacun d'eux ayant une organisation judiciaire distincte, les individus ne sont égaux ni dans leurs droits ni devant la loi. De ce point de vue, la Déclaration méritait bien d'être appelée - comme l'a fait un grand historien de la Révolution, Alphonse Aulard, la « condamnation à mort de l'Ancien Régime ». Le coup de grâce ne sera pourtant donné à celui-ci que dans le Préambule de la Constitution de 1791, qui proclame sèchement qu'il « n'y a plus ni noblesse ni pairie ni distinctions héréditaires ni distinctions d'ordres ni régime féodal. Il n'y a plus pour aucune partie de la nation ni pour aucun individu aucun

privilège ni exception au droit commun de tous les Français ».

La Déclaration a fait l'objet depuis lors de deux critiques récurrentes et opposées : on lui a reproché d'être excessivement abstraite - la critique



venait en général des réactionnaires et des conservateurs - cependant que Marx, et la gauche en général, lui reprochaient d'être excessivement liée aux intérêts d'une classe particulière.

De l'abstrait et du concret

L'accusation d'abstraction a été répétée un nombre incalculable de fois : du reste, le caractère abstrait de la pensée des Lumières est l'un des lieux communs de tous les courants hostiles à ces mêmes Lumières. Inutile de rappeler le mot célèbre de Joseph de Maistre qui voyait des Anglais, des Allemands, des Français et, grâce à Montesquieu, savait que l'on pouvait aussi être persan, mais n'avait jamais vu l'homme, l'homme en général : s'il existait, c'était à son insu. Je me contenterai de citer un jugement de Taine, moins connu mais guère moins drastique, selon lequel la plupart des articles de la Déclaration « ne sont que dogmes abstraits, définitions métaphysiques, axiomes plus ou moins littéraires, c'est-à-dire plus ou moins faux, tantôt vagues tantôt contradictoires, susceptibles de plusieurs significations et de significations opposées... une sorte d'enseigne pompeuse inutile et pesante qui... risque de lombrer sur la tête des passants, étant chaque jour secouée par des mains violentes ». Quant à ceux qui ne se contentent pas de ces lamentations (ou de ces imprécations, comme on voudra) et s'intéressent à une critique d'ordre philosophique, je leur conseillerai la lecture de l'Addition au § 539 de l'Encyclopédie de Hegel, dans lequel il est dit, outre de nombreuses et importantes considérations, que liberté et égalité existent si peu par nature qu'elles sont au contraire « un produit et un résultat de la conscience historique », laquelle varie, du reste, selon les nations⁽⁸⁾.

Mais est-il vrai que les constituants français étaient si peu avisés, qu'ils avaient à ce point la tête dans les nuages et les pieds si peu sur terre ? A cette question, on a répondu quantité de fois, en faisant observer que ces droits apparemment abstraits étaient en réalité, dans l'intention des constituants, des instruments de combat politique, et que chacun d'eux devait être interprété



Hobbes à Montesquieu, selon laquelle la liberté consiste à faire tout ce que les lois permettent, et de celle de Kant pour qui la liberté n'a comme limites que la liberté d'autrui. La sécurité sera définie dans l'article 8 de la Constitution de 1793 comme la « protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés ».

Quant à la propriété, que le dernier

(7) Tandis que j'écrivais ces pages, j'ai reçu le livre de G. Tamagnini, *Rivoluzione francese e diritti de l'uomo* : alcuni pro e alcuni contro. Les adversaires dont parle l'auteur sont essentiellement Burke et Bentham. Mais, à la différence de la critique de Burke, qui était essentiellement politique, celle de Bentham était surtout philosophique, dans la mesure où elle nait, à partir d'un point de vue que l'on devait ensuite appeler « positivisme juridique », que l'individu puisse avoir des droits qui ne lui aient pas été conférés par l'Etat, et de ce fait, accusait d'erreur les constituants français.

(8) Il faut aussi souligner que la défense de la propriété comme droit individuel naturel avait une cible bien précise, la propriété féodale, dont la condamnation fut solennellement prononcée dans la nuit du 4 août après qu'eut été approuvée la proposition de déclaration. G. Solari, dans *Individualismo e diritto privato*, attire l'attention sur le rapport entre l'affirmation de la propriété bourgeoise et la condamnation de la propriété féodale.

(9) Lorsque ces deux catégories de la liberté et de l'égalité sont maintenues sous la forme de l'abstraction telle qu'elle découle de leur définition comme droits naturels antérieurs à l'Etat, « ce sont elles précisément qui empêchent de surgir, ou détruisent, la forme concrète : à savoir l'organisation de l'Etat, une constitution et un gouvernement en général ». On verra que ces affirmations apparaissent comme des additions au paragraphe dans lequel Hegel définit l'Etat comme une « totalité organisée » et la constitution comme « l'organisation du pouvoir de l'Etat ». Il s'agit, en le voit, d'une conception nettement anti-individualiste, et aussi, de ce fait, anti-contractualiste, de l'Etat, sur laquelle je me suis plus longuement penché dans mon texte sur la « costituzione in Hegel », in *Studi hegeliani*.

BACZKO, Bronislaw
Comment sortir de
la Terreur
Gallimard, 353 p. 1989

(10) Cette affirmation de Tocqueville semble faire écho à l'hymne que Paine avait adressé à la Révolution lorsqu'il avait écrit que ce à quoi elle avait donné naissance était « tellement nouveau et intégral que le nom de révolution semblait le diminuer, et qu'il méritait plutôt celui de « régénération de l'homme ».

(11) K. Marx, la Question juive. La critique de l'individualisme, entendu au sens péjoratif, de la Déclaration, ne vient pas seulement de Marx : c'est un lieu commun de l'historiographie de gauche, (et, à l'opposé de l'extrême droite). F. Furet, in la Gauche et la Révolution au milieu du XIX^e siècle, rappelle que pour Buchez, auteur d'une Histoire parlementaire de la Révolution française, les droits de l'homme ont été la grande erreur de la Révolution, du fait de l'inadaptation de ces principes à construire une communauté, pour ce qui concerne les individus définis dans leurs sphères particulières.

JELLINEK, Oskar -
La Naissance d'Homère
Lettres modernes
64 p., 1963

KANT, Emmanuel
Œuvres philosophiques
1. Des premiers écrits à la Critique de la raison pure
Gallimard, Pléiade, 1840 p., 1980
2. Des prolégomènes aux écrits de 1791
Gallimard, Pléiade, 1632 p., 1984
3. Les Derniers Écrits
Gallimard, Pléiade, 1548 p., 1985

LAMENNAIS, Hugues
Félicité Robert de
Pages choisies
Nouv. éd. latines,
64 p., 1945

LEFEBVRE, Georges
La Révolution française
PUF, 704 p., 1980
Quatre vingt-neuf
Messidor, 308 p., 1970

LDCKE, John
Deuxième Traité
du gouvernement civil :
constitutions
fondamentales
de la Caroline
Vrin, 256 p., 1967
Essai philosophique
sur l'entendement
humain
Vrin, 680 p., 1972

MAISTRE, Joseph de
Œuvres complètes
Slatkine, 7 vol., 1979

comme l'antithèse d'un abus de pouvoir que l'on entendait combattre. Car les révolutionnaires, comme l'avait déjà dit Mirabeau, bien plus qu'une déclaration abstraite des droits, avaient voulu dresser un acte de guerre contre les tyrans⁽¹⁰⁾. Que ces droits aient été ensuite proclamés comme s'ils étaient inscrits sur quelque Table de la loi, hors du temps et de l'espace, cela s'explique (Tocqueville le montrera) par le fait que la Révolution française était une révolution politique : elle avait procédé à la manière des révolutions religieuses, lesquelles considèrent l'homme en soi, sans s'arrêter à ce que les lois, les coutumes et les traditions d'un peuple peuvent avoir greffé de particulier sur ce fond commun. La Révolution française avait procédé comme les révolutions religieuses parce qu'elle « avait l'air de tendre à la régénération du genre humain, plus encore qu'à la réforme de la France ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, selon Tocqueville, elle put allumer des passions que, jusqu'alors, les révolutions politiques, même les plus violentes, n'avaient jamais pu susciter.

sommes encore trop immergés dans le courant de cette Histoire pour en voir le point d'aboutissement. Il me semble difficile de nier que l'affirmation des droits de l'homme, et in primis de la liberté ou, mieux, des libertés individuelles, soit l'un des points d'appui de la pensée politique universelle, un point d'appui qui ne permet pas de retour en arrière.

Marx reprochait à la Déclaration d'être inspirée par une conception individualiste de la société. L'accusation était tout à fait fondée, mais est-elle acceptable ?

Au centre l'individu

Certes, le point de vue que choisit la Déclaration pour apporter une solution à l'éternel problème des rapports gouvernants-gouvernés est celui de l'individu, de l'individu singulier, considéré comme le détenteur du pouvoir souverain, dans la mesure où, dans l'hypothétique état de nature présocial, il n'existe encore aucun pouvoir au-dessus de lui. Le pouvoir politique, ou pouvoir des indivi-

dent qu'une minorité, même dans une démocratie.

Le point de vue traditionnel avait pour effet d'attribuer aux individus non des droits, mais surtout des obligations, à commencer par l'obligation d'obéir aux lois, c'est-à-dire aux ordres du souverain. Les codes moraux et juridiques ont été à travers les siècles, des Dix Commandements aux Douze Tables, des ensembles de règles impératives qui fixent les obligations, et non les droits des individus. Réexaminons, par contre, les deux premiers articles de la Déclaration. Apparaît d'abord l'affirmation que le gouvernement, en conséquence justement de ces droits, s'oblige à les garantir. Le rapport traditionnel entre droits des gouvernants et obligations des sujets est parfaitement inversé. Même les « chartes des droits » qui précéderent celles de 1776 en Amérique et celle de 1789 en France, de la Grande Charte au Bill of Rights de 1689, ne reconnaissent pas les droits ou les libertés comme existant antérieurement au pouvoir souverain, mais les concédaient, les accordaient, et devaient apparaître, même si elles étaient le résultat d'un pacte entre les sujets et le souverain, comme un acte unilatéral de ce dernier. Ce qui équivalait à dire que, sans une telle concession de la part du souverain, le sujet n'aurait jamais eu aucun droit. Il n'en ira pas autrement au XIX^e siècle : lorsque apparaîtront les monarchies constitutionnelles, on dira que les constitutions ont été octroyées par les souverains. Le fait que ces constitutions aient été la conséquence d'un conflit entre roi et sujets, conclu par un pacte, ne devait pas effacer l'image sacralisée du pouvoir selon laquelle ce qu'obtiennent les citoyens est le résultat d'une gracieuse concession du prince.

Les déclarations des droits étaient destinées à renverser cette image. Et elles devaient y parvenir peu à peu. Aujourd'hui, le concept même de démocratie est indissociable de celui des droits de l'homme. Éliminez la conception individualiste de la société : vous ne parviendrez plus à justifier la démocratie comme forme de gouvernement. Est-il une meilleure définition de la démocratie que celle d'une société dans laquelle les individus, tous les individus, détiennent une part de souveraineté ? Et comment ce concept a-t-il pu se constituer de façon irréversible, sinon par l'inversion du rapport entre pouvoir et liberté, dans lequel désormais la liberté précède le pouvoir ? J'ai souvent eu l'occasion de dire qu'il serait plus correct, lorsqu'on se réfère à une démocratie, de parler de souveraineté des citoyens plutôt que de souveraineté populaire. Le concept de « peuple » est en effet un concept ambigu, dont se sont servi toutes les dictatures modernes. C'est une abstraction parfois trompeuse : on ne sait pas clairement quelle proportion des individus qui vivent sur un territoire recouvre le terme de « peuple ». Ce n'est pas le peuple qui prend les décisions collectives, ce sont les individus, nombreux ou pas, qui le composent. Dans une démocratie, les décisions collectives sont toujours prises, directement ou indirectement, par les individus singuliers, et eux seuls, au moment où ils jettent leur bulletin dans l'urne.

Ceux qui ne peuvent se représenter la société que comme un organisme auront

peut-être du mal à l'admettre, mais, qu'on le veuille ou non, la société démocratique n'est pas un corps organique, c'est une somme d'individus. Si ce n'était pas le cas, le principe de la majorité, règle fondamentale de décision en démocratie, n'aurait aucune justification. Car cette majorité est le résultat d'une simple somme arithmétique, dans laquelle on additionne les suffrages des individus, pris un par un. Conception individualiste et conception organique de la société sont donc irrémédiablement opposées. Il est absurde de se demander laquelle est la plus vraie dans l'absolu. Par contre, il est parfaitement raisonnable d'affirmer que seule la première permet véritablement de comprendre et de faire comprendre ce qu'est la démocratie.

Il faut se méfier de ceux qui soutiennent une conception anti-individualiste de la société. L'anti-individualisme a plus ou moins servi de terreau à toutes les doctrines réactionnaires. Burke disait : « Les individus disparaissent comme des ombres ; seule la communauté est fixe et stable. » De Maistre disait : « Soumettre le gouvernement à la discussion individuelle signifie le détruire. » Et Lammenais : « L'individualisme, en détruisant l'idée de l'obéissance et du devoir, détruit le pouvoir et la loi. » Il ne serait pas difficile de trouver des citations analogues du côté de la gauche antidémocratique. Par contre, il n'y a aucune constitution démocratique, à commencer par celle de la République italienne, qui ne présuppose l'existence d'individus singuliers qui possèdent des droits en tant que tels. Et comment pourrait-on affirmer que ceux-ci sont « inviolables » si l'on ne pose pas d'abord que l'individu est axiologiquement supérieur à la société, dont il vient à faire partie ?

Les cassandre peuvent avoir tort

La conception individualiste de la société a fait beaucoup de chemin. Les droits de l'homme, qui avaient été affirmés – et ils continuent de l'être – dans les constitutions de différents États, ont été aujourd'hui reconnus et solennellement proclamés dans le cadre de la communauté internationale, au point que la doctrine et la pratique du droit international en ont été radicalement bouleversées : l'individu singulier a été élevé au statut de sujet potentiel de la communauté internationale, dont on considérait jusque-là que les sujets étaient avant tout les États souverains. Ainsi le droit des gens s'est transformé en droit des gens et des individus, et à côté du droit international comme droit public extérieur se développe un nouveau droit que nous pourrions appeler, en empruntant le terme à Kant, « cosmopolitique », même si Kant le limitait au droit qu'a tout homme d'être traité en ami et non en ennemi, où qu'il se rende : au droit, disait-il, d'« hospitalité ». Quoiqu'il lui fixât ces limites, Kant voyait dans le droit cosmopolitique non pas « une représentation imaginaire d'esprits exaltés », mais une des conditions nécessaires à l'avènement de la paix perpétuelle en une époque de l'Histoire où « la violation du droit qui se produit en un point de la terre est ressentie en tous lieux ».

Dans le débat toujours animé autour de l'actualité plus ou moins grande de la

MOMENTS

Pour aucune vérité au monde.
Mais si tu veux bien
pour une menue pièce de silence.

Il est des moments qui découpent le paysage.
Des instants d'humilité
où quelqu'un respire pour nous.

Jan SKÁCEL

La critique opposée – selon laquelle la Déclaration, loin d'être trop abstraite, était en fait si concrète et historiquement déterminée qu'elle n'était pas en réalité la défense de l'homme en général (lequel aurait existé à l'insu de l'auteur des *Soirées de Saint-Petersbourg*), mais celle du bourgeois, qui existait, lui, en chair et en os et luttait contre l'aristocratie pour sa propre émancipation de classe et sans trop se préoccuper des droits de ce que l'on appellerait le Quart Etat –, cette critique avait été formulée par le jeune Marx dans son article sur la *Question juive*, un article trop célèbre pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter, puis répétée rituellement par différentes générations de marxistes. Foin de l'homme abstrait, universel ! L'homme dont parlait la Déclaration était en réalité le bourgeois, les droits protégés par la déclaration étaient les droits du bourgeois, de l'homme égoïste, expliquait Marx, de l'homme séparé des autres hommes et de la communauté, de l'homme « en tant que monade isolée et fermée sur elle-même ».

Sur ce qu'ont été les conséquences – funestes à mon avis – d'une telle interprétation, qui confondait une question de fait, l'occasion historique dans laquelle était née la proclamation de ces droits et qui était indéniablement la lutte du tiers état contre l'aristocratie, avec une question de principe, et ne voyait dans l'homme que le citoyen, dans le citoyen, que le bourgeois – sur cette question nous avons peut-être, l'expérience aidant, les idées plus claires que nos pères. Mais nous

dus associés, vient ensuite.

C'est un pouvoir qui naît d'une convention, c'est le produit d'une invention humaine, comme une machine, ou plutôt c'est, selon la définition de Hobbes – dont la reconstruction rationnelle de l'Etat part, avec une rigueur absolue, des individus pris isolément – la plus ingénieuse et aussi la plus bénéfique des machines, la *machina machinarum*. Un tel point de vue constitue un renversement radical de la perspective traditionnelle de la pensée politique : aussi bien de la pensée classique – dans laquelle les deux métaphores dominantes, lorsqu'on veut représenter le pouvoir, sont celle du berger (dont le peuple est le troupeau) et celle du timonier, du *gubernator* (dont le peuple est l'équipage) – que de la pensée médiévale (*omnis potestas nisi a Deo*).

C'est de ce renversement que naît l'Etat moderne : l'Etat libéral d'abord, dans lequel les individus qui revendiquent le pouvoir ne représentent qu'une partie de la société ; puis l'Etat démocratique, dans lequel le pouvoir revient, potentiellement, à tous ; enfin l'Etat social dans lequel les individus devenus souverains sans distinction de classes revendiquent, outre les droits de liberté, des droits sociaux qui sont eux aussi des droits de l'individu : l'Etat de tous les citoyens, qui ne sont plus uniquement les bourgeois, ni les citoyens dont parle Aristote au début du troisième livre de la *Politique*, définis comme ceux qui peuvent accéder aux charges publiques et qui, une fois écartés les esclaves et les étrangers, ne représen-

Révolution française, on a dit avec raison que l'histoire de la Révolution est désormais une histoire terminée. Michel Vovelle raconte qu'un jour où il était allé demander conseil à Albert Soboul, celui-ci lui répondit : « Pourquoi veux-tu travailler sur la Révolution française ? Elle n'intéresse plus personne. » On peut certes comprendre la lassitude de l'historien continuellement immergé dans les mêmes faits et dans les mêmes interprétations de ces faits qui se répètent cycliquement comme mues par un mouvement ondulatoire, toujours accompagnées des mêmes questions : « La Révolution a-t-elle été un mouvement unique ou multiple ? Y a-t-il eu continuité ou rupture entre une phase et la suivante ? Qui a eu finalement raison, des girondins et des jacobins ? Et si c'étaient les contrerévolutionnaires qui avaient raison, eux qui ont été massacrés sans que leur cri de condamnation de toutes les révolutions violentes ait été pour cela étouffé ? »

Il n'empêche que, du point de vue de l'histoire des principes, des idéaux, qui est une histoire de longue durée, il n'en va pas ainsi. L'histoire des droits de l'homme, dont la grande Révolution a marqué le début, est loin d'être épuisée. Et quand je dis droits de l'homme, je parle, je le répète, de ce qui peut-être échappe à l'histoire « événementielle » : le renversement radical du point de vue sous lequel on envisagera désormais le rapport entre gouvernants et gouvernés - non plus *ex parte principis*, mais *ex parte populi*. L'histoire des droits de

l'homme, loin d'être épuisée, est au contraire plus actuelle que jamais dans une époque comme la nôtre, qui voit le passage d'une garantie nationale des droits de l'homme à une première tentative de garantie internationale. Au regard d'un tel objectif, n'est-il pas permis de dire que l'histoire des droits de l'homme commence à peine, une histoire dont les déclarations nationales de la fin du XVIII^e siècle ne doivent être considérées que comme des préfigurations ?

Kant lui-même, qui avait vu dans l'enthousiasme suscité par la Révolution française un signe de la disposition morale de l'humanité, situait cet événement extraordinaire dans une histoire prophétique de l'humanité, c'est-à-dire dans une histoire sur laquelle on ne possède pas de données certaines, mais dont on peut uniquement saisir les signes prémonitoires. L'un de ces signes prémonitoires était précisément, d'après lui, la naissance d'une « constitution fondée sur le droit naturel » qui permettait d'apporter une réponse affirmative à la question de savoir « si l'humanité était en progrès constant vers le mieux ». Il disait aussi que l'événement avait produit un tel effet sur les esprits qu'on ne pourrait désormais l'oublier, car « il avait révélé dans la nature humaine une disposition, une puissance dirigées vers le mieux telles qu'aucune politique ne pourrait plus les extirper ».

Nous qui arrivons au terme d'un siècle marqué par deux guerres mondiales, par l'ère des tyrannies et par la

menace d'une guerre d'anéantissement, nous pouvons certes sourire de l'optimisme d'un philosophe qui vivait en une époque où la confiance dans le caractère inéluctable du progrès était universelle.



Mais pourrions-nous soutenir sérieusement que l'idée de la constitution fondée sur le droit naturel a été oubliée ? La question des droits de l'homme, qui avait été imposée à l'attention des souverains par la Déclaration de 1789 n'est-elle pas la grande question de

notre époque ? N'est-elle pas l'une des grandes questions (avec celles de la paix et de la justice internationale) qui entraînent irrésistiblement peuples et gouvernements, bon gré mal gré ? De même que les déclarations nationales ont été le présupposé nécessaire à la naissance des démocraties modernes, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 n'est-elle pas le présupposé de cette démocratisation du système international dont dépend la fin du système traditionnel de l'équilibre, dans lequel la paix est toujours une trêve entre deux guerres, et le début d'une ère de paix stable qui n'aurait plus la guerre comme alternative ?

Je reconnais que l'on ne peut formuler de telles affirmations que dans le cadre de cette histoire prophétique dont parlait Kant et d'une histoire dont les anticipations n'ont pas la certitude des prévisions scientifiques (mais peut-on faire des prévisions scientifiques en matière d'histoire humaine ?). Certes, il est souvent arrivé que l'on n'ait pas écouté les prophètes de malheur - et les événements qu'ils annonçaient se sont pourtant produits ; par contre, on croyait aussitôt ceux qui annonçaient des temps heureux et, cependant, leurs prédictions ne devaient pas se réaliser.

Mais ne se pourrait-il pas qu'une fois au moins les Cassandre aient tort, tandis qu'auraient raison ceux qui prévoient des lendemains heureux ?

© Norberto Bobbio

MARX, Karl
La Question juive
Aubier-Montaigne,
1971

Critique du droit
politique hégélien
Ed. Sociales, 1975

NAVILLE, Pierre
Thomas Hobbes
Plon, 275 p., 1988

NIETZSCHE, Friedrich
Ecrits posthumes,
1870-1873

Gallimard, 390 p., 1976

PAINE, Thomas
Les Droits de l'homme
Belin, 302 p., 1987

ROUSSEAU, Jean-Jacques
Du Contrat social ;
Ecrits politiques
in Œuvres
complètes, t. 3
Gallimard, Pléiade,
2224 p., 1964

Discours sur
l'origine de l'inégalité
Bordas, 192 p., 1987

SOBOUL, Albert
La Révolution française
Gallimard, 616 p., 1984

HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich
Encyclopédie des
sciences
philosophiques
1. La science
de la logique
Vrin, 648 p., 1970

Maria Janion

Remigiusz Forycki

La Révolution française n'a pas produit de littérature à sa mesure, à la mesure de la brèche qu'elle a ouverte dans l'histoire. Elle n'a pas directement provoqué de changement dans le style. Peut-être est-ce d'ailleurs là un trait caractéristique de tous les grands événements historiques : changeant l'image du monde, ils ne peuvent transformer sur-le-champ une littérature soumise davantage à la force d'inertie qu'à l'élan nouveau.

L'écriture révolutionnaire qui surgit à cette époque, écrit Roland Barthes dans le Degré zéro de l'écriture, était incapable de dépasser « la grande forme classique ». L'expression « classicisme révolutionnaire » a vu le jour pour désigner cet art nouveau de la Révolution française. S'il a dépassé le classicisme, c'est dans le chant révolutionnaire... Mais ce n'était point là une littérature - du discours politique révolutionnaire ou du drame - qui eût montré la profonde épreuve de la rupture existentielle et historique, du bouleversement, de la mutilation et du choc, également esthétique, qui en résultait.

L'esprit-de-vin de la frénésie

Certains contemporains avaient pris conscience de cet état de choses. Sade sentit la dissonance entre l'expérience vitale de la Révolution et son legs romanesque. « Pour qui connaissait tous les malheurs dont les méchants peuvent accabler les hommes, le roman

devenait aussi difficile à faire que monotone à lire ; il n'y avait point d'individu qui n'eût plus éprouvé d'infortune en quatre ou cinq ans que n'en pouvait peindre en un siècle le plus fameux romancier de la littérature » (Idée sur les romans, 1801). Ecrire des romans, mais aussi pratiquer les autres genres littéraires à la manière dont on l'avait fait jusqu'alors devenait quasi impossible. L'inadaptation de l'ancien style d'écriture à la réalité de l'ample crise révolutionnaire tourmentait particulièrement les romantiques et fut l'une des causes essentielles de leur révolte. Charles Nodier aboutit à cette vérité peut-être un peu plus calmement que Victor Hugo ou Jules Janin. Pour répondre à la nécessité d'un changement stylistique fondamental, l'auteur des Contes, créa le fantastique, les deux autres eurent recours à la frénésie.

Dans le traité esthétique que contient l'une des plus sauvages des œuvres romantiques, l'Âne mort et la Femme guillotinée (1829), Janin a utilisé une comparaison éloquent, ironique, pour rendre l'escalade de ces exigences littéraires nouvelles : « Courage, donc ; le bordeaux ne vous grise plus, avalez-moi ce grand verre d'eau-de-vie. Nous avons même dépassé l'eau-de-vie, nous en sommes à l'esprit-de-vin ; il ne nous manque plus que d'avalier l'éther tout

L'APOCALYPSE LAIQUE

pur ; seulement, à force d'excès, prenons garde de donner dans l'opium. » Ivre, pour le moment, d'eau-de-vie pure, Janin s'expliquait brutalement avec les autorités et les mythes de la littérature précédente, et même de l'art en général. Milton, le Tasse, Poussin, Virgile et Théocrite avaient menti. Jusqu'à Sterne, tant admiré, qui fut victime de la démystification. Dans un chapitre significatif intitulé « Les systèmes » (il faudrait ajouter : littéraires), Janin demandait perfidement : « En effet, qu'est-ce qu'un berger ? (...) Qu'est-ce qu'une bergère ? », afin d'avancer une réponse qui raillait moqueusement les stéréotypes rococo-sentimentaux. L'idylle fut cataloguée comme étant le plus grand des mensonges et le style sentimental considéré comme le sommet de la fourberie. Une nouvelle intelligence de la nature et une nouvelle intelligence de la vérité devaient voir le jour.

Le mensonge de la littérature fut féroce démasqué, notamment par les romantiques frénétiques. « L'esthétique du choc », comme l'a appelée Max Milner, était leur métier. Ajoutons : du

choc constamment renforcé, jusqu'aux limites, semble-t-il, de l'impossible. Les romantiques s'imaginaient que c'est ce dont avait besoin un public qui s'était enivré de sang, comme on disait. Seule cette littérature de la transgression brutale devait être à la hauteur de l'expérience nouvelle de la vie.

Pourtant, les romantiques frénétiques n'évoluaient pas dans un espace absolument vide. En littérature, le changement stylistique avait déjà commencé - à ceci près que cela se passait non sur la « ligne principale », mais dans la marge singulière qu'était le roman noir. Lui aussi avait connu une évolution significative, et cela sous la pression des événements révolutionnaires. Dans le Château d'Otrante, cette première « histoire gothique » de 1764, Horace Walpole, encore sous l'influence des Contes des mille et une nuits, créait un extraordinaire amalgame fantastico-chevaleresque. Matthew Lewis, dans le Moine (1795), portait les effets au paroxysme en produisant à proprement parler une nouvelle qualité frénétique. Des nombreux récits rassemblés dans ce recueil, l'histoire fantastique de

- la nonne sanglante - puisée dans le folklore allemand, fit peut-être la plus forte impression. Il est significatif que Nodier l'ait adaptée dans son *Infernalina* (1822). Le sang et le fatalisme gouvernent le monde de Lewis

Sade mettait justement le Moine, dans lequel il royait le meilleur des romans nouveaux, au-dessus des « bizarres élans de la brillante imagination - de Madame Radeliffe. Il définissait résolument le genre dans son ensemble comme « le fruit indispensable des secousses révolutionnaires

tionnaire ; il agit de même avec la frénésie déjà présente dans le roman noir.

Les apprentis sorciers

On connaît la fameuse phrase de Saint-Just : « La force des choses peut nous entraîner à des résultats que nous n'avons pas prévus. » Le verbe « entraîner » apparaît alors dans les déclarations de divers camps politiques ; il témoigne du sentiment de quelque force

tion. Dans ce tragique se dissimulait quelque irrévocable ironie : la fatalité de la Révolution était ressentie comme détournant avec une horrible opiniâtreté tous les sens qu'elle avait en vue ; les gens devenaient des disciples du sorcier, parfois des marionnettes entre les mains du destin. Marqué par la fatalité, ce tragique, ironique et même grotesque monde sans Dieu engendra une frénétique apocalypse laïque.

Dans *De l'Allemagne* (1813), Mme de Staël donna sa propre traduction d'une des œuvres les plus effrayantes qui aient été écrites à cette époque : *Discours du Christ mort*, de Jean Paul (1796). Après la fin du monde, le Christ mort annonce aux défunts que Dieu n'existe pas. Le choc provoqué en France par cette œuvre témoigne du fait que la nietzschéenne annonce de la « mort du Christ » n'était pas restée sans écho.

Insistons ici sur le qualificatif « laïque », car à la même époque une autre apocalypse domine - celle de Saint-Martin, et surtout de Joseph de Maistre. Leur apocalypse est le théâtre de Dieu. Dans ses *Considérations sur la France* (1797), Maistre n'ignore pas la fatalité, mais il la traite comme la Providence : « La Révolution mène les hommes plus que les hommes ne la mènent (...) On dit fort bien quand on dit qu'elle va toute seule. Cela signifie que jamais la divinité ne s'était montrée d'une manière si claire dans aucun événement humain. » Dieu mène le monde d'une manière qu'il est seul à connaître ; elle peut nous surprendre, mais elle doit être acceptée. Pour Saint-Martin, la règle historiosophique qui se dissimule ici est claire. Il écrit en 1796 : « De tout temps, les peuples servent alternativement de moyen à l'accomplissement du grand œuvre de la Providence selon leurs crimes comme selon leurs vertus. » Pour la Révolution française, il ne fait aucun doute que Dieu a choisi cette première possibilité.

La Révolution est ressentie comme une nécessité, mais comme une nécessité du mal. Un pandémonium des forces sataniques, pense Joseph de Maistre, et il souligne que ce n'est nullement une allégorie, comme chez John Milton. Le caractère satanique distingue la Révolution française - de tout ce qu'on a vu et peut-être de tout ce qu'on verra ». Les expressions « la fièvre chaude » et « le délire » se répètent ici constamment. La Révolution française est « mauvaise radicalement » ; « c'est la pure impureté ». Ce paradoxe restitue à merveille le point de vue de Maistre sur un chaos révolutionnaire à ce point criminel qu'il est bien difficile de lui trouver quelque qualificatif que ce soit faisant référence à des notions déjà connues. C'est pourquoi, ayant énuméré les ignobles blasphèmes de la Révolution, il conclut : « Tout cela sort du cercle ordinaire des crimes et semble appartenir à un autre monde. » C'est un bon point de départ pour une poétique fantastique qui voudrait symboliser le cauchemar de la Révolution par l'autre monde.

Pour Joseph de Maistre, les gens qui ont cédé à l'impulsion irrationnelle de l'autodestruction sont des fous criminels. Mais évidemment, Dieu le sait - et ce qui sent le fatalisme cruel, c'est que Dieu les a conduits à cela pour réaliser ses desseins. Mais Dieu les en délire aussi. Inutile maintenant de

nous préoccuper de cette tournure des événements à venir. Car ce qui nous intéresse, c'est le tableau produit ici d'un monde à l'envers et dément, un tableau absurde, sans lequel il n'est pas de frénésie pleine de cauchemars délirants.

Autour des fantômes du roman noir et des fatalistes visions historiosophiques, le romantisme a construit une littérature qu'il conviendrait mieux d'appeler de « la Révolution française - que - révolutionnaire - (puisqu'il n'y a pas en de littérature appelant cet adjectif). Ici, deux orientations entrent en jeu : frénétique et fantastique, qui d'ailleurs se rejoignent fréquemment.

L'écriture de l'horreur - l'horreur de l'écriture

Au cœur de la frénésie se trouve l'obsession de la mort, et même une sorte de blasphème à son endroit. Les romantiques frénétiques sont fascinés par la mort violente, dépouillée de toute majesté, vile. Le choc de l'imagination existentielle provoqué par la guillotine révolutionnaire se décharge dans les thèmes frénétiques, parmi lesquels les plus fréquents sont : l'homicide - et l'homicide cruel, raffiné -, la tête tranchée et les « morceaux » de corps dispersés, les personnages de meurtriers et de bourreaux - horribles, fantomatiques, surhumains ou inhumains. En dépit des intentions humanitaires - du docteur Guillotin, la machine meurtrière semait l'épouvante parce qu'elle rabaisait la mort humaine au niveau animal et qu'elle entraînait une souffrance indicible. Certes, il était arrivé plus d'une fois auparavant qu'on donne la mort dans un raffinement de tortures et en public, mais il manquait alors deux éléments : le mécanisme associé à la notion de série.

La mort dégradée par la guillotine fut traitée par la frénésie avec une fureur blasphématoire jusque-là inconnue. Cette profanation calculée comportait une contestation si absolue de l'image précédente du monde, si furieuse et si sauvage, que le doute naquit : n'était-ce point là, par hasard, quelque mystification littéraire ? Les critiques de Han d'Islande, de Victor Hugo (1823), peuvent en constituer la preuve.

Victor Hugo lui-même a mis en lumière avec insistance l'auteur de cette œuvre : « L'enfant de dix-huit ans qui écrivait Han d'Islande dans un accès de fièvre. » Effectivement, il y a en lui quelque chose d'infantile et de délirant. L'auteur s'en rendait parfaitement compte, qui définissait son propre style comme « cru, choquant et âpre ». Il prenait plaisir aux descriptions scabreuses de la violence, du bourreau, du charnier. Mais c'est de cette manière seulement que les fantômes cauchemardesques non censurés par l'enfant enfiévré pouvaient entrer dans la littérature. Et c'est en ce sens qu'Hugo a baptisé Han d'Islande - roman fantastique -.

Le tout jeune écrivain jetait de gigantesques silhouettes d'assassins sur un fond historique, montrant un monde dans les vapeurs du sang, dans les convulsions de la folie meurtrière. La personnalisation du mal, le monstre central, c'est l'incarnation des forces mythiques du meurtre et de l'extermination - de l'esprit d'ingolphe l'exter-



dont l'Europe entière se ressentait ». Et comme les procédés littéraires jusqu'alors en usage s'étaient révélés insuffisants, Sade soulignait qu'il fallait donc appeler l'enfer à son secours pour composer les titres à l'intérêt, et trouver dans le pays des chimères ce qu'on savait couramment en ne fouillant que l'histoire de l'homme dans cet âge de fer. La nécessité d'en appeler à Satan lui-même présentait de nombreux inconvénients, estimait Sade - le pire étant la plus affreuse invraisemblance. Mais cela n'inquiétait pas outre mesure les romantiques : à tout instant l'in vraisemblable pouvait se révéler vraisemblable. Seul un changement d'optique était nécessaire. Et la poétique du roman d'épouvante pouvait profiter au projet de création d'une littérature à la mesure des épreuves de l'époque révolutionnaire.

L'œuvre classique d'Auguste Viatte, les Sources occultes du romantisme, révèle ces divers phénomènes dans les années 1770-1820, surtout l'illuminisme et la théosophie qui se réaliseront pleinement dans le romantisme. Celui-ci les adapte aux nécessités d'une description singulière de la crise révolu-

tionnaire des hommes, mais qui décide de leur destin. Une sorte de pressentiment de l'imprévisible résulte de la mise en mouvement de quelque chose dont on ne peut plus venir à bout ; un mécanisme s'est libéré qu'on ne peut plus arrêter, c'est l'avalanche. Est-ce là l'horrible logique de la fatalité qui réside dans le cours même des choses, ainsi que le pensaient les anciens ? En exergue à sa préface au livre d'Albert Ollivier, Saint-Just et la force des choses (1954), André Malraux cite le propos attribué à Danton : « Je n'aime point cet extravagant. Il veut apporter à la France une république de Sparte et c'est une république de Cocagne qu'il nous faut. » Mais pouvait-on ressusciter la république de Sparte en France, au déclin du XVIII^e siècle ? Du moins Cocagne n'était-elle qu'une contrée mythique du bien-être et du bonheur...

Le véritable déterminisme de la Révolution se dissimulait dans la force des choses, mais avec une inversion curieuse : ce qui en découlaient n'était pas ce qu'on avait voulu. Se sachant « entraîné », Saint-Just semble avoir pressenti cette ombre dont T.S. Eliot dira qu'elle se pose entre l'intention - et l'exécution.

(1) La mieux adaptée à cette œuvre serait peut-être l'analyse de Michel Le Bris (*Le Journal du romantisme*) : « Le gothique : cette rencontre explosive de la Liberté et de la Terreur [c'est nous qui soulignons], l'instant d'épouvante où la raison se perd quand elle découvre ou pressent que l'une n'est jamais que le masque de l'autre. »

BARTHES, Roland
Le Degré zéro de l'écriture :

nouveaux essais critiques
Le Seuil, 1972

BAUDELAIRE, Charles

Œuvres complètes
Laffont, 1004 p., 1980

CAILLOIS, Roger
Anthologie du fantastique
Gallimard, 2 vol., 1977

CAZOTTE, Jacques
Œuvres badines et morales, historiques et philosophiques
G. Olms, 4 vol., 1976

DUMAS, Alexandre
Les Mille et un fantômes
Slatkine 238 p., 1980

GUERNE, Armel (dir.)
Les Romantiques allemands
Desclée de Brouwer, 860 p., 1963

HUGO, Victor
Han d'Islande
Gallimard, 384 p., 1980
Le Dernier Jour d'un condamné
Gallimard, 434 p., 1977

HUGO, Victor
NODIER, Charles
Correspondance croisée
Plein chant, 200 p., 1987

JANIN, Jules
L'Âne mort et la Femme guillotinée
Slatkine, 380 p., 1980

LANDAUER, Gustav
La Révolution
Lebovicz, 194 p., 1974

LEWIS, Matthew Gregory
Le Brigand de Venise
Laffont reprints, 272 p., 1979
Le Moine
J. Corti, 448 p., 1983

MAISTRE, Joseph de
Considérations sur la France
Slatkine, 200 p., 1981

MILNER, Max
Le Diable dans la littérature française de Cazotte à Baudelaire
J. Corti, 1200 p., 1971
La Fantasmagorie : essai sur l'ontologie fantastique
PUF, 264 p., 1982

NODIER, Charles
Œuvres complètes
Slatkine, 12 vol., 1968
Souvenirs et Portraits de la Révolution et de l'Empire
Tallandier, 384 p., 1988

mineur. Dans le propos final, il confesse laconiquement ses intentions et ses buts : « Ma nature est de haïr les hommes, ma mission de leur nuire. Son plaisir, c'est de boire du sang humain dans un crâne humain - et il s'y adonne à loisir. Le sadisme vampirique de Han d'Islande culmine dans les descriptions, qui se dégagent avec une singulière insistance, des délices que lui procure son style de vic. Un Gilles de Rais associé à un bourreau révolutionnaire. Mais il s'exprime également dans cette langue des héros de lord Byron qui respire la misanthropie, la langue des héros dressés contre l'infortune de la condition humaine.

Les personnages de Han d'Islande donnent le sentiment de marionnettes, parce que l'auteur, se limitant à ce qu'on appelle les instincts animaux, n'a associé aucune motivation psychologique à leur conduite. A cet égard, comme à bien d'autres, le changement essentiel interrompt dans le Dernier Jour d'un condamné (1829). On peut dire ici qu'intervient la subjectivisation de la souffrance, due aux impulsions humanitaires : l'auteur lui-même a défini son œuvre comme un plaidoyer pour l'abolition de la peine de mort. Même si la frénésie apparaît encore, surtout la frénésie des têtes coupées, elle reste maîtrisée par la visée humanitaire de l'écrivain. L'écriture d'Hugo se hisse au rang des plus hauts symboles, avec la scène dans laquelle le condamné examine les inscriptions effacées laissées sur les murs de sa cellule par ses prédécesseurs, s'efforçant de rendre le sens et la vie à ces inscriptions mutilées, à ces phrases démembrées, à ces mots tronqués, corps sans tête comme ceux qui les ont écrits. C'est précisément ce que fait Hugo : il déchiffre la lettre inconnue du condamné qu'il s'est lui-même voulu. Il interiorise les souffrances des victimes de la Terreur (citant à égalité Robespierre et Louis XVI) pour les retourner contre la peine de mort. Il accuse la société tout entière qui, organisant le cérémonial du meurtre judiciaire, devient elle-même le bourreau ; elle est pourtant riche de victimes potentielles qui, elles aussi, feront leur chemin de croix à l'échafaud.

Entre l'horrible et le sardonique

Dans un récit déjà mentionné ici, un chef-d'œuvre du style frénétique, Janin soutient qu'on ne peut se satisfaire des « anciens maîtres en fait de douleur » (Edipe sur le mont Cithéron, Didon, la Mort d'Hector). Car la société « actuelle, lasse de demander des émotions aux héros de l'Histoire, n'a rien trouvé de mieux pour se distraire que des forçats et des bourreaux ». C'est un divertissement littéraire qui agit efficacement sur les nerfs émoussés, certes, mais c'est aussi la vision d'un modèle nouveau de société qui s'imposait avec une insistance obsessionnelle aux romantiques frénétiques qui avaient constamment recours aux liens horribles du bourreau et de sa victime. L'auteur lui-même a défini l'Ane mort et la Femme guillotinée comme « une parodie sérieuse ». Une ambiguïté qui résulte du manque d'équilibre artistique entre le « tragique » et l'« ironie », entre l'« horrible » et le « sardonique » comme dirait Charles Baudelaire. Tout comme entre l'atti-

rance et la répulsion par l'horreur, ce que Michel Le Bris considère comme la caractéristique essentielle du style frénétique dont il appréhende le conflit interne dans une citation de Cruisné : « Le doux frémissement de la Terreur ». D'autres parlent de la « beauté de la Méduse ».

Dans le monde romanesque de Janin, le fatalisme regne. Un destin absurde embrouille une histoire d'amour tragi-

co-ironique qui doit s'achever sous la guillotine. Les péripéties amoureuses baignent constamment dans un grotesque grinçant, plus nettement perceptible dans le chapitre intitulé « Le lincoln », où le narrateur achète à une blanchisseuse un drap de batiste auquel il ajoute une taie de son oreiller pour avoir de quoi envelopper, avant de les déposer dans la tombe, les deux « morceaux » qui lui restent d'une beauté

guillotinée. Le sublime se heurte ici au trivial, la beauté idéale à la laideur monstrueuse, la souffrance au rire. Des qualités esthétiques inconciliables cohabitent dans la même œuvre, créant une poétique grotesque de contrastes déchirants et de tragiques paradoxes. Il n'y a pour elles nulle sanction suprême, nulle possibilité de cohésion dans quelque système de rapports célestes. Absolument aucun espoir qui puisse venir des cieux.

Janin s'est servi de l'obsession de la charogne pour démythifier le monde. Plus tard, l'écrivain s'en est résolument écarté. Lorsqu'en qualité, déjà, de « prince de la critique » épïcure, il attaque les vers de Heine, Baudelaire entre en fureur. Dans sa Lettre à Jules Janin (1865) - jamais expédiée - il reproche à l'auteur de l'Ane mort et la Femme guillotinée de ne plus vouloir entendre parler d'ironie, de ne plus vouloir qu'on parle de la mort et de la douleur en sa présence. Baudelaire adore les images funèbres, les images chagrinantes, la tension née de l'écart, la dissonance que Janin rejette et réprouve désormais. Il énumère les scènes les plus admirables de l'œuvre excommuniée de Janin. « J'ai de très sérieuses raisons pour plaindre celui qui n'aime pas la mort », affirme-t-il carrément. C'est pourquoi il montre ce qui, du style frénétique, est entré dans le style moderne dont il est l'initiateur. « Esthétique de la douleur », charogne, « transcendance creuse » (comme la définit Hugo Friedrich), ironie et mélancolie, union « de l'horrible et du sardonique ».

Das Unheimliche Français

Le rapport de Nodier avec l'« école frénétique » (dont il avait inventé le nom) était double : il la critiquait, mais il écrivait dans son style. Bien qu'il ait davantage contribué au fantastique qu'à la frénésie, sa situation dans l'histoire de la littérature, au voisinage de la frénésie, s'explique par le fait qu'en théorie comme en pratique, et surtout par ce qu'il a dit et écrit sur le cauchemar, il a soutenu cette ouverture fantasmagorique indispensable pour que l'épreuve existentielle de la Révolution puisse trouver son expression dans la littérature. « On sait où nous en sommes en politique ; en poésie, nous en sommes au cauchemar et aux vampires. Si la littérature est toujours l'expression du siècle, il est évident que la littérature de ce siècle-ci ne peut nous conduire qu'à des tombeaux », disait-il avec une profonde intuition du changement historique qui devait entraîner un changement dans l'imagination collective et un changement esthétique.

L'un des problèmes essentiels du fantastique de Nodier était le rapport avec les Contes des mille et une nuits et avec Jacques Cazotte (1719-1793, guillotiné), qui en était le traducteur et l'imitateur. Dans le Dernier Banquet des girondins (1833), Nodier a même écrit que l'imagination de Cazotte « était un conte oriental perpétuel dans lequel il s'attribuait volontiers un rôle... ». Mais cette tradition devait être revalorisée à la lumière de nouveaux événements. Tout comme, du reste, la tête coupée du Chant XI d'Ollivier (1763) de Cazotte - sa conception, dans le ton du merveilleux des Contes des

UN SONGE (DISCOURS DU CHRIST MORT)

Lorsque, dans l'enfance, on nous raconte que vers minuit, à l'heure où le sommeil atteint notre âme de si près, les songes deviennent plus sinistres, les morts se relèvent, et, dans les églises solitaires, contrefont les pieuses pratiques des vivants, la mort nous effraie à cause des morts. Quand l'obscurité s'approche, nous détournons nos regards de l'église et de ses noirs vitraux ; les terreurs de l'enfance, plus encore que ses plaisirs, reprennent les ailes pour voltiger autour de nous, pendant la nuit légère de l'âme assoupie. Ah ! n'éteignez pas ces étincelles ; laissez-nous nos songes, même les plus sombres. Ils sont encore plus doux que notre existence actuelle ; ils nous ramènent à cet âge où le fleuve de la vie réfléchit encore le ciel.

Un soir d'été, j'étais couché sur le sommet d'une colline ; je m'y endormis, et je rêvai que je me réveillais au milieu de la nuit dans un cimetière. L'horloge sonnait onze heures. Toutes les tombes étaient entrouvertes, et les portes de fer de l'église, agitées par une main invisible, s'ouvraient et se refermaient à grand bruit. Je voyais sur les murs s'enfuir des ombres, qui n'y étaient projetées par aucun corps : d'autres ombres livides s'élevaient dans les airs, et les enfants seuls reposaient encore dans les cercueils. Il y avait dans le ciel comme un nuage grisâtre, lourd, étouffant, qu'un fantôme gigantesque serrait et pressait à longs plis. Au-dessus de moi, j'entendais la chute lointaine des avalanches, et sous mes pas la première commotion d'un vaste tremblement de terre. Toute l'église vacillait, et l'air était ébranlé par des sons déchirants qui cherchaient vainement à s'accorder. Quelques pâles éclairs jetaient une lueur sombre. Je me sentis poussé par la terreur même à chercher un abri dans le temple : deux basiliques étincelantes étaient placés devant ses portes redoutables.

J'avançai parmi la foule des ombres inconnues, sur qui le sceau des vieux siècles était imprimé ; toutes ces ombres se pressaient autour de l'autel dépouillé, et leur poitrine seules respirait et s'agitait avec violence ; un mort seulement, qui depuis peu était enterré dans l'église, reposait sur son lincoln ; il n'y avait point encore de battement dans son sein, et un songe heureux faisait sourire son visage ; mais à l'approche d'un vivant il s'éveilla, cessa de sourire, ouvrit avec un pénible effort ses paupières engourdies ; la place de l'œil était vide, et à celle du cœur il n'y avait qu'une profonde blessure ; il souleva ses mains, les joignit pour prier ; mais ses bras s'allongèrent, se détachèrent du corps, et les mains jointes tombèrent à terre.

Au haut de la voûte de l'église était le cadran de l'éternité ; on n'y voyait ni chiffres ni aiguilles, mais une main noire en faisait le tour avec lenteur, et les morts s'efforçaient d'y lire le temps.

Alors descendit des hauts lieux sur l'autel une figure rayonnante, noble, élevée, et qui portait l'empreinte d'une impérissable douleur ; les morts s'écrièrent : — O Christ ! n'est-il point de Dieu ? — Il répondit : Il n'en est point. — Toutes les ombres se prirent à trembler avec violence, et le Christ continua ainsi : — J'ai parcouru les mondes, je me suis élevé au-dessus des soleils, et là aussi il n'est point de Dieu ; je suis descendu jusqu'aux dernières limites de l'univers, j'ai regardé dans l'abîme et je me suis écrié : — Père, où es-tu ? — Mais je n'ai entendu que la pluie qui tombait goutte à goutte dans l'abîme, et l'éternelle tempête, que nul ordre ne régit, m'a seule répondu. Relevant ensuite mes regards vers la voûte des cieux, je n'y ai trouvé qu'un orbite vide, noir et sans fond. L'éternité reposait sur le chaos et le rongait, et se dévorait lentement elle-même : redoublez vos plaintes amères et déchirantes ; que des cris aigus dispersent les ombres, car c'en est fait !

Les ombres désolées s'évanouirent comme la vapeur blanchâtre que le froid a condensée ; mais tout à coup, spectacle affreux ! les enfants morts, qui s'étaient réveillés à leur tour dans le cimetière, accoururent et se prosternèrent devant la figure majestueuse qui était sur l'autel, et dirent : — Jésus, n'avons-nous pas de père ? — Et il répondit avec un torrent de larmes : Nous sommes tous orphelins ; moi et vous, nous n'avons point de père. — A ces mots, le temple et les enfants s'abîmèrent, et tout l'édifice du monde s'éroula devant moi dans son immensité.

JEAN PAUL (1796)

OLLIVIER, Albert
Saint-Just et la force des choses
Gallimard, 592 p., 1955

RADCLIFFE, Ann
Les Mystères du Château d'Udolphe
J. Corti, 328 p., 1984

SADE, Donatien
Alphonse François de
Idée sur les romans
Stalkine, 105 p., 1967

SAINT-MARTIN,
Louis-Claude de
Œuvres majeures :
1775-1802
G. Oims, 1975

STAEL, Germaine de
De l'Allemagne
Flammarion, 2 vol., 1968

VIATTE, Auguste
Les Sources occultes
du romantisme
Illuminisme, théosophie,
1770-1820

Champion, 2 vol., 1979
Victor Hugo et les
Illuminés de son temps
Slatkine, 295 p., 1973

WALPOLE, Horace
Le Château d'Otrante
J. Corti, 224 p., 1981
Contes héroïques
J. Corti, 109 p., 1985

RICHTER, Johann Paul
Friedrich,
dit JEAN-PAUL
Choix de rêves
J. Corti, 240 p., 1964

Journal de bord
de l'aéronaute Gianozzo
Aubier-Montaigne, éd.
bil., 246 p., 1975

Siebenkas
Aubier-Montaigne, 1008
p., 1963
Vie de Fixlein,
régent de Cinquième
Aubier-Montaigne, 320
p., 1980

Voyage du proviseur
Faelbel :
Vie de Maria Wutz
Aubier-Montaigne, éd.
bil., 224 p., 1930

Biographie conjecturale
Aubier-Montaigne, éd.
bil., 188 p., 1962
Cours préparatoire
d'esthétique
L'Age d'homme, 248 p.,
1983

Le Voyage aux bains
du docteur
Katzenberger ;
accompagné d'un choix
de petits
écrits revus et corrigés
par l'auteur
L'Age d'homme, 261 p.,
1986

* Traduit par Madame de Staël dans De l'Allemagne.

mille et une nuits, devint un motif de véritable épouvante lorsqu'on le lisait pendant la Révolution.

Dans cette métamorphose des significations, Nodier a attribué le rôle essentiel aux événements vécus par la génération perdue à laquelle il revenait constamment : elle n'avait jamais pu oublier - le sang des victimes - offertes sur les autels que la France élevait - au dieu anthropophage » (Souvenirs et Portraits de la Révolution). « Tout le monde a été proscrit en France », écrivait-il au sujet de l'époque convenue par ses Portraits. De cette épreuve de la menace absolue est née la narrative histoire fantastique vraie - Histoire d'Hélène Gillet (1832), condamnée à mort au XVIII^e siècle, mais allant à l'échafaud comme si c'était au déclin du XVIII^e. Car c'est précisément la Révolution qui a engendré le - vrai fantastique ».

L'époque de l'illuminisme, qui s'épanouit pendant et après la Révolution (comme le montre Viatte), a favorisé une compréhension nouvelle des relations entre le visible et l'invisible. Celles-ci constituent la base du fantastique de Nodier, fondé sur les rêves, les visions et les pressentiments. Bien qu'il ne l'eût jamais vue et qu'il ignorât l'heure de l'exécution, il avait ressenti un étrange rapprochement avec cet instant où - la tête de Charlotte Corday roulait sur l'échafaud ». Pour Nodier, selon l'expression de Dilthey, c'était « une épreuve directrice » ; il savait qu'au fond de toutes les histoires dignes

de ce nom - il y a quelque chose de mystérieux et de symbolique ».

Dans son opuscule très novateur, le Pays des rêves (1831), Nodier expose son point de vue sur - cette vie fantastique dont se compose la moitié de la nôtre, la vie de l'homme endormi ». Arguant de son séjour en Illyrie, intéressé par les superstitions slaves, le fantastique de la vie psychique courante, il évoque les gens accoutumés aux - hideuses visites du cauchemar - : les rêves n'ont pas seulement un côté agréable, ils peuvent être horribles aussi (il convient de rappeler le Cauchemar de Johann Heinrich Füssli) - et ils se répercutent sur la vie éveillée. « Ne dites pas que le loup-garou n'existe pas, s'exclame Nodier. Le lycanthrope est un des phénomènes du sommeil. - Les loups-garous, les vampires, les cauchemars... Nodier est profondément convaincu de leur existence effective, c'est-à-dire imaginaire. La majorité des récits qu'il a adaptés dans Infernaliana ou les démons de la nuit (1821) - il a emprunté ce nom à un - cauchemar - dalmate -, puisant dans l'inspiration du fantastique populaire, il montre d'excellente manière littéraire le cauchemar persécuteur de cette époque, témoignant du traumatisme durable et profond de la tête coupée. La tonalité intime de ce cauchemar est visible ; rien d'étonnant puisqu'il aimait à raconter qu'il avait lui-même été guillotiné.

Le mot favori de Nodier, - étrange -, revient à plusieurs reprises dans deux

récits fantastiques d'Alexandre Dumas nés d'une inspiration nodièrisme. Dans la lettre de dédicace des Mille et Un Fantômes (1849), l'auteur définit sa condition de conteur : « Depuis Scheherazade et après Nodier. - L'objet des récits-fantômes, racontés le plus souvent par des êtres-fantômes (par exemple une femme très pâle parce que, dans sa jeunesse, un vampire amoureux d'elle a bu son sang), sont les têtes coupées et les vampires.

De même, dans la Femme au collier de velours (1850), Alexandre Dumas raconte la macabre aventure d'E.T.A. Hoffmann dans le Paris de la Terreur, que lui avait rapportée Nodier, comme il le dit lui-même : romance hallucinatoire avec une femme à la tête coupée. Le créateur allemand de situations fantastiques et de personnages littéraires diaboliques s'égare dans la folie du monde révolutionnaire français - et Dumas insiste là-dessus.

L'horrible singularité du réel n'est perceptible qu'à travers la littérature.

Je voudrais attirer tout particulièrement l'attention sur l'un des rappels littéraires, nombreux, auxquels Dumas procède. Enlevée par un adolescent féroce qui se révélera être un vampire, la belle Hedwige raconte : « Alors, une étrange hallucination s'empara de moi : il me sembla être la Lénore de la ballade de Gottfried Bürger, emportée par le cheval et le cavalier fantômes... » La perspicacité de l'héroïne frappe, lorsqu'on se rappelle ce que A. W. Schlegel écrivait dans sa critique enthousiaste de

la Lénore de Bürger : le sentiment de l'insolite doit se rapporter ici à das Unbekannte (- l'inconnu -) et à... das Unheimliche. Nous nous trouvons donc dans les passages du genre pour lequel Sigmund Freud (analysant, du reste, E.T.A. Hoffmann) a trouvé ce terme dont l'usage s'est aujourd'hui généralisé : das Unheimliche - l'inquiétante étrangeté. Il a une signification décisive pour le fantastique moderne, ce qu'a établi Roger Cailliois en différenciant si précisément le merveilleux des contes du fantastique agressif de l'épouvante. Freud, comme on sait, devait beaucoup aux romantiques allemands, mais on peut dire que, sans Nodier, le sentiment moderne de das Unheimliche n'aurait pas véritablement existé.

Le paradoxe littéraire de la Révolution française réside en ceci que, dans la littérature aussi, elle a produit ce qu'elle n'envisageait nullement de créer. La frénésie de la mort et le fantastique du cauchemar se sont comparés de l'imagination des romantiques. Mais pas seulement. La frénésie ne fut pas la dénaturation d'un romantisme précoce. Le tragique et le grotesque étroitement enlacés nous accompagnent encore aujourd'hui dans notre apocalypse laïque.

© Maria Janion et Remigiusz Forycki

(2) - J'entends par l'histoire fantastique vraie, car une pareille alliance de mots vaut bien la peine d'être expliquée, la relation d'un fait tenu pour matériellement impossible qui s'est cependant accompli à la connaissance de tout le monde. - (Contes fantastiques, présentés par M. Lacroix).
 (3) - L'épouvante propre au conte fantastique, écrit R. Cailliois, sévit seulement en un monde incrédule, où les lois de la nature sont tenues pour inflexibles et immuables (...) l'espace y connaît d'étranges vides ; des territoires interdits et sans étendue, des - poches - insituables (...) Le fantastique, conclut le critique français, faiblesse et châtiement des esprits forts... Heureuse faiblesse et voluptueuse sanction. - (Anthologie du fantastique, présentée par R. Cailliois.)

Pierre Dumayet
Brossard et moi

Verdier

Jaroslav Putík
L'HOMME
AU RASOIR

ROMAN TRADUIT DU TCHÈQUE
par MILENA BRAUD



PAVILLONS
robert laffont



CRITIQUE

Jean-Fabien SPITZ
La direction de la critique littéraire est assurée par :
Marie-Anne LESCOURRIET
Lectrice et rédactrice
Michel MANSLEY
Le service publications de la revue est assuré par :
Jean-Claude THOMAS
Pour tous renseignements et abonnements :
Robert Laffont
11, rue de Valenciennes
75013 Paris
Tél. 01 47 35 50 00
Fax 01 47 35 50 01
E-mail : critique@robertlaffont.com

Revue générale des publications françaises et étrangères
Publiée avec le concours du Centre National des Lettres

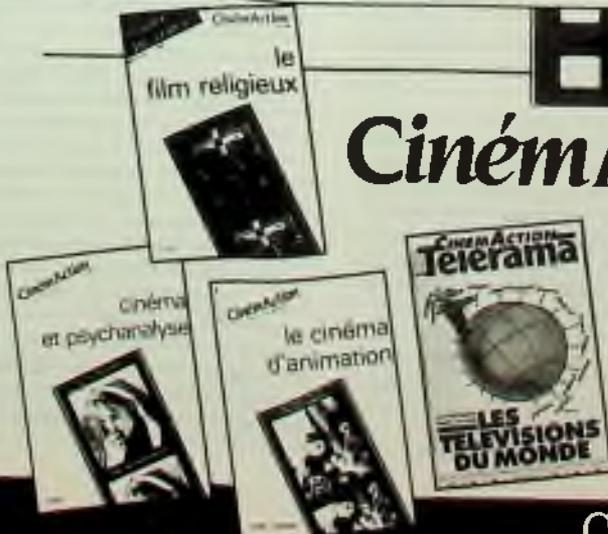
CinémAction

Tous les trois mois, **CinémAction**, sous la direction de Guy Hennebelle, publie un dossier de 200 pages qui fait le point sur un sujet de cinéma ou de télévision.

En vente en librairies ou par abonnement :
450 F les 4 numéros
de 200 pages illustrées.

CinémAction - Corlet
2.I. route de Vire
14110 Condé-sur-Noireau
Tél. (16) 31.69.05.92

CORLET • TELERAMA



Les révolutionnaires de 1789 et ceux de 1917 ont en commun la croyance au progrès. Il n'y a pas lieu de le leur reprocher : comment être révolutionnaire sans être progressiste ?

Pour nous, qui sommes encore progressistes, ou qui voulons l'être, la question se pose pourtant : comment penser le progrès, à la lumière de ces deux révolutions, pour en retenir les leçons et éviter, peut-être, quelques-unes de leurs erreurs ?

Et d'abord, qu'est-ce que le progrès, ou que doit-il être pour que le progressisme soit possible ?

On songe bien sûr à l'*Encyclopédie*. Mais l'article « Progrès » était, de ce point de vue, bien décevant. Quatre lignes, qui se réduisaient à une définition :

« Progrès. Mouvement en avant ; le progrès du soleil dans l'écliptique ; le progrès du feu ; le progrès de cette racine. Il se prend aussi au figuré, et l'on dit faire des progrès rapides dans un art, dans une science. »

Cet article, que Soboul jugeait, dans sa brièveté, à la fois significatif et insignifiant, ne permet de penser aucun progressisme : aller en avant peut se faire vers le mieux (faire des progrès dans une science) aussi bien que vers le pire (les progrès du feu, qui ravage tout) ; et l'Histoire, si elle avance nécessairement vers l'avenir, ne saurait pour autant justifier ni condamner quelque politique que ce soit : qu'on soit progressiste ou réactionnaire, c'est toujours l'avenir que l'on prépare, quand bien même on souhaite qu'il ressemble au présent (conservatisme) ou au passé (réaction).

Pour que le progressisme soit possible, il faut que ce mouvement en avant se fasse vers un mieux (c'est d'ailleurs le sens, aujourd'hui, du mot progrès) ; cela suppose évidemment une norme, en référence à quoi l'on évalue ce mieux et le mouvement qui, censément, nous en rapproche.

Mais quelle norme ? C'est le point décisif, sur quoi deux conceptions s'opposent.

La première consiste à se donner une norme absolue, qui jugerait anhistoriquement du mouvement de l'Histoire. Le progrès est alors perçu et jugé objectivement, du point de vue de Dieu ou de la vérité (mais d'une vérité qui juge : une vérité normative), et c'est en quoi cette conception est théologique. Mais, pour que le progrès soit non seulement un point de vue sur l'Histoire mais son mouvement réel, il faut davantage : il faut que la norme qui sert à juger du progrès de l'Histoire soit aussi la fin vers quoi elle tend et dont elle se rapproche, irrégulièrement peut-être, mais nécessairement. C'est en quoi théologie et téléologie vont de pair. Il y a progrès, dès lors, à chaque fois qu'on se rapproche de ce but, et régression à chaque fois qu'on s'en éloigne. C'est le monde de saint Augustin ou de Bossuet et aussi, finalement, celui de Kant ou de Hegel. Le progrès s'identifie alors à la providence, et le progressisme se dissout dans la théodicée.

La seconde conception consiste à refuser cette normativité absolue et, donc, cette téléologie. C'est le point de vue de Spinoza, et ce devrait être, en général, celui des matérialistes. Il n'existe aucune valeur absolue, aucune

DU PROGRESSISME : 1789 - 1917

norme vraie (la vérité ne juge pas), et l'Histoire, comme la nature, est dépourvue de toute finalité objective. Il n'est de valeur, autrement dit, que pour et par le désir : ce n'est pas parce qu'une chose est bonne que nous la désirons, explique Spinoza, c'est au contraire parce que nous la désirons que nous la jugeons bonne.

Ce relativisme - car c'en est un - n'interdit pas pour autant de parler de progrès : je peux toujours appeler « progrès » ce qui va dans le sens de mes désirs. Mais, en l'enfermant dans un cercle, une telle conception semble vider le progressisme de tout contenu objectif. Si chacun appelle « progrès » ce qu'il désire, se prétendre progressiste n'est, en effet, qu'un pléonasm (cela revient à dire : je suis pour... ce que je désire) et une tautologie (puisque personne, en ce sens, n'est contre le progrès : qui irait se battre contre ce qu'il désire ?). C'est ce qui autorise tout homme politique, quel que soit son camp, à se réclamer du progrès, et à le faire (du moins est-ce toujours possible) sincèrement. Les réactionnaires n'échappent pas à la règle : si le mieux a déjà eu lieu, il n'est de progrès effectif que dans la réaction, et ce progressisme réactionnaire - même si cela choque nos oreilles ou nos habitudes - n'est en lui-même ni contradictoire ni absurde. Il faut se défaire, ici, de quelques-unes des illusions qui constituent notre bonne conscience progressiste. Le progrès n'appartient à personne, parce que chacun a le sien. Si Louis XVI, par exemple, ne fut pas révolutionnaire, ce n'est pas qu'il était contre le progrès ; c'est que la Révolution ne lui parut pas en être un. Et, à nouveau, qui irait le lui reprocher ? Mais alors, si tout le monde est progressiste, personne ne l'est : le progressisme n'est que le nom superfétatoire que chacun donne à sa position (quand il prétend la juger du point de vue de l'Histoire) parce que c'est la sienne.

Deux conceptions du progrès, donc, l'une dogmatique (en tant qu'elle conjoint la valeur et la vérité) et l'autre relativiste (en tant qu'elle les disjoint). Pour qui se définit comme progressiste, aucune de ces deux conceptions n'est toutefois pleinement satisfaisante. La première, parce qu'elle soumet l'Histoire à autre chose qu'à elle-même et suppose une foi dont le progressisme, pour des raisons tant philosophiques qu'historiques, préférerait se passer. La seconde, parce que en relativisant la notion de progrès elle semble vider le progressisme de toute portée, voire de toute signification. Il faut donc trouver autre chose - mais quoi ?

L'idéal serait de trouver dans l'Histoire (et non plus hors d'elle) une norme objective qui relèverait, non de la foi, mais de la constatation, et qui, tout en s'imposant à tous, permettrait cependant de faire le tri entre les positions progressistes et celles qui ne le sont pas. C'est un peu la quadrature du cercle, puisqu'il s'agit de trouver un point de vue universel qui privilégie pourtant un camp (bien sûr particulier), ce qui ne peut se faire que par la conjonction de l'objectivité et de la valeur, du fait et du droit, du réel et de

la norme, et ce, non en Dieu ou dans un monde idéal, mais ici-bas et dès maintenant !

Une telle conjonction est-elle possible ? Elle est mieux que cela : elle est déjà réelle, déjà effective, et les XVII^e et XVIII^e siècles l'avaient bien compris. Il est un domaine, en effet, où l'objectivité est une valeur, où ce qu'on fait a force de droit, où le réel s'impose comme norme, et ce domaine est précisément celui où le progrès est le plus incontestable.

peut trouver que dans le progrès scientifique et technique le modèle - à la fois objectif et normatif, descriptif et prescriptif - qui lui permettra de justifier, de manière immanente, son propre combat et d'en penser à la fois la valeur et la nécessité.

Il faudrait entrer dans les détails et confronter cette hypothèse aux différents textes fondateurs du progressisme. Il n'est bien sûr pas question de le faire ici, et l'on me pardonnera de



ble. Je pense, on l'a compris, au progrès des sciences et des techniques. Que le XVII^e siècle en sût plus que le XVI^e, c'est ce que la science du XVII^e siècle suffit à attester. Et que le XVIII^e siècle en sût plus que le XVII^e, il n'a besoin que de sa propre science pour en être, et légitimement, persuadé. Le progrès scientifique est en effet incontestable en ceci qu'il comporte en lui-même sa norme : l'histoire des sciences, dira Bachelard, est « une histoire jugée », et jugée par son progrès même. Bien loin que le progrès ait besoin d'une norme pour être apprécié, c'est ici le progrès qui fait norme - et qui fait norme, voilà le point, objectivement.

Dès lors, mon hypothèse est la suivante : si le progressiste veut échapper et à la théologie et au relativisme, et à la transcendance et à la circularité, il ne

n'évoquer, et trop rapidement, que deux exemples.

Le premier, auquel on ne peut pas ne pas penser, est celui de Condorcet. Qu'il ait été progressiste est une évidence ; mais il est aussi l'un des premiers à avoir théorisé absolument la chose. Dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, écrite comme on sait en prison, il a montré que la notion de progrès pouvait, à elle seule, suffire à donner à l'Histoire un sens : les différentes époques de l'humanité, qui rythment « sa marche graduelle vers son perfectionnement absolu », sont celles des progrès de l'esprit humain, lesquels sont à la fois nécessaires, irréversibles et indéfinis. De là, l'optimisme de Condorcet : nous avons « les motifs les plus forts de croire que la nature n'a mis aucun

COMTE-SPONVILLE,
André

La Liberté de l'esprit
Hachette, 177 p., 1986
*Le Mythe d'Icare :
traité du désespoir
et de la béatitude*
PUF, 308 p., 1987
*Traité du désespoir
et de la béatitude*
2. Vivre
PUF, 304 p., 1988

terme à nos espérances ». Un tel optimisme doit pourtant moins au tempérament qu'à la pensée, car les progrès de l'esprit sont surtout, pour Condorcet, ceux des sciences, et c'est en quoi ils sont à la fois incontestables et indéfinis, étant indépendants de toutes normativité ou limitation extrinsèques : « les progrès de la science même n'ont pour mesure que la somme des vérités qu'elle renferme », somme dont « la masse réelle (...) peut augmenter sans cesse » et augmente en effet (puisque les acquis le sont définitivement) à chaque découverte.

C'est ce que Condorcet a compris et théorisé. Il n'est bien sûr pas le seul, et il n'est pas forcément le premier. A l'en croire, telle était déjà quelque peu l'idée de Turgot, et c'est ce que Condorcet indique dans un texte bien révélateur : « Un grand homme, dont je regretterai toujours les leçons, les exemples et surtout l'amitié, était persuadé que les vérités des sciences morales et politiques sont susceptibles de la même certitude que celles qui forment le système des sciences physiques, et même que les branches des sciences qui, comme l'astronomie, paraissent appro-

Il s'agit bien, comme le remarquait Georges Gusdorf, de « lever la contradiction entre la description positive et l'espérance philosophique », ou, comme dit Condorcet, de comprendre que « la nature lie, par une chaîne indissoluble, la vérité, le bonheur et la vertu ». Dès lors, évidemment, tout est possible : « Ces sciences, presque créées de nos jours, dont l'objet est l'homme même, dont le but est le bonheur, n'auront pas une marche moins sûre que celle des sciences physiques. » Elles sont donc vouées, elles aussi, à un progrès nécessaire et indéfini. Or, comme l'homme doit progresser avec la science qui l'étudie et le guide, comme les progrès de la science sociale nourrissent ceux de la société elle-même, comme les « sciences politiques » enfin seront renforcées par « les progrès toujours croissants de l'instruction élémentaire, liés eux-mêmes aux progrès nécessaires de ces sciences », on peut compter sans risques d'erreur sur « une amélioration dans les destinées de l'espèce humaine, qui peut être regardée comme indéfinie, puisqu'elle n'a d'autres limites que celles de ces progrès mêmes ».

On voit alors ce que c'est qu'être progressiste : ce n'est ni tendre vers une fin préexistante ni se soumettre simplement à ses désirs, c'est accompagner le mouvement irréversible de la connaissance vers une vérité toujours plus grande, en combattant pour cela tous ceux qui, par erreur ou par obscurantisme, prétendent s'y opposer. L'histoire des hommes, comme l'histoire des sciences – puisque c'est la même – devient une histoire jugée, dans laquelle s'opposent le passé et l'avenir (Bachelard : « une vérité scientifique est par essence une vérité qui a un avenir »), c'est-à-dire l'erreur et la vérité ! De là, la solidarité entre l'histoire des progrès passés (progressisme récurrent) et l'annonce des progrès à venir (progressisme prospectif) : « S'il existe une science de prévoir les progrès de l'espèce humaine, de les diriger, de les accélérer, l'histoire des progrès qu'elle a déjà faits en doit être la base première. » C'est ce qui justifie l'Esquisse, bien sûr, laquelle justifie en retour le progressisme...

Progressisme et dogmatisme

Le second exemple que je voudrais évoquer concerne les révolutionnaires de 1917, du moins ceux qui, derrière Lénine, se réclamaient de Marx. Pour Marx aussi l'Histoire est une science, et elle est la science, non seulement de ce qui eut lieu, mais de ce qui doit avoir lieu, à la fois parce que c'est objectivement nécessaire et parce que c'est moralement légitime. Dans la nécessité historique telle que Marx la pense se conjuguent également le descriptif et le normatif, la vérité et la valeur. On se souvient de la lettre à Weydemeyer, dans laquelle Marx se flatte d'avoir démontré que « la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat », dictature qui « ne représente elle-même qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes ». Toute la tradition marxiste en retiendra qu'il faut donc se battre pour le communisme, c'est-à-dire (puisque l'adviendra de toute façon) pour hâter sa victoire. Ce « donc » est surprenant : autant dire, parce que la vie mène nécessairement à

la mort, qu'il faut tout faire pour mourir le plus vite possible... Mais c'est que le sens de l'Histoire est un bon sens, et qui donne à l'avance raison aux aspirations légitimes des plus pauvres : ceux qui ne comprennent pas les « démonstrations » de Marx sont à la fois, précisait ce dernier, de « sots ignorants » et « des valets de la bourgeoisie »...

C'est de quoi les révolutionnaires russes sauront se souvenir. Si le thème du progrès n'occupe pas, chez Lénine, autant de place que chez Condorcet, et si le progrès visé, cela va de soi, n'est pas non plus le même, il n'en reste pas moins que Lénine fonde, lui aussi, sur l'existence d'une science de l'Histoire la certitude d'un progrès de l'Histoire, et que cette certitude même fait de son progressisme, non une foi ou un désir, mais une vérité. Evidemment, on pense à la phrase fameuse selon laquelle « la théorie de Marx est toute puissante parce qu'elle est vraie » ; mais on pourrait multiplier les références. Par exemple, dans *Ce que sont les amis du peuple* : « Aujourd'hui – après la parution du Capital – la conception matérialiste de l'Histoire n'est déjà plus une hypothèse, mais une vérité scientifiquement démontrée. » C'est pourquoi le progrès scientifique qu'instaure l'œuvre de Marx permet en retour de penser le progrès historique et ce, non comme abstraction ou généralité, mais dans telle ou telle de ses formes effectives : « Le pas de géant fait par Marx dans ce domaine a consisté précisément à rejeter tous ces raisonnements sur la société et le progrès en général, pour donner en revanche une analyse scientifique d'une société et d'un progrès : la société et le progrès capitalistes. » La dimension prophétique n'en existe pas moins, puisque le capitalisme, comme on sait, est « gros » du socialisme et produit de lui-même ses fossoyeurs ou ses sages-femmes... C'est donc bien parce que la théorie de Marx « a été la première à faire du socialisme, d'utopie qu'il était, une science », qu'elle peut se présenter non seulement comme un progrès parmi d'autres (fut-ce un « pas de géant ») mais comme la connaissance exacte du développement progressif – et progressiste ! – de l'humanité, développement à la fois objectivement nécessaire (il ne peut pas ne pas se produire) et subjectivement souhaitable (puisqu'il constitue un progrès). « La valeur scientifique d'une telle étude, écrit encore Lénine, tient à ce qu'elle dégage les lois (historiques) particulières qui régissent la naissance, la vie, le développement et la mort d'un organisme social donné et son remplacement par un autre qui lui est supérieur. » Et ailleurs : « Le matérialisme historique de Marx a été la plus grande conquête de la pensée scientifique. Au chaos et à l'arbitraire qui régnaient jusqu'alors dans les idées sur l'Histoire et la politique a succédé une théorie scientifique admirablement cohérente et harmonieuse, qui montre comment, à partir d'une forme d'organisation de la vie sociale, se développe, en raison de la croissance des forces productives, une autre forme, plus élevée, comment, par exemple, du servage naît le capitalisme. »

Qu'on me comprenne bien : il ne s'agit pas d'assimiler Lénine à Condorcet. Les différences historiques sont évidentes, et les différences théoriques, certes, ne sont pas moindres. Je veux simplement souligner, chez le bolchevik comme chez

PAYSAGE AVEC PENDULES

Pendules hors du vent.
Chalumeaux sans souffle.
Herbes en dehors du temps.

Nuit creusée dans la roche.
Personne ne l'offrira de l'eau.
Noircie dans les cloches.

Tu ne peux.

Jan SKÁCEL

Condorcet ne fait ici que rejoindre la conception de Pascal, qui avait montré que « les effets du raisonnement augmentent sans cesse » (au contraire de ceux de l'instinct), si bien que « non seulement chacun des hommes s'avance de jour en jour dans les sciences (on retrouve là l'exemple de progrès que donnera l'Encyclopédie), mais que tous les hommes ensemble y font un continuuel progrès à mesure que l'univers vieillit ». C'est ce qui justifie la métaphore fameuse, qui sera comme un leitmotiv du progressisme, selon laquelle « toute la suite des hommes, pendant le cours de tous les siècles, doit être considérée comme un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement ». Pascal voulait souligner par là la supériorité épistémologique, (mais, pour lui, épistémique seulement), des modernes sur les anciens. Toute la difficulté, pour Condorcet et pour les progressistes en général, est de discerner, non dans les seules connaissances, comme le faisait Pascal, mais dans l'Histoire elle-même, considérée dans la généralité de son développement, un progrès qui soit aussi incontestable. A quelles conditions peut-on importer le modèle du progrès scientifique dans le champ de l'histoire sociale et politique ? C'est où Condorcet se distingue de Pascal, et où le progressisme se fonde. Pour qu'un tel emprunt soit possible et légitime, il faut – et sans doute il suffit – que l'Histoire elle-même soit une science, non seulement comme connaissance du passé humain (l'Histoire des historiens : l'histoire), mais comme Histoire réelle, comme Histoire effective (l'Histoire des hommes historiques : la *Geschichte*), bref comme Histoire en train de se faire. Le progrès historique ne sera alors que la forme ultime – à la fois la plus générale et la plus haute – du progrès scientifique, et le progressisme ne sera que le nom donné à ce mouvement à la fois objectif et nécessaire.

cher de la certitude mathématique... Cette opinion lui était chère, parce qu'elle conduisit à l'espérance consolante que l'espèce humaine fera nécessairement des progrès vers le bonheur et la perfection comme elle en a fait dans le domaine de la vérité. »

Le point est décisif. La seule manière de réduire l'abîme entre le champ théorique et le champ pratique, entre la connaissance et l'action, entre l'histoire des sciences et l'Histoire tout court, c'est de faire une science de l'action (une pragmatique !), c'est d'ériger la pratique historique elle-même en science ! Or, tel était bien le projet de Condorcet, et ce dont il avait cru discerner, non seulement la possibilité, mais déjà l'amorce et... les progrès. C'est ce qu'il appelle la « mathématique sociale », dans laquelle on a pu voir l'annonce de nos modernes sciences humaines. Le nom de mathématique sociale ne doit pas tromper : c'est d'une science expérimentale qu'il est question, mais qui trouverait dans le calcul (et spécialement dans le calcul des probabilités) l'instrument de sa rigueur. L'essentiel pourtant, concernant notre problème, n'est pas le statut épistémologique de ces sciences humaines ; l'essentiel, c'est qu'elles sont et doivent être, pour Condorcet, à la fois positives et normatives, descriptives et prescriptives : la mathématique sociale est inséparable d'un « art social » qui n'en est que l'application, et dont l'homme lui-même, pour finir, doit sortir transformé. « Les hommes, écrit Condorcet, ne pourront s'éclairer sur la nature et le développement de leurs sentiments moraux, sur les principes de la morale, sur les motifs naturels d'y conformer leurs actions, sur leurs intérêts, soit comme individus, soit comme membres d'une société, sans faire aussi dans la morale pratique des progrès non moins réels que ceux de la science même. » Et d'expliquer que l'égoïsme ou la violence ne relèvent que d'un « faux calcul »...

BACHELARD, Gaston

L'Activité rationaliste de la physique contemporaine
PUF, 232 p., 1965

BAKER, K.M.

Condorcet, raison et politique
Hermann, 1988

CONDORCET,

Marie-Jean-Antoine de

Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain ; Fragments sur l'Atlantide
Flammarion, 352 p., 1988

GRANGER,

Gilles-Gaston
La Mathématique sociale du marquis de Condorcet
PUF, 1956

GUSDORF, Georges

Introduction aux sciences humaines
PUF, 522 p., 1956

MARX, Karl

Œuvres
Gallimard, Pifade, 3 vol., 1963, 1968, 1982

LENINE, Vladimir

Œuvres
Textes philosophiques
Messidor, 1982

le libéral la conjonction de la théorie et de la pratique, du fait et de la valeur, du descriptif et du prescriptif, etc. conjonction qui n'est rendue possible que par l'idée non seulement d'une science de l'Histoire (comme connaissance positive du passé humain : *histoire*), mais d'une Histoire scientifique (comme pratique, scientifiquement normée, des individus vivants : *Geschichte*). Il s'agit bien, dans les deux cas, de lever la contradiction entre la description positive et l'espérance philosophique, et c'est ce que j'appelle le dogmatisme : conjindre le vrai et le bien, le réel et la valeur, la connaissance et le désir. C'est aussi la définition, selon Freud, de l'illusion, et c'est en quoi tout dogmatisme est illusoire.

Cette illusion - comme toute illusion selon Spinoza - relève au fond du finalisme. Le progressisme « scientifique » ou dogmatique débouche en effet, lui aussi, sur une téléologie : de même que l'histoire des sciences n'exerce sa normalité (légitime) que dans la récurrence du présent sur le passé (c'est une histoire, explique Bachelard, « qu'on éclaire par la finalité du présent, une histoire qui part des certitudes du présent et découpe, dans le passé, les formations progressives de la vérité » - ce que voulait aussi faire Condorcet), de même l'Histoire prétendument scientifique ne peut exercer sa sienne (puisqu'il s'agit de l'Histoire en train de se faire) que dans la récurrence de l'avenir sur le présent. C'est où progressisme et prophétisme se rejoignent : il faut prétendre connaître l'avenir (et Lénine comme Condorcet s'appuient ici sur l'idée de lois nécessaires) pour pouvoir juger scientifiquement du présent et justifier par là le bien-fondé de son action. « La pensée scientifique, écrit Bachelard, s'assure dans le récit de ses progrès. » On pourrait dire de même : la pensée progressiste (quand elle est dogmatique) s'assure dans l'annonce de ses triomphes - le tour de passe-passe du progressisme dogmatique consistant à faire passer, sous couvert de progrès scientifique, l'annonce d'un triomphe pour le récit d'un progrès !

Un progressisme pratique

Il ne s'agit pas uniquement d'un problème théorique. Prétendant que le progrès n'est pas seulement souhaitable - tautologie qu'il n'est pas question de contester - mais nécessaire (à la fois objectif, inéductible et irréversible), ce progressisme dogmatique suppose, certes, une conception dogmatique de l'Histoire, mais, surtout, il débouche sur une pratique dogmatique de la politique, dont on connaît les effets et les dangers.

Condorcet, qui était politiquement libéral (encore a-t-on pu dire qu'il était « libéral avec intolérance ») était trop bon mathématicien pour être absolument dupe de ses espérances ; aussi ne parle-t-il de science sociale le plus souvent qu'au futur, non comme d'un savoir qu'il aurait, mais comme d'une nécessité qu'il annonce. Au demeurant, sa mathématique sociale, d'essence probabiliste, eût été préservée par ce biais des errements les plus graves de son dogmatisme. Et la « contradiction entre l'élitisme scientifique et le libéralisme démocratique », si elle était bien, comme l'a montré Baker, le

« point faible » de sa pensée, lui donne aussi cet aspect mesuré qui l'eût sans doute protégé du pire. Lénine n'aura (je ne veux pas m'y attarder) ni ces lucidités ni ces prudenances - et moins encore Staline, qui fera du léninisme « la science de la direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat » et la justification, comme on sait, de la dictature.

Qu'on ne se méprenne pas sur ce que j'appelle le dogmatisme. Il ne s'agit pas de savoir si des sciences humaines sont possibles - elles le sont évidemment en droit et sans doute en fait -, mais si ces sciences peuvent prétendre (c'est cela seul que j'appelle le dogmatisme) conjindre la vérité et la valeur, c'est-à-dire enseigner, non seulement ce qui est ou ce qui advient, mais ce qu'il faut faire. Voilà ce que je conteste, pour des raisons théoriques, et que je refuse, pour des raisons pratiques. Or, là était l'illusion commune d'une bonne partie de nos révolutionnaires, tant dans la France du XVIII^e siècle que dans la Russie du XX^e siècle. Cela n'explique certes pas tout de ces révolutions mais peut rendre compte, me semble-t-il, d'une partie de leurs errements. Si c'est l'Histoire elle-même qui impose ce qu'il faut faire (la nécessité comprise !), si c'est la vérité qui juge (le tribunal de l'Histoire !), mes adversaires sont dans

vent plus radicaux que Condorcet et aussi efficaces que Lénine... A la vérité, ce sera presque toujours - tant chacun veut avoir raison - au risque d'un autre dogmatisme, d'ordre moral, qui pourra, sans l'annuler, se joindre au dogmatisme progressiste du temps : Robespierre et Saint-Just combattront ainsi au nom « des progrès de la raison humaine » contre l'obscurantisme, et au nom de la vertu contre le crime... Mais rien n'interdit de refuser à la fois ces deux dogmatismes et de fonder son combat sur la seule force de ses intérêts, de ses désirs ou, selon le nom qu'on voudra leur donner, de ses volontés. Le contraire du dogmatisme est le cynisme (celui de Diogène) ou, comme l'a d'ailleurs bien vu Condorcet, le machiavélisme⁽¹⁾, c'est-à-dire le règne de la volonté. C'est aussi, en général, le matérialisme, et voilà sans doute encore un parallèle qu'on peut tenter entre ces deux révolutions, par ailleurs si différentes : que le matérialisme, ouvertement rejeté par la première, ait été subrepticement dévoyé par la seconde...

Etre matérialiste - j'entends : d'un matérialisme radical -, c'est en effet disjoindre ce que l'idéalisme (chez Condorcet ou Lénine comme chez Platon ou Khomeyni) conjoint : l'être et la valeur, le réel et le sens, le vrai et le

lieu de conjindre nécessité et progrès, un tel progressisme matérialiste s'efforcera plutôt de les séparer comme appartenant à deux ordres différents : le progrès est objet, non de connaissance, mais de volonté ; la nécessité, non de volonté, mais de connaissance.

On dira que cela nous ramène au cercle que j'évoquais en commençant. J'en conviens. Mais ce cercle, qui est le cercle du désir, est aussi le cercle même de la politique : puisqu'on ne peut en sortir, autant l'accepter !

Cela vide-t-il le progressisme de tout contenu ? Non pas, puisque le désir en est un. Mais cela interdit au progressisme de se prétendre absolu, et le seul progressisme possible ou vrai. Si chacun appelle « progrès » ce qu'il désire, comme c'est le cas, il peut donc y avoir plusieurs progressismes différents, voire contradictoires ou antagonistes, et qui s'accuseront mutuellement d'être réactionnaires... C'est en effet ce qui se passe, et cela me semble, pour ce que je voulais dire, une confirmation suffisante.

Renonçant à annoncer un progrès inéductible et indéfini (comme Condorcet ou Marx), le matérialiste - ou, en général, le militant non dogmatique - se battra alors pour un progrès incertain, provisoire et relatif. Progressisme non plus théorique, mais pratique, non plus



l'erreur, et doivent donc se rallier à la vérité - ou disparaître. La vérité ne se vote pas et n'a que faire du droit ou de la morale.

Ce dogmatisme est-il une fatalité pour tout progressisme ? Je n'en crois rien. D'abord, notons-le, parce qu'on peut se battre pour un progrès sans faire une théorie générale (« scientifique » ou métaphysique, peu importe) du progrès. Il faudrait évoquer ici Rousseau qui, bien loin de fonder la justification de son action sur un progrès universel et triomphant, a plutôt voulu démythifier le progrès, pour en faire un concept neutre et pluriel (« l'homme fait des progrès, soit en bien, soit en mal... »), à vocation surtout analytique⁽²⁾. On sait que cela ne l'a pas empêché d'être progressiste (si l'on entend par là qu'il souhaitait que l'homme progresse en bien) et, surtout, d'inspirer bien des progressistes sou-

rien. Aucune norme n'est vraie, pour le matérialiste, aucune vérité ne fait norme. La vérité ne juge pas : le réel n'est pas Dieu. N'y aura-t-il alors plus aucune raison d'agir ? Ce serait oublier que le désir est réel aussi, et la volonté. Etre matérialiste, c'est alors penser que ce n'est pas une valeur vraie qui justifie le désir mais au contraire le désir qui produit et la valeur et l'illusion de sa vérité. Spinoza, Marx et Freud l'ont montré, chacun à sa manière (même si Marx a laissé entendre aussi le contraire...), et il suffit ici d'y renvoyer. De là, le machiavélisme, comme dit Condorcet, ou le cynisme, comme je préférerais dire, qui ne sont que l'apologie de la volonté en politique - quand le dogmatisme n'est que sa dénégation ou (au sens freudien) sa rationalisation.

De là, aussi, la possibilité d'un autre progressisme, non plus dogmatique ou « scientifique », mais volontaire. Au

dogmatique mais volontaire. Il s'agit de prophétiser un peu moins et de vouloir un peu plus. Ce progressisme, qui en aura moins de goût pour les massacres, est le seul qui me paraisse intégrer les leçons de 1789 et 1917 et proposer, pour notre temps, des raisons plausibles de lutter.

© André Comte-Sponville

(1) Voir G.-G. Granger, *la Mathématique sociale du marquis de Condorcet*, Paris, PUF, 1956, pp. 42-43 :

« Condorcet, intellectuellement libéral, est libéral avec intolérance. L'habitude de la pensée scientifique le porte inévitablement à croire qu'il y a sur toute chose une opinion véritable, et son tempérament passionné lui fait rejeter violemment les « préjugés » d'autrui. La politique est une science, et l'on doit pouvoir, par conséquent, gouverner les hommes pour le mieux. Il s'agit en toute chose de construire un système de pensée raisonnable et d'en promouvoir l'application avec énergie. Il est géométrique en politique comme en tout... »

(2) Voir, à ce propos, l'article très éclairant de Patrice Decormille, « Rousseau et la querelle des anciens et des modernes », in *l'Enseignement philosophique*, 38^e année, n° 1, sept.-oct. 1987 (pp. 70-84).

(3) Voir K.M. Baker, *Condorcet, raison et politique*, Paris, Hermann, 1988, pp. 452-453. Sur le problème des deux cynismes - celui de Diogène et celui de Machiavel - et leur opposition commune à l'idéalisme, voir mon article « Le bon, la brute et le militant », in *Lettre internationale*, n° 11, hiver 1986-1987.

BADINTER, Robert
Libres et égaux...
L'Émancipation des juifs, 1789-1791
Fayard, 237 p., 1989

BETOURNE, Olivier
HARTIG, Aglaïa
Penser l'histoire de la Révolution, deux siècles de passion française
La Découverte, 238 p., 1989

HOBBS, Thomas
De Cive : ou les fondements de la politique
Sirey, 394 p., 1981

TAINÉ, Hippolyte
Les origines de la France contemporaine
Laffont, 2 vol., 1986

LA CRISE EST FINIE ?



Dix-huit mois après le krach d'octobre 1987, sommes-nous à la veille d'un nouvel effondrement boursier ? Depuis le début de l'année, la question hante les salles de marchés. L'euphorie de l'automne dernier a fait place à une sourde inquiétude. Certes, la récession n'est pas en vue et le ralentissement de l'économie mondiale n'est nullement certain. Mais la reprise de l'inflation, mois après mois, sème le trouble.

Le premier signe est venu du retournement de l'évolution du taux d'intérêt de l'emprunt à trente ans du Trésor américain. Après avoir longtemps résisté à la hausse du marché monétaire, l'emprunt phare du Trésor des Etats-Unis a cédé le 9 février 1989 : pour la première fois depuis 1986, son taux a franchi la barre des 9 %. Or, plus que toute autre, cette obligation mesure la plus ou moins grande confiance des opérateurs financiers dans les perspectives de l'économie américaine. Deux jours plus tard, le « prime rate » des banques était relevé à 11 %. Fin février, il était porté à 11,5 % après que la FED (Federal Reserve) eut augmenté son taux d'escompte de 6 % à 6,5 %. Cette hausse, la première depuis 1984, est venue confirmer la volonté des autorités américaines de resserrer la politique monétaire pour empêcher l'emballage de l'économie.

Pour son début de mandat, le président Bush choisit donc incontestablement la continuité. Les économistes attendaient qu'il annonce un objectif clair de réduction du déficit budgétaire, mais il lui aurait fallu soit augmenter les impôts – ce qu'il s'est engagé à ne pas faire – soit réduire drastiquement les dépenses – mais le Congrès n'est guère enthousiaste pour l'y aider. Le nouveau maître de la Maison-Blanche préfère l'arme monétaire, à l'instar du président Reagan en 1980. Le contexte n'est plus le même et les conséquences en seront différentes, mais l'inspiration politique n'a pas changé. Pendant toute la campagne électorale, les observateurs se sont beaucoup interrogés sur les intentions de G. Bush. Les voilà aujourd'hui fixés... et déçus.

En économie, les mêmes causes ont rarement des effets identiques. Elles n'agissent jamais dans des situations semblables, mais elles enclenchent les mêmes mécanismes dont la connaissance reste utile à la compréhension du présent et du futur. Dix-huit mois après le krach d'octobre 1987, le constat de ses conséquences tient en deux phrases : la récession annoncée par les experts n'a pas eu lieu ; aucun des déséquilibres qui ont provoqué la crise n'est résorbé. Et les deux constats sont liés. Le gouvernement américain n'a pas suivi les conseils pressants lancés par les « experts » internationaux l'incitant à réduire le déficit budgétaire des Etats-Unis ; il n'a pas non plus plongé l'économie américaine dans la récession. Ceci explique cela.

A douze mois de l'élection présidentielle, Ronald Reagan ne voulait pas laisser au candidat républicain une croissance zéro. Bon psychologue, il savait l'opinion publique plus sensible à la croissance de la

consommation qu'aux déséquilibres économiques... et le statut du dollar lui permettait d'en ignorer les conséquences internationales. Pour éviter que le krach ne débouche sur une récession, il a préféré recourir à une recette déjà utilisée lors de la crise financière américaine de 1969 par un autre président républicain : ouvrir les vannes du crédit et injecter autant de liquidités que nécessaire.

Le krach a ainsi contraint les pouvoirs publics à mener une politique monétaire contraire à celle qu'ils avaient engagée auparavant. En limitant la croissance de la masse monétaire, ils auraient bridé l'activité ; en injectant malgré eux des liquidités, ils l'ont dopée. L'effondrement des cours a favorisé une réorientation des capitaux vers les investissements productifs, la création monétaire a permis aux entreprises de se procurer les financements dont elles avaient besoin. Avec les déboires de l'économie casino, les capitaux ont repris, en partie, le chemin des usines.

Ce réflexe monétaire constitue la première différence avec les enchaînements dramatiques de 1929. Les pertes ont pu être reportées, leur constat, étalé dans le temps. La crise boursière s'est trouvée dédramatisée. Il n'y eut ni suicide ni émeute. Les épargnants ne se sont pas précipités aux guichets des banques pour retirer leur argent. Seuls quelques « golden boys » ont dû revendre le somptueux appartement acquis dans la fièvre de la spéculation et chercher un nouvel emploi. Ils avaient été les seuls à oublier que « les arbres ne montent pas au ciel » – la bourse non plus !

La seconde différence tient à la coopération internationale. La débâcle provoquée par le différend entre Allemands et Américains sur les taux d'intérêt a immédiatement ramené tout le monde à la raison. Les plus réticents à la coopération inaugurée par les accords du Plaza de septembre 1985, à savoir les gouvernements allemand, anglais et japonais, se sont inclinés sous la pression de quelques milliards de dollars partant à la dérive. Le libéralisme monétaire est définitivement mort, pour le temps présent s'entend, le 19 octobre 1987.

Un krach salubre

Le krach a-t-il finalement été la purge dont l'économie mondiale avait besoin pour retrouver le chemin de l'expansion ? La comparaison avec les médecins de Molière est tentante. Mais elle n'est pas exacte. La purge, les monétaristes l'ont administrée bien avant, très exactement à partir du mois de novembre 1978 lorsque J. Volcker, nommé président de la Federal Reserve a décidé de faire monter les taux d'intérêt pour casser l'inflation. Le taux d'intervention a atteint alors 12 % et, sur le marché monétaire, il a bondi à 20 %, niveau réservé jusque-là aux pays latino-américains ! La purge a d'ailleurs failli emporter le malade. L'économie américaine a plongé dans la récession et le chômage s'est envolé. Les économies industrielles ont connu alors deux années noires. Mais, dès 1982, le président Reagan, réduisant les impôts et augmentant les dépenses militaires, misait sur le déficit budgétaire pour relancer la croissance. Le keynesianisme redevenait vertu.

Le krach a, au contraire, mis un terme à la purge. Il a libéré l'économie américaine des entraves monétaristes. La décreue avait été annoncée en décembre 1982. Mais le poids des créanciers, essentiellement les banquiers plus soucieux de leurs comptes d'exploitation que du sort de l'économie mondiale, a freiné la baisse des taux d'intérêt. Certes, les taux nominaux se sont réduits, mais moins vite que l'inflation, si bien que les taux réels ont augmenté. Toutefois, dans la mesure où les entreprises se sont désendettées et ont retrouvé un niveau d'autofinancement parfois supérieur à 100 %, la hausse des taux réels n'a pas compromis la reprise de leurs programmes d'investissements.

Les accords du Plaza, prolongés par ceux du Louvre en janvier 1987, avaient justement pour objet de lever cet obstacle. Les premiers ont permis de réussir le repli en douceur du dollar. Les seconds ont tenté de stabiliser les parités monétaires dans des fourchettes tenues secrètes, pour donner la priorité à la baisse concertée des taux d'intérêt. Le succès de ces accords supposait une réduction du déficit budgétaire américain. Le président Reagan espérait que la croissance la lui apporterait, tout naturellement. Il n'en fut rien, la charge cumulative de la dette compromettant tout redressement. On connaît la suite. Dès le printemps, les taux d'intérêt remontaient. Les Allemands ont fini par réagir et le bras de fer germano-américain a précipité la crise boursière.

Dix-huit mois après le krach, le problème reste entier. Tant que le gouvernement américain ne résorbera pas le déficit commercial des Etats-Unis, la coopération internationale ne peut viser à la fois à stabiliser les parités monétaires et à faire baisser les taux d'intérêt : à l'impossible, nul n'est tenu.

Déficit commercial, et non déficit budgétaire. Ce dernier serait de faible importance sur les relations monétaires internationales s'il ne contribuait à une forte croissance de la demande qui alimente le flux d'importations. Le premier est la cause directe du déficit des paiements courants qui contraint les Etats-Unis à attirer en permanence des capitaux considérables. Si le lien existe entre ces deux déficits, la différence est essentielle. Réduire le déficit budgétaire américain, comme le réclamaient les experts internationaux à l'automne dernier, ferait peser un risque de récession ; réduire le déficit commercial pourrait, au contraire, s'effectuer par un accroissement de la production américaine. D'un côté on sort du déficit « par le bas », de l'autre on cherche une issue « par le haut ». C'est peu dire que la seconde solution est, de loin, préférable.

Sa mise en œuvre est aussi beaucoup moins facile. Elle repose, en effet, sur l'augmentation des capacités de production et la reconquête des parts de marché. Or ce sont les entreprises qui investissent, font ou non les bons choix technologiques, et finalement vendent leurs produits. L'Etat peut les encourager par une politique d'incitation fiscale ou de soutien à la recherche. Il ne peut les remplacer et se trouve contraint de garder un œil vers le bas et d'ajuster la demande aux capacités de production. Le plus simple pour les Etats-Unis serait de taxer les importations de pétrole, ce qui réduirait parallèlement le déficit budgétaire, mais de façon progressive, en laissant la croissance venir amplifier le phénomène. Le prési-

GAURON, André

Histoire économique et sociale de la V^e République

1. Le Temps des modernistes :

1958-1969

La Découverte, 224 p.

1983

2. Année des rêves, années de crise :

1969-1987

La Découverte, 308 p.

1988

BILLAUDOT, Bernard,

GAURON, André

Croissance et Crise :

vers une nouvelle croissance

La Découverte, 264 p.

1985

dent Bush s'est engagé, pendant sa campagne électorale à ne pas le faire. Combien de temps pourra-t-il tenir sa promesse ?

Dans ces conditions, l'espoir de voir la situation monétaire américaine s'assainir est assez mince. Le ralentissement de la croissance, dû à un mouvement de déstockage attendu pour 1989, réduira les importations sans vraiment stimuler les exportations. Le déficit commercial devrait repasser en dessous de 100 milliards - contre 160 en 1987 - mais cette baisse restera très nettement insuffisante pour rééquilibrer la balance des paiements courants. L'endettement extérieur ne peut que progresser : en 1980, les Etats-Unis sont devenus débiteurs nets pour la première fois ; en 1985 l'endettement atteignait les 100 milliards de dollars et il pourrait dépasser les 500 milliards dès 1989. Les déséquilibres monétaires ne sont donc pas prêts d'être résorbés.

Les marchés financiers ont-ils à avoir peur d'une reprise de l'inflation ? Question lancinante qui n'a pas

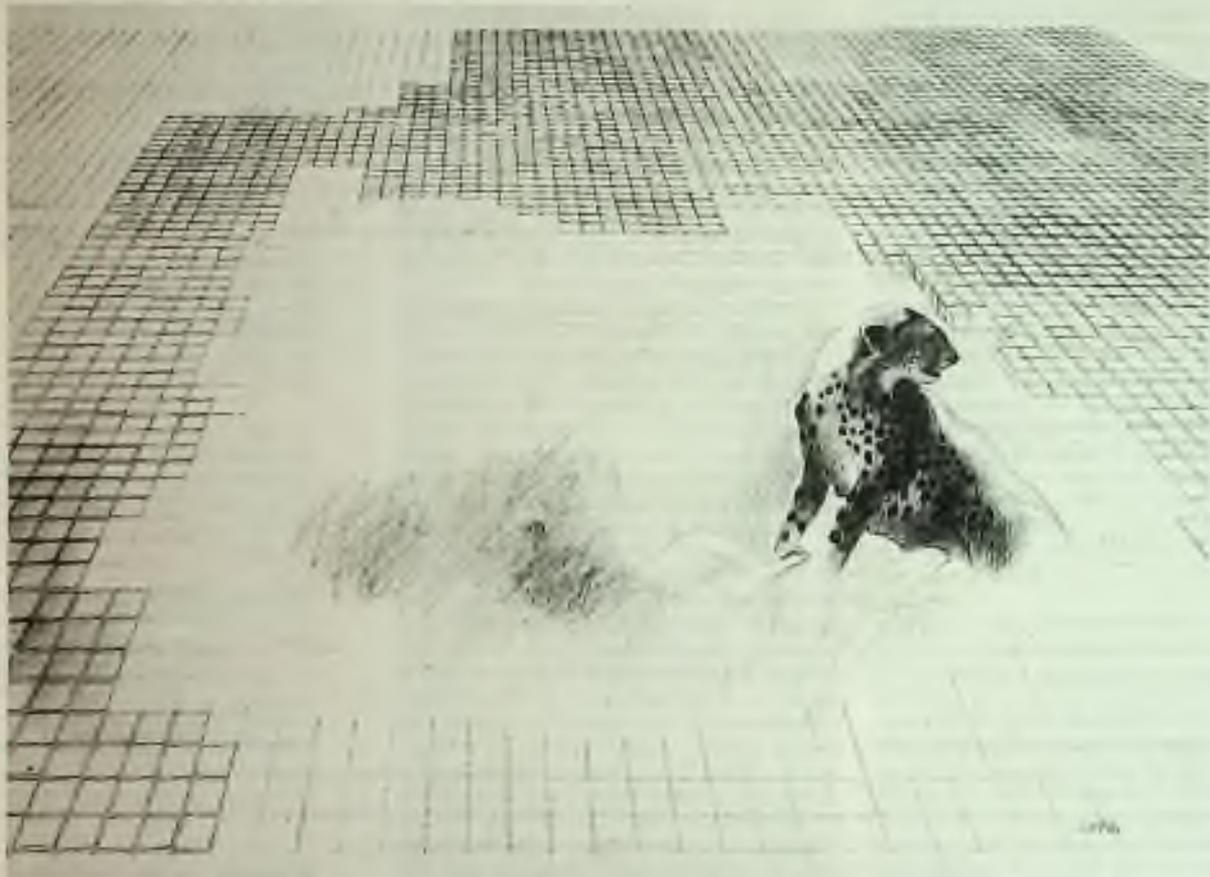
les y incite guère - ou bien faire remonter le dollar au risque de provoquer une escalade des taux d'intérêt, en exportant l'inflation chez les partenaires des Etats-Unis. Faut-il alors s'étonner que les bourses redeviennent fébriles et que les valeurs les plus sûres de la cote recommencent à brûler les doigts des « golden boys » ? Certes, un nouveau krach, comme en octobre 1987, a été rendu impossible par les mesures prises depuis pour limiter les fluctuations quotidiennes. Mais ces mesures n'ont en rien réduit la spéculation.

La fin des parvenus ?

Après s'être assagi, l'économie casino semble renaître. L'année 1988 a même connu le record des rachats en bourse, qui ont atteint le volume inouï de 200 milliards de dollars de valeur boursière (dont la moitié correspond à des dettes). Des « montagnes d'argent » ont été lancées à Wall Street : 5,3 milliards

stratégie industrielle et l'opération financière, la frontière est ainsi devenue ténue. L'investissement à long terme se mue parfois en placements spéculatifs avant même que l'opération soit dénouée. La bourse en fait ses délices. Les OPA tirent la cote. En dix-huit mois, parfois moins, les différentes places financières ont effacé le krach d'octobre 1987. Mais en retrouvant les niveaux d'alors, elles renouent aussi avec le vertige de l'économie casino.

Toutefois, la remise en ordre est bien engagée. La SEC n'a pas ménagé ses efforts pour faire tomber l'inventeur des « obligations pourries », Michael Milken. Pour sauver les milliards qu'il lui a fait gagner, la banque Drexel Lambert qui l'employait a accepté de payer un demi-milliard de dollars d'amende. Le très libéral quotidien financier américain, le *Wall Street Journal*, s'est inquiété et a accusé les shérifs de la bourse de vouloir « tuer le marché ». En France, la COB, longtemps discrète, à moins qu'elle ne fût distraite, lui emboîte désormais le pas ; les



encore trouvé sa réponse. A s'en tenir aux chiffres, la crainte ne semble guère justifiée : la hausse des prix a été en 1988 de 4,5 % aux USA, mais seulement de 3,1 % en France, 1,6 % en RFA et aux Pays-Bas, 0,6 % au Japon ; la hausse n'est sensible qu'en Grande-Bretagne, où elle atteint 6,5 %. Mais ces résultats, somme toute satisfaisants, ne rendent pas compte d'un phénomène majeur : l'arrêt de la désinflation. Si les hausses sont faibles, l'inflation a cessé de baisser, y compris dans les pays comme l'Allemagne et le Japon. La forte demande d'énergie et de matières premières, induite par la croissance, a provoqué des hausses parfois spectaculaires - doublement sur le nickel, fortes reprises sur l'aluminium, le cuivre, le zinc... Dans les pays industrialisés, les taux d'utilisation des capacités de production, sans précédents depuis le début des années soixante-dix, laissent prévoir des tensions sur les prix de gros. Partout, le sentiment que le vent a tourné, domine.

Dès l'été 1987, les autorités monétaires américaines et allemandes avaient pris les devants pour calmer la « surchauffe » et attirer ou retenir les capitaux. A plusieurs reprises, elles ont relevé leurs taux directeurs... sans atteindre leur objectif. Les autorités américaines sont en fait prises dans un dilemme : accepter une nouvelle baisse du dollar pour réduire le déficit commercial - mais son effet inflationniste ne

de dollars par le britannique Grand Metropolitan pour racheter Pillsbury, 11,4 milliards de dollars par Philip Morris sur Kraft et 20,3 milliards de dollars par la société d'investissement KKR pour prendre le contrôle de RJR Nabisco. Record absolu.

Au-delà des sommes en jeu, ou plus exactement, à cause de celles-ci, ces rachats n'ont été possibles que par le recours à un procédé très particulier : l'émission de « junk bonds » - traduisez « obligations de pacotille » ou « obligations pourries ». Il s'agit d'obligations émises pour acheter une société, et dont le remboursement est gagé soit sur les plus-values escomptées de la vente de certains actifs soit sur la très forte amélioration espérée des bénéfices. Ces obligations, à taux fixe mais à prix variable, présentent donc un risque élevé qui justifie un taux de rémunération tout aussi élevé, de 4 à 5 points supérieurs au rendement normal des obligations. En d'autres termes, les initiateurs de « junk bonds » jouent sur une idée fort ancienne : l'effet de levier du crédit. En offrant une forte rentabilité, ils lèvent des sommes considérables avec très peu de capitaux propres.

A l'origine, cette technique a été utilisée pour financer des rachats d'entreprises par leurs salariés. Très vite, elle s'est étendue aux OPA en leur conférant un caractère hautement spéculatif. Entre la

professionnels, peu portés à renforcer ses pouvoirs d'enquête et à lui reconnaître un droit de sanction, ont dû céder devant la volonté de vérité et de transparence manifestée par le gouvernement à propos du rachat par Pechiney d'American Can. Le Parlement vient de donner à la COB la possibilité d'« ester » en justice et le pouvoir de prononcer des sanctions. Le temps des parvenus de la finance s'achève ; celui des investisseurs revient.

La question est de savoir si ce passage peut se faire en douceur, c'est-à-dire sans une nouvelle baisse des cours. La spéculation rend les marchés fébriles, hypersensibles au robinet du crédit. Les facilités monétaires du lendemain du krach lui ont ouvert les portes du paradis. La reprise en main de la politique monétaire décidée par la FED pourrait bien la ramener aux portes de l'enfer. La chute brutale est aujourd'hui exclue, mais une lente glissade pourrait au bout de quelques mois se révéler plus meurtrière encore.

Une nécessaire reconstruction

Le 19 octobre 1987, le marché donnait raison à deux hommes qui, deux ans auparavant, avaient décidé que celui-ci ne devait plus décider seul du sort des parités monétaires : l'Américain James Baker, secrétaire au

ALBERT, Michel,
BOISSONNAT, Jean
Crise, krach, boom
Seuil, 264 p., 1988

BATRA, Ravi
La Grande Crise de 1990
First, 224 p., 1988

BOWLES, Samuel
GORDON, David
WEISSKO, Thomas E.

L'Economie
du gaspillage :
la crise américaine et
les politiques
réaquistes
La Découverte, 384 p.,
1986

CABALLERO,
Catherine
Le Marché monétaire
Dalko, 138 p., 1989

CAME, François
FILLOUX, Frédéric
Le Jour le plus bas :
histoire de la grande crise
financière des années 80
Lattès, 256 p., 1988

CLERC, Denis
Les Désordres
financiers :
de la crise boursière à
la crise monétaire
Syros-Alternatives,
160 p., 1988

BALLADUR, Edouard
Vers la liberté
Documentation française,
104 p., 1986
Je crois en l'homme
plus qu'en l'Etat
Flammarion, 288 p.,
1987

BEZBAKH, Pierre
Inflation et désinflation
La Découverte, 128 p.,
1986

DENIZET, Jean
Le Dollar : histoire du
système monétaire
international depuis
1945
Hachette-Pluriel, 277 p.,
1986

DE WASSEIGE, Yves
Les Mécanismes de
l'économie moderne :
crise ou croissance
Vie ouvrière, 303 p., 1988

FAUGERE, Jean-Pierre
VOISIN, Colette
Le Système financier
français :
crises et mutations
Nathan, 224 p., 1989

FRIEDMAN, Milton
FRIEDMAN, Rose
La Théorie des statuts quo
Lattès, 264 p., 1984

GALBRAITH, John K.
La Crise économique
de 1929
Payot, 224 p., 1981

RIFBJERG, Klaus
Poèmes
Seghers, 128 p., 1980

Tresor, et le Français Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Après dix ans de changes flottants et de crise mondiale, les responsables politiques renouaient avec un objectif de stabilité des changes, condition d'une « nouvelle croissance ». Si le vacarme des salles de changes n'avait pas ce jour-là brouillé les calculs des experts, ceux-ci auraient pu reconnaître dans la coopération inaugurée au Plaza les premiers pas de la réforme du système monétaire international.

L'ère des changes flottants est désormais révolue, la reconstruction du système monétaire international est en marche. Il y faudra, avait dit François Mitterrand à l'occasion du vingtième anniversaire de l'OCDE en 1983, « une ou deux générations ». Il peut aujourd'hui caresser l'espoir d'en voir jeter les fondements avant la fin de son second mandat présidentiel. Longtemps isolé dans ses propositions, la France a été rejointe par le Japon, un allié de poids, partisan encore, il y a peu, des changes flottants. L'événement s'est produit à l'occasion de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international réunie à Berlin en septembre 1988 : ville symbole pour signifier que le statu quo de l'après Seconde Guerre mondiale a vécu. Il y a là un avertissement pour le gouvernement américain, qui n'a pas ménagé ses efforts pour bloquer l'initiative japonaise. Il appartient maintenant au nouveau président américain de dire s'il accepte ou non les nouveaux rapports de force monétaires internationaux... avant que ceux-ci n'imposent la loi des modernes samourais.

Que peut être un nouveau Bretton-Woods ? Rejetons d'abord l'idée caressée par les libéraux d'un retour à l'étalon-or ou à un système dérivé comportant en lui-même ses propres automatismes de rééquilibrage. En France, l'ancien ministre Edouard Balladur en est partisan. Mais il fait l'impasse sur la condition nécessaire au bon fonctionnement d'un tel système : car, comme l'a récemment rappelé le professeur Friedman, il implique la suppression des banques centrales. Au siècle dernier, l'économiste autrichien Ludwig von Mises faisait déjà cette suggestion. « Son conseil, s'il avait été suivi, aurait transformé les économies nationales en monceaux de ruines », écrit Polany dans la Grande Transformation.

Polany a longuement analysé la « grande transformation » qui a conduit les gouvernements à protéger les citoyens contre les effets destructeurs du marché. Les institutions étatiques, comme la création d'une banque centrale, ne sont pas les fruits d'une quelconque idéologie, mais les produits du besoin pratique de défendre les sociétés contre l'application sans restriction de la « loi » du marché. Cette organisation collective naît parfois d'une initiative privée, corporatiste. Ce fut le cas de la Banque de France jusqu'à sa nationalisation en 1936. Elle n'en fonctionne pas moins comme une organisation étatique qui vise à corriger les effets jugés indésirables du marché ; elle fournit à chacun la protection sans laquelle les opérations monétaires détruiraient les affaires.

Sans les banques centrales, la monnaie de crédit n'aurait pu voir le jour ; sans elle, le financement de la production n'aurait pu anticiper sur la richesse future et nos économies n'auraient pas connu le formidable développement qui est la marque de leur modernité. En centralisant l'offre de crédit, la banque permet une politique de l'escompte qui répartit les effets des restrictions de paiement sur l'ensemble de la collectivité. Et il est évidemment impossible de séparer l'offre du crédit national des paiements internationaux. On ne peut avoir un système d'étalon-or sans libre échange, donc sans la libre circulation des capitaux. Dès lors, vouloir cantonner la banque centrale à la conduite de la politique monétaire nationale peut être séduisant, mais relève de l'utopie dont les économistes libéraux sont si friands. Revenir aux automatismes du marché, ce serait ni plus ni moins tourner le dos à l'esprit de Bretton-Woods. Rassurons-nous, ce n'est pas la voie choisie par les protagonistes des accords du Plaza.

En jetant les bases d'une concertation internationale, les ministres des finances et les gouverneurs des cinq principaux pays industrialisés réunis à New York en septembre 1985 ont préféré décider du niveau des taux de change plutôt que d'en laisser le soin au

marché. Ils ont choisi de renforcer les liens entre les sphères politique et économique contre les tenants de l'autonomie du marché. Dans un premier temps, l'accord du Plaza a assuré un repli « en douceur » du dollar. En un an, il est revenu de 10,50 F à 6,20 F et de 2,4 marks à 1,8 mark. Dans un second temps, à partir de l'accord du Louvre en janvier 1987, les ministres des finances et les gouverneurs ont cherché à stabiliser les parités au sein de fourchettes tenues secrètes. Tantôt en maniant des taux d'intérêt, tantôt en procédant à des interventions sur le marché, les autorités monétaires ont encadré le marché. Que le dollar baisse trop, ils mettent en garde celui-ci contre « une baisse supplémentaire du dollar ou une hausse jusqu'à un point qui deviendrait déstabilisant pour le processus d'ajustement » (Toronto, juillet 1988) ; que le dollar monte au-delà de l'admissible, ils avertissent qu'« une hausse du dollar qui minerait les efforts d'ajustement ou qu'une baisse excessive serait contre-productive » (Washington, avril 1989).

Ainsi s'est mis en place un chenal, de façon empirique, au sein duquel le dollar fluctue au gré des anticipations des opérateurs. On n'est pas revenu à la rigidité du système de Bretton-Woods, mais on s'est éloigné des fluctuations erratiques des années de changes flottants. Une certaine stabilité a été obtenue dans la flexibilité. La coopération des autorités monétaires en est la clé de voûte. En deux ans, on a pu en mesurer la force et la faiblesse. Par deux fois, les intérêts nationaux ont repris le pas sur la coopération : en octobre 1987, ils ont précipité le krach boursier ; à l'automne 1988, ils se sont résolus dans une escalade des taux d'intérêt.

La coopération ne peut remplacer l'existence d'un point fixe, fût-il un « chenal ». Sa nécessité se déduit de la quasi-impossibilité mathématique de déterminer simultanément, et à tout instant, les parités réciproques de plus de deux monnaies. L'or et le dollar ont successivement rempli ce rôle. Keynes avait imaginé une proposition différente reposant sur la création d'une monnaie internationale, le « bancor », émise par une « banque internationale de compensation ». Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Américains étaient en mesure d'imposer leur solution. La proposition de Keynes fut écartée, mais elle ne cesse, depuis, de hanter le système monétaire international. Elle visait très modestement à étendre aux échanges internationaux le principe de la monnaie de crédit, donc à faire admettre que les déficits de paiement entre pays se financent par des prêts, là où les libéraux veulent les solder par des variations de réserves d'or ou de devises. La création, à la fin des années soixante, de « droits de tirage spéciaux » à côté du dollar a tenté de compenser ce que le système de Bretton-Woods avait d'inadapté aux relations internationales contemporaines. L'idée des responsables du Fonds monétaire international était d'en faire un jour l'unité de compte et l'étalon des différentes monnaies. Les Américains ont préféré suspendre la convertibilité or du dollar (5 août 1971), puis renoncer aux changes fixes (janvier-mars 1973), plutôt que d'accepter de financer leur dette extérieure en une monnaie autre que le dollar.

Depuis quinze ans, la nature du problème à résoudre n'a pas changé, et la balance commerciale américaine reste désespérément enlée. Les politiques successives de baisse, de hausse, puis à nouveau de baisse du dollar se sont révélées impuissantes à corriger les déséquilibres des paiements. Les Etats-Unis ont accumulé des déficits et sont devenus débiteurs nets du reste du monde. A l'inverse, le Japon et la RFA ont, année après année, engrangé des excédents. Pour financer leur dette, les Etats-Unis sont contraints de pratiquer des taux d'intérêt élevés pour attirer des capitaux, politique dont Keynes dénonçait déjà, il y a un demi-siècle, les effets déflationnistes. La seule façon d'y échapper consisterait à ce que les Etats-Unis acceptent de s'endetter en une monnaie internationale, « bancor » ou « DTS ». « Le jour est venu de faire des DTS une monnaie de réserve largement utilisée », a dit Pierre Bérégovoy à Berlin. Nicolas Brady, le successeur de James Baker au Trésor américain, après avoir rejeté cette idée à Berlin (à la veille de l'élection présidentielle), ne semble plus totalement l'exclure aujourd'hui. Ira-t-il jusqu'à transformer rapidement l'ouverture, amorcée

lors des réunions monétaires du printemps, en décision ?

On pourrait imaginer que les DTS soient gérés par une banque fonctionnant comme une chambre de compensation. Au lieu de placer leurs excédents sur le marché, les pays qui en disposent les déposeraient auprès de celle-ci contre rémunération ; les pays déficitaires qui, actuellement, financent en empruntant sur le marché, le feraient directement auprès de cette banque. Financement par le marché ou par une banque centrale ? Ce débat-là n'est pas nouveau. Il ne sera sans doute pas tranché de sitôt. La préférence idéologique est aujourd'hui au marché ; mais on ne peut exclure que, pour éviter des enchaînements redoutables et redoutés, un financement plus organisé se mette en place sous l'autorité des organismes publics internationaux.

L'endettement des pays du Tiers-monde pousse dans le même sens. L'absence de solution pour le réduire bloque les formidables capacités de développement de ces pays. Depuis un an, quelques progrès ont été accomplis. Au sommet de Toronto, en juillet 1988, le président Mitterrand a fait accepter l'idée d'un allègement d'environ un tiers de la dette des pays les plus pauvres. Des pistes ont été explorées

INAUGURATION

*Des gens triés sur le volet sont invités
à l'inauguration du nouveau
supermarché
dès la porte vitrée
automatique
une attente excitée
fait vibrer leurs narines*

*les rayons croulent
les congélateurs débordent
lentement les banderoles
et les réclames tournoient
dans le ronronnement
du thermique*

*les femmes se bousculent les premières
les yeux rivés
sur les longues rangées
de fœtus de toutes les tailles
enveloppés de plastique qui
occupent le plus grand étalage
il y en a pour tous les goûts
et sur la garantie de conservation
et de parfaite fabrication
il n'y a rien à redire*

*les experts s'en portent garants
ils se portent du reste
garants de tout
y compris de tous les rayons
qui proposent des affaires tentantes
aux amateurs de variétés
de musique et de poésie
tout se fabrique et
tout est fabriqué
pour être consommé de suite
ou pour être conservé et stocké
il est vrai que dans certains cas
on émet quelques réserves
sur la durée de la conservation
des produits de marque mis à part
ceux-là qu'on les brûle
ou qu'on les enterre
ils se conserveront
à jamais
ils survivront
à la conflagration atomique
les survivants s'il en reste
trouveront les cassettes
intactes
les variétés toujours aussi variées
la musique tout aussi synthétique
la poésie aussi poétique*

*à présent il n'est plus question
de vibration
les nez fouaillent en humant
les langues claquent
les mains commencent à
palper
en aura-t-on jamais assez*

*Les experts l'admettront
peut-être
ou ils ne l'admettront pas
mais aujourd'hui ils se taisent
aujourd'hui tout le monde est content
aujourd'hui les gens sont reconnaissants
aujourd'hui ce n'est pas demain*

*et devant le nouvel automate
électronique on jubile
à n'en plus finir
quand on s'aperçoit
que sans aucune intervention
humaine
il attrape les petits garçons
qui ont eu la malchance de
perdre et les dépêce
sur place
en autorisant les autres
à s'en aller*

*c'est l'illustration délicate de
ce que monsieur le maire soulignait
dans son discours
dans une société
d'où l'insécurité
et tous les risques
sont éliminés
il est impératif
de les y réintroduire
sous peine de
stagnation*

*Aux accents de la marche triomphale
du « jeu de la libre entreprise »
les invités quittent le super-
marché en abandonnant au
public ordinaire les
fêtus surgelés aux yeux
écarquillés dans leur congélateur.*

Klaus RIFBJERG

pour traiter la dette mexicaine. De nouvelles propositions ont été faites par la France et le Japon pour alléger la dette de pays dits à « revenus intermédiaires », comme l'Argentine ou le Brésil. Les récentes émeutes qui ont ensanglanté l'Algérie et le Venezuela, premières révoltes de « pays moyens », montrent qu'il se fait tard.

La peur est mauvaise conseillère, dit-on. Cette fois-ci, elle joue comme un aiguillon. L'Amérique latine n'est pas le Soudan. Quand, en avril 1985, le général Nemeiry avait été déposé au lendemain de l'accord signé avec le FMI, les Etats-Unis n'avaient pas bougé. Aujourd'hui, le feu menace à leurs portes : au Mexique, l'opposition de gauche a failli l'emporter ; en Argentine, le candidat peroniste l'a emporté sur son adversaire radical ; au Chili, Pinochet a perdu les élections ; au Brésil, le Japon est prêt à utiliser ses excédents pour alléger les dettes des uns et des autres. Oubliant les dogmes qu'agite encore le représentant de Madame Thatcher, le secrétaire du Trésor américain a rallié la proposition de réduction des dettes. L'accord a été scellé le 2 avril dernier à Washington, à l'issue de la réunion du « groupe des sept » pays les plus industrialisés. Pour autant, tout n'est pas réglé.

Ne parlons pas de moratoire, le mot est tabou. Considérons néanmoins qu'il n'y aura pas d'allègement si, d'une façon ou d'une autre, on n'efface pas une partie de l'ardoise. La question est de savoir si l'on peut y parvenir sans que les contribuables des pays développés se substituent aux Etats défaillants. La réponse est aussi vieille que l'économie monétaire, et nos rois en ont eu une longue pratique : elle consiste à échanger des dettes contre de nouvelles liquidités qui réduisent la valeur de celles-ci. La méthode est sans doute peu orthodoxe ; elle est certainement préférable à un constat de faillite. Elle consisterait à faire apporter par un organisme international - dépendant du FMI ou de la Banque mondiale - un « soutien » ou une « garantie » des intérêts des créances émises lors de la conversion de dettes contractées auprès de banques commerciales. Reste à se mettre d'accord sur le financement de ce fonds. La France a proposé de recourir à une émission spécifique de DTS. Le même résultat pourrait être atteint par une augmentation des quote-parts du FMI... à moins que celui-ci ne vende une partie de son or. L'essentiel, aujourd'hui, est de parvenir rapidement à un accord, pourquoi pas dès le sommet de Paris, en juillet prochain ?

Pour une banque européenne de réserve

Mais d'ici là, que faire ? Plaider pour convaincre qu'il n'y a plus de temps à perdre ? La France le fait depuis des années, et la coopération actuelle montre qu'elle a eu raison. Agir, aussi, sans attendre un accord général. L'Europe le peut, à condition qu'elle définisse clairement son propre objectif monétaire. Depuis sa création en 1979, le SME (Système monétaire européen) est dominé par des considérations intra-européennes. La volonté politique de créer l'instrument de l'intégration monétaire européenne, puis les divergences économiques entre les différents pays ont conduit à privilégier les mécanismes de changes.

Or, l'expérience l'a suffisamment prouvé depuis dix ans, le mécanisme mis en place est demeuré incomplet eu égard aux relations monétaires internationales. Il présente même un curieux paradoxe. D'un côté, le SME cherche à créer une solidarité entre les monnaies européennes pour protéger l'espace économique communautaire des fluctuations du dollar, de l'autre, il les laisse se déterminer indépendamment les uns des autres face au dollar et au yen. Le SME se trouve ainsi soumis à des tensions qui ont leur origine dans le rapport dollar-mark et qui mettent à mal les parités avec les autres monnaies du SME. A l'inverse, la lire italienne, en faisant admettre des marges de fluctuation plus importantes, et la livre sterling, que Mme Thatcher maintient fermement en dehors du SME, échappent à cette situation d'écartèlement.

Cette contradiction n'est pas surmontable dans le cadre actuel. Ceux qui ont mis tous leurs espoirs dans une stratégie des petits pas mesurent aujourd'hui leur déception. Les améliorations apportées par l'accord de Nyborg en septembre 1987 permettent un meilleur partage du coût des interventions ; elles n'ont en rien réduit les causes externes de tension dans le SME. La remarquable convergence des politiques économiques, que personne n'espérait il y a encore quelques années, n'a nullement amélioré la concertation monétaire au sein de l'Europe. Les Allemands se sont eux-mêmes enfermés dans un cercle vicieux qui menace leurs partenaires ; pour contrer une importation de l'inflation, ils souhaitent en permanence une revalorisation du mark par rapport au dollar ; pour y parvenir, ils sont toujours prêts à relever leur taux d'intérêt, ce qui constitue un facteur d'inflation. Les autres pays sont condamnés à suivre ou à dévaluer, ce qui, dans les deux cas, exerce un effet inflationniste. La politique monétaire européenne, malgré la stabilité que lui apporte le SME, se trouve ainsi ballottée au gré des évolutions du dollar : une orientation à la baisse favorise une détente des taux d'intérêt, un retour à la hausse réenclenche l'escalade. Le rapport Delors esquive cette contradiction en renvoyant sa résolution à la phase ultime de processus qu'il préconise.

L'Europe ne peut mettre fin à cette situation que si elle affirme son identité monétaire en rendant les monnaies européennes solidaires face aux monnaies tierces et, en premier lieu, face au dollar. Le lien qui, aujourd'hui, unit les monnaies européennes dans le SME doit s'imposer de la même façon hors du SME. La création d'une banque européenne de réserve, qui générerait une partie des réserves de change des pays membres, aurait le monopole des interventions vis-à-vis des monnaies tierces et constituerait un premier pas vers l'union économique et monétaire.

Cette proposition dessine une alternative, qui est sans doute la seule solution réaliste, à l'opposition classique entre ceux qui privilégient la convergence des politiques sur les réformes institutionnelles et ceux qui ne voient le salut de l'Europe que dans un transfert complet de souveraineté à une banque centrale supranationale. Pour quoi faire, d'ailleurs ? La construction d'une banque européenne de banques centrales suppose d'identifier au préalable l'objet d'une politique monétaire commune. Or, celui-ci est en priorité externe : organiser l'Europe face aux évolutions du dollar. Dès lors, les banques centrales nationales peuvent conserver l'essentiel de leurs prérogatives actuelles : veiller à la stabilité de leur monnaie au sein du SME et assurer la définition et la conduite de la politique du crédit. Il n'est nullement nécessaire de changer leur statut. Il est par contre impératif d'assurer la totale indépendance de la Banque européenne de réserve, tant à l'égard des gouvernements nationaux qu'à celui de la Commission de Bruxelles - la définition du niveau des parités monétaires restant du ressort des ministres des finances.

L'ECU, dès lors que n'y entrerait que des monnaies participant aussi au SME, deviendrait, de facto, une monnaie de réserve. A terme, il serait destiné à se substituer au franc ou au mark, dans les transactions internationales. Mais un tel processus peut être progressif, le temps qu'une politique monétaire extérieure commune fasse ses preuves. L'ECU ne s'imposera d'ailleurs vraiment que le jour où il sera devenu un actif recherché. Or, on le sait, cela suppose un marché des créances libellées en ECU émises à l'occasion d'emprunts publics. La Communauté n'étant pas autorisée à s'endetter, il est nécessaire que les Etats nationaux ou que des institutions publiques empruntent, au moins en partie, en ECU. Le Trésor britannique et le Trésor français se sont engagés dans cette voie, mais très timidement encore.

Qu'on ne se trompe pas sur la portée réelle de la mise en place d'une politique monétaire extérieure : elle serait considérable. Vis-à-vis du marché des changes, elle opérerait comme une dissolution des frontières nationales. Le regard que les opérateurs financiers maintiennent fixé sur les balances des paiements des Etats membres se déplacerait vers la balance des paiements européenne. Or, si les premières sont pour certaines en déficit et pour d'autres en excédent, la seconde est structurellement équilibrée - avec un léger excédent.

Cette situation, par ailleurs positive, n'est pas sans risque. Le déplacement au niveau communautaire des frontières monétaires ne fera pas disparaître les déséquilibres de paiements intra-européens. En l'absence des politiques correctrices imposées par la contrainte des changes, ceux-ci auront tendance à s'auto-accentuer. Mais, à l'inverse, les politiques mises en place dans le cadre national ne sont pas parvenues à réduire les déséquilibres, malgré le prix très lourd payé en termes de chômage. La tentative de définir une politique économique communautaire n'a pas mieux réussi. L'échec de la relance concertée de 1978 a refroidi les politiques, non les économistes. Les années de rigueur ne les ont pas découragés de remettre à l'honneur la théorie de la « locomotive ». L'économie allemande réalise l'essentiel de ses excédents commerciaux dans ses échanges avec ses partenaires européens. Dès lors, si elle relance sa demande intérieure, elle accroît ses importations et, par conséquent, les exportations des autres pays dont les déficits seraient réduits d'autant. Mais l'économie allemande peut-elle réellement être une locomotive ? On est en droit d'en douter. En 1988, elle a connu une croissance soutenue de sa demande intérieure de 3,8 % par an en creusant le déficit budgétaire, revenu

- HAHN, Frank**
Monnaie et inflation
Economica, 140 p., 1984
- LEMAIRE, Bruno**
Mystères de l'inflation :
valeurs et prix en
économie de marché
Frontières-Pacifique, 221
p., 1985
- MOURGUES,
Michèle de**
La Monnaie : système
financier et théorie
monétaire
Economica, 682 p., 1988
- POLANY, Karl**
La Grande
transformation :
aux origines politiques
et économique
de notre temps
Gallimard, 420 p., 1983
- REY, Jean-Jacques**
Institution économiques
internationales
Bruylant, 231 p., 1988
- SANDRETTO, René**
Le Pouvoir et
la Monnaie :
réflexions sur la crise
et le devenir du système
monétaire international
Economica, 223 p., 1987

à 2 % du PIB (produit intérieur brut). Du coup, le gouvernement allemand a décidé d'être plus restrictif en 1989, même au prix d'un ralentissement de la demande... afin de pouvoir être plus généreux en 1990, année d'élections générales.

Dans les échecs successifs rencontrés depuis dix ans par les tentatives de développer une croissance coopérative en Europe, les égoïsmes nationaux ne sont pas seuls en cause. La Communauté s'est également fourvoyée. Regardons la réalité de la Communauté européenne. L'épargne y est abondante, mais elle est concentrée dans les pays qui présentent des excédents de paiements ; les besoins d'investissement sont le fait des pays les plus déficitaires. Résultat : le niveau des investissements s'établit en deçà des besoins de l'Europe, tandis qu'une partie de l'épargne s'investit hors d'Europe. La croissance de la Communauté est, de ce fait, inférieure à ce que lui permet son épargne globale. La mauvaise allocation des capitaux en Europe est la première cause de la non-réduction du chômage, à la différence de ce qu'on observe aux Etats-Unis.

Le ministre français de l'économie et des finances a été le premier à poser la question en ces termes à son homologue allemand, G. Stoltenberg. Si ce dernier ne veut pas parler de « recyclage » des excédents allemands, il a admis la nécessité d'organiser une meilleure allocation des capitaux en Europe. Un pas essentiel a été franchi par le conseil économique et financier franco-allemand de février 1989. Celui-ci a,

en effet, retenu la proposition de Pierre Béregovoy de renforcer le rôle de la Banque européenne d'investissement. Celle-ci est invitée à donner une priorité aux projets ayant pour but d'améliorer la compétitivité et à renforcer leur nombre dans les Etats connaissant un déficit des paiements. Dans le même temps, elle pourra emprunter plus largement sur les marchés à excédents des Etats membres, en premier lieu sur le marché allemand.

Si ce projet était accepté par les autres pays membres, une contradiction essentielle serait résolue. L'Europe se mettrait en situation d'utiliser pleinement ses capacités d'épargne et de satisfaire ses besoins d'investissement. Ce que le marché s'est révélé incapable de réussir, du fait des contraintes monétaires nationales, mais aussi d'une préférence excessive pour le mark, une institution bancaire communautaire est chargée de le réaliser. Pourquoi ne pas imaginer que, demain, des consortiums bancaires prennent le relais, empruntant sur le marché financier allemand, d'abord en marks, puis très vite en ECU, pour financer de grands projets industriels essentiels à l'avenir de l'Europe ? Ce jour-là, l'union monétaire sera en marche.

La nouvelle croissance...

La crise est finie. Elle aura duré vingt ans, depuis la crise financière américaine de 1970, qui annonçait la fin des « trente glorieuses ». Certes, des soubresauts

sont encore à attendre. La nouvelle croissance chemine chaotiquement entre le marché et la coopération intergouvernementale. « Ce que les hommes ne pourront ou ne voudront pas faire, les marchés le feront à leur place, mais dans la douleur et éventuellement dans le chaos », écrivait F. Renard dans le Monde, au lendemain du 19 octobre 1987. Il aurait dû ajouter : le marché détruit, aux hommes à construire. La leçon n'a pas été totalement retenue, elle n'a pas été non plus totalement ignorée.

Les uns après les autres, les plus libéraux des gouvernements cèdent devant le désordre des marchés. Mme Thatcher sera sans doute la dernière à admettre qu'il faille reconstruire le système monétaire international. Mais la patrie de Lord Keynes y est déjà acquise. Pas à pas, l'économie de production efface l'économie casino. Les dernières restructurations s'achèvent, les nouvelles industries sont en place, prêtes à conquérir l'économie tout entière. L'intervention directe de l'individu dans les processus de production recule à nouveau. Après avoir remplacé successivement l'énergie animale, puis la force physique, la transmission et l'habileté humaines, la machine s'empare de la pensée, demain de la parole, du moins là où l'une et l'autre sont répétitives. Avec la matérialisation de la communication, une nouvelle croissance chemine, difficile mais déjà irrésistible.

© André Gauron

L'autre Europe

*Le cinquième monde que dans les pays englobés par l'Empire de l'Est
la vie est le bien des mystères* Ceslaw Milosz

Jiri Kolar
LA POURRIÈRE NATIONALE
Alexandre Benigne, *Le détonateur catalan*.
Table ronde : L'Arménie - pourquoi et comment ? Armand, Lituanie, *Toutome de tous les dangers* - Doulier : Les Hongrois de Roumanie (Gyza Szabo - Mihnea Berindei - Edith Lohmel - Szabolcs Szilagyi - Documents).
1968-1988 : UN BILAN
Pavle Krsak, *sur la « normalisation » en Tchécoslovaquie et ailleurs*. Kvetoslav Cizak, *L'héritage spirituel du Printemps de Prague*. Antonin Liehm, *De 1948 à 1968* - Jan Vlasak, *L'écriture parallèle en Tchécoslovaquie*. Karel Hruby - Jurandev Krejci, *Le social-démocratie en 1968* - Radl Dutschke, *Le malentendu de 1968*. Vasil Blak, *Les jalons de ma vie* - Igor Vlasov, *La génération du défilé en URSS*. Pawel Spiewak - Hanna Krul, *Mars 68 en Pologne*. Adam Michnik, *Du totalitarisme à la société civile*. Waldemar Kucynski, *Endoctrinement et tensions politiques* - Krzysztof Nowak, *Tożsamość w Polsce*. Marita Prybyl, *Religion et conscience sociale*. Irzema Filarska, *L'affaire du Carmel d'Auschwitz*. Document : *Trois sur le banc des accusés*. Janek Tylica, *La conférence de Cracovie*.

N° 20 L'AGE D'HOMME 1989

**Le cahier n° 8
du Collège International de Philosophie**

96 F • Publication : automne 1989

Le cahier n° 8 comportera quatre études consacrées à la pensée de Heidegger. Ces contributions prendront la suite de celles qui furent produites dans le numéro spécial du Cahier intitulé *Heidegger - Questions ouvertes* ; elles ont été rassemblées, comme le furent celles du cahier spécial, par les soins d'Eliane ESCOURBAS et de Miguel ABENSOUR.

John SALLIS : La mortalité et l'imagination : Heidegger et le nom propre de l'homme.

Werner MARX : Les mortels

Nicole PARFAIT : Heidegger et la politique : herméneutique et révolution.

Un article de Karl LOWITH sur les rapports entre Rosenzweig et Heidegger

Par ailleurs, ce numéro comportera un ensemble d'études sur l'ouvrage d'Alain BADIOU intitulé *L'Être et l'inmoment*. Avec des contributions de Yves DUROUX, Philippe LACOUÉ-LABARTHE, Jean-François LYOTARD et Jacques RANCIÈRE.

Enfin un texte de DOGFEN, *Montagnes et vallées comme sautés*, traduit du japonais et commenté par Yoko Emmanuelle ORIMO

Dans ce numéro, la rubrique *Regards sur le regard* sera consacrée aux « surfaces géométriques du XIX^e siècle ». Photographies de l'atelier de Martin BARÉ

Commande :
Editions Océris, 15 rue Saint-Amand, 75015 PARIS.

ESPRIT

**Cultures
d'Allemagne**

La machine éditoriale
Aglaia I. Hartig

Ode à Thomas Bernhard
Jean-Philippe Domecq

Un peintre allemand :
Anselm Kiefer
Françoise Gaillard

L'art de la pudeur
Olivier Mongin

Le carmel d'Auschwitz
Bernard Suchecky

L'affaire Rushdie
Percy Kemp, Daniel Lindenberg
Olivier Roy, Jean-Louis Schlegel

Un ennemi du siècle :
le sida
Stanislas Lem

Mai 1989, 68 F

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris
Tel. : 48 04 92 90 - CCP Paris 1154-51 W

LES CHAMANS DU CAPITALISME INTERNATIONAL

Murray Park, à quelques minutes de la Maison-Blanche de Washington, n'est pas un parc, mais une île au sein du trafic, bercée par le bruit des limousines, un coin minuscule d'herbe brûlée où dorment en plein midi, sur des cartons en lambeaux, des drogués noirs et des buveurs blancs de vermouth. Derrière ce parc minuscule se dressent deux hautes façades : ce sont des centres nerveux de la société mondiale, de gigantesques cerveaux cubiques qui méditent sous la canicule et, d'un bout de l'année à l'autre, réfléchissent à une substance insaisissable : l'argent.

Contrairement à celle de l'humanité profane, leurs réflexions ne concernent pas leur propre argent ; elles ne portent pas sur ces billets douteux qui arborent le portrait d'un Fugger, d'un Lénine ou d'un Washington, mais sur l'argent en tant que système mondial, sur l'argent en lui-même et en général, sur un sujet, donc, qui est tellement général et ésotérique à la fois qu'il plongerait dans la méditation le penseur le plus subtil.

Mais ce ne sont en rien des philosophes scolastiques qui méditent dans ces deux carcasses de béton, ce ne sont pas non plus des lamas, des gourous ou des grands prêtres, mais tout juste huit mille bureaucrates de première catégorie, équipés chacun d'un téléphone et rafraîchis par l'air silencieux de la climatisation sans laquelle aucune pensée, dans ce Washington subtropical, n'est possible.

C'est du côté droit de la 19^e Rue qu'a été domicile la Banque mondiale, ou plus exactement The International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) (la Banque internationale pour la reconstruction et le développement), dans le giron de laquelle quelques autres abréviations sommeillent encore. En face, de l'autre côté de la rue se trouve le siège de The International Monetary Fund (IMF), le Fonds monétaire international (FMI). Les initiés, qui peuvent s'autoriser une certaine familiarité, appellent simplement ces deux institutions « le Fonds » et « la Banque ». Vues de l'extérieur, elles donnent plutôt l'impression d'être deux monstres. Le FMI passe pour être le monstre dur, la Banque mondiale étant le monstre mou.

Avant de nous égarer dans les couloirs labyrinthiques de ces frère et sœur, nous ferons peut-être bien de nous demander ce qu'est au juste un monstre. Là où le sens commun ne suppose qu'une insulte, les vieux lexiques et les dictionnaires sérieux permettent d'aller plus loin ; ils nous apprennent que nous avons affaire à un phénomène proprement métaphysique. « Quelque chose de merveilleux, d'extraordinaire, qui dépasse les frontières de la nature », dit-on dans ces ouvrages ; « au sens propre, dans la langue religieuse, un signe des dieux » ; mais, aussi, il est vrai, « un acte inouï, épouvantable », « un signe prémonitoire, un mauvais présage ». Le mot monstrum dérive probablement de monere, un verbe latin qui signifie quelque chose comme avertir ; c'est seulement plus tard que l'on a entendu sous ce terme « un être imaginaire, mi-animal, mi-homme, composé comme une chimère, l'idée d'une taille énorme et d'une immense sauvagerie jouant aussi un rôle. Des expressions comme a monster of perfection désignent

un degré incroyable, antinaturel et même repoussant de perfection ».

Pour le passant occasionnel, il est plus facile de pénétrer à la Maison-Blanche, au Vatican ou au Kremlin que dans le quartier général du Fonds monétaire international. Seul celui qui est chargé d'une mission officielle peut franchir le barrage des gardes en uniforme et des dames de la réception aux sourires de glace. Il entre dans un luxueux espace vide, un atrium de marbre clair haut de treize étages, décoré de drapeaux et de plantes tropicales.

Il se demande où il a débarqué — question à laquelle personne ne peut lui répondre en une phrase. A quoi tout cela doit-il servir ? Quels sont les finalités et les tâches du Fonds ? L'article 1 de l'accord fondateur du FMI n'apporte que de maigres renseignements. Selon lui, le Fonds doit :

- encourager (la collaboration internationale, la stabilité, le respect de règles de conduite correctes, un taux élevé d'emploi, un revenu réel élevé) ;
- faciliter (une croissance équilibrée) ;
- renforcer (la confiance des membres) ;
- rectifier (les déséquilibres) ;
- accorder (une assistance technique) ;
- diminuer (les inadéquations) ; et, enfin,
- fournir (un forum international pour la solution des problèmes).

L'argent abstrait

N'importe quel Rotary Club pourrait inscrire dans ses statuts ces vœux pieux. La prose ouatée dans laquelle ils sont rédigés revient dans les innombrables brochures, rapports et déclarations publiés par le Fonds. Leur principe stylistique est l'euphémisme, et l'effet qu'ils produisent est une sorte de narcose intellectuelle.

Mais celui qui aimerait en avoir le cœur net se heurte très vite à la langue de bois de la finance internationale, toujours alimentée en trouvoilles nouvelles par le jargon propre au Fonds. Malheur à qui ne sait pas faire la distinction entre un accord de crédit élargi et un accord de crédit disponible, entre une facilité de financement compensatoire et une facilité de financement complémentaire ! Honte à qui confond le groupe des Cinq avec celui des Six, des Sept, des Dix ou des Vingt, voire avec le Club de Paris !

Donc, revenons une fois de plus au point de départ, comme il sied aux débutants. La petite monnaie que vous avez en poche est une chose. Toutefois, au cas où vous posséderiez un magasin de légumes en gros, les chiffres inscrits dans vos livres de comptes représenteraient déjà tout à fait autre chose : du capital. Votre argent atteint la phase suivante de l'abstraction à la caisse d'épargne qui fait le coin de la rue ; il se transforme en crédit. Et ainsi de suite, selon une pente ascendante, en passant par la banque centrale de virement, la banque centrale régionale et la banque fédérale. Une fois arrivé à cette altitude stratosphérique, votre sou bien tangible s'est transformé en médium et s'est enveloppé d'un mystère difficile à percer. Ici, on ne vend pas des concombres ; on crée des liquidités, on établit des taux d'escompte, on met en place des réserves minimales,

on fixe des sommes d'argent à atteindre. La banque des devises « puise » notre argent et le contrôle en même temps.

En plein milieu de la Seconde Guerre mondiale, quelques messieurs qui avaient réfléchi au système financier international conçurent l'idée de couronner cette hiérarchie d'abstractions par une instance centrale. La grande crise de 1929 avait montré à quel point le système de l'économie mondiale était fragile. Le célèbre « libre jeu des forces économiques » pouvait mener du jour au lendemain à l'effondrement. Le contrôle national par les banques de devises s'était révélé impuissant face à l'intégration globale de la circulation du capital.

Des experts américains et britanniques, parmi lesquels Harry Dexter White, du Trésor américain, et John Maynard Keynes, d'Angleterre, rêvaient à l'époque d'un système monétaire international ultra-stable, où toute répétition de la catastrophe serait exclue. Ils proposèrent de fonder deux institutions telles que le monde n'en avait encore jamais vu : premièrement, une banque centrale de toutes les nations, qui devait veiller à assurer des cours de change stables, la libre circulation du capital, une valeur constante de la monnaie, des balances de paiements équilibrées et des liquidités suffisantes ; deuxièmement, une banque internationale du développement, dont la tâche consisterait à voler au secours des pays dévastés et appauvris par la guerre, afin qu'ils pussent s'adapter à l'économie des pays riches.

Une telle fondation n'était concevable que si la puissance moteur du capitalisme la prenait sous son aile. Le président Roosevelt y était prêt. Dans un message au Congrès, il exhorta que l'économie américaine, fortement développée, mit sa puissance au service du reste du monde ; cette attitude était censée porter largement ses fruits pour les États-Unis eux-mêmes.

Le Fonds et la Banque, le monstre dur et le monstre mou, sont le résultat de ces plans. Ils ont été fondés en juillet 1944 à Bretton Woods, un petit lieu de villégiature de Nouvelle-Angleterre, et ils se sont mis au travail en 1946/1947 à Washington. Presque tous les pays de la Terre y ont adhéré, à l'exception de l'Union soviétique et de ses vassaux : la RDA, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Mongolie. Il manque en outre l'Albanie, l'Angola, la Corée du Nord ; Cuba a démissionné en 1960. La Suisse, qui n'appartient à aucune des deux institutions, fait une étrange figure parmi ces outsiders, sans doute parce qu'elle est elle-même un monstre de la finance internationale. Il est vrai, toutefois, qu'on peut qualifier les relations entre la Banque nationale suisse et le Fonds de très cordiales.

Des rêves au réel

On pourrait dire que le Fonds est la banque des banques qui financent les banques. De fait, la suggestion, la solennité initiatique, le sourire tous azimuts dominant dans ses salles. Ici, une discrétion carrément victorienne est de rigueur. S'il arrive qu'on réponde à des questions curieuses — et quelle question ne serait pas « délicate », en l'occurrence ? —, alors,

ENZENSBERGER
Hans Magnus
Poésies
Gallimard, 224 p., 1966
Le Bref Été de
l'anarchie - la vie
et la mort de
Buenaventura Durutti
Gallimard, 328 p., 1975
Le Naufrage du Titanic
Gallimard, 128 p., 1981
Mausolée
Alinea, 150 p., 1987
Europe, Europe !
Gallimard, 380 p., 1988

ABRAHAM-FROIS, Gilbert
 Keynes et la Macroeconomie contemporaine
 Economica, 152 p., 1989

BERNARD, Yves, COLLI Jean-Claude
 Dictionnaire économique et financier
 Seuil, 1440 p., 1989

BEZIADE, Monique
 La Monnaie et ses mécanismes
 La Découverte, 128 p., 1989

CORTEN, André TAHON, Marie-Blanche
 L'Etat nourricier : prolétariat et population, Mexique-Algérie
 L'Harmattan, 238 p., 1988

DAUVERGNE, Alain
 Le Fonds monétaire international : un monde sous influences
 A. Moreau, 236 p., 1988

L'HERITEAU, Marie-France
 Le Fonds monétaire international et les pays du Tiers-monde
 PUF, 298 p., 1986

KLAMER, Arjo
 Entretiens avec des économistes américains : des économistes néoclassiques et de leurs adversaires, le fond de leur pensée sur la controverse actuelle en macro-économie
 Seuil, 343 p., 1988

STARER, Jacqueline
 K.B.
 M. Nadeau, 144 p., 1987

c'est « off the record » ou, du moins, « not for attribution ». On n'a le droit de citer que les propos insignifiants. (C'est pourquoi les informations que je reproduis dans ce texte doivent rester anonymes.) Même le ton d'homme d'affaires qui connaît le monde et qui est plein de dynamisme, mais qui reste toujours feutré, rappelle les manières des banquiers internationaux. Dans les étages supérieurs, on ne rencontre presque exclusivement que des hommes impitoyablement corrects, vêtus de costumes coiffeurs. D'un autre côté, contrairement à ce qui se passe dans les salles à guichets de la Chase Manhattan ou du Crédit suisse, la clientèle reste ici invisible.

A moins que nous ne nous trouvions dans la centrale d'une entreprise multinationale ? Ce qui pourrait parler en faveur de cette seconde interprétation, c'est la forte conscience de soi qui caractérise les managers de top niveau et la concentration des capacités d'expertise chez les spécialistes recrutés dans le monde entier et dont la compétence ne se limite pas au domaine de l'argent, mais s'étend également au pétrole, au soja, à la construction des routes et à la pêche. Simplement, cette entreprise ne peut pas présenter le moindre produit, et il lui manque la plus importante des caractéristiques de l'entreprise : le bénéfice net. Bien sûr, le Fonds tout comme la Banque réalisent des bilans positifs, mais le rendement ne joue aucun rôle ; c'est à peine si on le mentionne, comme s'il était immoral de réaliser des bénéfices. Effectivement, les bénéfices ne sont pas distribués aux pays membres, ils sont thésaurisés et ajoutés aux réserves.

On pourrait enfin penser, ici, à un ministère, à une administration publique. Il y a dans l'air quelque chose d'officiel. Une bouffée d'incommunicabilité souffle dans les couloirs. En fin de compte, le connaisseur remarquera un certain nimbe extraterritorial, une trace d'irréalité, une dilution bureaucratique qui caractérisent tous les organismes supranationaux, comme l'UNESCO ou la Commission de Bruxelles par exemple. De fait, la Banque et le Fonds, visus sur le plan du droit international, sont des organisations spécifiques des Nations unies. Quiconque étudie avec précision le contrat réglant cette relation constatera qu'il détermine avant tout une chose : dans l'affaire, les Nations unies n'ont rien à dire.

A la Banque mondiale et au FMI, ce n'est pas, comme dans la vitrine de l'ONU à New York, le noble principe « un membre, une voix » qui a force de loi. Ici, on procède selon une règle aussi vieille que le monde : celui qui paye encaisse les bénéfices. C'est le quota soigneusement déterminé en fonction du capital fourni et du poids économique que chaque pays peut mettre dans la balance qui confère aux Etats membres leur pouvoir et leur influence. D'où le fait que les Etats-Unis jouissent pratiquement en permanence du droit de veto. Leur quota avoisine les 20 %. Une résolution qui irait à l'encontre de leur vote est impensable. Que les deux monstres aient installé leur quartier général dans la capitale de l'empire américain n'est absolument pas un hasard.

Tous les diplomates ne s'expriment pas avec diplomatie. Un Allemand du ministère des Affaires étrangères, qui connaît fort bien la scène de Washington, ne mâche pas ses mots pour caractériser la Banque mondiale et le FMI : « Ce sont des organisations de la ligne de front américaine. Quiconque se met les Américains à dos ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Somme toute, je n'irais pas non plus m'engager dans une dispute si je rencontrais Mohammed Ali dans un coin sombre. »

« C'est exagéré », réplique un fonctionnaire haut placé dans la maison. « Démesurément exagéré ! Votre informateur a une vue un peu trop simpliste des choses. De toute façon, on surestime toujours le pouvoir de nos institutions. »

« Les rêves de prospérité de Lord Keynes ne sont pas réalisés. Au lieu de devenir le fonds de tous les fonds et la banque de toutes les banques, le FMI et la Banque mondiale ont dû s'habituer à un rôle plus modeste : être les entreprises de réparation et les bouche-trous d'un système extrêmement fragile et vulnérable. On n'a pas abouti à une véritable reconstruction ; nous sommes bien plutôt obligés de consacrer toutes nos forces à ravauder ce qui existe.

Soucieux de leurs souverainetés, les gouvernements n'accepteraient absolument pas un changement radical de la situation - abstraction faite de ce que les politiciens sont beaucoup trop ignorants pour se rendre compte à temps des risques qui menacent l'économie mondiale.

C'est ce qui explique que les fonctions du Fonds et de la Banque, tout comme celles d'un service de pompiers, ne peuvent être définies que par le négatif : ils doivent simplement empêcher le pire. Leurs grands moments, ce sont les crises : les turbulences monétaires, les chocs pétroliers, les catastrophes du développement, comme celle du Sahel, les avalanches de dettes comme celles qui pèsent sur le Tiers-monde, tout cela aide ces frère et sœur à acquérir une nouvelle influence, un nouveau pouvoir. Dans de telles situations, nous sommes indispensables. Nous sommes là pour débarrasser le monde des crises économiques, mais, sans les crises, personne ne se soucierait de nous. Si la formule n'était pas trop cynique, on pourrait dire que nous sommes contraints aux crises comme la police secrète l'est aux actes terroristes. Mais je ne crois guère, il est vrai, que cela doive pour autant nous préoccuper. Celui qui s'occupe de choses négatives ne se retrouvera pas au chômage. »

Le Droit de tirage spécial

Une fois au moins dans leur histoire, les deux monstres ont fourni un travail positif. En septembre 1967, lors d'une séance commune du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, on a porté sur les fonts baptismaux quelque chose de totalement neuf, une « facilité » toute particulière : le Special Drawing Right (Droit de tirage spécial).

Il n'existe qu'un endroit au monde où l'on puisse observer cette créature : le centre du Fonds monétaire international ouvert aux visiteurs. Car ce même Fonds qui se boucle à double tour comme un monastère de trappistes a aussi pensé au touriste, à l'homme de la rue. Devant le quartier général de la 19^e Rue, à un étage en profondeur sous terre, un caveau de béton est prêt à nous recevoir. Naturellement, cette pièce est hermétiquement séparée des corridors ouatés du quartier général. Les profanes restent entre eux. En conséquence de quoi les informations offertes par le centre destiné aux visiteurs sont également poreuses. Personne ne lit les brochures éditantes étalées en salle de lecture, personne ne regarde les calligraphies japonaises qui ornent les murs. Sur une photo en couleurs, on peut voir l'Executive Board du FMI, vingt-deux membres et vingt-deux suppléants, chacun s'accrochant à un gigantesque fauteuil de bureau. Réunis autour d'une table ovale de dimensions plus que respectables, ces messieurs adressent au visiteur solitaire un sourire quelque peu déformé par l'angle « fish eye » de l'objectif.

Ici le DTS, le Droit de tirage spécial, est exposé dans une vitrine brillamment éclairée. L'artiste était confronté à la difficile tâche de présenter à nos yeux un phénomène parfaitement immatériel. Nous contemplons avec perplexité une rondelle de plastique bleu et blanc de la taille d'une soucoupe qui porte l'inscription « 1 DTS ». Devant elle, une petite coupe contient quelques monnaies rognées : des pièces de dix pfennigs, des cents, des pennies et des yens. Elles doivent faire comprendre ce que vaut un Droit de tirage spécial, qui doit être calculé de nouveau tous les jours en fonction du cours de cinq devises de base dont les rapports mutuels sont soigneusement fixés et pesés ; la coupe contenant les monnaies doit représenter cette « corbeille de devises ». Mais la rondelle de plastique suspendue dans la vitrine ne suggère que de très loin l'audace de l'invention. Car le Droit de tirage spécial n'est absolument pas une monnaie sonnante et trébuchante.

Est-ce, somme toute, de l'argent ? Ses inventeurs, les messieurs du FMI, ont un sourire évasif quand on leur pose la question. Non, on ne peut pas dire que le DTS soit une devise. Ce n'est en aucun cas un moyen de paiement légal. Plutôt, en fait, une unité de compte. Mais pas seulement cela ! C'est que, tout de même, le DTS crée des liquidités. C'est un succédané de l'argent, mi-monnaie scripturale, mi-enveloppe de

crédit. Un hybride. La question de sa nature doit nécessairement rester ouverte : impossible de décider s'il s'agit de crédit ou d'argent, si le zèbre est noir avec des rayures blanches ou blanc avec des rayures noires. Le mieux est de s'en tenir à la réglementation linguistique officielle, qui reste comme toujours obscure : selon elle, c'est un « médium de réserve international fiduciaire » qui circule en respectant certaines règles du jeu extrêmement complexes.

En un mot, le Droit de tirage spécial est un « médium ». Ce n'est pas tout à fait un hasard si le mot a accessoirement un sens spiritiste. Au cours des vingt dernières années, on a « créé » en gros 21,4 milliards de DTS, ce qui correspond environ à une somme de 48 milliards de marks. Créé ? Oui, il s'agit effectivement d'une création ex nihilo, d'un miracle qui rappelle la multiplication des pains. Là où régnait auparavant la marée basse, le crédit coule maintenant. Des milliards sont « accordés », « attribués », « tirés ».

Mais n'en va-t-il pas en fin de compte exactement de même pour l'argent que nous avons dans notre portefeuille ? L'invention du DTS jette un éclairage très particulier sur la nature de l'argent en général.

Le mark n'est pas seulement, lui non plus, l'objet que la Banque fédérale fait mouler et imprimer : il existe, en dehors de cela, sous la forme invisible et fantomatique de crédits, de changes, de chèques, de

MONZIMA

Moi ? Je suis né dans une ville sans arbres sans fleurs sans charme en Novembre

A l'ombre d'une usine dans le brouillard en H.L.M. sous Ford

Je faillis mourir à la naissance On me nourrit d'ultraviolets pour me rendre à la vie

Ma mère m'apprit à chanter les ersatz De la Genèse à Job nous lisions les carnets de rationnement

et O Révélation les coupons qui n'achetaient ni beurre ni œufs

Je ne peux pas écrire mon Zima Evtouchenko Personne n'aime l'endroit où je suis né pas même le premier de ses élus

— Ville nouvelle non-ville dépression suppression de taudis bâtie avec deux rien de chaque venus de l'Arche de Noé

Corned beef la guerre était finie Purée en poudre bananes séchées beurre de cacahuètes C'était le commencement de tout Absolument de tout

J'ai vécu ainsi non-résident non-grata gnominiquement indésirable Partout un étranger

J'ai vécu ainsi sans regrets en nomade plus heureux de loin de très très loin

Né dans le cimetière du zodiaque personne dit-on ne sait dire non mieux qu'un scorpion

Moi ? Tête baissée je n'ai fait que suivre le bout de mon nez — au bout de mes non

Keith BARNES

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

PRENOM

ADRESSE

désire recevoir la revue à partir du numéro inclus.

ABONNEMENT ANNUEL :

FRANCE : 140 F. EUROPE : 160 F. AUTRES PAYS (PAR AVION) : 195 F.

ABONNEMENT ETUDIANT : FRANCE : 105 F. EUROPE : 125 F. AUTRES PAYS (PAR AVION) : 165 F.

(JOINDRE AU REGLEMENT UNE PHOTOCOPIE DE LA CARTE D'ETUDIANT)

ATTENTION

A COMPTER DU 1^{er} SEPTEMBRE 1989, NOS TARIFS SERONT LES SUIVANTS :

ABONNEMENT ANNUEL : FRANCE 175 F. EUROPE : 195 F. AUTRES PAYS (PAR AVION) : 240 F.

ABONNEMENTS ETUDIANTS : FRANCE : 145 F. EUROPE : 165 F. AUTRES PAYS (PAR AVION) : 190 F.

REGLEMENT :

PAR CHEQUE A L'ORDRE DE « LETTRE INTERNATIONALE »

CCP PARIS . 2 922 00 P

SERVICE ABONNEMENT 14-16, RUE DES PETITS-HOTELS 75010 PARIS. TEL. 42 47 07 34

L'abonnement est, pour vous, la certitude de recevoir chez vous, plus vite et à meilleur prix, la revue. Pour nous, c'est la forme de soutien la plus efficace de nos lecteurs.

ABONNEZ-VOUS, ABONNEZ VOS AMIS

dettes. Et il n'est donc pas étonnant que les initiés distinguent jusqu'à douze sortes d'argent différentes : masse monétaire et argent de la Banque centrale, argent dur et argent mou, M1, M2, M3, etc. Bien des statistiques ne reculent même pas devant l'expression « quasi-argent ».

La conséquence logique est que personne, absolument personne, aucun ministre des Finances, aucun patron de banque de devises, ne serait capable de dire combien il y a d'argent dans le pays. C'est une question de foi. En tout cas, il ne s'est jusqu'à présent trouvé personne pour douter du fait que le Droit de tirage spécial, cet être énigmatique, vaut au moins autant que le dollar, sinon autant que l'or.

Données codées, courbes statistiques, concepts ésotériques ; un flottement presque supralatéral, à l'écart des faits bruts : les deux monstres, à ce qu'il semble, œuvrent dans les plus hautes sphères de l'abstraction. Et néanmoins, tout ce qui est ici, dans la 19^e Rue, dans ces salles protégées de tout, discuté, décidé et voté, a des conséquences hautement concrètes et d'un grand poids.

Des actions concrètes

A Xian, en Chine, on installe pour la première fois sur le chemin de fer de Mongolie des aiguillages téléguidés. En Zambie, le prix de la farine de maïs, qui est l'une des bases de l'alimentation, augmente de 120 % parce que les subventions de l'Etat ont été supprimées ; lors des troubles que provoque cette mesure, il y a quinze morts. L'achèvement du barrage sur la Volta, au Ghana, entraîne des modifications du climat : depuis, la sécheresse règne dans le nord du pays. La ville de Pusan, en Corée du Sud, est dotée d'un nouveau port adapté aux conteneurs. Le projet de Narmada, en Inde, doit avoir pour conséquence le déplacement de plus de deux millions d'habitants ; un seul des barrages de ce gigantesque projet provoquera l'inondation de 350 000 hectares de forêt. En Argentine, les prix du bus et du train doublent. Au Burundi, 160 000 personnes sont enfin approvisionnées en eau courante. A São Paulo, une foule excitée pille les supermarchés. Le ministre des finances est obligé de démissionner. La Côte-d'Ivoire suit le conseil des experts et mise tout sur une seule carte : l'augmentation de la production agricole destinée à l'exportation ; le cours mondial du cacao, du café et de l'huile de palme s'effondre ; le gouvernement est incapable de payer ; il faut renvoyer des milliers de fonctionnaires. Dans les pharmacies de Khartoum, il n'y a plus de médicaments étrangers. On construit des lycées professionnels en Jordanie et des routes au Zaïre. En Indonésie, on doit transférer plus de trois millions de personnes ; cela coïncidera, selon les prévisions, avec la destruction de deux millions d'hectares de forêt humide. Les crédits sur le gouvernement bolivien se négocient à onze pour cent de leur valeur nominale. Des gouvernements s'écroulent, des pays neufs se taillent une place sur le marché mondial, des nations entières se déclarent en faillite, et tout cela ne serait pas, ou bien se serait passé autrement, si le Fonds et la Banque n'avaient pas trempé dans l'affaire.

Personne ne s'adresse à eux de son plein gré. Quand un pays ne réussit plus à équilibrer son bilan, le Fonds l'aide à court terme en lui fournissant des milliards, d'abord pour quelques mois seulement, dans les cas extrêmes pour quelques années. Par contre, la Banque mondiale, la plus grande agence d'aide au développement du monde, accorde à presque tous les pays en voie de développement des crédits à long terme pour des projets précis et bien définis et pour des mesures d'adaptations structurelles.

Ni le Fonds ni la Banque n'ont de cadeaux à faire. Leurs crédits doivent porter intérêt et être remboursés à échéance. Pour des raisons dont nous aurons l'occasion de reparler, la moralité des débiteurs en matière de remboursement est au-dessus de tout éloge. (Lors du dernier exercice, les remboursements de capital au profit du FMI dépassaient de 3,8 milliards de dollars le montant des aides financières nouvellement accordées.)

Cependant, le prix que les deux monstres réclament pour leur aide ne saurait s'exprimer en chiffres.



Une banque d'affaires qui accorde un crédit veut, en contrepartie, des garanties. Mais on ne peut pas prendre des Etats en otage. C'est pourquoi les deux frères et sœurs de Washington associent leur éventuelle volonté d'intervenir à des obligations et à des conditions qui jouent massivement sur l'économie politique des pays preneurs. Le terme technique qui désigne ce phénomène est « conditionnalité ». Sous sa forme la plus pure, ce médicament amer est prescrit par le FMI. Le patient doute en général qu'il soit bon pour lui. Ce n'est pas étonnant, car, une fois traduite du langage crypté des angures en un parler quotidien, l'ordonnance se réduit à quelques lieux communs qu'aucune personne concernée n'entend volontiers : « Nul ne peut vivre, à la longue, au-dessus de ses moyens ! Il faut s'accommoder de ce qu'on a ! Il faut vous serrer la ceinture ! »

Celui qui prête l'oreille plus attentivement peut distinguer à l'arrière-plan la voix de l'orthodoxie, de la doctrine pure. Elle prêche contre le protectionnisme et pour la libre concurrence, contre les dépenses excessives de l'Etat et pour la stabilité de la valeur de l'argent, contre les interventions de l'Etat et pour l'initiative privée. Bref, elle prend fait et cause pour un capitalisme pur et dur, tel qu'on le trouve seulement dans des traités roses du XIX^e siècle.

Bien entendu, la pratique du Fonds ne peut s'orienter selon de tels postulats. Premièrement, le FMI doit vivre avec toute une série de membres qui redoutent ces principes comme le diable craint l'eau bénite : le Vietnam et la Roumanie, la Pologne et l'Ethiopie sont du point de vue idéologique des cas désespérés. Deuxièmement, avec certains pays, la doctrine pure est condamnée à l'échec, ne serait-ce que par l'insuffisance de la masse : la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Mauritanie ou le Mozambique, par exemple, sont tout simplement trop pauvres pour pouvoir tenir leur place sur le marché mondial. Troisièmement, le Fonds est obligé de faire attention à des zones particulièrement sensibles sur les plans politique et stratégique, où une application brutale et totale de la conditionnalité pourrait faire trop de casse politique ; c'est pourquoi l'Egypte, par exemple, jouit d'un traitement assorti de ménagements particuliers.

Mais, quatrièmement – et c'est l'essentiel –, l'orthodoxie économique échoue à cause des pays riches, qui verraient d'un fort mauvais œil que le Fonds les prenne au mot. Cela vaut particulièrement pour les Etats-Unis. La puissance dirigeante de l'Occident se permet, comme chacun sait, une bonne dose de protectionnisme, un bilan commercial chroniquement négatif, une énorme dette extérieure et un gigantesque déficit budgétaire. Selon le catéchisme du FMI, ce sont là des péchés économiques mortels, qui ne peuvent conduire qu'à une fin épouvantable. Mais, au lieu de mettre, comme d'habitude, les poucettes au pêcheur impénitent, pour son propre bien, le

Fonds se contente de murmurer quelques remarques accessoires et timides dans son rapport annuel – le World Economic Outlook.

C'est la nature composite du monstre qui s'exprime à travers de telles contradictions. Son expression morale est l'hypocrisie. Mais cette hypocrisie n'est pas une entorse à la règle, une faute évitable : elle est une nécessité systématique. Elle ne fait qu'exprimer le dilemme objectif entre la pureté des principes et la brutalité des relations de pouvoir. Sa forme linguistique est la danse sur des œufs. Quand il est question de l'Afrique du Sud dans les publications du FMI, on cherche en vain le concept d'apartheid. Au lieu de cela, le Fonds parle de manière sibylline de « rigidités du marché du travail liées à des problèmes de formation ». Et comment juge-t-on l'évolution du Chili ? « Très satisfaisante. Bien entendu, nous ne relierons cette appréciation à aucun jugement sur la situation politique. »

Une neutralité illusoire

Lorsque des centaines de milliers de gens descendent dans la rue, en Amérique latine, pour manifester contre le FMI, le directeur de l'époque, Jacques de Larosière, fit publier une brochure : « Le FMI prescrit-il l'austérité ? » Il répondait à cette question, posée par lui-même, par un non retentissant. Bien sûr, les mesures réclamées par le Fonds étaient « liées à des coûts sociaux, mais ce n'est pas la mission du Fonds que de déterminer comment ces coûts sont répartis à l'intérieur de la population ». Surprenante retenue ! Les exigences du FMI, formulées noir sur blanc dans des déclarations d'intention (« letters of intent ») en forme de contrats, sont extrêmement détaillées ; il y est question des prix, des impôts, des emplois. Des restrictions de toutes sortes sont réclamées. En revanche, on n'a jusqu'à présent pas eu connaissance du moindre cas où le Fonds aurait mis un pays du Tiers-monde en demeure de renoncer à ses absurdes achats d'armes. Sur ce plan, et sur ce plan seulement, on peut réellement croire ce que Larosière proclame en levant pieusement les yeux au ciel : « Une institution internationale comme le Fonds ne peut pas s'arroger le droit de prescrire à des gouvernements souverains leurs objectifs sociaux et politiques. »

La neutralité politique revendiquée par le Fonds n'est, en tout cas, que poudre aux yeux. Le FMI n'exige ni plus ni moins que la priorité aux créances étrangères par rapport aux besoins de la population. C'est là une exigence hautement politique.

L'hypocrisie n'a pas de siège social défini. Elle contamine tous les continents, et elle ne s'exprime nulle part avec autant de brutalité bornée que dans les pays du Tiers-monde et du quart monde qui se présentent, non sans bonnes raisons historiques,

- LAURENT, Eric**
Moscou à Wall Street :
l'empire financier
soviétique
à l'Ouest
Calmann-Levy, 263 p.,
1988
- LELART, Michel**
Les Opérations du Fonds
monétaire international
(Préf. J. de Larosière)
Economica, 441 p., 1988
- MAURISSON, Patrick,**
dir.
- DELEPLACE, Guy, dir.**
Marx, Keynes,
Schumpeter :
l'hétérodoxie dans
la pensée économique
Anthropos, 500 p., 1985
- SALAMA, Pierre**
La Dollarisation :
essai sur la monnaie,
l'industrialisation et
l'endettement des pays
sous-développés
La Découverte, 102 p.,
1988

comme des victimes de la domination coloniale. Le mot « élite » a toujours un arrière-goût très déplaisant, mais dans les pays les plus pauvres d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, il résonne comme une pure dérision. Même s'il n'est pas de bon ton d'en parler franchement quand on s'occupe de politique d'aide au développement, ces élites indigènes sont constituées en grande majorité de criminels qui essaient de masquer leur désolante incapacité et leur cupidité sans bornes par des formules anti-impérialistes. Ces appareils parasitaires, avec leurs sinécures, leurs réserves d'argent en cas de fuite et leur corruption endémique, ne sont pas seulement des complices de l'exploitation, ils en sont partie prenante.

Il serait naïf de prendre pour argent comptant les vociférations qui opposent de telles « élites » au Fonds monétaire international. Derrière ce rituel combat de boxe mimé se cache trop souvent une entente sans faille.

Notre destin est en général d'être obligés de jouer dans les pays à problèmes le rôle du méchant. Au fond, cela fait partie des services que le Fonds peut offrir. Quand un gouvernement veut faire quelque chose de raisonnable, mais ne réussit pas à faire passer son programme sur le plan politique, nous

GRACE A LA MISERICORDE

Artisan gemmeur
j'incise l'écorce de notre époque,
j'ouvre en tremblant le sapin
de la miséricorde :
pas une seule goutte de tendresse
ne lui sous le signe de l'injustice.
Qui a tué la tendresse
dans les yeux du monde ?
Accroupi sur mon chagrin
la tête entre les mains
je regarde les rossignols
picoter les pierres de mon chemin.

René DEPESTRE

DEPESTRE, René
Cantate d'octobre
SNEO, 88 p., 1959
Pour la Révolution,
pour la poésie
Laméac, 225 p., 1974
Le Mât de Cocagne
Gallimard, 178 p., 1979
En l'état de poésie
Messidor-Temps actuels,
94 p., 1980
Bonjour et Adieu à
la néoritude :
travaux d'identité
Laffont, 258 p., 1980
Alléluia pour une
femme-jardin
Gallimard, 200 p., 1981
Hadriana dans
lous mes rêves
Gallimard, 195 p., 1988

sommes prêts, jusqu'à un certain point, à jouer les boucs émissaires. Cela tombe très bien que nous ayons notre siège à Washington. Cette adresse a, dans de nombreuses régions du monde, valeur de symbole négatif.

De cette manière, la responsabilité des mesures impopulaires est internationalisée. Les politiciens n'ont pas besoin d'en rendre compte eux-mêmes. Le coupable, c'est le Fonds, une abréviation, une grandeur anonyme.

Le social-démocrate Gustav Noske, qui réprima après la Première Guerre mondiale le soulèvement spartakiste, s'exprimait de façon moins prudente, mais plus allemande : « Il faut bien que quelqu'un fasse le boucher. »

La légende du 16 novembre

Le Fonds trouve dans les moments héroïques de ses quarante ans d'histoire une consolation et un dédommagement aux avanies qu'il subit aujourd'hui. Le 16 novembre 1982 a été l'une de ces journées légendaires. Le monde de la finance internationale avait été hanté, au mois d'août, par un nouveau cauchemar, la crise de la dette. Ce qui, aujourd'hui, fait partie de la lecture quotidienne du journal apparaissait alors comme une menace inconcevable.

Le Mexique, l'un des plus grands débiteurs du monde, était à deux doigts de la banqueroute. L'endettement du pays se montait à 87,6 milliards de

dollars. Les créances des banques d'affaires étrangères avaient, à elles seules, atteint la somme vertigineuse de 67,5 milliards de dollars, sur laquelle 28 milliards étaient payables à échéance d'un an. Une réaction en chaîne menaçait, au cas où le Mexique aurait été obligé de suspendre ses paiements. Les plus grandes banques des Etats-Unis se seraient effondrées et auraient entraîné dans le tourbillon l'ensemble du système financier. Ni le Trésor américain ni la Banque fédérale n'étaient de force à affronter cette situation. Les banques créancières n'étaient pas prêtes à rajouter de nouveaux crédits transitoires à l'argent qu'elles avaient perdu, mais auquel elles n'avaient pas renoncé.

Pour éviter le désastre, il fallait boucher un trou de financement de plus de 8 milliards de dollars. Le gouvernement américain et ses alliés étaient disposés à fournir au maximum 2 milliards. Le FMI déclara qu'il pouvait mettre à la disposition du Mexique, aux conditions habituelles, 1,3 milliard. Les Mexicains, de leur côté, n'avaient pas d'autre choix que de signer la déclaration d'intention exigée. Ils se résignèrent, quoique avec force grincements de dents, à abaisser les salaires réels, à diminuer les subventions et à augmenter les impôts.

Le directeur du FMI joua son plus gros coup dans l'après-midi du 16 novembre, dans la salle de séance de la Federal Reserve Bank à New York. Les invités étaient les représentants des plus grandes banques créancières, dont la Citybank de New York qui, à elle seule, était concernée pour 3,3 milliards de dollars ; le capital bancaire anglais, français, japonais, suisse et allemand était, lui aussi, représenté par des ténors de la branche. Le ministre mexicain des finances Silva Herzog prit d'abord la parole, suivi de Jacques de Larosière. Les gouvernements étaient prêts à apporter leur aide, et le Fonds devait également faire quelque chose. Cependant, continua de Larosière, il manque pour mettre la situation au net 5 milliards de dollars. Cet argent, messieurs, ne peut venir que de vous. J'attends de vous sous un délai de quatre semaines, avant le 15 décembre pour être plus précis, des acceptations correspondant à la part que vous avez dans la masse de la dette exigible. Si vos acceptations ne sont pas arrivées ce jour-là, le Fonds retirera son programme pour le Mexique. Il est inutile que je vous explique les conséquences. C'est tout. Bonne journée, messieurs.

Il paraît que les banquiers réunis là restèrent sans voix. Ils n'étaient pas habitués à un tel langage. Une fois remis du choc, il leur apparut qu'ils n'avaient pas le choix. Les acceptations arrivèrent à temps. La catastrophe était provisoirement évitée.

Aujourd'hui, cette manière de gérer les crises est devenue routine. Le Fonds a mené à bien des accords du même genre pour le réaménagement de la dette avec des dizaines de pays. On peut dire qu'il est devenu le plus grand syndic de faillite du monde.

Ce nouveau rôle a entraîné l'introduction de nouvelles techniques. Le Fonds est désormais obligé de mettre les poucettes non seulement aux débiteurs, mais aussi aux créanciers - les grandes banques, qui avaient pris des risques sans commune mesure avec les possibilités des débiteurs.

Mais la manne financière qui s'est abattue sur les pays débiteurs a également mis en lumière une autre règle du jeu du système de crédit international. C'est un secret de Polichinelle : les emprunts consentis par les banques dépassent leurs avoirs de vingt à vingt-cinq fois. On appelle cela le levage, ou effet de levier. Cet aspect de la multiplication miraculeuse de l'argent rend les banques puissantes, mais il les rend aussi extraordinairement vulnérables. Une grande banque qui concentre ses risques au lieu de les disséminer, comme la Bank of America, qui avait prêté au Mexique plus de la moitié de son capital propre, est perdue si son principal débiteur suspend ses paiements.

L'une des forces du FMI est qu'il doit uniquement opérer avec ses ressources propres, c'est-à-dire avec les quotas des pays membres et avec les moyens spéciaux accordés par ces derniers ; il est donc nécessairement plus « solide » que n'importe quelle banque. Son bilan tourne autour de 100 milliards de dollars. Par contre, l'ensemble de l'endettement de ce qu'on appelle les « pays en voie de développement »

est estimé à 1 200 milliards de dollars, soit treize fois le « capital de base » du Fonds.

Le FMI est riche, mais il n'est de loin pas assez riche pour maîtriser à lui seul les crises globales. Son pouvoir ne tient pas à ses moyens propres, mais au fait qu'il décide de facto de l'accès aux marchés internationaux du capital. En sa qualité de vigile de ces derniers, il peut poser ses conditions aussi bien aux débiteurs qu'aux créanciers. Quiconque se met mal avec lui devient un paria financier. Dans cette mesure, et dans cette mesure seulement, le Fonds est effectivement ce qu'on appelle dans le jargon international des banquiers le lender of last resort : le garant auquel on se raccroche quand toutes les autres amarres lâchent, le dernier refuge, le canot de sauvetage du système.

La Banque du développement

En l'an de grâce 1462, un moine franciscain du nom de Barnaba fondait à Pérouse, pour aider les pauvres de la ville, une banque d'un genre particulier, le mons pietatis (mont-de-piété). Des dons pieux fournirent le capital de départ. L'idée de Fra Barnaba connut un succès extraordinaire. Le mont, qui n'était à l'origine qu'un petit tas d'argent liquide, ne cessa de croître, et l'institution, mi-caisse d'épargne, mi-officine de prêt, se développa jusqu'à devenir bientôt une entreprise au chiffre d'affaires gigantesque. Au cours des temps, elle eut des imitateurs dans toutes les grandes villes d'Italie, d'Espagne et d'Amérique latine. Le caractère d'œuvre de charité s'est singulièrement dégradé, mais le nom pieux s'est conservé, et c'est ainsi que les monts di pietà ou les montes de piedad font aujourd'hui encore florès.

Le monstre mou de Washington, la Banque mondiale, se caractérise par une conception analogue de son propre rôle. Alors que le FMI cherche à guérir les déséquilibres à court terme, la Banque mondiale vise à l'aide au développement à long terme. Mais elle a tout aussi peu de cadeaux à faire que son pieux prédécesseur de Pérouse. Elle accorde des crédits sur des objectifs précis, et qui doivent être remboursés afin que le capital se reconstruit toujours. En outre, la Banque réclame des intérêts tout à fait normaux, car elle se procure l'argent nécessaire aux prêts sur les marchés financiers internationaux, qui n'ont pas la réputation d'être des bienfaiteurs. Elle lance des emprunts d'un montant annuel d'environ 10 milliards de dollars, et elle est considérée par ceux qui placent leur argent chez elle comme une adresse de tout premier ordre, non sans raison, car, contrairement aux usages des autres débiteurs, les fonds extérieurs qu'elle emprunte sont couverts à 100 % par les pays membres.

Il est également vrai que l'influence de la Banque mondiale dépasse largement ses propres possibilités financières. Elle occupe, tout comme le FMI, une position clef, et ce, grâce à la méthode du cofinancement qu'elle manie avec virtuosité. Elle intéresse à ses projets et à ses programmes les gouvernements des pays preneurs et des pays donateurs, les organisations internationales, les agences pour le développement et les banques privées du monde entier. Ainsi se forment, sous sa direction et sous son contrôle, des cartels et des consortiums d'aide qui triplent, pour le moins, la puissance financière de la Banque et renforcent son influence politique.

Il ne s'agit pas ici seulement d'opérations financières. On peut même affirmer qu'il est plus difficile de dépenser les crédits que de les réunir. Une gigantesque armada d'experts examine chaque projet sous l'angle des risques techniques, sociaux et, depuis quelque temps, également écologiques. Bien entendu, la Banque exige que chaque projet isolé soit rentable. Le critère est un rapport à long terme d'au moins 10 %. Mais, à l'inverse du Fonds, elle ne donne pas seulement la parole aux banquiers. Ici, les experts agronomes, les hydrologues, les spécialistes de l'énergie, les géologues, les ingénieurs, les experts en formation et les médecins ont leur mot à dire.

C'est ce qui explique qu'on trouve à la Banque mondiale, qui emploie près de 6 000 personnes dans le monde entier et entretient, du Rwanda à la Bolivie, quarante-deux bureaux à l'étranger, un réseau

inextricable de qualifications. Ces gens labourent un terrain aux perfidies redoutables. Les apories de l'aide au développement sont bien connues. Les esprits se divisent déjà sur la question de savoir qui doit définir la solution à adopter, le donneur ou le preneur. La liste des difficultés objectives est interminable : elle va des caprices néfastes du marché mondial à la surpopulation, du manque chronique de capitaux à l'incessante pression politique exercée par les intérêts exportateurs des pays riches, sans parler des problèmes de différences culturelles, du manque de formation, des putschs militaires, de la fuite des capitaux et de la corruption. Et, personne ne connaissant la « bonne solution », les sources d'erreurs sont innombrables.

A cela s'ajoute le fait que tous les projets de développement sont à long terme. Ce qui, au moment de l'élaboration d'un projet, pouvait sembler juste se révèle parfois dix ans après, quand celui-ci est sur le point d'aboutir, une pure folie - comme le furent l'encouragement forcé de l'élevage bovin au Botswana ou le gigantesque projet du Polonoroeste sur l'Amazonie.

Les dilemmes de la Banque mondiale s'expriment clairement dans l'évolution de son idéologie. Elle s'est toujours beaucoup flattée de posséder sa propre « philosophie ». A ses débuts, on entendait par là la théorie classique du développement telle qu'elle a présidé à la reconstruction de l'Europe. Cette doctrine reflétait l'euphorie des années cinquante et soixante, et l'essor de ce qu'on appelait les « pays neufs » a semblé pendant quelque temps lui donner raison. Grâce à de forts taux de croissance, le problème de la pauvreté devait ainsi se régler de lui-même, par un effet de contagion sociale. Il est vrai qu'à la fin des années soixante, les penseurs eux-mêmes se rendirent compte que la réalité du Tiers-monde ne manifestait aucun penchant à se plier à la trickle-down-theory. Les pauvres étaient durs d'oreille, ils devenaient plus pauvres chaque jour.

Quand Robert McNamara prit en 1968 la présidence de la Banque mondiale, il voulut, à l'instar de ce qu'avait fait autrefois le frère Barnaba à Pérouse, transformer son institution en instrument de lutte contre la « pauvreté absolue ». Il s'engagea en faveur d'un nouvel ordre économique mondial, de termes de l'échange corrects, de soutien aux petits paysans et aux artisans et de la priorité donnée à l'autosuffisance. Cette « percée intellectuelle » portait probablement d'un sentiment sincère. McNamara est un homme marqué par une forte religiosité. Le fait qu'il ait voulu gérer sa campagne contre la pauvreté comme il avait géré auparavant la Ford puis le Pentagone ne peut surprendre que les Européens.

Il accorda une attention toute particulière à l'International Development Association (IDA), une institution formellement indépendante, mais, de fait, une annexe de la Banque mondiale. L'IDA passe pour être le havre des pays désespérément pauvres. Elle fait ce que ni le FMI ni la Banque ne sont en mesure d'exécuter, c'est-à-dire apporter une aide sans contrepartie, et elle distribue sans intérêts, à partir d'un pot rempli par les pays membres riches, des crédits d'une durée maximale de cinquante ans. Sous la présidence de McNamara, le volume de cette aide s'est accru. Ce sont surtout les pays du Sahel qui en ont profité. Mais, en regard de ses missions, l'IDA est une naine, et l'aide qu'elle peut fournir ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Après sa démission en 1981, McNamara fut obligé de s'avouer que sa « philosophie » avait échoué. Seule sa rhétorique a laissé des traces durables : aujourd'hui encore, un ton empreint d'une onction toute particulière règne dans les publications de la Banque mondiale, qu'on ne retrouve pas dans celles du FMI.

Et cela fait du monstre mou un paradoxe achevé. Où trouverait-on ailleurs une commission exécutive du capitalisme international qui se présente comme l'ami et le soutien des pauvres, une banque qui arbore le drapeau de la philanthropie, un monstre qui s'est engagé dans le postulat du désintéressement ?

Il est difficile d'assigner une place à une entreprise aussi ambiguë. Le rapport entre le bien qu'elle fait et les dommages qu'elle cause n'est pas seulement controversé, il est en fin de compte impossible à

évaluer. Cela tient à la nature fondamentalement contradictoire de l'institution.

Cette double nature est également la marque de ceux qui travaillent à la Banque mondiale. Séparé par une simple cloison du manager pur et dur, qui repousserait avec indignation tout soupçon d'attendrissement et de sentimentalité et aurait plutôt tendance à s'adonner à un tranquille cynisme, le coopérant engagé fait de son rôle dans l'aide au développement un tourment intérieur. Plus ou moins secrètement, il s'identifie à son « pays cible », qu'il connaît personnellement et auquel beaucoup de choses le lient. Celui qui pense et ressent ainsi les choses s'expose à un processus de rupture intérieure et s'empêtre dans un combat sans espoir contre la logique de l'ensemble, à laquelle il s'est voué. Ses victoires sont bien minces et provisoires, ses défaites sont normales, et il n'y a pas de confesseur pour lui donner l'absolution.

L'affaire García

Après sa victoire électorale de l'été 1985, le nouveau président du Pérou, Alan García, a tenu la promesse qui lui avait permis de mener à bien la partie économique de sa campagne, sans laquelle il ne serait peut-être jamais arrivé au pouvoir : il a rompu les relations du pays avec le Fonds monétaire



international et résilié tous les accords de crédits que ses prédécesseurs avaient conclus avec les grandes banques internationales. Le Pérou entreprendrait un « réaménagement automatique de la dette » selon ses propres critères et limiterait à l'avenir, unilatéralement, son service de la dette à 10 % de ses revenus à l'exportation.

A cette époque, la dette extérieure du pays se montait à 14,3 milliards de dollars. (Sur cette somme, 650 millions environ correspondaient à des crédits du FMI.) Le revenu par tête des Péruviens avait chuté d'un tiers en trois ans. Les intérêts à payer et le capital à rembourser menaçaient de saigner à mort l'économie péruvienne.

Cette récession économique résultait d'une suite d'aberrations dont les racines remontent jusqu'au XIX^e siècle (et même jusqu'à l'époque de la domination espagnole). La situation défavorable de départ avait été aggravée par de nombreuses causes, d'une grande acuité : la chute du prix des matières premières, le recul de la pêche, les catastrophes naturelles, l'inflation élevée, la guérilla, les stratégies proches de la guerre civile pratiquée par l'armée, l'incapacité, la corruption et le gaspillage des administrations antérieures et, finalement, la voie du « piège de la dette » servant de fausse solution au problème. Tout bien considéré, le pays, lors de l'accession au pouvoir d'Alan García, était pris dans le type même de la spirale de la paupérisation.

Dans les salles de conférence bien fraîches du Fonds monétaire international, l'émotion soulevée par le conflit avec le Pérou resta dans les bornes

admissibles.

- Alan García est en lui-même porteur de charisme. Il se croit investi de la mission de conduire le Tiers-monde sur de nouveaux sentiers. Mais il y a aussi, dans son entourage, des gens qui croyaient que d'autres nations endettées emboîteraient le pas au Pérou ; alors, le problème aurait pris de telles proportions que les créanciers auraient été obligés de modifier leurs règles du jeu. Mais ce calcul n'a pas marché. Personne ne s'est solidarisé avec le Pérou, ni les Brésiliens ni les Mexicains, et la dette péruvienne n'est tout simplement pas assez élevée pour provoquer la panique chez qui que ce soit.

- Peut-être les caisses étaient-elles vides, et le gouvernement García n'avait-il pas le choix ?

- On ne peut pas dire cela. Au contraire, les Péruviens s'étaient soigneusement préparés à leur action. Ils avaient accumulé à temps des réserves considérables de devises.

- Et qu'ont-ils fait ensuite ?

- Ce qu'on fait toujours dans ces cas-là. Contrôle des devises, blocage des prix, gel de tous les comptes de devises étrangères, limitation des importations, cours de change à plusieurs vitesses. Ils ont fait appel à tous les instruments qui permettent à l'Etat de diriger l'économie, et cela leur a valu de vrais succès à court terme. La croissance réelle a été de 8,5 % pour 1986, ce qui est un taux fantastique, et le revenu

global a augmenté en conséquence. Magnifique ! Mais le boom intérieur a été stimulé aux dépens du taux d'épargne, c'est à peine s'il y a de nouveaux investissements, et l'afflux des capitaux étrangers est pratiquement tari. Les Péruviens vivent de leurs conserves.

En face, de l'autre côté de la rue, on envisage l'évolution au Pérou avec moins de sérénité. Le monstre mou, lui, ne prend pas de sanctions de gaieté de cœur. Même quand on s'est brouillé avec le FMI, on peut continuer à bénéficier de l'aide de la Banque mondiale. Là, on a l'habitude de manier avec souplesse les conditions et les obligations inévitables, afin de ne pas mettre en danger les projets à long terme de la Banque. Même après l'annonce du moratoire par le gouvernement García, les intérêts et les remboursements échus ont été ponctuellement versés à la Banque mondiale, de nouveaux fonds ont été, comme convenu, transférés au Pérou : tout n'était pas rompu.

Un homme sans importance

Seule une poignée d'initiés de Lima et de Washington pourraient à la rigueur donner des informations sur la manière dont se déroule une telle crise ; mais ils ne sont pas seulement des témoins au fait du dossier, ils sont aussi des acteurs et ont de bonnes raisons de garder le silence.

Il y a déjà plus de dix ans qu'il fait partie, comme il dit, de « la troupe » : c'est un spécialiste des

devises, endurci au possible, qui connaît par cœur aussi bien le Fonds que la Banque. S'il vide un peu son sac, ce n'est pas dû à un léger faible - il boit volontiers du champagne millésimé -, mais bien au fait que ses jours à Washington sont comptés. Il a en poche une proposition lucrative de la City de Londres.

• La plupart des problèmes auxquels nous sommes confrontés, dit-il, sont tout simplement insolubles. Nos rapports sont surtout là pour chloroformer l'opinion publique. En réalité, tout cela est bien pire. Nous sommes objectivement dépassés par la demande. Prenez par exemple la crise de l'endettement. Le service de la dette des pays en voie de développement représente annuellement plus de 150 milliards de dollars, ce qui, si l'on en croit les chiffres officiels, représente 20 % de tous leurs revenus dus à l'exportation. Dans les pays dits à problèmes, c'est en moyenne 36 %. Mais - en réalité - la proportion est encore beaucoup plus élevée. De toute façon, plus personne ne pense à un remboursement, mais rien que les intérêts et les intérêts des intérêts gonflent à chaque réaménagement de la dette comme une boule de neige qui roule. Nous sommes déjà heureux lorsque nous réussissons à recoller les morceaux cas par cas et trimestre par trimestre.

• Mais à ces difficultés objectives viennent s'ajouter nos tares d'origine interne. Elles sont à peine visibles de l'extérieur, et nous nous gardons, bien entendu, en général d'en faire mention. Par exemple, il ne viendrait à l'idée de personne d'avouer que nous sommes simplement trop grands. Une grande part de ce qui est investi dans le Fonds et dans la Banque se perd par autodigestion, comme c'est le cas dans toutes les organisations qui sont trop grandes, surtout quand elles ont une position de monopole. J'évalue notre efficacité à un taux de 40 % ou tout au plus 50 %.

• Il faudrait que vous jetiez un jour un coup d'œil sur nos « manuels ». Ce sont d'énormes in-folio qui prescrivent jusque dans le détail les moindres mouvements qui agitent les entrailles de l'institution. Impôts, suppléments de traitement, problèmes de vacances, directives pour les voyages, ou tout ce à quoi il faut penser quand quelqu'un décroche le téléphone, tout y est. Les innombrables analyses de coûts, recommandations d'économies et enquêtes de contrôle à ce sujet nous ont certainement coûté plus cher que nos frais de téléx.

• Savez-vous d'ailleurs que les relations entre la Banque et le Fonds ne sont nulle part fixées sous forme de contrat écrit ? Officiellement, on chante bien haut les vertus de la collaboration, mais en réalité la Banque ne peut pas sentir le Fonds, et c'est réciproque. Cette rivalité s'exprime dans les détails les plus ridicules. Le Fonds a la réputation d'être

arrogant et prétentieux, parce que même ses secrétaires volent en première classe et, jusqu'en 1980, les parents pauvres de la Banque mondiale n'ont même pas eu le droit d'utiliser le country club du FMI au Maryland.

• Et pourtant, les deux institutions ont bien des choses en commun. Il n'y a pas seulement, d'un côté comme de l'autre, des gens remarquables et beaucoup de compétence ; elles sont également obligées de se débattre avec les mêmes contradictions. Le Fonds, tout comme la Banque, est monté en ligne pour exporter dans le monde entier les priorités de l'économie privée, selon la devise : ce qui est bon pour nous est nécessairement bon aussi pour tous les autres.

• Mais il se trouve que la Banque mondiale et le FMI sont eux-mêmes des organisations parastatutaires qui ne sont nullement dirigées d'après les principes de la libre entreprise. C'est de là que viennent leur comportement bureaucratique, leur formalisme et leur pensée planificatrice profondément ancrée. Il n'y a rien d'étonnant à ce que leurs interlocuteurs privilégiés, surtout dans les pays à problèmes du Tiers-monde, soient les bureaucraties de planification locales, et là où elles sont absentes, il faut tout simplement les inventer. La Banque mondiale a mis au point pour tous les Etats imaginables, particulièrement en Afrique, des plans quinquennaux en bonne et due forme. Les administrateurs indispensables à cet effet sont formés par elle-même au cours de programmes d'entraînement qui lui sont propres. Il arrive même que des bureaucraties ministérielles complètes, jusqu'au niveau du secrétaire d'Etat, soient exportées en quelque sorte en leasing.

• D'un côté comme de l'autre, on est occupé toute la journée par l'accumulation d'une quantité imposante d'informations et, dans cette mesure, on peut considérer également les deux institutions comme des services de renseignement. Tout le monde fait semblant de croire aux chiffres qui sortent des ordinateurs, bien qu'on sache pertinemment que les statistiques sont pure magie, surtout dans les pays du Tiers-monde.

La chimère allée

• C'est ainsi que naît une seconde réalité, faite de grandeurs abstraites, d'indices chiffrés, d'indicateurs de tendance et de projections dans l'avenir. Nous avons remplacé la vision directe par les dossiers et la réalité par les données informatisées. C'est une bonne chose que je ne sois pas philosophe, mais seulement marchand de devises. Sur mon écran, je m'y retrouve.

Au FMI, on accueille les attaques de la droite américaine contre les deux monstres avec un sourire satisfait. Bien que l'incessante épreuve de force avec le Congrès puisse prendre des formes tout à fait énervantes, ces messieurs considèrent la symétrie des critiques venues de droite et de gauche comme la preuve qu'ils marchent sur le sentier de la vertu.

Mais la vérité n'est absolument pas au milieu, elle est dans la logique du capitalisme qui, comme on sait, a tout simplement triomphé dans le monde entier. Il n'y a plus de vie en dehors de ce qu'on appelait autrefois, en 1968, le « système », et qui répond aujourd'hui au nom plus simple de marché mondial. Chaque tentative pour prendre définitivement ses distances est à la longue condamnée à l'échec. Le dernier pays qui a essayé de se dissocier totalement a été le Cambodge. Les conséquences de l'expérience ont été mortelles. La seule exception de poids est l'Union soviétique. Mais même la direction de Moscou laisse entendre depuis longtemps à mots couverts qu'elle serait intéressée par une prochaine adhésion ; la question qui se pose est de savoir si les Américains donneront leur assentiment.

Quiconque entre dans l'atrium haut comme une tour du Fonds monétaire international est tenu de passer devant une grande sculpture en bois dressée dans l'entrée. Le visage de la statue est de couleur cuivre. Elle arbore une mine barbare. Il s'agit d'un cadeau de la Banque nationale indonésienne, qui, un jour, a été livré dans une caisse sans aucun avertissement préalable. « Soit dit entre nous, ce cadeau n'était pas le bienvenu. Mais il aurait été impoli de le renvoyer. Nous nous sommes habitués à cet objet, nous ne le voyons même plus. »

La statue représente le Garuda, un personnage mythologique de la tradition hindouiste. Le Garuda est une chimère ailée qui transporte le dieu solaire Vishnou sur sa trajectoire autour du monde. « Le Garuda, disent les Indonésiens, est toujours victorieux. Il a l'air méchant, mais il signifie tout ce qu'il y a de bon au monde. » Sa tête, ses griffes et ses ailes sont celles d'un aigle, son corps et ses membres sont ceux d'un homme. Ce monstre guerrier dévore chaque jour un serpent. Son visage est blanc, ses ailes sont rouges et son corps doré. Cet épouvantail qui nous fixe à l'entrée veillera encore longtemps sur les sanctuaires de notre économie, et personne ne pourra l'éviter.

© Hans Magnus Enzensberger

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. : 45 44 14 51



NUMÉRO DE JUIN
- EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND
DE JOURNAUX : 26 F

Colette



La vie et l'œuvre par Françoise Burgaud. La Puisaye par Louis Doucet. Le cas Willy par François Caradec. Colette et Sido par Michèle Sarde. L'écriture hermaphrodite par Pierre Kyria. Les personnages des romans par Jacques Dupont. Le bestiaire par Marcel Bisiaux. Colette, critique dramatique par Gilles Costaz. La réception de l'œuvre aux Etats-Unis par Paul d'Hollander.

L'APRES MÛJI À MOSCOU

Une situation tragique, écrivait Vladimir Jankelevitch, nait de « l'alliance du nécessaire et de l'impossible ». Pour beaucoup d'observateurs, de « spécialistes » de l'Union soviétique, il ne fait pas de doute que, depuis des années, l'ensemble des pays du bloc oriental vit les remous d'une tragédie. L'urgence des réformes, partout reconnue, se heurte à l'incapacité de les mener à bien. Pris dans cette insurmontable contradiction, le système de gestion administrative de la société est voué, dans ses dimensions politique, économique et sociale, à l'immobilisme. Aussi, le cours récent des événements dans l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev a-t-il suscité la surprise et l'incrédulité.

Pourtant, même si toute société administrée est portée à la stagnation, un pays qui, en trente ans, a connu un transfert aussi massif de population active de l'agriculture vers l'industrie, une urbanisation aussi rapide et une transformation quantitative et qualitative de la consommation individuelle aussi visible (en dépit, nous y reviendrons, des pénuries), ne peut avoir évité de profonds bouleversements, bien qu'ils ne soient pas toujours aisément repérables selon les critères d'évaluation de nos propres sociétés.

Et il serait imprudent de sous-estimer l'importance des réformes engagées, même si elles mettent en péril le confort intellectuel des zéloteurs autant que des adversaires de l'Union soviétique. Cela ne signifie pas qu'il faille tenir que le succès soit assuré, ni les conséquences prévisibles, mais une démonstration est faite, que ni l'analyse économique ni l'analyse politique ne peuvent ignorer et qui pourrait ruiner bien des idées reçues.

Ce que je voudrais proposer, sous l'angle économique plus que politique et, quant à l'économie, dans l'ordre des relations extérieures plus que des mesures internes, ce ne sont que quelques hypothèses de lecture des causes et des objectifs de la politique gorbatchevienne, puis quelques suggestions sur ses conséquences et ses pièges pour les pays occidentaux.

Les déarrais de la stagnation

Bien que l'optimisme, né de l'expansion continue et de l'usage des instruments de contrôle étatique de l'économie, ait rejeté hors de la conscience publique, à l'Ouest comme à l'Est, l'idée même de crise, les pays se réclamant du socialisme étaient convaincus de l'efficacité supérieure de leur mode de développement et de l'inéluctabilité de leur succès, tant du point de vue de la production que du niveau de consommation.

Cette situation favorable commença à se détériorer vers le milieu des années soixante et le doute s'instaura sur la rationalité immanente à l'étatisation et à l'organisation administrative de l'économie. La baisse régulière et continue des principaux indicateurs, taux de croissance du produit national, de l'investissement, de la productivité, ainsi que la manifestation de tensions inflationnistes ou mieux, selon l'expression de Léonid Brejnev, « d'une inflation refoulée » venait contredire le dogme du dévelop-

pement harmonieux. Une observation plus attentive montrait que cette tendance à la baisse des taux de croissance (de plus de 10 % dans les années cinquante à moins de 3 % au milieu des années quatre-vingt) s'exprimait à travers des phases successives de contractions et de reprises, plus visibles en Europe de l'Est qu'en Union soviétique, et dont il est vrai que la forme s'identifiait mal à des cycles proprement dits. Toutefois, ces récessions présentaient des traits permanents, suggérant une logique commune : leur ampleur était à chaque fois accrue, elles mettaient en cause les composantes politique, économique et sociale du système et s'achevaient d'une part sur des velléités de réformes, toujours avortées, et d'autre part sur une ouverture aux échanges avec les pays occidentaux.

A partir du milieu des années soixante-dix, l'économie des pays du CAEM (Comecon) présenta ce caractère inquiétant d'associer la stagnation et l'accroissement de la dépendance extérieure. Cette situation, nota Georges Sokoloff, devait provoquer au début des années quatre-vingt une réaction de xénophobie économique (clairement confirmée par les statistiques de l'exportation française vers l'Union soviétique dans cette période !). Mais il n'y avait guère de choix : l'importation de biens de consommation calmait les populations, l'importation de biens d'équipement relançait la production.

Tant que l'expansion régna à l'Ouest, le processus se déroula à peu près bien : les marchés étaient suffisants pour absorber les exportations de matières premières, de semi-produits ou même de produits élaborés, malgré leur faible compétitivité, mais grâce à des prix de dumping rendus nécessaires par l'accroissement des importations. Dès lors par contre que la crise s'installa en Occident, provoquant à la fois une flambée inflationniste et un rétrécissement du marché, tout se dérégla.

L'augmentation du prix des produits importés conduisit dans un premier temps à un gonflement bientôt insupportable des subventions budgétaires, puis, dans un deuxième, aux inévitables hausses des prix à la consommation avec leurs conséquences

sociales redoutables. Les variations des prix mondiaux, notamment de l'énergie, bousculaient les accords de prix internes au CAEM, dégradaient les termes de l'échange au détriment des pays de l'Est européens contraints d'accroître leurs exportations vers l'URSS, amputant et leur taux de croissance et leur niveau de consommation.

Dans le même temps, les soldes exportables vers l'Ouest, déjà réduits par ce détournement vers l'Union soviétique, le furent plus encore par le rétrécissement des marchés dû à la récession, spécialement sensible aux produits de l'Est qualitativement peu compétitifs. Aussi, la balance des paiements de chacun de ces pays s'était-elle rapidement détériorée, y compris celle de l'Union soviétique à qui son incapacité de gérer l'agriculture faisait perdre les bénéfices du prix de l'énergie.

Face à ces difficultés convergentes (augmentation des prix, réduction du niveau de consommation, déficit de la balance des paiements), un palliatif fut recherché dans le recours à la technologie occidentale par l'importation de biens d'équipement, d'usines clés en main, de pans entiers d'industrie, dans l'espoir qu'en l'absence de toute capacité propre d'innovation, ils pourraient apporter, en quelque sorte par contagion, les progrès technologiques et de productivité nécessaires. La contrepartie de cette politique fut évidemment une vive progression de l'endettement extérieur, dont le contrecoup devait être subi, avec quelle rigueur, à partir de 1982.

Seule l'Union soviétique aurait pu poursuivre dans cette voie, par l'exportation massive de ses matières premières et de son énergie. Mais on ne pouvait penser qu'elle se résoudrait durablement à dilapider ses richesses naturelles, alors même que les avantages de l'incorporation d'une technologie occidentale sont pour le moins aléatoires (pour ne rien dire du danger de dépendance). L'expérience, de fait, confirme qu'il ne suffit pas de disposer de machines modernes pour valoriser le capital, mais qu'il faut encore y ajouter l'adéquation, inexistante dans ces pays, des conditions sociales de leur mise en œuvre.

La conscience de la faiblesse structurelle du



BAYNAC, Jacques
La Révolution gorbatchévienne
L'Arpenteur, 289 p., 1988

GORBATCHEV, Mikhaïl
Perestroïka : vues neuves sur notre pays et le monde
J'ai lu, 380 p., 1988

MARCOU, Lilly
Les Défis de Gorbatchev
L'Arpenteur, 289 p., 1988

PHILIP, André
La Gauche, mythes et réalités
Aubier-Montaigne, 229 p., 1984

SCHREIBER, Thomas (dir.)
L'URSS et l'Europe de l'Est : 1987
Documentation française, 244 p., 1987

TIGRIO, Pavel
Révoltes ouvrières à l'Est : 1953-1981
Complexe, 192 p., 1982

système productif explique probablement en partie la prudence et la perplexité des dirigeants de l'Est lorsqu'il se confirma qu'une crise véritable, et non plus une récession passagère, affectait les économies capitalistes. Leur hésitation se trouva justifiée par la vérification d'une extrême vulnérabilité et par la constatation que la crise les atteignait aussi brutalement, sinon plus, que les capitalismes avancés. Car ce qui apparaissait, ce n'était pas seulement l'insuffisance d'une défense contre les influences extérieures, l'incapacité à se soustraire aux effets de la conjoncture mondiale, mais surtout le symptôme d'un réel dysfonctionnement interne.

Jour après jour, la perspective d'une stagnation, puis d'une régression économique des pays de l'Est acquérait une plus grande vraisemblance. Les dirigeants de ces pays et, au premier rang, ceux de l'Union soviétique, ne pouvaient ignorer cet état de choses, d'autant qu'ils étaient engagés dans une rivalité de superpuissance avec les Etats-Unis et qu'ils ne pouvaient, par conséquent, accepter les risques résultant de l'affaiblissement économique du bloc. N'ayant, ou ne pouvant se donner, sur le terrain proprement économique qu'une marge d'action restreinte, ils devaient, à l'intérieur, contrôler toujours plus rigoureusement les populations et, à l'extérieur, compenser leur infériorité par un renforcement militaire. Où se vérifie une fois encore cette règle générale que crise et militarisation ont partie liée.

Cette logique paraissait si naturelle et si univoque que certains en prévoyaient l'aboutissement dans un despotisme militaire manifeste ou, selon l'expression de Cornelius Castoriadis, une « statocratie ». Il ne faut pas s'en étonner. Le développement industriel de l'URSS, au moins depuis les années trente, a été constamment orienté en fonction des besoins militaires, à ce point que les liens entre les industries civiles et d'armement sont structurels. Face à des concurrents économiques hors d'atteinte, la survie de l'Etat ne pouvait être assurée que par la puissance de ses armées.

Cela est plus vrai encore en période de crise interne. Les illusions sur un « rattrapage économique des Etats-Unis » étant définitivement perdues, seule la force militaire permet de maintenir l'équilibre. Tout affaiblissement relatif doit donc être compensé militairement, quand bien même, selon une sorte de cercle vicieux, le poids des dépenses militaires est une des causes de la crise. Il y a là un effet « pervers » de la dépendance économique d'une nation aussi immense et riche en ressources que l'Union soviétique, et qui n'utilise ses richesses qu'en les gaspillant en armes toujours plus nombreuses, sophistiquées et onéreuses.

Cette contrainte était-elle subie de bonne grâce, voire posée en politique délibérée ? L'expérience a montré qu'à tout le moins des divergences existaient. L'arbitrage constant en faveur de l'armement, dans l'allocation des ressources matérielles et humaines, aggravait la tendance à la stagnation, laquelle à son tour obligeait à un effort militaire accru. Cet enchaînement ne pouvait pas ne pas être perçu par les responsables de l'Etat, même s'ils étaient impuissants à le rompre.

Les effets de la démoralisation

Il en est de même de l'enchaînement qui lie cette politique au privilège continuellement accordé, en dépit de déclarations périodiques, à l'industrie lourde, au maintien d'un niveau de vie extrêmement bas et à des situations de pénurie indignes d'une économie moderne. L'incapacité à satisfaire la consommation crée, indépendamment d'une profonde corruption de la société, un état d'insatisfaction permanent, menaçant toujours d'éclater en résistance ouverte, et qui trouve ses racines dans la déception née de la stagnation économique. Ici comme partout, le rationnement et la pénurie stimulent le marché noir, le vol et les trafics les plus divers ; ils suscitent une démoralisation, dont les formes les mieux connues sont l'alcoolisme et la délinquance, qui accélère la décomposition des relations sociales.

Les mêmes causes produisaient les mêmes effets dans les pays d'Europe orientale, auxquels il fallait imposer une discipline plus ferme, car trop d'événements

avaient montré la précarité de l'hégémonie soviétique sur cette zone - les émeutes répétitives en Pologne, notamment, qui enfonçaient un pays entier dans la dissidence et compromettaient le dispositif stratégique russe en Europe. Ce que les entraves à la discipline interne au camp oriental mettaient en évidence, c'était la difficulté pour un Etat puissant, mais relativement moins avancé, d'assujettir des sociétés économiquement ou culturellement plus évoluées. L'Union soviétique ne parvenait à construire autour d'elle qu'une aire de domination d'une loyauté douteuse, et non un système d'alliances.

Une part significative de la politique extérieure soviétique ne me paraît pouvoir s'expliquer que par le même système causal, procédant de la faiblesse économique. Il s'agit de la longue litanie des tentatives de mainmise sur des régions périphériques (Moyen-Orient, Afrique orientale et Amérique centrale) qui, en un temps où la géostratégie a perdu de sa pertinence, ne pouvaient relever que des supputations sur les encerclements réciproques ou les meilleurs moyens de les rompre, et ressemblaient davantage à des manœuvres d'intimidation qu'à l'expression d'un ferme dessein de s'assurer des avantages décisifs. L'aventure afghane elle-même, si tragique dans son déroulement et absurde dans son principe, n'échappe pas à cette logique.

Au milieu des années quatre-vingt, le bilan ne

pouvait apparaître que désastreux. Echec économique, échec social, échec idéologique (jamais l'image de l'Union soviétique n'avait été aussi terne ni son influence plus précaire) et aussi échec militaire, puisqu'en dépit des efforts accomplis la course aux armements était clairement perdue.

La question posée était bien celle du destin historique de l'Union soviétique, son destin de puissance mondiale, peut-être même son destin de nation indépendante, maîtresse de son avenir.

La révision des verdicts

La tâche des nouveaux dirigeants soviétiques fut, pour reprendre une expression chinoise, de réviser les verdicts, verdicts prononcés à l'intérieur comme à l'extérieur du pays et du bloc.

Au-delà de la virulence des critiques et de la dramatisation du diagnostic, dépassant très souvent les réquisitoires « antisoviétiques » occidentaux, l'ensemble des mesures prises par Mikhaïl S. Gorbatchev dessine peu à peu les contours d'un projet global, qui prend sur chaque point le contre-pied de la politique antérieure telle que nous l'avons succinctement décrite.

Les dirigeants du Parti et de l'Etat s'attachent à mener trois actions de front : alléger la contrainte internationale, susciter l'adhésion et la mobilisation

un point de vue suisse...



JOURNAL DE GENÈVE

LE QUOTIDIEN SUISSE D'AUDIENCE INTERNATIONALE

En vente en France dans les principaux kiosques et Maisons de la Presse

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je désire m'abonner
- édition quotidienne pour
1 an (FF 1280) 6 mois (FF 760) 3 mois (FF 390)
- édition du samedi (avec supplément littéraire) (FF 280) (FF 145) (FF 75)

demande de service d'essai gratuit
- 2 semaines à l'édition quotidienne
- 1 mois à l'édition hebdomadaire (4 numéros)

Nom et prénom _____
Adresse _____ N° postal _____
Ville/Pays _____ Signature _____

Marquez d'une croix ce qui convient et adressez ce bulletin au
JOURNAL DE GENÈVE, Service des ventes, Case postale 439, 1211 GENEVE 11.

des populations actives, réformer l'économie dans le sens d'un rétablissement des mécanismes du marché.

La première de ces actions est, paradoxalement, moins périlleuse dans la relation avec les pays occidentaux - adversaires - que dans les rapports avec les pays membres du Pacte de Varsovie - amis - (ou avec les Républiques fédérées dans l'Union). Il est frappant de voir avec quelle rapidité les questions périphériques - Afghanistan, Afrique, demain Nicaragua - ou le processus de contrôle des armements ont été soit réglés soit débloqués, ce qu'un récent rapport Ramsès qualifiait, non sans étonnement, de « inflation des zéros ». Tout se passe en effet comme s'il fallait très vite lever tous les obstacles à une coopération renforcée avec l'Occident et, nous y reviendrons, à une réelle intégration dans le marché mondial.

Par contre, ce même desserrement des contraintes appliqué aux pays d'Europe orientale provoque de fortes divergences d'attitudes, allant de l'adhésion enthousiaste et presque naïve aux réformes à un refus peureux ou hautain, divergences qui sont, dans tous les cas, menaçantes pour l'unité économique et politique du « camp socialiste ». Il en est, à certains égards, de même pour les républiques les plus hétérogènes, sous quelque mode que ce soit, tels les pays baltes ou le Caucase, qui essaient d'élargir la brèche ouverte dans le système de domination.

La deuxième action peut paraître la moins originale, tant l'histoire de l'Union soviétique est riche en appels à la « mobilisation des masses ». Les discours de Gorbatchev comportent pourtant quelques nouveautés. Certes, les références à l'homme nouveau subsistent et la continuité dans la restauration de l'ordre et de la discipline avec la courte période Andropov est affirmée. Cependant, la motivation doit d'abord provenir des revenus, et cela suppose l'élimination de l'égalitarisme abusif et l'établissement d'un lien plus direct entre le travail et sa rémunération. Et celle-ci va être de plus en plus liée, non seulement, bien sûr à la quantité de travail, mais à sa qualité en faisant coïncider responsabilité et compétence, ce qui, en clair, signifie briser l'omnipotence des cadres du Parti.

La crédibilité de ce discours dépend de deux facteurs principaux : que l'esprit de caste, l'esprit corporatiste si fortement constitutif de la société soviétique soit pratiquement mis en cause, et c'est là le rôle des mesures de démocratisation spectaculairement illustrées par les récentes élections au Soviet suprême ; qu'une hausse réelle du niveau de vie vienne soutenir l'adhésion d'une population trop échaudée pour se contenter de paroles, quelle que soit la nouveauté du ton et du style.

La troisième action est la réforme économique, œuvre de longue haleine aux résultats incertains, cause de déception pour des consommateurs impatientes, elle est toutefois probablement engagée aussi radicalement que le permet l'état d'une société techniquement et socialement aussi ajustée à l'organisation administrative de l'économie. La voie choisie, contrairement à la période brejnévienne, est celle non de la déconcentration, mais de la décentralisation, celle d'une transformation globale du système productif et non d'une transformation monosectorielle, limitée à telle ou telle branche industrielle. Les rapports entre le Plan et les entreprises sont réorientés au profit de ces dernières, dont les règles de gestion sont désormais fondées sur l'autonomie et la rentabilité. Pour les entreprises, cela signifie la possibilité de contracter entre elles et donc à terme la fin de la répartition administrative des approvisionnements, la création d'un marché de gros, d'un marché des biens de production, bref un véritable renversement des règles du système issu de la période stalinienne. Par voie de conséquence, les entreprises doivent disposer de leurs ressources financières, se donner les moyens de l'autofinancement et admettre le profit comme indicateur de résultats. Sur un plan plus macro-économique, ces choix conduiront, malgré les résistances, à un développement de la concurrence, à une révision du système des prix, à un assouplissement du régime des rémunérations et à une modification de la distribution des crédits.

Déjà, la loi sur l'exercice des activités individuelles a été promulguée, la restructuration de l'appareil



bancaire, réalisée, et les textes législatifs relatifs aux relations économiques extérieures, publiés entre le 19 août 1986 et le 17 septembre 1987.

Mais avant d'en venir à ce dernier aspect des réformes, je souhaiterais que nous nous arrêtions à cette étape de l'analyse. Comment faut-il interpréter l'expérience en cours, dans son ampleur et ses limites, et dans quelle perspective historique faut-il la situer ?

Toute l'histoire de l'économie moderne a montré que, à l'exception de la première d'entre elles (chronologiquement), la Grande-Bretagne, toutes les grandes nations industrielles ont dû confier à la protection et à la tutelle de l'Etat les premières phases de l'accumulation du capital et ce d'autant plus qu'elles arrivaient plus tardivement sur le marché mondial. L'Allemagne bismarckienne, le Japon de l'ère Meiji concurrent des phénomènes comparables. Une bureaucratie d'Etat s'alliant à un petit nombre d'entrepreneurs, issus ou liés à de grandes familles féodales, assure une industrialisation forcée, toujours accomplie par un transfert de valeur du secteur agricole vers l'industrie. Ce mode de gestion, toutefois, rencontre ses limites dès lors qu'il s'agit de passer d'une accumulation extensive à une accumulation intensive et que l'amélioration de la productivité du travail, conditionnée par la concurrence, par l'innovation, par la formation, devient le moteur de la croissance. D'une façon ou d'une autre, l'Etat, ses bureaucrates et ses fonctionnaires doivent se dessaisir du pouvoir et, sinon « privatiser », la forme juridique de la propriété important peu, au moins procéder à une répartition du capital productif entre des entités autonomes, maîtresses de leur gestion et soumises aux sanctions du marché.

L'Union soviétique est aujourd'hui confrontée à cette nécessité et elle doit s'y plier, sous peine de sombrer dans le déclin. Pour cette raison, même s'il y a des reculs, des luttes, des révolutions de palais, le processus en cours est irréversible, et si nous le jugeons tel, ce n'est pas que nous soyons dupés par l'habileté d'un dirigeant ou victimes d'une illusion, mais bien parce que le réalisme nous en convainc, je veux dire le réalisme politique, celui de Thucydide, de Machiavel et de... Marx. Ce même réalisme doit nous interdire de nous réjouir ou de nous inquiéter de cette évolution, car nul ne peut prédire quel rapport de forces peut en résulter. Encore que bien des indices, et pas seulement le discours sur la maison commune européenne, inclineraient à penser que trop de complémentarités existent entre l'Union soviétique et l'Europe occidentale pour qu'un rapprochement (sous quelle hégémonie ?) ne finisse par s'imposer, dans la tradition germanique de l'*Ostpolitik*.

Mais laissons ces considérations aventureuses aux jugements de l'Histoire, et remarquons seulement que cette hypothèse peut éclairer la situation particu-

lière de l'Europe orientale. Son état passé, depuis la guerre, comme son état présent, sont marqués par la violence, inégale selon les pays, imposée à des formations sociales et économiques qui avaient, pour certaines, dépassé le stade d'efficacité du mode étatisé d'accumulation du capital. Pour des pays comme la Bulgarie et la Roumanie qui, avant la Seconde Guerre mondiale, étaient, encore préindustriels, le choc ne fut pas si brutal ; ils devraient suivre au même pas dès que seront levés des obstacles politiques anachroniques. Pour des pays comme la Tchécoslovaquie, l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, voire les pays Baltes qui avaient déjà, selon des modalités nationales diverses, mais proches, atteint un niveau supérieur de développement, les réformes sont insuffisantes ou tardives. Aussi suscitent-elles la résistance de pouvoirs conservateurs qui savent qu'ils ne survivraient pas à une telle dynamique, ou la surenchère de classes dirigeantes qui ont compris que leur seule chance de salut était dans l'accélération des réformes, pour en quelque sorte remettre les formes, c'est-à-dire les institutions, en harmonie avec le fond, c'est-à-dire l'économie.

A l'inverse, on peut défendre que, pour la part asiatique de l'empire soviétique, ces réformes sont prématurées et qu'elles peuvent finalement susciter une opposition proprement réactionnaire dans des pays qui sont encore, culturellement et socialement, archaïques et mal préparés à une réelle compétition économique et à une démocratie politique même rudimentaire.

Le marché mondial, enjeu ou mirage

Si les réformes économiques se limitaient au marché national, elles manqueraient l'essentiel : tout se joue, se gagne ou se perd sur le marché mondial. Les dirigeants soviétiques n'en furent pas toujours convaincus. Longtemps ils hésitèrent entre deux conceptions du commerce extérieur, l'une, restrictive, ne lui réservant qu'un rôle de complément à la production nationale, l'autre, dynamique, en faisant un facteur de progrès et de spécialisation de la structure industrielle.

Dans les années soixante-dix, la seconde prévalut, mais elle se révéla, nous l'avons dit, décevante. Trop axée, en effet, sur le commerce extérieur plutôt que sur le commerce international, ou, autrement dit, sur les échanges bilatéraux de biens et non sur les échanges multinationaux de biens, de services et de capitaux, l'ouverture pour faire de l'Union soviétique un acteur à part entière du marché mondial échoua. Elle contribua au contraire à déséquilibrer la balance commerciale et surtout à en détériorer la structure, les recettes d'exportation provenant presque exclusi-

vement des hydrocarbures et les importations se concentrant sur les céréales et la technologie.

Fidèle à l'inspiration marchande des réformes, la réorganisation du commerce extérieur et de ses institutions vise aujourd'hui à rendre les entreprises soviétiques aptes à affronter la concurrence internationale ou à en créer de nouvelles, plus compétitives, au besoin avec des partenaires occidentaux. A cet effet, trois trains de mesures ont été lancés à partir d'août 1986, et il est significatif que les décrets portant réforme de « l'administration des relations économiques extérieures » aient donné l'impulsion initiale à l'émancipation des entreprises. Ainsi, parmi les instruments d'incitation à l'exportation, l'introduction de la pratique des « fonds de devises » laissant à la disposition des exportateurs une part de leurs recettes en devises convertibles crée une situation de plus grande exigence : l'avantage de pouvoir utiliser des devises est conditionné par la capacité de les gagner. Autre nouveauté : il faut assurer « l'autofinancement en devises », c'est-à-dire qu'il n'est possible d'importer qu'après avoir exporté.

Il en découle que l'efficacité et la compétitivité doivent être rapidement améliorées, si l'on ne veut pas paralyser le mécanisme. Sachant qu'il faut plus qu'un décret administratif pour modifier l'appareil productif, les premières décisions visent à disloquer le monopole central du commerce extérieur et à assouplir les servitudes bureaucratiques. Le ministère du commerce extérieur, jusqu'alors tout puissant, perd une large partie de ses prérogatives au profit, d'abord, de vingt et un ministères et de quelque soixante-dix entreprises ou organismes industriels, puis de la quasi-totalité des entreprises qui reçoivent un droit d'accès direct aux marchés étrangers. Dans le même temps, les organismes traditionnels du commerce extérieur (les « centrales ») sont réorientés, la Banque du commerce extérieur est rebaptisée Banque des relations économiques extérieures, pour bien marquer la volonté de diversifier les formes de la relation avec l'étranger, et, enfin, un ensemble de textes réglementaires ouvrent la possibilité de création de sociétés mixtes sur le territoire soviétique.

Le sens de cette dernière décision n'est apparu qu'au fil des mois. Là encore, les premières réactions des partenaires habituels de l'Union soviétique, hormis un petit nombre de banquiers plus lucides, furent empreintes de scepticisme. Pourquoi, alors que des expériences de ce type n'avaient pas été concluantes dans les pays d'Europe de l'Est, l'Union soviétique, qui ne pouvait les ignorer, s'engageait-elle dans cette voie ?

Les arguments classiques étaient connus ; on attend des sociétés mixtes, des apports en technologie, en méthodes de gestion et en capacité exportatrice, mais aussi des effets d'entraînement sur les entreprises locales des mêmes branches. Dans les pays d'Europe de l'Est, l'écueil sur lequel avaient buté les sociétés mixtes était de n'avoir servi que de vecteur à l'exportation des firmes occidentales ou de moyen de délocalisation de sous-traitance. L'impact sur le tissu productif de ces pays avait donc été négligeable. L'habileté des Soviétiques a été d'entraîner peu à peu les partenaires étrangers vers un concept de « financement de projet », c'est-à-dire un investissement à risques partagés garanti par la seule rentabilité de l'activité de la société. Cette orientation, conforme à la saine gestion, permet de répondre à trois problèmes.

Le premier est celui de la justification de l'investissement. En imposant une procédure qui passe par des études de faisabilité et des études de marchés (en Union soviétique et à l'étranger), on se prémunit contre l'« éléphant blanc », le projet économiquement peu judicieux mais engagé sur la seule garantie de l'Etat. L'équilibre en roubles et en devises doit être vérifié a priori, ce qui résout le second problème, l'endettement. En effet, au lieu de voir la banque d'Etat s'engager sur des paiements d'investissements aléatoires et destinés au marché intérieur, elle garantit, quand elle les accepte, des projets qui généreront les moyens financiers nécessaires au service de la dette. Enfin, un dernier problème est ainsi traité, celui de la conditionnalité, ou encore du contrôle de l'usage des prêts accordés. Nous savons que ce terme de « conditionnalité » s'est imposé par l'usage que le

Fonds monétaire international et la Banque mondiale en font pour désigner les obligations dont elles assortissent leur aide aux pays endettés. Un Etat aussi jaloux de sa souveraineté que l'Union soviétique ne pourrait accepter une telle forme d'ingérence. Par contre, et M.Y.S. Moskovski, président de la Banque des relations économiques extérieures, l'a confirmé dans un récent entretien avec les *Izvestia*, il n'y aurait que des avantages à ce que les investisseurs et les banquiers étrangers contrôlent l'emploi de leurs fonds et de leurs crédits, ce à quoi ils sont, en tout état de cause, tenus par les risques qu'ils prennent dans une société mixte. N'embellissons pas les choses : bien sûr, des difficultés existent et existeront aussi longtemps que les mécanismes de marché ne se seront pas étendus à l'ensemble des échanges sur le marché intérieur. Mais notre but est seulement d'indiquer le sens général du mouvement.

De la conditionnalité

Cette question de la conditionnalité nous conduit à évoquer une idée qui fit grand bruit : un plan Marshall pourrait-il être appliqué à l'Europe de l'Est, voire à l'Union soviétique ? La référence au plan Marshall revient fréquemment quand il est question d'une aide spécifique à une aire géographique en difficulté. Rappelons succinctement le mécanisme du plan. Pour

GEOMETRIE

A Ugo Reale

*L'important c'est de frapper
dans le dos.*

C'est ainsi qu'un cercle se forme

*où le poursuivi poursuit
son poursuivant.*

*Où on ne peut plus distinguer
(figures entre elles
concomitantes et équidistantes)
le persécuté
du persécuteur.*

Giorgio CAPRONI

contribuer à relever les économies européennes dévastées, les Etats-Unis et le Canada consentirent des dons de biens de consommation que chaque Etat assisté écroula sur le marché, recevant une contrepartie en monnaie nationale. Afin de contrôler l'usage de ces fonds et de s'assurer qu'ils seraient utilisés pour l'investissement, et non par exemple pour couvrir les déficits budgétaires, les pays donateurs stipulèrent qu'ils seraient déposés sur des comptes ouverts dans les banques centrales, au nom de l'administration du plan. Les sommes ainsi consignées ne pouvaient être débloquées qu'après son accord, et au vu de programmes d'investissement soit publics soit privés.

La conditionnalité, on le voit, était très forte. On comprend aussi que cette procédure soit mal adaptée aux besoins des membres du CAEM. Non qu'ils n'aient aucun besoin de biens de consommation, mais l'accumulation de fonds en monnaies locales, non convertibles, ne leur serait d'aucune utilité. Ils ne manquent pas de ressources en roubles, zloty ou autres couronnes, ils manquent d'équipement moderne, de technologie efficiente, d'organisation du travail productive, toutes choses qui ne peuvent être qu'importées et payées en devises fortes. Un plan Marshall, pour les pays de l'Est, et peut-être est-ce ce que vise tel ou tel de ses initiateurs, devrait signifier des dons monétaires ou des crédits à taux faibles, des subventions ou des bonifications, toutes mesures auxquelles les pays occidentaux pourront se résoudre dans le Tiers-monde, mais dont on ne voit pas ce qui les déciderait à les appliquer à des pays qui entendent les concurrencer sur les marchés extérieurs. Des pays, en outre, qui ne demandent pas cette assistance

et ne se plieraient jamais aux contraintes qu'elle suppose. Des pays enfin, la Pologne exceptée, pour lesquels cet effort n'est pas nécessaire et qui ont montré dès la fin 1984 leur capacité à restaurer leur crédit international.

Inadapté aux circonstances, privé du soutien d'une volonté politique, un tel plan serait par ailleurs inadéquat en considération des buts fixés par les réformes. Car le volet des relations extérieures est destiné à préparer une vraie intégration dans le marché mondial. Le mode de relation établi avec ce marché est devenu anachronique tant il paraît refléter l'état des choses de l'entre-deux-guerres.

Le marché mondial n'a commencé à mériter son nom que depuis les années cinquante. La contradiction entre l'universalité des échanges et les cadres nationaux ne s'est réduite qu'alors, grâce à une défragmentation d'un marché structuré par les monopoles, les cartels, les trusts, les *konzerns* qui avaient, appuyés par les Etats nationaux, construit des zones d'influence, des chasses gardées, qui firent reculer les échanges et divisèrent le monde en blocs condamnés à l'autarcie et au conflit. La Seconde Guerre mondiale en résulta. Quant à l'Union soviétique, trop faible économiquement pour affronter la mondialisation, elle resta figée dans une posture de plus en plus rétrograde, dernière survivance d'une étape révolue et qu'elle entreprend aujourd'hui seulement de dépasser.

Faut-il présenter quelques excuses pour cette banalisation de l'Union soviétique et des pays qui lui sont liés ? Ni patrie du socialisme ni empire du mal, elle est un pays riche et puissant parvenu trop tard dans un monde dominé depuis longtemps par des nations de capitalisme ancien, un pays qui tente, après avoir sans doute perdu une vingtaine d'années, de sortir de son ère Meiji et de s'insérer dans un marché en voie de mondialisation. Se poser la question d'un choix de comportement pour les pays occidentaux est évidemment vain. Le processus en cours ne peut que rencontrer l'adhésion des grandes firmes multinationales, intéressées par un marché de 300 millions d'habitants, bénéficiant de ressources naturelles immenses, d'un niveau élevé d'industrialisation, d'une main-d'œuvre éduquée et culturellement attachée à l'Europe. Aucune aire géographique, même en Asie, ne présente autant d'attraits. Seuls doivent être surmontés, et ils le seront, des obstacles idéologiques, bien fragiles devant le pur intérêt. Les Etats, comme toujours, suivront : qui croit encore au blocus ou à l'embargo ?

Les risques ne sont pas ceux de la concurrence, car telle est la loi de la croissance. Ni probablement ceux des armes, tant les oligarchies marchandes, qui, après avoir régné sur l'Ouest, s'installent à l'Est, sont peu enclines à l'aventure. Restent peut-être les risques financiers entraînés par un engouement excessif pour des marchés prometteurs mais inachevés...

Quant au politique, aux illusions nourries sur la démocratie, quant à la liberté d'agir et de penser enfin triomphantes, restons prudents, modestes et réalistes. Dans un de ses ouvrages, il y a un quart de siècle, André Philip exprimait ce simple espoir : « *Il n'est pas exclu que l'URSS atteigne enfin le XVI^e siècle et connaisse une Renaissance, avec une revendication de laïcité, en l'espèce d'une indépendance de l'école et de la pensée par rapport au parti.* »

Le chemin est encore long pour Gorbatchev.

UN «PLAN MARSHALL.»



Tous les pays communistes qui ont commencé à mettre en œuvre des réformes économiques orientées vers le marché – réformes sans lesquelles une modernisation économique est impensable –, tous ces pays donc se sont heurtés, au bout d'un certain temps, à des obstacles de nature politique. Depuis 1952 déjà, la Yougoslavie expérimente un socialisme à économie de marché, autogestionnaire même, tout en conservant le rôle dirigeant de l'avant-garde, le parti léniniste : les résultats de cette tentative sont plutôt affligeants. Alors que le rôle dirigeant du parti communiste est la cause principale de la crise économique, le non-fonctionnement de l'économie est la cause principale de la crise politique et sociale. La Hongrie se trouve dans une situation légèrement meilleure, mais, si l'on calcule sa dette en devises convertibles par habitant, c'est le plus endetté des pays de l'Europe de l'Est. De la même façon, en Chine, après un début fructueux dans l'agriculture il y a dix ans, la réforme s'est heurtée à l'obstacle du rôle dirigeant du parti et de son monopole décisionnel pour toutes les questions relevant de la politique, de l'économie et de l'idéologie.

Mikhaïl Gorbatchev va buter sur le même obstacle. Bien sûr, personne ne peut actuellement dire avec certitude si le socialisme à économie de marché est capable de bien fonctionner, mais nous avons déjà la certitude qu'aucune réforme économique des systèmes de type soviétique orientée vers une économie de marché ne peut réussir sans une réforme politique préalable ou parallèle ou, à tout le moins, sans que l'économie, la science et la technologie ne soient soustraites à la tutelle du parti. Et puisque l'économie privée, qui même dans les dictatures fortes, assure l'autonomie et le pluralisme de l'entreprise économique, est absente des systèmes communistes, il semble indispensable qu'il y ait une certaine stimulation du pluralisme économique, politique et social s'appuyant sur une société civile autonome, même si cette condition n'est pas tout à fait suffisante pour la modernisation économique de ces systèmes.

Un système exporté

Sans Munich et sans Yalta (qui ont fait passer une partie de l'Europe centrale et orientale dans la sphère d'influence de l'URSS), la zone géopolitique qu'on appelle Europe de l'Est ne serait pas aujourd'hui communiste et les pays qui la composent n'auraient, en tout cas, jamais été emprisonnés dans des minicopies du système soviétique – que le communisme y ait été instauré avec l'aide de l'armée soviétique d'occupation ou que les partis communistes locaux y soient parvenus par leurs forces internes (en Yougoslavie, Albanie, Tchécoslovaquie). Car, même si certains de ces pays avaient pu instaurer le communisme sans une hegémonie de l'URSS, c'eût été un communisme national, en prise sur la tradition et la culture politiques locales. C'est Moscou qui a imposé le modèle soviétique à ces pays : aucun ne l'a adopté de son plein gré ou par convenance personnelle.

Pourtant, la partie soviétique de l'Europe ne forme pas une entité organique. Quatre pays au moins (la République démocratique allemande, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie) ont été liés à

l'Occident, historiquement culturellement et, surtout, par la religion. On peut en dire autant de deux des six républiques yougoslaves : la Slovénie et la Croatie. L'imprégnation des valeurs chrétiennes occidentales dans ces quatre pays et ces deux républiques fédérées yougoslaves ont différencié, et différencient encore aujourd'hui, cette partie de l'Europe de l'Est de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'Albanie et du reste de la Yougoslavie. Ils n'ont jamais fait partie de l'Orient. Ils formaient l'Europe centrale qui, si elle avait été influencée par l'Orient (par la Russie et la Turquie), n'en restait pas moins liée à l'Occident sur les plans culturel, économique et politique. Et, comme les notions de libéralisme et de démocratie sont aussi partie intégrante de la culture, elles sont devenues, avec une intensité variable, des valeurs de leurs cultures politiques nationales. Ces pays, en outre, se différencient aussi du reste de l'Europe soviétique par leur niveau économique. Avant la Seconde Guerre mondiale, deux d'entre eux, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, comptaient parmi les dix pays industriels les plus développés. Selon les standards européens, la Pologne, la Hongrie, la Slovénie et la Croatie n'étaient pas industriellement développées, mais elles étaient nettement plus que la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie et le reste de la Yougoslavie.

L'Union soviétique a exporté son propre système politique et économique vers les pays de son bloc, avec toutes ses institutions, ses priorités et ses méthodes de gouvernement. Si, à l'instar de Johann Galtung, on considère l'URSS comme un centre impérial et ses satellites est-européens comme sa périphérie, on trouve, dans chaque pays de la périphérie, un centre local de pouvoir (le parti léniniste local) qui joue d'une part le rôle d'intermédiaire entre la population de la périphérie et le centre du centre (donc le Parti communiste de l'URSS) et, d'autre part, le rôle de groupe dirigeant local, doté de privilèges dont aucun gouvernement de pays démocratique ne saurait rêver. Et le système économique soviétique est basé sur un plan impératif (c'est le système de l'économie de guerre), un plan dont les priorités sont fixées par les intérêts du pouvoir politique du centre de la périphérie et du centre du centre.

Des réformes Inconsequentes

Tel était le système soviétique exporté au début des années cinquante, pendant la dernière phase du stalinisme. Depuis, dans chaque pays de la périphérie, ce système est partiellement adapté à la culture politique traditionnelle nationale, il s'est partiellement désagrégé à cause de la corruption, du marché noir, du cynisme des dirigeants et de l'aliénation des dominés et, dans certains pays, il a fait l'objet d'une réforme partielle.

Mais, si l'on y regarde de plus près, on constate



CHAVANCE, Bernard
Le Système économique soviétique
Nathan, 209 p., 1989

CHU BAOTAI
Les Investissements étrangers en Chine
• questions et réponses •
Langues étrangères, 204 p., 1987

DEMBINSKI, Pawel H.
L'Endettement de la Pologne ou les limites d'un système
Anthropos, 345 p., 1984

DRACH, Marcel
La Crise dans les pays de l'Est
La Découverte, 128 p., 1984

DURANDIN, Catherine
TOMESCU, Despina
La Roumanie de Ceausescu
G. Epaud, 283 p., 1988

GRAZIANI, Giovanni
Comecon : domination et dépendances
La Découverte, 204 p., 1982

LEMOINE, Françoise
L'Économie chinoise
La Découverte, 128 p., 1986

MARER, Paul
Transferts de technologies entre l'Est et l'Ouest : étude de la Hongrie, 1966-1984
OCDE, 283 p., 1986

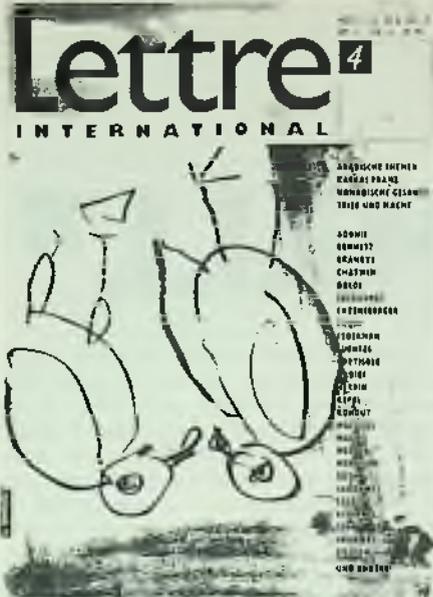
RICHET, Xavier
Le modèle hongrois : marché et plan en économie socialiste
Presses univ. Lyon, 296 p., 1985

SAMARY, Catherine
Le Marché contre l'autogestion : l'expérience yougoslave
Publisud, 332 p., 1988

SEURQT, François
Le Système économique de l'URSS
PUF, 368 p., 1989

SIMIS, Constantin
La Société corrompue : le monde secret du capitalisme soviétique
Laffont, 252 p., 1983

SMOTKINE, Henri
Le Développement industriel de la République démocratique allemande
Masson, 1981



Une médiation culturelle vivante, un défi spirituel d'une valeur incommensurable.

NEUE ZÜRCHER ZEITUNG

Une intéressante revue et de grande qualité.

Bernard PIVOT
LIRE

Un lieu européen de débat, une revue pour ceux qui veulent penser par eux-mêmes.

INFORMATION Copenhague

L'irruption, dans le concert de nos publications françaises, d'une voix aussi riche et aussi nouvelle que celle de la LETTRE INTERNATIONALE est au moins aussi importante que les initiatives du « Times Literary Supplement », ou du « New York Review of Books ». La dimension délibérément européenne, les contributions d'écrivains éminents mais peu connus du public français, le souci de ne pas séparer les problèmes de la création de ceux de la réflexion, tout incite à mettre cette revue au premier plan.

Jean DANIEL
LE NOUVEL OBSERVATEUR

A B O N N E Z V O U S

Aventure noble et ludique d'une apocalypse intégrée et du plaisir concentré. Voilà, c'est la LETTRE INTERNATIONALE

JORNAL DE LETRAS
Lisbonne

Lettre internationale se révèle toujours davantage comme la nouvelle publication la plus importante sur le marché des revues.

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Lettera internazionale 20



avec étonnement que, dans les divers pays périphériques du bloc soviétique, les systèmes qui ont subi une réforme tournent plus mal que les systèmes les moins réformés qui, à l'exception de la Roumanie, fonctionnent de manière tolérable. Ce qui s'explique d'abord par le fait que les réformes ont été et sont inconséquentes et incomplètes; elles n'ont pas soustrait l'économie à la domination du politique; elles n'ont pas imposé l'automatisme des lois du marché; elles n'ont pas accordé d'autonomie aux entreprises d'Etat; elles n'ont pas introduit la vérité des prix; les économies y sont encore dirigées au quotidien par l'appareil bureaucratique du parti et de l'Etat. Certains dirigeants ont certes amorcé eux-mêmes une réforme visant à une économie de marché, mais ils l'ont étouffée en laissant inchangé le système du parti unique, doté du pouvoir de tout contrôler et de décider de tout, selon des priorités et des points de vue étrangers à l'économie. Or, si une économie totalement soumise à la politique peut survivre, elle ne peut en aucun cas innover ni se développer de manière efficace et équilibrée ni utiliser l'initiative des travailleurs. Les réformes inconséquentes qui semblaient mener à l'économie de marché, et même à l'autogestion, ont discrédité l'initiative réformatrice aux yeux de la population, initiative qui aurait pu, dès les années soixante, créer une économie plus efficace et un pouvoir politique plus tolérant et pluraliste.

Le problème, c'est que le système soviétique est contraire à la nature humaine et sociale. Il est anti-productif, anti-efficace, anti-innovateur et inhibiteur de l'esprit d'entreprise. Il ne peut être maintenu en état de marche que par des méthodes dictatoriales, qui sont cependant incapables à lui donner la capacité de fonctionner harmonieusement et de satisfaire de manière ininterrompue les besoins de la population. C'est un système contre-nature, dans lequel l'économie est dirigée, planifiée, évaluée et contrôlée par des instruments et des critères non économiques, bureaucratiques, politiques et idéologiques. Inspiré par une idéologie et une politique uniques, seules une autre idéologie et une autre politique peuvent le modifier.

Deux des réformes les plus prometteuses de ce système ont été stoppées par une intervention militaire brutale (Tchécoslovaquie en 1968 et Pologne en 1981); ailleurs, ce sont les réformateurs eux-mêmes qui ont pris peur devant les changements politiques les plus essentiels, sans lesquels une économie de marché ne peut fonctionner normalement (en Yougoslavie et en Hongrie après 1968).

Comme des réformes inconséquentes sont pires que l'absence totale de réformes, comme la population de l'Europe de l'Est a parfaitement conscience de la mauvaise volonté de ses gouvernants à instituer les réformes politiques nécessaires à leur efficacité, on voit faiblir l'enthousiasme à l'égard des réformes: les gens se sont habitués à vivre tant bien que mal au sein d'une économie de pénurie; et comme ils ne sont guère payés, on n'exige pas non plus grand-chose de leur part. Une fraction de la société jouit de privilèges, une autre a des avantages exceptionnels provenant de la corruption et du marché noir, et le restant bénéficie d'une stabilité économique certes modeste, mais agréable. Les gens craignent que, dans le meilleur des cas, les réformes n'entraînent aussi des résultats négatifs: ceux qu'engendre la concurrence, y compris la faillite des entreprises non rentables; une augmentation des prix consécutive à la suppression progressive des subventions; l'inflation, la mobilité forcée de la main-d'œuvre, le chômage, un accroissement des inégalités sociales, etc.

De nouveaux programmes sociaux pourraient, bien sûr, atténuer les effets négatifs de l'économie de marché par le biais d'allocations de chômage, de formation professionnelle rémunérée, de création de nouvelles prestations sociales, etc. Mais, pour que ces programmes puissent être efficaces, il faudrait des syndicats indépendants et d'autres institutions autonomes de la société civile, qui se préoccuperaient d'assurer une sécurité sociale plus grande aux différentes couches de la population.

Il faut aussi que l'Etat et la société disposent au préalable d'une économie de marché efficace, qui aurait accumulé de quoi assurer des prestations sociales. Aucun pays est-européen n'est aujourd'hui

dans ce cas. Il est évident que, dans une économie de marché riche et en bon état de fonctionnement, on peut atteindre des niveaux d'efficacité et de stabilité sociale appropriés; mais on ne peut s'attendre à voir surgir un tel équilibre si les réformes se déroulent dans les économies inefficaces, obsolètes et en désagrégation de l'Europe de l'Est.

Les populations des pays est-européens n'ont donc le choix qu'entre deux maux: le plus ancien, que tout le monde connaît et dans lequel chacun a appris à vivre de manière relativement convenable; un nouveau qu'il faudrait endurer pendant la mise en place des réformes et que les gens ne connaissent pas encore. A l'exception de la Roumanie, peut-être, où de toute évidence, aucun système ne saurait être pire que celui imposé par la famille de Monsieur Ceaucescu, et de la Hongrie, où l'opinion publique espère des mesures de réforme radicales, la population des autres pays est-européens adopte une politique d'attente. La Pologne, dont la population ne croit pas que ses dirigeants soient capables d'amorcer une réforme susceptible de donner quelque chose de bon, est typique à cet égard. Cela vaut également, dans une certaine mesure, pour la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

La situation se trouve encore aggravée par le fait que l'URSS - qui est actuellement créancière des autres pays du Conseil d'entraide économique mutuelle (Comecon) et qui finance, en outre, le maintien de son empire extérieur -, exige de ses partenaires de meilleurs produits et un rendement économique de meilleure qualité. Elle ne peut obtenir ni l'un ni l'autre de la part d'un système qui n'a pas été réformé; ni, d'ailleurs, d'un système réformé de manière inconséquent. Et il n'est, pour le moment, nulle part question de l'autre terme de l'alternative, c'est-à-dire d'une réforme conséquente, menée par des hommes politiques jouissant de la confiance de la population locale et prêts à agir avec bon sens dans un souci d'efficacité économique. On est dans une impasse.

La maison commune

Il y a certes encore une possibilité, qui a été évoquée par plusieurs industriels, financiers et hommes politiques occidentaux. Si l'on admet que Mikhail Gorbatchev croit sincèrement que « nous vivons tous dans une maison européenne commune », la moitié occidentale de l'Europe pourrait contribuer aux réformes est-européennes par quelque système analogue au plan Marshall. Compte tenu du fait que l'Occident n'a intérêt ni à une faillite de la perestroïka soviétique ni à une déstabilisation des régimes est-européens, il pourrait, dans certaines conditions, être favorable à une telle éventualité. En 1992 naîtra un marché commun véritablement intégré, peut-être même une monnaie ouest-européenne commune ou, au moins, un système financier commun. Tandis que l'Europe occidentale sera ainsi en passe de devenir une superpuissance économique, de « nouveaux pays en voie de développement » vivront à sa frontière orientale, prisonniers, depuis cinquante ans, de vieilles structures industrielles et d'une technologie obsolète. Il est difficile d'imaginer que les économies est-européennes puissent se sortir toutes seules de leur situation. Non seulement il faudrait leur injecter des dizaines de milliards de dollars, mais on devrait leur appliquer en même temps un plan de rénovation économique rationnel et coordonné. L'URSS ne peut rien leur fournir de tel. Ni aucune autre puissance économique (c'est-à-dire les Etats-Unis et le Japon). Il ne reste donc que la Communauté économique européenne. De même qu'après la Seconde Guerre mondiale les Etats-Unis ont eu besoin que l'Europe devienne un partenaire économique fort, l'Europe occidentale devrait avoir aujourd'hui besoin que l'Europe de l'Est devienne un partenaire apte à une coopération d'abord économique, puis scientifique, écologique, culturelle et, enfin, en matière de communications.

L'Europe de l'Est n'appelle pas seulement des injections de prêts: plusieurs de ses pays en ont reçu plus que suffisamment ces vingt dernières années, mais leurs systèmes n'ont pas été capables de les absorber organiquement ou de les utiliser pour leur

modernisation. De la même façon que les prêts consolidés que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale consentent à leurs pays membres ont des objectifs précis et sont liés au respect de conditions préalables quant à leur utilisation effective, tout plan de type Marshall quel qu'il soit devrait être conditionné par l'exécution de réformes économiques sensées et fonctionnelles en Europe de l'Est. Et comme aucune réforme de ce type ne saurait être mise en œuvre dans un pays isolé du monde extérieur par un mur, des champs de mines et des barbelés électrifiés, une reconstruction politique de l'Europe de l'Est devrait précéder ces réformes, reconstruction qui transformerait un système basé sur le modèle d'un camp militaire retranché en un système s'appuyant sur les principes civiques de l'administration de l'Etat et de la société. L'URSS devrait alors prendre la décision de renoncer à son empire colonial extérieur, même si elle continue à considérer l'Europe de l'Est comme sa sphère d'influence. Car la cohabitation des peuples « dans une maison européenne commune » exige que tous les locataires respectent un règlement intérieur civilisé.

La seule issue réaliste

Je n'y crois pas trop. Je doute, surtout, que Mikhaïl Gorbatchev, malgré tous ses discours sur la maison européenne commune, puisse être enclin à amorcer avec l'Europe de l'Est d'autres relations que celles actuelles d'hégémonie et de dépendance respectives. Son armée occupe encore en permanence la plupart des satellites est-européens. Par le truchement du

Comecon, il s'efforce d'intégrer les économies de ces pays à l'économie soviétique à travers des entreprises mixtes soviéto-est-européennes créées par diktat.

Cependant les autres issues, plus probables et plus réalistes, sont tellement catastrophiques que l'idée d'un plan de coopération de type Marshall semble être non seulement la plus raisonnable, mais encore la plus profitable aux deux parties. Aux Etats-Unis, on parle de plus en plus du déclin de l'empire américain, qui a déjà dépassé son apogée. Le déclin de l'empire soviétique est plus net et plus frappant. Il s'est amorcé bien avant que l'URSS ait pu atteindre son apogée : elle n'est en effet jamais devenue autre chose qu'une superpuissance militaire, unidimensionnelle donc ; économiquement, elle n'est, dans le meilleur des cas, qu'une puissance moyennement développée (son agriculture, son infrastructure et son industrie civile sont plus proches de celles du Tiers-monde que de celles des pays les plus avancés) ; politiquement, elle a perdu toute justification lui permettant de présenter son système comme la meilleure solution pour le développement ultérieur de l'humanité ; idéologiquement, elle est en faillite. Et, de plus, elle est la dernière puissance coloniale, dotée d'un empire intérieur et extérieur immense qui est sans doute le plus grand anachronisme de la seconde moitié du XX^e siècle. En dehors de la perestroïka de Gorbatchev, les dirigeants de l'Union soviétique n'ont aucune conception de rechange qui puisse provoquer une modernisation politique et économique.

Le défenseur le plus zélé d'une sorte de plan Marshall semble être le gouvernement italien, et l'on peut observer en France et en Allemagne occidentale

certaines sympathies à l'égard de ce type d'aide. Le gouvernement britannique est sceptique. Réaliste, Margaret Thatcher se rend compte qu'un tel plan ne peut être fructueux sans une libéralisation politique de l'Europe de l'Est. Quant à l'Union soviétique, tout donne à entendre que Gorbatchev ne sait pas comment s'y prendre avec la réforme économique. Pire, sa conception est sabotée à tous les niveaux par la plus grande part de l'appareil bureaucratique et elle n'a pas l'appui des larges couches de la population. Les nouveaux crédits, d'un montant de douze milliards de dollars, récemment proposés à l'URSS pour des projets concrets, répètent les erreurs faites dans les années soixante-dix : de toute évidence, ils ne visent pas à faire passer l'économie soviétique du système autoritaire à un système basé pour l'essentiel sur l'économie de marché. En URSS même, les réformateurs ne savent même pas comment préparer le passage d'une économie de guerre à une économie de paix. Et l'Europe de l'Est n'est pas mieux lotie.

Les conditions nécessaires à un plan Marshall efficace ne sont sans doute pas encore réunies. Ceux qui amorceraient trop tôt un tel plan feraient plus de mal que de bien : ils discréditeraient l'idée-force qu'une coopération positive entre les économies est- et ouest-européennes est possible. Mais si l'on parvenait à réunir les conditions nécessaires à une telle coopération, ce serait de toute évidence la seule issue réaliste à l'impasse actuelle.

© Radoslav Selucky

- FALLEN BUCHL, Zbigniew**
Transferts de technologie entre l'Est et l'Ouest : le cas de la Pologne, 1971-1980
OCDE, 216 p., 1983
- GALBRAITH, John Kenneth**
La Crise économique de 1929
Payot, 224 p., 1989
- TATU, Michel**
L'Hérésie impossible : chronique du drame tchécoslovaque
Grasset et Fasquelle, 1968

La Quinzaine littéraire

532. DU MAUVAIS VENTRIER DE LA CROIX

- Benoziglio, Bianciotti, F. Bon, R. Camus, J.-P. Ceton, Chawaf, Cixous, A. Denis, Depland, Deville, Domecq, Echenoz, Erna, Farrachi, La Genardière, Kaplan, Le Clézio, G. Macé, M. Mémère, Mertens, P. Michler, M. F. Noë, A. Naudaud, N. Naye, Orsenna, O. Rolin, J.-L. Senefer, S. Stefan, J.-L. Trassard, P. Villetet, Weyergans, Benoziglio, Bianciotti, F. Bon, R. Camus, J.-P. Ceton, Chawaf, Cixous, A. Denis, Depland, Deville

ABONNEZ-VOUS

La Quinzaine

43, rue du Temple - 75004 Paris
CCP Paris 15551-53

Un an : 380 F Etranger : 500 F
per avion : 680 F
Six mois : 200 F Etranger : 290 F
par avion : 375 F

Édition d'estampes à tirage limité de monographies et de livres d'art et de poésie qui redéfinissent le rapport texte-image

REVUE K

Une revue trimestrielle consacrée aux poètes et plasticiens tchèques en dehors de leur pays publiée à Paris sous la direction de Jiří Kolář

Revue K
21, rue Micolon
94140 Alfortville

Catalogue sur simple demande

Ceux qui ont écrit sur les rapports entre psychanalyse et politique se sont, pour la plupart, fixés de manière unilatérale sur des formulations isolées de Freud ou sur ses écrits d'excursion et d'incursion dans les domaines de la philosophie, de la société et de l'Histoire (*Malaise dans la civilisation, L'Avenir d'une illusion, Moïse*). On en a presque toujours tiré des conclusions « pessimistes » ou même « réactionnaires » sur les implications de la psychanalyse quant aux projets de transformation sociale et politique. Les psychanalystes eux-mêmes, pour autant qu'ils expriment – rarement – un avis sur ces questions, ont montré un empressement paresseux

posées, et jamais de manière satisfaisante. Je résume et j'élargis, dans les lignes qui suivent, les conclusions d'un travail de vingt-cinq ans.

Les fins de l'analyse

Je commencerai par un mot de Freud que je trouve profondément vrai. A deux reprises, il a déclaré que la psychanalyse, la pédagogie et la politique sont les trois professions impossibles¹. Il n'a pas expliqué pourquoi elles étaient impossibles. Le terme doit être pris à la fois littéralement et *cum grano salis* puisque, après tout, il avait créé la psychanalyse et la pratiquait. Nous pouvons réfléchir avec profit sur ce terme : « impossibles ». Il n'a

l'activité est déjà complètement déterminée dans l'esprit de l'agent : il s'agit d'éradiquer de l'esprit et de l'âme du patient toute trace d'un penser et d'un vouloir propres. L'agent utilise des moyens tout autant déterminés, qu'il est censé contrôler pleinement ainsi que le processus d'ensemble. (Qu'il puisse échouer et que les raisons d'un tel échec ne soient nullement accidentelles est une autre affaire.) Etant donné les conditions, y compris le savoir de l'agent, étant donné ses fins et ce qu'il sait ou croit savoir du patient, l'agent agit, ou doit agir, de la manière rationnellement la plus efficace. Son savoir peut évidemment comprendre aussi une certaine connaissance des processus psychiques profonds, comme l'a montré

Je dois/devoir devenir². J'ai déjà commenté dans *L'Institution imaginaire de la société* et dans *les Carrefours du labyrinthe* cette formulation et je me bornerai ici à résumer mes conclusions. Si – comme semble malheureusement l'impliquer ce qui suit immédiatement dans le texte de Freud – nous comprenons cette phrase comme voulant dire : le Ça, le Es, doit être éliminé ou conquis sur le Je, le Ich, asséché et cultivé comme le Zuyderzee, nous nous proposerions un objectif à la fois inaccessible et monstrueux³. Inaccessible, puisqu'il ne peut pas exister d'être humain dont l'inconscient ait été conquis par le conscient, dont les pulsions soient soumises à un contrôle complet par les considérations ration-

PSYCHANALYSE ET POLITIQUE

et suspect à se contenter de ces « conclusions ». Pour ce faire, il fallait négliger ou passer sous silence d'autres œuvres (*Totem et Tabou*, par exemple) et d'autres formulations de Freud sur lesquelles j'ai attiré l'attention ailleurs⁴. Mais, ce qui est beaucoup plus grave, on a également ce faisant occulté des questions de substance fondamentales, beaucoup plus importantes que les « opinions » de Freud.

Quelle est la signification de la psychanalyse elle-même, comme théorie et comme pratique ? Quelles en sont les implications, qui certainement n'ont pas toutes été explorées par Freud ? N'a-t-elle rien à voir avec le mouvement émancipatoire de l'Occident ? L'effort de connaître l'inconscient et de transformer le sujet n'a-t-il aucun rapport avec la question de la liberté et avec les questions de la philosophie ? La psychanalyse aurait-elle été possible en dehors des conditions social-historiques qui ont été réalisées en Europe ? La connaissance de l'inconscient ne peut-elle rien nous apporter concernant la socialisation des individus, par conséquent les institutions sociales ? Pourquoi la perspective pratique qui est celle de la psychanalyse dans le champ individuel serait-elle automatiquement frappée de nullité lorsqu'on passe au champ collectif ? Il faut bien constater que ces questions ne sont que très rarement

pas dit que ces professions étaient extrêmement difficiles – comme le sont celles du neurochirurgien, du pianiste de concert ou du guide de montagne. Et nous ne pouvons pas davantage les qualifier d'impossibles parce qu'elles ont affaire au plus intraitable de tous les matériaux, l'être humain. Les généraux, les vendeurs, les prostituées travaillent avec ce même matériau, et nous ne qualifierons pas leurs professions d'impossibles.

Il semble que nous pourrions évoquer une raison assez forte qui rend au moins la psychanalyse et la pédagogie presque impossibles : c'est que les deux visent à changer les êtres humains. Cependant, les choses ne sont pas si simples. Un psychiatre comportementaliste (en fait, pavlovien), un « pédagogue » comme le père du président Schreber⁵, les gardiens d'un camp de concentration nazi ou stalinien, les agents du *Minilove* et O'Brien lui-même (Orwell, 1984) agissent tous pour changer des êtres humains – et, souvent, ils réussissent.

Mais, dans tous ces cas, la fin de

Bruno Bettelheim dans son analyse des linéaments rationnels du traitement des prisonniers dans les camps nazis : il s'agissait de briser l'image de soi du prisonnier, de démolir ses repères identificateurs. Avant Bettelheim, et indépendamment de lui, George Orwell avait clairement et profondément vu cela dans 1984. Ce sont aussi ces considérations qui me font parler de *politique*, en discutant la phrase de Freud, plutôt que de *gouvernement* (*Regierung*) : « gouverner » les hommes, par la terreur ou par la manipulation douce, peut être ramené à une technique rationnelle, à une action *zweckrational*, instrumentale ou rationnelle quant aux moyens, selon l'expression de Max Weber.

Considérons maintenant la psychanalyse ; rien de ce qui vient d'être dit ne peut lui être appliqué. Aussi ouvertes que soient les discussions sur les visées et les fins, ou la fin, de l'analyse, l'objectif que l'analyste essaie d'atteindre ne peut pas être aisément défini en termes déterminés et spécifiques. O'Brien atteint son but non seulement lorsque Winston Smith avoue tout ce qu'il admet en lui-même qu'il aime vraiment Big Brother. Il s'agit ici d'un état du sujet (du patient) que l'on peut clairement définir et décrire. On ne peut rien dire de pareil en ce qui concerne la fin de l'analyse. (Je considère ici ce que j'appellerais le progressus analytique plein – non pas « idéal ». Il est certain que la nature du cas peut conduire l'analyste à limiter ses ambitions. Même alors, cependant, il ne saurait définir d'avance vers quoi et jusqu'où il veut aller.) Comme on le sait, Freud est revenu à plusieurs reprises sur la question de la fin et des fins de l'analyse, en donnant des définitions diverses et apparemment différentes. Je m'arrêterai ici sur une des plus tardives, car je la trouve la plus riche, la plus prégnante et la plus risquée. C'est le célèbre « *Wo Es war, soll Ich werden* ». Ou était Ça,

nelles, qui ait cessé de phantasmer et de rêver. Monstrueux, puisque si nous atteignons cet état, nous aurions tué ce qui fait de nous des êtres humains, et qui n'est pas la rationalité, mais le surgissement continu, incontrôlé et incontrôlable de notre imagination radicale créatrice dans et par le flux des représentations, des affects et des désirs. Au contraire, une des fins de l'analyse est de libérer ce flux du refoulement auquel il est soumis par un Je qui n'est, d'habitude, qu'une construction rigide et essentiellement sociale. C'est pourquoi je propose que la formulation de Freud soit complétée par : *Wo Ich bin soll auch Es auftauchen*, là ou Je suis/est. Ça doit aussi émerger.

Une activité politique

L'objectif de l'analyse n'est pas d'éliminer une instance psychique au profit d'une autre. Il est d'altérer la relation entre instances. Pour ce faire, elle doit altérer essentiellement l'une de ces instances : le Je, ou le conscient. Le Je s'altère en recevant et en admettant les contenus de l'inconscient, en les réfléchissant et en devenant capable de choisir lucidement les impulsions et les idées qu'il tentera de mettre en acte. En d'autres termes, le Je a à devenir une subjectivité réfléchissante, capable de délibération et de volonté. Le but de l'analyse n'est pas la sainteté ; comme a dit Kant, personne, jamais, n'est un saint. Ce point est décisif : il oppose explicitement l'analyse à toutes les éthiques fondées sur la condamnation du désir, et donc sur la culpabilité. Je désire vous tuer – ou vous violer –, mais je ne le ferai pas. A comparer avec Matthieu 5, 27-28 : « Vous avez appris qu'il a été dit : Tu ne commettras pas l'adultère. Mais moi je vous dis : Qui-conque regarde une femme pour la désirer a déjà commis, dans son cœur, l'adultère avec elle. » Comment l'analyse pourrait-elle jamais oublier le fait cardinal qui la fonde : que nous commençons notre vie en regardant une femme pour la désirer (quel que soit notre sexe), que ce désir ne peut jamais être éliminé et, plus important encore, que sans ce désir nous ne deviendrions jamais des êtres humains et, même, ne

CASTORIADIS, Cornelius
La Société bureaucratique
1. Les Rapports de production en Russie UGE, 320 p., 1973
2. La Révolution contre la bureaucratie UGE, 320 p., 1973
L'Expérience du mouvement ouvrier
1. Comment lutter UGE, 448 p., 1974
2. Proletariat et organisation UGE, 448 p., 1974
L'Institution imaginaire de la société
Le Seuil, 512 p., 1975
Le Contenu du socialisme
Les Carrefours du labyrinthe
Le Seuil, 320 p., 1978
La Société française UGE, 314 p., 1979
Capitalisme moderne et la révolution UGE, 2 vol., 1979
Le Régime social de la Russie
Veni du chemin, 35 p., 1982
Devant la guerre
Fayard, Le livre de poche
Biblio Essais, 286 p., 1981
Domaines de l'homme
Le Seuil, 456 p., 1986
CASTORIADIS, Cornelius
COHN-BENDIT, Daniel
De l'écologie à l'autonomie
Le Seuil, 125 p., 1981
CASTORIADIS, Cornelius
LEFORT, Claude
MORIN, Edgar
Mai 68, la brèche
Vingt ans après
Complexe, 224 p., 1988



pourrions tout simplement pas survivre ?

J'ai évoqué la relation altérée entre instances psychiques. On peut la décrire en disant que le refoulement laisse la place à la reconnaissance des contenus inconscients et à la réflexion sur eux ; et que l'inhibition, l'évitement ou l'agir compulsifs laissent la place à la délibération lucide. L'importance de ce changement ne se trouve pas dans l'élimination du conflit psychique ; personne ne nous a jamais garanti que nous avons droit à une vie psychique dépourvue de conflits. Elle git dans l'instauration d'une subjectivité réflexive et délibérante, qui a cessé d'être une machine pseudo-rationnelle et socialement adaptée et a reconnu et libéré l'imagination radicale au noyau de la psyché.

Je traduis, dans la formulation de Freud, le *werden* par « devenir » (qui est son sens exact) et non par « être » ou même « advenir », car la subjectivité que j'essaie de décrire est essentiellement un processus, et non un état atteint une fois pour toutes. C'est pourquoi nous pouvons élucider la fin de l'analyse, non pas la définir strictement. Ce que j'appelle le projet d'autonomie, au niveau de l'être humain singulier, est la transformation du sujet de manière qu'il puisse entrer dans ce processus. La fin de la psychanalyse est consubstantielle au projet d'autonomie.

Cette fin ne peut pas être atteinte, ni même approchée, sans l'activité propre du patient : remémorer, répéter, « perlaborer » (*durcharbeiten*). Le patient est l'agent principal du processus psychanalytique.

Les moyens ne sont pas ici séparés des fins. Les divers aspects du cadre du processus analytique (position couchée, séances fixes, etc.) ne sont pas les moyens, de ce dernier, mais les conditions qui lui permettent de se déployer. Le processus lui-même est analytique dans la mesure où il est déjà à la fois moyen et fin. Les associations libres du patient, par exemple, ne sont pas un moyen ; en se déployant, elles expriment et réalisent déjà le développement de sa capacité de libérer son flux représentatif et, par là aussi, de reconnaître ses affects et ses désirs. Et le flux associatif, avec le soutien ponctué des interprétations de l'analyste, fait entrer

C'est en vain que le caricaturiste pose les unes à côté des autres ses photos dans l'espoir d'y dénicher un trait prépondérant, quoique ce soit d'important sur le plan du caractère. Les traits de l'homme de trente ans, de quarante ans, de cinquante ans n'expriment rien d'autre que ceci : un bel homme, une apparence virile, un visage aux traits réguliers, presque trop. L'œil sombre, intense, suggère qu'il s'agit d'un intellectuel, mais, malgré toute sa bonne volonté, le caricaturiste ne trouve strictement rien d'autre sur ces photos jaunies qu'un de ces visages de médecin entourés d'une barbe bien soignée. (...) C'est une fois seulement la vieillesse venue...

Stefan ZWEIG

en scène l'activité réflexive du patient : il réfléchit et se réfléchit, il retourne sur le matériel, le re-prend ou le re-admet.

Ainsi la psychanalyse n'est-elle pas une technique ; il n'est même pas correct de parler de technique psychanalytique. La psychanalyse est une activité pratico-poïétique, où les deux participants sont des agents. Le patient est l'agent principal du développement de sa propre activité. Je l'appelle poïétique, car elle est créatrice : son issue est (doit être) l'auto-altération de l'analysant, c'est-à-dire, rigoureusement parlant, l'apparition d'un autre être. Elle est pratique, car j'appelle praxis l'activité lucide dont l'objet est l'autonomie humaine, laquelle autonomie n'a d'autre « moyen » que l'autonomie elle-même pour atteindre cette fin.

Devenir un « anthropos »

De ce point de vue, la situation de la pédagogie est très semblable. La pédagogie commence à l'âge zéro et personne ne sait quand elle se termine. L'objectif de la pédagogie - d'un point de vue normatif évidemment - est d'aider le nouveau-né, ce *hopeful and dreadful monster*, à devenir un être humain. La fin de la *paideia* est d'aider ce faisceau de pulsions et d'imagination à devenir un *anthropos*. Je donne ici au terme « être humain », *anthropos*, le sens indiqué plus haut d'un être autonome. On peut tout aussi bien dire, se rappelant Aristote, un être capable de gouverner et d'être gouverné.

La pédagogie doit, à chaque instant, développer l'activité propre du sujet en utilisant cette même activité propre. L'objet de la pédagogie n'est pas d'enseigner des matières spécifiques, mais de développer la capacité d'apprendre du sujet - apprendre à apprendre, apprendre à découvrir, apprendre à inventer. Cela, bien entendu, elle ne peut le faire sans enseigner certaines matières - pas plus que l'analyse ne peut progresser sans les interprétations de l'analyste. Mais, tout comme ces interprétations, les matières enseignées doivent être considérées comme des marches, des points d'appui, qui rendent non seulement l'enseignement d'une quantité croissante de matières possible, mais permettent de développer les capacités de l'enfant à apprendre, découvrir et inventer. La pédagogie doit nécessairement aussi enseigner - et, de ce point de vue, on doit condamner les excès de plusieurs pédagogues modernes. Mais deux principes doivent être fermement défendus : tout processus d'éducation qui ne vise pas à développer au maximum l'activité propre des élèves est mauvais ; tout système éducatif incapable de fournir une réponse raisonnable à la question éventuelle des élèves : « pourquoi devrions nous apprendre cela ? » est défectueux.

Je ne peux pas toucher ici à l'immense sujet des relations entre psychanalyse et pédagogie. Mais il faut dissiper au moins un malentendu. La psychanalyse ne postule pas l'existence d'un être humain intrinsèquement « bon » ; pas plus qu'elle ne croit - comme Reich, Marcuse ou quelques idéologues français du « désir » - qu'il suffit de laisser les désirs et les pulsions s'exprimer pour aboutir au bonheur universel. On aboutirait plutôt, dans un tel cas, au meurtre universel. Pour la psychana-



lyse - comme, en fait, pour le sens commun et pour les penseurs, depuis Platon et Aristote jusqu'à Diderot - un être humain adulte a nécessairement intériorisé un nombre immense de contraintes externes qui forment, désormais, une partie intégrante de sa psyché. Du point de vue psychanalytique, un tel être a renoncé à la toute-puissance, il a accepté que les mots ne signifient pas ce qu'il voudrait qu'ils signifient, il a reconnu l'existence d'autres êtres humains dont les désirs, la plupart du temps, s'opposent aux siens, et ainsi de suite. Du point de vue social-historique, il a intériorisé, virtuellement, la totalité de l'institution donnée de la société et, plus spécifiquement, les significations imaginaires qui organisent, dans chaque société particulière, le monde humain et non humain et lui donnent un sens.

Ainsi, du point de vue psychanalytique, la pédagogie est-elle (doit-elle être) l'éducation du nouveau-né qui l'amène à l'état décrit plus haut qui comporte l'inhibition minimale de son imagination radicale et le développement maximal de sa réflexivité. Mais, du point de vue social-historique, la pédagogie devrait élever son sujet de telle sorte qu'il intériorise - fasse donc davantage que les accepter - les institutions existantes, quelles qu'elles soient. Il est clair que nous arrivons ainsi à une antinomie apparente et à une question profonde et difficile. Cela nous conduit à la politique, et au projet d'autonomie comme projet nécessairement social, pas simplement individuel.

Avant de l'aborder, une remarque encore sur le terme freudien d'impossibilité par lequel nous avons commencé. L'impossibilité de la psychanalyse et de la pédagogie consiste en ceci qu'elles doivent toutes les deux s'appuyer sur

une autonomie qui n'existe pas encore afin d'aider à la création de l'autonomie du sujet. Cela apparaît, du point de vue de la logique ordinaire, la logique ensembliste-identitaire, comme une impossibilité logique. Mais l'impossibilité semble aussi consister, en particulier dans le cas de la pédagogie, en la tentative de faire exister des hommes et des femmes autonomes dans le cadre d'une société hétéronome et, au-delà, en cette énigme apparemment insoluble : aider les êtres humains à accéder à l'autonomie, en même temps que - ou bien que - ils absorbent et intériorisent les institutions existantes.

La solution de cette énigme est la tâche « impossible » de la politique - d'autant plus impossible qu'elle doit, ici encore, s'appuyer sur une autonomie qui n'existe pas encore afin de faire surgir l'autonomie. C'est le sujet que nous devons maintenant aborder.

La société autonome

La psychanalyse vise à aider l'individu à devenir autonome : capable d'activité réfléchie et de délibération. De ce point de vue, elle appartient pleinement à l'immense courant social-historique qui se manifeste dans les combats pour l'autonomie, au projet émancipatoire auquel appartient aussi la démocratie et la philosophie. Mais, comme je l'ai déjà indiqué, elle doit d'emblée faire face, comme la pédagogie, à la question des institutions existantes de la société. Dans le cas de la pédagogie, cela est immédiatement manifeste. Dans le cas de la psychanalyse, la rencontre avec l'institution existante est la rencontre avec le Je concret du patient. Ce Je est, pour une part décisive, une fabrication sociale ; il est construit pour fonctionner

(1) « Epilègomenes d'une théorie de l'âme... » dans les Carrefours du labyrinthe, le Seuil, 1978.

(2) L'idée est dans *Analyse terminable et interminable* (1937). Elle était déjà exprimée dans la Préface écrite par Freud pour le livre d'Aichhorn *Verwahrloste Jugend*, où elle est présentée comme un bon mot traditionnel. Freud parle en fait de « gouvernement » (*Regieren*). Mais, comme on le verra dans la suite du texte, le « gouvernement » au sens traditionnel ne soulève pas les problèmes discutés ici.

(3) Cas célèbre traité par Freud d'un haut magistrat viennois atteint de schizophrénie et auteur de *Mémoires d'un névropathe*. Son père était connu pour avoir publié des ouvrages de pédagogie punitive et coercitive, dans le style « prussien » de l'époque.

(4) La phrase discutée de Freud vient des *Nouvelles Leçons d'introduction à la psychanalyse* (1933). Ailleurs, et fréquemment, Freud parle de *domptage* ou d'*apprivoisement* (*Bändigung*) des pulsions.

(5) Freud, évidemment, savait cela parfaitement, comme le montrent plusieurs formulations dans *Analyse terminable et interminable*.



dans un dispositif social donné et pour préserver, continuer et reproduire ce dispositif - c'est-à-dire les institutions existantes. Celles-ci ne se conservent pas tellement par la violence et la coercition explicites, mais surtout par leur intériorisation par les individus qu'elles fabriquent.

Les institutions, et les significations imaginaires sociales sont des créations de l'imaginaire radical, de l'imaginaire social instituant : la capacité créatrice de la collectivité anonyme, telle qu'elle se manifeste clairement, par exemple, dans et par la création du langage, des formes de famille, des mœurs, des idées, etc. La collectivité ne peut exister que comme instituée. Ses institutions sont chaque fois sa création propre ; mais presque toujours, une fois créées, elles apparaissent à la collectivité comme données (par les ancêtres, les dieux, Dieu, la nature, la Raison, les lois de l'Histoire, les mécanismes de la concurrence, etc.). Elles deviennent ainsi fixes, rigides, sacrées. Il y a toujours, dans les institutions, un élément central, puissant et efficace d'autoperpétuation (et les instruments nécessaires à cette fin) - ce que l'on appellerait, en psychanalyse, de répétition ; le principal de ces instruments est, comme il a déjà été dit, la fabrication d'individus conformes. J'appelle cet état de la société l'hétéronomie ; le *heteros*, l'autre, qui a donné la loi, n'est personne d'autre que la société instituante elle-même, laquelle doit, pour des raisons très profondes, occulter ce fait. J'appelle autonome une société qui non seulement sait explicitement qu'elle a créé ses lois, mais qui s'est instituée de manière à libérer son imaginaire radical et à être capable d'altérer ses institutions moyennant sa propre activité collective, réflexive et délibérative. Et j'appelle politique l'activité lucide dont l'objet est l'institution d'une société autonome et les décisions relatives aux entreprises collectives. Il est d'emblée évident que le projet d'une société autonome perd tout sens s'il n'est pas, en même temps, le projet qui vise à faire surgir des individus autonomes - et réciproquement.

Il existe, en effet, une analogie éclairante (certainement pas une identité ou une « homologie structurale ») entre les questions et les tâches que le projet d'autonomie affronte dans le champ individuel et dans le champ collectif. Dans le cas de l'hétéronomie, la structure rigide de l'institution et l'oculta-

tion de l'imaginaire radical, instituant, correspondent à la rigidité de l'individu socialement fabriqué et au refoulement de l'imagination radicale de la psyché. Dans la perspective du projet d'autonomie, nous avons défini les visées de la psychanalyse et de la pédagogie comme, premièrement, l'instauration d'un autre type de relation entre le sujet réflexif - sujet de pensée et de volonté - et son inconscient, c'est-à-dire son imagination radicale, et, deuxièmement, la libération de sa capacité de former un projet ouvert pour sa vie et d'y travailler.

Nous pouvons, de manière similaire, définir la visée de la politique comme, premièrement, l'instauration d'un autre type de relation entre la société instituante et la société instituée, entre les lois chaque fois données et l'activité réflexive et délibérative du corps politique et, deuxièmement, la libération de la créativité collective, permettant de former des projets collectifs pour des entreprises collectives et d'y travailler. Et nous pouvons pointer le lien essentiel entre les deux, que constitue la pédagogie, l'éducation, la *paideia* : comment pourrait-il y avoir, en effet, une collectivité réflexive sans individus réflexifs ? Une société autonome, en tant que collectivité qui s'auto-institue et s'auto-gouverne, présuppose le développement de la capacité de tous ses membres à participer à ses activités réflexives et délibératives. La démocratie, au sens plein, peut être définie comme le régime de la réflexivité collective ; on peut montrer que tout le reste découle de cette définition. La démocratie ne peut exister sans individus démocratiques - et réciproquement. Cela est aussi un des aspects paradoxaux de l'impossibilité de la politique.

Nous pouvons montrer encore plus clairement la solidarité intime entre les dimensions sociale et individuelle du projet d'autonomie à partir d'une autre considération. La socialisation de la psyché, et même sa simple survie, exige qu'elle reconnaisse et accepte le fait que ses désirs nucléaires, originaires, ne peuvent jamais être réalisés. Dans les sociétés hétéronomes, cela a toujours été accompli non par la simple interdiction des actes, mais surtout par l'interdiction des pensées, le blocage du flux représentatif, le silence imposé à l'imagination radicale. Comme si la société appliquait à l'envers, pour les lui imposer, les voies de l'inconscient. A la toute-puissance de la pensée inconsciente, elle répond en essayant d'induire la

pleine impuissance de cette pensée et, finalement, de la pensée tout court, comme le seul moyen de limiter les actes. Interdire la pensée est ainsi apparu comme la seule manière d'interdire les actes. Cela va beaucoup plus loin que le « *surmoi sévère et cruel* » de Freud : l'histoire montre que cela a entraîné une mutilation de l'imagination radicale de la psyché. Nous voulons des individus autonomes - c'est-à-dire des individus capables d'une activité réfléchie propre. Mais, à moins que nous n'entrons dans une répétition sans fin, les contenus et les objets de cette activité, et même le développement de ses moyens et méthodes, ne peuvent être fournis que par l'imagination radicale de la psyché. C'est ici que se trouve la source de la contribution de l'individu à la création social-historique. C'est pourquoi une éducation non mutilante, une véritable *paideia*, est d'une importance capitale.

L'intériorisation des institutions

Je reviens à ce que j'ai appelé l'énigme de la politique. Une société autonome implique des individus autonomes. Les individus deviennent ce qu'ils sont en absorbant et intériorisant les institutions ; en un sens, ils *sont* l'incarnation principale de ces institutions. Nous savons que cette intériorisation n'est rien moins que superficielle : les modes de pensée et d'action, les normes et les valeurs et, finalement, l'identité même de l'individu comme être social dépendent tous d'elle. Dans une société hétéronome, l'intériorisation de toutes les lois - au sens le plus vaste de ce terme - serait sans effet si elle n'était pas accompagnée par l'intériorisation de la loi suprême ou méta-loi : tu ne mettras pas en question les lois. Mais la méta-loi d'une société autonome ne peut être que celle-ci : tu obéiras à la loi, mais tu peux la mettre en question. Tu peux soulever la question de la justice de la loi - ou de sa convenance.

Nous pouvons maintenant formuler la solution de notre énigme, qui est en même temps l'objet premier d'une politique de l'autonomie, c'est-à-dire démocratique : aider la collectivité à créer les institutions dont l'intériorisation par les individus ne limite pas, mais élargit leur capacité de devenir autonomes. Il est clair qu'à partir de cette formulation, combinée avec le principe d'égalité impliqué par le pluriel « les » individus, on peut dériver les règles principales d'une institution pleinement démocratique de la société (et, par exemple, aussi bien

les droits de l'homme que l'impératif d'octroyer à tous des possibilités effectives égales de participation à toute forme de pouvoir qui pourrait exister).

Je commenterai seulement l'expression que j'ai utilisée d'« objet premier ». Premier, parce qu'il est, à la longue, la présupposition de tout le reste et qu'il contient virtuellement tout le reste. Mais il y a évidemment d'autres objets, qui ne sont pas « secondaires ». Telle est la création d'institutions spécifiques qui correspondent à la maxime énoncée et la spécifient dans les circonstances données. Telle est aussi la création de l'autogouvernement réel. Et, *last but not least*, telles sont aussi les propositions et les décisions relatives aux œuvres et aux entreprises collectives.

L'autonomie n'est pas une fin en soi ; elle est également cela, mais nous voulons aussi, surtout, l'autonomie pour être capables, et libres, de faire des choses. Ce point est toujours oublié par la philosophie politique désincarnée et rationnante de notre époque. Une politique de l'autonomie est partie prenante de toutes ces tâches ; elle n'est ni le psychanalyste, ni le pédagogue, ni la conscience de la société, mais elle constitue une dimension essentielle de sa réflexivité. Comme telle, elle doit agir sur des êtres humains en les posant comme autonomes, afin de les aider à atteindre leur propre autonomie, sans jamais oublier que la source ultime de la créativité historique est l'imaginaire radical de la collectivité anonyme. C'est en ce sens que nous pouvons comprendre pourquoi la politique est, comme la psychanalyse et la pédagogie, une « profession impossible », et même impossible plus impossible que celles-ci, étant donné la nature et les dimensions de son partenaire et de ses tâches.

L'analyse sans fin

Les institutions sociales dominent les individus parce qu'elles les fabriquent et les forment : totalement dans les sociétés traditionnelles, à un degré très important encore dans nos sociétés libérales. C'est ce que signifie l'intériorisation des institutions par l'individu tout au long de sa vie. Le point décisif, ici, est l'intériorisation des significations - des significations imaginaires sociales. La société arrache l'être humain singulier à l'univers clos de la monade psychique, elle le force d'entrer dans le monde dur de la réalité - mais elle lui offre, en échange, du sens, du sens diurne. Dans le monde réel chaque fois créé par la société, les choses ont un sens ; la vie et (d'habitude) la mort ont

MA FEMME VIENT PLEURER CHEZ VOUS DOCTEUR,



Moi, je suis venu vous faire rire.

- ARISTOTE
Éthique à Nicomaque
Flammarion, 320 p.,
1965
- BETTELHEIM, Bruno
Survivre
Laffont, 500 p., 1979
- FREUD, Sigmund
Nouvelles Conférences
d'introduction à
la psychanalyse
Gallimard, 272 p., 1984
- HOBBS, Thomas
De la nature humaine
Vrin, 192 p., 1971
- LAFOURQUE, Jules
Œuvres complètes
Stakine, 3 vol., 1979
- ORWELL, George
1984
Gallimard, 384 p., 1984

un sens. Ce sens est la face subjective, la face pour l'individu des significations imaginaires sociales.

Cette *Sinngebung*, donation de sens, ou mieux *Sinnerschöpfung*, création de sens, est le moment crucial et dur. Or, la psychanalyse n'enseigne pas un sens de la vie. Elle peut seulement aider le patient à trouver, inventer, créer pour lui-même un sens pour sa vie. Il n'est pas question de définir ce sens à l'avance et de manière universelle. A l'un de ses moments les plus découragés, Freud a écrit que l'analyse n'apporte pas le bonheur, qu'elle peut seulement transformer la misère névrotique en malheur banal. Il est, sur ce point, trop pessimiste. L'analyse n'apporte certes pas, comme telle, le bonheur, mais elle aide le patient à se débarrasser de sa misère névrotique et à former son propre projet de vie.

Mais cela n'épuise pas la question. Pourquoi l'analyse échoue-t-elle si souvent ou devient-elle interminable ? Dans un de ses derniers écrits (*Analyse terminable et interminable*, 1937), Freud évoque plusieurs raisons à cet état de choses et finit en pointant ce qu'il appelle le roc : le refus de la féminité, qui prend la forme de l'envie du pénis chez la femme, et de la répudiation de l'attitude passive ou féminine à l'égard d'un autre mâle chez l'homme. Il mentionne aussi la pulsion agressive-destructive et la pulsion de mort. Je pense que la mort joue, en effet, un rôle décisif dans la question,

mais pas exactement de la manière que Freud avait en vue.

Une analyse interminable est caractérisée essentiellement par la répétition. Elle est comme la névrose à un niveau plus élevé : elle est de la répétition redoublée. Pourquoi cette répétition ? La répétition au sens pertinent, ici, c'est-à-dire la petite monnaie de la mort, est la voie qu'utilise le patient pour se défendre contre la réalité de la mort pleine. L'analyse échoue ou devient interminable en premier lieu en raison de l'incapacité du patient (et de l'analyste qui travaille avec lui) d'accepter la mort de celui qu'il était pour devenir une autre personne ; cela, Freud le savait bien, même s'il l'a décrit en utilisant d'autres termes. Mais aussi, c'est beaucoup plus important, en raison de l'incapacité du patient - et, ici, celui-ci est nécessairement seul - d'accepter la réalité de la mort réelle, totale, pleine. La mort est le dernier roc contre lequel l'analyse peut se briser.

La vie, nous le savons tous, contient et implique la précarité continuellement suspendue du sens, la précarité des objets investis, la précarité des activités investies et du sens dont on les a dotées. Mais la mort, nous le savons également, implique l'asensé de tout sens. Notre temps n'est pas du temps. Notre temps n'est pas le temps. Notre temps n'a pas du temps.

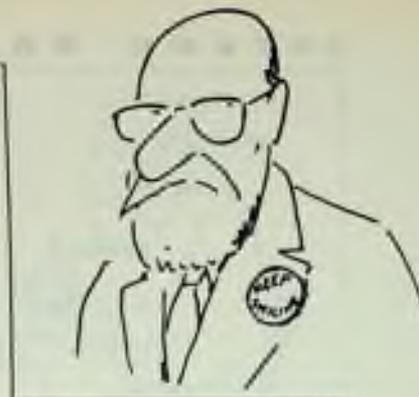
L'analyse n'est pas terminée (et la maturité n'est pas atteinte) avant que le sujet soit devenu capable de vivre au

bord de l'abîme, pris dans ce double nœud ultime : vis comme un mortel - vis comme si tu étais immortel (« *viser l'immortalité autant que possible* », écrivait Aristote dans l'*Éthique à Nicomaque*).

Ces banalités légendaires, comme aurait dit Jules Laforgue, trouvent un équivalent fondamental au niveau social, et donc politique. Les sociétés hétéronomes réalisent une *Sinnerschöpfung*, une création de sens, pour tous et imposent à tous l'intériorisation de ce sens. Elles instituent aussi des représentants réels ou symboliques d'un sens pérenne et d'une immortalité imaginaire auxquels, de diverses manières, tous sont supposés participer. Il peut s'agir du mythe de l'immortalité personnelle ou de la ré-incarnation. Mais il peut s'agir aussi de la pérennité d'un artefact institué - le roi, l'Etat, la nation, le parti - auquel chacun peut, tant bien que mal, s'identifier.

Une société autonome n'accepterait rien de tout cela (au niveau public, j'entends), et une des difficultés principales, sinon la difficulté, auxquelles est confronté le projet d'autonomie est la difficulté pour les êtres humains d'accepter, sans phrase, la mortalité de l'individu, de la collectivité et même de leurs œuvres.

Hobbes avait raison, mais pas pour ses raisons à lui. La peur de la mort est la pierre angulaire des institutions. Non pas la peur d'être tué par le voisin - mais la peur, complètement justifiée,



que tout, même le sens, se dissoudra.

Personne, évidemment, ne peut « résoudre » le problème qui en résulte. Il ne pourra l'être, s'il l'est, que par une nouvelle création social-historique et l'altération correspondante de l'être humain et de son attitude à l'égard de la vie et de la mort.

Entre-temps, il serait certainement très utile de réfléchir aux réponses partielles qu'ont données à ce problème les deux sociétés où le projet d'autonomie a été créé et poursuivi : la société grecque ancienne et la société occidentale. En particulier, on ne peut manquer d'être frappé par l'énorme différence de ces deux réponses et de la relater à d'autres aspects importants de ces deux tentatives de créer une société démocratique. Mais c'est là une question immense, qu'il faudra reprendre ailleurs.

© Cornelius Castoriadis



Anna
Langhoff.

En plein cœur.

Récits

traduits de l'allemand
par Pierre Deshusses.



mira et antonin liehm

les cinémas de l'est

de 1945 à nos jours

cerf

ARI

« Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, RDA, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie et Union Soviétique : voici le Somme sur les différents cinémas de l'Est que l'on attendait. En corrélation avec les mouvements actuels et après un rappel de la période antérieure, les Liehm décrivent, de 1945 à nos jours, pays par pays, les évolutions du 7^e Art, à travers les alternatives de répressions et de dégâts. Une érudition remarquable », écrit le *Sunday Times* (Londres).

MAURICE NADEAU

...ce livre qui n'est pas seulement destiné aux amateurs de cinéma, mais qui, par sa façon originale de faire comprendre l'histoire de « l'autre Europe », sera pour longtemps un ouvrage de référence tout à fait unique. Et, ce qui ne gâte rien, d'une lecture passionnante.

LE MONDE

57

VARIATIONS SUR ŒDIPE

VOIX I

VOIX II

TIRÉSIAS

ŒDIPE

JOCASTE

SOPHOCLE
Œdipe roi
Minuit, 89 p., 1985

VOIX I

Quel est ce clapotis ?

(Silence)

VOIX II

C'est le murmure de la mer. Nous sommes sur une galère. Soixante esclaves assis sur cinq banquettes remuent les eaux dormantes. Nous cinglons vers la Grèce. Nous débarquerons à Elenis et poursuivrons à pied jusqu'à Thèbes.

VOIX I

Où se trouve Thèbes ?

VOIX II

Elle est en nous. Ouvre les oreilles.

(Silence)

VOIX I

J'entends le fracas des terrassiers. Comme, à l'instant, le murmure de la mer. J'entends le crissement des pelles contre le sable.

VOIX II

Ils exhument Thèbes du sable qui la couvre. Une couche de cent mètres.

VOIX I

Où ça ?

VOIX II

En nous. L'entends-tu ?

(Silence)

VOIX I

Je n'entends que gémissements. Comme, à l'instant, les terrassiers et le clapotis des eaux. Si proches ! C'est à devenir sourd ! Ils envahissent mon esprit tout entier. Quelqu'un se plaint et se lamente - comme si on lui avait crevé les yeux. D'où vient cet affreux tumulte ?

VOIX II

De nous il émane.

VOIX I

Enfin, un homme ! C'est lui qui hurle, lui seul

yeux devenus blancs.

VOIX II

Tu te trompes. Il y a longtemps que celui-ci a perdu la vue. Ses yeux ne saignent point.

VOIX I

D'où vient-il ?

VOIX II

De nous. Il lit l'avenir. Aussi est-il aveugle - afin de ne pas se laisser distraire par les splendeurs d'un monde dont il prédit le passé.

VOIX I

Le passé, dis-tu ?

VOIX II

Il prédit ce qui est d'innombrables fois advenu.

(Bruit de pelles)

TIRÉSIAS

Je suis Tirésias, l'aveugle devin rompu à tous les

[crimes.

En toi je parle, et en toi aussi - Mais ne pouvez parler

[en moi

Vous qui n'entendez mon histoire.

Toujours mandé par temps de peste,

J'accours et je prédis

Le crime depuis longtemps commis

Qu'à ton tour commettras - et toi aussi !

Vous que mes souveraines sentences frappent au

[cœur.

Aux quatre points cardinaux dépêchez vos hommes

Pour qu'ils témoignent en votre faveur

Et rapportent les preuves qui feront foi - Lors que la

[peste continûment fait rage

Et qu'un peuple furieux envahit les rues.

Je vois au fond de mes orbites

Qu'Œdipe également faillira

Et qu'il me faut à la fin des fins

Le sauver de l'ignominie.

ŒDIPE

Tu mens, vieil aveugle ! Stipendié par mes ennemis

Pour me déposséder traitreusement de mon trône !

Je vous ferai tous lapider !

Comment aurais-je tué un père qui vit toujours ?

Et ma femme ne saurait être ma mère,

Que je reconnaitrais à l'odeur de son sein

- Jusqu'au parfum du sang qui me vit naître !

VOIX I

De Thèbes, c'est bien la légende. De Thèbes, où la peste se déclare.

VOIX II

Le roi Œdipe a pris le deuil, lui que dévore sa propre souffrance, comme le dernier de ses sujets, et qui s'afflige du chagrin de tous et de chacun. En ce temps-là, il y avait encore des rois de cette espèce.

VOIX I

A Delphes, il dépêche quelqu'un de ses parents. Si elle jette le désordre, la parole de l'oracle verse aussi le baume.

VOIX II

Débarrassez la cité de son seul criminel - alors s'éloignera la peste.

VOIX I

Œdipe bat la ville pour confondre le criminel et son crime. Quand déjà des doigts vengeurs l'accusent et le désignent.

VOIX II

Mais il mène l'enquête ! (rires). En ce temps-là, il y avait encore des rois de cette espèce.

VOIX I

Désespérément, sa femme l'en dissuade. Elle sait qu'un crime fineste pese sur la conscience de ce fils-mari - il a perdu son père !

VOIX II

Non point pendu, mais massacré !

VOIX I

Que son mari lui donna mari et qu'elle conçut enfant de son enfant, elle le sait aussi !

VOIX II

Du principal témoin, menacé d'un sort terrible. Œdipe arrache l'ultime aveu. Il se précipite dans la maison, il aperçoit sa mère pendue au bout d'une corde. Saisit alors les deux agrafes qui retiennent la robe de la dépuille - et s'en creve les yeux.

(Plaintes et gémissements en arrière-fond)

VOIX I

Et si, malgré tout, l'épisode présentait un autre visage ? Si, dans l'infamie, Œdipe récut innocent, la souillure n'entache-t-elle pas celui qui révèle pareil secret ? Alors, il ne s'ôte pas la vue, il aveugle le berger. Il se précipite dans la maison, voit sa femme-mère dénudée jetant la corde par-dessus la poutre. Dehors, le berger aveugle gémit et se plaint. Œdipe arrache la corde de la poutre et la lance à la foule.

ŒDIPE

Pendez le misérable !

(Cessent les plaintes et les gémissements)

JOCASTE

Qu'as-tu fait ?

ŒDIPE

Habillez-vous.

JOCASTE

Pourquoi détournes-tu la tête !



ŒDIPE
Mettez au moins une chemise, mère !

JOCASTE
Je t'ai donné quatre enfants.

ŒDIPE
Taisez-vous !

JOCASTE
Qu'on m'arrache aussi la vie !

ŒDIPE
L'ignorant ne saurait pécher.
S'accouplent sans gêne les animaux.
La mère et ses petits, le frère avec la sœur.
Et s'entremêlent voluptueusement les générations.
Qui pour leur jeter l'anathème ?
Nous aussi nous sommes entremêlés
Inconscients de ce que nous étions...

(Jocaste rit)

Inconscients de ce que nous étions !

(Jocaste rit)

ŒDIPE
Avec un désir contraint
Soumis à cet Etat exigeant
Qui voulait pour la reine un mari.
Et pour ses citoyens un roi.

JOCASTE
Un désir contraint, dis-tu ?
Est-ce à ton corps défendant
Que tu engendras quatre enfants ?
Jusqu'à Athènes ira la corde nouée
De nos draps moites alignés bout à bout !
Et nos halètements réveilleraient encore
Les dieux endormis de l'Olympe !

ŒDIPE
Comme votre risage se ride !

JOCASTE
L'ignorant ne saurait pécher, dis-tu ?

ŒDIPE
Depuis qu'ici nous parlons
Votre peau jaunit, cloque et s'écaille...

JOCASTE
Nul péché pour l'ignorant ?

ŒDIPE
Mais ton corps fleurit comme la folie.
Mets donc ta chemise.

JOCASTE
Ainsi veux-tu reporter sur moi...

ŒDIPE
Quoi ?

JOCASTE
Mon enfant.

ŒDIPE
Horreur que ne saurait cacher la voile de l'ignorance.
Me feras-tu croire que tu le fis sciemment ?

JOCASTE
Œdipe, mon fils aux pieds turgescents,
Le jour où nous l'avons exposé dans la forêt
Pour que tu meures et ne tues point ton père
[selon la prédiction,
De mes boucles d'or j'ai transpercé
Tes tendres cherilles de nourrisson.
Que la grâce des dieux lui accorde vie



TOUT LE MONDE M'AIME,
MAIS PERSONNE NE VEUT COUCHER AVEC MOI ...

Et que ce signe porte reconnaissance !

ŒDIPE
M'as-tu reconnu ?

JOCASTE
Lorsque je vis le boiteux à ses trousseaux,
La prédiction me revint à l'esprit.
Ton pas claudicant surpassait ses jambes décrépites !

Parmi les arbres tu l'as rattrapé, poignardé
Et traîné jusqu'à la fatale croisée des chemins,
Où tu as perdu sa dépouille.

ŒDIPE
Pour épargner celui que je croyais mon père
Je m'enfuis et massacrai mon père.
Si le destin veut du crime, qui est le criminel ?
Il faudrait crever les yeux du destin
S'il n'était déjà aveugle...

JOCASTE
Alors, reine veuve, je t'ai aperçu et reconnu
[parmi les prétendants
Vainqueur du sphinx, audacieux, intelligent
[et royal boiteux !

ŒDIPE
Le destin porte le crime,
Qui me fit épouser ma mère
Sous les traits d'une reine étrangère
Quand je croyais fuir la couche maternelle !

JOCASTE
Lorsque tu vainquis la lionne vierge
Qui eut étranglé jusqu'au dernier de nos adolescents,
Quand ceux-ci glapissaient de terreur
Comme chiens jetés au feu,
La ville à tes pieds exigea notre hymen.

ŒDIPE
Fuir son destin ou l'accompagner ?
Le crime toujours est le même !

JOCASTE
Me fallait-il te désigner à la vindicte -
- Voici le meurtrier de notre roi -
Afin qu'ils l'écorchassent et l'immolassent ?

ŒDIPE
Je ne savais rien.

JOCASTE
Fils, j'eusse pu te nommer !
Pour te gagner le trône et épargner mon lit.

Mais toujours ma foi chancelait...
Alors, devant la couche nuptiale,
Tu te défis de tes soutiers -
Et sur les pieds gonflés je vis les cicatrices.

ŒDIPE
Le peuple attend que je me creve les yeux.
Quand déjà je suis aveugle d'une faute inconnue !

JOCASTE
Tu te jetas, tourbillon d'écume,
Sur la couche couverte d'une peau de tigre !
- Attends -, criai-je, bouche sèche,
Avant qu'il ne fût trop tard.
Mais je tremblais que ta jeunesse susceptible,
Vierge et tout règne, s'enfuît éperdue
Non pas seulement du lit, mais aussi du palais
Répandre parmi la foule en liesse
Et ton crime et ton deuil !
- Jusqu'à ce qu'elle l'écrasât comme vermine.

ŒDIPE
La concupiscence nous a perdus !
Là où tu me criais d'attendre
Je n'entendais que voluptueux vertige.

JOCASTE
Le lendemain, quand la foule dispersée
S'en retourna à la terre et aux bêtes,
J'eusse confié ce superbe crime,
Pour qu'il ne devint point habitude...
Mais que sont les lendemains ?
Oui, quand s'accomplit la prédiction
Et que la glace étroit le fleuve du temps,
Que sont les lendemains ?

ŒDIPE
Mets ton voile,
Car je ne saurais voir ton visage en vieilli,
Ni ce corps par trop jeune.
Je ne veux plus me souvenir de la porte atemporelle
Par quoi je souhaitais regagner,
Me déroband aux yeux du monde, cette salle
Rouge où tout le monde est roi !

JOCASTE
Suffit !

Dois-je le dire ?

ŒDIPE
Tu mens !

JOCASTE
La troisième nuit,

Tu as hurlé -

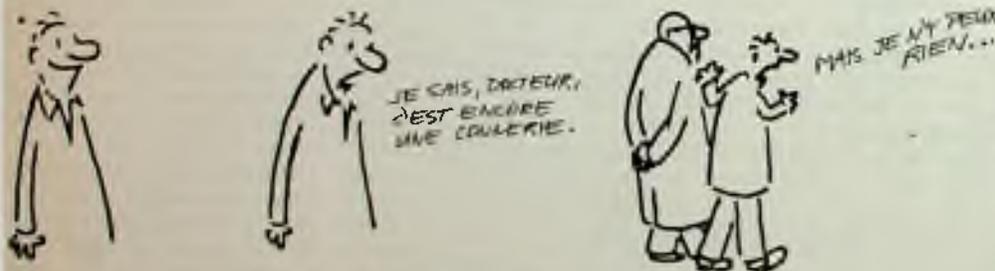
ŒDIPE
Ma mère !

JOCASTE
Mon enfant !

ŒDIPE
Tu mens ! Tu mens !

JOCASTE
Et quand se répandait ton
[plaisir...

ŒDIPE
Tu mens !



SINCÈREMENT, MONSIEUR DUPONT, VOUS ÊTES
MON PREMIER PATIENT À SE PLAINDRE
D'AVOIR UNE PETITE TÊTE.



(Une chaise se renverse)
Il voit la loi. Jocaste est morte.
La loi, c'est l'intérêt de Thèbes.
Apollon ne voulait anéantir la cité.
Il ne décida point la mort du berger.
Et ne sut prévoir que l'homme aux pieds gonflés
Prendrait la poudre d'escampette, en mendiant
(déguisé).

Par ce crime, (Edipe voulut nettoyer
La boue d'une ville entière.
O le superbe projet, ourdi avec force
Comme le destin lui-même.
Mais nul ne peut sonder l'intention des dieux !
Quand elle se révèle contraire à la loi.
Il appartient au devin de corriger l'Histoire.
Car ni la ville ni aucun dieu ne le tueront
Afin que, sept générations durant,
Il traîne mensongèrement sa vie.

(Silence)

VOIX I

D'où viennent ces pleurs ?

VOIX II

C'est le sanglot du peuple de Thèbes, qui accompagne
Edipe jusqu'aux portes de la cité.

VOIX I

Où sont ces portes ?

VOIX II

En nous. Un peuple en deuil attend dans l'impatience
que son criminel sauveur les franchisse.
L'aveugle...

VOIX I

Il t'est donc devenu ?

VOIX II

Bien sûr. En nous.

VOIX I

Pas en moi. Aggravant d'un meurtre son premier
crime, ce fugitif raconte en bavant à qui veut bien
l'entendre qu'autrefois il fut un grand roi, que de
longues années durant il assura le bonheur de
Thèbes.

VOIX II

En moi, il est devenu aveugle. Abrisé au plus sombre
de quelque sanctuaire, il fut conduit par Hermès
lui-même au pied du rocher où convergent les voies
qui mènent à l'enfer.

VOIX I

Lequel d'entre nous voit juste ?

VOIX II

Juste, dis-tu ?

VOIX I

Quelle est donc la vérité ?

VOIX II

La vérité !

(Silence)

VOIX I

Et quel est ce clapotis ?

VOIX II

Le murmure de la mer. Nous sommes sur une galère.
Soixante esclaves assis sur cinq banquettes brassent
les eaux dormantes. Nous cinglons vers la Grèce.
Nous débarquerons à Eleusis et poursuivrons à pied
jusqu'à Thèbes.

VOIX I

Mais où se trouve Thèbes ? En nous ? (Silence) D'où
vient cet affreux tumulte ?

JOCASTE

Oiseau captif, la parole se débattoit.
D'un mur à l'autre, elle voletait.
Elle erre encore au labyrinthe de mes oreilles,
Et bien que jamais plus tu ne m'eusses
Confondue avec moi-même, je savais.
Tu sais ce que tu ignores et tu sais que tu l'ignores !
Et maintenant, avant que la mort me prenne,
Fais venir Tirésias, celui que le peuple croit. Et
Tandis que je lui parle, quitte la ville par la porte de
(derrière.
Déguisé en vagabond, afin que la peste et tous les
(fléaux

Avec toi disparaissent.

(Bruit de pelles)

VOIX II

Où parlent-ils ?

VOIX I

Tu l'as dit - en nous-mêmes.

VOIX II

Impossible. Mon roi à moi n'invoquerait jamais
l'ignorance aux fins de se dispenser. Pour fuir son
destin, il irait au-devant de lui ! Aurait-il perdu la
partie qu'il ne fermerait pas les yeux - il se les
crèverait plutôt.

VOIX I

Nous ne méritons pas un tel roi, et ce depuis des
lustres. M'entends-tu ? (Silence) Nous ne saurions
trouver en nous un trône digne de lui. Nos Edipe ne
sont que brigands, vulgaires trafiquants d'armes,
meurtriers inconscients. Ils se dressent sur un des
plateaux la balance - l'autre étant occupé par deux
sacs : • Excuses • et • Explications

VOIX II

Nous avons pris la mer. Nous avons marché. Nous
avons creusé la terre pour trouver un roi. Mais... qui
vive ?

(Silence)

VOIX I

Quelqu'un vient. Mais d'où ?

VOIX II

De nous.

(Bruits de pelles)

TIRÉSIAS

Depuis que la déesse posa sur mes yeux les mains
Souvent la cécité me comble de joie
Elle m'évite enfin de le voir aujourd'hui
Fourreau puant, autre risqueur du péché
- De contempler la dépouille au bout d'une corde
Tressée de draps vent fois souillés !

JOCASTE

Femme qui, sept années durant,
Fut témoin de nos voluptueux ébats,
Ne me comprends-tu pas ?

TIRÉSIAS

Que veux-tu de moi ?

JOCASTE

Homme et femme tu fus
Et vieille te voilà devenue
- Sagesse qui n'a plus de sexe...

TIRÉSIAS

Diras-tu ton désir ?

JOCASTE

Ne le sais-tu donc point ?

Quel singulier devin fais-tu ?

TIRÉSIAS

Veux-tu m'entendre dire

Que le roi de Thèbes s'est crevé les yeux
Afin de ne plus voir un monde
Qu'il avait affreusement souillé ?

JOCASTE

Divin devin,

Tel est bien ce qui est advenu !

TIRÉSIAS

Il s'est crevé les yeux et a quitté la ville.
Ses deux filles - ou deux sœurs - l'accompagnent.
De ses orbites démentes, le sang dégouline !

JOCASTE

O mon fils ! Mon roi !

TIRÉSIAS

Il a couru pour te tuer
Quand déjà tu pendais à la poutre.
Alors il a pris les deux agrafes de ta robe
Et celle-ci s'est ouverte
Et ton corps nu, dont il était issu
- Pour son malheur ! -
Et où, de temps à autre, il revenait
Où ! Ton corps nu l'a empli d'un tel dégoût
Qu'il s'est enfoncé, devant la dépouille mortelle,
Les deux agrafes dans les yeux -
Cinq fois, dix fois, hurlant à tue-tête,
Et le peuple est accouru
Et le nouveau roi, ton frère, l'a chassé.

JOCASTE

Purifié s'en est allé,
M'abandonnant, criminelle, au bout d'une corde.

TIRÉSIAS

Le devoir du devin est de révéler ce qu'il voit.

© Istvan Eörsi

Qu'est-ce que le bien, le mal, qu'est-ce qui est réel et qu'est-ce qui ne l'est pas, quelle est la nature essentielle de l'homme et du monde ? La manière dont, collectivement, une société répond à ces préoccupations éternelles définit le plus souvent une culture par rapport à d'autres. Je voudrais ici dégager l'une de ces réponses, en l'occurrence la perception de la nature de l'homme et du monde, perception qui a conditionné les réactions culturelles, intellectuelles et émotionnelles des Indiens depuis plusieurs siècles.

Il est une croyance proprement indienne que beaucoup d'autres cultures trouvent singulière, et qui consiste à penser qu'un autre niveau de réalité, plus élevé, existe au-dessus de la réalité empirique, vérifiable et vécue de notre monde, de nos corps et de nos émotions. Une des valeurs fondamentales de la plupart des écoles hindoues et bouddhiques tient à la croyance en une réalité ultime dont les rapports avec la réalité quotidienne seraient les mêmes que ceux que la réalité quotidienne entretient avec les rêves. C'est là, pour la culture hindoue, une vérité incontestée et la base de tout l'enseignement de ses innombrables mystiques. Cette réalité ultime, dont l'appréhension est considérée comme le but dernier et le sens même de la vie humaine, est située par-delà toute pensée conceptuelle, sinon par-delà l'entendement. L'activité intellectuelle, les sciences, ainsi que tout effort de l'esprit pour saisir la nature du monde empirique, sont de ce fait voués à un statut culturel inférieur à celui de la praxis méditative ou même à celui de l'art - les expériences esthétiques et mystiques étant censées entretenir des rapports très étroits. Dans ce système de croyances culturelles, le pouvoir esthétique de la musique, de la poésie, d'une histoire bien racontée ou d'une pièce bien jouée est tel qu'il les rend pratiquement plus réelles que la vie.

Tragique et romantique

Les conséquences culturelles de cette croyance sont, bien entendu, multiples. Elle explique la fascination et le respect de l'hindou moyen pour les choses occultes et pour ceux qui les pratiquent. Les astrologues, les devins, les voyants, les *sadhus*, les *fakirs* et autres personnages chamaniques qui abondent dans la société indienne sont profondément estimés dans la mesure où on leur attribue un lien quelconque avec la réalité ultime. D'où les nombreuses écoles psychophiologiques de réalisation de soi, rangées à tort sous l'étiquette du mysticisme. D'où, enfin, le ton émotionnel qu'adopte un hindou face à la vie, combinaison d'attitudes à la fois tragiques et romantiques.

Tragiques dans la mesure où, pour l'Indien, l'expérience humaine est conditionnée par des ambiguïtés et des incertitudes en face desquelles l'homme n'a d'autre choix que de porter le fardeau des questions sans réponse, des conflits inévitables et des incompréhensibles calamités du destin. Romantiques parce que cette vision tragique s'accompagne d'une quête, d'un nouveau voyage, d'une recherche où l'homme, s'il surmonte tous les périls de sa route, sera

récompensé par une exaltation qui dépasse toute expérience normale.

Le désir d'accomplir cette expérience ultime, qui habite l'âme indienne, ouvre, dans la vie de la plupart des hindous, la voie générale vers des « sentiments élevés » ; et cela, quelles que soient les distinctions et les frontières entre les castes, quelle que soit la distance qui sépare les habitants des villes et ceux des campagnes, les hommes de culture et les illettrés. Si

très entêté à poursuivre ce qui lui plaît sans tenir compte de nos souhaits. Il croit qu'il sait ce qui lui convient le mieux et il ne nous écoute pas. Il pense que sa vie et sa carrière sont plus importantes que les intérêts du reste de la famille.

La modalité dominante des relations sociales en Inde, surtout dans le cadre de la famille étendue, repose ainsi sur cet ardent désir de relations, sur la présence assurée des personnes aimées,

qu'elle tend davantage vers le pôle de la fusion, comme le maintient encore la culture indienne traditionnelle. Pour emprunter à Schopenhauer une image, le problème fondamental des relations humaines est celui des hérissons pendant les froides nuits d'hiver : ils se rapprochent les uns des autres à la recherche d'un peu de chaleur, mais, comme ils s'irritent mutuellement par leurs piquants, ils s'écartent de nouveau, et de nouveau prennent froid et essayent de se rapprocher. Ce mouvement d'aller-retour se répète jusqu'à ce que les hérissons trouvent une position optimale, où la température du corps sera au-dessus du gel et la douleur infligée par les piquants (la proximité de l'autre) encore supportable. Dans la société indienne, la position optimale implique l'acceptation de plus de douleur en vue d'obtenir, en retour, davantage de chaleur.

L'IDEE DE PERSONNE

Des Interactions

L'orientation relationnelle des Indiens n'a pas seulement une influence sur le comportement individuel et les interactions sociales, elle conditionne aussi tous les aspects de la culture indienne - de l'art et la littérature jusqu'à la science et la médecine.

Prenons, par exemple, l'image du corps tel que le conçoit le système médical traditionnel, l'*Ayurveda*. Suivant celui-ci, tout ce qui existe dans l'univers, animé aussi bien qu'inanimé, est fait à partir des cinq formes de la matière - la terre, le feu, le vent, l'eau et l'éther -, chaque élément possédant à la fois une forme grossière et une forme subtile. Dans certaines conditions favorables, la matière s'organise en êtres vivants. Les corps des êtres vivants absorbent constamment les cinq éléments que contient le monde. La santé dépend d'une bonne consommation de la matière environnante, dans de bonnes proportions, en faisant la bonne combinaison au bon moment. Pour l'*Ayurveda*, il n'y a rien dans la nature qui ne relève de la médecine, et on insiste tout particulièrement sur le rapport intime que le corps doit entretenir avec la nature et le cosmos. Comme le dit un texte populaire bengali du XIX^e siècle : « Dans cet univers, une grande roue de pouvoir transformateur tourne sans discontinuer. Les petites roues individuelles de pouvoir transformateur, qui se trouvent dans le corps des choses vivantes, sont connectées avec cette roue-là. De même qu'une grande roue actionnée par la vapeur tourne et sert

l'on ne comprend pas cela, les actions en apparence contradictoires de Gandhi restent aussi impénétrables pour l'analyste politique que peuvent paraître incongrues aux yeux de ses collègues occidentaux les méditations quotidiennes d'un physicien indien dans sa chambre des prières.

La conception indienne de la personne est inséparable d'une certaine conception du monde. Contrairement à l'expérience culturelle occidentale, la perception du soi par l'Indien n'est pas celle d'une individualité bornée, unique. La personne indienne n'est pas une conscience réduite à elle-même en interaction avec d'autres individualités similaires ainsi qu'avec son univers naturel et social. Au contraire, l'Indien traditionnel, suivant l'image dominante de sa culture et suivant sa propre expérience de l'être, est fait de relations. Loin d'être une monade, il tire sa nature personnelle de son interpersonnalité. Tous ses affects, ses besoins et ses mobiles sont relationnels, de même que ses angoisses sont des désordres relationnels - non seulement vis-à-vis des êtres humains, mais aussi face à l'ordre naturel et cosmique.

L'importance accordée à la nature « divienne » (plutôt qu'individuelle), transpersonnelle de l'homme n'est pas le fait de la seule Inde traditionnelle et rurale. Même à la ville, et parmi les personnes très cultivées qui forment, en Inde, l'essentiel des patients d'un psychologue, l'orientation relationnelle reste la manière « naturelle » d'envisager le moi et le monde.

Ainsi, il n'est pas rare que des membres de la famille accompagnent (de manière significative) le patient lors du premier entretien, afin de se plaindre de l'autonomie de celui-ci, voyant là un des symptômes de sa maladie. C'est ainsi que le père et la sœur aînée d'un ingénieur de vingt-huit ans qui avait eu une crise psychotique donnèrent aussitôt leur avis sur son problème majeur en expliquant qu'il était anormalement autonome : « Il est

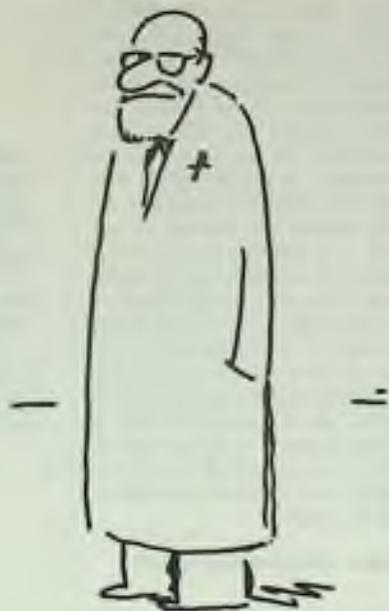
ainsi que sur l'angoisse que leur indisponibilité ou leur irresponsabilité fait naître lorsqu'on est dans le besoin. Cette modalité s'exprime de manières différentes, mais toujours conséquentes. Elle s'exprime dans le désarroi d'une personne lorsque les membres de sa famille sont absents, ou dans la difficulté qu'elle aura à prendre des décisions toute seule. En un mot, les Indiens, d'une façon caractéristique, s'appuient les uns sur les autres pour avancer dans la vie et pour affronter les exigences que leur impose le monde extérieur.

Un certain nombre de psychologues occidentaux, mais aussi indiens, ont choisi d'interpréter cela comme une faiblesse de la personnalité indienne. Idée qui implique inévitablement une valorisation d'ordre général, selon laquelle l'indépendance et l'esprit d'initiative seraient meilleurs que la dépendance mutuelle et la communauté. Mais la vision qu'une culture se fait de la bonne société ou du mérite individuel varie selon que le comportement d'une personne vis-à-vis des autres tend davantage, dans un continuum fusion-isolement, vers le pôle de l'isolement, comme le postule la tradition culturelle dominante en Occident aujourd'hui, ou

IL N'Y A RIEN. IL EST JUSTE UN PEU DANGEREUX, COMME NOUS TOUS.



KAKAR, Sudhir
Moksha, le monde
intérieur :
enfance et société
en Inde
Belles Lettres.
310 p., 1985
ROSS, John Mander
KAKAR, Sudhir
Les Pièges
de l'amour érotique :
pour une psychanalyse
des légendes amoureuses
PUF, 256 p., 1987



TRAVAILLER À VOTRE PLACE !

Upanissad du Renoncement
Fayard, 462 p., 1989

DANIELOU, Alain
Histoire de l'Inde
Fayard, 452 p., 1986

GONDA, Jan
Les Religions de l'Inde
Payot, 435 p., 1979

HERRENSCHMIDT, Olivier
Les Meilleurs dieux sont Hindoux
L'Age d'Homme, 303 p., 1989

RENDU, Louis
L'Inde fondamentale
Hermann, 231 p., 1978

ZIMMER, H.
Les Philosophes de l'Inde
Payot, 504 p., 1985

Il n'est donc pas surprenant que les variations culturelles concernant l'image du corps aboutissent à des manières radicalement différentes de faire l'expérience du monde et d'organiser celle-ci. La personne elle-même sera comprise comme un être changeant, dont la nature se forme et se reforme selon ses interactions avec le monde environnant, et dont les limites - entre soma et natura, entre soi et les autres - ne sont pas clairement définies. Il apparaît dès lors évident que les sciences de l'homme, ayant des prémisses distinctes dans ces deux cultures, vont s'orienter de manière tout à fait différente.

Si l'on passe de la médecine à l'art et à la poésie, on s'aperçoit que, la aussi, tout converge vers la transpersonnalité. C'est par son impersonnalité, par son absence de références à des individus spécifiques et la mise en avant de types plus généraux que la poésie classique sanscrite et tamoul se distingue le plus de l'esprit qui prévaut dans la poésie occidentale. Quels que soient les défauts de ce type de poésie, elle est idéalement apte à faire valoir les plus fins effets de la suggestion. Par un long processus de « typification », chaque variété d'amour, chaque scène de la nature, chaque fonction divine reçoit ici une présentation conventionnelle. Comme le note Daniel Ingalls : « Un simple mot pris dans un de ces portraits ou descriptions conventionnels, et toute la scène est évoquée. Il est ainsi infiniment plus facile que dans l'idéal individualiste occidental de se mouvoir en avant et en arrière dans tous les champs de la nature, de l'humanité et des dieux, et de révéler par une simple suggestion une disposition quelconque, comme de vouloir embrasser l'univers. »

L'homme, non plus comme une présence discrète, mais fondu dans ce qui l'entoure ; le moi, non plus opposé au ça, mais fusionné avec lui ; l'individu, non plus séparé, mais existant avec l'ensemble de ses rapports. Toutes ces versions de l'expérience humaine sont la source des principaux thèmes de l'art indien. Les figures des fresques dans les grottes bouddhiques d'Ajanta semblent disparaître, puis - resurgir d'une continuité mystérieuse, indifférenciée - ; les sculptures de ce temple sont - un

labyrinthe flux enveloppant toutes les visions animales, humaines et divines... de la vie charnelle, toutes mêlées... des souffrances et des joies de mille sortes, fourmillantes, dévorantes, se métamorphosant les unes dans les autres - . Cette vision unitaire du soma et de la psyche, de l'individuel et du communautaire, de soi et du monde, du moi et du non-moi, se retrouve dans presque toutes les formes de la culture populaire en Inde, même aujourd'hui. De nombreux rites religieux et fêtes folkloriques, depuis la pieuse dévotion des chansons que l'on chante ensemble au temple jusqu'aux excès orgiaques du holi, la fête des couleurs, représentent la négation d'une individualité séparée et marquent la célébration de la nécessaire liaison entre les hommes.

L'organique et l'émotionnel

Si on laisse de côté le domaine des arts classiques et populaires, on s'aperçoit que la croyance en un intime rapport entre des catégories que la pensée occidentale sépare - le corps et l'esprit, par exemple - est inhérente aux langues, à la pensée et à la phénoménologie indiennes. Dans la pratique de la médecine psychologique, par exemple, les patients indiens associent naturellement certains symptômes à un phénomène mental ou émotionnel correspondant. Lorsqu'on cherche à savoir, quand quelqu'un dit - mon cœur n'en a pas envie - ou - mon foie ne fait pas son travail - , s'il parle d'un trouble organique ou d'un trouble émotionnel, on provoque le plus grand étonnement, comme si le patient avait un jour songé à faire cette distinction. Aussi loin qu'on observe la façon traditionnelle de guérir des désordres émotionnels, on remarque que les systèmes indiens de psychothérapie diffèrent des systèmes occidentaux. On comprend que, s'appuyant sur une conception stricte de l'individu et sur des métaphores de guérison écrites en termes d'expériences et de découvertes scientifiques, bon nombre d'écoles psychothérapeutiques occidentales placent un névrosé isolé dans un traitement isolé prescrit par l'une ou l'autre des théories scientifiques du soi. Au contraire, l'orientation culturelle

indienne exige que la thérapie soit publique et que le rituel de guérison réponde à un modèle commun. La thérapie exige un drame social polyphonique, auquel doivent participer la famille et la communauté, et qui vise à la restauration des relations dissoutes, non seulement dans la psyche du patient, mais aussi avec la famille, la communauté et tous les dieux.

Les présupposés qui sous-tendent la psychothérapie occidentale sont aussi les plus hautes valeurs de l'individualisme moderne. Ils se résument dans un respect pratiquement illimité de l'individu, dans la foi que la compréhension est meilleure que l'illusion, dans la certitude que nos inconscients recèlent des secrets bien plus obscurs que ceux que nous voulons bien avouer, dans le refus de promettre trop et dans un sens particulier de la complexité, de la tragédie et du prodige de la vie humaine. Les valeurs qui sous-tendent la guérison traditionnelle indienne s'appuient sur la foi et la soumission à un pouvoir situé au-delà de l'individu et qui valent mieux que l'effort individuel ; elles s'appuient sur le fait que la source de la force humaine réside dans une intégration harmonieuse au sein du groupe, dans l'affirmation individuelle des valeurs du groupe et de son ordre et dans l'obédience aux dieux du groupe et à leurs traditions.

Il ne s'agit pas ici de poser une dichotomie simpliste qui opposerait l'image culturelle que l'Occident se fait de l'individu (un être autonome) et l'être relationnel, transpersonnel de la société indienne. Ces deux visions de l'expérience humaine sont présentes dans toutes les grandes cultures, quand bien même une culture a pu, au long des siècles, privilégier l'une de ces visions aux dépens de l'autre. Ce que le siècle des Lumières, en Occident, a mis en sourdine depuis deux cents ans reste la valeur dominante de l'identité en Inde. Cette valeur postule que si un homme appartient véritablement à une communauté, d'une manière naturelle et inconsciente, il pourra alors entrer dans le cours de la vie et mener ainsi une existence complète, créative et spontanée.

© Sudhir Kakar

de puissance motrice à tous les autres éléments qui se mettent ensemble en action, faisant leur travail avec douceur, de même les petites roues de pouvoir transformateur, actionnées grâce à leur connection avec la grande roue, permettent d'accomplir toutes les activités corporelles, comme la circulation du sang, la digestion de la nourriture, l'inspiration et l'expiration ainsi que les mouvements vers l'avant et vers l'arrière. »

En Inde, l'image que l'on a du corps fait ressortir un échange ininterrompu avec le monde environnant, accompagné, simultanément, d'un changement incessant à l'intérieur du corps. Au contraire, l'Occident a l'image individualiste d'un corps clairement buriné, fortement différencié de tous les autres éléments de l'univers. La vision indienne souligne le fait que, le corps faisant partie de la nature et du cosmos, ces derniers ont forcément une influence importante sur tous les processus corporels.

Naoual El Saadaoui

SAADAOUI, Naoual El
Ferdaous, une voix en enlér
Des Femmes, 220 p., 1981
La Face cachée d'Eve... les femmes dans le monde arabe
Des Femmes, 412 p., 1982
Douze femmes dans Kanater
Des Femmes, 255 p., 1984

Cette jeune fille est venue me voir il y a quelques jours. Elle m'a raconté son histoire et m'a demandé de lui faire une ordonnance pour la pharmacie. Mais je ne lui ai prescrit aucun remède, car je ne pense pas que quelques comprimés puissent la guérir. Son problème semble psychologique, mais il est social ; c'est pourquoi j'ai pensé que mes lecteurs pourraient avoir, eux aussi, des idées à son sujet. Voici l'histoire.

L'année dernière, la jeune fille a commencé à passer ses nuits les yeux grands ouverts, sans pouvoir dormir. Si elle dormait, elle voyait le déluge englober la Terre et Noé partir sur l'arche en l'abandonnant. Elle se voyait marcher dans l'au-delà, sur la Voie au-dessus de la Fournaise. Elle avait les pieds en sang et son corps vacillait avant de tomber. Puis elle ouvrait les

yeux et se retrouvait dans son lit, enroulée dans les couvertures, trempée de sueur. Elle lisait la Fatihah et remerciait Dieu d'être encore en vie et de

pouvoir ainsi faire pénitence. Elle allait à la salle de bains, faisait cinq ablutions complètes, mettait son ample et long manteau et s'entourait la tête d'un voile épais. Elle se tenait devant Dieu pour prier : on ne voyait d'elle que de petits trous dans le voile noir à l'emplacement des yeux. Après avoir prié elle s'asseyait, le Livre de Dieu sur les genoux. Elle lisait et demandait

pardon à Dieu pour sa grande faute. Il n'y avait dans sa vie que cette faute. Depuis qu'elle était née, son sommeil était bercé par la voix de son père

psalmodiant le Coran. Depuis son enfance, aucun homme étranger n'avait vu son visage. Pendant ses années d'études, elle n'avait adressé la parole à personne. Une fois diplômée, elle avait travaillé dans un bureau où elle était seule. Une réserve au sous-sol d'un petit musée délaissé, où personne ne venait. Elle s'asseyait à son bureau ; devant elle, un registre où elle consi-

gnait le nombre des momies à entreposer ou qui se trouvaient déjà en magasin. Elle les dépoussiérait avec un chiffon jaune, les comptait et enregistrerait leur numéro. Elle fermait le registre, le replaçait dans son tiroir, puis ouvrait le Livre de Dieu et lisait jusqu'au moment de s'en aller. Elle prenait sa serviette et rentrait chez elle à pied. Une heure et demie de marche, qu'elle faisait à pas réguliers et appliqués, sans que son corps bougeât sous l'ample et épais manteau.

Elle tenait la tête baissée sous son voile noir. Qu'il fit chaud ou froid, elle faisait deux fois le chemin, à l'aller et au retour. Elle ne prenait pas l'autobus, pour éviter tout contact dans le dos. Elle ne prenait pas non plus de taxi seule avec un chauffeur inconnu. Une fois rentrée, elle se lavait de la poussière du chemin, faisait ses ablu-

LES YEUX

lions et priaient avant de manger. Après le repas, elle allait se coucher, le Livre de Dieu sous l'oreiller. Elle se réveillait au son de la voix de son père qui l'appelait pour qu'elle lui prépare sa nourriture. Après avoir mangé, il pria, demandant à Dieu de préserver sa fille du démon. Sans les quarante-sept guinées mensuelles, il ne l'aurait pas laissée sortir de la maison. C'était un vieil homme sans ressource. N'étant pas mariée, elle le nourrissait. Le seul à avoir demandé sa fille en mariage était son neveu, un chômeur sans revenu. Si Dieu lui avait envoyé un mari dans l'aisance, elle ne serait pas sortie de la maison.

Dans sa chambre, elle aussi se prosternait et priait. Elle ne demandait pas à Dieu de lui envoyer n'importe quel mari. L'idée du mariage, elle l'avait chassée de son esprit depuis l'enfance : sa mère était morte à la suite de coups que son mari lui avait donnés un soir avant de se coucher. Certes, il fallait mourir, mais elle ne voulait pas mourir sous les coups. Il n'y avait aucun homme dans sa vie. Elle ignorait tout de cet autre sexe. Si, de chez les voisins, lui parvenait une voix harmonieuse ou le bruit d'une chanson, elle se bouchait les oreilles de ses mains et fermait soigneusement portes et fenêtres.

Puis vint ce jour d'avril dernier. Elle était assise à son bureau comme à l'accoutumée. Elle avait fini de compter les momies et les statuettes entreposées. Elle avait découvert la présence d'une statuette qui n'y était pas la veille. Elle révisa le registre et les numéros, puis le referma et le remit dans le tiroir. Elle ouvrit le Livre de Dieu et se mit à lire silencieusement, la tête baissée. Tandis qu'elle lisait, ses yeux, à travers les petits trous du voile, se mirent en mouvement, tournèrent autour des momies et des statuettes pour s'immobiliser sur le visage de la nouvelle venue. Les traits de son visage étaient sculptés de façon extraordinaire ; le plus extraordinaire était ses yeux qui la regardaient avec un mouvement des prunelles qu'elle n'avait jamais vu à aucune autre statuette. Dieu me garde, dit-elle, et me préserve du démon. Et, baissant à nouveau la tête, elle reprit sa lecture. Mais ses yeux, malgré sa volonté, se tournaient pour regarder la statuette. Elle était petite, plus petite que les autres, et recouverte de poussière comme si elle était restée des années oubliée dans les magasins. Elle la nettoya et la posa près de la fenêtre, puis se remit à lire dans le Livre de Dieu. Mais ses yeux s'animaient à travers les petits trous, attirés par le visage et les yeux au mouvement étrange : ils s'élevaient légèrement vers le haut comme ceux des anciens Égyptiens. Elle prit la statuette dans la main à travers son gant noir et se mit à chercher un signe ou une inscription qui aurait révélé son nom ou l'époque à laquelle il avait vécu. Il n'y avait rien. Elle la remit en place et retourna à son siège derrière le bureau. Ses yeux revinrent se fixer sur les lignes du Livre de Dieu. Mais une question commença à tourner dans sa tête : était-elle la première à voir ce mouvement dans ses yeux ?

Il n'y avait avec elle, au musée, qu'une vieille fonctionnaire chargée de l'administration. Elle descendait trouver la jeune fille de temps à autre pour

inspecter et vérifier le registre, passant en revue les statuettes, s'arrêtant parfois sur l'une d'entre elles qui avait attiré son regard. Ce jour-là, ses yeux ne firent que glisser sur la petite statuette. La jeune fille se demanda avec perplexité pourquoi la directrice n'avait pas vu dans les yeux de la statue le mouvement qu'elle-même y avait perçu. Cette question l'occupa désormais chaque jour, dès qu'elle pénétrait dans son bureau et qu'elle s'asseyait. Ses yeux allaient tout seuls se fixer sur le visage de la statuette. Le mouvement dans les yeux était toujours là, c'était même un mouvement qui lui était réservé : c'est elle seulement qu'il regardait avec ces yeux-là. Et elle, depuis la première fois qu'elle l'avait perçu, ne cessait plus de le regarder. Si elle détournait la tête ou sortait du bureau, ses yeux continuaient à faire face aux siens avec ce regard, comme s'il était vivant en cet instant et non il y a sept mille ans. Il n'y avait pas cette morgue des dieux-pharaons dans son regard. Ni la soumission des esclaves du peuple. Quoi alors ? Elle ne savait pas. Et chaque jour le désir de savoir s'emparait d'elle. Qui augmentait jour après jour comme un désir coupable. Elle se mit, chaque fois qu'elle s'asseyait à son bureau, à regarder autour d'elle de peur que la directrice ne descendit à l'improviste et ne la surprit le regard dans ses yeux. Ce qu'elle redoutait le plus, c'était un ordre qui l'aurait transférée à un autre magasin. Elle se mit à ne plus pouvoir dormir une fois couchée. Qu'arriverait-il, si, le matin, elle allait au bureau et ne le trouvait plus ? Depuis qu'elle l'avait découvert, elle se rendait au travail d'un pas plus rapide. Dès qu'elle ouvrait la porte et qu'elle entraînait, ses yeux, à travers les trous, s'agitaient à la recherche de son visage parmi ceux des autres statuettes. Et dès qu'elle apercevait le mouvement dans ses yeux, ses lèvres serrées se détendaient en un léger soupir, sous le voile noir.

Un jour, elle entra dans son bureau et ne le trouva pas. Elle chercha partout dans le magasin, il n'y était pas ; dans tous les coins, entre les pieds des grandes statues, au-dessus du sol, là où reposent des centaines de statuette : il n'y était pas. Elle retourna s'asseoir à son bureau, mais ne put rien consigner dans le registre. Ni lire une seule ligne dans le Livre de Dieu. Elle baissait la tête et son cœur était lourd. Où était-il allé ? Sa place près de la fenêtre était vide et l'univers s'était vidé. Il n'y avait rien dans sa vie, rien. Sa main sous le gant noir était froide, dans ses veines le sang cessait de couler et, autour d'elle, elle ne voyait que la mort en forme de statues de pierre ; elle aussi mourait en cet instant, assise à son bureau.

Elle releva les yeux, comme on prend une dernière fois son souffle avant de mourir, et elle le vit debout à sa place, caché derrière un battant de la fenêtre. Si la directrice était descendue à cet instant, elle n'aurait pu savoir ce qui s'était passé : elle avait son air habituel. Assise derrière son bureau, le registre devant elle. La tête baissée, sans un mouvement, sauf la prunelle noire derrière les trous du voile, et le sang chaud bondissant dans ses veines sous la peau.

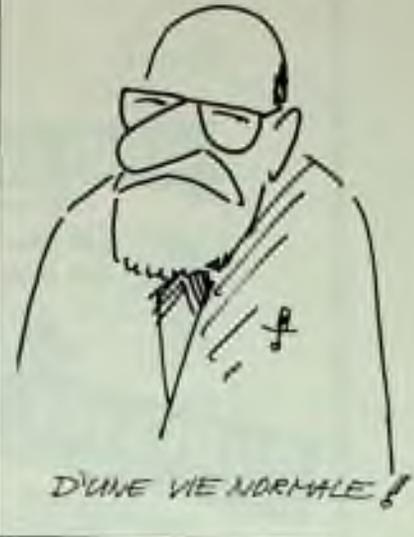
Avant de s'en aller ce jour-là, elle le dissimula dans sa serviette et l'emmena

chez elle. Le lendemain matin, elle le remit à sa place. La directrice ne remarqua ni son absence ni son retour. A la maison, son père ne remarqua pas sa présence dans l'armoire. La nuit, quand son père était endormi, elle le sortait de l'armoire et le plaçait devant elle. Elle ne cessait de regarder son visage et s'endormait les yeux dans ses yeux. En rêve elle le voyait debout, le déluge engloutissait la Terre. Debout devant elle en chair et en os. Et le déluge engloutissait la Terre, et Noé partait sans lui sur l'arche. Était-il le fils de Noé qui n'avait pas embarqué sur l'arche et avait été englouti ? Était-il un rebelle sectateur du démon, et non un croyant adepte de Dieu ? Plus grave encore, était-il possible qu'il fût ramené à la vie, alors qu'il était mort sept mille ans auparavant ?

Le matin, la question lui trotta dans l'esprit dès qu'elle ouvrait les yeux et tandis qu'elle se rendait à son bureau en baissant la tête. Elle craignait, si elle levait les yeux, de le trouver devant elle en chair et en os comme dans son rêve. Derrière les deux petits trous du voile noir, ses yeux commencèrent à s'agiter, se levant lentement et prudemment pour jeter un regard furtif sur le visage des gens. Y avait-il parmi eux un visage qui lui ressemblât ? Ou des yeux avec ce regard ?

Deux mois passèrent au cours desquels elle ne cessa de réfléchir. Ses yeux ne cessaient de dévisager furtivement les gens sur la route, lorsqu'elle se rendait au bureau et qu'elle rentrait à la maison. Soixante jours passèrent sans qu'elle vit un visage qui lui ressemblât. Sans qu'elle vit des yeux avec ce regard.

Elle eut une nuit d'insomnie. Et lorsqu'elle s'endormait, elle refaisait ce rêve. Elle voyait la Terre engloutie sous le déluge. Elle se tenait à l'entrée de la ville et, soudain, le voyait devant elle. Cette fois-ci, il ne remarquait pas sa présence et continuait calmement sa marche, puis se retournait et la regardait. Dans ses yeux, c'était bien ce



regard qui n'avait pas changé tandis que les eaux le submergeaient de toutes parts. Il restait à la regarder avant de disparaître sous les eaux. Et ce qui disparaissait en dernier, c'étaient ses yeux.

Le matin, quand elle se réveilla, elle avait encore le grondement de l'eau dans les oreilles. Et des appels au secours que recouvrait le bruit des vagues. Dans le moment qui sépare le sommeil de la veille, il lui sembla que son rêve était réel et qu'elle avait vraiment vu la ruine de sa ville sept mille ans plus tôt, et qu'il avait été englouti avec ceux que Dieu avait engloutis dans le déluge. Elle resta étendue dans son lit et laissa passer l'heure du bureau. Puis elle se leva le corps lourd. Et, dans le miroir, elle vit ses yeux rouges et pleins de larmes. Du bout des doigts, elle comprit que c'étaient de vraies larmes. Et elle sut qu'elle pleurerait sa noyade. Ce qui la désolait le plus, c'était qu'il n'était pas un adepte de Dieu.

Elle eut la certitude qu'il était un sectateur du démon, mais, face à son miroir, ses larmes continuaient à couler. Et il lui apparut qu'il n'était mort

NOUS, LES INSEANX, ON EST SIMPLES, DOCTEUR, MAIS LA VIE, ELLE EST COMPLIQUÉE...





QUOI LIRE

Magazine

Mensuel d'actualités

Vente en kiosque : 25 F
Abonnement : 250 F/11 numéros
50, rue du faubourg Saint-Antoine
75012 PARIS

Tél : (1) 43 45 12 45

Mois de mars :

Rencontres avec
Patrick Modiano

Edmonde Charles-Roux
Rezvani, Kathy Acker
Dossier René Crevel
...Et D.W. Winnicott
Virginia Woolf, Rodanski
Daeninckx, Gombrowicz

Notes de lecture

Supplément

Poche
Jeunesse
Albums
Presse
Bandes dessinées
Livres pratiques
Télématique
Actua-livres

qu'à cet instant, alors qu'il avait survécu ces sept mille ans.

Sur le chemin du bureau, ce matin-là, elle s'arrêta au croisement et, levant les yeux vers le feu de signalisation, elle le vit soudain qui marchait au milieu des gens et traversait la rue. Elle le reconnut à la lumière du jour. C'était bien son visage, les traits égyptiens anciens. C'étaient bien ses yeux avec ce mouvement et ce regard. Un élan involontaire de son corps la porta vers lui. Elle faillit lui prendre la main, mais se ravisa au dernier moment, et ses lèvres serrées s'ouvrirent sous le voile noir : - Toi ? -

La rue était pleine de monde, chacun allait son chemin. Mais, surpris de la scène, les gens s'arrêtèrent. Ils la virent s'élançer vers lui, et lui s'élançer loin d'elle. C'était une jeune fille et lui un jeune homme qui marchait dans la rue, et il n'était pas habituel qu'une jeune fille s'élançât ainsi vers un jeune homme qu'elle ne connaissait pas. Et ce n'était pas n'importe quelle jeune fille. On ne voyait d'elle que les deux petits trous du voile noir, alors qu'elle s'élançait vers lui et qu'il s'éloignait d'elle à pas rapides. Le spectacle leur sembla étrange et comique à la fois.

Leurs rires résonnèrent à ses oreilles, et elle se replia sur elle-même sous le voile noir. Elle resta ainsi tout le jour, assise à son bureau, le registre devant elle. Sa tête était baissée et seuls ses yeux faisaient mouvement vers la fenêtre, où il se tenait à sa place. C'était son visage et ses yeux, avec ce mouvement et ce regard humain, plus humain que les yeux des gens dans la rue, bien qu'il fût mort sept mille ans auparavant, englouti avec les autres par le déluge. Elle avait pleuré sa mort - tout homme doit mourir ; mais la statuette de pierre vit sept mille ans. La pierre demeurerait-elle plus que les hommes ?

La question tournait sans réponse dans sa tête. Il était à présent pour elle un ami de pierre. Elle sentait sa présence plus que celle de tout autre être de chair. Le mot s'échappa sans bruit de ses lèvres serrées : - chair -. Ce seul mot agitant son corps d'un grand frisson dont elle n'aurait su déterminer le siège. Ses yeux, à travers les trous et dessous le voile épais, examinaient son propre corps à la dérobée. Dans sa poitrine un cœur battait, dans sa tête, des veines où le sang montait comme de l'air chaud ; et son esprit réalisa que son ami n'était pas qu'une statuette de pierre, et qu'elle voyait dans ses yeux un regard animé, prélude à la parole.

Se mettrait-il à parler ? Dans quelle langue ? En arabe ou dans la langue des hiéroglyphes ? Était-il apparition ou réalité ? Et d'où viendrait cette apparition ? Se mêlerait-elle à son sang dans ses veines ? Son sang agitant la question dans sa tête comme un tourbillon dans la mer. Les eaux l'engloutissaient comme au déluge et, lui, se tenait devant elle et la regardait. Avec ce regard humain dans les yeux. Elle avait la plus profonde certitude qu'il était un être humain. Plus humain que quiconque au monde. Et il était absolument impossible qu'il fût mauvais. Elle pouvait, en pleine possession de ses moyens, jurer qu'il était un adepte de Dieu, et non un sectateur du démon.

Elle était toujours en pleine possession de ses moyens. Personne, la voyant, n'aurait pu en douter. Son père la voyait aller au bureau et revenir à

l'heure, avec sa tenue et sa retenue habituelles. La directrice du musée la voyait assise, en pleine possession de ses moyens, le registre devant elle. Quand elle en avait fini, ne restait devant elle que le Livre de Dieu. En chemin, elle marchait de son pas régulier et appliqué, la tête baissée, en pleine possession de ses moyens.

Mais un jour, tandis qu'elle marchait, elle leva les yeux à travers les deux trous, et elle le vit sortir d'une maison et traverser la rue d'un pas tranquille malgré le bruit des klaxons. C'était bien lui, elle ne pouvait pas se tromper après tous ces jours.

Ses pieds se clouèrent sur place, et sa main, sous le gant noir, se porta à son cœur. Il se tenait au milieu de la rue, entouré d'un déluge de voitures. Elle eut l'impression qu'il allait tomber et être emporté par les roues. Mais il ne tomba pas. Il continua à marcher de son pas tranquille en direction de la rue du Nil. Un élan de son corps la fit le suivre. Elle savait que c'était une apparition, qu'il n'était pas réel, mais elle le voyait de ses yeux, et tant qu'elle le voyait de ses yeux peu lui importait qu'il fût apparition ou réalité. Ses pieds la portaient derrière lui, dont elle entendait le bruit des chaussures sur le sol. Il la précédait de quelques pas. Si elle l'avait appelé, il l'aurait entendue. Mais elle ne savait quoi lui dire. Il n'avait pas de nom, et ses lèvres serrées sous le voile épais s'ouvrirent pour appeler : - Toi ! - Elle le vit se retourner vers elle et lui faire face. Elle sut que c'était lui, que c'étaient ses yeux, son regard. Et elle l'entendit qui disait : - Qui est-tu ? - La surprise la laissa sans voix, clouée sur place. Il parlait en arabe, pas dans la langue des hiéroglyphes. Elle avait cru qu'il la reconnaissait comme elle l'avait reconnu. Comment, à elle qui le connaissait depuis tous ces jours, pourrait-il demander : qui est-tu ? Elle resta immobile à le regarder, puis baissa les yeux vers le sol. Elle se tint un long moment ainsi, rétractée sous l'humiliation. Après tout cela, il lui demandait qui elle était ? Sa raison ne pouvait y croire. Elle leva à nouveau les yeux pour être bien sûre. Mais il s'était déjà retourné et avait repris son chemin pour se perdre dans la foule.

Le jour suivant, se rendant au bureau, elle garda la tête baissée, mais ses yeux virevoltaient comme deux abeilles derrière les deux trous et dévisageaient les gens. Son esprit lucide lui disait qu'il ne vivait pas aujourd'hui parmi ces gens, qu'il avait vécu sept mille ans auparavant. Mais ses yeux ne cessaient de le chercher. Elle comprenait avec son esprit lucide qu'il existait puisqu'elle l'avait vu ; et tant qu'il existait, elle pouvait le revoir. Le désir de le retrouver à tout prix s'empara d'elle. Qu'il fût fait de chair et de sang ou qu'il fût un esprit désincarné... L'important était qu'elle le vit : qu'il fût corps ou esprit, quelle différence, tant qu'elle pouvait le voir ?

Elle l'attendit à l'endroit même où elle l'avait rencontré la veille, et lorsqu'il apparut dans la rue elle s'élança vers lui - en pleine possession de ses moyens. C'était lui, son visage, ses yeux, son regard humain. Inchangé, sauf une moustache noire qui lui avait poussé au-dessus de la lèvre supérieure. Ses lèvres fermées s'ouvrirent sous le

voile épais sur un mot muet : « Un homme ? » Le mot déjà était impossible à articuler. Jamais de sa vie, auparavant, elle ne l'avait articulé. Elle le voyait comme un humain, un simple humain sans sexe. Mais cette moustache confirmait qu'il... Ses pieds restaient rivés au sol, et sa main, sous le gant noir, s'éleva d'elle-même pour boucher les deux petits trous du voile épais.

Lorsqu'elle enleva sa main de ses yeux, la rue était toujours pleine de monde, mais lui n'était plus devant elle. Elle était toujours là, pleinement consciente, pleine de retenue. Sous son aisselle, la serviette de cuir reposait dans le creux qui sépare le bras de la poitrine, et son extrémité touchait, à travers le voile épais, celle de son sein gauche. Ce contact lui faisait l'effet d'une décharge électrique. Rationnellement, elle avait bien conscience qu'il ne s'agissait que d'une serviette de cuir, contenant seulement un porte-monnaie et une petite statuette de pierre. Mais le contact se propageait de son sein gauche à toute sa poitrine comme un courant électrique.

Ce jour-là, elle rentra à la maison sans sa serviette. Elle l'avait jetée sans l'ouvrir dans un terrain vague, sans rien y prendre, pas même le porte-

monnaie. Elle s'était imaginée que, si elle l'ouvrait, elle allait le voir. Elle craignait à présent de le voir. Elle ne savait pas pourquoi elle avait peur, mais elle tremblait de peur. La peur ne la quitta pas jusqu'au retour à la maison. Elle se retrouva dans son lit. Son esprit lucide lui disait que, n'ayant plus la serviette, elle devait cesser d'avoir peur. Mais la peur ne la quitta pas jusqu'au matin et, le jour suivant, elle la poursuivit dans la rue, au bureau, à la maison, partout. Comme des poussées de fièvre. Une nuit, son père l'entendit gémir faiblement ; elle grelottait comme si elle avait eu la malaria. Il l'emmena chez le spécialiste. Elle prit des médicaments pendant trente jours, mais la fièvre ne tomba pas. La nuit, son père l'entendit parler à quelqu'un, prosternée en prière. Il pensa qu'elle s'adressait à Dieu et Lui demandait Son pardon. Mais sa voix s'éleva et ses paroles devinrent audibles : elle ne priait pas Dieu, elle maudissait le démon avec des mots étranges dans la bouche d'une jeune fille chaste. Il comprit qu'elle avait fait une grande faute qu'elle gardait secrète et inavouée. Il l'emmena voir un saint homme qui savait aider au repentir. Même ensuite, la fièvre ne la quitta pas. Les comprimés prescrits à nouveau par

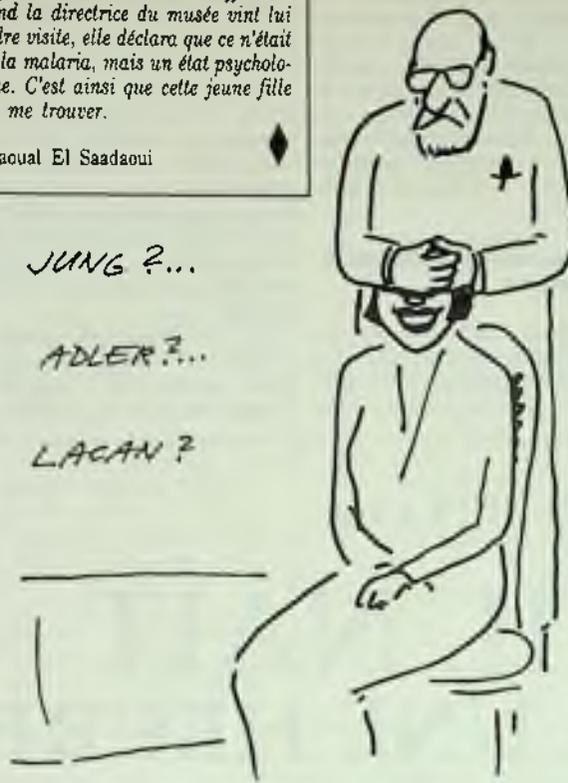
le spécialiste restèrent sans effet. Et quand la directrice du musée vint lui rendre visite, elle déclara que ce n'était pas la malaria, mais un état psychologique. C'est ainsi que cette jeune fille vint me trouver.

© Naoual El Saadaoui

JUNG ?...

ADLER ?...

LACAN ?



Julia Kristeva

A quoi bon des psychanalyses en temps de détresse qui s'ignore ? J'imagine une ville immense, des maisons de verre et d'acier qui touchent le ciel, le reflètent, se reflètent et vous reflètent ; des gens cultivant leur image, pressés, maquillés à outrance, couverts d'or, de perles, de cuir raffiné ; dans les rues à

que, dans le psychodrame. Plotin a dégénéré en... Dallas. En effet, ceux qui habitent la ville d'acier ne manquent pas de drame intérieur, aussi sérieux, dépressifs, névrotiques ou psychotiques que le veut l'inconscient freudien. En échappant à la surface de la performance, on tombe dans la trappe de la psychologie. La psychanalyse a donc du travail devant elle. Car c'est précisé-

ce que devient, ou deviendra, le psyché - qui n'est pas une âme - selon Freud : « Les malades se sentent plus près de leur âme. » Ou encore : « Car si on a la sensation d'être toujours entouré de son âme, ce n'est pas comme d'une prison immobile ; plutôt, on est comme emporté avec elle dans un perpétuel élan pour la dépasser, entendant toujours autour de soi cette sonorité identique, qui n'est

l'acte ni une rumination psychologique dans la crypte imaginaire, mais un trait d'union entre cette rumination inévitable, voire nécessaire, et sa possible élaboration, verbale pour commencer.

Ainsi, cette aggravation de la maladie psychologique qui caractérise le monde moderne, cet « opéra de savon » qui apparaît comme l'envers solidaire de la société de la performance et du stress

KRISTEVA, Julia
Des Chinoises
Des lemmes, 234 p.,
1974
La Traversée des singes
Le Seuil, 1975
Le Texte du roman :
Approche sémiologique
d'une structure
discursive
transformationnelle
Mouton-De Gruyter, 210
p., 1976
Polylogue
Le Seuil, 537 p., 1977
Sémiotique, recherches
pour une sémanalyse
Le Seuil, 384 p., 1979
Le Langage,
cet inconnu :
une initiation à
la linguistique
Le Seuil, 352 p., 1981
Histoires d'amour
Denoël, 356 p., 1983
Pouvoirs de l'horreur
Le Seuil, 256 p., 1983
Au commencement était
l'amour :
psychanalyse et loi
Hachette, 89 p., 1985
La Révolution du langage
poétique ; l'avant-garde
à la fin du XIX^e siècle.
Lautrémont et Mallarmé
Le Seuil, 640 p., 1985
Soleil noir :
Dépression et mélancolie
Gallimard, 1987
Etrangers à nous-mêmes
Fayard, 293 p., 1989
KRISTEVA, Julia
REY-DEBOVE, Josette
UMIKER, Donna Jean
Essais de sémiotique
Mouton-De Gruyter, 641
p., 1971

(1) Du côté de chez
Suzanne in A la
Recherche du temps
perdu.

LES PSYCHANALYSTES EN TEMPS DE DÉTRESSE

côté, la saleté s'amorce et la drogue accompagne le sommeil ou la rage des parias...

Cette ville pourrait être New York, elle ressemble à toute grande ville de demain, à la nôtre...

Que faire dedans ? Une seule chose, vendre et acheter des marchandises ou des images, ce qui revient au même, car ce sont des symboles plats, sans profondeur... Ceux qui peuvent, ou qui essaient, de préserver une vie qui neutralise aussi bien le luxe que l'horreur doivent se ménager un « intérieur » : jardin secret, foyer intime ou, plus simplement et plus ambitieusement, une vie psychique.

Cependant, c'est là que le drame éclate. Cette vie intérieure que l'Occident s'est bâtie au moins depuis Plotin, lequel, au début de l'ère chrétienne, avait transformé le face-à-face de Narcisse avec son image en jonction des mains dans la prière ; cette vie intérieure, qui s'est consolidée dans l'itinéraire spirituel aussi bien que dans le carnaval du Moyen Age, qui s'explicita dans le moi fragile de Montaigne, les passions de Diderot, les méditations de Hegel ou de Kant, s'achève dans le drame psychi-

ment de cet espace comprimé du mal-être psychologique que la psychanalyse freudienne essaie de nous tirer.

Pour parler le langage de la cité prise comme image des temps modernes - ce qui implique qu'il faudrait compter l'histoire sociale parmi les facteurs d'organisation et de permanence de la vie psychique - la psychanalyse transforme l'argent en temps et l'affecte du malheur qu'elle reconnaît, en parole pour autrui. Métamorphose inouïe, qui va à contre-courant de l'économie marchande et de la névrose que celle-ci côtoie, et qui donne un sens à la psychose. Car, de cette prison de l'âme que deux mille ans au moins d'expérience intérieure ont échafaudé, la psychanalyse saisit la naïve vulnérabilité pour y opérer une brèche, faire résonner la polyphonie de nos raisons.

Mieux que quiconque, Proust resume

pas écho du dehors mais retentissement d'une vibration interne.

Permanence du psychisme donc, et échappée sonore de son enclot : Freud nous donne une technique initiale pour opérer cette écoute et cette échappée, technique qu'il nous revient de développer. De notre empathie avec la maladie de l'âme, de notre proximité avec la maladie, nous apprenons à traverser la psyché - sans fin. Le psychique peut être le lieu où s'élaborent et donc se liquident le symptôme somatique aussi bien que la projection délirante : le psychique est notre protection, à condition qu'on ne y reste pas enfermé, mais qu'on le transfère par l'acte du langage en une sublimation, en un acte de pensée, d'interprétation, de transformation relationnelle... Je pose d'ailleurs la question du « psychique » comme acte verbal, ce qui n'est ni un passage à

peut-il être un appel vers la psychanalyse. « Donnez-nous le sens de notre désastre intérieur, débarrassez-nous en », semble dire le désarroi psychologique, cet alter ego de la société du spectacle.

L'enjeu de la psychanalyse est donc de transformer cette prison de l'âme que l'Occident a bâtie comme moyen de survie et de protection et qui, désormais, exhibe son désastre : enjeu thérapeutique en même temps qu'éthique et, incidemment, politique. Cependant, si un appel implicite existe pour que l'opération psychanalytique s'affirme et s'amplifie, cet appel est parsemé d'embûches. Je ne pense pas au danger, toujours présent, de transformer la psychanalyse en normalisation, qui conduira les blessés du psychisme à la réussite sociale : cette dégradation de la cure, notamment américaine, est connue et dénoncée et, même si elle reste une menace, la combattre est plutôt une affaire d'hier à laquelle le présent se doit d'être attentif.

Deux grandes confrontations attendent la psychanalyse de demain quant au problème d'organisation et de permanence du psychisme. La première est sa

KRISTEVA, Julia, éd.
Folle vérité :
vérité et vraisemblance
du texte psychanalytique
Le Seuil, 320 p., 1979

compétition avec les neurosciences : « le comprimé ou la parole », telle est désormais la question de l'être ou du ne pas être. La seconde est l'épreuve à laquelle la psychanalyse est soumise par le désir de ne pas savoir, qui converge avec l'apparente facilité offerte par la pharmacologie et caractérise le narcissisme négatif (dira A. Green) de l'homme moderne.

La dramaturgie des pulsions

On pourrait ainsi résumer schématiquement la position analytique : il existe une vie psychique inconsciente qui obéit à des déterminations et à des

contraintes connaissables et modifiables par l'interprétation à l'intérieur de la relation transférentielle. Certaines de ces déterminations et contraintes sont d'ordre biologique ; les avancées modernes de la neurobiologie et de la pharmacologie permettent d'agir sur le comportement et de modifier des fragments de la vie psychique. Le lien de la cure analytique avec ces interventions est plus actuel que jamais, et il sollicite l'attention de l'analyste différemment dans chaque situation concrète.

Tout à fait logiquement, l'assaut des neurosciences ne détruit pas la psychanalyse, mais nous invite à reprendre et à réactualiser la notion freudienne de

pulsion : charnière entre le soma et la psyché, la biologie et la représentation. La pulsion est le niveau ultime d'organisation et de permanence auquel parvient l'écoute et la théorie freudienne, c'est-à-dire la construction (ou si vous préférez : l'imagination) analytique ; car, en d'autres termes, ce que nous entendons de la biologie est... pulsion : énergie, si l'on veut, mais toujours « porteuse de sens », « relation » à quelqu'un d'autre, fût-ce le moi-même. Par cette double nature (biologique et énergético-sémiotique), la pulsion est déjà, aussi, structure. De la source (organe) au but (satisfaction), sa force ou sa faiblesse trace des contraintes dans lesquelles s'inscrivent les rapports les plus tenaces, parce que les plus archaïques (ontogénétiquement et philogénétiquement parlant) et les plus discordants par rapport à l'expression linguistique. C'est dans cette trame pulsionnelle que va progressivement se modeler un moi et son rapport à un objet. S'il est vrai que la structure du sujet se bâtit précisément à partir des différentes positions du moi vis-à-vis des différentes modalités de l'objet (j'insiste sur ce pluriel aussi bien des moi et des types d'objets qui se forment dans l'intervalle de la pulsion au langage), l'analyste freudien n'oublie pas que cette structure subjective est lourde du destin des pulsions et de leur double nature (biologie et représentation non linguistique). Par exemple, le fantasme, qu'on peut entendre comme le résultat de l'irruption de la pulsion dans la logique sereine du jugement – laquelle s'en trouve ainsi modifiée jusqu'à l'hallucination ou le délire –, vient nous rappeler à sa façon que la pulsion et, par dérivation, l'affect, n'est pas seulement un mythe, mais un facteur d'organisation et de permanence qui module fondamentalement l'activité de penser (de jugement et de parole). De même, pour ne prendre qu'un exemple que je développerai plus loin, l'émoussement affectif, le déni de l'objet, la parole dévitalisée du déprimé. En observant que la dépression désavoue le sens du discours qui est de porter l'éros vers l'objet, nous déduisons que la pulsion destructive (de mort, si l'on veut) rend impossible les liens qui assurent la séparation du moi et de l'objet, et, à la place, érige le sujet mélancolique, Narcisse négatif, maître absolu, non pas d'un objet mais d'une chose mortifère à ne jamais perdre.

En somme, la prise au sérieux du « mythe » de la pulsion conduit en fait, et à partir d'un dépiement imaginaire qui reconstitue la logique de la pulsion, à ouvrir cette fois-ci la contrainte du langage qui, bien entendu, détermine en dernière instance notre qualité d'être parlants. Pour entendre dans ce facteur d'organisation et de permanence qu'est le discours, non seulement les multiples significations, et les sous-entendus ou les présupposés logiques, mais jusqu'à la dislocation même de la capacité de paroles : dislocation (schizophrénique ou mélancolique... les figures varient) qui apparaît, dès lors, comme le témoin privilégié du sens de la pulsion s'ajoutant ainsi à la signification de la parole. Après sa période linguistique, la psychanalyse d'aujourd'hui, et sans doute de demain, attentive, du fait de l'héritage freudien, à la pulsion, (et plus attentive même qu'auparavant sous la pression des neurosciences) déchiffre la

dramaturgie des pulsions par-delà la signification du langage où se travestit le sens pulsionnel. Les indices de ce sens pulsionnel peuvent être translinguistiques : la voix, par exemple, ses intensités, ses rythmes portent souvent l'érotisme secret du déprimé qui a coupé les liens du langage vers l'autre, mais néanmoins enterré l'affect dans le code obscur de ses vocalises où l'analyste ira chercher un désir pas si mort que ça...

On arrive ainsi aux facteurs d'organisation et de permanence qui sont l'objet immédiat de l'interprétation analytique, pour autant qu'ils relèvent de la relation à autrui et s'effectuent dans le langage. À la lumière de ce qui vient d'être rappelé sur le primat du destin pulsionnel, ces contraintes significatives semblent constituer une organisation complexe, hétérogène, dont la formation commence dès le plus jeune âge du sujet, se développe durant son histoire et détermine son destin symbolique.

Polyphonie, Interférences

Consécutives au développement de la linguistique et des sciences humaines dans les années soixante, la notion de structure en psychanalyse, redevable essentiellement à Jacques Lacan, a permis de penser avec plus de précision qu'auparavant l'organisation de ce destin symbolique – de cet « être de langage » – qui préside à la vie psychique. Qu'un discours ou un symptôme qui nous sont confiés puissent être envisagés en tant qu'un ensemble, dont les éléments n'ont de sens qu'à l'intérieur de la relation (ou des relations) qu'ils entretiennent dans cet ensemble, ainsi que dans la relation que le sujet parlant entretient avec son destinataire, en particulier avec l'analyste – voilà qui ne devrait pas surprendre les freudiens. De surcroît, la pratique freudienne avait dévoilé que ce réseau de relations significatives qui caractérisent un symptôme, un discours, un transfert, un sujet, pour être une construction théorique, n'en est pas moins la seule et unique réalité dans laquelle la vie psychique se réalise et se fait connaître et, a fortiori, la seule réalité à partir de laquelle l'analyste, auquel quelqu'un a fait demande en s'adressant à lui, peut avoir la possibilité d'agir pour la modifier. Trois questions semblent surgir à partir de cette position du domaine analytique. Le destin de l'être parlant est-il réductible à la langue et à la parole, ou bien d'autres systèmes de représentation sont-ils à prendre en considération pour penser ses particularités logiques et/ou pour atteindre le véritable niveau psychique où se noue le sens pour le sujet ? Quelles caractéristiques de la parole interprétative peuvent entrer en résonance avec le destin symbolique du sujet pour atteindre jusqu'à son substrat biologique et le modifier ? Si ce pouvoir de la cure analytique existe, comment penser ses limites et son éthique ?

Pour répondre à la première interrogation, le développement de la sémiologie qui a conduit à penser divers systèmes signifiants (code iconique, code musical, etc.) irréductibles à la langue (que celle-ci soit envisagée comme une structure ou une grammaire, une langue ou un discours, un énoncé ou une énonciation) a ébranlé l'impérialisme linguistique. Parallèlement,

Rosa Liksom

« IL NAÎT A UNE HEURE ET QUART... »

Il naît à une heure et quart dans la rue du printemps. Une pièce sans fenêtres, une vive lumière au néon. A trois ans, a cessé de faire pipi au lit et plonge la main dans l'eau bouillante. Sa tante lui a rapporté de Stockholm une fusée télécommandée, on trouve la même ici au grand magasin du centre commercial. A cinq ans, se met à la fenêtre, regarde, voit l'asphalte. La flaque de boue et d'huile. Sa mère a acheté une souris blanche, il la porte dans sa poche. Deux mois après, la laisse tomber dans une casserole d'eau bouillante. La souris est morte. Le repêche avec une cuillère et la jette avec sa bouillie dans la cuvette des W.-C. A sept ans, refuse d'aller à l'école après le premier jour. Demeure sur son lit, un coussin sur la tête, a l'air de ne pas entendre. Puis l'hiver vient. Prend ses skis et s'en va jusqu'au pont de chemin de fer. Tristesse. Regarde les immeubles blancs groupés à la lisière du champ. A huit ans, commence à piquer souvent du chocolat et toutes sortes d'autres trucs dans les super-marchés du centre pour remplir le vide de ses jours et on ne l'arrête pas. A neuf ans, sniffe de l'essence. Peut sentir comment son corps raide se détend. A dix ans, met le feu à l'école. Il a fallu se procurer de l'essence et une allumette. Une semaine après, on l'emmène à l'hôpital psychiatrique des enfants. Reste là, construit des bombardiers de l'armée nazie. Ne parle pas. Le samedi soir, peut regarder la télé jusqu'à onze heures. Puis le printemps arrive. S'assied sur un rocher avec son sac de colle sous le nez, regarde fixement le printemps. Dans le paysage, il y a des figures drôles, des points de toutes les couleurs. Et puis c'est le mariage. Sa mère s'est remariée. A onze ans, a cessé de sniffer, se met aux drogues douces. C'est effi-

cace et de toute façon moins dangereux. A douze ans, vole une voiture. Sort de la route sur le périphérique. Pas de mort, pas même de blessé. Ensuite, c'est l'été, on l'envoie à la campagne : ça sent la merde, la nuit est si calme, peut à peine dormir. A treize ans, arrête les drogues chimiques, se met au vin blanc, le plus dégueulasse qu'il peut trouver, fume des Northern State. Achète un couteau à cran d'arrêt au bureau de tabac, le jette contre la porte pendant deux heures le septième jour de la semaine. Puis l'automne arrive. Ses tennis sont trempés. Laisse tomber le vin blanc, se met à l'alcool fort. Avale tous les hamburgers qu'il peut trouver chez le marchand. A quatorze ans, se bourre de vodka pure. Même pas ivre. Dans le bus qui va de Maunula au centre-ville, s'assied sur la banquette arrière. Espère ne jamais atteindre l'âge de quinze ans. A seize ans, réussit un coup : cambriole l'épicerie du coin. Il y a toujours des cigarettes pendant plusieurs mois, la chambre est jonchée de tablettes de chocolat. C'est l'hiver. Arrête de boire de l'alcool pur. Se met à la bière. Va de plus en plus rarement au centre-ville. Reste le plus souvent à la maison, dans un fauteuil. Fait toutes sortes de constructions en alignant des bouteilles vides. A dix-sept ans, on lui enlève une aiguille. Pourrait se l'enfoncer dans les veines du bras gauche. C'est la neuvième bouteille de bière. N'a pas encore éclaté de rire. L'hiver arrive. S'arrête de manger, de regarder la télé. Tousse du matin au soir. Tuberculose ? A dix-neuf ans, est dans un fauteuil, sa figure est blanche. Laisse son ventre enfler. A attendu le moment qui pointe comme l'aurore où le médecin va lui ouvrir le ventre et verra, vraiment, la destruction de ses organes.

© Rosa Liksom

un retour à Freud et, particulièrement, à la conception freudienne de la *représentation* tient compte d'une pluralité de représentants psychiques : représentation de chose, représentation de mot, représentant pulsionnel, représentation de l'affect. Il en résulte un modèle « feuilleté » de la signification psychique opérant avec des *traces* et des *signes* hétérogènes. L'analyste est tenu de prendre en considération cette polyphonie pour écouter le discours qui lui est adressé à ces divers niveaux linguistiques et translinguistiques (voix, geste, etc.) et repérer vers lequel d'entre eux il fait sens dans le transfert, ici et maintenant.

Dans l'hypothèse idéale, le silence interprétatif devrait faire résonner jusqu'à la conscience du sujet ces différentes structures du sens où se loge son symptôme. Plus directement et plus fréquemment, c'est l'interprétation analytique qui repère les diverses expressions (linguistiques ou translinguistiques) du mal-être et les restitue au sujet. Comment ? En nommant les déterminants familiaux qui, dans l'histoire du développement sexuel, ont abouti à ce symptôme-ci ou à cette structure-ci. Mais souvent, et surtout, en trouvant une *formulation adéquate* qui, mobilisant les affects de l'analyste et ses propres séries de représentations psychiques (de mots, de choses, de pulsions), s'exprime en termes elliptiques ou métaphoriques, condensés. Une véritable *poiesis* de l'interprétation, qui comprend aussi bien la musicalité de la voix que les tropes, et jusqu'à la description - argumentative - du fonctionnement mental, entre ici en jeu. Réalité ultime du transfert et du contre-transfert, cette *poiesis* traverse l'écoute consciente et s'adresse aux représentants psychiques inconscients, notamment pulsionnels, du patient, dont on peut supposer qu'ils voisinent avec les flux neuronaux propres aux systèmes subcorticaux - électriques - ou - humoraux -. La passerelle qui lie ou le hiatus qui sépare les représentants psychiques inconscients du registre neurobiologique sont peut-être infinis, peut-être inexistantes ; mais, pendant que les théories et l'expérimentation en discutent l'exacte relation, la parole interprétative, ainsi structurée en polyphonie linguistique et translinguistique, opère ses effets psychosomatiques.

Ainsi entendue, la violence de l'interprétation analytique ne peut que nous saisir, et la seule demande que le patient nous adresse pour nous autoriser à l'effectuer en semble une mince justification : cette demande n'est-elle pas partie intégrante du symptôme tout autant que l'amorce de son dépassement ? L'éthique de la psychanalyse pourrait se soutenir, alors, de deux exigences propres à la rationalité occidentale à laquelle elle appartient. D'une part, le maintien d'un sens, d'une vérité valable et démontrable dans une situation donnée : c'est le côté « normatif » de la psychanalyse, la « norme » étant dictée par l'état de la théorie analytique et par la place qu'y tient cet analyste-ci. D'autre part, le maintien d'un respect (en guise de liberté) du désir et de la jouissance du patient, qui le rendent apte ou non à accueillir notre interprétation (la structure du patient se manifestant précisément dans sa résistance spécifique à notre interprétation) ; res-

pect qui, parallèlement, met en cause la validité de cette interprétation elle-même et dévoile la jouissance de l'analyste aussi, sous le couvert de la « vérité » de sa construction interprétative. Nul autre discours, dans l'histoire de la rationalité occidentale, n'atteint cette aspiration à équilibrer vérité et jouissance, autorité et mise en cause de celle-ci : un équilibre qui garantit sa vitalité, c'est-à-dire l'immanence de la mort (discours du savoir) et de la résurrection (discours du désir) en elle. La place de la psychanalyse demeure par conséquent dérangeante pour le contrat social, dont Freud soutient qu'il est fondé sur une mise à mort. A ne pas se contenter d'être le père mort du savoir mais, ceci étant entendu et assumé, à se révéler aussi sujet d'un affect, désir ou jouissance, l'analyste démerite des collègues et des académies, mais produit des effets restructurants dans le psychisme de l'autre.

Les différents types de représentations psychiques orientées vers le langage, mais irréductibles à sa structure grammaticale et logique, de même que la bipolarité du transfert-contre-transfert dans laquelle le discours interprétatif est pris, conduisent à considérer chaque situation analytique concrète comme un microcosme spécifique. De telle sorte que, si les notions psychiatriques de « structures » (hystérique, obsessionnelle, schizophrénique, paranoïaque, etc.) peuvent servir d'indices initiaux et rudimentaires au travail analytique, elles ne résistent pas à une micro-analyse attentive à l'hétérogénéité et à la polyvalence des représentants psychiques. De plus en plus, nous sommes conduits à penser des interférences de structures, voire des « états limites » qui, tout en étant des faits cliniques nouveaux attirant l'attention sur l'évolution de la subjectivité et des états psychiques, possèdent surtout l'avantage de mettre fondamentalement en cause la validité des nosographies classiques. Ainsi, l'apparente abstraction de la psychanalyse, attentive à l'expression linguistique et translinguistique des déterminants psychiques, conduit en réalité à *individualiser au maximum la cure*. Chaque cure devient un idiolecte, une œuvre d'art, et la mise en place provisoire d'une nouvelle création théorique à l'intérieur du continent freudien. On peut, dès lors, se demander quelles sont les marques d'appartenance de ces discours à la pensée de Freud et où passe la limite entre fidélité, innovation, dissidence... L'histoire du mouvement analytique, et surtout l'actualité œcuménique des doctrines (freudienne, kleinienne, winicottienne, lacanienne, etc.) indique que, par-delà les malentendus et les impasses, Freud a ouvert une voie à laquelle les novateurs de tous bords sont contraints de se référer s'ils persistent à se réclamer de la psychanalyse. Une voie étroite pour laquelle, d'une part, l'expérience sexuelle est rebelle au langage - le refoulement en résulte, ainsi que la nécessité consécutive d'interpréter à travers la langue les indices de l'inconscient qui s'y dérobe - mais dans laquelle, d'autre part, l'érotisation du langage dans le transfert permet de signifier l'expérience sexuelle et conduit à une levée du symptôme, parallèle à une plus grande puissance des capacités signifiantes du sujet (cette dernière ne préjugant en rien de son adaptabilité,

rentabilité, normalisation, faut-il le souligner ?).

Deux exemples de cure analytique mettent en évidence les propos ci-dessus et signalent deux obstacles typiques à la parole analytique.

La dépression

Une jeune femme de trente ans, Florence, se plaignant de fortes poussées maniaco-dépressives, est venue me consulter après une tentative d'analyse avec un collègue, interrompue parce que ayant aggravé, selon la patiente, l'intensité et la fréquence des cycles. Ayant consulté, avant de me voir, un psychiatre, Florence était sous Imipramine et, son analyste précédent n'ayant pas accepté de poursuivre la cure dans ces conditions, nous avons d'abord entrepris une psychothérapie. Au cours de celle-ci, toujours sous Imipramine, Florence a souhaité s'allonger : au bout de quelques mois, elle a renoncé aux anti-dépresseurs et son analyse a continué sans médicament... Florence affirmait que l'Imipramine diminuait ses excès d'anxiété et lui permettait d'aborder par la parole des situations dramatiques de son enfance et de sa vie actuelle sans tomber dans les états de dépressions graves qu'elle avait connus à plusieurs reprises. Le seuil d'anxiété étant apparemment assez bas chez cette patiente, sa stabilisation par le traitement pharmacologique favorisait la liaison des pulsions et de leurs représentants aux représentations verbales. Toutefois, une certaine distance de la parole de la patiente (par rapport à la pulsion et à moi) résultait, me semblait-il, de ces interventions chimiques qui me paraissaient devoir être nécessaires, mais provisoires. J'y voyais toutefois un autre bénéfice, qui s'ajoutait à la liaison qu'ils favorisaient des pulsions aux mots : l'introduction d'un tiers entre nous (le médicament, le psychiatre) modulait l'exaltation maniaque (Florence n'était pas toute-puissante, moi non plus, il y avait un tiers mais aussi une autre réalité), ce qui permettait d'aborder et son narcissisme et la projection de celui-ci dans l'idéalisation outrée à laquelle Florence souhaitait me vouer. Ainsi, avec un seuil d'anxiété modifié, nous avons abordé plus facilement les mécanismes maniaco-dépressifs que Florence avait mis en place pour faire face à la perte et à la séparation. Une nouvelle relation d'objet s'est établie entre elle et moi, moins catastrophique, moins menacée de l'insupportable danger d'annihilation en cas de séparation réelle ou imaginaire. Cette nouvelle relation d'objet - qui est aussi une nouvelle structure de sujet - une fois consolidée, Florence a abandonné l'Imipramine. Elle a, dès lors, essayé de compter uniquement sur le nouveau réseau symbolique et imaginaire que nous avions construit avec le support « régional » de l'Imipramine, de ne plus s'appuyer sur la chimie, mais uniquement sur les représentants psychiques que nous avions réélaborés et dont la désorganisation la menaçait beaucoup moins.

Pendant la période de l'analyse sous Imipramine, j'ai eu le sentiment que les intensités pulsionnelles étaient équilibrées, mais que le discours était « anesthésié ». Cette impression provient essentiellement du fait que, dans ces conditions, Florence a pu faire des rêves



relatifs à des états d'anxiété jusqu'alors irréprésentables : l'anxiété d'être dévorée et engloutie par sa mère et, par inversion, de dévorer et d'engloutir sa mère ; mais elle provient aussi de ce que ces rêves, tout en étant faits et rapportés (ce qui est déjà une élaboration psychique considérable par rapport au mutisme dépressif antérieur, à la « mort blanche » du signifiant déprimé antérieur), étaient accompagnés de la part de Florence d'un sentiment de distance et d'incompréhension défensives. Maintenant, dans la seconde phase de l'analyse, nous avons pu reprendre et analyser ces mêmes rêves.

Premier rêve : un rêve de repas de noces anthropophagique. La noce ressemble à la photo de mariage de ses parents. Dans le rêve, les invités se dévorent les membres et les têtes ; la scène se déroule dans l'escalier de mon immeuble.

Deuxième rêve : Florence vomit après l'acte sexuel : c'est la tête de sa mère qui tombe dans la baignoire. Ce rêve a précédé de peu le moment où elle est devenue enceinte.

SIGMUND FREUD TRAVAILLAIT EN RIGOLANT !



ET VOUS ?

GREEN, André
Le Discours vivant :
la conception
psychanalytique et
l'affect
PUF, 512 p., 1973
PROUST, Marcel
A la recherche
du temps perdu
1. Du côté de
chez Swann ;
A l'ombre des jeunes
filles en fleurs
Gallimard, Pléiade,
1056 p., 1954

PLOTIN
Les Ennéades
Johnson réprints,
Paris, 1857

C'EST AU MÉDECIN QU'ON VAIS PARLE!
DÉTENDEZ VOUS!



BOURGUIGNON, André
COTET, Pierre
LAPLANCHE, Jean
ROBERT, François
Traduire Freud
PUF, 379 p., 1989

GOLDSCHMIDT
Georges-Arthur
Quand Freud voit la mer :
Freud
et la langue allemande
Buchet-Chastel, 222 p.,
1988

FREUD, Sigmund
Œuvres
t. 13, 1914-1915, PUF,
346 p., 1988

FREUD, Sigmund
(aux éditions Gallimard)
Nouvelles conférences
d'introduction à
la psychanalyse
272 p., 1984

Sigmund Freud
présenté par lui-même
142 p., 1987

La Question
de l'analyse prolifère
206 p., 1986

Vue d'ensemble
des névroses de transfert
209 p., 1986

Le Délire et les Rêves
dans la Gradiva
de W. Jensen
269 p., 1986

Trois essais
sur la théorie sexuelle
216 p., 1986

L'Inquiétante Étrangeté
342 p., 1988

L'Homme Moïse et
la religion monothéiste
256 p., 1986

Un souvenir d'enfance
de Léonard de Vinci
1988

Sur le rêve
145 p., 1988

Le Mot d'esprit et
sa relation à l'inconscient
442 p., 1988

FREUD, Sigmund
Essais de psychanalyse
Payot, 288 p., 1987

LACAN, Jacques
Œuvres
Le Séuil, 2 vol.,
1970, 1971

Comment avons-nous repris ces rêves ? Devenue mère au cours de l'analyse, et continuant sa cure sans le recours médicamenteux, Florence avait développé un autre symptôme : la peur de ses fantasmes d'assassiner sa fille. Elle me répétait inlassablement comment ses fantasmes l'habitaient, lancinants et exténuants, comment elle ne se sentait pas vraiment capable de passer à l'acte, mais comment cette ruminant fantasmatique était épuisante pour elle.

Je dis : « Assassine - bassine - assimiler. » Dans cette interprétation très condensée, d'une poésie tragique ou grotesque, Florence parvient à retrouver le sens pulsionnel et la signification symbolique de ses deux rêves d'autrefois et à les lier à son angoisse actuelle. L'envie d'assassiner sa fille est le retour de l'envie d'assimiler (dévorer) l'Imprimine, mais, pour commencer, la tête et les membres (sein, bassin) de sa mère (le rêve cannibal) qu'elle a su cracher dans une bassine (rêve du vomissement) pour laisser place à un enfant à elle (être enceinte, faire habiter son propre bassin). Le sens pulsionnel de ces rêves opérerait auparavant dans son psychisme en repoussant les symptômes dépressifs, ne serait-ce, par exemple, que par la formation des rêves rapportés qui se substituaient au mutisme mélancolique. Mais ce sens pulsionnel n'accédait pas à la signification de la parole. Mes interprétations ne provoquaient pas d'associations. Il est devenu maintenant une signification symbolique, une élaboration.

« Assassine - bassine - assimiler ». La « vibration interne » (dirait Proust), car c'est ainsi que je considère mon interprétation, a résonné depuis les représentants pulsionnels indicibles, mais angoissants et déprimants, jusqu'à l'explicitation verbale que la patiente, soutenue par les indices de mon interprétation, a pu faire elle-même : une explicitation de la structure de sa dépression et de son envers maniaque. Ce n'est pas sa fille que Florence veut assassiner, elle veut se débarrasser de l'image de la fille qu'elle est elle-même, fille assassine-cannibale qu'elle croit être, assimilant-dévotant-vomissant sa mère pour se venger de sa paralysie infantile (immobilité du bassin), qui l'avait sérieusement handicapée dans sa petite enfance et éloignée de sa mère (on surinvestit souvent l'oralité pour capturer un objet qui échappe à une motricité défaillante).

Mon jeu de mots, inscrit dans la dynamique du transfert et le travail explicatif-argumentatif que nous avons fait, est le résultat d'une empathie avec cette économie pulsionnelle : d'une iden-

tification avec la blessure narcissique, les difficultés motrices, la voracité orale, et avec des tentatives maniaques de se venger, par dévoration-expulsion, de la chose dépressive pour laquelle il n'y a pas encore de signes linguistiques, mais simplement des écholalies porteuses d'intensités pulsionnelles. En réintroduisant par mon interprétation cette économie pulsionnelle dans le langage désinvesti de l'assassinat (Florence veut tuer, mais elle se sent détachée, comme à distance de ce désir néanmoins obsédant), je revitalise le langage en même temps que le transfert, mais aussi l'analysante elle-même, en rappelant le temps et l'histoire du fantasme archaïque de dévoration et sa fonction de compenser la blessure narcissique provoquée par la motricité défaillante.

De ce fragment d'analyse, je voudrais mettre en évidence quelques points qui me paraissent essentiels pour la psychanalyse d'aujourd'hui et, pourquoi pas, de demain :

- L'interférence avec la pharmacologie, dont l'impact me semble devoir se développer dans deux directions. Premièrement, de plus en plus de patients auront un traitement mixte (pharmacologique et psychanalytique), qui nécessitera l'appréciation exacte des effets des médicaments et de l'interaction avec le transfert. Secondement, une information du public s'impose pour mettre en évidence l'énorme champ de malaises psychiques non ciblé par la pharmacologie, et qui réactualise la nécessité de la cure psychanalytique stricto sensu : ce qui veut dire, d'une analyse de plus en plus fine de l'appareil psychique dans le transfert de la traductibilité des pulsions aux mots.

- Le « signifiant de la mort » apparaît d'emblée à l'écoute par l'analyste de la parole déprimée dans le *déni du signifiant* par le patient (parole « dévitalisée », ralentie, désinvestie, monotone ou accélérée, mais effacée, « nulle ») et dans la dévalorisation du langage comme vecteur du transfert.

- Toutefois, le désir et les déterminants du symptôme qui ne parviennent pas à être signifiées dans la parole semblent avoir déposé ou codé leur sens dans le registre pré-verbal (voix, intonation) ou dans l'homophonie qui donne lieu au jeu de signifiant, à une écholalie.

- L'interprétation analytique pourrait devenir pour un temps complice de la « régression » et du « holding », en se faisant l'écho de ce sens-là, tout en se donnant essentiellement comme un trait d'union vers la mentalisation et les formulations conscientes du trauma d'abord, des désirs ensuite, dans un langage pour l'autre.

- La dépression semble s'être organisée à partir d'une relation à l'autre qui n'est pas séparée du sujet déprimé, mais demeure sous son emprise comme sa chose : innommable et mortifère (on retrouve cette réunion symbiotique avec le paradis non perdu dans les « noces du suicide »). Or, cette relation d'objet spécifique est codée certes dans le « contenu », mais aussi dans la « forme » du discours déprimé : la relation d'objet et la structure du discours sont au même titre des déterminants (facteurs d'organisation et de permanence) de la dépression ; en conséquence, l'intervention analytique porte ou devrait porter (par sa signification et par sa forme) sur ces deux facteurs de permanence du psychisme du sujet (*l'objet* et le *discours*).

La perversion

Fréquente, actuelle et particulièrement résistante à l'analyse, la perversion m'intéresse ici pour les raisons suivantes :

- La satisfaction narcissique par un objet partiel, qui caractérise la perversion, comporte comme équivalent un discours fétiche : exhibitionniste, ce discours connaît tout et ne veut rien savoir.

- La survalorisation de la parole fonctionne comme une résistance à l'analyse : les affects sont clivés du discours qui relate le fantasme pervers, et cette isolation perdue même lorsque le fantasme est communiqué à l'analyste dans l'intention inconsciente de l'inclure dans l'économie sado-masochique du patient.

- Il peut se révéler dès lors nécessaire de faire advenir l'image et les représentations de l'acte pervers comme possibles dans le transfert ; une telle actualisation du scénario pervers dans la cure mobilise les intensités des représentants pré-verbaux de l'affect ou de la pulsion, et constitue une précondition à leur « traduction » dans la parole interprétative.

Didier est venu en analyse en se plaignant de son incapacité d'avoir des relations sexuelles satisfaisantes. Il est apparu très vite que sa sexualité était voyeuriste et exhibitionniste, masturbatoire, les scénarios sado-masochistes provoquant le maximum de plaisir lors de ces contemplations à distance. Didier faisait de la peinture pour lui-même : il n'avait jamais exposé, sauf... pour sa mère, quand elle était vivante. Depuis la mort de son « public », l'appartement maternel a été fermé et Didier n'a plus osé y toucher ni pour le voir ni pour le vendre. Son discours sur le divan était volubile, il savait tout, n'attendait rien de moi : parole masturbatoire d'un pouvoir infantile exhorbitant ; il ne parlait de ses rituels que comme s'il lisait le script d'un metteur en scène qui expose à froid les actes d'autres personnes, des acteurs qu'il surveille de loin. J'ai eu le sentiment - ou la conviction contre-transférentielle - que le secret de Didier gisait dans l'appartement maternel, mais aussi dans un *discours secret* qui encryptait les pulsions et les affects et ne les laissait pas apparaître dans la parole. La parole de ce patient était coupée des affects - ses affects étaient invisibles dans la parole. Aussi acceptai-je de voir les œuvres de Didier : des collages de posters découpés, des couleurs les couvrant ou les barbouillant, des plages blanches... La voix de Didier

s'agit, devint plus vive. Son discours sur les tableaux qu'il me déroulait, couché sur le divan, ou dont il me donnait un exemplaire photographié pour que je suive son exposé explicatif, était toujours un discours neutre, technique, esthétique. C'était à moi de donner la signification perverse de cette exhibition : de ces organes coupés, de ces matières fécales. J'ai permis à Didier une certaine mise en acte perverse dans la cure - montrer ses tableaux - et j'ai greffé sur cette démonstration le discours de la perversion qui lui manquait. Il a accepté ce fantasme pervers - le mien ou le sien ? - et, sa capacité fantasmagorique se trouvant ainsi déverrouillée la fantasmagorie de Didier s'est substituée peu à peu à ses passages à l'acte, qu'elle n'a pas éliminés complètement, mais par rapport auxquels il ne ressent plus une dépendance exténuante, car il a pu les intégrer, les élaborer, par son discours, dans une nouvelle structure psychique plus complexe.

Le facteur d'organisation et de permanence de la perversion serait une relation à l'autre réduit à être l'agent du plaisir sado-masochique du sujet qui assure ainsi son omnipotence. Le discours qui en résulte, tout en comportant les caractéristiques logiques et grammaticales de la parole normative, n'a pas de valeur heuristique ni communicative, car le sens inconscient qu'il véhicule par-delà ses apparences réside dans la neutralisation de l'autre (de l'analysante) et dans sa réduction en objet-fétiche de la mégalomanie perverse. Entrer dans le jeu de cette détermination inconsciente suppose un démontage de la parole-fétiche. Un investissement du scénario-image, mais aussi de l'acte comme véritable « langage réel » du pervers. Par la suite seulement, il pourrait être possible de redonner à la parole (et à la relation à l'autre) sa dimension polyvalente, heuristique et communicative, où se déploierait, à l'issue du processus analytique, la complexité du sujet (et non le retranchement du pervers).

Parler une histoire

Dans la mesure où la mise en place du transfert dépend du désir de savoir, de se savoir et de se transformer en vue d'un mieux-être, il est permis de se demander si une telle disposition subjective n'est pas historiquement déterminée. De l'exigence éthique du Dieu juif au mystère trinitaire de la subjectivité chrétienne, et jusqu'au « que sais-je ? » de Montaigne dont le moi dédoublé préfigure déjà à maints égards celui de Freud, les formes varient de ce désir subjectif pour l'autre et la vérité, sur lesquels ont pu se fonder l'histoire occidentale et la psychanalyse elle-même comme sur une appropriation infinie de la mémoire pour une nouvelle histoire du sujet malade de ses symptômes. En revanche, le comblement de la misère narcissique, qui accompagne la crise moderne des valeurs, semble plutôt aller à l'encontre d'une telle curiosité psychique, sans laquelle aucune mutation subjective n'est envisageable.

La psychanalyse se situe à contre-courant de ce confort moderne qui signe la fin, non pas de l'histoire, mais de la possibilité de parler une histoire : confort et fin dont, cependant, on aperçoit désormais la saturation ainsi que la

critique et le rejet.

Toutefois, la technique analytique ne saurait ignorer ce repli narcissique et ce déclin du désir de savoir : elle se doit de les reconnaître, de les accompagner et, ensuite seulement, d'essayer de les dépasser vers cette forme nouvelle de la connaissance de soi que Freud a inaugurée en intégrant la « maladie » au sein même du psychisme et en faisant de la vie psychique une construction-destruction interminable. L'approche analytique de la dépression et de la perversion, parmi d'autres symptômes « modernes », peut être considérée comme un exemple de l'élargissement

du champ analytique jusqu'aux frontières où il rencontre les plus grandes résistances.

Aujourd'hui même, et plus encore demain, la psychanalyse me paraît être cet art – je concède : cet artifice – qui permet aux hommes et aux femmes de la cité moderne, lisse, hautaine, payable et payante, de préserver une vie, tant il est vrai que, pour l'être parlant, la vie s'éveille et s'éteint avec et à partir de la vie psychique, où la parole est l'axe d'une dynamique hétérogène. Freud ne nous ouvre pas seulement, avec la psychanalyse, un refuge contre la société du spectacle et de la consommation.

En reconnaissant et en intégrant la logique de l'échange monétaire, la psychanalyse freudienne subvertit la cité aliénante pour en permettre une métamorphose. Sinon, qu'est-ce qui pourrait bien changer entre le cristal des tours argentées, l'implacable banalité des banques et le destin programmé jusque dans le code génétique ? Pour les raisons ci-développées, la psychanalyse pourrait être demain, peut-être, l'un des rares lieux préservés pour le changement et la surprise, c'est-à-dire : pour une vie. Elle tiendra compte des facteurs de permanence (de la biologie aux pulsions et au langage) psychique, mais

elle accompagnera aussi ceux qui désirent les modifier ; car, fidèles au scepticisme de Freud et cependant attentifs aussi à la plasticité du discours psychique, nous maintenons que cette modification est possible.

◊ Julia Kristeva

Lars Gustafsson

Lorsque Benjamin, qui a maintenant cinq mois, joue avec des cubes, il enfonce toujours au moins deux doigts dans sa bouche en même temps que le cube. Si le résultat de cette opération paraît le satisfaire, ce qui n'est pas toujours le cas – parfois il jette le cube loin de lui comme si ce dernier l'avait gravement offensé –, il se met ensuite, plusieurs minutes durant, à enfourmer alternativement dans sa bouche le cube, puis les deux doigts.

Tout ce comportement me paraissait assez peu pratique, pour ne pas dire irrationnel, jusqu'à ce que je comprenne ce que cet exercice signifiait réellement. L'asymétrie de perception entre les cubes dans la bouche et les doigts dans la bouche représente justement la différence entre les parties de son propre corps et le monde extérieur. Sur son doigt, il sent se refermer énergiquement ses petits mâchoires dépourvues de dents, autour du cube il ne les sent pas. Les doigts sont le « moi », les cubes sont le « monde ».

Il s'agit donc là de cette lente élaboration de la distinction entre ego et monde extérieur dont parle Anna Freud, et qui, apparemment, se développe au début comme de petites îles dans la mer tumultueuse de l'incompréhensible.

Dire d'une chose qu'elle n'existe pas équivaut à dire qu'elle est une autre chose –, écrivent Arnauld et Nicole dans la Logique de Port-Royal. En ce sens, on peut dire que l'expérience des cubes et des doigts introduit réellement une négation originelle dans la conception du monde de Benjamin. Une *negatio primitiva*, comme l'appelleraient les logiciens du Moyen Âge. Une négation qui exclut quelque chose d'un concept et le reporte sur un autre. A la différence de la *negatio absoluta*, le néant total, concept beaucoup plus complexe qui, chez Hegel, est identifié avec l'universel concret.

L'association entre les doigts dans la bouche et la perception par la bouche de ces mêmes doigts me fait penser à un détail incorporé à de nombreux programmes d'initialisation des ordinateurs modernes. Si l'on sort du programme, il est possible d'aller chercher le programme suivant en mémoire. Mais si celle-ci ne contient aucun autre programme, le programme se trouve automatiquement lui-même : je pense donc je suis.

L'expérience vécue par Benjamin du doigt qui « répond » lorsqu'on le met dans la bouche, tandis que le cube « ne

répond pas », peut être considérée comme une sorte de cogito cartésien. On pourrait dire que la bouche, ou plutôt les petites gencives sans dents, se découvrent elles-mêmes par l'intermédiaire

momentanément caché ne disparaît pas mais reste là où il est lorsqu'il est dissimulé par un autre ? En d'autres mots, qu'il semble exister une certaine constance de l'être en-soi ? Les filtres

LE MONDE SELON BENJAMIN

du doigt, elles s'y reflètent, tandis que les cubes ne le peuvent pas de la même manière. Une partie du monde peut être pliée en son milieu comme une feuille et, bientôt, les deux moitiés se reflètent l'une l'autre.

Ce que nous pouvons manipuler, nous l'appellerons « moi ». Ce dont nous n'obtenons aucune image, nous l'appellerons « monde ».

Se rend-on compte du fabuleux effort de la faculté d'abstraction qu'exige la constatation que les doigts sont aussi « monde » !

La passoire

Au début du huitième mois, Benjamin choisit tout seul trois jouets qui, manifestement, le fascinent et l'occupent de manière très particulière. Le premier est le fond perforé d'une vieille boîte à savon en plastique vert. Le deuxième est une boîte en plastique, pleine de trous, qui a servi pour répandre des cristaux de désinfectant dans une piscine. Le troisième jouet est la passoire de la cuisine.

Longtemps, Benjamin reste assis par terre à jouer avec eux, il les tourne et les retourne et, de temps en temps, les lève vers la lampe. Leur point commun est naturellement que tous trois sont en partie transparents. On peut à la fois les voir en tant qu'objets et distinguer, au-delà, d'autres objets. Benjamin s'amuse beaucoup avec eux.

Quel rôle jouent-ils pour lui ? Je suis persuadé qu'ils l'aident à structurer son monde, mais de quelle manière ?

La découverte est-elle qu'un des objets

ne voit totalement un citron – dans la mesure où il n'a pas été observé dans toutes ses différentes épaisseurs. Et même si nous essayions de le décortiquer couche par couche à l'aide d'un couteau de cuisine préalablement très bien affûté, l'expérience ne serait jamais complète. Nous ne voyons pas l'objet, nous en distinguons des indices. La pièce de monnaie presque toujours ovale qui glisse sur les comptoirs des boutiques est l'indice de la pièce de monnaie circulaire que nous pensons posséder. La série de cercles jaunes de plus en plus larges et contrastant durement sur l'arrière-plan vert du court de tennis est l'indice de la balle que je vais bientôt renvoyer.

La passoire de Benjamin, du fait de sa transparence, devient un objet intéressant puisque, l'espace d'un instant, il semble nous offrir réellement la possibilité de feuilleter parmi les choses. Tout en étant entièrement disponible pour Benjamin (ou faisant semblant de l'être), la passoire révèle quelque chose des objets situés au-delà. Et ceux qui sont pris sur le fait pourraient bien, à leur tour, être perforés et, dans d'autres circonstances, nous permettre de prendre sur le fait une nouvelle couche d'objets derrière eux.

La mère et la fraise

En de tels instants, le petit garçon assis par terre dans la cuisine et qui tourne et retourne la passoire dans ses mains soupçonne-t-il l'existence possible d'une hiérarchie infinie d'objets s'estompant l'un l'autre en un monde sans failles. Chacun d'entre eux étant une couche d'eau claire et transparente qui coule sans cesse sur les fonds obscurs de ce monde ? – La nous d'Anaxagore, la Raison transparente et permanente.

GUSTAFSSON, Lars

Le Poète masqué et démasqué : étude sur la mise en valeur du poète sincère dans la poésie du classicisme et du préromantisme
Uppsala universitet, 165 p., 1968

La Mort d'un agriculteur

Presses de la Renaissance, 204 p., 1983

Le Silence du monde

Rosas, éd. bil., 49 p., 1984

Strindberg et l'ordinateur

Presses de la Renaissance, 182 p., 1984

Musique lunébre

Presses de la Renaissance, 188 p., 1985

Les Trois Jours de

Bernard Fov
Presses de la Renaissance, 410 p., 1986

La Véritable Histoire

de M. Arnauld
Alina, 166 p., 1986

Une odeur de laine

mouillée
Presses de la Renaissance, 232 p., 1987

Préparatifs de

fuite
Presses de la Renaissance, 272 p., 1989



RENTREZ ? POURQUOI RENTREZ ?
JE NE SUIS PAS MAL ICI, DOCTEUR.

ARNAUD, Antoine
NICOLE, Pierre
La logique ou l'art
de penser
Vrin, 440 p., 1981

DDLTO, Françoise
La Cause des enfants
LGF, 638 p., 1986

BERKELEY, George
De l'obéissance passive
Vrin, 108 p., 1983

FREUD, Anna
L'Enfant dans la
psychanalyse
Gallimard, 390 p., 1976

WINNICOTT, Donald
Wood

Jeu et Réalité
Gallimard, 240 p., 1975

La Consultation
thérapeutique et l'enfant
Fragment d'une analyse
Payot, 1983

De la pédiatrie
à la psychanalyse
Payot, 384 p., 1987

Processus de maturation
chez l'enfant
Payot, 272 p., 1987

La Petite Pigalle :
traitement
psychanalytique
d'une petite fille
Payot, 192 p., 1987

Conversations ordinaires
Gallimard, 308 p., 1988

HUSSEIN, Edmond
Méditations
cartésiennes
introduction à la
phénoménologie
Vrin, 136 p., 1969

Idées directrices
pour une
phénoménologie
Gallimard, 567 p., 1985

Lorsque l'on donne pour la première fois à Benjamin une fraise ou une groseille, son petit visage est un spectacle remarquable. Cela commence par un scepticisme intense qui, tel un nuage d'orage, s'étend de la commissure des lèvres à ses oreilles. Puis cette phase de scepticisme se transforme en une expression vide, intravertie, d'expectative que l'on ne voit nulle part ailleurs que sur le visage de certaines madones de Paolo Veronèse. La phase de contemplation intense se transforme ensuite soit, dans le cas de la fraise, en un sourire content, soit, dans le cas de la groseille, en un crachement destiné à vider la bouche.

L'expérience ne peut pas être répétée de nombreuses fois, car, dès la troisième ou quatrième fraise, la jouissance revêt un caractère de routine. Le jeune gourmet ouvre déjà complaisamment la bouche comme un oisillon, parce qu'il voit déjà que c'est bon. Pour pouvoir à nouveau vivre cet état primordial, fantastique et très spécial, où jouissance et dégoût ne sont pas encore revêtus de leurs habits conventionnels, mais où leur totalité s'esquisse sur le petit visage étonné, il faut tout reprendre depuis le début, avec une mère par exemple.

A onze mois et demi, Benjamin est nettement plus mobile ; il grimpe un peu dans les escaliers et fait même parfois quelques pas hésitants jusqu'à ce que, surpris par sa propre autonomie, il prenne peur et s'asséye.

En dépit de tous ces déplacements, et de l'élargissement consécutif du monde extérieur, il semble encore que le riche espace intérieur, qui a longtemps été la plus importante source d'apprentissage de l'enfant, la bouche, joue toujours le rôle principal dans son élaboration cognitive du monde.

Mais il ne s'agit plus maintenant de simples associations, de préciser la différence entre être en-soi et être pour-soi comme il le faisait à trois mois en alternant un doigt, un cube et un ensemble doigt-cube dans la bouche.

L'oscillation contemplative entre jouissance et dégoût se transforme maintenant toujours en décision : garder ou recracher. Ouvrir ou fermer. Fraise et anti-fraise.

On imagine aisément que ce que Benjamin délègue à sa bouche est un acte très proche de la plus élémentaire des opérations logiques : la négation. Et la négation qui fait maintenant, lentement et en hésitant, son entrée dans sa conscience n'est pas la négation universelle, la dénégation de toute connaissance, le reniement de toutes les particularités, qui marquait dans les premiers mois son comportement à l'égard des cubes, des cuillers et autres objets d'un monde impénétrable. Cela commence à ressembler à la négation primitive de la scolastique. Lorsque la mère est recrachée, ce n'est pas parce qu'elle est étrangère, et qu'elle appartient au monde d'une manière générale et non à Benjamin. Elle est recrachée pour une raison spécifique. On pourrait l'exprimer en disant que la mère est recrachée parce qu'elle n'est pas une fraise. Ce champ logique nouvellement conquis se retrouve dans deux autres zones du monde de Benjamin.

Tout d'abord, il a commencé à s'énerver, à vraiment se fâcher même, face aux portes fermées. Lorsque je le vois, par exemple, ramper à toute vitesse

vers la porte un instant ouverte du placard de la cuisine où sont rangés tous les produits d'entretien dangereux, je m'élance au-devant de lui et réussis à refermer la porte devant son petit nez. Ce genre d'épisode, que, vers l'âge de six mois, il acceptait généralement avec le plus grand calme, le rend maintenant réellement furieux. Il sait qu'il est mis à l'écart de quelque chose de spécifique, d'intéressant, de riche, d'agréable et d'inconnu, et il en souffre. Un autre exemple similaire est la lampe de bureau à l'assaut de laquelle il se lance régulièrement.

Lorsque je le capture et que j'emporte soit Benjamin loin de la lampe, soit la lampe loin de Benjamin, sa bouche prononce déjà une formule rituelle qui, dorénavant, marquera le sens logique qu'il va conserver toute sa vie : celui de la privation. Cela ressemble à nu-nu-nu et doit bien entendu signifier non. Et cette formule, qu'il emploie désormais aussi lorsqu'il a faim ou froid ou qu'il est fatigué, oui, même lorsqu'il est tout simplement ennuyé, signifie soit qu'il dit non à quelque chose, soit que quelque chose lui a dit non.

Mais dans les deux cas, que Benjamin ne distingue sans doute qu'à peine l'un de l'autre, c'est la négation qui est spécifique. Elle possède un visage, pourrait-on dire, à la différence du négatum de la négation universelle qui, comme Dieu, n'a pas de visage.

La mère est antithèse de la fraise.

La baguette touche

Dans les solennités de son premier anniversaire, Benjamin a reçu un petit xylophone. L'entendre en jouer laisse peu d'espoir sur son avenir de soliste. Son air préféré tient à la projection brutale de tout l'instrument sur le carrelage de la cuisine ; surpris, il jouit du puissant accord qui en découle.

Le xylophone est accompagné d'une baguette de bois, jaune, de dix centimètres de long, pourvue d'une petite boule à une extrémité et d'une plus grosse à l'autre bout. Appelons-la simplement baguette. Au cours des semaines qui suivent, cette baguette va jouer un rôle important dans la vie de Benjamin. Il s'en sert pour reconnaître les intervalles entre chacun des éléments du radiateur. La baguette peut aussi être jetée dehors par l'étroit interstice de la fenêtre ouverte à l'espagnole. Et elle parcourt le grillage à petits carreaux de la clôture, lorsqu'on longe celle-ci en portant Benjamin dans les bras.

Comment doit-on caractériser cette baguette ? Comme un prolongement de sa main ? Ce n'est pas vraiment correct. Car la sensation dans la baguette n'est pas celle d'une main vivante. La baguette vibre contre le grillage, se glisse dans le radiateur, mais elle n'éprouve ni l'un ni l'autre avec les perceptions d'une main vivante ; elle communique.

Elle est à la fois main et pas vraiment main ; elle est en même temps monde extérieur et pas vraiment monde extérieur. On pourrait peut-être décrire sa fonction en disant qu'elle est un messager, un interprète, un médiateur, un ambassadeur du monde extérieur délégué à la main et un député de la main auprès du monde extérieur.

Le célèbre Winnicott a introduit le

terme d'« objet transitionnel » pour définir les petites poupées ou animaux que les enfants utilisent comme substituts d'eux-mêmes durant une certaine période de l'élaboration de leur sensibilité émotionnelle. Ils apparaissent un peu plus tard. La baguette de Benjamin est plus un objet de communication qu'un objet transitionnel.

Benjamin ne tarde pas à comprendre que la baguette peut servir non seulement à toucher, mais à indiquer. Il indique ainsi les objets qui lui semblent intéressants (surtout ceux qui bougent) et utilise la baguette comme un doigt jusqu'à ce que, au bout de quelques jours, il découvre que le doigt remplit la même fonction que la baguette.

Le doigt indique

Il me semble que cette transition du contact à l'indication signifie un pas beaucoup plus important qu'il ne semblerait au premier abord. Toucher un objet, c'est élaborer un contact de cause à effet avec lui, une tentative de reconnaissance ou d'influence sur celui-ci. Nous touchons, non sans crainte, l'insecte paralysé par la peur pour voir si, éventuellement, il va remuer. Toucher quelque chose signifie obligatoirement une chose : l'objet existe.

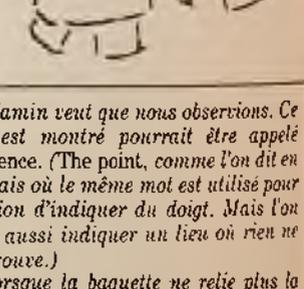
Et c'est en cela que le passage du toucher à l'indication est si fondamental. L'indication n'implique pas forcément la présence de l'objet. L'acte serait plutôt... comment pourrait-on qualifier cela ? Benjamin appelle ça « gade », et ce « regarde » n'est pas seulement l'invitation signifiée proprement dite, mais quelque chose de beaucoup plus substantiel. « Regarde » signifie, pourrait-on dire, que l'objet sans substance observé a pris la place de l'objet touché. L'ignorance d'un philosophe âgé de cinquante ans est, pour ce qui concerne la signification véritable de ce « regarde », exactement la même que celle de Benjamin.

La différence entre Benjamin et le philosophe est que ce dernier a appris à appeler « objet intentionnel » ce que Benjamin appelle « regarde ». Si j'essaie d'attraper à temps le train de huit heures pour Uppsala, alors qu'il n'y a pas de train à cette heure-là ce jour-là pour cette destination, c'est que j'ai essayé de joindre un « objet intentionnel ».

Ce « regarde » peut être considéré comme une forme généralisée de la signification.

La signification a-t-elle un rapport avec l'existence ? Non, absolument pas, disent Meinong et Husserl. Ce que Benjamin appelle « regarde », Husserl l'appelle noema. Ce que nous indiquons du doigt ne peut jamais être l'objet en-lui-même. Oh non ! dit Gustav Bergmann. S'il existe quelque logique, il doit y avoir identité des deux. Qui essaie d'attraper un train ne court pas après une idée. (Montrer quelque chose, c'est montrer cette chose, pourrait-on dire pour résumer cette dernière opinion). Et le débat continue sur cette question, l'une des plus étonnantes, des plus générales et des plus supra-personnelles qui soit dans toute la philosophie.

Montrer du doigt, c'est donner un sens au monde, charger de sens le champ d'observation. C'est justement là qu'il faut rechercher, là que se trouve ce que Benjamin veut obtenir, ou ce que



Lorsque la baguette ne relie plus la petite main et l'objet, lorsque la baguette a pour ainsi dire été intériorisée, Benjamin a franchi le pas, est entré dans le monde des entités abstraites. Celui où il va désormais vivre, qu'il le veuille ou non.

© Lars Gustafsson

Guy, lui, il sait. Il est lui-même pompier bénévole.

- Ce sont des lapins qui mettent le feu -, dit Guy.

Il écoute le sapeur-pompier (1) en silence. Ils savent tous les deux ce qui les attend. Un samedi pareil, vers la fin du mois d'août, personne ne pense à rien d'autre. Pas un nuage dans le ciel, pas une goutte de pluie depuis trois mois, et le vent qui se lève peu après midi, le mistral. Ils le savent tous, c'est pour maintenant. Les sirènes sonnent entre les montagnes comme une bande de chiens hurlants.

Une fois veut dire incendie, dit Guy. Deux fois : accident de la route. Trois fois : tremblement de terre. Quatre fois c'est la guerre. Il écoute le pompier en silence.

ment les versants, alimentées par le vent qui, lui-même alimenté par le manque d'oxygène du feu, souffle de plus en plus fort. Le cercle vicieux. Les personnes âgées s'en souviennent justement. Feuersturm über Hamburg, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants en fuite, aspirés par le feu. Le lendemain, il ne restait que leurs pieds, toujours chaussés. Des centaines de chaussures de toutes les tailles, prises dans l'asphalte fondu.

Il s'en souvient. Il fait partie de ceux-là, assez vieux. Et génération échaudée craint l'eau froide. Il se sent néanmoins partagé entre l'espoir que ça va s'arrêter et le désir démoniaque que ça continue, que ça empire. Il n'est pas seulement aufrui, il est aussi spectateur. Il ne doit pas seulement supporter cela et souffrir, il doit voir aussi. A présent, il voit les

quelques lapins exige maintenant des bombardiers pour être combattu. Pourquoi ne viennent-ils pas ? Pourquoi ne sont-ils pas déjà là ?

Les canadiens (2). Stationnés à Marignane, l'aéroport de Marseille, ils sont à une demi-heure de vol. On s'en est plaint, mais ils doivent aussi servir les incendies de forêt à l'ouest de Marseille. Enfin, il aperçoit les six bimoteurs maladroits. Ils arrivent de l'ouest, en formation. Chaque heure de vol coûte environ trente mille francs et on a envoyé toute l'escadrille. Il les voit s'engager en cercle à l'abri des flammes car, comme les pompiers, ils doivent attaquer le feu contre le vent ; le contraire serait tout aussi beau et inoffensif que l'est toujours le sans-effet. Ils restent une minute ou deux en cercle, le temps de reconnaître, se familiariser avec le terrain sinistré au-dessous, recevant des instructions par radio du commandant en chef qui, depuis un hélicoptère, mène les opérations.

Allons-y, Messieurs ! Il les voit élargir calmement leur cercle pour s'aligner puis se poser l'un après l'autre sur le lac St-Cassien. En quelques secondes, ils s'emplissent de cinq mille litres d'eau. Puis ils redécollent, laissant deux ailes d'argent étincelantes sur la surface du lac, et continuent leur cercle

HANSEN, Thorhild
La Mort en Arabe.
Une expédition danoise.
1761-1766
Aire, 310 p., 1981

LA FORÊT BRÛLÉE

Au fond, ce signal, ça pourrait être à la fois un tremblement de terre et la guerre, pense-t-il. Tellement les sirènes hurlent toutes à la fois, depuis Fréjus, Pégomas et Auribeau, depuis Peymeinade, Grasse et Mandelieu. Maintenant, on les entend également à Cabris. C'est pour nous, pense-t-il froidement. Depuis longtemps déjà, il observe le grand cumulus qui enflé au-dessus de la vallée, quelques kilomètres plus au sud.

Ils utilisent des lapins, les incendiaires, continue Guy. Ils leur attachent des chiffons imbibés de térébenthine, les allument, puis ils lâchent les lapins dans la broussaille. Au pied des montagnes et toujours dans le sens du vent, ça va sans dire (3). Les pauvres bêtes s'enfoncent dans la broussaille de tous les côtés afin d'échapper au feu qu'elles transportent. En quelques secondes, la forêt est en flammes.

Devant eux, la fumée croit à la même vitesse que le champignon après l'explosion d'une bombe nucléaire. Guy met sa veste en cuir, les gants et le masque en amiante sous le casque. Lui, lui.

Au bout d'une seconde, on peut éteindre le feu avec un verre d'eau, au bout d'une minute, il faut dix litres d'eau. Au bout de cinq minutes, il faut dix mille litres d'eau.

Ça fait bien un quart d'heure maintenant, se dit-il. Les sirènes se sont tuées. Les chiens hurlants qu'il entend à présent, ce sont les sirènes des camions rouges aux girophares bleus. Les villageois connaissent leurs initiales comme autrefois ils connaissaient le nom de leur saint patron. Les lourds CCFM (Camion citerne pour feu moyen (4)), transportant chacun deux mille litres d'eau dans le réservoir. Les TP (Transport de personne (5)) ouverts, transportant chacun huit pompiers. Les jeeps légères avec leur antenne, les VLR (Véhicule de liaison radio (6)). Des centaines de véhicules rouges, hurlant, venant de Pégomas, de Peymeinade, de Grasse, de Mandelieu, de Cabris et, sans doute, au bout de quelques heures, également de Nice, Draguignan et Marseille se dit-il ; demain, ils viendront de Lyon, Paris, voire même de Lille. Car cela fait déjà longtemps que l'on ne peut plus se contenter d'un verre d'eau. Il faut à présent la France entière pour combattre les incendies qu'on a ici. A l'inçu de tous, le pays est-il en guerre ?

Il voit le feu avancer en direction de la maison du peintre. Le nuage de feu croît à une vitesse vertigineuse ; non pas comme celui d'Hiroshima, simple et unique champignon, non, celui-là peut enfler d'avantage, s'étendre des jours et des nuits durant, encore. Déjà, il a changé de couleur ; après avoir été blanc d'abord, il est devenu jaunâtre, puis tout noir. Il recouvre une partie du ciel. Malgré le soleil éclatant, en dessous, il ferait nuit s'il n'y avait pas les flammes. Seigneur ! il les aperçoit maintenant. Elles émergent brusquement de leur propre fumée, s'élèvent vers le ciel en une danse des voiles, rouge et vacillante, des flammes de cent mètres de haut ; il y en a partout : à l'est, au sud, au nord. Crépitant comme des mitraillettes, elles gravissent furieuse-

ment les versants, alimentées par le vent qui, lui-même alimenté par le manque d'oxygène du feu, souffle de plus en plus fort. Le cercle vicieux. Les personnes âgées s'en souviennent justement. Feuersturm über Hamburg, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants en fuite, aspirés par le feu. Le lendemain, il ne restait que leurs pieds, toujours chaussés. Des centaines de chaussures de toutes les tailles, prises dans l'asphalte fondu. Il s'en souvient. Il fait partie de ceux-là, assez vieux. Et génération échaudée craint l'eau froide. Il se sent néanmoins partagé entre l'espoir que ça va s'arrêter et le désir démoniaque que ça continue, que ça empire. Il n'est pas seulement aufrui, il est aussi spectateur. Il ne doit pas seulement supporter cela et souffrir, il doit voir aussi. A présent, il voit les premiers fugitifs, les oiseaux sous leur ciel rouge, les hommes sur leurs routes sombres, et il est évident que le feu se dirige vers la maison du peintre. Il entre pour téléphoner. Le téléphone fonctionne toujours, mais personne ne répond. Encore une fois, Léo va prendre la route de l'exode, pense-t-il. Léo Bukzin. Juif russe, il a grandi à New York pour atterrir ici, dans une petite maison qu'il a construite lui-même au milieu de la forêt de pins. Le sol et le plafond sont en bois, et il a cinq cents ou six cents peintures à l'huile, inflammables elles aussi. Léo a peut-être déjà reçu l'ordre de quitter sa maison. Il voit que les soldats ont commencé à faire évacuer de force. La forêt est perdue. Le feu aura tous les chênes-lièges, pins, cyprès, chênes verts et oliviers vieux de cinq cents ans qu'il peut dévorer. Depuis longtemps déjà, c'en est trop pour les CCFM qui doivent réserver leurs précieuses gouttes pour arroser les maisons les plus exposées. Ils sont sur la défensive. Le feu allumé par

au-dessus du pont, de la route et des montagnes en feu. Non, non, ce n'est pas encore le moment, ils doivent descendre d'abord, au ras des cimes, au ras des flammes, ce n'est toujours pas le moment ; ils doivent encore entrer dans la vallée étroite, traverser les masses de fumée, même s'ils ne voient pas où commence la montagne de l'autre côté. Alors, seulement, ils peuvent ouvrir les vannes et lâcher leurs cinq mille tonnes d'eau, permettant ainsi à chaque avion de faire le bond nécessaire pour le mettre en sécurité au-dessus des flammes, des cimes et des crêtes.

Ils ne prennent que les pilotes ayant plus de quarante ans, avait dit Guy. En dessous de cet âge, ils sont trop courageux.

A l'arrivée des canadiens (7), l'espace aérien est plein des bruits de moteurs, cette basse continue qui rappelle aussi la guerre. Seulement ici, c'est le salut et non la mort qui vient du ciel. Un des vieux DC 6 de l'époque a, lui aussi, fait son apparition ; avant, il transportait peut-être des bombes incendiaires, maintenant, c'est dix mille litres d'eau qu'il déverse sur un groupe de maisons perdues. Entre les avions, la danse des hélicoptères, comme un essaim de moustiques. Les Ecureuils (8) blancs que les gens ont baptisés les éléphants blancs (9) parce qu'ils sont capables de mettre leur trompe dans les piscines des villas de milliardaires et de vider l'eau ensuite sur l'hôpital, la maison de repos ou l'école la plus proche. Les Dragons 6 (10) rouges qu'on envoie pour sauver les pompiers ou les civils qui, à cause d'un brusque changement de vent, ont été encerclés par le feu.

C'est le pire. C'est ainsi que les gens sont brûlés vifs. La tornade souffle maintenant à plus de quatre-vingts kilomètres à l'heure, et c'est comme si elle venait de tous les côtés à la fois. Il entre chez le voisin. Le peintre est là, il remarque que Léo a un verre de whisky à la main, lui qui ne boit jamais. Il pense aux cinq cents ou six cents tableaux qui n'ont pas été faciles à vendre, ils sont trop forts ; mais le feu achète aussi bien le talent que le kitsch.

To hell with it », (11) dit Léo.

Léo, lui aussi, est suffisamment âgé. Et puis, il est juif. Ces gens-là connaissent leur époque. Ensemble, ils se dirigent vers le village qui est situé sur le rocher, à cinq cent cinquante mètres au-dessus de la mer ; la plus belle vue des Alpes-Maritimes, disent les prospectus. C'est ici, sur la place, qu'on se réunit pour admirer le coucher du soleil sur les montagnes. Mais, ce soir, il a été battu par un autre Götterdämmerung (12). Apathiques et paralysés, les

CAPRONI, Giorgio
Le Gel du matin
Verdier, 72 p., 1985
Le Mur de la terre :
cinquante ans de poésie
M. Nadeau, 211 p., 1985
Le Comte
de Kevenhüller
M. Nadeau, 220 p., 1986
Le Franc Tireur
Champ Vaillon,
à paraître en 1989

CLAIRIÈRE

Où nous sommes-nous perdus...
Dispersés...

Ce n'est pas
une interrogation.

Une exclamation,
peut-être.

(Ou un effroi.)
Un vent
friable déchausse le front
déjà démantelé.

Est-ce la peur ?

Le bois s'est changé
en clairière alarmée.

Giorgio CAPRONI

(1) En français dans le texte.

(2) En anglais dans le texte.

(3) Crépuscule des dieux, en allemand dans le texte.



L'Europe a son journal : LETTRE INTERNATIONALE. STUTTGARTER ZEITUNG

Entamant sa cinquième année, Lettre Internationale s'est déjà fait la réputation d'un journal vraiment européen. Par son approche transnationale de la distribution et de la provenance de ses textes, elle constitue une déclaration sur la culture européenne qu'il serait impossible d'exprimer dans un banal sous-titre. Et sa grande force consiste dans ce présupposé que l'Europe ne s'arrête pas aux frontières de la CEE.

THE TIMES LITERARY SUPPLEMENT

Terrain de jeux et de découvertes littéraires en tout genre, lieu de débats et d'échanges d'idées, ouverte à tous, sans esprit de chapelle, de frontière ou de mur d'aucune sorte, Lettre Internationale continue à nous ouvrir des fenêtres sur le monde. A faire des courants d'air...

LE MONDE

La seule revue à être vraiment internationale, pénétrée par l'esprit de curiosité et d'ouverture, forte de son ambition intellectuelle et de son exigence. Au lecteur de se montrer à son tour intelligent, curieux, perspicace.

JOURNAL DE GENEVE

Si une transeuropéenne des lettres est en train de naître dans notre pays, ce n'est pas aux politiques qu'on le devra, mais aux hommes de la culture. Exemple : cette revue trimestrielle, aussi fauchée que cosmopolite, animée par une petite équipe dans l'indifférence générale, Lettre Internationale.

L'EVENEMENT DU JEUDI

LETTRE INTERNATIONALE s'est déjà fait une réputation extraordinaire à travers toute l'Europe. En parcourant les dix premiers numéros de cette revue véritablement internationale, on perçoit clairement la mosaïque unique et passionnante de la scène européenne.

NIN Belgique

LETTRE INTERNATIONAL (...) cette forme particulière de réalisme qui accomplit l'impossible.

WEEKENDAVISEN Copenhague

gens suivent le feu qui s'en va vers le sud ; impavide, un couple regarde les flammes dévorer tous ses biens, pendant que d'autres sont en train de faire leurs courses pour le déjeuner dominical. Les nuages de fumée s'élèvent à plusieurs kilomètres dans l'air. Une femme hurle : « Ceux qui ont fait ça, ils mériteraient qu'on les suspende au-dessus du feu sur cette place et qu'ils grillent jusqu'à ce qu'ils meurent. » A la radio, le maire de Grasse exige la peine de mort pour les coupables. Léo, qui connaît bien son époque, hausse les épaules.

« Qui sont les coupables ? demande le peintre. Autrefois, ces versants étaient de jolies terrasses bien entretenues ; des oliviers et des fleurs y poussaient pour les industries d'huile et de parfum installées à Grasse. Aujourd'hui, aucune des deux activités n'est rentable. L'huile d'olive s'achète à moitié prix en Espagne. Le parfum n'est plus une question d'arômes et de roses, mais d'extraits et de chimie. N'importe quel chimiste médiocre arrive, en mélangeant un peu les hydrates de carbone, à transformer la transpiration des pieds en Soir de Paris..

« Et puis, la broussaille s'est répandue sur tous les versants.

« Des genêts et des ronces, à peu près aussi inflammables que l'essence, qui ont remplacé les fleurs et les oliviers.

« Mais la loi stipule...
« La loi stipule ! Les propriétaires sont tenus de débroussailler, mais qui paie la main-d'œuvre ? »

Il écoute le peintre comme, tout à l'heure, il écoutait le pompier. Ça vient avec l'âge, comme la mémoire défaillante et les taches de vieillesse sur les mains. On devient auditeur. Avec le temps, on sait par cœur tout ce qu'il y a à dire pour et contre tout.

« Personne, ici, ne doute pourtant de l'origine criminelle de ces incendies, dit-il. Qui diable fait ça ? Qui diable lâche ces lapins ?

« Ça peut être n'importe qui, dit Léo fatigué. En Corse, c'étaient des promoteurs immobiliers qui, par la force, voulaient obtenir leur permis de construire dans les parcs naturels. Ou bien des paysans qui manquaient de pâturages pour leurs bêtes. Ici, on dit que ce sont les jeunes chômeurs qui se vengent de la société qui n'a plus besoin d'eux.

« Chez nous, ils brûlent les rames du métro, fait-il.
« Ici, c'est la forêt qui prend. Si, vraiment, on croit que l'on peut, pendant des années, exclure de la société des milliers de gens dans la fleur de l'âge, on finit par faire des dégâts. Pour ceux qui n'ont rien, la beauté est une provocation.

« La police pense que ce sont les terroristes. Ceux qui incendient les forêts sont les mêmes que ceux qui posent des bombes à Paris.

« Et pourquoi pas ? En fin de compte, cela revient au même. Eux aussi, ils représentent des gens que nous essayons d'exclure, les immigrés, le Tiers-monde... »

Tout en écoutant Léo, il suit aux jumelles le drame qui se déroule plus au sud. Comme toujours, le vent s'est calmé dans la soirée. Ce qui donne une chance aux pompiers. Par contre, les vieux canadiens ne sont pas opérationnels la nuit. Il leur reste encore un quart d'heure pour sauver Peymeinade. Il les voit aller et venir à un rythme forcé ; désespérés, ils se moquent du reste. A basse altitude, ils circulent entre le lac et le village. Comme si, litre par litre, ils devaient transformer en rivière l'étroite ceinture qui sépare les maisons du feu. Eux aussi ont abandonné la forêt, à présent. Il regarde la belle montagne ronde, avec ses pinèdes sur fond de mer ; depuis tant d'années déjà, c'était la première chose qu'il voyait le matin. Les cimes des conifères ne brûlent pas aussi vite que l'on croit. C'est surtout l'écorce résineuse qui brûle. Les troncs se dressent côte à côte tels des colonnes élancées et incandescentes, temple pour sa petite joie de ce matin, le dernier à se dresser sur les piliers ardents du conte ; demain, ils ne seront plus que du charbon.

Pourquoi cela fait-il mal ? N'est-il pas, comme Léo, un homme qui a appris par cœur la leçon de l'époque ? Ne connaît-il pas le résultat de Dresde divisé par Coventry et multiplié par Hiroshima ? Ne sait-il pas écrire Auschwitz, conjuguer Tchernobyl au passé, au présent et au futur ? Il vivait à une époque où les alouettes mouraient dans l'air comme

les poissons plats au fond de la mer ; où le parc des voitures ne cessait de croître et où la forêt mourait ; où les tours poussaient un peu partout et où il fallait abattre les armes. Plus d'un million de gens avaient visité Rhodes-l'Intouchée... Les baleines étaient presque toutes exterminées, les rennes tués, les lions, éléphants et hippopotames ne survivraient bientôt plus que dans les jardins zoologiques. Vingt-cinq millions d'enfants mouraient de faim chaque année.

A quoi bon avoir la chose véritable quand on peut avoir des lions en vidéo et des enfants en éprouvette ? Il savait tout cela par cœur. Parfois, il se demandait si cela ne relevait pas d'une seule et même cause. Ne vivions-nous pas dans une civilisation qui avait vendu son âme au diable ? Il y avait un léger désaccord quant au moment et à l'apport de tout cela pour nous, mais plus personne ne pouvait, désormais, fermer les yeux sur le prix payé, sur le prix que nous payons encore et que nous payerons toujours. C'est pourtant ce que nous avons fait. Nous avons fermé les yeux et regardé la télévision, car c'est presque la même chose. Nous avons cru pouvoir nous en sortir grâce au football et au rock alors que la dette mondiale, s'élevant à des millions déjà, ne cessait d'augmenter, que le terrorisme prenait le pouvoir et que la deuxième grande invasion, celle des immigrés, était bien entamée. Bref : l'Europe. Plus douée pour inventer que pour gérer, plus douée pour construire que pour régner. Le maillon le plus faible était en même temps celui qui criait le plus fort : toute intelligence constructive devait se heurter tôt ou tard à l'impuissance politique. La majorité décidait, mais la majorité ne voulait rien. La majorité voulait une augmentation de salaire et, dès lors qu'elle l'avait obtenue et que, petitement, elle pouvait recommencer à vouloir quelque chose, elle réclamait encore une augmentation de salaire.

Il entend Léo parler de Martin Gray. Là-bas, sur la montagne en flammes, à présent totalement dissimulée par la fumée, habite l'écrivain Martin Gray. Un autre juif américain qui vint chercher refuge dans ce pays libre. Lorsque, en 1970, le Tanneron brûla pour la première fois, il vit sa femme et leurs quatre enfants brûlés vifs. Il écrivit un livre là-dessus (Au nom de tous les miens) qui fut un best-seller, et qu'on porta à l'écran. Plusieurs millions de gens apprirent combien il est facile de sauver les forêts en employant, par exemple, des chômeurs pour débroussailler. Pas un mètre carré ne fut débroussaillé. Aujourd'hui, les pompiers réussissent à arrêter le feu à dix mètres de la maison de Martin Gray, après qu'il a dévoré la forêt que celui-ci avait replantée en 1970. Demain, il criera misère à la télévision. Ce sera comme le livre et le film, exactement le divertissement dont nous avons besoin une fois que nous avons obtenu notre augmentation de salaire. Du pain et des jeux, pendant que Rome périclète.

Subitement, tout est redevenu calme. Le bruit des moteurs a cessé. L'incendie est à son maximum, mais les avions ont dû rentrer.

« Maintenant c'est la nuit qui tombe », dit Léo.

Dans l'obscurité, il voit le feu comme jamais auparavant. Et, maintenant que les avions sont partis, il l'entend également. Ça brûle partout avec le même bruit sourd et dévorant que la chaufferie à fioul. Jusqu'à présent, les avions ont réussi à écarter le feu de Peymeinade. Par contre, le Tanneron entier est en flammes. Il compte plus de quinze foyers. Les températures sont si élevées que les forêts de mimosas s'allument d'elles-mêmes ; elles s'enflamment comme elles fleurissaient.

Le prix à payer pour Peymeinade est le village médiéval d'Auribeau. Les vallées environnantes ressemblent à d'énormes marmites de feu, des cratères volcaniques en éruption. Comme dans les visions d'enfer de Cranach ou de Bruegel. Quand les flammes atteignent les forêts qui poussent sur les versants abruptes, on dirait des cascades de feu s'étendant sur des kilomètres ; sauf que celles-ci montent, elles montent à la même vitesse, en faisant le même bruit. Auribeau est situé au sommet de la montagne, envahi par le feu sur les trois côtés. Les maisons de la partie sud du village ont déjà brûlé ; un célèbre restaurant gastronomique ne sert plus que

des barres de fer rougies et des verres brisés. La terre est parfois secouée par l'explosion d'une cuve de butane et, après, les maisons ont l'air d'avoir été la cible d'un tir. L'air est tellement enfumé qu'on peut à peine voir quelque chose ou respirer. Les gens apparaissent et disparaissent, des pompiers arrivent en courant avec des tuyaux, certains en uniforme, d'autres en maillots de bain. Des villageois paniques forcent les barrages de police à la recherche d'un proche. Il a fallu évacuer le service psychiatrique de l'hôpital ; il voit les infirmiers porter les malades terrifiés qui ne tiennent plus debout.

Un pompier enlève ses lunettes pour instiller du collyre dans ses yeux entourés d'ecchymoses. Il reconnaît Guy. Toute la nuit, Guy fait le va-et-vient avec un VSAP (Véhicule sanitaire pour asphyxiés et blessés⁽¹⁾) entre le village et le nouvel hôpital au sud de Grasse. On vient juste d'arrêter le feu quelques mètres avant l'entrée du service de réanimation ; mais l'hôpital n'a pas d'eau, car tous les habitants de la région ont ouvert leurs tuyaux d'arrosage. Des pompiers dont la veste en cuir a brûlé sur leur dos avant qu'un camarade ait eu le temps de les arroser. Des gens à la rétine desséchée, qu'il faut soigner d'urgence pour éviter qu'ils deviennent aveugles. Des femmes enceintes en train de faire des fausses couches. Des enfants asphyxiés à qui un médecin, en passant, administre une pigère intraveineuse. Guy sait, lui, et il transporte tout le monde. L'air est brûlant, insupportable si l'on n'a pas un chiffon mouillé devant le visage. Arbres, voitures, herbages s'enflamment sous vos yeux, comme si le seul fait de les regarder suffisait à les incendier. Sur un balcon, tout près, trois êtres crient : « Au secours ! au secours ! » avant de disparaître à leur tour dans la fumée. Cette image le poursuit le lendemain, lorsqu'il balaye l'épaisse couche de cendres sur sa terrasse encore intacte.

Le lendemain matin. Toujours indemne. Toujours en vie. La majeure partie du nuage de fumée est partie vers la mer. Le feu est contrôlé, essentiellement parce qu'il n'a plus d'alimentation par ici. Mais la météo est sans pitié. Le mistral va revenir. Tout dépendra alors de l'aptitude des pompiers exténués à éteindre complètement le feu avant.

Qu'est-ce qui vient en premier maintenant, la tornade ou les sirènes ? Il n'a pas le temps d'apercevoir quoi que ce soit ; un nouveau nuage blanc enfile déjà derrière le versant le plus proche. Ce feu-ci, on a dû l'allumer volontairement, au pire endroit, dans le sens du vent, pour toutes les forêts qui n'ont pas brûlé hier.

Il se pourrait bien que ce soit pour nous maintenant, se dit-il. Un virement du vent de cinq degrés et ça y est. Le feu peut être ici dans une heure, mais également dans cinq minutes. Il met quelques brosses à dents et des manuscrits dans un sac et il sort ; il fait démarrer la voiture en route pendant qu'il y a encore assez d'oxygène pour partir par la route de la forêt. Pourquoi ne se contente-t-il pas des brosses à dents ? Qu'est-ce qui l'empêche de dire *to hell with it* comme Léo ? Hier, c'étaient les voleurs qui voulaient tout, aujourd'hui, c'est le feu, demain, ce sera la mort, après-demain, l'oubli. Qu'est-ce qui fait que nous insistons ?

En route, il se souvient qu'il a oublié d'enlever les moustiquaires. Plusieurs fenêtres sont restées grandes ouvertes. Alors, il insiste encore un peu, il retourne à l'attrape-feu joliment meublé. Sous les hurlements des sirènes et des aulopommes, il arrive à monter sur leurs deux charnières les lourdes fenêtres, puis à fermer les stores, à tirer les rideaux puis, quoi d'autre ? L'acte de propriété, les polices d'assurance ? Eh, mec ! Y a plus le temps, ni pour les livres rares sur les étagères ni pour la collection de tableaux, encore moins pour Steinway et ses fils, sortez, fichez le camp tout de suite, en ce moment vous ne possédez rien du tout, vous avez extrêmement peu de choses à dire, mais vous avez encore le temps de sauver votre peau.

Ce qui va suivre est la répétition d'hier. La foule, sur la place panoramique devant le village. Le nuage de fumée. Les flammes ; les avions. La seule différence est qu'aujourd'hui il ne photographie rien. Il souhaite tout simplement que ça s'arrête. Lorsque le feu s'étend de la scène jusqu'aux fauteuils d'orchestre,



les spectateurs eux-mêmes commencent à en avoir assez. Pourtant, il reconnaît la situation, elle fait, elle aussi, partie de la leçon de l'époque. Comme tous les autres de sa génération, il était un survivant, un enfant de la guerre. Il s'était toujours senti menacé, poursuivi, repéré, comme un accusé qui s'en est sorti avec un sursis, un cardiaque après le premier infarctus. Quand ça va, ça va - telle avait toujours été la formule essentielle de sa vie. Le monde offre le même nombre d'expériences à deux êtres qui vivent le même nombre d'années ; le seul inconvénient est une mort précoce, disait Camus peu avant sa mort précoce. Ce n'était pas une éthique qui permettait de survivre, mais c'était l'éthique des survivants même, le prétendu existentialisme. Comme survivant professionnel, on sait que là où des hommes sont réunis, il y a parmi eux celui qui sera le prochain à mourir et celui qui enterrera tous les autres. Le reste n'est que fousaie. On peut classer les hommes par ordre alphabétique, chronologique ou selon leur revenu impossible ; la mort, elle aussi, a son classement dont on ne parle jamais et qui est, pourtant, le seul qui compte.

C'est ce principe de loterie assez peu démocratique, mais extrêmement simple, qui, tout à coup, se révèle à tout le monde ce dimanche après-midi sur la place devant le plus beau village des Alpes-Maritimes. Toi avant moi ou inversement ? Ta maison avant la mienne ? Il ne se fait aucune illusion ; ce qu'il craignait le plus est arrivé : le feu a traversé la route, le dernier rempart entre le feu et lui, pour établir une tête de pont dans la forêt au-dessous du village du Tignet. Ce ne seront pas les avions qui le repousseront ; ils ont de quoi faire à Peymeinade. Est-ce que ce seront les pompiers qui travaillent maintenant depuis vingt-quatre heures sans interruption ?

Ce sera le vent. Le vent qui change de direction, il ne souffle plus en direction du sud mais vers le nord-ouest. Encore une fois, sa maison est épargnée. Mais chez Léo il y a le feu, les deux maisons voisines brûlent, sa forêt, le garage, le poulailler, la cabane à outils. Ils suivent tout grâce aux jumelles. Ils voient aussi un sapeur-pompier⁽²⁾ de dix-huit ans risquer sa vie en restant au milieu des flammes avec un tuyau dirigé contre la maison et ses cinq cents ou six cents tableaux non figuratifs.

« S'il les avait vus avant, il aurait sans doute laissé tout cela brûler », dit Léo avec un léger sourire.

Le lendemain, ils trouvent quelques bouteilles de vin sur le terrain, elles aussi figées dans d'étranges formes non figuratives.

« A quelle température le verre brûle-t-il ? demande Léo.

« A mille deux cents, mille cinq cents degrés », répond-il.

Ensemble, ils font un tour dans le paysage lunaire carbonisé. Il a du mal à s'orienter. Les profonds chemins forestiers qu'il connaissait comme sa poche, grâce aux longues promenades hivernales, s'étalent comme des rosettes claires sur les versants noircis où pas un arbre, pas un poteau téléphonique, pas un brin d'herbe n'est resté après la mer de feu. Encore une fois, ils ont dû sacrifier les arbres pour sauver les hommes. Les journaux du matin communiquent les chiffres provisoires : quatre morts, soixante sapeurs-pompiers⁽³⁾ à l'hôpital, huit cents sans-abri. Une cinquantaine de maisons brûlées, six mille hectares de forêt rasés.

« Tout cela en moins de quarante-huit heures », dit Léo.

Ils se sont arrêtés devant une des nouvelles vues panoramiques que le feu a également créées. Est-ce la malédiction qui plane sur nous ? se demande-t-il. Que la destruction est tellement plus rapide et plus facile que la construction ? Que tout est voué à la ruine comme nous ? Tout, sauf cette nouvelle ligne de montagnes déshabillées sur un fond de mer tout aussi nue...

Silencieux, ils continuent jusqu'aux petits villages que la mort a traversés. Les gens sortent leurs meubles des maisons. Des pompiers habillés en bleu, appelés d'autres départements pour remplacer leurs collègues exténués, sont assis à la terrasse des cafés. Ceux qui viennent de loin peuvent rentrer chez eux maintenant. Le feu est éteint et il ne reviendra pas tout de suite. Arrive enfin ce que tout le monde attend depuis trois mois. Samedi est passé. Dimanche est passé. On est lundi. Il pleut.

BROSSE, Jacques
Mythologie des arbres
Plon, 362 p., 1989

BUFFON,
Georges-Louis de
Histoire naturelle
Gallimard, 1984

RIMADE, François
Les Catastrophes
naturelles
Mc Graw-Hill, 317 p.,
1987

Autrefois, l'ignorance la plus parfaite régnait en France à l'égard de l'Allemagne intellectuelle, ignorance qui devenait très funeste en temps de guerre. Aujourd'hui, au contraire, surgissent un demi-savoir, une interprétation erronée de l'esprit allemand, une confusion des doctrines tudesques qui est redoutable et dangereuse pour la paix.

Heinrich Heine, *De l'Allemagne*, 1835

Les Français n'aiment guère les Allemands, chacun sait pourquoi. Mais les vieilles rancunes recouvrent de vertigineux malentendus, préjudiciables à tous, et dont l'écologie est un parfait exemple.

Le risque de « mort des forêts » est vivement ressenti en Allemagne, mais à peu près ignoré ici ; et la solution, adoptée en RFA, du pot catalytique pour les automobiles n'a, chez nos industriels, suscité aucun enthousiasme. Les raffineurs français de pétrole hésitent encore à engager les lourds investissements nécessaires à la

nuage radioactif de Tchernobyl, malgré l'énorme émotion que l'événement avait soulevée outre-Rhin et outre-Alpes. Le sabotage du *Rainbow Warrior* a porté la singularité française à son comble : alors que, dans les autres pays occidentaux, l'action des services secrets français a été ressentie comme une honteuse transgression du droit des gens et des règles démocratiques les plus élémentaires, la réaction majoritaire des Français a été au contraire : « dommage que nos hommes se soient fait repérer, mais il ne fallait pas toucher à notre bombe. » Les écologistes avaient violé un tabou, il fallait qu'ils en soient punis ! Achevons ce constat au niveau législatif. Sous la pression des Allemands, des Hollandais et des Danois, les normes européennes en matière d'environnement dérivent vers une « sévèrisation » croissante, contre laquelle les Français ne mènent qu'un combat d'arrière-garde. Enfin, au niveau politique, les Verts ont fait leur entrée dans les Parlements allemands dès 1980, et jusqu'au niveau fédéral en mars 1983 et en Italie, à leur propre surprise, depuis 1987, alors qu'hier encore ils piétinaient en France dans la marginalité groupusculaire.

ser sans pitié ; il le fait sur le même ton de vertu horrifiée avec lequel les dominicains de la Renaissance exhortaient le bon peuple à « nettoyer les forêts des bêtes sauvages et des hérétiques » qui les hantaient.

En Italie, le rapport à la nature semble davantage commandé par l'ingratitude des sols sur le pourtour méditerranéen : à part la vallée du Pô, peu de terre limoneuse et beaucoup de cailloux, peu de chair et beaucoup d'os ! L'Italien sait depuis des millénaires qu'il doit retenir la terre sur les pentes, l'assainir en plaine, l'entretenir partout : sa survie en dépend. « Qu'il pleuve trop, la terre meuble glisse comme de l'eau en bas des pentes. Et la plaine, il a fallu la conquérir sur les marais hostiles, la protéger des fleuves dévastateurs, grossis par l'hiver impitoyable, exorciser la malaria. Conquérir les plaines à l'agriculture, ce fut d'abord vaincre l'eau malsaine. Ensuite, il a fallu amener l'eau à nouveau, mais vivante celle-ci, pour les irrigations nécessaires. Cette lente, très lente conquête s'est terminée avec notre siècle, hier seulement (...) », écrivait Fernand Braudel dans la *Méditerranée*. En outre, le goût italien pour la beauté des sites et des objets, façonné par une tradition artistique très ancienne et très populaire, rend ses habitants particulièrement soucieux quant à l'enlaidissement des paysages.

LE MALENTENDU ÉCOLOGIQUE

désulfuration des fumées, alors que leurs homologues d'outre-Rhin s'y sont déjà mis d'arrache-pied. La réglementation allemande en matière de déchets industriels est plus ancienne et plus sévère qu'en France, etc.

Mais c'est bien entendu dans le domaine nucléaire que le contraste est le plus saisissant. En riposte au quadruplement du prix du pétrole, fin 1973, la technocratie française a non seulement engagé le programme électronucléaire le plus important du monde relativement à la population du pays (le « plan Messmer »), mais encore elle l'a mené à bien dans les délais prévus (six ans entre l'engagement de chaque réacteur et sa mise en service), malgré la protestation écologiste - au point de dépasser largement aujourd'hui les besoins en électricité des Français.

En RFA, au contraire, le programme correspondant s'est rapidement enlisé dans les marécages d'une contestation virulente ; les délais de construction se sont allongés jusqu'à dix ou onze ans, les annulations de projets se sont multipliées dès 1975, et l'on n'a pas passé de nouvelle commande depuis 1978 (comme, d'ailleurs, aux Etats-Unis). La part du nucléaire dans la production d'électricité demeure bloquée en RFA à 36 % contre 70 % en France ! (66 % en Belgique, 45 % en Suède, 37 % en Suisse⁽¹⁾, mais seulement 32 % en Espagne, 32 % au Japon, 18 % au Royaume-Uni, 17 % aux Etats-Unis, 11 % en URSS, 6 % aux Pays-Bas, 1 % en Italie et 0 %, définitivement zéro, dans les autres pays d'Europe occidentale - Autriche, Danemark, Grèce, Luxembourg, Norvège, Portugal, Irlande -, ainsi qu'en Australie...)

Le gouvernement du Land de Rhénanie-Westphalie refusait depuis 1986, déjà, la mise en service du surgénérateur de Kalkar (petit concurrent du Superphénix français). Et, fin 1987, la construction de l'usine de retraitement de Wackersdorf en Bavière (petite concurrente de La Hague) s'est trouvée bloquée à son tour, sur décision du tribunal de Munich.

En Italie, c'est pour avoir tenté de faire reprendre les travaux de construction de la centrale nucléaire de Montalto que le président du Conseil, Giovanni Gloria, a été contraint de démissionner. Le référendum de novembre 1987⁽²⁾, remporté haut la main par les écologistes, place d'ores et déjà la Péninsule en situation postnucléaire, au grand désappointement de l'établissement.

En matière d'information, le contraste n'est pas moindre. L'accident de Three Mile Island en 1979 a été commenté en France, et en France seulement (par Raymond Barre, alors Premier Ministre, et André Giraud, alors ministre de l'Industrie) comme un vulgaire psychodrame que se seraient offerts les médias américains. De même, on se rappelle que, en 1986, les autorités françaises ont tenté d'escamoter le

De tels contrastes méritent peut-être une explication moins dérisoire que l'habituelle condescendance française envers le « romantisme teuton » et la pagaille italienne.

On compte 100 habitants par km² en France, mais 189 en Italie, et 247 en RFA. Cela change diablement le paysage et le rapport à l'espace familial : aucun point du territoire allemand ne se trouve à plus de 20 km d'une autoroute (c'était l'objectif explicite des aménageurs du territoire), et pas un village n'est situé à plus d'une demi-heure d'une grande ville. Le tissu industriel et le tissu urbain sont à peu près continus en RFA. Nous sommes par contre accoutumés, ici, à des zones industrielles ou urbaines qui sont séparées les unes des autres par des provinces agricoles ou des zones semi-désertiques, dont l'immensité sidère le touriste allemand nouveau venu. Pour nous délasser de l'agitation et respirer l'air pur, nous avons à domicile nos propres réserves de territoire, contrairement à nos voisins d'Outre-Rhin qui se trouvent bien à l'étroit dans leurs frontières. L'Allemagne, en outre, a plus d'une fois souffert des cochonneries déversées par ses voisins (potasses d'Alsace, produits chimiques de Bâle, Tchernobyl, etc.), alors que la France se trouve assez confortablement placée sous la dominance du vent océanique d'ouest, qui fait le ménage.

Enfin, la nature n'a manifestement pas la même valeur symbolique ici et là. La nature en général, et la forêt en particulier (ce qu'il y a de plus sauvage dans la nature), sont en Allemagne l'objet d'une véritable mythologie : lieu d'enchantement, de mystère, de poésie, bref... lieu sacré, comme l'analyse Antoine Maurice dans *Le Surfeur et le Militant*. Ce sentiment de la nature outre-Rhin fait bel et bien partie de la modernité, alors que les « véritables » Français ont grand mal à considérer l'équivalent (notre forêt de Brocéliande, par exemple, avec la fée Morgan et ses sortilèges) autrement que comme des calembredaines. Un cartésien se doit de considérer la nature comme un lieu laïque et neutre, comme un espace productif ou d'agrément mais toujours à aménager pour le soustraire à sa sauvagerie originelle, le civiliser, le rationaliser, le faire ressembler à cette épure de géomètre : un jardin à la française⁽³⁾. Le rationaliste français, personnage hautement respecté et honoré sous les coupes⁽⁴⁾, désigne très volontiers la tentation romantique comme l'ennemi à pourchas-

Un mot, enfin, sur l'opposition classique entre catholiques et protestants. On a cru, dans les années soixante-dix, que l'écologie ne pouvait prospérer que dans les pays de libre examen, et n'avait aucune chance de prendre racine en terre catholique. L'exemple italien de 1987 ruine définitivement cette interprétation ; les Verts italiens n'ont désormais plus rien à envier aux Verts allemands.

La liberté des villes...

Fernand Braudel l'a magnifiquement montré : à la Renaissance, le triomphe de la civilisation européenne sur l'islam et l'Extrême-Orient n'a nullement été le fruit d'une supériorité technique (les navires de l'islam ou de Chine surclassaient souvent ceux d'Europe...), mais celui de la liberté des villes. Alors que Pékin, Delhi ou Le Caire étaient sous l'emprise de despotes, qui écrasaient toute créativité du marché, Venise, au contraire (suivie de Gènes, La Haye, Amsterdam, Londres enfin), purent détenir successivement le leadership économique mondial (notamment par le commerce à longue distance) grâce à leur autonomie à l'égard du pouvoir des empereurs et des rois.

Malgré son incontestable prééminence culturelle, ce n'est pas la France qui se situe à la pointe du développement économique européen, mais l'Italie, les Flandres et l'Allemagne, c'est-à-dire les pays où « les villes ont gagné contre l'Etat » (Braudel). En 1710, le capitalisme international naissant préfère s'installer à Genève ou à Londres plutôt qu'à Paris, où Louis XIV est trop puissant. Braudel décrit la France de l'âge classique comme le pays le plus « oriental » d'Occident, (on dirait aujourd'hui : le plus « soviétique »), celui où le politique est le plus en avance sur l'économique.

En se développant en France au XIX^e siècle, l'industrialisation touche un pays depuis longtemps constitué en nation tandis que ses voisins se débattaient encore dans les affres d'une unification tardive. Elle va être menée par les « ingénieurs » issus des grandes écoles fondées par Louis XIV, par la Convention puis par Napoléon, qui accèdent directement aux postes dirigeants (ailleurs, ils doivent presque toujours passer par le rang, ce qui donne des élites beaucoup plus diversifiées). Ce système des grandes écoles, unique en Occident, à cheval sur le

PUISEUX, Louis
La Babel nucléaire :
énergie et développement
Gallée, 303 p., 1981
Crépuscule des atomes :
les vrais risques
du nucléaire
Préface de Daniel
Cohn-Bendit.
Hachette, 284 p.,
1986

(1) Suite au référendum de 1981, la Suède a décidé de revenir à zéro en matière de centrales nucléaires ; il ne devrait plus y en avoir une seule en 2010 au plus tard. La Suisse a abandonné en mars 1988 la construction de la grande centrale de Kaiseraugst.

(2) Ce référendum a abrogé, par une majorité d'environ 80 % des votants, la loi autorisant l'Etat à passer outre à l'opposition de communes ou de régions à l'implantation sur leur site d'une centrale nucléaire. Cette loi permettrait aussi aux communes qui auraient accepté de recevoir un financement de l'Etat et autorisait l'ENEL (l'EDF italien) à participer à la construction de réacteurs nucléaires à l'étranger (Superphénix, par exemple, auquel l'Italie participe pour 30 %).

(3) Pour Descartes (...) l'ego est un prédateur. Pour Heidegger au contraire, la personne humaine, la conscience de soi ne sont pas le centre, les assesseurs de l'existence : l'homme a le seul privilège d'écouter et de répondre à l'existence. La relation vitale à l'autre n'est pas, comme pour le rationalisme cartésien et positiviste, celle d'une mainmise et d'un usage pragmatique, mais une relation d'audition. - Georges Steiner, Martin Heidegger, *Champs Flammarion*, 1987.

(4) Voir la diatribe de Jean-Claude Pequeur contre Georges Duménil, accusé de complaisance envers l'irrationnel, dans le n° 29 du Débat, mars 1984.

(5) Cité par Luc Rosenzweig dans le journal de Dany Cohn-Bendit, février 1988.

civil et le militaire, sur le service de l'Etat et celui du capital, constitue la matrice de reproduction d'une technocratie plus étatique, plus rationaliste, plus monolithique (6) que dans les autres pays avancés (mais on la retrouvera dans le Tiers-monde), dans la tradition cartésienne des « idées claires et distinctes » et du devoir de « domination de la nature » - un style bien différent de l'empirisme anglo-saxon, de l'aventurisme italien, ou de la ténacité laborieuse des Allemands. Cette rationalité française a permis l'instauration du système décimal des poids et mesures, du premier réseau télégraphique, du premier réseau routier, du premier réseau de chemin de fer (en étoile autour de Paris), du système de l'école laïque obligatoire, etc. On pouvait assurément en concevoir quelque fierté... Aujourd'hui encore, l'Etat demeure en France l'animateur principal du développement économique, et notre CNPF n'a pas, et de loin, le rôle clé que peut jouer le patronat allemand, ou la Confindustria (Agnelli, Benedetti, Berlusconi, etc.), véritable stratège du décollage italien d'après-guerre. Les conquêtes coloniales du XIX^e siècle, et la gestion même de l'Empire, ont assurément contribué à donner au développement français cette empreinte (étatique, militaire, administrative...) que n'ont connue ni l'Allemagne ni l'Italie, beaucoup plus exclusivement centrées sur leur propre industrialisation.

Or, il est facile de montrer la remarquable congruence entre la structure de la classe dirigeante française et la technique nucléaire : l'organisation des hommes s'emboîte ici admirablement avec le jeu contre la nature. Ainsi le complexe militaro-industriel français a-t-il donné, dès 1956, des preuves éclatantes de son autonomie par rapport au contrôle du pouvoir politique (7) : la décision de construire la bombe a été prise « sous hypnose » (8) par un Pierre Mendès-France et un Guy Mollet embobinés par la sophistication du dossier présenté par le CEA, de même que les secrets, matériaux et équipements nécessaires à Israël pour se doter de l'arme suprême ont été livrés par des technocrates français malgré l'interdiction formelle et furibonde du général de Gaulle, dont ses *Mémoires d'espoir* conservent la trace.

Nulle part, sauf dans les pays communistes, l'électronucléaire n'a trouvé une interaction aussi favorable entre le civil et le militaire, une tradition technico-scientifique aussi portée sur les solutions univoques et exclusives. A toute situation économique (définie par des quantités, des prix et des performances techniques) correspond une solution optimale et une seule. Une fois établie par les plus intelligents et les plus vertueux (et que peut-il y avoir de plus intelligent et de plus vertueux qu'un corps de supertechnocrates qui ne font même pas de profit ?), cette vérité ne doit-elle pas s'imposer à tout le monde ? Tel est chez nous le discours dominant. S'il existe une technique moins chère que les autres pour contrer le choc pétrolier, il faut y mettre tout le paquet, affirmait Alexis Dejou, directeur à l'EDF, en décembre 1973. En foi de quoi, un débat télévisé entre pronucléaires et antinucléaires serait aussi absurde (c'est toujours le technocrate qui parle) qu'un débat opposant les partisans de la Terre ronde aux partisans de la Terre carrée, expliquait dans le *Monde* Marcel Boiteux, alors directeur général à l'EDF, en juin 1975. Bref : la raison contre l'obscurantisme !

Du côté adverse, celui du peuple, un contraste analogue de part et d'autre du Rhin et des Alpes, puise également ses racines dans l'Histoire. En RFA comme en Italie, la société civile à l'échelon local et la capacité associative (les fameuses « Bürgerinitiativen », « initiatives des citoyens », allemands) ont une vitalité qui remonte, sans rupture de continuité, aux guildes de la Renaissance, à l'époque où les villes libres étaient un refuge pour les proscrits en lutte contre leurs princes. En France, au contraire, le triomphe national a précocement étouffé les mouvements régionaux. Aujourd'hui encore, en RFA, le pouvoir est une instance proche, tangible, avec laquelle on entretient un rapport quasi personnel. Selon la Constitution et suivant le sentiment intime, un Bavarois est bavarois avant d'être allemand. La grande majorité des Français sentent, par contre, qu'ils appartiennent à leur nation avant d'appartenir à leur province, sauf dans certaines régions périphé-

ques. Trait d'observation quotidienne : si quelque chose ne va pas dans le paysage, le réflexe spontané de l'Allemand, de l'Italien ou du Hollandais est d'essayer de résoudre le problème avec les moyens du bord ; le Français, lui, aurait plutôt tendance à incriminer l'Etat, tout en demeurant farouchement individualiste.

L'organisation politique

La législation et la jurisprudence confèrent aux juges allemands un pouvoir d'appréciation substantiel sur la sécurité des installations industrielles pour le public. Ce sont les tribunaux municipaux de Whyll, Mülheim, Kärlich, Grohnde, Esenham et Brokdorf qui, en 1977, en imposant des conditions sévères de sécurité pour la construction des centrales, ont contribué, comme aux Etats-Unis, à l'abandon des projets. De même, c'est le tribunal de Braunschweig qui a tranché en faveur de la dépollution des fumées de la centrale à charbon de Buschhaus. Chez nous, les recours judiciaires des antinucléaires n'ont jamais servi à rien. Si un petit juge s'était avisé de perturber le grand jeu nucléaire français (comme s'est permis de le faire celui de Munich à propos de Wackersdorf), parions qu'il n'aurait pas été mieux traité que celui qui a récemment cru pouvoir inculper un académicien ! (9).

Les écologistes allemands et italiens, d'autre part, ont pu jouer de la décentralisation du pouvoir : les instances régionales, plus proches de leurs administrés, plus soucieuses de leur image de marque, ont souvent, là-bas, eu le dernier mot contre les projets gouvernementaux. Exemple inverse : dans la région toulousaine, la centrale nucléaire de Golfech, d'abord refusée par les collectivités locales et régionales, n'a pu finalement être construite que grâce à la prépondérance de l'échelon national. C'est le comité directeur

du Parti socialiste qui, de Paris, a tranché fin 1981 !

Soulignons d'ailleurs, que les projets d'implantation de réacteurs nucléaires ne se sont heurtés à de puissantes résistances locales que dans les régions périphériques, plus récemment intégrées à la nation française : l'Alsace-Lorraine (avec le site nucléaire de Fessenheim), la Bretagne (Plogoff), la Vendée (Le Pellerin), le Sud-Ouest (Golfech) - toutes provinces qui ont gardé de solides et très anciennes traditions de lutte contre le pouvoir central (autonomisme breton, chouannerie, hérésie cathare, occitanie...). Il ne fait de doute pour personne qu'un processus de décision à l'allemande ou à l'italienne aurait conduit à l'abandon de ces projets. Dans la vallée du Rhône, au contraire, sur la Loire et le long de la Manche, les implantations nucléaires ont été acceptées sans grande difficulté.

L'Etat italien n'a jamais été capable de vaincre la résistance des populations locales. Devant la virulence d'une contestation qui prenait dans les années 1976-1977 des allures de guerre civile, l'Etat fédéral allemand s'est résigné en 1979 à un compromis : moratoire sur l'électronucléaire. Les gouvernements français, au contraire (de droite d'abord, de gauche ensuite), ont fait bloc derrière les technocrates de l'EDF et du CEA, ont jeté tout le poids de leur autorité dans la balance pour proclamer de mille manières, notamment policières (10) que l'enjeu n'était rien moins que le salut de la nation.

Le salut de la nation...

Or, ce langage a fait l'objet d'un consensus incontestable de la part de l'ensemble de la classe politique et des grands médias. Là est le noeud du problème, l'énigme de la singularité française. Entre 1975 et 1980 (la chose est attestée par tous les



(6) - Les grandes écoles tendent à reproduire des univers clos, aussi homogènes que possible ; le sentiment du paradis perdu qu'éprouvent souvent les anciens élèves résulte du fait qu'ils n'ont jamais retrouvé par la suite des univers sociaux composés de gens avec lesquels ils aient autant de choses en commun (...). Aujourd'hui, l'homogénéité est plus forte que jamais. - Pierre Bourdieu, interview au *Nouvel Observateur* du 9 mars 1989.

(7) C'est l'ancien patron des services secrets français, Pierre Marion, qui écrivait, à propos notamment des affaires de vente d'armes à l'Iran : « La puissance de ce complexe (militaro-industriel) est, mutatis mutandis, beaucoup plus dangereuse en France qu'aux Etats-Unis. Les complications entre administrations et entreprises, les passages intenses (au mépris des lois) des uns aux autres, l'absence de contre-pouvoir (comme aux Etats-Unis) créent des conditions beaucoup plus favorables au développement des manœuvres du complexe. » (*Le Monde*, 28 novembre 1987.)

(8) Dixit Alain Peyrefitte dans le *Mal français*. Pierre Gallois et Bertrand Goldschmidt (directeur au CEA) l'ont fièrement reconnu : « Le problème de la bombe atomique n'a jamais été discuté ni en conseil des ministres ni au Parlement... Ce qui était la permanence en France, c'était les grands commis de l'Etat, et tout particulièrement Pierre Guillaumat - (patron du CEA de 1951 à 1958, puis ministre des armées sous de Gaulle, puis président de l'EDF...) » (*France-Culture*, le 8 mars à 20 h 30).

(9) Michel Droit accusé en 1988 d'avoir favorisé des amis politiques dans l'attribution d'une fréquence radio. Le juge avait été dessaisi.

(10) Sur le site du surgénérateur de Greys-Malville, le 31 juillet 1977, la répression avait fait un mort, Vital Michalon.

MORT D'UN NATURALISTE

(11) Voir la préface de Dany Cohn-Bendit à Crépuseule des atomes.

(12) André Gorz, Lettre internationale, hiver 1985-1986.

(13) - Vous a-t-on dit la vérité sur les conséquences de l'accident de Tchernobyl ? - Non : 79 %. - Un Tchernobyl est-il possible en France ? - Oui : 68 %. - Disent-ils la vérité sur le nucléaire, ou des mensonges ? - Des mensonges : 64 % pour les techniciens responsables du programme nucléaire, 85 % pour les hommes politiques. - Faut-il continuer à construire des centrales ? - Non : 52 %. (Sondage Gallup-L'Express le 21 novembre 1986.)

(14) Comme si Luther et l'esprit de libre examen n'avaient pas été, deux siècles à l'avance, une prodigieuse perçee de l'individualisme, c'est-à-dire de la modernité.

ACOT, Pascal
Histoire de l'écologie
PUF, 285 p., 1988

BRAUDEL, Fernand
La Méditerranée
Flammarion, 2 vol., 1986
Civilisation matérielle,
économie et capitalisme,
15^e-18^e siècle.
Armand Colin, 3 vol.,
1980

BAIER, Lothar
Un Allemand né de
la dernière guerre
Complexe, 160 p., 1986

CRIÉ, Hélène
LENOIR, Yves
Tchernobyl
sur Seine
Press-Pocket, 309 p.,
1988

DE GAULLE, Charles
Mémoires d'espoir
Plon, 2 vol., 1970-1971

DUBET, François
HEGEDÛS, Zsuzsa
TOURAINE, Alain

WIEVIORKA, Michel
La Prophétie antinucléaire
Le Seuil, 375 p., 1980

MAURICE, Antoine
La Surfeur et
le Militant
Autrement, 235 p., 1987

MAURICE, Marc
SELLIER, François
SILVESTER, Jean-Jacques
Politique d'éducation et
organisation industrielle
en France et en
Allemagne : essai
d'analyse sociétale
PUF, 384 p., 1982

HEANEY, Seamus
Pays des marais
Grain, éd. bil.,
114 p., 1987
Poèmes 1966-1984
Gallimard, 159 p., 1988

Toute l'année du lin rouissait dans un fossé
Au cœur de la commune ; le lin vert et renflé
Avait pourri là, coincé sous d'énormes molles.
Chaque jour il suintait, châté par le soleil.
Des bulles gargouillaient délicatement, des mouches bleues
Tissaient une grosse toile sonore autour de l'odeur.
Il y avait des libellules, des papillons tachetés,
Mais le plus beau c'était la bave épaisse et chaude
Du frai de grenouille qui prenait comme de l'eau coagulée
A l'ombre des berges. Ici, tous les printemps
Je remplissais des pots entiers de cette bouillie de points
Noirs et les alignais sur le rebord des fenêtres, chez nous,
Et sur les étagères à l'école, je regardais longtemps
Les globules grossir et éclore en têtards
A la nage vive. Miss Walls nous disait alors
Que le papa grenouille s'appelait grenouille taureau
Et qu'il coassait et que la maman grenouille
Pondait des centaines de petits œufs : le frai
De grenouilles. On pouvait aussi prédire le temps qu'il allait
Faire car les grenouilles étaient jaunes au soleil et brunes
Sous la pluie.

Puis un jour de chaleur que les prés foisonnaient
De bouses de vaches dans l'herbe, les grenouilles en colère
Envahirent le fossé ; je plongeai à travers les haies
A un coassement rauque inconnu
De moi. Un chœur de basses s'élevait dans l'air.
Au bas du fossé, des grenouilles à ventre gras étaient perchées
Sur les molles ; leurs cous flasques s'agitaient comme des voiles. Les unes sautillaient :
Il y avait des flocs et des flacs obscènes et menaçants. D'autres trônaient
Grenades de boue prêtes à sauter, leurs têtes obtuses pétant.
Ecœuré je pris la fuite. Les grands rois de la vase
Étaient réunis là pour la vengeance et je savais
Que si j'y trempais la main, le frai s'en saisirait.

Seamus HEANEY

sondages), l'opinion française n'était pas moins critique envers le programme électronucléaire que l'allemande, l'italienne ou l'américaine. Comment se fait-il alors que les grands partis politiques, notamment ceux de gauche, n'aient pas craint chez nous la sanction électorale de leur inconditionnalité ?

On peut invoquer ici le rôle particulier du Parti communiste, qui a sans nul doute aidé à geler la contestation, alors que sa clientèle électorale comptait la plus forte proportion d'antinucléaires. On peut aussi gloser sur l'attitude du Parti socialiste qui, une fois la victoire électorale de 1981 empochée, une fois les gentils électeurs écologistes remerciés avec l'abandon du site de Plogoff, s'est bien moins soucié de reprendre à son compte l'expression des nouveaux mouvements sociaux (pour reprendre le vocabulaire d'Alain Touraine) que de plumer au plus vite les communistes, en focalisant le débat sur les nationalisations et la défense des salaires.

On peut encore noter, dans le même sens, que le nationalisme est en Allemagne l'apanage exclusif de la droite. Au contraire, depuis 1789, la gauche en France n'a guère manqué d'occasions de pousser les cocoricos les plus tonitruants. Et cela nous conduit peut-être au cœur de la question.

L'essentiel de l'explication tient au plus profond, c'est-à-dire à l'identité nationale, donc au militaire - ce que Alain Touraine, dans la *Prophétie antinucléaire*, appelle fort justement, par référence aux guerres révolutionnaires, le réflexe de salut public. L'armée nationale était déjà au cœur de l'identité française, sacralisée par Valmy, Austerlitz et Verdun. Mais la « France profonde » et particulièrement la génération au pouvoir après la Seconde Guerre mondiale demeurent encore prodigieusement marquées par la honte de l'exode de mai 1940 : plus jamais ça, plus jamais cette honte, cette déculottée ! Le général Pierre Gallois, inventeur de la stratégie de dissuasion, ne raconte pas autrement la genèse de son idée, qui a valu à de Gaulle la popularité que l'on sait. Le consensus autour de la force de frappe et du programme électronucléaire est fondé sur la réparation du traumatisme de mai 1940¹⁰⁰ : il nous faut des bombes pour damer le pion aux Russes et aux Américains, comme il nous faut des centrales pour damer le pion aux Arabes ! Quiconque en doute ne peut qu'être un mauvais Français.

Les Italiens, eux, n'ont nullement besoin de puissance militaire pour asseoir leur appartenance nationale. Quant aux Allemands, la culpabilité envers

le nazisme leur a fait tirer de la Seconde Guerre mondiale des conclusions strictement inverses aux nôtres : que plus jamais une pareille entreprise de puissance ne prenne naissance sur notre territoire, disent-ils. D'où, chez eux, la valorisation et la respectabilité du pacifisme, toujours discrédité en France et considéré comme une coupable naïveté (« les pacifistes bêlants ») voire comme une trahison déguisée (« vendus à Moscou »). Là où la simple évocation de Munich 1938 (« on ne nous y reprendra plus ! ») suffit à faire taire l'opposant à la bombe française, les Allemands savent bien que leur surarmement leur est, deux fois en un siècle, méchamment retombé sur le nez. C'est le fruit d'une expérience collective, certes pas moins cruelle que la nôtre, qui les fait aujourd'hui hausser les épaules à l'énoncé de notre logique de puissance. Il n'est que de voir l'effroi avec lequel de grands magazines populaires tels que *Stern* (mai 1987) ou le *Spiegel* (décembre 1987) décrivent, photos à l'appui, une France regorgeant de missiles et de centrales (« un voisin dangereux ») pour mesurer la profondeur du malentendu.

Cependant, il y a bel et bien chez nous comme ailleurs des millions de personnes allergiques aux folies auxquelles le réflexe de salut public peut nous conduire, dans le civil comme dans le militaire. Mais leur expression politique se trouve neutralisée par un mécanisme spécifique : si vous êtes farouchement opposé à la domination étrangère, vous avez le devoir sacré de soutenir la technocratie ; en Espagne, en Italie, en RFA, aux Pays-Bas, c'est au contraire la lutte contre la technocratie qui se conjugue avec la fierté nationale : la présence de fusées nucléaires étrangères sur leur sol n'est pas un objet d'orgueil, mais le signe suprême de leur aliénation¹⁰¹.

On en est là, et le consensus nucléaire serait bien verrouillé en France si deux faits nouveaux n'étaient venus insidieusement ranimer des controverses que le pouvoir croyait enterrées. D'une part, l'accident de Tchernobyl a fêlé le consensus autour des centrales : dans l'opinion, la France est redevenue majoritairement antinucléaire¹⁰². La technocratie n'a plus le vent en poupe et se sent clairement sur la défensive, à la merci d'un accident un tant soit peu grave. Ainsi la grande presse (y compris la presse Hersant !) a-t-elle commenté, par exemple, sans trop de ménagement la fuite de sodium de Superphénix, au lieu de recopier docilement comme autrefois les communiqués de l'EDF et du CEA. La réouverture de Superphénix fin 1988 s'est faite sur la pointe des pieds, sans tambour ni trompette. D'autre part, « l'effet Gorbatchev » et les premiers pas du désarmement menacent le consensus autour de la bombe (cf. les sondages résumés par le *Monde* du 25 février 1988). Bref, le paysage politique commence à redevenir intéressant.

Pour conclure

Quand ils se comparent aux Allemands, les Français manquent rarement de mettre en valeur leur rationalisme et leur individualisme issus des Lumières et de 1789, par contraste avec le « holisme » des Allemands supposés dépourvus d'esprit critique et indécorablement voués à l'obéissance¹⁰³. Or, la controverse autour de l'électronucléaire nous offre un saisissant contre-exemple : ce sont les Allemands, ici, qui ont fait preuve d'esprit critique, et les Français d'obéissance moutonnaire.

Les sociétés ont toujours essayé de se préserver contre la violence de leurs classes dirigeantes. C'est ce que Karl Polanyi appelait, dans la *Grande Transformation*, le « mouvement d'autoprotection de la société ». Le mouvement ouvrier est né de ce mouvement au XIX^e siècle, contre les ravages de l'industrialisation (voir l'analyse d'Alain Touraine, opus cité). Depuis les révoltes étudiantes de Berlin et de Berkeley en 1965, et depuis mai 1968 en France, la classe dirigeante occidentale se voit contestée du côté qu'elle n'attendait pas : elle ne sait quoi faire de cette « sensibilité alternative », qui tient l'exploitation de la nature et le gigantisme de la technique pour une menace aussi dangereuse que l'exploitation de l'homme par l'homme, et soupçonne toutefois que la modernité y est bien en jeu.

Dans cette nouvelle perspective, la France a

longtemps continué de brasser ses querelles provinciales en retard sur le mouvement social comme elle l'avait été, dans les années vingt, à propos de la théorie d'Einstein ou de la psychanalyse (- ces élucubrations mi-juives mi-boches -, cité par Elisabeth Roudinesco dans son *Histoire de la psychanalyse en France*). Pour le deux-centième anniversaire de 1789, il n'y aura toujours pas un seul député écologiste au Parlement français, alors que, depuis dix ans, les Verts sont entrés par dizaines dans les Parlements de tous autres pays d'Europe occidentale.

Le printemps 1989 est toutefois venu apporter la surprise. Face à la liquéfaction de ses adversaires sur sa gauche comme sur sa droite et débarrassé de préoccupations politiciennes, le pouvoir socialiste a prudemment amorcé le virage vers l'écologie. On a même vu Laurent Fabius (énergique promoteur du surgénératueur européen, à l'époque où il n'était encore que le ministre de l'industrie de Pierre Mauroy) organiser un grand colloque international le 4 mars 1989 à l'Assemblée nationale au sujet des menaces que font peser sur la planète l'excès de CO2

et la déchirure de la couche d'ozone.

Mieux vaut tard que jamais. Les dirigeants socialistes ont deviné à temps qu'il y avait là un créneau à occuper. Le très bon score des écologistes aux élections municipales de mars 1989, et leurs espoirs pour les élections européennes de juin ont en effet confirmé que l'opinion publique française ne pouvait demeurer très longtemps étrangère à la marée verte qui avait envahi le reste de l'Europe.

Cela dit, ne nous faisons pas d'illusion : aux yeux de la classe politique, le nucléaire n'en demeure pas

Cela dit, ne nous faisons pas d'illusion : aux yeux de la classe dirigeante, le nucléaire n'en demeure pas moins tabou ! Dès la formation de son gouvernement, Michel Rocard (dont le père, Yves Rocard, fut l'un des tous premiers nucléocrates aux côtés de Pierre Guillaumat) l'avait bien marqué en nommant Gérard Renon, ex-administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, au poste de secrétaire d'Etat à la prévention des risques naturels et technologiques majeurs. Si le mini-remaniement ministériel de fin mars 1989 a transféré cette responsabilité au secré-

taire d'Etat à l'environnement Brice Lalonde, ce n'est qu'après une période probatoire au cours de laquelle celui-ci avait confessé ses péchés antinucléaires de jeunesse et s'en était publiquement repenti.

Bref : le nucléaire demeure toujours la tache aveugle de la démocratie française, et les écologistes de l'Hexagone, ressurgissant en force après douze années de défaites consécutives, auront fort à faire pour sortir le pays de ses vieilles peurs. Le danger principal pour le XXI^e siècle n'est pas dans la menace d'une invasion étrangère, mais dans l'essor incontrôlé de notre propre puissance.

© Louis Puiseux

Tchernobyl
anatomie d'un
nucléaire
Lebovici, 152 p.,
1987

MENDÈS-FRANCE,
Pierre

Lettres à une
citoyenne ordinaire
Syros, 124 p., 1988

POLANYI, Karl
La Grande
Transformation :
aux origines politiques
et économiques de
notre temps
Gallimard, 420 p., 1983

WEBER, Max
L'Éthique protestante
et l'Esprit du capitalisme
Plon, 342 p., 1964

Slawomir Mrozek

Fâcheuse nouvelle. Le matin, dès mon arrivée au bureau, mes collègues m'apprirent que le chef du service d'assainissement, la porte à côté dans le couloir, était mort.

Le défunt était l'un des plus anciens employés de la mairie. Il avait débuté comme modeste exterminateur, faisant du porte à porte et gazant les cafards. Par son zèle et son énergie, il avait atteint le poste suprême de cette branche. On nous le citait toujours, à nous, les jeunes, en exemple.

**

L'enterrement s'annonçait donc très solennel, en présence du maire, de toute la hiérarchie concernée et, évidemment, de tous les employés.

Notre cimetière est de toute beauté. Il est plein de vieux arbres et d'arbrisseaux, il y a surtout beaucoup de lilas et de merisiers et, comme cela se passait en mai, un tapis naturel de fleurs ornait une luxuriante litière d'herbes et de simples. Ce qui était particulièrement bienvenu ; car, en accompagnant un défunt

vers sa dernière demeure, il n'est pas convenable de la spécificité de sa branche, il était le plus apte à exprimer les pensées et les sentiments qui convenaient dans ces circonstances. Et il parla ainsi :

« Nous faisons, en ce jour, nos adieux à un collègue qui pendant des dizaines d'années fut à nos côtés, dans notre travail et dans notre lutte. Pour la première fois il quitte son poste. Oh non ! pas de son propre fait, mais pour des raisons indépendantes de sa volonté. S'il avait pu, il serait certainement resté parmi nous, car ne n'est pas de bon gré qu'il a lâché l'étendard du progrès. »

Comme il avait commencé joliment, la foule se serra davantage autour du cercueil et de l'orateur, pour mieux entendre. Moi, j'avais de la place, parce que j'étais à l'écart.

c'étaient, après tout, des représentants d'une nature criminelle. Ne sachant, de honte, où poser mon regard, je le fixai sur les membres de la société.

« Le collègue dont nous prenons congé aujourd'hui avait tôt saisi l'importance du problème. Il avait compris que même si nous parvenions à exterminer tous les insectes des bois et des champs, l'œuvre ne serait pas achevée tant qu'un seul cafard, cet espion de la nature, courrait furtivement sur un parquet de grande ville. Aussi longtemps qu'une seule puce, qu'une seule mouche, qu'un seul mille-pattes sautera, volera ou rampera par-dessus les remparts de notre défense, nous n'aurons pas le droit de nous reposer sur nos lauriers. La culture, la science et la technique lèvent vers le ciel le flambeau du progrès, mais une puce en dessous peut faire trembler leur

MROZEK, Slawomir

Les Porte-plume
Albin Michel, 208 p.,
1965

Tango
suivi de
En pleine mer : Bertrand
Sirois-tease
Albin Michel, 335 p.,
1966

Second service
suivi de
Testament

La Maison frontière
Albin Michel, 298 p.,
1969

Une souris
dans l'armoire
Albin Michel, 240 p.,
1970

Les Immigrés
Albin Michel, 118 p.,
1975

Le Pic du bossu
Albin Michel,
124 p., 1979

L'Ambassade
suivi de
Les Immigrés

L'Avant-Scène, n° 728,
1983

Le Résident (Alfa)
Acteurs, n° 34,
mars 1986

L'ENTERREMENT DE L'EXTERMINATEUR

lever les yeux qui, de fait, se fixent vers le sol en signe de deuil. Et que voyons-nous sous nos pieds quand nous assistons aux enterrements d'automne ? Rien que de la gadoue ou, dans le meilleur des cas, du gravier mouillé avec, sur les côtés, des tiges et des brindilles pourries. Nous nous sentons tellement plus légers quand nous voyons quelque chose d'agréable au bord de l'allée. Le soleil vaut mieux aussi qu'une bruine grise. Sans parler de la température. Et comme, ce jour-là, le soleil brillait à ravir, on ne pouvait rêver meilleur enterrement, du point de vue des participants vivants.

Le défunt méritait allait être enterré dans la section distinguée du cimetière (avec des présidents, des professeurs, des poètes), là où ne sont que hautes tombes de pierre. On en était aux discours funèbres et j'avais trouvé une place entre deux tombeaux ; l'un formait comme un petit bâtiment, l'autre était individuel avec, dessus, un personnage de marbre grandeur nature, vraisemblablement féminin : c'était difficile à dire, le visage étant enfoui dans les mains et les vêtements flottant. Ce personnage exprimait la méditation et le chagrin. Il y avait foule près du cercueil et ce n'était que de là, de côté et entre les tombes que je pouvais avoir une chance de voir. L'endroit était non seulement spacieux, mais aussi très agréable, parce que entre les tombes poussaient des pâquerettes et des pissenlits.

Le directeur du service culturel prit la parole au nom de la municipalité et de toute la ville. En raison

« Oui, du progrès. Car, qu'est-ce donc qui est le propre de la civilisation, si ce n'est la maîtrise de la nature ? Et nul n'ignore que cette dernière grouille d'insectes de toutes espèces, en majorité nuisibles, surtout pour l'agriculture. Le sort a jeté notre collègue sur un autre front de cette lutte, hors du domaine de l'agriculture. Mais est-ce un champ moins important ? »

Il laissa la voix en suspens et tous frémirent dans l'attente de la réponse.

« Non ! Car la ville est la citadelle du progrès, c'est-à-dire de la civilisation. La civilisation n'a commencé que lorsque nos ancêtres ont abandonné le giron de la nature et cessé d'être des bergers ou des agriculteurs pour fonder une ville. C'est pourquoi un seul cafard en ville nous est plus nuisible qu'un million de scarabées à la campagne. Là-bas, nous pouvons encore le tolérer en tant que reliquat inévitable de la barbarie sur un terrain insuffisamment civilisé. Mais en ville ? Un cafard en ville est une injure adressée à nos réalisations et à nos idéaux, à ce que nous avons de plus sacré ; c'est un défi que nous lançent les forces hostiles de la nature. Un cafard dans notre appartement avec ascenseur et W.-C. est, si je puis dire, une désacralisation du temple du progrès. Il n'y a et il ne saurait y avoir au cœur de la civilisation de place pour le cafard qui lui crache à la figure ! »

J'eus terriblement honte d'avoir jusque-là regardé sans animosité les pâquerettes et les pissenlits :

main. Le mille-pattes se moque mille fois de l'invention de la roue et la mouche profane la fourme de l'instruction publique. »

Il avait raison. Mais il avait fait cette dernière comparaison à de telles hauteurs d'esprit que je fus pris de vertige et que, pour ne pas tomber, je m'appuyai de la main à la dalle d'une tombe.

« Refaisons maintenant la route qui fut celle de notre regretté collègue. Dès son plus jeune âge, il



poursuivit les insectes, il attrapait les mouches et, en attendant le moment où la société mettrait à sa disposition tous les produits dont nous a dotés la science moderne, il leur arrachait les ailes. Était-ce là un jeu de gamin ? Une insouciance d'enfant ? Que non ! C'était le pressentiment d'une mission, les premiers réflexes de la vocation. Il aimait observer les papiers tue-mouches recouverts de glu semblable à du miel qui attirent cette vermine ailée et la font périr au milieu de longs bourdonnements. Il étudiait la composition chimique du poison violet dont sont gorgés les morceaux de buvard qu'on place sur les assiettes, les ingénieuses carafes-pièges où les mouches réussissent à entrer, mais dont elles ne trouvent plus la sortie, se noyant dans l'eau. Sans parler de la très ordinaire tapette, dont l'utilisation contribue non seulement à éliminer les mouches, mais aussi à exercer l'acuité de l'œil et l'agilité de la main. C'était là son jeu d'enfant préféré.

• Les années passaient, il grandissait et mûrissait. Son talent et une saine ambition le dirigèrent inévitablement vers les rangs de ceux qui, par leur effort quotidien, protègent la métropole de l'invasion de la vermine. Déjà, en tant que simple exterminateur, il attira l'attention de ses supérieurs. Rapidement...

À cet instant je sentis sur la main que j'avais appuyée à la dalle une démangeaison et, malgré ma résolution, j'arrachai mon regard du groupe et baissai les yeux, afin d'en découvrir la cause. C'étaient des fourmis qui passaient par ma main. Mais, du coup, je perdis le fil et lorsque je le retrouvai, l'orateur en était déjà à : « ... le chevalier de la croisade contre les insectes, l'Alexandre le Grand de l'assainissement ».

Je fis tomber les fourmis d'un geste et j'allais lever les yeux lorsque j'aperçus qu'elles étaient bien plus que quelques-unes. En foule, elles traversaient à toute vitesse, en diagonale, la dalle de la tombe, comme une autoroute, suivant une ligne strictement définie, dont pas une ne s'écartait, et ma main se trouvait tout simplement sur leur chemin. Le trafic sur cette autoroute était dense dans les deux sens.

• Le jour de la victoire est proche. Car, sous le commandement de notre regretté collègue, nous avons gagné une bataille décisive. De même qu'après les Thermopyles et Marathon, les armées grecques conduites par le grand Macédonien, harcelant les Perses vaincus investirent Persepolis et brûlèrent le palais de Xerxès, de même l'humanité, après les temps où elle a failli être vaincue par la nature, après une période où elle a su rétablir l'équilibre dans cette guerre contre la nature avant d'y remporter d'éclatantes victoires, l'humanité se prépare maintenant à porter l'estocade. L'heure du triomphe a sonné. »

J'étais un peu dissipé, parce que, en suivant le chemin formique, j'avais porté mon regard sur mes pieds, le chemin y conduisait aussi, pour le perdre dans l'herbe et le retrouver sur le mur de la tombe voisine, celle en forme de maison. Les fourmis couraient perpendiculairement, à une très grande vitesse, surtout si l'on considère qu'elles sont très petites, dans les deux sens, et toujours comme sur un fil.

• J'ai dit : il a vécu parmi nous, mais je n'ai pas dit : il est mort. Car son œuvre vit, et donc, il vit à travers son œuvre. Et lorsque tombera le dernier bastion de la nature...

Il m'était impossible de les suivre plus loin du regard, parce que le cortège traversait verticalement le mur et s'interrompait à son rebord supérieur : je ne pouvais tout de même pas grimper sur le toit. Je revins donc à la dalle, là où j'avais vu les fourmis pour la première fois et portai mon regard dans l'autre sens. Le chemin allait jusqu'au bord de la dalle, et puis disparaissait de mon champ de vision en raison d'un seuil optique ; je le retrouvai pourtant : il traversait l'allée de gravier pour aller sous les pieds des personnes assemblées. Là, je le perdis de vue entre les chaussures et les talons soigneusement cirés.

• ... Comme jadis la capitale d'un empire barbare...

Je changeai donc de posture et, m'approchant de la société assemblée derrière moi, je m'accroupis afin de repérer la suite du défilé des fourmis. Mais, même de

près, je ne pouvais rien voir que des chaussures, des bas de pantalons et de robes. Je pénétrai dans cette futaie de jambes, à la façon d'un serpent, dirais-je, si ce n'est que je me déplaçais à croupetons.

• ... Il sera avec nous ! »

Le fil fourmillant s'interrompait sous un talon, mais je le retrouvai lorsqu'il ressortait de l'autre côté de la chaussure, à l'avant ou sur le flanc pour disparaître à nouveau sous une semelle. Certaines personnes changeaient de place, ou bien se marchaient dessus, sentant que je me frayais un passage par en bas, mais elles ne le faisaient qu'avec la partie inférieure du corps, sans la participation consciente de la moitié supérieure, puisque le haut s'occupait de ce qui se passait en haut. Et la voix de l'orateur, au lieu d'être assourdie par la masse concentrée au-dessus de moi, était de plus en plus forte.

• ... Il sera avec nous quand nous aurons enfin dompté la nature et que nous l'attellerons au char de l'esprit humain qui nous mènera vers le soleil de la raison et de l'hygiène. Car tu es vainqueur, tu es le guide de ce char, tu es le vainqueur des forces obscures de la nature ! Le bourreau des bactéries et le titan de la désinfection ! »

Le discours tirait visiblement à sa fin, tandis que moi, je n'avais toujours pas remonté la piste des fourmis jusqu'au bout.

• Nous faisons le serment de continuer ton œuvre sous ton commandement. Nous allons inexorablement désinfecter, stériliser, désinsectiser et assainir jusqu'à ce que nous ayons exterminé toute vermine. Nous ne connaissons pas le repos tant que le dernier cafard ne sera pas tombé à genoux, tant que la dernière mouche n'aura pas poussé son chant du cygne, tant que le dernier mille-pattes n'aura pas senti le sol se dérober sous ses pieds. Viens-nous en aide, ô toi, notre exemple inoubliable et notre guide ! »

Eux ne risquent pas de l'oublier, mais moi, dans ma hâte devenue violente, j'oubliai d'être prudent. Les fourmis avaient de nouveau disparu sous un pied et moi, au lieu de contourner ce pied, je saisis à deux mains la jambe gênante à laquelle il appartenait et la déplaçai avec impatience. Aussitôt, les fourmis apparurent sur la surface ainsi libérée, mais, en même temps, on me saisit par le col et je fus tiré de la semi-obscurité des jambes en pleine lumière. Et juste devant moi, dans les rayons du soleil, je vis un cercueil de chêne, tout neuf, tout propre, tout brillant de vernis, avec le soleil qui jouait dans ses ferrures d'argent et les fourmis qui le traversaient au détriment de l'esthétique de ce meuble de qualité d'exportation.

• C'est un scandale ! » siffla à mon oreille, tout bas parce qu'il ne pouvait pas le faire plus fort, compte tenu de la solennité du moment, le chef du service du commerce et de l'industrie, à qui appartenaient la jambe déplacée et la main qui me tenait. • On règlera ça plus tard. »

Et il passa mon col à ceux qui se trouvaient derrière nous, ceux-ci aux suivants, et ainsi de suite, dans un mouvement centrifuge, de plus en plus loin du centre de la cérémonie, les uns me passaient aux autres avec de moins en moins de ménagements et ceux qui se trouvaient le plus loin, en bordure du groupe, me chassèrent manu ou plutôt pedi militari hors du rassemblement, à l'air libre.

Mais j'étais trop occupé pour m'en étonner. J'avais découvert où allaient les fourmis mais je ne savais pas d'où elles venaient, ou bien j'avais découvert d'où elles venaient sans savoir où elles allaient ? Il n'y avait pas moyen d'en décider, puisque la circulation se faisait dans les deux sens. Et, tandis que deux concierges costauds me reconduisaient vers la sortie, je n'avais toujours pas trouvé de réponse à cette question.

Je me suis beaucoup déplacée. Ma longue vie, telle la Gaule de Jules César (...), est divisée en trois parties. J'ai passé un peu plus de vingt ans dans un pays qui, en ce temps-là, s'appelait "la Russie", environ vingt-cinq ans dans un autre qui continue de s'appeler "la France", et, pour finir, une quarantaine d'années dans un troisième : "les États-Unis".

NINA BERBEROVA

C'est moi qui souligne



Chacun a ses secrets. Certains les traînent tout au long de leur vie comme un fardeau, d'autres les chérissent et les conservent avec soin, comme une source de vie jaillissante où ils puisent leurs forces vives jusqu'à la fin. Pour moi, ces secrets forment le trait d'union entre mon passé et mon présent.

Entendre de mes propres oreilles un ancien ministre ou un savant mondialement connu, lauréat du prix Nobel, ou un professeur de la Sorbonne, la Légion d'honneur à la boutonnière, ou encore un écrivain célèbre prêter serment, puis affirmer qu'il n'y avait pas eu de camps de concentration en U.R.S.S., produisit sur moi une des impressions les plus fortes de ma vie.

— Où donc sont vos bagages ? me demanda G. qui m'attendait sur le quai à New York.

J'eus honte, moins de ma pauvreté que de mon inconscience. Je lui indiquai deux valises que le douanier n'avait même pas daigné ouvrir.

UNE ŒUVRE SUPERBE
DÉCOUVERTE AVEC
50 ANNÉES DE RETARD

ACTES
SUD

COMMENTAIRES ET LETTRES

DES FLEURS

Le poète Jan Vladislav raconte qu'à l'enterrement du philosophe Jan Patočka « les autorités avaient interdit la vente des fleurs dans la ville et il fallait en chercher à plus de quinze kilomètres de Prague ». Il y a quelque temps, nous apprenions que des manifestants tchécoslovaques, dont le dramaturge Václav Havel, avaient été arrêtés et condamnés à des peines d'emprisonnement pour avoir déposé des fleurs sur une place du centre de Prague, à la mémoire de Jan Palach. Les autorités tchécoslovaques nous obligent donc à reconsidérer le rôle des fleurs dans la gestion des affaires humaines.

Nous savons que saint Jean de la Croix fit de la fleur le symbole des vertus de l'âme. Nous savons également qu'à Mahākashyapa, le Bouddha présenta une fleur à ses fidèles pour tenir lieu d'enseignement, comme symbole de perfection spirituelle. Ce qui nous permet de croire que les ennemis des fleurs sont aussi les ennemis de l'âme. Et que dans un monde sans âme, les fleurs incarnent une menace quotidienne. Prague nous apprend qu'il suffit d'une fleur pour ébranler le pouvoir et le forcer à réagir. On associe sans peine fleur et fragilité, mais on oublie souvent que le pouvoir peut être aussi fragile qu'une fleur. Le pouvoir peut s'emparer des manifestants et les contraindre au silence, mais il ne peut s'emparer de ce parfum de liberté qui embaume Prague et la prépare au renouveau. Dans la mythologie grecque, on raconte que Perséphone fut enlevée par Hadès dans les plaines de Sicile, alors qu'elle cueillait des fleurs avec ses compagnes. Nous rêvons du jour où Perséphone s'enfuira des caves du pouvoir pour courir à nouveau dans les champs et cueillir les fleurs de la liberté.

Christian BOUCHARD
Québec

LA DÉTENTE AU FÉMININ

La détente Est-Ouest, en général, c'est quand des chefs d'Etat, après mûre réflexion et moult consultations avec leurs conseillers militaires, grimpent jusqu'à un sommet et là, flanqués de leurs interprètes, émettent, chacun dans la langue de bois qui lui est propre, des énoncés un tantinet moins belliqueux que l'année précédente. Ils se serrent la main devant les photographes de presse, proclament aux mille micros sautillants que l'accord auquel ils ont abouti est historique, et rentrent, chacun dans son pays, donner l'ordre (au mieux !) d'éliminer quelques lance-missiles.

Les décisions des hommes politiques - de se faire la guerre, la gueule, la peau - empêchent, c'est bien connu, les peuples de se connaître : entre autres, et ce n'est pas le moindre des moyens, en entravant la libre circulation de la littérature. Mais, même dans les institutions créées pour remédier à ce problème, tel le Pen-club, les livres de femmes et les sollicitations de femmes écrivains sont notablement sous-représentés... A tel point que, voici deux ans, les Américaines ont décidé de former leur propre chapitre du Pen-club et d'organiser leurs propres contacts et colloques internationaux.

C'est également une Américaine qui a pris l'initiative d'organiser, en janvier 1989, les Premières rencontres internationales de femmes écrivains. Carol Pratl, qui habite en France depuis dix ans, a séjourné seize fois en Union soviétique et s'est livrée à une impressionnante activité de go-between entre Moscou, Paris et New York : traduc-

tions, articles, invitations, voyages organisés... notamment pour faire connaître le théâtre russe en Occident. Son nouveau projet consistait à faire venir une dizaine de femmes écrivains de l'Union soviétique et une dizaine d'autres des Etats-Unis, pour se retrouver pendant une semaine à Paris et y parler littérature avec une vingtaine de Françaises. Ce n'était pas une mince affaire.

Or cela a eu lieu. Parfois les choses se passent ainsi : il suffit que la bonne personne pose la question pour que des « oui » pleuvent. De toute évidence, Carol Pratl était la bonne personne. Elle a obtenu les « oui » de l'Union des écrivains soviétiques, de l'Association France-URSS, de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, de la Maison des écrivains, du restaurant Karlov... et puis d'une palette bariolée d'auteurs de prose et de poésie. Imaginez, réunies dans la même pièce, Kate Millet et Tatiana Tolstoy, Annie Ernaux et Marilyn French, Zoia Bogouslavskaya et Grace Paley, Hélène Cixous et Alison Lurey, Danièle Sallenave et Dominique Desanti, Régine Desorges et Viktoria Tokareva... j'en passe, et pas des plus obscures. Des Françaises qui ne s'étaient pas adressées la parole depuis dix ans ont accepté de participer aux mêmes tables rondes; des féministes chevronnées de Manhattan ont accepté de dialoguer avec des chrétiennes ferventes de Géorgie; des stars habituées à briller toutes seules au firmament des lettres ont accepté de mêler leur lumière à celle d'autres étoiles...

Et cela a fait des étincelles. La bonne idée de Carol Pratl, ce fut, d'emblée, d'exclure « le public » des tables rondes (en revanche, celui-ci put assister, tout au long de la semaine, à des lectures de poésie, des débats, des projections de films et des expositions de photos). Ce furent, du coup, de véritables rencontres; et il n'y avait pas de « communications », uniquement de la communication. Or celle-ci (malgré le concours de traducteurs exceptionnels) a été difficile, heurtée - passionnante, bien sûr, mais striée de contradictions tragi-comiques. Encore et encore, on a pu vérifier que le Rideau de fer avait produit ses effets, ne serait-ce que parce que toutes ces femmes parlaient sur fond d'ignorance réciproque : elles ne s'étaient pas lues les unes les autres, ni en particulier ni en général; les littératures féminines de chaque pays restent très largement non traduites (à l'exception partielle de la littérature des Américaines en France).

La forme des interventions différait de manière surprenante (parce qu'assez systématique) selon la provenance de celle qui parlait. Les Soviétiques manifestaient relativement peu de curiosité à l'égard des Occidentales; elles se contentaient de répondre aux questions (nombreuses, et parfois agressives) qu'on leur posait - et presque toujours en racontant une histoire édifiante. Les Françaises avaient une approche plus conceptuelle, plus abstraite, parfois alambiquée mais toujours élégante, alors que les Américaines avaient tendance à hésiter, voire à balbutier - mais leurs interventions respiraient la spontanéité et la sincérité.

Quant au contenu... Bien moins homogènes en tant que groupe que les Soviétiques (toutes membres de l'Union des écrivains), dont certaines avaient entamé leur carrière littéraire pendant la période de « stagnation », et d'autres

pendant la guerre froide, ou que les Américaines, dont presque toutes se réclamaient explicitement du féminisme, les Françaises ont été peut-être un peu déconcertées de se trouver dans la position de l'hôte (d'une fête) à qui personne ne parle. La moitié d'entre elles ont commencé leurs interventions en précisant : « Je ne me considère pas comme une femme écrivain mais comme un écrivain tout court », alors que l'autre moitié avait largement contribué à répandre sur le globe la notion ambiguë d'« écriture féminine », mais d'évidence ces nuances importaient peu à leurs interlocutrices. Les échanges les plus fascinants ont eu lieu, indiscutablement, entre Américaines et Soviétiques.

Il y aurait deux manières de caractériser l'abîme entre les deux mondes : les Américaines disent « je » et les Soviétiques, « nous » ; les Soviétiques disent « je » et les Américaines, « nous ». Dans les tables rondes consacrées aux thèmes de - l'Autobiographie dans l'œuvre - ou « Héros, héroïnes et stéréotypes », les Américaines prenaient chaque fois la parole en parlant de leur propre expérience, souvent très personnelle, en tant que femme et en tant qu'auteur (« Moi, je... », « Voici comment je travaille... », « Dans mes livres... », « Ma vie... », « Mon but... »), tandis que les Soviétiques voyaient les choses de haut et de loin; « Je suis lettone, a déclaré Vizma Belševica, et le destin d'un poète letton est inséparable du destin de sa nation » ; « Le thème de la femme intellectuelle, interdit pendant la pé-

riode de stagnation, commence à surgir dans notre littérature » a expliqué Elena Kaplinskaïa.

En revanche, chaque fois que la question épineuse de la « femme écrivain » revenait sur la table, les Américaines se vantaient de leur solidarité, leur remise en cause des prétentions universalistes de la littérature masculine, leur force accrue grâce à l'existence de revues et de journaux littéraires « rien que pour elles », tandis que les Soviétiques insistaient sur l'absolue spécificité des conditions matérielles (temps, argent) qui rendaient l'écriture possible ou impossible pour elles en tant qu'individus. (Diane Johnson : « Etant donné qu'on ne prend pas les femmes au sérieux à l'intérieur de l'institution littéraire, ne pensez-vous pas que les femmes elles-mêmes ont du mal à se prendre au sérieux ? » Tatiana Tostoi : « Aidez-vous vous-même ! »)

En somme, chaque groupe était assez fermement persuadé que l'autre était arriéré et provincial, et qu'il faudrait au moins un siècle de progrès avant que les Soviétiques (ou les Américaines) ne rattrapent les Américaines (ou les Soviétiques). Etait-ce l'impasse ?

Nombre parmi les participantes sont avides de poursuivre et d'approfondir le dialogue - convaincues que, si détente au féminin il y a, elle doit passer non par la destruction des anciennes forces de destruction, mais par la création de nouvelles forces de création.

Nancy HUSTON
Paris

HUSTON, Nancy
Jouer au papa et à l'amant : de l'amour des petites filles
Ramsay, 190 p., 1979
Dire et entendre
Payot, 192 p., 1980
Les Variations Goldberg
Le Seuil, 1981
Mosaïque de la pornographie
Denoël, 1982
L'amour comme à la guerre
(en collaboration)
Le Seuil, 329 p., 1984
Histoire d'Ormya
Le Seuil, 184 p., 1985
Lettres parisiennes : autopsie de l'exil
(en collaboration)
Barrault, 200 p., 1986
Trois fois septembre
Le Seuil, 1989

GALMICHE, Xavier
Prague, Bohême, Moravie Guide
littéraire, artistique, touristique
Jacques Dumas, 143 p., 1989

THEATRE PAR LE BAS

« LES CONTES EROTIQUES ARABES DU QUATORZIEME SIECLE »



du 12 juillet au 3 août 1989
à 22 h 15
au
THEATRE DU BALCON
38, rue Guillaume-Puy
AVIGNON
Tél. : 90.85.00.80

Même un séminariste
trouverait cela aérien
et irréfutable

Libération

Un frisson étrange...
Le public se laisse enchanter

Télérama

CORRESPONDANCES DE

Gialio Giorle

SCIASCIA, Leonardo
La Disparition
de Majorana ;
Les Poignardeurs
Flammarion, 1984

MILAN - Pourquoi voit-on parfois un homme célèbre disparaître ? Il n'est ni mort ni vivant - pour les autres, mais effacé de la société, protégé par le choix involontaire du silence, enchante peut-être que la communication se soit interrompue. Ceux qui le cherchent ont la sensation d'être sur les traces d'un fantôme, cependant que les raisons de sa célébrité revêtent des significations nouvelles. Une sorte de parabole - ou même de mythe - se constitue autour de ce qui apparaît toujours davantage comme une sorte de - trou noir - de la vie civile. On pourrait citer bien des exemples, parfois fort récents, concernant des savants illustres. Mais en Italie, c'est surtout la disparition d'Ettore Majorana qui, à plus d'un demi-siècle de distance, suscite encore des débats. Il faut avant tout porter cet intérêt maintenu à l'actif (ou, pour ses détracteurs, au passif) de Leonardo Sciascia et de sa *Disparition de Majorana*, et, après la littérature, au cinéma : *I ragazzi di via Panisperna*, de Gianni Amelio. Ces ragazzi (- garçons -) étaient, en réalité, de très jeunes scientifiques qui, autour d'Enrico Fermi, effectuèrent les recherches et les expériences qui aboutirent à la découverte de la fission nucléaire de l'uranium. Dans ce - groupe de Rome - (qui est l'une des gloires de la physique italienne du XX^e siècle), Ettore Majorana représentait l'esprit critique, le mathématicien prodigieux, le théoricien brillant - et, du fait de tous ces dons, du groupe il était devenu la conscience. C'est durant la traversée de nuit du Palerme-Naples que Majorana disparut, le 27 mars 1938.

Lisant ces événements, à la lumière de la mémoire et du sentiment, le film rend compte, à travers le personnage d'Ettore, des inquiétudes du siècle. Il se conclut par l'image des époux Fermi sur le bateau qui les emporte vers les Etats-Unis : on a la sensation qu'en même temps qu'eux c'est la physique qui émigre, elle aussi, vers un - monde nouveau -, dont Ettore a refusé de faire partie. Peut-être a-t-il voulu refuser au monde jusqu'à la certitude de sa mort - comme un personnage de Pirandello. A la fin, le héros cite Isaac Newton : nous sommes comme des enfants qui s'amuse sur une plage avec de petits cailloux, tout heureux d'en trouver parfois un, plus poli que les autres, - tandis que l'immense océan de la vérité s'étend, inviolé, devant nous -. Nous voilà revenus au - trou noir -.

Le « trou noir »

Peu avant sa disparition, dans des notes qu'il a laissées, Majorana observait que la nouvelle physique, qui avait pénétré les secrets du noyau de l'atome, avait détruit - deux piliers - de la conception traditionnelle de la nature : - l'existence objective de la matière - et - le déterminisme physique -, c'est-à-dire l'idée que toute - configuration future d'un système peut être prévue par le calcul, à condition qu'on en connaisse l'état initial -. Tout en insistant surtout sur - l'immense intérêt spéculatif - d'une recherche - qui va vraiment jusqu'aux racines ultimes des faits naturels -, le jeune savant parle aussi d'une - portée plus vaste et peut-être révolutionnaire - de ce type de travail. A quoi faisait-il allusion ? Nous savons bien aujourd'hui que la fission de l'uranium a fini par transformer jusqu'à notre vie quotidienne, en bien comme en mal, Majorana, apprenti-sorcier conscient, serait donc aussi un grand prophète ?

La référence à Prométhée peut nous fournir un fil conducteur : il n'est nullement insolite que les poètes, les hommes de lettres, les philosophes, ou tout simplement nos voisins de palier aient peur des présents de la science. Les scientifiques le savent bien : Copernic a écrit que les découvertes des mathématiciens (astronomes inclus) étaient destinées aux seuls mathématiciens ; Galilée s'est repenti d'avoir fait une propagande trop ouverte aux nouvelles idées coperniciennes en dehors du cercle restreint des spécialistes ; Bacon a soutenu qu'il valait mieux ne pas parler de certaines découvertes ou inventions à ceux qui ne sont pas de la - demeure de Salomon -. La peur étant un sentiment comme les autres, on ne verra là que le signe du refoulement de la sphère sentimentale (au XVII^e siècle, on aurait dit des - passions -) par la démarche scientifique. Bien entendu, une sorte d'affectivité sous-tend aussi ce type d'activité : l'intérêt pour la vérité, par exemple, ou, plus prosaïquement, pour la carrière. Mais le problème est qu'à un moment donné, c'est Prométhée lui-même qui prend peur : et, dès lors, Majorana devient une sorte de - conscience - des jeunes gens de la via Panisperna. Il n'est plus - l'inquisiteur - de la rigueur mathématique, mais celui du domaine fuyant de la responsabilité.

Les difficultés de la découverte, les - chemins tortueux -, les échecs même n'ont guère, aux yeux du public comme à ceux de la communauté scientifique elle-même, l'image de la science comme - savoir objectif - : peut-être la renforcent-ils. Pourquoi, alors, s'est-on obstiné à répéter,

comme Nietzsche, Husserl, Heidegger, etc. que la science, dans son - progrès -, finit par - supprimer la joie - ? Il est trop facile de se débarrasser de la question en disant qu'il s'agissait là de représentants d'une réaction romantique ou - néo-romantique - contre le nouvel esprit scientifique. Donnons la parole aux scientifiques : Marie Curie, à qui l'on doit la découverte du polonium et du radium, a dit un jour que - la science doit s'occuper des choses et non des personnes -. À condition que cela ne signifie pas qu'il faille traiter les personnes elles-mêmes comme des choses. Mais, dira-t-on, le péril est conjuré par le fait que la science est un savoir - publié et contrôlé -. Et pourtant, qui contrôle qui ? Ne serait-ce qu'en raison de la spécialisation croissante - ou des investissements économiques toujours plus massifs, ou encore des liens avec l'appareil industriel ou militaire, etc. - le public accède difficilement à la citadelle de la recherche et, même s'il y pénétrait, il ne comprendrait pas ce qui s'y fait réellement. L'aspect paradoxal de toute cette affaire, c'est que cette sensation de malaise est engendrée par le succès même de la science.

Qui contrôle qui ?

On pourra certes m'objecter qu'il s'agit encore de philosophie de la science. Certes. Mais si l'on passe du paradoxe de la science au paradoxe correspondant de la technologie, les choses changent. Car ceux qui se préoccupent de voir que la réussite technologique, c'est-à-dire le progrès des techniques planifié par la raison scientifique, est justement ce qui dégrade la planète, ceux qui prédisent un avenir de cauchemar pour les générations futures et posent ainsi les premières de leur propre fin, ce sont des scientifiques, des administrateurs, des journalistes, des spécialistes des media, etc. Ce sont leurs rapports et leurs enquêtes qui révèlent les conséquences du développement. - Un public méfiant à juste titre, a observé Sandra Postel dans *State of the World 1988* - veut être assuré que son eau, sa nourriture et son environnement sont parfaitement sains. Seulement, cette - assurance - n'est nullement à portée de la main. La couverture de la revue *Time* de janvier 1989, qui était consacrée à la Terre représentée comme un globe enveloppé dans la matière plastique d'une sculpture de Christo, a fait le tour du monde. Notre planète est - malade -, et les hommes apparaissent à la fois comme les principaux - agents pathogènes - de cette maladie et, en même temps que nos infortunés compagnons de route, les animaux, les lacs, les forêts, comme ses victimes. Le *State of the World 1989*, enfin, se montre plutôt pessimiste quant à l'évolution de la maladie. S'additionnent en effet la destruction de la couche d'ozone, la disparition de la forêt, l'effet-serre, les pluies acides, la pollution, les déchets impossibles à éliminer... avec dix ans seulement pour changer de route. Plus question de s'en remettre aux - générations futures -. Cette fois, c'est à nous d'agir.

Mais il serait tout aussi intéressant de savoir où se situe cette peur dans le public. Une enquête menée auprès d'un échantillon de jeunes et de très jeunes (à Milan) fait apparaître des nuances significatives. Le développement des ordinateurs, de l'informatique, des télécommunications, de - l'intelligence artificielle - suscitent rarement l'angoisse. Le cauchemar du grand ordinateur, du Big Brother, hante davantage les écrivains ou les cinéastes de science-fiction que leurs lecteurs ou leurs spectateurs. Les progrès de la génétique inquiètent davantage les religieux ou les philosophes que l'homme de la rue. Celui-ci peut regarder avec

suspicion telle ou telle expérience particulière, mais il ne s'est pas encore produit de - Tchernobyl génétique -. Par contre, même employée - à des fins pacifiques -, l'énergie nucléaire reste la préoccupation majeure, peut-être parce que (grâce à la diffusion de l'information) tous ont eu la possibilité de se familiariser avec son terrible pouvoir. La pollution semble frapper moins l'imagination des jeunes (et des moins jeunes). Je m'en rends compte lorsque je marche dans les rues de ma ville - au milieu des piétons et des voitures, noyés les uns et les autres dans le smog : certains, les cyclistes (ils ne sont guère nombreux à la vérité), portent le symbolique petit masque. J'ai la sensation que nous sommes trop pris dans cette fâcheuse réalité pour bien en comprendre la portée globale. En somme, nous sommes tous un peu comme Fabrice del Dongo à la bataille de Waterloo.

Les opinions que j'ai mentionnées doivent être prises pour ce qu'elles représentent : un coup de sonde dans un malaise diffus. Elles sont significatives parce qu'elles révèlent, outre des angoisses, des espérances, des désirs, des besoins. Et peut-être n'est-il pas nécessaire de rêver d'un retour à une nature - non contaminée -, ou de mépriser la science, pour s'efforcer de construire un monde plus propre (et nettoyé aussi de la guerre). Il y a convergence sur ce point entre le grand public et certains experts comme Lester R. Brown, du Worldwatch Institute. Chez les uns comme chez les autres, la réflexion ne débouche ni sur un optimisme facile ni n'est tentée de prendre ses désirs pour des réalités. Bertrand Russell disait (lui qui était presque centenaire) qu'il fallait avancer - mais avec un désespoir lucide -. Peut-être est-ce ce sentiment qui unissait chez Ettore Majorana l'intelligence et l'inquiétude, le goût de la recherche et le désarroi pirandellien.

Bertrand Russell indiquait aussi l'autre aspect de la question : si l'on ne veut pas que l'opposition entre la science et son public, entre les experts et l'homme de la rue, devienne un conflit ouvert, il faut qu'il soit en quelque sorte réglé à travers des formes d'organisation opportunes. Les appareils des Etats nationaux sont-ils adaptés à cette tâche ? Le nuage toxique de Tchernobyl - on l'a vu - a tranquillement ignoré les frontières. Et pourtant, il n'est guère aisé d'esquisser une autorité supranationale efficace. De la même manière il ne semble pas facile aux adeptes de cette nouvelle discipline, la bioéthique (et, plus généralement, de l'éthique de la science), d'établir à quel moment les contraintes, dont on espère qu'elles permettront d'éviter les effets pervers, risquent de se transformer en atteintes injustifiées aux libertés - en commençant pas la liberté des individus pour finir par celle de la recherche et du développement.

Je reviendrai encore un instant sur les résultats des différentes enquêtes : la méfiance qu'elles font généralement apparaître à l'égard de nos hommes politiques se passe de commentaires. Il faudra l'interpréter elle aussi comme l'indice d'un malaise - sans vouloir juger personne. Il est toutefois bien étrange qu'une eau considérée comme imbuvable selon les normes de la CEE devienne parfaitement potable en Italie, par une sorte de décision administrative. La convention, on le sait, a joué un rôle fondamental dans l'histoire de la pensée - de la science à la théorie politique. Mais la pollution ne perd rien de sa nocivité - quoi que puisse décider un ministre. Lequel ferait bien de méditer sur cette remarque de Ludwig Wittgenstein, pour qui la - convention - était sous-tendue par - l'abîme de la réalité -. Je ne pense pas qu'il soit bon de l'oublier.

G. G.

(1) - Rapport sur la planète - du Worldwatch Institute.



CORRESPONDANCES DE *Michael Ignatieff*

LONDRES - Des musulmans du sous-continent indien - paysans et ouvriers pakistanais, indiens et bangladais poussés par la pauvreté - ont commencé à arriver à Bradford dans les années cinquante pour travailler dans les filatures de laine et de coton. Aujourd'hui, ces filatures sont pour la plupart désaffectées, mais les musulmans sont toujours là, dans les pavillons adossés les uns aux autres qui se pressent autour des vieilles usines. A Bradford, il y a 60 000 musulmans : en l'an 2000, ils représenteront un tiers de la population. Dans le centre de la ville, sur les portes du musée, les panneaux sont écrits en anglais, en urdu et en pendjabi. Les cantines des écoles publiques respectent les règles alimentaires islamiques, et une matinée par semaine est réservée à l'instruction religieuse des enfants musulmans par un mollah local. Il y a une école de filles musulmane et privée, et plusieurs mosquées.

« L'inquisition libérale »

Si tant est que l'affaire Rushdie ait éclaté quelque part, tout au moins dans la conscience de l'Occident, c'est à Bradford. Certes, le livre avait été interdit en Inde dès l'automne 1988 et il y avait eu des émeutes au Pakistan ; mais c'est lorsque le livre a été brûlé en public pendant une manifestation devant l'hôtel de ville de Bradford, en janvier 1989, que les lecteurs occidentaux de Rushdie ont pris conscience du déferlement de colère militante sur le point de les submerger. L'un des aspects cruciaux de la fureur des membres de la communauté islamique de Bradford est le fait que personne n'a prêté la moindre attention à la mort de leurs frères musulmans au Pakistan ou aux lettres de protestation qu'ils avaient envoyées à Penguin Books dès l'automne, jusqu'à ce qu'ils accomplissent le seul acte symbolique que l'Occident percevait comme une provocation : brûler le livre. Ils s'excusent aussi peu d'avoir heurté notre sensibilité que de la condamnation de l'auteur par l'ayatollah Khomeyni. Celui-ci, qui n'est pas leur chef spirituel, puisqu'ils sont sunnites et qu'il est chiïte, a dit tout haut " ce qu'ils murmuraient tout bas " : La maison de l'islam avait été insultée et qu'ont fait les Saoudiens ? demandent les musulmans de Bradford. Qu'ont dit les autorités religieuses du Caire ? Seul l'ayatollah a pris la parole ; pour cette raison, jamais son autorité sur eux n'a été aussi grande. En outre, les musulmans de Bradford sont fiers d'avoir pris la tête des communautés islamiques des pays occidentaux. En privé, ils vous disent que c'est parce que leurs mosquées, contrairement à celles de Londres, ne reçoivent pas d'argent des Saoudiens. Etant indépendants, ils peuvent dire ce qu'ils pensent.

Comme l'affirmation l'un de mes amis musulmans, je fais partie de « l'inquisition libérale » de la coterie d'intellectuels qui, à leurs yeux, se servent de la doctrine de la liberté d'expression et de la tolérance pour masquer leur intolérance vis-à-vis de la position islamique. Je suis donc allé à Bradford pour voir ce qu'ils avaient dans le ventre.

Le prix de l'intégration

Qui sait ce que l'on apprend quand on va quelque part avec une équipe de télévision ? La perturbation est massive et les distorsions indécélables. Quoi qu'il en soit, j'ai arpenté les rues, bavardé sur le trottoir avec des petits garçons, visité des écoles et parlé avec les professeurs, mangé beaucoup de curries dans des petits restaurants, assisté aux prières ferventes à la mosquée et passé une journée avec un propriétaire de restaurants et sa famille - la classe moyenne musulmane - dans un petit pavillon accolé à d'autres dans une rue de banlieue. Nous avons filmé leurs deux filles revenant de l'école, disant leurs prières, puis regardant, comme tous les enfants anglais, si ce n'est qu'elles étaient vêtues de superbes tuniques et pantalons de soie verte, un feuilleton à très grande audience intitulé *Neighbours*. J'ai parlé avec leur mère de son mariage arrangé. Elle était la cousine germaine de son mari et on l'a fait venir du Pakistan à dix-huit ans pour l'épouser, sans qu'elle l'ait jamais vu. « Comment ça va ? », lui ai-je demandé en parlant du mariage. « La famille fait aller », a-t-elle répondu avec un petit sourire mélancolique.

Toute la journée, la famille est rentrée et sortie de la maison. Ils habitent tous dans la même rue : les grands-parents à côté, les frères en face ; ils travaillent tous ensemble dans les restaurants que possède la famille non loin de là, à Harrogate et à Leeds. Ce sont les hommes qui parlent ; ils étaient particulièrement indignés par une déclaration récente du ministre de l'intérieur qui, à la suite de l'affaire Rushdie, avait dit aux musulmans qu'ils devaient respecter la loi et se conformer aux règles de la culture

majoritaire. « Il nous répète : "A Rome, on fait comme les Romains." Mais ici les Romains, c'est nous, bon sang ! On n'a pas besoin qu'on nous dise comment se conduire », s'est écrié le restaurateur, furieux.

Nous roulions en voiture à travers les vallons verdoyants du Yorkshire pour nous rendre à son restaurant de Harrogate.

« Mais à Rome, ai-je rétorqué, on n'a pas l'habitude de tuer les écrivains dont les livres déplaisent.

« Je le tuerais bien moi-même », a-t-il dit, les yeux sombrement fixés sur la campagne du Yorkshire. Nous avons roulé un moment pendant lequel je me suis dit qu'il était vraiment bizarre de parler avec un homme cordial, travailleur, père de deux enfants, qui voulait tuer l'un de mes proches amis.

« Pourquoi ? - ai-je fini par demander.

« Vous ne comprendrez jamais. Tout ce que nous faisons, nous le faisons pour l'amour du Prophète, qu'il repose en paix ! Se lever le matin, prier, manger, conduire, tous nos actes sont conformes à sa loi. Quand vous l'insultez, vous insultez chacun de nous personnellement.

« Mais il est rare qu'un jour se passe sans que quelque chose m'insulte. C'est cela, vivre en société », ai-je répondu.

Il m'a regardé avec incrédulité. « Alors un homme pourrait vous dire que votre mère est une prostituée et vous ne bronchiez pas ? Pour nous, c'est pire. Rushdie dit que les femmes du Prophète sont des putains. Non, c'est intolérable ! »

Nous avons continué à rouler en silence et, comme il n'y avait personne d'autre dans la voiture, j'ai décidé que, cette fois-ci, il était sincère et qu'il ne prononçait pas les paroles que ses frères musulmans attendaient de lui.

Dans le restaurant, un endroit chic avec des fontaines et des sièges incrustés de petits miroirs étincelants, il m'apporte une bière ; je lui demande comment un pieux musulman comme lui peut servir de l'alcool à un infidèle comme moi.

« Ça, c'est un problème. Ça m'ennuie. Mais sans licence d'alcool, mon affaire est morte. Il a l'air gêné.

« Alors vous êtes obligé de choisir entre votre affaire et votre religion ?

« Oui. Et ça m'ennuie. »

Il me dit que les frères de la mosquée lui ont récemment reproché de vendre de l'alcool. « Récemment ? Vous voulez dire depuis l'affaire Rushdie ? - Oui », dit-il en regardant ses mains.

A Bradford, j'apprends que si cette affaire nous a permis de redécouvrir pourquoi la liberté d'expression est importante et quelles sont exactement les limites de la tolérance, elle a été pour eux l'occasion d'une redécouverte non moins douloureuse : celle du prix qu'a dû payer leur religion pour qu'ils puissent s'intégrer à notre société. Devant ce qu'ils ressentent comme une insulte collective lancée à leur religion, non par un écrivain isolé mais par toute la société blanche qui le défend, ils se posent d'anciennes questions : dois-je vendre de l'alcool aux infidèles ? Dois-je faire des prêts à intérêt ? Dois-je envoyer mes filles à l'école du quartier ? Et ils commencent à douter des anciennes réponses.

Darwin et le Coran

Cependant, à l'école musulmane de filles de Bradford, cette tendance à une séparation plus nette de la culture majoritaire se révèle pleine d'ambiguïtés. Les petites filles portent toutes un voile blanc et sont habillées de tuniques et de pantalons en soie rose ; les murs de ces anciens bureaux de la sécurité sociale sont ornés d'inscriptions coraniques ; les filles détournent leurs regards des hommes. Même leurs pères ne sont pas autorisés à pénétrer dans l'école sans y avoir été invités. Pourtant, les filles bavardent entre elles avec un accent du Yorkshire à couper au couteau et, pendant le cours d'anglais, elles se penchent sur leur exemplaire de *Kes*, un roman qui raconte l'histoire d'un petit garçon de la classe ouvrière et qui est un classique dans les écoles publiques. Elles discutent avec animation et indignation de la scène où *Kes*, couvert de boue, tout nu, est poussé de force sous la douche de l'école par un professeur sadique.

Leur professeur de chimie est une Anglaise imposante à la voix tonitruante, de toute évidence non musulmane. Je lui demande si l'on apprend aux filles à s'occuper d'un foyer. « J'espère bien que non, tonne-t-elle. J'aimerais bien former quelques professeurs de chimie parmi cette troupe », poursuit-elle, et toutes les filles sourient d'un air modeste.

« Est-ce que vous leur apprenez le dandysme ? » ai-je demandé à la directrice, un professeur de chimie d'origine pakistanaise qui a quitté le service public parce qu'elle voulait enseigner selon la tradition islamique.

« Nous leur enseignons la théorie de Darwin et la théorie

du Coran, parallèlement », répond-elle, ne me laissant aucun doute sur ce qui est supposé l'emporter dans l'esprit des élèves.

À la fin de la journée, les filles mettent un voile noir sur leur visage, ce qui les fait ressembler à des spectres, et elles se précipitent en petits groupes sur la passerelle qui enjambe la route principale, dans les rues où leurs pères enturbannés les attendent dans de vieilles voitures dégingénées pour les ramener droit au bercail. Ces pères, dont beaucoup sont analphabètes et chômeurs, paient la somme considérable pour eux de 450 livres par an pour donner à leurs filles une éducation religieuse.

Je reviens de l'école, après avoir rencontré des familles musulmanes, en me demandant si, malgré la meilleure volonté du monde, la communauté islamique peut se dissocier de la culture majoritaire. Les enfants regardent *Neighbours* à la télévision ; ils écoutent Michael Jackson à la radio : leurs pères servent de l'alcool aux infidèles. La sécession est peut-être ce que veulent les fondamentalistes, mais dans la pratique leur communauté est confrontée à chaque instant à la culture occidentale. Ce qui, selon eux, est en jeu est effectivement ce qui pose problème : la survie d'une différence religieuse et culturelle dans une société multiculturelle qui ne cesse d'exercer des pressions en vue de l'assimilation.

Liberté et blasphème

Ce qui est préoccupant, c'est de constater à quel point ils savent peu de choses de moi, du genre de personne que je suis. Auparavant, ils n'avaient jamais rencontré de membre de l'« élite » ou « inquisition libérale » ; ils sont convaincus que nous n'écouterons pas. Je leur dis qu'ils se trompent. Ils sont sincèrement perplexes. « Mais le livre n'a pas été interdit. C'est ça que nous attendons. »

Comme leur campagne n'a pas eu ce résultat, ils croient qu'elle a été sans effet. Je leur dis qu'ils ont tort : la plupart des intellectuels libéraux comprennent maintenant l'extrême susceptibilité de l'islam vis-à-vis d'une vision critique de la vie du Prophète.

« Ce n'était pas critique. Ça, on l'aurait toléré. C'était offensant.

« Quelle est la différence ? - Je veux savoir, car je ne crois pas qu'ils puissent réellement accepter une critique du Prophète.

« Lisez Naguib Mahfouz », me dit l'homme du Conseil des mosquées de Bradford. Le prix Nobel égyptien, explique-t-il, montre qu'un scepticisme respectueux est possible dans la tradition islamique. Ou alors, lisez *The Complaint of Muhammad Iqbal*, suggère-t-il : « C'est une plainte contre Dieu ». Je promets de le faire.

Ayant extirpé mon ignorance, ils veulent savoir en quoi je crois. D'ailleurs, ils doutent que je crois en quoi que ce soit. Ils sont convaincus que je vis dans une culture décadente, qui se sent coupable de n'avoir pas de ferme croyance et si corrompue par la liberté qu'elle est incapable de se mobiliser pour défendre quelque chose de sacré. « Regardez-vous, vous les chrétiens, disent-ils avec mépris. Vous avez fait un compromis avec le blasphème et regardez-vous maintenant. Votre religion est sur un tas d'ordures. »

« Il n'y a donc rien de sacré pour vous ? », me demande l'homme du Conseil des mosquées de Bradford le dernier soir. Nous sommes chez son frère, assis dans la pièce vide qui donne sur la rue. Il est tard ; il a interrompu le jeûne du Ramadan pour manger un sandwich et nous parlons jusqu'au petit jour. « Et la liberté ? Est-elle sacrée pour vous ? », insiste-t-il.

J'essaie de lui expliquer que dire que la liberté est sacrée, c'est détourner le sens des mots. La liberté n'est pas le saint des saints. C'est un concept contestable. Nous discutons tout le temps de ses limites.

« Alors, vous admettez qu'elle a des limites, dit-il.

« Bien sûr. Simplement, nous ne sommes pas d'accord sur ces limites. Vous pensez que ma liberté d'écrire ce que je veux devrait respecter vos sentiments sacrés, et je pense que si un écrivain se laisse arrêter par ces sentiments il n'écrira jamais une ligne intelligente. »

« C'est ce que vous pensez vraiment ? », demande-t-il.

« Oui. Le blasphème nous a rendus libres.

« Mon Dieu, dit-il en hochant comiquement la tête. Il va y avoir des problèmes. » Voilà au moins un point sur lequel nous sommes d'accord.



IGNATIEFF, Michael
La liberté d'être
humain
La Découverte, 144
p., 1986
L'Album russe
Maren Sell, à paraître
en 1989
A Just Measure of Pain
Penguin Books,
London, 1988.

(1) En français dans
le texte (NDT).

CORRESPONDANCES DE

Tzvetan Todorov

TODOROV, Tzvetan
La Conquête de
l'Amérique
Le Seuil, 1982
Critique de la critique
Le Seuil, 1984
Frère Bonheur, essai
sur Rousseau
Hachette, 1985
Nous et les autres
Seuil, 1989

PARIS - Y a-t-il une crise des « humanités » dans les universités américaines ? Oui, à en juger par l'apreté du débat qui se déroule en ce moment aux États-Unis. Les « humanités » vont mal, proclament les uns ; elles ne se sont jamais aussi bien portées, rétorquent les autres. Il se peut, bien entendu, que le cri de détresse provienne d'une illusion d'optique, comme il s'en produit constamment : « Notre société est en crise » (ou plus modérément, « dans une étape de transition ») est une phrase fréquente depuis les débuts de la modernité, qui ne révèle la plupart du temps que le point de vue égocentrique de l'observateur. « Avant, tout allait mieux » est une autre rengaine éternelle, qui s'explique moins par la dégradation permanente de la société humaine que par notre préférence, après tout compréhensible, pour les années où nous étions jeunes. Mais on peut aussi profiter de l'occasion qui se présente pour réfléchir sur l'état actuel d'un segment important de notre culture, l'enseignement des lettres, de l'histoire, de la philosophie et des sciences humaines, comme sur son état souhaitable.

L'accusation n'a pris de l'importance que parce qu'elle a été amplifiée par des voix extérieures à l'université. Que certains professeurs déplorent l'état de leur discipline n'est pas nouveau ; ce qui l'est, et qui est bien plus significatif, c'est l'énorme succès populaire des livres dans lesquels se sont exprimées leurs critiques. Ce sont les grands organes de la presse américaine, quotidiens et hebdomadaires, qui se sont emparés de sujets réservés jusqu'alors aux seuls membres de la profession, et qui ont fait entendre, dans l'ensemble, une voix critique. C'est une agence fédérale, le *National Endowment for the Humanities*, qui a produit des documents systématisant ces critiques ; le dernier en date s'intitule *Humanities in America*, et il est signé par sa directrice Lynne Cheney. Si l'on admet que l'université doit contribuer au bien de la communauté où elle s'insère, on ne peut se permettre d'ignorer ces voix incontestablement légitimes ; les reproches qu'elles formulent sont à prendre, sinon à la lettre, en tous cas au sérieux.

L'accusation et la défense

Résumons d'abord la thèse de l'accusation. Elle part d'un constat de déclin, qui n'a rien d'une impression subjective. Entre 1966 et 1986 le nombre de maîtrises dans les universités américaines a augmenté de 88 % ; le nombre de maîtrises attribuées dans le domaine des « humanités » a diminué de 33 %. En 1966, un étudiant sur six sortait de l'université avec un diplôme en « humanités » ; en 1986, le chiffre est de un sur seize.

Cheney suggère plusieurs explications de ce phénomène, mais deux d'entre elles paraissent avoir la plus grande portée idéologique, ce qu'on pourrait appeler la *spécialisation* et la *particularisation*. La spécialisation est un mouvement qui affecte l'ensemble des disciplines universitaires, et elle est due à la fois à l'accroissement du savoir qu'il est nécessaire d'absorber et à la pente naturelle de chaque spécialiste, qui le pousse à s'enfermer dans ce qui lui est le plus familier ; mais elle s'est révélée particulièrement néfaste pour le domaine des « humanités ». Les spécialistes des diverses disciplines ne se comprennent plus entre eux, et ils ne sont pas compris par le public extérieur. Quant à ce que j'appelle la particularisation, elle se traduit à la fois dans le point de vue (ou la « méthode ») adopté par les chercheurs et dans le choix de la matière étudiée. Le point de vue est explicitement anti-universaliste et présente les œuvres comme l'expression de la politique d'un groupe. La matière étudiée (notamment dans les cours de « civilisation occidentale », souvent obligatoires dans les collèges américains) ne recouvre plus ce qui était jusqu'alors considéré comme un canon indispensable, les « chefs-d'œuvre » de la littérature et de la philosophie occidentales ; on trouve à leur place des listes établies suivant les goûts de chaque enseignant, voire de chaque étudiant ; la dispersion a remplacé la continuité. La querelle a été particulièrement vive à Stanford, en Californie, où, sous la pression de certains groupes d'étudiants et de professeurs, et aussi d'une manifestation conduite sur le campus par Jesse Jackson au cri de « Hey, hey, ho, ho, Western culture's got to go », le cours (obligatoire) de « Civilisation occidentale » a été remplacé par un cours appelé, de façon plutôt neutre, « Cultures, idées, valeurs »...

La défense des « humanités » est conduite essentiellement par les intéressés eux-mêmes, les professeurs de lettres, histoire et philosophie. Je prendrai ici comme exemple une brochure publiée par l'*American Council of Learned Societies*, et intitulée *Speaking for the Humanities* — exemple sûrement représentatif, puisqu'elle est signée par les représentants des *Humanities centers* de cinq grandes universités (Rutgers, Yale, Cornell, Harvard, Stony Brook) et endossée par vingt-et-un autres praticiens prestigieux des disciplines

humanitaires. Le reproche de spécialisation est assumé par les auteurs de la brochure, qui affirment même fièrement ; « La spécialisation rend la pensée possible. » Il y a là une prétention extravagante, impliquant entre autres qu'en dehors des universités les gens ne pensent pas ! Pour justifier leur position, les auteurs recourent à l'argument familier selon lequel les écrits des physiciens ne sont pas non plus compris par le grand public. Mais n'y aurait-il vraiment aucune différence de nature entre l'histoire littéraire et la physique ? La fausse analogie ne serait-elle pas justement l'une des causes de la spécialisation excessive ?

À la différence du physicien ou du géologue, l'historien et le philosophe étudient un objet qui est de même nature qu'eux ou leurs semblables : l'être humain ; et cette différence entraîne des conséquences multiples pour leur travail. La connaissance de l'objet est bien l'un de ses aspects ; et, à cet égard, aucune « spécialisation » (aucune compétence) n'est de trop. Mais, en plus de cet aspect indispensable, l'étude des lettres et des sciences humaines en a aussi un autre, qui est la visée du bien de la communauté humaine dans laquelle on vit, voire de l'humanité toute entière ; on bute ici contre un autre sens du mot « spécialisation », qui est l'absence d'intérêt général que revêt le travail produit.

L'opposition pertinente n'est donc pas entre le « spécialiste » et le « belle-lettriste », mais entre un spécialiste qui refuse de s'écarter d'un pas de son objet et cet autre spécialiste qui décide de ne pas perdre de vue les intérêts de l'individu ou de la communauté. Une telle visée ne remplace pas le travail de connaissance proprement dit, sinon le savant serait éliminé au profit du prédicateur ou du militant politique ; et elle n'a pas à se manifester à chaque pas de la démarche scientifique ; néanmoins, elle forme l'horizon, toujours présent, de la recherche — sous peine de voir celle-ci se transformer en pure scolastique.

Passons maintenant à la seconde accusation, celle de « particularisation » excessive, et aux arguments avancés ici par la défense. D'abord la question de la méthode : est-il vrai que le point de vue de politique particulière doit remplacer partout l'universalisme désuet ? Une fois de plus, les auteurs de la défense assument avec empressement le reproche qui leur est adressé. Il n'existe pas de vérité ni d'objectivité, affirment-ils, mais seulement des points de vue et des intérêts particuliers. Toute prétention à l'universalité ne peut être qu'illusion naïve ou camouflage perfide. En accord avec ce principe, l'argument d'autorité se fait de plus en plus pesant (puisqu'il n'y a pas de différence entre le droit et la force, autant être du côté des plus forts) : les philosophes les plus « puissants », les plus « distingués », les plus « dominants » de la modernité, paraît-il, nous enjoignent d'aller dans cette voie.

L'ère totalitaire, où il n'y a plus de différence entre vrai et faux mais seulement entre forts et faibles, serait-elle advenue ? Je ne le crois pas. *Speaking for the Humanities* confond, volontairement au non, deux propositions dont l'une est triviale et l'autre, très contestable. Il est vrai que toute pensée naît à un moment donné, dans une situation particulière et qu'elle est liée alors à certains intérêts. Mais ce qui est vrai de l'origine ne l'est pas forcément de la portée : il ne faut pas croire que tous ceux qui ont aspiré à une vérité autre que locale soient des imbéciles ou des tricheurs. Le propre de l'être humain est non seulement d'avoir des intérêts particuliers, mais aussi d'être capable de les surmonter ; tout un chacun (sauf Calliclès) sait faire la différence entre le profitable et le bon. Ce n'est pas parce que l'algèbre est née chez les Arabes qu'elle n'est pas vraie en Chine ; ce n'est pas parce que les droits de l'homme ont été formulés en Europe qu'on ne doit pas exiger leur respect en Afrique du Sud. Enfin, la possibilité du consensus et l'aspiration universaliste sont évidemment beaucoup plus proches de l'idée démocratique que ne le sont les philosophies qui présentent le monde comme livré à la guerre irréductible des races ou des nations, des classes ou des sexes.

Existe-t-il un canon ?

Venons-en enfin à la question du canon. La difficulté provient ici de ce que plusieurs questions, toutes importantes, ont été télescopées en une seule. J'énumère les principales :

1. Tout être humain naît à l'intérieur d'une culture particulière. Et heureusement pour lui, car il n'a pas à organiser à neuf l'ensemble de ses expériences, ce qui serait une tâche épuisante ; il apprend l'organisation du groupe. Sans cette maîtrise d'une partie de la mémoire collective, il serait condamné à la non-communication. La vie moderne, qui a détruit beaucoup de canaux de transmission de la tradition, menace l'individu d'une infirmité particulière, la « *déculturation* » ; il est donc souhaitable qu'elle remplace les canaux

disparus par d'autres : l'éducation scolaire en fait partie.

2. La tradition occidentale est-elle « raciste, sexiste et impérialiste », comme on l'a dit à Stanford ? Ou est-elle au contraire universaliste, tolérante et critique ? Les deux, bien sûr ; si les questions soulevées restent longtemps les mêmes, les réponses, elles, varient : il y a, en ce sens, bien plus d'une tradition occidentale. Racisme, sexisme et impérialisme ont été pratiqués par certains, combattus par d'autres ; cela est évident ; il en va de même, d'ailleurs, de n'importe quelle tradition suffisamment riche : on y trouve toujours des écoles de pensée différentes, voire contradictoires.

3. Le fait que l'écrasante majorité des auteurs de la tradition occidentale soient des hommes blancs appartenant à la classe supérieure signifie-t-il que le contenu de leurs œuvres s'épuise en une défense de l'ébête blanche masculine ? Tous les blancs sont-ils racistes (anti-noirs), tous les hommes sexistes, etc. ? Pour le croire, il faudrait adhérer à l'adage « l'être détermine la conscience » de la manière la plus étroite qui soit. Il faudrait, de plus, être passablement raciste (la couleur de la peau décide du contenu de la pensée, tous les noirs pensent pareil, tous les blancs aussi), sexiste et élitiste. Mais rassurons-nous : savoir qu'un auteur est blanc et mâle ne nous apprend pas grand-chose sur le contenu de sa pensée. Et il n'y a aucune contradiction entre le contexte nécessairement historique dans lequel surgit une œuvre et sa portée plus ou moins universelle.

4. Doit-on être d'accord avec les auteurs qu'on enseigne ? Une réponse positive à cette question risquerait d'appauvrir énormément l'enseignement en question, et aurait pour effet à la fois de falsifier la tradition (n'en garder que ce qui nous convient) et d'orienter l'enseignement vers l'inculcation du bien. Une double remarque s'impose ici. D'abord, l'analyse d'auteurs avec lesquels l'enseignant et/ou les enseignés sont en désaccord peut être plus utile que celle de textes qui expriment le sens commun d'aujourd'hui ; je pourrais chercher à comprendre pourquoi Gargantua est sexiste ou Huck Finn raciste, plutôt que de les écarter du programme. Ensuite, il s'impose de distinguer entre la puissance d'une pensée et sa justesse (selon les critères en vigueur aujourd'hui) ; en vue de l'éducation de l'esprit, on estimera davantage la première que la seconde : l'anti-démocratie de Platon ne rend pas le philosophe grec moins stimulant qu'un social-démocrate contemporain.

5. Le canon n'est ni immuable ni malléable à merci, n'en déplaise aux conservateurs comme aux nihilistes. Seule notre habitude de nous enfermer dans des oppositions manichéennes nous rend difficile sa description. Le canon est marqué à la fois par la continuité et par une transformation incessante. Il n'exige pas davantage l'unanimité, et se contente d'une simple majorité relative.

Le but de l'éducation humaniste et libérale est de former des esprits ouverts, tolérants et critiques à la fois ; le moyen qu'on emploie pour l'atteindre est la maîtrise d'une tradition particulière ; il n'est de voies qui conduisent à l'universel que celles qui passent par un particulier. Si, en revanche, le moyen est laissé au libre choix de l'enseignant et de l'étudiant, la fin risque d'être dogmatique ; incapable de se situer par rapport à une tradition, l'étudiant prend pour de la vérité les préjugés de son temps. Pour procéder au nécessaire décentrement, ou renoncement aux illusions égocentriques et ethnocentriques, on doit apprendre à se détacher de soi-même, à se distancier de ses propres habitudes. Il n'y a qu'une manière d'y parvenir : c'est en confrontant ses propres normes avec celles des autres et en découvrant la légitimité de ces dernières aussi (ce qui ne veut pas dire que l'on renonce aux jugements transculturels : la tyrannie est condamnable sous tous les climats). C'est en cela que l'étude de l'Histoire est précieuse ; mais aussi celle des autres cultures. Non pour contribuer à une illusoire culture universelle, obtenue par addition d'œuvres coupées de leur contexte ; mais pour nous montrer qu'il y a plus d'une façon d'être humain.

Voilà, me dira-t-on, des exigences irréalistes ; les universités diminuent déjà la part de l'enseignement humanitaire ; or, vous suggérez qu'on doit maintenir l'étude de la « civilisation occidentale » et, de plus, lui adjoindre celle d'une « civilisation non-occidentale ». Tel est pourtant le prix qu'il faut payer si l'on veut que ces institutions produisent non seulement de bons experts, mais aussi de meilleurs citoyens, voire des êtres humains dignes de respect.



AUTEURS

- BARNES Keith (1934-1960)** Poète anglais
BOBBIO Norberto Philosophe et politologue italien, professeur à l'université de Turin, sénateur à vie (*la Guerre et ses théories*)
BOUCHARD Christian Auteur canadien
CAPRONI Giorgio Poète italien (*le Franc-tireur*)
CASTORIADIS Cornelius Philosophe et psychanalyste français (*les Carrefours du labyrinthe*)
COMTE-SPONVILLE André Philosophe français (*le Mythe d'Icare*)
CSÓÓRI Sándor Poète, essayiste et scénariste hongrois ; rédacteur en chef du journal indépendant *Hitel*
DARNTON Robert Historien américain, professeur d'histoire européenne à l'université de Princeton (*le Grand Massacre des chats*)
DEPESTRE René Ecrivain, poète et essayiste haïtien (*Hadriana dans tous mes rêves*)
DESSERTINE Jean-Paul Economiste, directeur général adjoint de la Banque de l'Union européenne
DINESCU Mircea Poète roumain, actuellement en résidence surveillée
EL SAADAOUI Naoual Ecrivaine et psychanalyste égyptienne (*Douze femmes dans Kanater*)
ENZENSBERGER Hans Magnus Ecrivain allemand (*Europe, Europe !*)
EÖRSI István Ecrivain et dramaturge hongrois
FORYCKI Remigiusz Maître de conférences à l'université de Varsovie
GAURON André Economiste français, conseiller auprès du ministre de l'Economie, des finances et du budget (*Années de rêves, Années de crise : 1970-1981*)
GIORRELO Giulio Epistémologue italien, professeur à la faculté de philosophie de l'université de Milan
GUSTAFSSON Lars Ecrivain suédois (*Préparatifs de fuite*)
HANSEN Thorkild (1927-1989) Historien et romancier danois (*la Mort en Arabie*)
HEANEY Seamus Poète irlandais (*Pays des marais*)
HOBSBAWM Eric J. Historien anglais (*L'Ere des empires*)
HUSTON Nancy Ecrivaine canadienne vivant à Paris (*Trois fois septembre*)
IGNATIEFF Michael Historien et essayiste anglais (*la Liberté d'être humain*)
ILLYÉS Gyula (1902-1983) Poète hongrois
JANION Maria Professeur de littérature à l'université de Gdansk et à celle de Varsovie, membre de l'Académie des sciences
JEAN-PAUL (Johann Paul Friedrich Richter, dit) (1793-1825) Ecrivain allemand
KAKAR Sudhir Psychanalyste indien (*Maksha, le monde intérieur : enfance et société en Inde*)
KEARNEY Richard Critique irlandais, professeur à l'University College, Dublin
KOTT Jan Critique dramatique et littéraire polonais vivant aux Etats-Unis (*Shakespeare, notre contemporain*)
KRISTEVA Julia Ecrivaine et psychanalyste française (*Etrangers à nous mêmes*)
LIKSON Rosa Ecrivaine finlandaise de langue finnoise
LIPSKA Ewa Poétesse polonaise
MROZEK Slawomir Dramaturge polonais vivant à Paris (*le Pic du Bossu*)
PUISEUX Louis Economiste français, ancien directeur d'études à l'EHESP (*Crépuscule des atomes*)
RIFBJERG, Klaus Poète, romancier et éditeur danois (*Poèmes*)
SELUCKÝ Radoslav Economiste, professeur à la Carleton University à Ottawa
SHKLAR Judith N. Professeur de sciences politiques et histoire des idées à l'université Harvard (*les Vices ordinaires*)
SKÁCEL Jan Poète tchèque
TODOROV Tzvetan Critique français, chercheur au CNRS (*Nous et les autres*)

TRADUCTEURS

- | | | | | |
|--|---|--|--|---|
| Anne Bernard-Kearney
Poème de S. Heaney | Philippe di Meo
Poèmes de G. Caproni | Georges Kassai
Variations sur Oedipe | La forêt brûle | Poème de K. Barnes |
| Zéno Bianu
Variations sur Oedipe | Jean-Yves Erhel
L'apocalypse laïque | Jerome Lentini
Les yeux | Brigitte Péroli
L'homme et ses Droits ;
Correspondances de G. | Melinda Teyras
Le visage fané d'Antigone |
| Marianne Buys
La guillotine, heros
tragique | Catherine Fournier
Un « plan Marshall » ? | Joëlle Lacor
L'imagination menacée ;
Correspondances de
M. Ignatieff | Giorrelo
Jean Rousselot | Armando
Uribe-Echeverria |
| Monique Christiansen
Poème de K. Rifbjerg | Marc de Gouvenain
Le monde selon Benjamin | Patrick Durednik
Poèmes de J. Skácel | Robert Simon
Les chamans du
capitalisme international | Montesquieu en
Amérique ; L'idée de
personne |
| Françoise Colonna
d'Istria
Le visage fané d'Antigone | Bernard Hoepffner
L'An zéro ;
Faire une « révolution
bourgeoise » | Anne Papart
Il naît à une heure et quart | Katarzyna Skansberg
Poème de E. Lipska | Charles Zarembo
L'enterrement de
l'exterminateur |
| Jean-Louis Courriol | | Jeanine et Karl Poulsen | Jacqueline Starer | |

A ROME paraît simultanément LETTERA INTERNAZIONALE. Direction : Federico Coen, A.J. Liehm, Vittorio Strada. Directeur de publication : Daniele Moro ; Adresse : Via Emmanuelle Gianturco 4, 00192 Roma. Tél. : 6-36.08.445.

A MADRID paraît simultanément LETRA INTERNACIONAL. Editeur : Salvador Clotas ; Direction : A.J. Liehm, Carlos Barral ; Rédaction : Manuel Ontano Armas ; Adresse : c/o Editorial Pablo Iglesias ; Monte Esquinza 30, 28010 Madrid. Tél. : 1-41.04.696

A BERLIN paraît simultanément LETTRE International. Direction : Frank Berberich, A.J. Liehm. Adresse : Dominicusstr. 3, 1000 Berlin W.62. Tél. : 30-7881682-9.

Club de la Lettre Internationale - Président : Edgar Morin ; trésorière : Marcelle Valette
 Pour soutenir LI, souscrire à l'ordre du Club Lettre Internationale,
 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris

LETTRE INTERNATIONALE

Journal trimestriel
 N° 21 Eté 89
 Direction : A.J. Liehm, Paul Nourit
 Couverture : Jiri Kolář
 Rédaction : Ghislaine Glasson Deschaumes ; Traductions, droits : Mira Liehm ;
 Bibliographie, iconographie, maquette, publicite : Jan Sekal. Collaborateurs : Valérie Löwit, André Raymond, Anne Sala, Anne-Marie Vestergaard, Pascal Vimenet.

Conception graphique : TOTEMA, 15, rue Martel, 75010 Paris.
 Editée par la S.A.R.L. Lettre Internationale, gérante : J.C. Winter, 14-16, rue des
 Petits-Hôtels, 75010 Paris
 Rédaction : 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, Tél. 42.47.02.00
 Administration : Abdessatar Brahimi, Tél. : 42.47.07.34
 Fabrication : Boutique à Signes - Tél. : 42.46.03.53
 Impression : ETC - Yvelot
 Prix du numéro : 42 F - Abonnement annuel : 140 F ; Europe : 160 F ;
 Autres pays : 195 F (par avion).
 N° ISSN : 0762 3690
 Commission paritaire : 66399
 Diffusion : NMPP
 Diffusion Benelux : Nord-Sud, 74, rue Lesbroussart, 1050 Bruxelles.
 Diffusion Suisse : Editions l'Age d'Homme - La Cité, 10, rue de Genève, 1003
 Lausanne. Tél. : (21) 22.00.95

Le texte de R. Darnton est publié avec l'autorisation de The New York Review of
 Books, © 1989 Nyrev, Inc. ; les textes de A. Comte-Sponville et de J. Kristeva ont été
 retravaillés par les auteurs à partir de leurs interventions respectives aux Colloques
 organisés, l'un par le Forum International de Politique, l'autre par la Société
 psychanalytique de Paris.

le nouvel Observateur

Un JOURNAL fait par
des historiens de l'immediat
des romanciers de l'instant
des ouvriers de l'ephemere
et qui, pourtant, croit au
DEBAT D'IDEES

Un HEBDOMADAIRE dont
la vie, la pature, la raison d'etre
est l'actualite
et qui, pourtant, essaie de ne pas capter
dans l'air du temps
que ce qui est appele a durer

Une PUBLICATION POLITIQUE et CULTURELLE
qui utilise le premier adjectif au masculin
et prend le second au serieux...

